
WIDENER
HN XCMW A

SIGILL: COLL: HARVARD: CANTAB: NOV: ANGL: 1650.

CHRISTO ET ECCLESIAE

The Gift of
Henry W. Torrey,
Professor of History
in
Harvard University,
9 April, 1866.

HISTOIRE

DE LA

VENDÉE MILITAIRE

TOME PREMIER

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR, rue Garancière, 8.

HISTOIRE

DE LA

VENDÉE MILITAIRE

PAR J. CRÉTINEAU-JOLY

CINQUIÈME ÉDITION

« La guerre de la Vendée a revêtu d'une splendeur incomparable quelques pages de notre histoire. On n'a vu nulle part ailleurs tant de noble vaillance et une pareille unanimité de dévouement. »
(*Histoire des Guerres de la Péninsule*, tom. I, p. 182, par le général Foy.)

TOME PREMIER



PARIS
HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
RUE GARANCIÈRE, 8

1865

AVANT-PROPOS.

L'histoire des guerres que soutinrent contre la Révolution française les provinces d'Anjou, du Poitou, de Bretagne, du Maine et de basse Normandie n'était pas encore connue dans son ensemble. Des écrivains de tous les partis étaient venus, avec plus ou moins de talent et de partialité, abriter leurs noms sous cette retentissante épopée. Les uns l'avaient calomniée après l'avoir comprise; les autres la déifiaient sans la comprendre. La Vendée militaire était une espèce de champ clos où les opinions se donnaient rendez-vous, où elles combattaient toujours à armes inégales; car la Révolution, dont personne ne songeait à exhumer les actes authentiques ou les documents secrets, se drapait dans son patriotisme; elle se glorifiait dans la victoire qui, en définitive, lui est restée par la faute de la Restauration, et elle accusait.

Sous le coup des incriminations qu'elle faisait retentir, tantôt à la tribune, tantôt dans les ouvrages historiques, et toujours dans les journaux qui ont arboré son étendard, il était bien difficile aux Royalistes qui n'étaient pas Vendéens de s'expliquer cette persistance révolutionnaire. Elle marchait à l'assaut, appuyée sur des

pièces officiellement menteuses, tandis que les écrivains monarchiques n'avaient à leur service que des déclamations, éloquentes sans doute, mais à la longue pourtant dénuées de toute espèce de preuves matérielles et morales.

Pour entraîner aujourd'hui les esprits, même les plus complaisants, il faut être armé de témoignages irréfragables. Nous vivons dans un siècle où tout a été usé, où la foi ne s'impose plus, mais où elle se discute; où les crédulités les plus robustes ne consentent à être convaincues que lorsqu'il leur a été démontré juridiquement qu'elles pouvaient croire, sans se condamner pour cela aux moqueries du scepticisme public. Les partis eux-mêmes reviennent à des études plus sérieuses, et abjurent de vieux préjugés; ils acceptent, sans trop d'injurieuses défiances, les jugements que l'on peut étayer sur des certitudes.

Jamais, sans doute, temps ne fut plus favorable pour écrire l'histoire contemporaine. Les intelligences sont fatiguées de l'ordre ainsi que de l'anarchie. Dans des rêves pleins de vague, insensés peut-être, elles aspirent à quelque chose de nouveau, à une commotion, à une transition que personne ne peut définir. Les uns l'entrevoient dans le bien-être, dans les jouissances de la vie, dans ce besoin de créations industrielles qui tourmente la plupart des existences; les autres, plus actifs par la pensée que par l'action, se jettent à la recherche de l'inconnu, creusent des systèmes impossibles, créent des chimères politiques, et se font une idole du premier objet qui frappe leurs yeux éblouis à force d'aveuglement. Cette situation offre plus d'un danger à la société;

mais, au fond de toutes ces intelligences en travail d'un nouveau monde, on saisit un laisser-passer pour la vérité. Ce laisser-passer n'aurait jamais été accordé par des passions plus exaltées ou par des esprits qui ne seraient pas aussi bien disposés par le désenchantement à toutes les déceptions des partis et à tous les aveux de l'histoire.

En dehors du talent de ceux qui m'ont précédé dans le récit des guerres de la Vendée, talent qu'il ne m'est permis ni de critiquer ni de louer, l'époque actuelle ouvrait donc un champ beaucoup plus vaste aux développements. Les haines et les affections sont à un temps de repos; on croirait qu'elles se donnent le mot pour faire halte et pour écouter de sang-froid, avant de reprendre leur course désordonnée, la vérité, que, dans un intérêt différent, elles ont jusqu'ici tenté d'étouffer.

Cette lassitude dans les esprits est toujours une ère propice à l'histoire; on ose alors ce qu'à une autre époque on n'aurait jamais risqué sans être à peu près assuré d'encourir l'excommunication de tous. On est vrai parce qu'on sait n'avoir à redouter que des critiques à peu près consciencieuses; parce que chacun, las des mensonges politiques sur lesquels il a vécu, essaye de se faire une arme de son impartialité.

Ce que mes devanciers n'avaient pas pu obtenir de leurs contemporains m'a été accordé de prime abord. L'*Histoire de la Vendée Militaire* a été pour les enfants ou pour les héritiers de la Révolution un ouvrage ordinaire qu'ils ont accepté, qu'ils ont jugé sans opinion formulée à l'avance, sans exclusion de parti pris. On m'a laissé en toute liberté étaler mes preuves, dis-

cuter le caractère ou les actes des hommes qui apparaissaient dans mes narrations. On a examiné les témoignages, pesé le pour et le contre avec une de ces rares sagacités qui procèdent autant de l'indifférence en matière politique que du respect offert aux convictions loyales. Du jugement de ces impartialités venues, comme à souhait, de tous les camps à la fois, il s'est établi pour mon ouvrage une espèce de sanction publique qui, après en avoir consolidé le succès, m'oblige à faire une nouvelle édition qu'à force de travaux et de recherches j'ai tâché de rendre plus complète et, par conséquent, plus digne de la Vendée militaire. Chacun a voulu apporter sa pierre au monument que j'élevais; de tous côtés ont surgi des renseignements et des détails qui donnent une physionomie plus prononcée à mon premier travail.

Lorsque des amitiés trop bienveillantes me pressaient de composer cet ouvrage, qui fut le rêve de ma jeunesse et l'ambition de mon âge mûr, j'éprouvais au fond de mon cœur un sentiment indéfinissable d'enthousiasme et de crainte. J'étais tour à tour obsédé et par le désir d'attacher mon nom à ces guerres trois fois glorieuses, et par la pensée que beaucoup d'autres avaient chancelé ou succombé en entreprenant de les raconter. Ce n'est pas, en effet, une histoire comme une autre que celle des provinces de l'Ouest.

Pour parler avec dignité de ce peuple à part dans les annales du monde civilisé; pour faire apprécier dans leur ensemble et dans leurs détails les causes qui le poussèrent à s'insurger; pour développer sans passion, sans haine, sans préjugé, sans admiration, si cela est possible à un homme consciencieux, tout ce que les

paysans tentèrent en faveur de la société menacée et de toutes les monarchies mises en péril ; pour énumérer ensuite les incalculables souffrances auxquelles ils se dévouèrent avec tant d'abnégation, souffrances venant de la République, dont ils se montraient les plus redoutables ennemis, et de la Royauté, qui aurait dû, sur le trône ainsi qu'en exil, les saluer comme ses défenseurs les plus héroïques, il fallait une persistance de volonté, une énergie de travail, une activité de recherches, un coloris de style, une variété de tons qu'avec toutes les séductions de l'amour-propre un écrivain ne peut guère se reconnaître.

J'ai résisté longtemps, et cependant j'avais entre les mains la plupart des documents qui devaient donner à cette œuvre un cachet de vérité. A Nantes, pendant un séjour de cinq ans, j'avais pu recueillir les récits des contemporains, me pénétrer des témoignages écrits et oubliés qui rendaient à ces guerres véritablement nationales la physionomie que de mensongères accusations s'acharnaient à leur faire perdre. Des circonstances particulières et nées de ma position de rédacteur en chef du journal *l'Hermine*, alors la seule feuille royaliste de l'Ouest, m'avaient mis en rapport d'amitié ou en relation d'affaires avec tous ceux qui s'associèrent à l'insurrection. Des papiers de plus d'une sorte me tombèrent entre les mains. La ville de Nantes, par son importance et surtout par la déplorable célébrité que Carrier lui imposa, était devenue le centre où affluaient tous les rapports des généraux républicains, tous les arrêtés des représentants du peuple. C'était là que se conservait une notable partie de leur correspondance officielle ou privée.

Les événements, qui marchent si vite en France, avaient condamné à la poussière des archives ces lettres que, depuis le jour où elles furent écrites, personne n'avait pris la peine de relire. Le hasard m'en a rendu possesseur. Avec ces correspondances, que le *Moniteur* a si souvent tronquées ou défigurées, j'ai jeté les premiers plans de mes récits. Tout était à refaire ou à reconstituer. Les Vendéens n'avaient ni le temps ni peut-être la volonté d'écrire. Ils laissaient aux Républicains le soin d'enregistrer leurs combats. Les Républicains, à de rares exceptions près, le firent avec une partialité tout à fait digne des haines de guerre civile. Ils arrangèrent les faits, pallièrent leurs déroutes, grossirent leurs victoires; mais cependant ils surent préciser les dates et indiquer d'une manière logique la marche des armées belligérantes.

Dans toutes les histoires des provinces insurgées, c'était toujours par le désordre chronologique que la confusion commençait à s'établir. L'ère républicaine, aujourd'hui mise de côté et que personne ne connaît, servait admirablement cette confusion. Les écrivains qui, dans l'Ouest ou à Paris, se proposaient de mettre en relief les innombrables matériaux qu'ils pressentaient à peine, étaient donc bien vite dans l'impossibilité d'asseoir leur œuvre sur une base solide. Il fallait avancer à tâtons, contredire les premiers, ne pas se ranger à l'avis des seconds, et offrir une nouvelle version qu'un autre annaliste déclarait erronée par une dernière hypothèse n'ayant pas plus de réalité que les précédentes.

La découverte de ces correspondances, égarées dans de vieux cartons ou reléguées au fond des poudreuses

armoires de quelques patriotes qui avaient fait la guerre contre les Vendéens, contre les Bretons ou les Manceaux, devenait, pour l'histoire de la Révolution française, une bonne fortune inespérée. Cette bonne fortune m'était échue en partage. Le jour arriva où, après de longs travaux préliminaires, je me crus à peu près apte à raconter les événements que depuis plusieurs années j'étudiais avec un patient amour, événements dont les récits, faits à la veillée du foyer paternel, avaient souvent bercé mon enfance.

Je n'avais pourtant encore à ma disposition que les souvenirs toujours vagues, toujours insuffisants, des contemporains, les documents émanés des Conventionnels, les actes patents ou secrets, les minutes mêmes des comités et des tribunaux révolutionnaires. La vérité m'apparaissait bien déjà dans tout son jour; mais elle ne me donnait que la clef des crimes dont cette tragique époque fut souillée, et il me fallait autre chose.

Je savais parfaitement que les officiers ou les soldats vendéens n'avaient rien livré à la publicité. Cependant, en dehors de madame la marquise de la Rochejaquelein, dont les *Mémoires* si pleins de sublime naïveté et de touchante éloquence ont commencé à faire juger et aimer la Vendée, il pouvait s'être rencontré des Royalistes qui avaient dû sentir le besoin de narrer leurs exploits. Les annalistes de toutes les nuances d'opinion mêlaient trop souvent au récit des faits révolutionnaires les noms, les succès ou les défaites de la Vendée et de la Bretagne; ils expliquaient les uns et les autres avec trop de mauvaise foi, d'ignorance ou d'enthousiasme, pour que, dans leur solitude, les hommes qui survivaient

à ces guerres n'eussent pas conçu la pensée de laisser au moins à leurs enfants des notions précises sur tant d'événements, la gloire et le malheur de leur vie.

Avant de commencer mon ouvrage, il me restait à savoir à quoi m'en tenir. Je voulais m'entourer de toutes les preuves. Avec cette obstination instinctive que les difficultés ne font qu'aiguillonner, je frappai, je fis frapper à toutes les portes.

J'avais évoqué des notes éparses, des souvenirs contemporains. De partout je recevais des pièces ou des documents qui ne permettaient plus l'hésitation, puisqu'ils abrégeaient le travail et le rendaient ou instructif ou facile.

Ici je découvrais les manuscrits rédigés à Londres en 1796 par M. de Beauvais, qui, après être sorti du Bocage, où il avait servi, consacrait ses heures d'exil à réfuter Turreau, le général des colonnes incendiaires.

Là, on mettait à ma disposition les notes qu'écrivit le général royaliste Soyer sur les marges mêmes de l'*Histoire de la Vendée* par Alphonse de Beauchamp.

Les investigations du comte et de la comtesse de la Bouère, acteurs et témoins oculaires, dont les souvenirs sont si présents, me guidaient dans ce labyrinthe inextricable de dates et de combats.

M. Louis Révélière, député de Nantes pendant la Restauration, le condisciple de Forestier, l'ami de la plupart des chefs de l'Ouest, me confiait les papiers et les manuscrits du Père Jagault, Bénédictin et secrétaire général du conseil supérieur.

Le comte de Colbert, propriétaire du château de Maulevrier, où le général Stofflet avait été garde-chasse,

m'écrivait tous les détails qu'il avait appris sur place; et, quoique octogénaire, il travaillait pour les annales de son pays et pour la gloire de son ancien serviteur avec une chaleureuse intelligence.

Les mémoires inédits que la marquise de Donnissan rédigea dans une chaumière bretonne me tombaient entre les mains, ainsi que les correspondances de l'abbé Bernier.

D'un côté, on me procurait les réfutations que M. Gibert, secrétaire de l'état-major de Stofflet, a faites de plusieurs écrits sur la Vendée; de l'autre, il m'arrivait des lettres, des ordres de Charette, de Joly, de Savin et de beaucoup d'autres officiers, qui tous jetaient un jour nouveau sur ces terribles années. M. Mourain de Sourdeval, juge d'instruction au tribunal civil de Tours, et qui est si versé dans les annales du Marais, se livrait à des recherches et à des études dont cette histoire a recueilli les fruits.

Ce qui m'avait si bien réussi pour le Bocage, je voulus, afin de compléter mon travail, l'entreprendre pour la Bretagne, pour le Maine et pour la Normandie.

Le général comte de la Fruglaie, ancien pair de France, et qui s'est si honorablement mêlé aux mouvements politiques de l'Ouest, m'a fourni tous les renseignements que ses liaisons avec les chefs de la Bretagne, avec les émigrés, avec les ministres anglais, avec sir Sidney Smith et le général de Frotté, l'avaient mis à même de réunir.

Les deux frères de Georges Cadoudal, le général marquis de la Boëssière, le comte de Robien, M. de Guernissac, le commandant Guillemot et d'autres chefs

de la Chouannerie m'ont guidé lorsqu'il m'a fallu rassembler les matériaux souvent bien incomplets de l'histoire de l'insurrection bretonne, si différente de l'insurrection vendéenne.

Pour composer cette partie de mon ouvrage, partie que mes devanciers avaient négligée ou entièrement sacrifiée, j'ai eu recours aux correspondances militaires de Georges, de Puisaye, de Sol de Grisolles et des autres généraux. En les comparant avec celles des officiers de la République, il m'a été possible, après de longues études, de rendre à tous la justice qu'ils méritent.

Dans le Maine, j'ai interrogé les anciens volontaires de Jean Chouan, de Jambe d'argent, et ceux qui plus tard servirent sous les ordres de Rochecotte, de Scépeaux, du maréchal comte de Bourmont et du général comte d'Andigné.

Ces deux derniers officiers des grandes guerres survivent encore. Par eux, j'ai obtenu tous les détails qui pouvaient donner à l'histoire une garantie morale.

Le baron de Bordigné et le fils de Gaulier, le *Grand Pierre,* ont puissamment contribué à mon œuvre en m'initiant aux mœurs, aux traditions et aux combats de la Chouannerie dans le Maine.

Le baron d'Haussez, ancien ministre de la marine, et le général marquis de Chambray, le véridique historien de l'expédition de Russie, ont rendu ma tâche plus facile pour la Normandie, dont je pouvais suivre tous les mouvements dans la correspondance inédite de Frotté et dans celle du chevalier de Bruslard, son compagnon d'armes.

J'ai dit, — car, en citant les sources auxquelles j'ai puisé, je ne dois rien taire, — j'ai dit que j'avais entre les mains les lettres publiques ou secrètes des Conventionnels et des chefs révolutionnaires. Ce trésor, où sont quelquefois enfouies des pensées généreuses, mais plus souvent encore des crimes qui, dans tout autre temps, auraient été impossibles à réaliser ou même à comprendre ; ce trésor ne suffisait pas à mon avidité de tout connaître. J'avais vécu avec la plupart des généraux de la Vendée Militaire, appris de leur bouche ou par la tradition orale la stratégie de leurs campagnes, le secret de leur politique ; il ne me restait plus qu'à demander aux représentants du peuple en mission dans l'Ouest le mystère qui cachait à mes yeux plusieurs actes d'une haute importance.

On m'indiqua un survivant de cette génération. C'était M. Boursault, qui, à l'âge de plus de quatre-vingt-dix ans, conservait encore une mémoire prodigieuse. Ce député que Paris nomma à la Convention, et qui n'y siégea qu'après le jugement de Louis XVI, n'avait pas d'ombre sanglante derrière lui, ainsi qu'il me le disait avec une honnête énergie. Il s'était montré révolutionnaire dans toute l'acception du mot ; mais il l'avait été beaucoup plus en paroles qu'en actions. Représentant aux armées de l'Ouest avec Merlin (de Thionville), Carrier, Thirion, Hentz, Jean-Bon Saint-André, Prieur, Bourbotte, Bréard, Francastel et Tallien, témoin des noyades de Nantes, protecteur et ami du général Hoche, tour à tour délégué dans la Vendée, au delà de la Loire et dans la Bretagne, lié avec les généraux Marceau, Kléber et Beaupuy, ennemi de Rossignol et de Ronsin,

il pouvait m'initier à beaucoup de choses ignorées, me mettre sur la trace d'un certain nombre de faits inconnus.

Je trouvai en lui un homme plein de vie encore, quoique aux portes du tombeau. Il était bien, ainsi que le vieillard d'Horace, *laudator temporis acti;* mais il faut convenir que son époque avait plus de grandiose et de patriotisme que la nôtre. M. Boursault, comme tous les acteurs de ces luttes de géants que j'ai connus, ne cachait pas son dédain pour nos mesquines querelles, pour notre étroit égoïsme, pour notre bavardage constitutionnel, qu'il savait si bien prendre en pitié. Il ne demandait pas mieux que de se précipiter avec moi dans le passé. C'était aller au-devant de mes vœux. Il me parla bientôt à cœur ouvert, comme parle un homme qui a guerroyé contre votre grand-père, et qui se regarde heureux, en signe de loyale estime, de donner au petit-fils un témoignage d'affection. Il mit sous mes yeux des documents originaux que lui seul avait pu conserver à travers les phases si diverses de sa longue existence. C'est à lui que je dois la révélation des faux Chouans, ces lettres si niaisement calomniatrices des agences royalistes de Paris, celles plus coupables encore des premiers ministres de la police directoriale. C'est lui qui, dans son style de 1793, m'a expliqué Carrier et les Comités de salut public; lui qui, tout à la fois tribun populaire et ampoulé par conséquent, ou narrateur plein de désinvolture, m'a conduit par la main dans ce dédale d'événements publics ou particuliers dont il savait par cœur tous les recoins, dans ce musée de célébrités révolutionnaires dont il connaissait toutes les

statues, avec leurs grandes qualités ou leurs défauts les plus légers.

Il avait étudié la Vendée, la Bretagne et le Maine à son point de vue; mais ses aperçus, dictés sans passion, ses récits, où l'animosité ne perçait jamais en parlant d'anciens adversaires, m'apprenaient à être plus circonspect dans mes jugements. Ils m'inspiraient souvent des pensées de justice et de modération, des appréciations plus calmes, que le contact d'un seul parti n'aurait pas pu faire naître dans un esprit prévenu.

M. Boursault, à qui l'historien de la *Vendée Militaire* doit beaucoup, m'a mis en rapport avec d'autres Conventionnels, et avec des généraux qui avaient servi contre les paysans qu'ils appelaient toujours des Rebelles ou des Brigands. Ainsi j'ai pu, après avoir écouté chaque adversaire, comparé les deux versions, pesé les différents systèmes, me faire une opinion et la produire étayée sur toutes les preuves à l'appui. Il ne me restait plus qu'à vouloir être vrai. Tous les journaux qui ont rendu compte de cet ouvrage, depuis le *Siècle*, la *Presse*, le *National*, les *Débats*, le *Courrier Français*, la *Patrie*, le *Commerce* et le *Charivari*, jusqu'à la *Quotidienne*, l'*Écho Français*, la *France*, le *Journal des Villes et des Campagnes*, la *Mode*, et la plupart des feuilles de province, tous ont été unanimes pour proclamer mon impartialité.

De tous les éloges qu'un historien peut recevoir, c'est à coup sûr celui que je méritais le mieux et qui m'a été le plus sensible. Qu'il me soit donc permis, sans orgueil mais aussi sans fausse modestie, de reproduire quelques extraits des principales feuilles qui se firent alors l'écho de l'opinion publique.

Le *Capitole*, le seul journal bonapartiste de ce temps-là et que le prince Louis-Napoléon Bonaparte patronait, écrivait dans son numéro du 18 août 1840 :

« La Vendée militaire a trouvé enfin un historien, et un historien digne d'elle dans M. Crétineau-Joly.

» M. Crétineau-Joly est Vendéen et royaliste, et, à ce double titre, il nous avait inspiré des préventions sur son indépendance; mais les deux premiers volumes de son ouvrage ont suffi pour nous prouver qu'il avait su comprendre la dignité de sa mission, et que, préférant la vérité à son pays et à son opinion, il était aussi incapable de refuser justice aux *Bleus* que de se faire le flatteur des *Blancs*. Telle est son impartialité pour les uns et pour les autres, que les partisans exagérés de la cause vendéenne le prendront pour un propagandiste des idées des Marceau et des Hoche, et que ceux qui trouvent que la République prit toujours des voies légitimes pour arriver à ses fins, le regarderont comme un détracteur systématique des actes de la Révolution. Ce double jugement, qui sera certainement porté par plusieurs sur l'*Histoire de la Vendée Militaire,* sera le plus bel éloge de la franchise courageuse de l'écrivain, qui s'est efforcé avant tout d'être juste envers tous, amis et ennemis, s'il était permis de se servir de ces mots, quand il s'agit d'un historien.

» L'*Histoire de la Vendée Militaire* n'est pas seulement remarquable par l'indépendance de son auteur; ce qui la distingue surtout des livres analogues, c'est le soin religieux que M. Crétineau-Joly a mis à s'entourer de tous les documents propres à appuyer les faits qu'il raconte et les jugements qu'il porte sur la conduite des deux partis. Les nombreuses pièces officielles, procla-

mations, rapports, ordres du jour, etc., qui enrichissent son ouvrage et donnent partout à ses récits le plus haut degré d'authenticité, ne pouvaient être déterrés ou recueillis que par un homme tel que lui, enfant de la Vendée, et favorisé par les grandes relations que lui avaient procurées les journaux dont il était le directeur, et qui ont commencé sa réputation littéraire.

» Le grand épisode de notre histoire auquel M. Crétineau-Joly a consacré son beau et laborieux talent était digne de fixer l'attention publique, quand bien même un écrivain médiocre aurait entrepris de mettre en relief cette lutte des deux principes que Napoléon avait appelés une guerre de géants. Sous la plume de M. Crétineau-Joly, les guerres de la Vendée, tout en conservant l'intérêt intrinsèque qui leur appartient, en ont acquis un nouveau par la méthode et le style de l'écrivain.....

» L'*Histoire de la Vendée Militaire* semblerait avoir été écrite par plusieurs plumes, tant elle possède de qualités multiples et souvent inconciliables en apparence dans le même écrivain. Ici c'est l'énergie de la passion ou le pathétique du sentiment; là c'est la grâce de l'imagination ou la mordante finesse de l'ironie; ailleurs, l'élégance fleurie du poëte; ailleurs, la concision inculte de l'orateur qui se sent forcé de précipiter ses pensées telles qu'elles lui arrivent. Cependant, quand M. Crétineau-Joly se montre orné ou simple, il l'est sans affectation et sans bassesse; quand il se montre majestueux ou concis, il l'est sans enflure et sans obscurité. L'élégance ou la rudesse viennent toujours de son sujet; c'est son sujet qui provoque toutes les qualités qu'on remarque dans son style. Quand il a de grandes choses à rendre,

on le voit toujours simple avec noblesse ; quand il a besoin d'entrer dans de petits détails, on le voit toujours relever les petites choses par le mérite de sa pensée ou de sa diction. Vrai et intéressant quand il raconte, il ne cesse pas de l'être quand il juge les faits, parce qu'il est juste et économe de réflexions. »

Le 22 février 1842, le *Courrier Français*, par la plume de M. Léon Faucher, qui sera plus tard ministre de l'intérieur sous la république de 1848, disait en analysant cet ouvrage :

« M. Crétineau-Joly s'est placé au milieu des deux camps, et avant de distribuer l'éloge ou le blâme, avant de pénétrer au cœur de cette insurrection, on sent qu'il a cherché à étudier dans son principe et dans ses résultats ces guerres dont jusqu'à lui personne n'avait eu le secret. Bien placé par sa naissance toute vendéenne et par ses rapports d'écrivain politique pour avoir le dernier mot des paysans et des nobles de la Vendée, de la Bretagne, du Maine, de l'Anjou et de la Normandie, il a pu aborder sans hésitation le sujet qu'il avait choisi, et riche d'une masse de documents et de faits, il a démontré ce que fut et ce qu'a voulu être l'insurrection de ces pays. On sait maintenant pourquoi la Vendée Militaire a pris les armes, ou du moins M. Crétineau-Joly n'a rien négligé pour établir ce que la Vendée voulait, et il a assez bien prouvé, ce que d'autres historiens avaient déjà remarqué, que les prêtres et les nobles n'ont eu dans cet immense mouvement qu'une influence secondaire. La Vendée est restée peuple, et c'est peut-être pour cela que les rois et les ministres de la Restauration ont si vite oublié ou méconnu ses services.

» Dans l'impossibilité de rendre un compte exact de cette période de notre histoire qui jette une nouvelle lumière sur les événements de la Révolution, nous ne nous attacherons pas à suivre M. Crétineau-Joly dans les développements qu'il donne à sa pensée. Nous n'entrerons pas avec lui dans cette longue série de faits, de caractères, de documents, de pièces curieuses et inédites, de combats, de massacres et d'incendies qui remplit presque chaque page de son histoire; nous ne pouvons nous arrêter ni à ces récits touchants, ni à ces crimes sans nom dont son ouvrage abonde; nous pouvons encore moins sonder avec lui dans un simple compte rendu tous les mystères diplomatiques que devait enfanter une guerre si extraordinaire; mais ce qu'il nous est permis de faire, c'est de rendre complète justice à l'intérêt que présente son livre.

» Pour l'historien de la Vendée, c'était, nous l'avons dit, une tâche excessivement difficile de tenir la balance toujours égale; y a-t-il réussi? Sans doute M. Crétineau-Joly n'a point cette partialité brutale et passionnée qui admire aveuglément un parti, tandis qu'elle invective, avec un aveuglement pareil, le parti opposé. Et, par exemple, il flétrit les crimes de Souchu aussi bien que les crimes de Carrier. Toutefois, il est impossible de ne pas remarquer, pour les défensenrs de son opinion, cette indulgence, cette faveur qu'on accorde volontiers, sans dessein formé d'être partial, aux gens qui servent la bonne cause. Il est impossible de ne pas voir qu'au fond du cœur l'homme a de l'enthousiasme pour la cause légitime et de l'indignation contre la cause révolutionnaire, et que l'historien se fait violence pour n'être que

bienveillant à l'une et indifférent à l'autre; qu'à ses yeux enfin la France est dans le camp des Blancs, comme elle est, aux nôtres, dans le camp des Bleus.....

» En résumé, l'impartialité de l'historien est une impartialité d'homme de parti qui est en même temps homme d'esprit. »

Le 14 juillet 1842, Charles Nodier, de l'Académie française, jugeait ainsi, dans la *Presse,* l'ouvrage et l'auteur :

« J'ai beau interroger les livres des Grecs et des Romains, la vie de tant de conquérants, la chronique de tant d'empires qui ont tour à tour fixé les regards et l'admiration du monde; je ne sais rien d'aussi digne de respect que la lutte de ces paysans guerriers contre le fanatisme révolutionnaire du dix-huitième siècle, rué sur eux avec ses canons, ses torches incendiaires et la guillotine. C'est là, si je ne me trompe, la plus imposante, la plus magnifique des histoires, et je saurais gré encore à M. Crétineau-Joly d'avoir entrepris de l'écrire, s'il n'avait pas justifié la hardiesse de son entreprise par un véritable succès, car il faut plus que du talent pour écrire l'*Histoire de la Vendée Militaire*, il faut une âme.

» L'auteur s'est heureusement trouvé des forces proportionnées aux difficultés de cette tâche généreuse. Il l'a remplie avec puissance. Son style est partout correct et irréprochable. Il est clair au milieu de cet embarras de dates, de documents inédits, d'événements jusqu'ici ignorés, d'hommes et de noms qui semblent à tout moment défier la mémoire la plus exercée. Il est vif, animé, rapide, énergique et précis dans les portraits, pittoresque dans les descriptions, entraînant dans les récits;

mais c'est surtout dans la relation des batailles que M. Crétineau-Joly déploie les plus hautes qualités de son talent. Sa période, longue, tumultueuse, coupée à incises brusques, et marchant toujours à sa fin avec une infatigable audace, se ressent du mouvement et de la confusion de la mêlée; on y entend le fracas des armes et les cris des combattants; on y sent l'odeur de la poudre. Quelques-unes de ces pages, écrites avec une verve naturelle qui ne trahit point de prétentions, ne seraient pas indignes de l'épopée.

» La haute critique n'est pas médiocrement exigeante envers l'historien des choses contemporaines, elle lui demande la plus rare, que dis-je! la plus impossible des qualités de l'esprit et de la raison, l'impartialité. C'est une idée absurde, comme tant d'autres idées, auxquelles les rhéteurs ont donné force de loi. L'impartialité est l'état d'une âme froide qui n'a pas assez d'énergie pour aimer le bien et pour haïr le mal. L'ennui, l'insouciance, le dégoût peuvent ressembler quelquefois à cette vertu chimérique de l'historien qu'on appelle l'impartialité; mais ce n'est pas sous l'inspiration de pareilles muses qu'il faut écrire l'histoire. L'absence des notions du juste et de l'injuste sera toujours une mauvaise recommandation pour un livre.

» Tacite, qui fait un si pompeux étalage de son impartialité (*Mihi Galba, Otho, Vitellius, nec beneficio, nec injuriâ cogniti*), a poussé la partialité jusqu'à l'injustice, et peut-être jusqu'à la calomnie. C'est là l'excès dont l'historien doit se défendre, parce qu'il cesse d'être historien quand il ment; mais, au nom du ciel, ne lui en demandez pas davantage. L'auteur de l'*Histoire de la Vendée Militaire*

est l'ami, l'admirateur, le poëte des Vendéens; mais la ferveur avec laquelle il a embrassé cette grande cause n'a point fermé ses yeux à tout ce qu'il y a de noble, de généreux, de sublime quelquefois dans les illusions consciencieuses de leurs adversaires.

» M. Crétineau-Joly a partout des éloges pour la bravoure républicaine. Il ne refuse point son hommage à la loyauté d'un ennemi; de temps en temps même, il trouve des paroles de tendresse et de reconnaissance pour la tolérance qui désarme la guerre de ses plus terribles fléaux, pour l'humanité qui les adoucit, pour la pitié qui les répare, et ce n'est pas sa faute si le ministère presque divin de Las Casas a fait si rarement envie aux apôtres de la liberté révolutionnaire. Il n'est pas impartial, parce qu'il n'y a aucun moyen possible de tenir la balance égale entre l'oppresseur et la victime : il est juste parce qu'il doit être juste. Voilà la véritable mesure de l'impartialité historique. »

Le Siècle, alors sous la direction de M. Chambolle, député libéral de la Vendée, s'exprime en ces termes :

« Jusqu'à présent, dit-il dans son numéro du 25 juillet 1842, les écrivains du parti royaliste ne prenaient la plume que pour déifier leurs princes. C'était une adoration perpétuelle, une flatterie qui repoussait dans l'ombre la plus éclatante vérité. Le comte d'Artois, depuis Charles X, était aux yeux de l'émigration et des légitimistes un prince accompli, un roi chevalier, et Louis XVIII un profond politique. Sans tenir compte de ces sentiments d'adulation, l'historien de la Vendée a voulu être plus grave, plus sérieux et plus indépendant que ses devanciers. Il a joué cartes sur table avec son parti et avec

les princes, n'excusant ni leurs faiblesses, ni leur lâcheté, ni leur hypocrisie, ni leur ingratitude. Il a fait d'eux, de leurs courtisans et de leurs ministres, un tableau qui restera, car, peint de main de maître, il a encore le mérite de la plus scrupuleuse fidélité.

» Au milieu de tous les documents ignorés et véritablement précieux qui enrichissent chacune de ses pages et qui viennent corroborer des récits dont la génération actuelle doit faire son profit, il y a un point que M. Crétineau-Joly a tenu à parfaitement éclaircir. Avec une logique désespérante pour des prétentions surannées de gentilhommerie et de clergé, il démontre que les nobles et les prêtres n'ont exercé que fort peu d'influence sur le grand mouvement dont le peuple de l'Ouest a donné le signal en 1793. C'est le principe populaire, le seul vivace, le seul actif, qui domine toutes ces guerres auxquelles des deux côtés des géants prenaient part.

» C'est un drame en quatre volumes, où tous les récits ont le charme du roman, par la seule narration des faits toujours tragiques, toujours terribles et où de temps à autre viennent se glisser des traits individuels de bravoure ou d'humanité qui reposent l'esprit du lecteur. Passant d'un combat à un incendie, de Kléber à Carrier, de Henri de la Rochejaquelein à ces vaniteux gentilshommes qui ne voulaient même pas mourir avec des paysans combattant pour leur drapeau, l'historien a eu l'art de si bien enchâsser cette multiplicité d'événements contraires, cette double action qui agit et réagit toujours sur elle-même, qu'il nous initie sans effort à toutes les manœuvres secrètes des partis et de la diplomatie.

» En dehors des cent mille paysans qui se battaient avec une si généreuse abnégation, il y a quelque chose de profondément moral à avoir fait ressortir sans pitié les tristes calculs, les envieuses dénonciations et les perfides couardises des princes et des étrangers. C'est une salutaire leçon donnée aux provinces de l'Ouest, et nous, qui n'avons pas été témoins de ces maux, nous qui aurions combattu, ainsi que nos pères, ces soldats improvisés qui, en désirant la liberté, marchaient au rétablissement des priviléges et de l'arbitraire, nous sommes heureux de penser que cette grande leçon ne sera pas perdue.

» Dans toutes les histoires de la Révolution française, dans celle même de M. Thiers, la guerre de la Vendée n'est qu'un épisode dont il était impossible d'apprécier l'importance, les résultats, les crimes et les hauts faits. Les historiens à la suite copiaient les uns après les autres, et suivant leurs préjugés ou leur opinion politique, ce qui avait été déjà dit ou écrit; puis, laissant ainsi dans l'ombre, faute d'études préparatoires ou de documents, une des pages les plus curieuses de nos annales, ils parlaient de ce pays comme on parle de tout, sans en connaître les mœurs, sans en deviner les instincts, sans avoir étudié la crise qui donna lieu à cette puissante insurrection.

» Sur pièces authentiques et réunies à force de patientes recherches, pièces dont souvent la terrible originalité est plus éloquente que les récits les mieux dramatisés, M. Crétineau-Joly a pénétré au fond de la situation. Il a révélé avec un courage qui l'honore les fautes de son parti, et s'il se montre sévère pour des

attentats ou des erreurs, fruit de l'entraînement des circonstances, il faut avouer aussi qu'il se montre sans pitié pour les crimes commis sous le drapeau blanc.

» Il nous est impossible, dans un cadre aussi restreint que le nôtre, d'analyser cette histoire, qui n'est pas celle d'un parti, mais de tout un peuple, et qui n'appartient pas plus aux royalistes qu'aux hommes indépendants, qu'aux patriotes de l'Ouest, qui y trouvent aussi, malgré les préférences de l'auteur, de belles pages pour eux. La fibre populaire se reconnaît dans l'écrivain comme il la signale dans les rangs de ceux qui mouraient au cri de Vive le Roi ! ou parmi ces nobles volontaires républicains s'ébranlant aux chants de la *Marseillaise*. Jamais histoire peut-être ne renferma autant de faits ignorés jusqu'à nos jours, jamais ouvrage n'a eu à reproduire plus de noms célèbres à des titres différents. Kléber et la Rochejaquelein, Lescure et Marceau, Cathelineau et Santerre, Charette et Haxo, Cadoudal et Hoche; Hoche, qui vainquit Puisaye et les émigrés à Quiberon, Brune, Hédouville et Bernadotte venant détruire la Chouannerie, dont la guerre d'embuscade et d'incidents a quelque chose de si cruellement primitif; tout cela est mis sous les yeux du lecteur avec un intérêt qui ne s'affaiblit jamais.

» A tout prendre, l'*Histoire de la Vendée Militaire*, telle que M. Crétineau-Joly l'a écrite, est un noble récit, et, si coupable que l'on soit de s'armer contre son pays, il faut avec l'écrivain admirer ce que ces campagnes eurent de glorieux quoique de lamentable. »

La France du 8 mai 1843, par l'organe de M. le baron d'Haussez, ministre de la marine sous le roi Charles X, ne

craint pas d'aborder cette question d'impartialité historique, et elle la traite ainsi :

« A ces éloges inspirés par la plus entière conviction, nous mêlerons une critique que, tout étrange qu'elle puisse paraître, nous croyons ne pas devoir dissimuler. Nous reprocherons à M. Crétineau-Joly *un excès d'impartialité* qui, l'entraînant à trop d'indulgence à l'égard de ses adversaires politiques, le rend quelquefois d'une extrême rigueur lorsqu'il a du blâme à exprimer sur le compte des hommes de son parti. Nous pensons qu'un historien, surtout lorsqu'il retrace des événements contemporains, doit se placer au point de vue de l'opinion à laquelle il appartient.

» Sans qu'il cesse d'être vrai, la sévérité de ses jugements ne doit pas atteindre ses amis plus que ses ennemis, même dans l'intention d'écarter de la cause sous l'inspiration de laquelle il écrit le soupçon qu'elle pût recourir à des moyens répréhensibles. Le système contraire ne pourrait être admis que si, par un accord inespéré, on obtenait une réciproque sincérité de la part des écrivains du parti opposé. Or, on sait ce que l'on doit en attendre.

» Aux yeux d'un grand nombre de lecteurs, cette critique, la seule qui trouve place à côté de notre estime pour un talent si vrai, si brillant, si élevé, cette critique passera pour un éloge. Cependant notre observation subsiste.

» En blâmant ce rigorisme d'impartialité qui va, selon nous, jusqu'à l'exagération des fautes et des torts du parti auquel M. Crétineau-Joly appartient par ses écrits, par sa vie, par son honneur et par sa conscience, on ne

peut s'empêcher de reconnaître qu'il écrit constamment sous l'inspiration de la vérité. En regrettant que, jugeant les faits du point où il se place, alors que bien des années se sont écoulées depuis leur accomplissement, il n'ait pas fait une part assez large aux circonstances qui les avaient amenées, on convient qu'une raison complétement dégagée de tout esprit de parti ne cesse de le diriger dans l'appréciation des événements, de leurs causes et de leurs résultats.

» Historien consciencieux, M. Crétineau-Joly pense et écrit comme si ces événements et les personnages qu'il met en scène étaient séparés de l'époque actuelle par un ordre de choses sans rapport avec celui dont il s'occupe; comme si les héros de son épopée n'appartenaient pas à la génération actuelle. Et cependant, ces événements ont eu pour conséquence, au moins pour suite plus ou moins immédiate, la situation dans laquelle la France est placée. Ces personnages ou vivent encore, ou ont laissé des fils, des frères, des compagnons de gloire ou d'infortune qui sont prêts à prendre fait et cause pour eux. Certes, l'historien devait être pourvu d'une grande confiance dans la puissance de la vérité pour oser la publier avec tant de sincérité, sans s'inquiéter de l'effet qu'elle produirait sur les individus qui allaient être mis en scène. Encouragé par le succès vraiment merveilleux des premières parties de son œuvre, il l'a poursuivie et conduite à sa fin avec une liberté d'allures, une franchise d'opinions, une indépendance des considérations les plus propres à commander la réserve, qui ne font pas moins honneur à son caractère qu'à son talent.

» Aussi a-t-il produit un livre qui, à l'intérêt d'un sujet traité sous l'impression même des événements, réunit la sagesse et la maturité de jugement résultant de l'indifférence enfantée par une longue période écoulée. Sans s'inquiéter de l'irritation qu'il doit exciter parmi les susceptibilités contemporaines, il fait agir et parler ses personnages comme si aucun d'eux n'était là pour réclamer contre le rôle qu'il leur assigne, comme s'il ne devait pas réveiller les intérêts qu'il froisse, blesser les amours-propres qu'il ne touche pas d'une main bienveillante, et soulever les torts qu'il révèle. A lui une responsabilité dont son courage ne s'effraye pas! A nous de l'estime pour l'énergie qu'il apporte à poursuivre la vérité partout où il croit la découvrir, à la produire au grand jour, à la soumettre aux investigations qui doivent la dépouiller de tout ce qui conserverait l'apparence d'un doute.

» C'est une magnifique position prise par un écrivain qui veut se faire respecter, et M. Crétineau-Joly l'a acceptée sans arrière-pensée. Il n'a pas voulu flatter. Il cherche à instruire, et nous convenons qu'il était impossible d'être plus franchement habile. »

Lord Macaulay, le célèbre historien anglais, écrivait, le 1er juin 1843 : « Ce que j'admire le plus dans la *Vendée Militaire,* ce n'est pas le talent original et la verve inépuisable de M. Crétineau-Joly, c'est l'impartialité vraiment étonnante dont il a eu le rare bon sens de faire preuve à chaque page. »

Ces jugements, venus de camps si opposés et rendus en pleine liberté par des hommes dont le caractère était aussi élevé que le talent, ne laissent aucun doute sur

l'impression que produisit mon ouvrage; mais en voulant aimer un peu plus la vérité que Platon, j'avais pourtant un dangereux écueil à éviter, un écueil contre lequel jusqu'à présent étaient venus se briser tous les littérateurs qui ont écrit pour la Vendée, contre la Vendée ou sur la Vendée. Je désirais de ne pas m'exposer aux réclamations ou aux rectifications inséparables d'une œuvre qui met en scène des contemporains. Ceux qui m'ont précédé dans la carrière n'avaient pas eu le bonheur d'échapper à cette polémique, empruntant toujours quelque chose de personnel ou d'amer aux positions froissées. J'espérais être plus heureux, et j'avoue que je l'ai été au delà de mes souhaits. J'entreprenais l'histoire de la Vendée militaire depuis son premier jour jusqu'à son dernier, de 1793 à 1832. Je la suivais dans le Bocage, au delà de la Loire, dans la Bretagne, dans le Maine et dans la Normandie. Je publiais des événements de plus d'un genre, des révélations souvent étranges, des faits que personne n'avait connus ou que l'on croyait oubliés à tout jamais; je soulevais des questions irritantes, je nommais en toutes lettres, je ne déguisais, je n'altérais rien, et pourtant voici la seule réclamation qui me soit parvenue.

Elle est de madame la marquise de la Rochejaquelein, de la veuve du général marquis de Lescure.

Je dois l'insérer textuellement, comme un hommage rendu à la mémoire de son premier époux et comme un titre de gloire légué à mes enfants.

« Orléans, 5 janvier 1841.

» Je me suis fait lire cet été vos deux premiers volumes, monsieur. Ils m'ont pénétrée d'étonnement et

d'admiration. Ils sont pleins de faits nouveaux, curieux. Ils sont écrits avec un feu, un sentiment, une énergie et une clarté qui m'ont remplie d'enthousiasme.

» Personne n'écrira l'*Histoire de la Vendée* après vous, monsieur! Vous êtes notre Homère; vos récits valent les siens et les surpassent, puisque votre merveilleux est puisé dans la plus exacte vérité.

» Je remercie Dieu d'avoir assez vécu pour lire une *Histoire de la Vendée* digne d'elle.

» Pourquoi faut-il qu'une douleur bien vive se soit mêlée à mon exaltation! Ah! monsieur, comment, vous écrivain si judicieux, si éclairé, avez-vous pu dire que M. de Lescure avait un caractère *irascible que j'avais calmé?* J'étais sa cousine germaine; élevée avec lui, je l'avais toujours appelé mon frère. *Jamais,* non-seulement ni *avant* ni *après* notre mariage, je ne l'ai vu en colère, mais même ayant besoin de se calmer. Ni moi, ni personne ne l'avons *jamais* entendu élever la voix avec vivacité. Moi, le corriger de ses défauts! il n'en avait aucun. M. de Lescure était un saint. Rien n'égale le profond respect dont je suis pénétrée pour lui. C'est le sentiment qui domine tous ceux qui l'ont connu. Il faut l'invoquer comme un être que Dieu avait doué de toutes les vertus et dont il a hâté la récompense.

» Je n'ai pas voulu vous écrire plus tôt ma réclamation, le troisième volume ne devant parler que des Chouans. Il va paraître, et, sitôt que le quatrième sera prêt, vous serez sûrement obligé de faire plusieurs éditions. Ah! monsieur, faites disparaître de votre sublime ouvrage une faute, un blâme injuste sur le plus parfait des hommes. Rendez justice à la vérité. Je suis sûre que

vous ne demanderez pas mieux. Mais si j'obtiens une petite note justificative dans le quatrième volume de votre première édition, vous soulagerez mon cœur d'une grande affliction, car il y a tant d'abonnés! et je ne voudrais pas que l'accusation que vous ôterez dans les autres éditions restât dans celle-ci.

» Je vous ai envoyé des notes sur mon cher fils pour rectifier des erreurs qui sont dans un autre ouvrage.

» Les Vendéens vous doivent une grande reconnaissance, monsieur; il n'y avait qu'un de leurs compatriotes qui pût faire connaître dignement leurs vertus et leurs malheurs.

» J'ai l'honneur d'être, avec tous les sentiments que vous doit une véritable Vendéenne de la grande armée,

» Votre très-humble servante,

» Donnissan, marquise de la Rochejaquelein. »

Certaines personnes, mues par un sentiment que je ne veux pas qualifier, ont prétendu que, dans le cours de cet ouvrage, j'avais cherché à exhausser la chaumière aux dépens du château et qu'enfant du peuple j'avais forcé l'histoire à être ingrate envers les gentilshommes pour glorifier les paysans. On m'a accusé d'injustice de parti pris, je crois même de tendances démocratiques, parce que, plutôt dans les faits que dans les appréciations, on croyait remarquer une malveillance systématique envers les nobles.

Cette malveillance, sourde ou patente, n'a jamais existé; je n'ai donc ni à me défendre, ni à m'excuser. Les devoirs de l'historien, tels que je les comprends,

ne lui permettent pas d'arranger à sa guise les caractères et les événements. Je les accepte comme ils se présentent, et je ne vais pas chercher dans mes affections ou dans de prétendues antipathies des jugements qui pourraient blesser la vérité. Au milieu de cette lutte gigantesque, les paysans eurent sans contredit le plus beau rôle; et ce n'est pas aux gentilshommes à s'en plaindre. La force des choses, l'évidence même le proclament.

Les gentilshommes furent courageux et dévoués jusqu'à l'héroïsme; mais cet héroïsme avait un but, un intérêt. L'accomplissement du devoir se liait à la conservation de la fortune et des priviléges. Les gentilshommes, je le sais, prirent les armes pour un mobile plus élevé, et, dans cette guerre sociale, ils virent autre chose que la ruine de leurs espérances, que l'anéantissement de leurs prérogatives. Un autre sentiment que celui d'un égoïsme bien légitime les poussa sur les champs de bataille; mais leur opposition au principe révolutionnaire ne put jamais, pour des yeux prévenus, se dégager d'une arrière-pensée d'intérêt privé. C'était, c'est encore pour la Révolution un intérêt de caste, une affaire personnelle, le *pro domo suâ* qui tue tous les enthousiasmes et qui obscurcit toutes les splendeurs du patriotisme et de la foi. Chez les paysans, au contraire, il y eut sacrifice et abnégation; car, en s'improvisant républicains, ils pouvaient s'enrichir par la vente des biens nationaux. Lorsque les Vendéens se précipitèrent à main armée contre la Révolution, lorsqu'ils prirent sous la sauvegarde de leur honneur le patrimoine et la vie des aristocrates, ils léguèrent aux générations fu-

tures le plus admirable modèle de probité et de désintéressément. C'est ce modèle que l'histoire devait sanctifier. Il est rare dans les annales du monde, et il vient des époques où les hommes ont besoin d'être soutenus dans les voies de la justice par l'exemple de leurs pères.

Une semblable imputation n'était pas fondée ; je l'ai subie sans songer à m'en défendre. Il m'a été fait, par des hommes que j'honore et que j'aime, un autre reproche dont il me sera aussi facile de me disculper. On m'a accusé d'avoir poussé l'impartialité envers les princes de la maison de Bourbon jusqu'aux limites de cette sévérité qui, avec un pas de plus, se transforme en injustice. On m'a dit que je n'avais peut-être pas tenu assez compte des difficultés de la position et des circonstances dans lesquelles Louis XVIII et Charles X s'étaient vus engagés, tantôt par l'instabilité des puissances étrangères, tantôt par les revirements de la politique intérieure ou par les oscillations de leurs caractères personnels.

M. le général marquis de la Boëssière m'a même fait l'honneur de m'adresser à ce sujet une note parfaitement motivée. Elle est en partie consacrée à expliquer la conduite à l'Ile-Dieu du comte d'Artois, depuis Charles X. M. de la Boëssière était avec le prince. Son témoignage est sans doute d'un grand poids. Nous croyons donc devoir le laisser parler ; il s'exprime ainsi :

« Des tempêtes se succédèrent pendant l'occupation de l'Ile-Dieu avec une intensité et une violence telles, que, même dans les intervalles des coups de vent, la mer était si grosse aux atterrages, que les marins les plus intrépides du pays, qui essayaient d'aborder toutes les fois qu'une chaloupe pouvait tenir la mer, ne purent

jamais y réussir. MONSIEUR l'aurait-il pu plus qu'eux? M. de Rivière lui-même fit naufrage sur la côte en s'y rembarquant pour venir informer des dispositions arrêtées par Charette pour s'y porter. Ce ne fut que par le Morbihan qu'il put revenir, longtemps après l'échec éprouvé par ce chef, et qui ne fut connu à l'Ile-Dieu que par la même voie. Deux fois moi-même je proposai de faire les efforts les plus aventureux pour essayer d'aborder. « Que feriez-vous, me répondait-on, que ne » tentent infructueusement les loups de mer qui con» naissent ces côtes? »

» J'ai donc la *connaissance certaine* que pendant tout le temps de l'occupation de l'Ile-Dieu il a été impossible, même pour un homme seul, d'aborder les côtes vendéennes, où tous les points abordables étaient occupés par l'ennemi, et où la mer brisait sur tous les autres points avec une furie qui en rendait l'abordage impraticable. M. de Trégomain ici présent en a la même connaissance certaine et m'autorise à le dire en son nom.

» MONSIEUR, pourra-t-on dire, et ces mêmes passages de votre ouvrage l'insinuent, aurait pu passer individuellement, sinon dans la Vendée, au moins dans le Morbihan, avec lequel la communication n'était pas interrompue. Eh bien, je me souviens parfaitement d'avoir entendu Georges Cadoudal, après que le rassemblement du 10 décembre eut manqué son but, et sur cette question de l'arrivée de MONSIEUR sans troupes, dire que la présence du prince l'embarrasserait beaucoup. Et Georges avait raison. Sur les dix-huit mille hommes qu'il avait rassemblés, six ou sept mille seulement étant armés, c'était une force insuffisante pour

résister à celles supérieures en nombre et aguerries qui se seraient réunies immédiatement contre lui. Tout ce qu'il aurait pu y annexer de population aurait été dissipé aussi facilement qu'il l'avait été le 10 décembre, où il éprouva un échec analogue, quoique moins sanglant, à celui que Charette avait éprouvé à Saint-Cyr. »

Le général de la Boëssière résume en ces termes sa démonstration :

« Tout ce qui précède, joint à ce que mes rapports souvent intimes avec Monsieur ont formé en moi de conviction sur le vif désir qu'avait ce prince de se réunir aux Royalistes de l'intérieur, soulève tous mes sentiments en faveur de sa mémoire; et quand j'y ajoute celui que le souvenir de la prospérité de son trop court règne réveille sur l'ingratitude d'une nation dont le bonheur était sa pensée dominante, je me demande si tout ce que je sais ne doit pas faire explosion pour revendiquer le respect affectueux dû à sa mémoire. Aussi, monsieur, permettez-moi de vous le dire, j'ai été affligé de trouver dans votre ouvrage, si bien fait pour prendre du crédit dans l'opinion, quelques passages qui ne s'accordent pas avec ce que ma conviction, autant que mes affections, me dit être le portrait exact de ce prince. »

J'aurais été heureux de pouvoir accepter dans leur ensemble d'aussi loyales paroles; mais de nouveaux documents émanés même de l'état-major du comte d'Artois m'ont été fournis. J'ai sous les yeux le récit officiel et jour par jour de l'expédition de l'Ile-Dieu. Les lettres des amiraux anglais, les instructions publiques ou secrètes de leur gouvernement, celles de Charles X et de Charette y sont consignées. Cette découverte, faite

depuis que les premières éditions de l'*Histoire de la Vendée Militaire* ont paru, me met dans l'obligation d'entrer aujourd'hui dans beaucoup de détails ignorés. Je raconterai les faits avec vérité, tels qu'ils ressortent de ce précieux mémoire, rédigé en mai 1796, et que le hasard avait enfoui dans les archives du Ministère de la marine. La correspondance du comte d'Artois et la marche des événements prouveront à M. de la Boëssière que, dans ma première version, je n'avais été que juste. Cependant, en relisant avec attention la note si pleine de chevaleresque fidélité du dernier major général de la Bretagne, je n'ai pas pu résister au plaisir de citer dans mon ouvrage l'éloge si admirablement senti qu'il fait de Charles X.

On peut différer d'opinion sur un fait, apprécier à un point de vue plus ou moins vrai le caractère d'un homme; mais il est du devoir de l'historien d'avouer ces divergences de jugements. Dans l'intérêt de la vérité, je me soumets à une loi de convenance qui, en cette occasion, est pour moi un bonheur, et pour ma franchise une espèce d'excuse et de passe-port peut-être.

Des critiques verbales ou écrites m'ont donc été personnellement adressées. Elles ont toutes trait aux reproches que je me suis vu dans la nécessité de faire aux princes exilés, ou aux Bourbons après leur rétablissement sur le trône.

Royaliste et Vendéen par le cœur et par la conviction, j'ai dû, sous le coup de ces censures qui parfois m'arrivaient de bien haut, examiner avec plus de maturité les passages qui occasionnaient de pareilles plaintes. J'avais entre les mains la plupart des dépêches secrètes

envoyées à la Vendée militaire par le roi exilé, par MONSIEUR, comte d'Artois, et par le conseil des princes agissant en leur nom.

Les éternelles hésitations, les ordres contraires, le décousu dans les mesures, les fausses appréciations, les rêves impossibles, les lenteurs calculées, les calomnies acceptées contre leurs plus loyaux défenseurs, les promesses décevantes, aboutissant sur le trône à la plus incompréhensible des ingratitudes, tout cela était sous mes yeux, tout cela se traduisait en faits inattaquables, tout cela empruntait une confirmation nouvelle aux tristes journées du 19 mars 1815 et du 3 août 1830. Quel que soit mon respect pour la vieille famille de nos rois, je n'ai pas cru devoir lui sacrifier d'utiles réflexions ou des leçons dont je n'étais que l'écho affaibli.

Quand on écrit l'histoire, je pense qu'il vaut mieux pardonner des crimes à ses adversaires qu'une faute à ses amis. Le peuple a des devoirs à remplir envers le monarque; mais le monarque en a de plus difficiles, de plus solennels envers son peuple. Dans les jours d'épreuve, le Roi doit avant tout être roi, c'est-à-dire offrir à la fidélité qui combat pour le trône tous les gages que cette même fidélité est en droit d'exiger. Il faut qu'il affronte le danger, lorsque a sonné l'heure des révolutions; trop heureux pour lui et pour sa dynastie si, dans la mêlée, il peut rencontrer une belle mort. Dans les transactions politiques, il doit toujours et partout honorer le dévouement qui meurt pour sa cause, toujours être prêt à l'accueillir, toujours disposé à le récompenser. C'est à ces seules conditions que l'on peut être roi, et que l'on éternise sa race.

Avant de me décider à soulever un coin du voile qui cachait seulement à de pieux regards les pensées intimes des deux derniers rois de la maison de Bourbon, je me suis demandé s'il y avait avantage pour la monarchie à publier la partie essentielle des actes secrets qui m'étaient révélés. J'ai consulté, j'ai médité. Après de longues réflexions, je me suis convaincu que rien n'était plus habile que la vérité. Je l'ai dite; et tout en la contenant dans de justes bornes, tout en faisant la part des affections de famille et des mystères de la vie privée, je crois qu'il est plus opportun que jamais de la redire encore. Je ne saurais pas flatter ceux que je dois servir.

Il n'y a dans ma manière d'envisager la situation exceptionnelle des souverains ni roideur, ni orgueil, ni mécontentement, ni ambition de vaine popularité, ni surtout désir de raviver de profondes douleurs ou de faire couler des larmes royales. Ce n'est point au passé que je m'adresse, c'est à l'avenir. Je ne veux point troubler la paix des morts. Je voudrais seulement que les vivants comprissent les erreurs de leurs pères, et que, dans la position faite par Dieu à chacun, ces irréparables erreurs, plus souvent dues à l'entourage et aux ministres des princes qu'aux princes eux-mêmes, fussent un avertissement salutaire.

L'empereur Joseph II, ce fils de l'impératrice Marie-Thérèse, tombé au milieu de sa carrière et à la veille des révolutions qu'il avait niaisement appelées, disait à Michel Schmidt, le savant auteur de l'*Histoire des Allemands :*

« N'épargnez personne, pas même moi, lorsque vous en serez arrivé là dans votre histoire. Il est nécessaire

que mes successeurs connaissent les fautes de mes ancêtres et les miennes. »

C'est une belle leçon donnée aux rois, une grande tâche imposée aux écrivains. En composant l'*Histoire de la Vendée Militaire*, j'ai pensé qu'il appartenait aux Bourbons et aux Royalistes de m'encourager par les mêmes conseils. Je me suis donc fait une loi de les suivre, comme si ces conseils m'eussent été directement adressés.

Post-scriptum. Cet Avant-propos a été écrit et publié dans les dernières années de l'usurpation de Louis-Philippe d'Orléans. La république de février 1848 n'a pas modifié mes opinions, elle n'a rien changé au jugement que, sous une monarchie bâtarde, j'avais porté sur les choses et sur les hommes.

En composant cette histoire, je n'ai point cherché à faire passer mes convictions dans le cœur des autres. J'ai voulu être vrai envers et contre tous, vrai pour mes amis comme pour mes adversaires politiques, vrai surtout dans le but de rendre un profond et sincère hommage aux paysans et aux gentilshommes qui sacrifièrent leur fortune, leur repos et leur vie au bonheur de tous, à l'intérêt général de la société.

La France peut vouloir, au gré de ses caprices, de ses turbulences ou de ses ennuis, s'infliger des maîtres nouveaux; elle a le droit de tirer de la boue ou de se laisser imposer les dictateurs provisoires que son orgueil froissé brise quelques heures après dans un légitime mouvement de stupéfaction; mais au-dessus de toutes ces passions des minorités factieuses, il surnage un

principe de justice éternelle; c'est ce principe que l'*Histoire de la Vendée Militaire* développe.

Que la France reste républicaine ou qu'elle revienne, par un acte de sa volonté suprême, à son passé monarchique, cette révolution nouvelle n'empêchera jamais la vérité d'être la vérité. L'histoire la doit à tous; je l'ai dite à tous; je n'ai rien à rétracter, rien à modifier, rien à retrancher, rien à ajouter. Je reste sous la république de 1848 ce que j'étais sous l'usurpation, ce que je serai sous tous les gouvernements.

J. Crétineau-Joly.

Paris, 29 septembre 1850.

HISTOIRE

DE LA VENDÉE

MILITAIRE.

CHAPITRE PREMIER.

Causes de la guerre de Vendée. — Les paysans, les prêtres et les nobles. — Coalition bretonne. — Confédération poitevine. — Commencement des insurrections. — Leurs motifs et leur but.

La France vient d'entrer en l'année 1793, et la Révolution triomphe de la monarchie qu'elle a si habilement, si audacieusement attaquée, et qui s'est si mal défendue. Cette révolution, qui s'inspire de toutes les haines ainsi que de toutes les passions généreuses, qui flatte tous les instincts mauvais en s'emparant comme d'une proie de toutes les nobles pensées, n'a rencontré sur sa route aucun obstacle sérieux.

Dans les délires de cet enthousiasme patriotique, auquel il faut bien, malgré les résistances de notre raison, ajouter foi, elle a brisé les liens qui attachaient la France au vieux trône de saint Louis, de Henri IV et de Louis XIV. En faisant vibrer les noms de la liberté, de l'égalité et de la fraternité qui n'étaient pas encore la mort, on a laissé des avocats, à la parole creuse et sonore, tirer de son sommeil de gloire et de pacifique bonheur ce peuple, naguère encore le plus assidu, le plus spirituel courtisan des rois ses maîtres.

Tout a été passé au crible de cet amour de la nouveauté qui, pour changer la constitution même de l'État et pour bouleverser les idées reçues de religion, de morale et de législation, prenait texte de quelques utiles modifications à introduire dans les formes de notre ancien gouvernement.

Sous l'ardente parole de ses tribuns, sous la plume pleine d'âcreté de ses journalistes, entraînés eux-mêmes au delà du but par cette incandescence dont notre caractère sera toujours accusé, la nation s'est forgé une arme de tout ce qui s'oppose à sa volonté.

Dans les villes, dans une partie des campagnes, elle s'est prononcée pour Joseph-Philippe, duc d'Orléans-Égalité, contre Louis XVI.

A l'Assemblée constituante, Mirabeau qui détruit est plus populaire que l'abbé Maury qui conserve ; et en repoussant Cazalès, l'un des plus éloquents, l'un des plus honnêtes orateurs de la France, le peuple environne de ses affections toujours mobiles une centaine de misérables avocats, étranges défenseurs des droits de l'homme, ou les tribuns de bas étage qui s'élancent de la borne pour arriver sans transition à la puissance.

On renversait tout, sous le spécieux prétexte de tout remettre en place par le progrès.

Avec d'arrogantes phrases vertueuses, on divinisait le vice.

Avec des paroles de conciliation, avec des promesses de félicité universelle, on introduisait le désordre dans les familles, l'anarchie dans l'État, l'incendie dans la société.

On enseignait à l'armée à raisonner ses désobéissances. On avait des couronnes civiques pour les gardes françaises et pour les régiments parjures ; des pierres, des malédictions et la mort pour les soldats fidèles à leur drapeau.

On brûlait les châteaux pour acquérir plus tard le droit de faire descendre le feu jusque sur les chaumières.

On exigeait un serment constitutionnel du clergé, afin qu'à un jour donné il n'y eût pas plus de prêtres que de rois sur le sol de France.

On déclarait la guerre à la propriété. On appelait la noblesse à sacrifier ses titres sur l'autel de la patrie.

L'or n'était plus qu'un *vil métal* que les chimères de l'égalité allaient apprendre à maudire en théorie.

On confondait dans la même balance les rangs et les devoirs, les services et les outrages au pays, l'insouciante abnégation d'un petit nombre de gentilshommes enthou-

siastes ou peureux, et les ambitieuses rêveries de ceux qui commandaient ces sacrifices, afin d'en profiter plus tard. Tout cela était accueilli aux acclamations de la foule.

Le bonheur était peint sur les visages. L'exaltation brillait dans les yeux.

Au fond de ces graves folies qui aboutirent à l'échafaud ou aux proscriptions, il y avait un instinct de gloire et de grandeur nationales que nous sommes trop juste pour vouloir nier.

Les Français alors ne savaient pas où tant de décevantes innovations les entraînaient. Ils se laissaient conduire, parce qu'on leur disait qu'en détruisant les féodales murailles de la Bastille, ils avaient écrasé sous leurs pieds la tyrannie qui pouvait leur en ouvrir les portes; parce qu'on avait tout à la fois, et de longue main, philosophiquement calomnié la religion de leurs pères et la royauté de leurs ancêtres; parce qu'un besoin, une fièvre de changement s'était fait sentir, et qu'alors il se trouvait des hommes qui avaient habilement spéculé sur ces passions nouvelles.

La Religion dont, aux yeux du peuple, certains prélats avaient plus d'une fois compromis la sainteté, par un luxe en dehors des prescriptions de l'Église et par une corruption de mœurs dont la plus notable partie du clergé était bien éloignée d'offrir le funeste exemple, la Religion se débattait sous la main des novateurs. Ils espéraient, après deux ou trois assauts, n'avoir plus affaire qu'à un cadavre.

Privée de son antique prestige et réduite à se défendre seule contre les ennemis que d'incessantes ambitions lui suscitaient, la Royauté s'était affaiblie; puis, peu à peu, elle se condamnait à l'avilissement de la résignation. Une pensée chevaleresque, mais que l'histoire taxera peut-être d'aventureuse et d'impolitique, avait poussé hors de France les défenseurs naturels de la société. La Révolution, encore au berceau, mettait le siége devant leurs demeures. Elle poursuivait les gentilshommes dans les villes; elle les accusait dans les clubs; elle les dénonçait sur la place publique. Les gentilshommes crurent que ces bruits, que ces menaces

n'étaient qu'une bourrasque passagère à laquelle il fallait se soustraire.

Ce fut une longue tempête. La Révolution redoutait leur influence locale, leur courage qui n'avait jamais reculé devant le danger. Elle leur fit peur de ces insurrections partielles ébranlant le sol, mais ne le retournant pas encore jusque dans ses fondements; et ils émigrèrent, emportant sur le Rhin un drapeau blanc. C'était le linceul de la vieille monarchie française.

Au point de vue politique et avec les idées actuelles, l'émigration, qui fut pour beaucoup une nécessité, pour un petit nombre une affaire de mode, est considérée par la Révolution comme un crime. Nous qui faisons une large part à l'esprit et aux besoins de l'époque, nous regardons l'émigration comme une faute, non pas dans le sens que les historiens prétendus nationaux essayent de lui attribuer, mais dans un autre tout opposé. Les émigrés voulaient combattre le principe révolutionnaire, et ils étaient dans leur droit.

On a longtemps déversé le blâme sur cet exil, qui les sauvait de l'échafaud et qu'ils n'aspiraient à rompre qu'avec l'épée. La Révolution mentait ainsi à la raison publique. Les émigrés furent pour cette révolution armée contre les monarchies, le parti de l'étranger. Elle ne leur accorda même pas le droit, toujours acquis, toujours incontestable, de défendre leurs propriétés et leur vie menacées. Ils marchaient sous le drapeau des puissances de l'Europe!

Mais, par une contradiction que jamais les préjugés de l'histoire n'ont cherché à expliquer, la Vendée, qui n'avait pas d'étrangers dans ses rangs, qui se levait seule contre la Convention, la Vendée fut aussi accusée. Les révolutionnaires gardaient pour eux le droit d'insurrection; ils ne laissaient aux autres que la liberté de se soumettre au joug que l'échafaud ou des lois atroces imposaient. C'est ainsi que la Révolution a toujours entendu l'égalité des charges et des bénéfices. Elle ne parle de liberté que pour arriver à la dictature.

Dans ce chaos d'idées nouvelles, qui tour à tour se provoquaient afin d'accélérer plus rapidement la chute de tout ce qui jusqu'alors avait été vénérable et saint, il ne se trouva

que des résistances passives. En face de gigantesques transformations, ces résistances ne surent que se draper dans leur inutile vertu pour mourir sur l'échafaud avec le sang-froid dont nos pères se glorifiaient sur les champs de bataille.

On ne fut grand, on ne fut sublime qu'en face des bourreaux. Quand cette large moisson de prêtres et de riches existences fut faite, quand il n'y eut plus de roi en France qu'au cimetière de la Madeleine, sous une triple couche de chaux vive; quand les églises furent fermées au nom de l'athéisme, ou changées en clubs au nom de la liberté, la Révolution, victorieuse de ses ennemis avoués, rencontra dans le fond des campagnes du Poitou, de l'Anjou et de la Bretagne des adversaires dont elle prétendait briser les fers et éclairer l'aveuglement.

C'est un beau moment dans l'histoire que celui-là. Voici tout un peuple qui croit avoir étouffé le despotisme, tout un peuple qui rugit sa félicité, tout un peuple qui, enivré de ses succès et de ses espérances, appelle l'Europe et le monde entier à couronner son insurrection triomphante.

On lui a fait juger, on lui a fait tuer son roi!

On lui a dit qu'il était libre, souverain, maître absolu de ses volontés, ainsi que de ses actes.

Il a la force en main, car il a de l'enthousiasme au cœur, de la foi dans ce nouveau culte à l'égalité, dont il brûle de devenir l'inconséquent apôtre; il a une surabondante énergie qu'il dépense au préjudice de sa tranquillité, en attendant qu'il puisse la tourner contre les Rois. Les Rois semblent redouter son terrible choc, et devant lui il n'aperçoit que des princes frémissant de peur ou mal conseillés, des potentats qui tremblent tant en face de la Révolution courroucée, qu'ils se laisseront acheter par elle plutôt que de la museler.

La guerre fut pourtant déclarée. Les représentants appelèrent le peuple aux armes pour légitimer leur usurpation ou pour mourir avec lui sur nos frontières menacées. L'échafaud déjà permanent fit entendre cet appel. La France s'ébranla; elle s'improvisa volontaire : mais au milieu de ce pays qui, depuis quatre ans, voit tant de choses incom-

préhensibles passer sous ses yeux, il se lève au même instant une minime fraction de peuple osant mettre en pratique la nouvelle liberté qu'elle n'a point contribué à proclamer. Cette fraction de peuple est sourde à ces entraînantes provocations dont, la première sans doute, elle eût offert l'exemple sous son antique gouvernement.

C'est de ce point que part la Vendée militaire. C'est lorsque, après avoir exigé d'elle son obéissance à des lois froissant ses consciencieuses susceptibilités, on essaye de la forcer à cimenter de son sang un ordre de choses dont elle est trop sage pour accepter les enivrements, c'est alors qu'elle use à son tour d'un droit dont jusqu'à cette heure elle a laissé aux autres la puissance d'abuser. C'est alors qu'elle se dresse, elle aussi, pour exiger, les armes à la main, qu'on respecte son repos, sa foi et la neutralité qu'elle s'est résignée à garder.

S'il est aujourd'hui une vérité démontrée à tout homme sérieux, une vérité qu'il faut cependant redire pour condamner au silence les préjugés mis dans la circulation révolutionnaire, c'est évidemment celle-ci. Ce ne sont pas les prêtres, ce ne sont pas les nobles, qui firent la Vendée ce qu'elle a été.

La Vendée est devenue militaire sans eux, elle les a entraînés sur ses glorieuses traces. Ils l'ont courageusement suivie. C'est la part qui leur revient dans cette sublime idée d'insurrection provinciale contre un pouvoir qui centralisait tout, et qui, afin de protéger la plus monstrueuse des tyrannies, se faisait un rempart d'une impossible liberté, d'une égalité plus impossible encore.

Qu'on remonte par la pensée à cette époque, qu'on étudie avec réflexion l'histoire de cette fin du dix-huitième siècle, si féconde en crimes et en vertus, et l'on se convaincra que nos paroles ont pour fondement la juste appréciation des actes.

En effet, la loi qui prescrit aux prêtres le serment à la Constitution civile du clergé date du 27 novembre 1790. Elle fut mise en vigueur avec une de ces âpres promptitudes que pouvait seul montrer le vieux Jansénisme ligué

avec les sophistes encyclopédiques. La plus grande partie de l'épiscopat et du sacerdoce français refusa d'y accéder. Cette sagesse qui ne reconnaissait point à des pouvoirs laïques la puissance de limiter les choses de la foi, et qui, en face du martyre, repoussait du sanctuaire les profanes cherchant à l'envahir, cette sagesse fut mise hors la loi.

Les habitants de l'Ouest étaient attachés de cœur et de conviction au culte qu'ils avaient reçu de leurs pères, et à l'Évangile qui les soutenait à travers les épreuves de la vie. Ils professaient pour leurs pasteurs, vivant avec eux dans une communauté de privations et de délassements champêtres, une vénération éclairée, un amour que fortifiaient encore les persécutions dont le clergé était la victime. Et cependant ces provinces demeurèrent impassibles sous la verge de fer qui frappait leurs prêtres.

A peine si, de temps en temps et dans des localités sans communication les unes avec les autres, on aperçoit fermenter de faibles germes de soulèvement; à peine si à ces ecclésiastiques, profondément estimés pour la modestie de leurs vertus, certaines paroisses de l'Ouest accordent les honneurs d'une insurrection dont ils étaient les premiers à repousser l'idée. On laisse le curé assermenté, que les fidèles surnommèrent l'*intrus*, s'emparer à main armée de l'église, veuve de ses enfants; puis les habitants en masse, protestant par leur absence contre cette violation de leur conscience d'hommes et de chrétiens, se contentent d'assister à la messe que leur véritable curé dit tantôt sur les genêts de la Vendée, qu'ils vont inonder de leur sang, tantôt au fond des chaumières que le fer et le feu dévasteront. Les paysans, en se communiquant sous la foi du secret dans quelle métairie les saints mystères devaient se célébrer à la fête la plus prochaine, se servaient d'une expression pleine de simplicité biblique. Ils appelaient ces cérémonies clandestines « donner l'hospitalité au bon Dieu ». Le crucifix de chaque paroisse était comme dans les jours de la Semaine Sainte couvert d'un voile noir, et il semblait que le Christ portait le deuil de son Église et de ses ministres.

Au milieu des agitations dont l'esprit révolutionnaire avait besoin pour légitimer ses attentats contre la liberté, cette tranquillité fut un crime. Les prêtres ne murmuraient pas contre l'oppression. L'oppression voulut les présenter sous un aspect coupable; et le général Dumouriez, dans une lettre datée de Fontenay, le 2 septembre 1791, disait aux administrateurs de la Loire-Inférieure :

« Il me semble, par le compte que me rend M. de Pierre-Levée, commandant l'escadron du 16e régiment de dragons qui est à Ancenis, que vous avez été obligé d'envoyer un détachement à Guérande; je souhaite que vous n'ayez pas, de la part des prêtres réfractaires, les mêmes embarras qu'ils nous donnent dans la Vendée et les Deux-Sèvres. Le district de Châtillon, surtout, est infecté de fanatiques, et je m'y rends demain avec MM. les commissaires civils. Le grand foyer est à Saint-Laurent, où il y a une communauté de missionnaires qui ont empoisonné tous les environs avec un catéchisme que le ministère public va poursuivre. J'y envoie un détachement de trente cavaliers et je m'y rendrai moi-même. Il serait bien temps que l'Assemblée prononçât sur cette matière importante, et qu'il y eût une loi uniforme pour tout le royaume. »

La loi demandée ne vint pas. L'Assemblée nationale laissa à l'arbitraire de l'impiété, plus tyrannique encore que celui de la Révolution, le droit de vie ou de mort sur les prêtres qu'on appelait réfractaires, parce qu'il répugnait à leur conscience de se soumettre aux lois et aux serments que la Révolution leur imposait; et le 1er février 1792, le directoire de Maine-et-Loire, séant à Angers, se crut autorisé, toujours au nom de la liberté et de l'égalité, à publier l'arrêté dont il est utile de citer quelques articles :

« Les prêtres non assermentés seront tenus de se rendre, dans la huitaine, au chef-lieu du département et d'y fixer leur demeure.

» Les prêtres non assermentés se rendront tous les jours, à dix heures du matin, dans l'endroit qui sera désigné pour entendre l'appel nominal qui sera fait, et justifier qu'ils se conforment au présent arrêté.

» Ils ne pourront s'éloigner au delà d'une demi-lieue de la ville, à peine d'être ramenés par la force publique.

» Les prêtres non assermentés qui, dans la huitaine, ne se seront pas rendus au chef-lieu du département, y seront conduits par les ordres de la municipalité du lieu qu'ils habitent, et déposés à la maison du petit séminaire, ainsi que ceux qui manqueront à deux appels consécutifs.

» Les municipalités qui n'auront pas exécuté le présent arrêté vis-à-vis les prêtres non assermentés habitant leur territoire, seront personnellement responsables des suites qui résulteront de leur négligence. »

Le clergé des provinces de l'Ouest souffrit ces persécutions sans se plaindre. Lorsqu'il vit qu'elles devenaient plus intenses, et qu'après l'avoir nationalement privé de ses biens, proscrit ou menacé de mort, elles allaient s'étendre sur le troupeau confié par Dieu à sa garde, le clergé émigra en partie. Le reste se cacha dans le Bocage avec de minutieuses précautions, plutôt prises dans l'intérêt de la paix publique que dans celui de sa conservation personnelle. Là, errant de métairie en métairie, toujours poursuivi par le fanatisme de l'incrédulité en écharpe tricolore[1], toujours sauvé par le dé-

[1] Les esprits sérieux ont depuis longtemps fait justice des innombrables accusations dont les assemblées et les comités révolutionnaires se plurent à charger le clergé catholique pour ameuter les passions contre lui. Dans son *Histoire de la commune et de la milice de Nantes*, M. Camille Mellinet, qui fut l'ami de la Révolution, s'est trouvé dans la nécessité d'étudier ce point historique; et cet écrivain, véritable bénédictin municipal, s'exprime ainsi : « Ce que nous pouvons attester, c'est que les attaques du philosophisme ont été bien injustes en ce qui regardait notre localité. Nous avons lu, page par page, les registres capitulaires de la cathédrale et de la collégiale, les registres des communautés; nous avons parcouru jusqu'aux plus secrètes délibérations de l'administration départementale, du district, de la mairie, des sociétés populaires, tous ces registres où les accusations n'étaient pas épargnées : eh bien (et les preuves accumulées dans ce livre le prouveront), nulle part, soit dans les délibérations les plus intimes du clergé, soit dans les accusations les plus virulentes des corps révolutionnaires, nous n'avons trouvé des actes sérieux propres à justifier, à excuser les persécutions dont le clergé de Nantes a été l'objet. Et cependant nous avions vécu avec des philosophes qui ménageaient peu le culte, et ces hommes nous avaient persuadé que le clergé s'était attiré la persécution par ses fautes; que si la

vouement catholique des populations, il attendit ce qu'il plairait au ciel et à la Révolution de décider.

Le 12 mars 1793, quand le vase déborda, quand la Vendée conçut spontanément la grande pensée de repousser la violence par la violence, les prêtres sanctifièrent un mouvement qu'ils n'avaient pas excité.

De même que le clergé, la royauté et la noblesse ne furent point les promoteurs de cette insurrection; pour s'en convaincre, il n'y a qu'à comparer les dates.

Le 21 janvier 1793 tua le Roi, mais l'Assemblée constituante et la Législative avaient tué la monarchie. Pourtant au milieu de ces catastrophes, lorsque l'étranger assiégeait nos frontières, apportant un douteux appui au trône croulant des Bourbons, lorsque la France ne s'était pas encore affolée de cette décevante passion de liberté qui va la pousser presque nue, presque sans armes, devant les canons des puissances coalisées, et lui faire cacher sous sa gloire militaire l'opprobre de ses guillotines, pourtant alors la Vendée, qui aurait pu si admirablement commencer les hostilités, laissa passer toutes ces tempêtes, dont elle ne se sentait point frappée.

On avait exilé ses prêtres; on déportait au Temple sa famille royale; on massacrait ses gentilshommes; on les accusait de brûler leurs châteaux, dont, après l'incendie, la nation confisquait les terres. La Vendée militaire, devant ces provocations, resta muette.

religion avait été pure, ses ministres ne l'avaient pas été. Mais lorsque tout s'est déroulé sous nos yeux, lorsque nous avons eu en main tous les actes de la cité, soit des ministres du culte, soit des délégués du pouvoir ou du peuple; il nous a été donné d'apprécier par nous-même la conduite de chacun : alors, avec quel sentiment pénible nous avons vu comment les préventions les plus injustes étaient facilement adoptées !... Puisse cet aveu convaincre tous nos lecteurs! »

Ainsi il est démontré par les hommes consciencieux qui appartiennent au parti de la Révolution, que les prêtres furent calomniés et qu'ils ne fournirent aucun prétexte aux accusations qui servirent à développer le mouvement démocratique. Ce que Camille Mellinet a vu à Nantes, le sentiment d'équité qu'il exprime avec tant de loyauté, d'autres peuvent le voir et l'éprouver ailleurs, car partout les mêmes faits se sont offerts, mais partout il ne se rencontre pas des Mellinet.

Elle aimait pourtant bien ses rois et ses seigneurs, dont elle n'avait reçu que des bienfaits.

Le Roi, elle le regardait comme l'image de Dieu sur la terre; et trop éloignée du soleil de Versailles pour découvrir dans ses rayons les taches que le temps y avait introduites, elle n'entrevoyait la royauté qu'à travers l'heureux prisme des siècles passés.

Chaque jour en contact avec les gentilshommes dont elle tenait sa modique aisance, elle vivait avec eux dans une sorte de respectueuse fraternité. Elle s'asseyait à leur table, elle était de moitié dans les rudes plaisirs de la chasse auxquels ils se livraient avec un amour traditionnel. Elle recevait d'eux et de leur famille des avantages qu'elle leur rendait en déférence; mais elle ne s'insurgea point lorsqu'ils cherchèrent à l'entraîner à leur suite.

Les pouvoirs exécutifs eurent néanmoins le pressentiment de ce que serait un jour la Vendée. Dans un but de conciliation peut-être, ils y envoyèrent, en qualité de commissaires, deux hommes encore obscurs. Comme dans toutes les phases de notre révolution, il faut rencontrer à chaque borne du chemin des avocats dont la science politique consiste à créer une ombre à la vérité ou à se placer à côté des faits, Gensonné, du barreau de Bordeaux, et plus tard un des chefs du parti des Girondins, fut chargé de cette difficile mission, conjointement avec Gallois.

Ils virent le mouvement; ils plaidèrent pour, ils plaidèrent contre avec une intarissable faconde. Le général Dumouriez leur fit peur avec ce mot qu'il répétait à tout propos : « Si je voulais faire la guerre civile en France, ce serait la Vendée que je choisirais pour théâtre. » Ils jugèrent cette guerre imminente parce qu'elle était possible. Pour la comprimer, ils ne tentèrent aucune démarche. Excités par le patriotisme bâtard des petites villes, exclusifs comme tous les caractères sans portée politique, Gensonné et Gallois ne firent aucun mal direct; mais ils se gardèrent d'essayer quelque bien.

Amants de cette banale popularité à laquelle tant d'hommes politiques sacrifient leur avenir et celui de leur parti, ils res-

tèrent sourds aux plaintes des campagnes; ils ne voulurent étudier l'esprit de ces populations qu'à travers les effervescences des clubs. C'est un grave tort que l'histoire doit reprocher à ces deux envoyés du pouvoir exécutif. S'ils eussent rempli avec conscience, avec justice, la mission qui leur avait été confiée; si, hommes d'État avant d'être avocats de faction, ils eussent consenti à interroger ces frémissements de douleur intime qui ne se traduisaient encore que par des vœux timidement exprimés, nul doute qu'il eût été possible d'arrêter cette prodigieuse insurrection.

Gallois et Gensonné ne le tentèrent pas; et cependant frappés du spectacle que la Vendée mettait sous leurs yeux, émus de ces touchantes réclamations qu'ils entendaient partout sur leur passage, réclamations intéressant seulement la liberté de conscience, les deux commissaires ne purent cacher à l'Assemblée nationale le sentiment dont ils étaient animés. Gallois et Gensonné étaient arrivés dans l'Ouest avec des préventions contre le clergé. Voidel et Camus, encore deux avocats, venaient de fabriquer une espèce de culte constitutionnel. Sous peine de l'exil, de la ruine, de la persécution ou de la mort, le clergé et les fidèles étaient forcés, au nom de la liberté, de prêcher et de pratiquer ce culte. Les prêtres résistèrent silencieusement à l'oppression, et les deux délégués révolutionnaires avouent dans leurs rapports à l'Assemblée nationale que ces prêtres « paraissent fortement pénétrés et des idées qu'ils répandent et des sentiments qu'ils inspirent ».

Cet aveu n'est pas le seul que l'évidence arrache au fanatisme philosophique. Gallois et Gensonné se trouvent sur les lieux. Ils ont en main le pouvoir, ils l'exercent contre les paysans, ils menacent le peuple pour le contraindre à renoncer à sa foi, et néanmoins voici le tableau qu'ils tracent de la situation des esprits :

« Arrivés à Châtillon, racontent les commissaires dans leur rapport officiel, nous fîmes rassembler les cinquante-six municipalités dont ce district est composé; elles furent successivement appelées dans la salle du Directoire. Nous consultâmes chacune d'elles sur l'état de sa paroisse; toutes les

municipalités énonçaient le même vœu. Celles dont les curés avaient été remplacés nous demandaient le retour de ces prêtres; celles dont les curés non assermentés étaient encore en fonctions nous demandaient de les conserver. Il est encore un autre point sur lequel tous ces habitants des campagnes se réunissaient : c'est la liberté des opinions religieuses qu'on leur avait, disaient-ils, accordée et dont ils désiraient jouir. Le même jour et le jour suivant, les campagnes voisines nous envoyèrent de nombreuses députations de leurs habitants pour réitérer la même prière. « Nous ne souhaitons » d'autre grâce, nous disaient-ils unanimement, que d'avoir » des prêtres en qui nous ayons confiance. » Plusieurs d'entre eux attachaient un si grand prix à cette faveur, qu'ils nous assuraient qu'ils payeraient volontiers pour l'obtenir le double de leurs impositions...

» Nous devons dire que ces mêmes hommes, qu'on nous avait peints comme des furieux, sourds à toute espèce de raison, nous ont quittés l'âme remplie de paix et de bonheur, lorsque nous leur avons fait entendre qu'il était dans les principes de la Constitution nouvelle de respecter la liberté des consciences. »

Deux ans plus tard, l'athéisme, passé religion légale avec le bourreau pour pontife suprême, sanctionnait les promesses faites aux paysans. Ils apprenaient comment la Révolution savait se jouer de sa parole et de leur crédulité.

Il y a dans le caractère des Vendéens un instinct qui s'oppose aux bruyantes démonstrations, une timidité qui les force d'abord à douter des autres, puis d'eux-mêmes, une espèce de désir du bien-être qui retient et modère les élans. C'est une nature exceptionnelle. En fait de liberté pratique, d'égalité, d'idées sagement républicaines, elle en remontrerait à tous les prédicants qui, pour arriver au despotisme ou à la fortune, se font un marchepied de ces théories dont la Vendée seule, à travers ses principes monarchiques, a conservé le germe. Au caractère de l'Écossais, dont Walter Scott peignit si admirablement la rustique bonhomie et la vigilante finesse, le paysan du Bocage joint une maturité de

jugement qu'il serait impossible d'attendre de son éducation à peu près sauvage.

Sans vices saillants, sans vertus trop tranchées, il se contentait d'avoir des mœurs et de la probité, parce que ses pères lui en avaient légué l'exemple. Il était religieux sans s'être rendu un compte bien exact de sa foi, acceptée comme une consolation et une espérance. Il était royaliste, parce que jamais il n'avait pu soupçonner qu'une nouvelle forme de gouvernement lui apporterait une plus large somme de bonheur.

Après un demi-siècle de bouleversements politiques, il est resté ce qu'il était auparavant. Est-ce à lui ou à la Révolution qu'il faut s'en prendre de cette immobilité?

En 1792, lorsque sur tous les points à la fois l'avenir se chargeait de nuages, les gentilshommes de l'Ouest, dont une partie n'avait pas cru devoir céder au torrent de l'émigration, comprirent qu'il était de leur intérêt et de celui de la royauté gravement compromise de se réunir contre l'ennemi commun, de faire corps, et d'appeler autour d'eux les paysans. Ils croyaient que la fidélité de ces derniers ne pouvait faire défaut à leurs espérances.

La confédération poitevine se forma. Le marquis de la Rouërie en était l'âme, le prince de Talmont s'en montra le plus brillant promoteur. Cette confédération, ayant dans son sein tous les gentilshommes qui pouvaient utilement s'opposer aux usurpations de la démagogie, s'était étendue du Morbihan, où elle avait pris naissance, en Anjou et en Poitou, où tout faisait présumer qu'elle ne serait pas sans résultats. Les nobles se servaient de leur influence pour inspirer aux paysans l'horreur de la Révolution. Ils tentaient de les amener par la crainte ou par les promesses à une levée de boucliers qui, dans leurs prévisions, devait sauver le trône; mais, malgré l'activité de leurs démarches, malgré la juste considération dont ils étaient entourés, ils ne purent jamais faire réussir le plan que la Rouërie avait si habilement tracé.

Pour que la Vendée courût aux armes, il fallait qu'elle fût menacée dans son existence ou dans sa liberté. La levée des

300,000 hommes, décrétée par la Convention le 24 février 1793, la création des tribunaux criminels extraordinaires investis des plus sinistres attributions, la Terreur, dont les Jacobins se faisaient une arme, et contre la Gironde déjà à moitié vaincue dans sa lutte de sang, et contre la Vendée dont la République redoutait les mécontentements, enfantèrent d'un seul coup des miracles que n'auraient jamais produits les conspirations les mieux ourdies, les prédications les plus exaltées.

Ce que les prêtres n'avaient jamais tenté, ce que les nobles désespéraient de mener à bien, se réalisa au premier cri de guerre poussé par un paysan nommé Jacques Cathelineau.

Après avoir succinctement raconté les principaux détails des mouvements insurrectionnels qui précédèrent cette révolution, éclatant au milieu même des effervescences révolutionnaires, nous arriverons au récit de cette magnifique épopée.

De 1789 à la fin de 1792, les esprits les plus modérés, les têtes les plus sages furent agités d'une telle fièvre d'innovations; ces innovations que l'on appelait à grands cris pour réprimer des abus dont Louis XVI était le plus consciencieux adversaire, ces innovations faites à la hâte et comme à coups de hache législative, amenèrent un tel besoin de bouleversements, que, peu de jours après, la propriété était aussi bien mise en question que la foi catholique. On frappa sur tout ce qui pouvait offrir un obstacle aux principes destructeurs dont la classe moyenne s'improvisait l'apôtre; et, aux applaudissements du tiers état, devenu le souverain, la Révolution put, sans combat, sans résistance même, s'asseoir sur les ruines de la monarchie.

Mais la Bretagne, le Maine, l'Anjou et le Poitou ne s'associaient guère à ces victoires de la rue. Plus circonspects ou moins enthousiastes que le reste du royaume, ces provinces qui, même dans leur sein, avaient des agitateurs que l'indifférence, que le froid accueil des masses rendait encore plus ardents, ces provinces n'acceptaient qu'avec réserve, presque à contre-cœur, les brillantes déceptions par lesquelles on cherchait à stimuler leur apathie contre-révolutionnaire.

Parmi les plus chauds partisans de cette émeute morale, il se rencontrait des hommes que l'ambition, la cupidité, l'instinct du mal ou une pensée d'aveugle optimisme entraînaient loin du but. Ces hommes frappaient sur les lois du pays, sur les principes constitutifs de la société, sur les préjugés et sur les vieilles mœurs avec une si audacieuse persévérance, qu'ils excitèrent de profondes inquiétudes. Involontairement peut-être, ils forcèrent le peuple des campagnes à douter de l'excellence d'un ordre de choses n'arrivant à son but que par la menace.

Alors on vit des tentatives à main armée, de déplorables collisions engagées simultanément au fond des bocages de la Vendée, ainsi que sur les grèves historiques de la Bretagne. C'étaient d'abord des rassemblements tumultueux sans autorité comme sans but, qu'on chercha à dissiper par la force.

Peu à peu ces rassemblements, encouragés même par leur défaite, prirent une attitude plus hostile. Les baïonnettes de la liberté égorgèrent ces paisibles citoyens jouant à la contre-révolution, ainsi que leurs voisins, ainsi que leurs amis de la veille jouaient à la Révolution. Le sang coula dans ces rencontres; les assemblées législatives, les pouvoirs locaux n'eurent que des supplices à appliquer contre les uns, que des louanges civiques à décerner aux autres. On employa des mesures rigoureuses afin de convertir au culte de l'égalité d'honnêtes paysans auxquels leur prétendu esclavage pesait beaucoup moins que l'affranchissement dont on les forçait d'accepter les orageuses félicités. De là cette séparation en deux camps distincts qui, longtemps avant l'heure de la guerre civile, avait poussé les populations des cités de l'Ouest contre les habitants des campagnes.

Dans les villes, on avait organisé un nouveau système administratif, à la tête duquel la Révolution ne plaçait que ses séides les plus exaltés. On créait de nouveaux noms pour désigner d'anciennes attributions. Sans respect pour le culte que les habitants du Poitou, du Maine, de l'Anjou et de la Bretagne portaient à tous les vieux usages et aux coutumes de leurs pères, on supprimait, souvent avec une rage moqueuse, les objets constants de leur foi ou de leur vénération.

C'était la mort à toutes les traditions, la mort au passé que l'on proclamait. Les paysans refusaient par intuition, par vertu, par superstitieuse ignorance peut-être, de se soumettre à des ordres aussi brutalement intimés. Ce refus provoqua de nouvelles persécutions. Ces persécutions, toutes de localité, enfantèrent des martyrs, et le mot de Tertullien eut encore là son application. Le sang des martyrs fit germer des chrétiens, mais des chrétiens qui ne consentaient à mourir qu'après avoir combattu.

Pour exciter les terreurs des paysans, on avait essayé de les intimider par des simulacres d'accaparements de blé. On parlait de disette factice commandée par la Cour, organisée par la noblesse, et adoptée par le clergé dans une éventualité de contre-révolution. On eut même soin de faire pendre sur plusieurs points de l'Ouest certains agents que l'on supposait les plus compromis dans tous ces accaparements, dont les salons du Palais-Royal connaissaient beaucoup mieux le mystère que les prisonniers royaux confiés dans les Tuileries à la garde du général marquis de la Fayette.

La Révolution espérait ainsi éveiller les soupçonneuses inquiétudes des hommes paisibles, toujours méfiants sur le chapitre des subsistances, toujours alarmés au premier cri de famine. Le bruit se répandait que le Roi, la Reine et les prêtres, afin d'affamer le pays, exportaient en Angleterre et en Autriche toutes les céréales. Ce bruit, habituellement précurseur des révolutions, avait pris dans d'autres provinces une funeste consistance. Dans l'Ouest, il ne fut accueilli et accrédité que par ceux qui avaient intérêt à le propager. Les masses le repoussèrent avec mépris, ou elles ne s'en occupèrent que pour en démontrer l'absurdité. Ces rumeurs toutefois n'arrêtèrent pas le mécontentement auquel elles étaient destinées à donner le change. La Vendée avait démasqué les véritables accapareurs, elle s'apprêtait à les combattre.

L'insurrection se présentait sous mille formes différentes. Ici, elle empruntait le levier de la foi catholique; là, elle se mettait sous la sauvegarde des franchises communales, dont on préparait le tombeau près de l'arbre de la liberté. Plus loin, elle se déclarait le champion des gentilshommes proscrits,

mais partout et toujours elle se montrait populaire à l'encontre des démonstrations prétendues nationales.

Pendant ce temps-là, les clubs des villes, telles que Nantes, Rennes, Angers, Vannes, Laval, Niort et Poitiers, qui commandaient à toutes les petites bourgades, cherchant à parodier les enivrements de leur patriotisme, décrétaient, sur la motion des plus infimes révolutionnaires, l'obéissance sous peine de flétrissure, l'obéissance la plus absolue. Contre ce vœu, qui était un ordre souvent appuyé par les baïonnettes, les populations se roidissaient, et dans un silence plein de mépris ou dans une colère dont elles ne parvenaient qu'à peine à étouffer les transports, elles attendaient impatiemment l'heure de la vengeance.

A cette époque où, dans l'Ouest, tout servait à alimenter le mécontentement, il y eut beaucoup de prises d'armes partielles. Les paroisses se révoltaient, parce qu'elles ne pouvaient se façonner assez aveuglément au despotisme des villes, parce qu'il leur en coûtait de renoncer à cette uniformité de bonheur auquel elles s'étaient si admirablement habituées de génération en génération, parce que surtout on disposait d'elles comme d'un bétail; mais jamais il ne vint à l'esprit de ces pauvres agriculteurs, qui demain seront des héros, de tenter, par une fraternité d'efforts, un soulèvement général. Ils combattaient les idées démagogiques par hostilité de principes, par opposition de devoirs de conscience, et ils s'arrêtaient là.

Ce n'était pas à la liberté et à l'égalité sagement entendues, appliquées avec prudence, qu'ils faisaient la guerre. Longtemps avant que ces deux mots eussent galvanisé la France, ils étaient, dans les provinces de l'Ouest, passés à l'état de faits.

Ceux qui ont étudié la Vendée militaire ailleurs que dans les divagations historiques, composées pour ou contre ce pays, savent que par tempérament, que par éducation, que par préjugés même, sous cette vieille franchise, le plus constant de leurs attributs, les paysans cachent un amour sincère de la liberté, de l'égalité surtout. Il faut bien avouer que leurs anciens seigneurs, en vivant avec eux, en chas-

sant, en buvant avec eux, avaient fait germer dans leurs âmes ce besoin d'égalité. Au milieu de ces nobles familles regardant leurs fermiers comme autant d'amis, les paysans ne cherchaient, ne rencontraient que des frères, avec lesquels ils avaient grandi sous le même chêne, que des enfants qui avaient été de moitié dans leurs jeux champêtres, que des sœurs partageant le même lait sur le même sein de mère. Ces appréciations sont si vraies, qu'elles n'ont point échappé à la sagacité de l'empereur Napoléon.

« La Révolution, dit-il dans ses *Mémoires*, avait touché juste en proclamant l'égalité. Les armées vendéennes étaient elles-mêmes dominées par ce grand principe qui venait d'envahir la France, et contre lequel elles se battaient chaque jour. »

Lorsque les assemblées législatives et les clubs vinrent leur inoculer d'autres idées, lorsqu'au nom de la liberté on voulut chasser les propriétaires de leurs manoirs, les prêtres de leurs églises, lorsque surtout on força les Vendéens à sceller de leur sang un ordre de choses qu'ils repoussaient, ils se soulevèrent.

Néanmoins ces hommes tantôt si timides, tantôt si entreprenants, ont des idées républicaines. Ils ne connaissent, il est vrai, les Lycurgue, les Solon et les Brutus que par les personnages qui, affublés de ces noms retentissants, s'abattirent sur le Bocage. Ils ne savent de la liberté et de l'égalité que ce que 1793 leur en apprit; mais l'abus du principe n'a point modifié leur instinct, n'a pas changé leurs convictions. Et quand on leur demande encore pourquoi ils avaient pris les armes, ils vous répondent : « Nous avions de bons nobles; pourquoi voulait-on, en les tuant, en faire d'autres? il n'y en avait pas besoin. Nous devions perdre au change. Voyez si nos prévisions ne se sont pas réalisées. »

Les tentatives du marquis de la Rouërie en Bretagne, celles de la confédération poitevine en Vendée, tentatives qui, si elles eussent été secondées, auraient pu comprimer la Révolution naissante, furent infructueuses. Le marquis de la Rouërie, avec son adresse diplomatique, la confédération

poitevine, avec son enthousiasme de gentilhomme, n'excitèrent aucun élan dans les populations.

Il y a plus : des chefs de famille puissants et considérés dans l'Ouest, entre autres le marquis de la Rochejaquelein, père des trois généraux de la Vendée militaire, n'avaient pas vu sans bonheur l'aurore de la Révolution. Ils la regardaient soit comme un mal devenu nécessaire, soit comme une amélioration dont il leur paraissait juste de tirer avantage au profit du peuple, la royauté sauve. Si des mesures inexplicables ne l'eussent point violemment emporté dans une autre sphère d'idées, le peuple, nous n'en faisons aucun doute, eût accepté des mains d'une sage révolution des principes et un système qui, habilement appliqués, auraient contribué à sa félicité.

Mais au lieu de le gagner par la conviction, on tenta de le dominer par l'arrogance. On voulut agir par la terreur. La terreur produisit un effet contraire à celui qu'on attendait de cet étrange mode de persuasion.

Les mouvements partiels éclatèrent avec plus d'intensité. On vit des paroisses entières se lever, tenir la campagne, préluder même à des combats dont la grande guerre a effacé jusqu'au souvenir. Les gardes nationales des villes marchèrent contre ces émeutes de paysans que des éloquences de place publique leur apprenaient à ridiculiser; et les gardes nationales, dont le général Dumouriez conduisait les cohortes, furent partout victorieuses. Elles se servirent de ces faciles victoires pour commettre de stupides attentats contre les personnes et contre les propriétés.

Plus tard, ces attentats, dont les paysans n'avaient point perdu la mémoire, se représentèrent à leur esprit grossis de l'horreur qu'ils avaient inspirée.

Dès 1791, il y eut en Vendée et en Bretagne des insurrections. Dans le Morbihan, au château du Pré-Clos, appartenant à la Ruée; à celui de la Proutière, non loin des Sables d'Olonne, et dont Lézardière était propriétaire, il se forma des conciliabules de nobles en opposition aux conciliabules de clubistes, s'emparant du gouvernement des villes. Les premiers furent dispersés par les seconds. A la date du 30 juin

1792, le *Journal patriote de Lorient*, en rendant compte de cette violation du principe de l'égalité, et en annonçant l'arrestation de la Ruée, de Quélo, de Loc-Maria, de la Bourdonnaie, de Catelan, etc., s'exprime ainsi :

« Cette capture intéressante a été faite par la garde nationale de Malestroit, soutenue de la cavalerie qui y est en garnison. On a habilement profité d'une nuit orageuse pour tomber sur ce repaire d'aristocrates. »

Ce que tentaient les gentilshommes bretons évoquait déjà des imitateurs parmi les nobles du bas Poitou. De Lézardière s'était mis à la tête de quatre à cinq cents royalistes, et il essayait un mouvement dans les environs de Machecoul. Le général Dumouriez, qui déjà commence son système de trahison en déposant sur l'autel de la patrie la croix de Saint-Louis dont Louis XV l'avait décoré trente et un ans auparavant à la bataille de Clostercamp, commande l'expédition partie de Nantes pour dissiper ces premières émeutes; il la commande avec un officier de la garde nationale nommé Pierre le Vieux, et cet officier écrivait le lendemain :

« Je suis désespéré, moi et mes hommes, de n'avoir pu me donner un coup de peigne en faveur de la chose publique. »

De semblables excès ou de pareilles menaces, souvent adressées dans un style encore plus burlesque, se renouvelaient chaque jour. Les laboureurs attaqués ne se défendaient pas ou se défendaient mal. C'était un encouragement pour les gardes nationaux, qui, alors, se livraient à des attentats auxquels il est presque impossible d'ajouter foi. Ainsi, dans les environs de Bressuire, déjà le théâtre d'insurrections qui, commencées sans régularité et sans ordre, se terminaient habituellement par une boucherie, un engagement a lieu le 24 août 1792. Cet engagement a été provoqué par une réunion de paysans que commandent Delouche, poêlier et maire de Bressuire, Calais, Baudry d'Asson, de Feu et de Richeteau. La victoire reste aux révolutionnaires. Il n'y a eu ni unité dans le commandement, ni discipline, ni obéissance de la part des insurgés.

Après cette rencontre, qui a pris le nom d'affaire des Moulins de Cornet, parce que ce fut sur la hauteur où ces moulins

sont placés que l'on combattit, les gardes nationaux de Cholet, de Thouars et ceux de la Plaine, en retournant dans leurs foyers, emportèrent au bout de leurs baïonnettes des oreilles, des nez, des lambeaux de bras ou de cuisses, arrachés aux blessés ou aux prisonniers qu'ils avaient faits. Promenés avec l'ostentation du triomphe au milieu des campagnes, ces sanglants drapeaux ne furent pas perdus de vue par les Vendéens. Trophées de la haine, ils appelaient la vengeance. Bonaparte, dans ses *Mémoires*, rend palpable par un seul fait l'idée mère de l'insurrection. « Le commandant des patriotes, raconte-t-il, voulut haranguer les prisonniers. Il leur dit : « Ce n'est pas à vous qu'en veut la République, c'est à vos officiers. Ils vous ont trompés; criez : Vive la nation! et vous serez libres. — Non, monsieur, s'écrièrent-ils, on ne nous a pas trompés, et c'est Vive le Roi! que nous voulons crier. » Ils périrent courageusement, ajoute Napoléon. Une longue guerre devait suivre de l'héroïsme de ces braves paysans. »

Mais déjà, même parmi les patriotes, il s'élevait des cris d'indignation contre de semblables atrocités. On massacrait des prisonniers sans défense, d'infortunés cultivateurs que les bruits de guerre avaient poussés hors de leurs chaumières. Afin de protester au nom de l'humanité, Gaspard Duchastel, celui-là même qui, député des Deux-Sèvres à la Convention, se montra si noblement courageux dans le procès du Roi, Duchastel se jette entre les bourreaux et les victimes. Patriote, il veut arrêter l'effusion du sang; sa voix ne fut point écoutée; on égorgea des prisonniers entre ses bras; lui-même fut blessé.

C'est ainsi que la Révolution prétendait amener la Vendée à bénir son règne. Dans toutes les parties de l'Ouest à la fois, les persécutions étaient dirigées avec le même acharnement. Ici on violentait les consciences, là on torturait les convictions, plus loin on bafouait cette simplicité rustique, sous la rude écorce de laquelle il était difficile de découvrir des soldats. C'étaient des vexations sans fin, des provocations sans motifs, des cruautés sans représailles.

La commission militaire qui, à Niort, jugea les prisonniers faits aux Moulins de Cornet, et qui les acquitta autant par

politique que par humanité, n'hésite point à l'avouer dans un de ses considérants. Elle appelle les passions surexcitées à un calme plus profitable aux idées nouvelles que cette effervescence pleine de trouble et de sang dont on voudrait faire une condition de leur triomphe. Plus d'une parole de conciliation fut adressée, plus d'un acte de modération fut tenté par les sincères, par les vrais amis de la Révolution, qui ne croyaient pas devoir procéder à la régénération de la France en insultant ou en torturant les convictions rebelles. Mais la raison du petit nombre peut-elle dominer la fougue insensée des masses? Ces exemples de sagesse et de justice ne devaient pas être suivis. Les passions étaient déchaînées; il y avait guerre dans les cœurs avant qu'elle fût déclarée dans les partis. Cette guerre, dont les préludes mêmes sont affreux, allait enfin éclater.

La République avait été proclamée le 21 septembre 1792. Dix-neuf jours auparavant, les Révolutionnaires l'avaient inaugurée dans le sang des prêtres et des prisonniers. Elle fut pompeusement saluée dans les cités de l'Ouest. On abolissait la royauté et l'on plantait l'arbre de la liberté. A Nantes, dans cette ville sur laquelle la Vendée et la Bretagne avaient les yeux comme sur le centre d'où partaient toutes les inspirations civiques, les autorités révolutionnaires décrétèrent une fête nationale. Dans le voisinage d'un pays aussi mal disposé que le Bocage, on devait, même par politique, ne pas se prêter aux exagérations d'un ridicule patriotisme. Pourtant voici comment le citoyen le Tourneux, procureur général syndic de la Loire-inférieure, s'exprimait. L'arbre de la liberté venait d'être planté sur la place du palais de la Cour des comptes et en présence de la population qui écoutait, et, non loin de cette autre population absente qui devait lire ses emphatiques paroles, le citoyen le Tourneux disait :

« Plus de palais, plus de trône, plus de Roi ; Français, vous pouvez en paix planter l'arbre de la liberté !

» Mais déjà je le vois grandir et s'étendre, déjà sa tête assurée et victorieuse couvre un sol étranger ; elle a surmonté les Alpes ; elle atteint le sommet des Pyrénées ! Bientôt, oui, bientôt tous les peuples de l'Europe auront rendu hom-

mage à la liberté, et le génie qui plane sur la France trouvera partout des hommes dignes de son inspiration.

» Nous t'invoquons, sainte liberté! et par cet arbre que nous te consacrons et par ce bonnet que Tell a immortalisé, nous jurons tous d'être à jamais fidèles à ta voix! Périsse le parjure, le lâche qui serait capable d'abandonner tes drapeaux et de laisser éteindre dans son cœur le feu sacré qui nous anime!

» Arbre que nous élevons au sein de l'allégresse publique, sois le vainqueur du temps, et deviens impérissable comme la divinité à laquelle nous te dédions. Sers à nous montrer ses ennemis. Que ton ombre soit pour eux l'ombre de la mort; qu'ils soient frappés en te touchant, et que ton aspect seul soit la terreur des méchants. Chêne sacré, tu ne seras point comme ces chênes fabuleux qui rendaient des oracles, mais tu auras aussi ton langage; tu nous rappelleras, tu rappelleras à nos successeurs les devoirs imposés aux vrais amis de la liberté; tu leur rappelleras les droits du peuple qu'ils ont à défendre; deviens le témoin comme le garant de la sainteté de leur serment, et s'ils peuvent jamais l'oublier, qu'ils ne puissent te voir ni t'approcher sans sentir le remords, sans périr de honte.

» Chêne cent fois préférable au stérile laurier, tu fourniras encore aux vrais citoyens, aux braves défenseurs de la patrie, cette couronne simple et civique, mais la plus belle comme la plus ambitionnée dans les beaux jours de Rome.

» Et toi, bonnet tricolore, qui domineras cet édifice autrefois consacré à l'orgueil et à la paresse, où naissait la caste privilégiée, où s'endormait le mérite et qui faisait souvent oublier qu'on était homme, prends possession de cette place que ta présence a purifiée, fais disparaître tous ces signes honteux de la féodalité et du despotisme; sois le sceptre, sois la couronne qui ornera à jamais ce frontispice; qu'en te voyant, s'ils peuvent soutenir ta vue, ceux qu'un fol espoir berçait encore et qui méditaient le criminel projet de ramener les anciens abus baissent la tête et se plient sous le niveau de l'égalité dont tu leur présentes l'emblème! Mais non, qu'ils

fuient loin de nous. Cette terre sainte serait souillée de leur présence.

» Et nous, citoyens, vrais Français, qui avons juré cette égalité compagne de la liberté, fidèles à nos serments et prêts à les sceller de notre sang, s'il le faut, reprenons nos chants, et que l'air retentisse encore de l'hymne chéri. »

C'était par de semblables allocutions que les révolutionnaires se préparaient à ces niaiseries auxquelles par malheur le sang se mêlait avec une désolante uniformité. La Vendée n'y répondait que par d'inoffensives railleries, mais elle ne s'insurgeait pas encore.

En Bretagne, la Rouërie a combiné ses projets, a entrepris mille voyages, s'est exposé à tous les dangers, a remué les passions pour accélérer le mouvement dont son imagination brûlante d'énergie a déjà calculé les périls pour lui et les avantages pour sa cause.

Tous ses plans de conspiration, tous ses projets de soulèvement, ses correspondances avec les princes, avec les émigrés, avec Calonne et les contre-révolutionnaires de l'intérieur, furent découverts sous l'arbre isolé au pied duquel il avait témoigné le désir d'être enseveli. Au troisième volume de cette histoire, nous raconterons de quelle manière. Ces papiers qui pouvaient, après sa mort, compromettre tant de Français et éveiller les soupçons sur les trames qu'il laissait à peu près formées, reposaient à côté de lui. A la lecture de ces pièces où tout est prévu, excepté ce qui arriva, mais dont il n'était point donné à la sagacité humaine d'avoir la prescience, les administrateurs de Bretagne et la Convention elle-même jugèrent que la nouvelle France venait, par cette mort si inopportune pour elle, d'échapper à un immense péril.

La Rouërie, en effet, était un ennemi bien actif, bien déterminé. Il avait dépensé sa vie à préparer l'insurrection; mais ce n'était pas aux moyens tout humains mis en œuvre par son audacieuse adresse que tant de gloire était réservée. Le conspirateur breton mourut à la veille du soulèvement général. Son organisation des provinces de l'Ouest, travail dont lui seul pouvait exécuter les plans, ne servit qu'à

tromper la confiance du gouvernement républicain, attendant toujours en Vendée le développement de ces projets dont il avait la clef et contre lesquels il disposait ses batteries.

Le besoin de repousser la force par la force, l'amour de la liberté et une inspiration plus haute que toutes les habiletés diplomatiques, révélèrent à Cathelineau, à Stofflet, à Joly, à Perdriau, à Forestier, à Tonnelet, à Loyseau et à Forêt un plan sur lequel la République n'avait pas plus compté que la monarchie.

Secondées par les exigences de l'époque, les démarches de la Rouërie avaient fait fermenter dans les cœurs une haine qui ne se déguisait plus. Ses lettres, ses ordres, ses prières, ses conseils ne s'adressaient pas toujours à des caractères timides, à des imaginations encore peureuses ou mal aguerries. La Bretagne était agitée comme la mer qui, aux premières secousses d'une tempête, bat sourdement ses rochers. Les démonstrations isolées de quelques rares partisans tenaient en échec dans le Poitou, ainsi que dans l'Anjou, les espérances révolutionnaires; mais ces bandes aventureuses, qui se levaient aujourd'hui pour disparaître demain, étaient plutôt un aliment offert aux passions de localité qu'un système de résistance opposé aux décrets de la Convention.

Le peu d'insurgés qui prenaient les armes s'avançaient sans chefs encore avoués, sans plan formé, sans but bien déterminé.

Ainsi un ancien chirurgien-major des armées royales, nommé Joly, né au Cateau-Cambrésis, en Flandre, et retiré à la Chapelle-Hermier, surprenant les Sables d'Olonne, se vengeait des cruautés commises dans les campagnes par de justes représailles dont les royalistes cherchaient à rendre victimes les cités.

Ainsi, sur la lisière des marais de Challans et de Beauvoir un perruquier nommé Gaston, après s'être revêtu de l'uniforme d'un officier qu'il avait tué, marchait à la tête d'un rassemblement.

Dangui de Vue attaquait Pornic, et, toujours au fond du bas Poitou, un partisan appelé Souchu se livrait, dans les

intérêts prétendus de la monarchie, à des cruautés réfléchies et à des débauches de sang que les amis de la monarchie ignoraient ou détestaient.

Le nom de ce Souchu est oublié depuis longtemps; mais son souvenir et ses actes ne se sont jamais perdus dans la mémoire des Bleus. — C'est ainsi que les Royalistes désignèrent en Vendée les soldats de la République, qui venaient de changer l'uniforme blanc contre l'habit bleu à larges basques que la victoire et la peinture ont immortalisé. — Souchu avait formé autour de lui un comité supérieur, composé en grande partie de gens sans éducation ou d'hommes que les exactions révolutionnaires avaient mis en haleine d'exactions royalistes. Dans le camp dont il s'était attribué le commandement, on fusillait sans pitié, sans jugement. Souchu même prenait souvent l'initiative de ces exécutions. Elles n'étaient pas toujours des représailles; elles furent attribuées à la Vendée. La Vendée, innocente de ces crimes, les repoussa avec énergie.

Sur d'autres points le mécontentement était le même; mais nulle part il ne se traduisait en réactions, en vengeances aussi terribles. Du côté de Chantonnay, ainsi que dans les environs de Cholet, sur les rives de la Loire comme dans le fond du Bocage, dans les forêts de sapins dont le Maine est couronné et sur les landes incultes de la Bretagne, il y avait beaucoup de haines accumulées contre la Révolution. Ces haines ne se décelaient encore que par des émeutes locales et sans résultat.

On vivait dans une paix inquiète, dans une espèce de calme que les habitants achetaient par toutes sortes de sacrifices. Cette situation pleine d'incertitudes aurait sans doute duré longtemps encore, lorsque la Convention, forte de son énergique volonté, décréta la levée des trois cent mille hommes.

Au chant de la *Marseillaise* et du *Ça ira*, ces masses de soldats devaient marcher contre les rois de l'Europe, maudissant la république qui s'inaugurait sur l'échafaud où elle avait immolé Louis XVI.

A cet appel de la patrie en danger, la France répondit

par un enthousiasme qui tenait du délire au *Moniteur* et dans les parades de commande. Ce qu'il y a de vrai dans cette exagération des volontaires enthousiastes, c'est qu'entre la gloire et la guillotine son choix ne devait pas être douteux; elle accepta l'une pour acquérir le droit de flétrir l'autre. Le décret de la Convention ne trouva donc partout que des dévouements passifs[1]; dans l'Ouest seul il rencontra des obstacles. Encore si la République eût adopté des mesures de tolérance, si elle n'eût pas voulu dominer par la brutalité les instinctives répulsions des masses, peut-être aurait-il été possible de vaincre ces obstacles.

Éloignée de tout tempérament qui aurait concilié l'intérêt de l'État avec les scrupules des Vendéens, la Convention prit des mesures qui rendaient plus cruelle encore l'obéissance servile qu'elle exigeait au nom de la patrie. Elle s'imagina d'être redoutable. Elle crut qu'après avoir brisé comme un jouet d'enfant la Religion et la Monarchie, il n'y avait rien de plus facile que de comprimer le mauvais vouloir des campagnes de l'Ouest. Elle ne vit pas que sa force à elle révélait à la foule, peuple comme elle, une force dont cette même foule pourrait tourner l'application contre ses principes. La révolte essaya d'intimider; cette intimidation fut fatale à ses desseins.

Jusqu'à présent ces provinces n'ont obéi qu'en murmurant aux ordres du pouvoir exécutif; c'est de guerre lasse et toujours avec répugnance qu'elles ont laissé grandir les événements. On a mis en suspicion leur croyance. Elles ont déjà été assiégées par le fer et par des prédications insensées. Cet appareil de martyre, qui effrayait leurs convictions sans les ébranler, n'a pourtant point changé les esprits et modifié les sentiments. Les paysans se sont roidis contre le bienfait de la liberté et de l'égalité, qu'ils refusaient d'ac-

[1] Il nous a été donné de consulter les listes officielles de ces fameux volontaires de 1792, dont la peinture et l'histoire ont fait de si poétiques tableaux; et nous sommes resté stupéfait en ne comptant qu'un si petit nombre de dévouements de la première heure. Lorsque la menace gronde et que les prisons s'ouvrent, les enrôlés par la force, et toujours plus volontaires que jamais, se multiplient avec un effrayant patriotisme.

cepter des mains de la violence. Quand une exaspération trop légitime eut épuisé jusqu'à leur inépuisable patience, alors, fatigués de demander justice à des oreilles que la passion rendait sourdes, ils s'apprêtèrent à se la faire eux-mêmes.

Sans places fortes, sans l'appui d'aucun gouvernement, sans argent, sans direction, sans moyens pour commencer et pour alimenter cette guerre, sans notions militaires, sans armes, sans chefs même, livrés aux incertitudes du présent, n'ayant dans l'avenir que les funestes exemples d'un passé tout récent, les voilà néanmoins qui s'engagent dans la plus magnifique lutte qui ait jamais existé contre des troupes aguerries, supérieures en nombre, sans cesse renouvelées, toujours abondamment pourvues.

La République les appelait aux armes, ils se levaient contre la République.

Elle voulait les forcer à donner leur vie pour défendre l'intégrité de son territoire, eux se réunissaient dans une pensée commune. Cette pensée, c'était l'horreur de l'arbitraire, l'horreur de la tyrannie populaire qui l'inspirait.

Elle alla plus loin encore : dans les consciencieuses exigences des paysans, elle devint une protestation contre l'anarchie en faveur de l'ordre.

Plus d'une fois les annales des peuples nous ont montré les multitudes se ruant sur le pouvoir, s'insurgeant tantôt au nom d'un principe méconnu, tantôt emportées par de vagues désirs de nivellement et de pillage. Ici le contraire a lieu. La Vendée est peuple, peuple soumis, comme le reste de la France, aux lois et aux coutumes de son ancien gouvernement. Quand ces lois sont violées, la Vendée refuse de s'asseoir au splendide festin qu'en dépouillant les classes riches la Révolution offre aux classes pauvres.

La Vendée militaire repousse l'anarchie de ses rangs, et elle marche au rétablissement de tout ce qui a été détruit. Elle qui n'a pas de patrimoine, elle ne se laisse tenter ni par la séduction des richesses, si faciles à se procurer nationalement, ni par l'emphase des promesses décevantes. Contrairement à toutes les insurrections populaires, celle-ci se pose comme la protectrice du patrimoine, de la monarchie, des

lois sociales, de la religion. Chose plus extraordinaire encore, elle ne déviera jamais de son système de moralité, que par leurs cruautés les ennemis de l'ordre chercheront si souvent à lui faire oublier.

Nous allons voir comment les deux partis procédèrent et de quelle manière se propagea au milieu des campagnes une guerre qui n'était jamais entrée dans les prévisions de l'assemblée conventionnelle, et encore moins sans doute dans les espérances toujours déçues des amis de la royauté. Les premiers triomphaient de leurs impitoyables succès, les seconds baissaient la tête et s'humiliaient dans l'aveu de leur impuissance. Il n'y avait plus de chances probables d'insurrection. Chacun se résignait à subir les événements dont Paris prenait l'initiative, lorsque tout à coup les paysans se décident à jeter dans la balance leurs instruments de labour, qu'ils vont échanger contre les canons et contre les fusils de la République.

CHAPITRE II.

Levée des trois cent mille hommes. — Révolte à Saint-Florent. — Cathelineau, Perdriau, Forêt et Stofflet. — Les paysans du Pin-en-Mauges et de la Poitevinière. — Bonchamps et d'Elbée. — Succès de la Vendée. — Sapinaud et Marcé. — Combat de Saint-Vincent. — Prise de Cholet et de Chemillé. — Les fêtes de Pâques. — Joly aux Sables d'Olonne. — Proclamation aux frères égarés. — Leur réponse. — Formation du premier Comité de salut public. — Les vainqueurs de la Bastille. — Les généraux républicains Canclaux, Berruyer et la Barolière. — Grand choc de Chemillé. — Quétineau et Gauvilliers. — Henri de la Rochejaquelein aux Aubiers. — Prise d'Argenton-le-Château. — L'armée vendéenne à Bressuire. — Topographie des provinces insurgées. — Caractère, mœurs et coutumes des habitants du Bocage. — Leur manière de combattre. — Portraits des généraux royalistes.

En exécution du décret de la Convention nationale rendu le 24 février 1793, et prescrivant une levée immédiate de trois cent mille hommes, les autorités constituées avaient fixé au dimanche 10 mars le jour du tirage pour un certain nombre de paroisses de l'Anjou et du Poitou. Mais ces auto-

rités, n'étant pas sans inquiétude sur les dispositions hostiles des jeunes gens, crurent devoir s'entourer d'artillerie et de gendarmes. Depuis longtemps elles s'étaient habituées, au nom de l'égalité et de la liberté, à traiter comme esclaves les hommes qu'elles prétendaient émanciper. Elles avaient été injustes, brutales envers ces paysans qu'on appelait des fanatiques, et la Révolution sentait qu'enfin le joug commençait à leur peser. A Saint-Florent, pour étouffer la sourde agitation dont on redoutait les conséquences, les administrateurs du district ont pris les précautions les plus menaçantes. Avec le même luxe de terreur que devant la porte des bagnes, trois canons chargés à mitraille sont braqués sur le lieu où le tirage doit s'opérer.

Les jeunes gens arrivent accompagnés de leurs pères, de leurs parents, de leurs amis. Ce spectacle, auquel ils ne s'attendent pas, froisse leur susceptibilité. Une harangue leur est adressée; cette harangue était insultante et provocatrice. Les esprits s'échauffent.

Un paysan du village de Chanzeaux, René Forêt, encourage ses compagnons à la résistance. Forêt, qui suivit en émigration le marquis de Chanzeaux, son ancien seigneur, possède la confiance générale. Il a servi dans l'armée des princes; et, après la honteuse retraite de Champagne, il a quitté l'émigration pour venir attendre les événements en Anjou. Sa voix trouve des échos. L'autorité menace; bientôt elle sévit. Une pièce de canon est tirée contre les insurgés. A cette décharge, ils s'élancent sur la pièce, s'en emparent, dispersent les administrateurs et les soldats, pénètrent dans le district, saisissent les papiers, qu'ils brûlent; la caisse, qu'ils distribuent; et après s'être avec tant de rapidité rendus maîtres par la force de toutes les archives et de toutes les armes, ils allument un feu de joie.

Le soir ils se séparèrent sans songer aux vengeances qu'ils appelaient sur leurs têtes.

Cinq ou six de ces jeunes gens passaient, en retournant dans leurs métairies, par le village de Pin-en-Mauges. Jacques Cathelineau, marchand colporteur de laine, y vivait dans la plus humble obscurité. C'était un homme de trente-

cinq ans, craignant Dieu et aimant son prochain. Il était marié et père de cinq enfants. Lorsqu'il apprit les événements dont Saint-Florent venait d'être le théâtre, ce pauvre artisan pétrissait le pain noir destiné à la nourriture de sa famille. Malgré les supplications de sa femme, cherchant à le retenir auprès d'elle, Cathelineau sort de sa demeure. Il a souffert, il a vu souffrir. Il comprend les résultats que, pour ses frères et pour lui-même, peut avoir ce coup de tête des insoumis. Il fait entendre à ses proches, à ses voisins, un langage à la fois plein d'exaltation et de sagesse.

Ils étaient vingt-sept n'ayant comme lui qu'un cœur et des bras. Ces vingt-sept volontaires se mettent sous ses ordres; ils forment le noyau de cette grande armée de laboureurs que, dans trois mois, Cathelineau, général en chef, conduira sous les murs de Nantes.

L'histoire, dans tous les noms qu'elle illustre, n'en a pas de plus purs et de plus vénérés à citer. Ces vingt-sept sont: René Blon, Jean Blon, Étienne Gaudin, René Lecler, Joseph Gaudin, Charles Gaudin, Mathurin Gaudin, Pierre Rochard, Jean Gabory, Jacques Rochard, Pierre Rochard, Joseph Piton, René les Rochard, Pierre Manceau, René Soyer, Étienne Manceau, René Jamain, Jean Horeau, Jacques Lesureau, Mathurin les Courants, Michel les Courants, Pierre les Courants, Piton aîné, Louis les Rochard, Pierre Véron, René Oger et Joseph Monier, tous parents ou amis de Cathelineau, tous nés dans ce pays des Mauges, qui se leva toujours contre l'oppression, et que César a honoré du nom de *mala gens*. Les habitants de ces contrées, que les armes du triomphateur romain trouvèrent si mauvais, parce qu'ils lui résistaient avec une glorieuse énergie, sont encore les mêmes dix-neuf siècles après César.

La République romaine les appelait *mala gens*; la République française les désigna sous le nom de *brigands*. C'étaient deux titres d'honneur. Ces volontaires tinrent à les consacrer par le plus héroïque dévouement aux principes d'ordre et de liberté.

Le 14 mars, cette troupe se dirige vers le village de la Poitevinière; pendant la route, elle se recrute de tous les

hommes valides qu'elle rencontre. Ce sont des paysans comme les vingt-sept du Pin-en-Mauges, mais des paysans dont le courage sera aussi grand que la simplicité et la foi. Ils se nomment : Pohu, Sinan, Viau, Audouin, Besson, Allaire, les frères Gourdon, Macé, Jean Terrien, Besnard, les trois frères Marchand, Robineau, Richond, Jean Couraud, les frères Lallemand, Brault, Brouard, Frétaud, Faligand, Noyer, et cent autres qui combattront en héros et mourront en chrétiens. Le tocsin sonne dans les paroisses voisines. Cathelineau conçoit le projet d'attaquer le château de Jallais, où tiennent garnison la garde nationale de Chalonnes, que commande le médecin Bousseau, et cent cinquante soldats du 84e de ligne.

A la vue de ces volontaires qui s'avancent sans régularité, n'ayant pour toutes armes que leurs bâtons de houx ou leurs fourches à deux dents, le médecin Bousseau fait diriger sur eux une pièce de six. Les gars de la Poitevinière forment l'avant-garde. La mitraille passe au-dessus de leurs têtes. Cathelineau, suivi des siens, s'élance au pas de course. Étienne Gasté, du village de Chanzeaux, fait prisonnier l'officier commandant l'artillerie. Les Bleus se dispersent. La pièce de six tombe au pouvoir des vainqueurs. A ce premier canon, devenu leur conquête, les paysans, par une sublime confiance dans le prosélytisme de leur cause, donnent le nom du *Missionnaire*. Le médecin Bousseau était leur prisonnier. Ils ne lui font aucun mal; seulement ils le chargent de porter aux habitants de la ville de Chalonnes la sommation qu'ils leur adressent; puis, laissant le château de Jallais, ils volent surprendre Chemillé, protégé par trois coulevrines et deux cents républicains du 84e. Le temps de faire feu ne leur est pas même accordé. Les Vendéens se sont précipités sur l'ennemi avec des fourches et des bâtons. Les fusils, les coulevrines, la ville de Chemillé, tout est à eux. Là, Cathelineau est rejoint par Cadi, chirurgien à Saint-Laurent de la Plaine, le poëte populaire de la Vendée, et par Perdriau, qui ont opéré des soulèvements partiels.

Perdriau, du village de la Poitevinière, avait longtemps servi dans un régiment de ligne. Il était caporal; et le peu

de connaissances militaires qu'il avait acquises furent d'abord d'un véritable secours aux insurgés.

Dans le même instant, sans accord préalable, sans même se douter de ce qui se passait ailleurs, Forêt, le lendemain de la révolte de Saint-Florent, voit accourir à Chanzeaux les gendarmes qui ont reçu mandat de l'arrêter. Forêt fait feu sur ces gendarmes. Un médecin, nommé Godelier, qui leur servait de guide, tombe blessé à mort, les autres prennent la fuite. Forêt va à l'église, sonne le tocsin, rassemble les habitants, leur prêche la révolte, la révolte aujourd'hui devenue un devoir et une nécessité. A la tête de cette bande d'hommes sans armes, il parcourt les villages de Saint-Ambroise, de la Brosse, du Plessis et de la Beltière, faisant partout entendre son cri de guerre, partout accueilli avec transport, partout suivi avec enthousiasme. Les cinq frères Godillon, Jean Picherit, Ragueneau, Bompas et Martineau sont les premiers officiers de ce rassemblement.

Stofflet, garde-chasse du comte de Colbert, a vu, le même jour, la garde nationale de Cholet enlever du château de Maulevrier les douze canons que la république de Gênes avait offerts en 1740 comme un hommage de sa reconnaissance au lieutenant général comte de Maulevrier. Cette violation flagrante du droit de propriété a indigné le garde-chasse. Il fait passer son indignation dans l'âme des habitants de ces contrées. Le 11 mars, au même jour et à la même heure que Cathelineau d'un côté et Forêt de l'autre se plaçaient à la tête des rassemblements, Stofflet commande à douze cents hommes. Un autre garde-chasse de Maulevrier arrive de la Frogerie avec cent cinquante jeunes gens; c'est Tonnelet, du village de Tout-le-Monde, Tonnelet qui bientôt se fera, aussi lui, de l'humilité de sa condition une arme pour assaillir et vaincre les Bleus.

Le 11 mars encore, un mouvement éclate dans les environs de Mauves, à trois lieues de Nantes, sur les bords de la Loire. Des troupes de la garnison de cette ville, où la Révolution évoque des adeptes si furieux de liberté, s'avancent à la rencontre de ces insoumis, qui, là comme partout, refusent de subir une loi qu'ils n'ont point faite. Le rassemble-

ment est dissipé par la force; mais cette défaite, au lieu d'anéantir sa naissante énergie, lui prête une nouvelle audace. Ce rassemblement vaincu se reforme sous les décharges de la mitraille; il va se réunir aux insurgés de l'Anjou.

D'autres paysans se sont levés contre la Révolution dans les paroisses qui environnent Pouzauges. Ils se sont nommé pour chef Sapinaud de la Verrie, gentilhomme du Poitou. Les garnisons républicaines du voisinage se joignent aux troupes du général Marcé; elles se portent contre Sapinaud et Royrand. Boulard, colonel du 60e de ligne, va commencer l'affaire le 14 mars. Mais le général Marcé, que ne cessent d'aiguillonner les conventionnels Carra et Choudieu, s'engage dans la vallée du Lay. La nuit approche, il n'a que quinze cents hommes, et il craint une surprise. Tout à coup Sapinaud et Royrand se présentent, l'un sur les hauteurs du Lay, l'autre sur la route, qu'il barre. Après avoir esquivé la colonne de Boulard et choisi leur terrain, ils offrent le combat. Le combat est accepté près de Saint-Vincent. Aux premiers coups de fusil, les révolutionnaires se débandent. Boulard, à la tête de son régiment, veut résister au choc des paysans. Boulard est refoulé. Il se rallie derrière l'artillerie, qui foudroie les Vendéens. C'était la première fois qu'ils entendaient le bruit du canon. Ils s'effrayent, mais Sapinaud les rassure. Il leur dit de suivre son exemple; au moment où les artilleurs mettent le feu à leurs pièces, Sapinaud se jette à terre, laisse passer les boulets sur sa tête, se relève et court aux batteries. Les paysans ont fait comme leur chef, ils sont tombés sur les canonniers, qu'ils tuent à coups de fourche. Les autres Bleus prennent la fuite. Ils ne se reconnurent qu'à Marans, à plus de douze lieues du champ de bataille.

Peu de jours auparavant, le combat des Guérinières avait eu lieu. Les volontaires de Sapinaud sont attaqués à l'improviste par deux mille républicains. Sans écouter la voix de leurs chefs, les Royalistes s'égaillent, et, par un chemin encaissé, ils courent de leur propre mouvement surprendre l'ennemi, qui espérait s'emparer du pont de Gravereau. Cette pointe inattendue répand la terreur dans les rangs révolu-

tionnaires; ils tentent de faire face, ils sont écrasés, et bientôt obligés de renoncer à la partie.

Dès le 3 mars, au centre même de la Vendée, dans le bocage qui s'étend de Chantonnay aux Herbiers, et sur toute la ligne de Fontenay à Nantes, les paroisses ne veulent prendre aucune part au recrutement. Elles se révoltent en masse et se mettent aussitôt sous le commandement de Béjarry, de Verteuil et de plusieurs autres gentilshommes. C'est là que d'abord les insurgés se montrèrent plus aguerris et plus heureux. Ils vainquirent les forces républicaines, s'emparèrent coup sur coup du Pont-Charron, de Chantonnay et des Herbiers. Ils étaient nés dans le département de la Vendée; les Bleus les désignèrent sous le nom de *Vendéens*. Plus tard tous les départements de l'Ouest, combattant sous le même étendard, s'honorèrent de ce nom, qui est une gloire.

Les forces dont Cathelineau, Stofflet, Tonnelet et Forêt disposent en Anjou se sont réunies; elles s'avancent le 15 mars à l'attaque de Cholet.

La garde nationale s'était postée en avant de la ville, sur la route de Saumur, avec son artillerie, commandée par le marquis de Beauvau, procureur syndic de la commune, et sorti de la Bastille peu d'années avant que le peuple fît le siége de cette forteresse. Le marquis de Beauvau y avait été renfermé par une lettre de cachet que sa famille avait sollicitée, afin de le soustraire à une condamnation déshonorante. Ce gentilhomme avait donc plus d'un titre pour être révolutionnaire. Il se mit à la tête de la garde nationale, et il périt dans ce combat avec cent cinquante des principaux habitants, bien éloignés de croire à une aussi juste revanche de l'affaire des Moulins-Cornet, à laquelle ils avaient pris une large part. Cinq cents hommes du 60e de ligne partagèrent cette défaite.

La ville de Cholet tombe au pouvoir des Blancs avec son artillerie et ses munitions. Parmi ces trophées de leur victoire, les paysans reconnaissent un canon de fer dont le bruit les avait beaucoup frappés pendant le combat; ils le déchargent à plusieurs reprises comme pour en prendre possession, et ils l'appellent le ***Brutal***.

Le 16 mars, sans s'accorder un repos peut-être nécessaire, ils sont instruits que la garde nationale de Saumur marche vers Vihiers. Cathelineau donne le signal. Une partie de l'armée se porte au pas de course dans la direction indiquée. La ville de Vihiers capitule, et les Saumurois se replient sur Doué, laissant avec leurs armes le canon que les Bleus ont pris au château de Richelieu. Sur ce canon, offert au cardinal par le roi Louis XIII, les paysans croient distinguer une image de la sainte Vierge gravée dans le bronze. Par une superstitieuse vénération, ils surnomment cette belle pièce de douze *Marie-Jeanne,* et ils attachent de suite un prix inestimable à ce canon, dont on les voit faire le plus puissant palladium.

Leur véritable palladium, c'était leur courage!

Le 17 mars 1793, dimanche de la Passion, Gauvilliers, revenu sur ses pas, marchait contre le bourg de Jallais. Pendant sa route, il n'a trouvé que des femmes et des vieillards dans les villages et dans les fermes. Cette absence de la jeunesse et des hommes valides l'a effrayé. Il croit qu'ils se sont réunis pour l'attendre dans une embuscade, tandis qu'en réalité les paysans étaient déjà allés rejoindre leurs frères, maîtres de Cholet. Gauvilliers, avec sa colonne, est en vue de la Poitevinière. Les habitants prennent la fuite, on les poursuit; d'autres soldats se répandent dans le bourg et commencent à le mettre à sac. Un jeune homme nommé Thébaut escortait les gars de la Poitevinière, qui se dirigeaient sur Jallais. Il tombe frappé de cinq balles. Les Bleus, pour s'exciter au massacre, criaient : « C'est un prêtre! » Dix-sept coups de sabre ou de baïonnette l'atteignent encore, et pendant ce temps Gauvilliers avançait toujours.

Le village de Jallais va devenir le théâtre d'un pareil égorgement, lorsque le comte de la Bouère, ancien officier au régiment d'Orléans-cavalerie, se met à la tête de ses voisins. Depuis huit jours il était sollicité par eux; mais comme la plupart des gentilshommes, la Bouère ne croyait pas encore que l'enthousiasme seul pût vaincre des troupes bien disciplinées.

« Nous aimons mieux, disaient les paysans, mourir en Vendée que d'aller aux frontières défendre les assassins du Roi

et les voleurs de biens nationaux. » C'était un patriotique cri de guerre.

Les cruautés commises sur le passage de la colonne de Gauvilliers sont connues de la Bouère. Il n'hésite plus : le tocsin sonne, les Bleus accourent, ils entourent Jallais. Quelques boulets sont lancés sur le clocher; mais le temps était sombre et chargé de nuages, la pluie menaçait. Gauvilliers voit les dispositions de la Bouère; il calcule que c'est là que les Royalistes se sont assemblés pour l'écraser. Il bivouaque toute la nuit sous l'orage et sous la pluie sans oser attaquer, et le lendemain la Bouère, à la tête des siens, rejoint l'armée de Cathelineau.

Gauvilliers et Boisard, commandants de la garde nationale d'Angers, n'avaient pas été très-heureux dans leurs premières opérations. Ils veulent prendre leur revanche près de Mont-Jean, ils sont encore battus. Un convoi de munitions est dirigé par les Bleus sur Jallais, dont ils cherchent à faire le centre de leurs manœuvres. Ce convoi est intercepté. Les paysans s'en rendent maîtres, et la garde nationale d'Angers, confuse et désespérée, se retire dans ses foyers, laissant à découvert la ville de Chalonnes, qui a été confiée à son patriotisme.

Le 21 mars, Bousseau arrive à Chalonnes avec la sommation suivante :

« Messieurs les habitants de Chalonnes, les généraux de l'armée catholique et royale vous envoient MM. Bousseau et Lebrun pour vous engager à vous rendre, au nom de Dieu, de la religion et des prisonniers chalonnais, à une armée de cinquante mille Royalistes. Si vous faites résistance, vous pouvez compter sur la dévastation de votre ville; si au contraire vous vous rendez, vous aurez une grâce entière. Nous exigeons vos armes et quatre notables pour otages. Nous marchons au nom de l'humanité. »

A cette sommation, les autorités municipales et militaires s'assemblent. Le maire, Vial, propose de s'ensevelir sous les ruines de la ville pour léguer à la France un exemple de courage patriotique. Chacun de ses concitoyens demande à jouer le rôle de Curtius, chacun jure de vivre libre ou de mourir. La générale bat, le tocsin sonne pour appeler aux

armes; mais dans ce moment suprême, les soldats et les habitants, n'écoutant que l'effroi inspiré par les Royalistes, s'éparpillent dans toutes les directions. Les soldats tournent contre leurs officiers les armes qui leur sont confiées; le peuple pousse des cris de malédiction contre ses administrateurs, il demande à capituler. Vial s'échappe, les révolutionnaires les plus ardents le suivent, et alors les Vendéens entrent dans Chalonnes aux cris de Vive la Religion! Vive le Roi! Les papiers de l'administration sont brûlés, les munitions de guerre et les armes livrées aux paysans; mais la liberté est rendue aux prisonniers.

Les Vendéens sont à peine insurgés, et déjà ils effrayent la Révolution. Le conseil général de Maine-et-Loire écrit le 17 mars à la Convention, et dans la séance du 19, cette lettre est lue textuellement : « Les contre-révolutionnaires font des progrès rapides, dit-elle; ils étendent leurs ravages dans le pays connu sous le nom de Mauges.

» Hier à midi, 16 mars, il y eut une attaque encore funeste aux patriotes. Plusieurs districts, alarmés, ont porté leurs caisses à Saumur; mais les rebelles marchent contre cette ville et menacent de se porter à Angers, qu'ils savent dégarni. Nous avons requis toutes les gardes nationales et la force armée des environs pour se mettre à leur poursuite et dissiper ces rassemblements. Nous avons cru devoir faire enfermer les domestiques des prêtres et des ci-devant nobles. Cet acte de rigueur nous a paru d'autant plus nécessaire, que ce sont les domestiques de ces ennemis de la patrie qui les premiers ont formé des rassemblements, arboré la cocarde blanche, demandé un Roi et le rappel de ses frères. »

« Ils finissent, dit le *Journal des Affiches d'Angers*, du 23 mars, en annonçant qu'ils ont déjà fait plus de deux cents prisonniers, et par demander qu'il soit établi un *tribunal d'abréviation* qui fasse promptement tomber les têtes des conspirateurs. »

Delaunay (d'Angers) dit : « Les deux tiers du département de Maine-et-Loire sont ravagés; les rebelles menacent Angers, mais sa position la défendra. Je compte encore plus sur les habitants. L'audace des ennemis de la liberté s'accroît,

il faut la réprimer. Je demande qu'il soit formé un *jury militaire* pour juger les coupables, et en outre que vous approuviez la conduite des administrateurs de Maine-et-Loire. »

C'était du sang qu'imploraient tous ces patriotes. La Convention devait accueillir, elle accueillit favorablement un pareil vœu. Mais ces lois de proscription et de terreur, quand la guerre civile s'organisait, offraient un nouvel aliment à l'insurrection.

Les femmes excitent leurs maris à se ranger sous le drapeau blanc. Les réquisitionnaires vendéens, que la force seule a pu enrôler comme volontaires dans les bataillons républicains, désertent pour joindre leurs efforts à ceux de leurs parents et de leurs amis. Le bruit de pareils succès s'est vite répandu dans les campagnes; le tocsin l'a porté partout. Il s'est grossi des haines amassées en silence. L'élan est donné. Presque au même instant à la fois, de tous les points les plus divergents de l'Ouest, des rivages de la Bretagne aux limites les plus reculées et les plus solitaires du Bocage, les populations s'ébranlent.

Où vont-elles? Dieu seul le sait.

Que demandent-elles? La liberté.

Et dans ce soulèvement en masse, y a-t-il donc moins d'intelligence et de vertu que dans celui de cette autre armée de volontaires républicains forcés de courir aux frontières pour échapper à l'échafaud et pour vaincre les puissances coalisées?

La Révolution cependant ne voulait pas comprendre un semblable dévouement. Par la bouche de ses commissaires Richard et Choudieu, en mission dans le Maine-et-Loire et dans la Sarthe, elle proclamait le 23 mars :

« Citoyens, les ennemis de la liberté lèvent insolemment la tête dans ces contrées. Ils prétendent vous remettre dans des fers plus honteux que ceux que vous avez brisés. Ils osent vous parler d'un Roi, à vous qui avez juré la chute de tous les rois. Ils veulent assassiner la patrie au nom du fanatisme et de la tyrannie.

» Soldats de la liberté et de l'égalité, aux armes! Faites rentrer dans la poussière ces hommes assez vils pour con-

spirer contre vos droits!... Vengez à la fois la patrie et l'humanité.

» Vous avez éprouvé à Chalonnes un revers qui vous donne une leçon utile. Des républicains fuir devant des brigands! Le drapeau de la liberté se baisser devant l'étendard de la contre-révolution! Ah! le sang bouillonne à cette idée! Hâtez-vous de faire oublier ces outrages horribles faits à la patrie. »

Ce qui se passe en Anjou et en Poitou se renouvelle au même moment dans toutes les parties de la Bretagne, et toujours pour la même cause.

La Révolution est âpre dans ses lois, elle veut être obéie dans les vingt-quatre heures; mais le décret qui prescrit la levée des trois cent mille hommes, mais l'intimidation dont les autorités locales se firent une arme, mais cet appareil de violence qui semble provoquer les populations à l'arbitraire n'encouragent pas les enrôlements libres. La Bretagne, ainsi que le Poitou et l'Anjou, refuse de se soumettre à des mesures tyranniques. Sur le littoral du Morbihan, la patrie en danger ne peut pas recruter de marins pour le service des armements de Lorient et de Brest. Pellegrin, commissaire des classes, écrit :

« Les marins de ce quartier, travaillés par des prêtres fanatiques et encore plus par leurs femmes, ne reconnaissent aucune autorité; et si l'on ne trouve pas un moyen de rétablir la subordination, l'ordre des classes est anéanti et la marine de l'État perdue sans ressource. »

Les villes de la Roche-Bernard, de Pontivy, de Plumeliau, de Rochefort et de Vannes, sont attaquées et prises par les habitants des campagnes. Redon, Plélan, Pacé, la Guerche, Fougères, Dol, Vitré et Bain, dans l'Ille-et-Vilaine, deviennent à la même heure le théâtre de différentes insurrections. Rostrenen et Lamballe, le pays de Léon, les villages voisins de Brest et de Lesneven, Musillac, Ambon, Noyal, Theix, Questembert, Mordelles, le Bignau, Montfort, Dinan, Bécherel, Fleurigné, Janzé, et plusieurs autres localités; Châteaubriant, Champtoceaux, le Croisic, Guérande, Blain, Couëron et Ancenis obéissent à cette impulsion, qui ne leur a pas été communiquée.

C'est la plus expressive manifestation de l'esprit public qui règne dans l'Ouest. Les révolutionnaires n'en tiennent aucun compte.

Ici nous n'avons voulu que sommairement indiquer les événements de Bretagne. Le troisième volume de cette histoire les racontera en détail. Nous revenons à ceux dont, à cette même époque, la Vendée était le centre.

A Machecoul, les habitants indisciplinés des marais et de cette partie du Bocage sentent le besoin, pour se placer à la hauteur des exploits inespérés de leurs nouveaux frères d'armes, de se choisir un chef plus habile que ceux dont jusqu'à présent ils ont assez mal suivi les ordres. Ils se rendent auprès du chevalier de Charette, vivant dans sa terre de Fonte-Clause. Charette refuse deux fois de se mettre à leur tête. Ils reviennent une troisième. Lassés de ces refus dont leur rudesse ne peut apprécier les motifs, ils menacent Charette de le tuer sur place s'il n'obtempère à leurs vœux. « Eh bien, s'écrie le nouveau général, vous m'y forcez, je marche à votre tête, mais je fais fusiller sur-le-champ le premier qui me désobéira. »

Cela se passait le 18 mars. Le 19, ce rassemblement pénètre dans Machecoul. Les divisions déjà formées de Bouin, de Saint-Mesme, de la Garnache, de Saint-Philibert, de Challans et de Falleron se réunissent à lui. A Vieille-Vigne, à Légé, d'autres rassemblements obéissent à Vrignaud. L'Ouest entier se mêle à cette insurrection, dont le recrutement est le signal; l'Ouest a déjà obtenu plus d'un succès contre les Bleus, succès sans portée encore, il est vrai, mais pleins d'avenir. Les Royalistes n'ont vaincu que des gardes nationales, la plupart marchant contre eux avec répugnance. Pour réprimer de pareilles émeutes populaires, ces gardes nationales n'ont, il faut en convenir, aucune des qualités qui constituent les bonnes armées. Elles sont en face d'un ennemi soutenu par l'esprit religieux, ce qui lui donne une incontestable supériorité morale. Les unes n'ont que de la haine, l'autre a une foi pleine de vie. Les gardes nationaux voient chaque jour les magistrats, citoyens de leurs villes, trembler et se cacher. On les traîne au combat, eux n'osant

regarder en face l'ennemi qui s'avance, et ils fuient sans tenir compte de l'enthousiasme que la Révolution essaye de leur inculquer. Cette lâcheté inspirait une nouvelle ardeur aux paysans; cependant, si dès le principe ces attroupements eussent été placés en face des soldats de la ligne, peut-être les difficultés se seraient-elles offertes plus ardues. Mais la Convention, qui a besoin de toutes ses armées sur les frontières ou à Paris, n'a pas osé dégarnir ses camps et ses places fortes. Il n'y a dans l'Ouest qu'à peu près trente-six mille hommes en état de tenir la campagne. Ces trente-six mille hommes, répartis dans les 12e et 13e divisions militaires, sont formés des 4e, 60e, 9e, 84e, 109e, 110e, 77e, 44e, 32e, 41e, 36e, 92e, 33e régiments d'infanterie, de quatre régiments de cavalerie, d'un certain nombre de gendarmes et des bataillons de volontaires, étrangers au pays, et de toutes les gardes nationales mobilisées. Le lieutenant général Verteuil commande la 12e division. C'est un vieillard qui n'a pas dans la tête ou dans le cœur assez d'énergie révolutionnaire pour adopter les mesures que nécessite la circonstance. Le lieutenant général Canclaux, major du régiment de Conti-cavalerie sous Louis XVI, est à la tête de la 13e division.

La stupeur que produisirent à Paris les premiers succès de la Vendée fut immense; la Révolution se crut en danger. Les généraux la Bourdonnais et Dumouriez avaient souvent fait part de leurs craintes sur un pays dont, mieux que personne, ils étaient à même d'apprécier les tendances. Ces craintes avaient été taxées de chimériques. On avait refusé les renforts qu'ils demandaient en temps de paix pour étouffer la guerre à son origine. La Convention était donc prise au dépourvu; mais, dans sa séance du 23 mars, et sur le rapport de Mallarmé, elle tâcha de réparer son erreur. Elle mit à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de deux millions pour apaiser les départements de l'Ouest.

La Convention traitait les Vendéens comme les rois qui se faisaient acheter, ou comme les ambitieux qui se résignaient au silence devant des menaces ou des promesses. La Convention fut encore vaincue dans ce combat de la loyauté contre la corruption, mais la piété des insurgés lui accorda

le temps de réparer cette imprudence. Les jours de Pâques arrivaient. Les paysans, confiants dans leurs succès, ne voulurent pas célébrer ces fêtes les armes à la main, loin de leurs églises et de leurs familles. Le 27 mars, jour du mercredi saint, ils se séparèrent comme ils s'étaient réunis. Ce jour-là même, Toussaint Renou, métayer de Soyer, passait sur la route de Chemillé. Il revenait dans sa paroisse de Beaulieu; il tombe près de Saint-Lambert dans un détachement de la colonne que commande le général Bardou. Toussaint avait la cocarde blanche à son chapeau, un sacré cœur de Jésus sur la poitrine. On veut le désarmer, il se défend avec une résolution désespérée. Peu à peu, par des prodiges de sang-froid et de courage, il recule, mais toujours tenant en respect les quelques Bleus qui l'attaquent. Bardou est témoin de cette résistance. Toussaint l'aperçoit, il court au général, lui tire un coup de fusil au corps, passe sa baïonnette dans le ventre de l'aide de camp; puis reculant avec plus de rapidité, il essuie une décharge qui ne l'atteint que légèrement et rentre à sa ferme.

Le 30 mars cependant, jour du samedi saint, les paysans de Saint-Lambert, de la Jumelière et des paroisses voisines apprennent que les Bleus, profitant de leur inaction, ont enlevé dans les campagnes un grand nombre de bœufs, et que le chef de bataillon Ladouce est chargé d'escorter ce convoi avec six cents hommes d'infanterie et de garde nationale. Les Royalistes s'avancent contre lui. Ladouce fuit; et à deux heures du soir, les Royalistes se portent bravement à l'attaque de Saint-Lambert, où bivouaquaient plus de quinze cents soldats. Le combat dura cinq heures. Cadi, qui était à la tête des insurgés, ne crut pas utile de pousser plus loin sa victoire. Il avait repris le convoi de bœufs, et sachant que Pérée et Hubert, administrateurs du département, s'étaient mis en mouvement pour aller chercher des renforts, il ne voulut pas compromettre son succès. Il enjoignit donc à ses gars de s'égailler.

Cet ajournement des fêtes de Pâques était un coup de salut pour les Républicains, que la levée de boucliers prenait au dépourvu. Ils le mettent à profit.

Les conseils généraux de Maine-et-Loire, de la Loire-Inférieure, des Deux-Sèvres et de la Vendée fabriquent des décrets dont celui d'Angers, que nous reproduisons, offre le texte le plus éloquent. Dieusie, président, et Barbot, secrétaire de ce conseil, publient l'arrêté suivant. C'est, comme on peut le voir à la première lecture, le désespoir qui cherche à prêter du courage à la faiblesse.

« Le conseil général, affligé des propositions de plusieurs de ses frères d'armes qui sollicitent leur retour dans leurs foyers, arrête que le citoyen Gauvilliers, commandant de la force armée sur la rive droite de la Loire, fera assembler ses frères d'armes et leur fera sentir la nécessité d'exécuter les plans concertés pour la destruction entière des brigands. »

A la suite de cet arrêté, les conseils généraux appellent des villes voisines les troupes qui y sont cantonnées. Ces troupes parcourent le Bocage dans toutes les directions. Il n'y a plus trace de révolte, pas même vestige des triomphes obtenus la veille. Le pays est calme. Mais immédiatement après que chaque laboureur eut accompli dans sa paroisse les devoirs imposés aux chrétiens à cette grande solennité de Pâques, Cathelineau et Stofflet se remettent à la tête de leurs volontaires. Le nombre en grossissait à chaque heure.

Cathêlineau a déjà la mort d'un de ses jeunes frères à venger. Joseph Cathelineau, âgé de vingt et un ans, a été saisi et traduit à Angers devant une commission militaire, formée par Viot, adjudant général de la garde nationale. Les citoyens Despugeols, Létourneau et Léger la composent. Beugnet a offert d'exercer gratis les fonctions de secrétaire de ce tribunal de sang; et, établi le 27 mars, il condamne à mort le même jour « Joseph Cathelineau, maçon du Pin-en-Mauges, l'un des contre-révolutionnaires qui ont pillé Chalonnes ». Ainsi s'exprime le jugement.

Son frère aîné et Stofflet ont repris les armes; mais alors, ne s'avouant pas encore leur puissance ou ne voulant point assumer sur leur tête la responsabilité morale d'une pareille entreprise, ils résolurent de nommer pour chefs à leur naissante armée les gentilshommes aimés de ces contrées.

C'est ainsi que d'Elbée, Bonchamps et Dommaigné, ancien capitaine de carabiniers, furent tirés des habitations où ils vivaient dans la retraite pour être investis du commandement. Cathelineau avait dit plus d'une fois : « C'est aux nobles à nous guider. Nous sommes aussi braves qu'eux, mais ils entendent mieux que nous l'art de la guerre. » Et avec une modestie pleine de loyauté, il fut le premier à offrir l'exemple d'une obéissance qui ne lui coûtait aucun sacrifice d'amour-propre. Cette abnégation des moteurs de l'insurrection fut accueillie avec transport par les Royalistes. Elle produisit sur l'esprit des nobles un excellent effet. Ils sentirent qu'il y avait quelque chose de saintement dévoué dans cette démarche, utilisant leur bonne volonté et les plaçant à la tête d'un mouvement qu'ils n'avaient pu réaliser, mais dont aujourd'hui la direction presque absolue leur était confiée. Ils se prêtèrent avec un louable sentiment de fraternité à l'enthousiasme vendéen. Tour à tour chefs ou soldats, on les vit commander ou obéir sans tenir compte de la naissance, de l'éducation ou de la fortune.

Pendant les jours qui précédèrent et suivirent la fête de Pâques, les esprits en Vendée avaient été travaillés par ces révoltes aussi rapides que la foudre. Elles éclataient de tous les côtés à la fois avec une spontanéité ne laissant plus l'apparence d'un doute aux idées anarchiques. Et ce n'était point la victoire que ces révoltes semblaient ambitionner; c'était le combat, le combat contre la Révolution. La manifestation de ce sentiment se révèle jusqu'à l'évidence dans tous les actes. Les insurgés de l'Anjou et du haut Poitou ont, pour célébrer la Pâque en famille et à l'autel de leur paroisse, renoncé à leurs incompréhensibles succès. Joly sait cette résolution, que sa politique et son caractère, peu d'accord avec les convenances religieuses, selon quelques-uns, ne lui permettent pas de partager. Il est soldat, et comme il le répétait souvent, il croit que « lorsque le vin est tiré, il faut le boire ». Le 24 mars, il s'est approché de la ville des Sables d'Olonne, afin de reconnaître cette place, dont les Bleus ont fait un arsenal et un camp. Le général Foucaut, qui y commande, a dans une sortie repoussé Joly; mais le Vendéen

n'était pas homme à renoncer à ses projets après une tentative avortée. Le 27 mars, le jour même où l'armée catholique se dispersait, il reparaît en force sous la ville. Au nom de Louis XVII, dont il se proclame un des généraux, Joly somme les habitants de capituler. Foucaut et le conventionnel Gaudin renvoient sans réponse le parlementaire royaliste. L'affaire s'engage. Joly a partagé sa division en deux colonnes. Il avance bravement sous le feu de l'artillerie, qui, du haut des remparts, ne se ralentit jamais. Il y avait de l'héroïsme ou de l'imprudence à venir, sans science militaire, sans canons, s'exposer ainsi en rase campagne contre un ennemi protégé par des retranchements.

Les Vendéens crurent à l'imprudence; et quand la nuit couvrit leur marche, ils se retirèrent. Le lendemain, le conventionnel Niou, instruit de la situation critique des Sables, que Joly bloquait par terre, fait embarquer à la Rochelle de nouveaux renforts. Les paysans en apprennent l'arrivée dans le port. Le 28, pourtant, ils reviennent à la charge. Savin est accouru au secours de ses frères d'armes. De concert avec Joly, qui pendant la nuit s'est procuré quatre pièces d'artillerie, ils s'emparent des villages environnants, et ils établissent leur batterie à trois cents toises de la place, à la jonction des routes de Nantes et de Beauvoir. Joly, à la tête de sa cavalerie, chasse devant lui les avant-postes; et le 29 mars, à quatre heures du matin, il tire à boulets rouges sur la ville. Mais posséder des canons n'était pas assez; il fallait savoir les pointer, et c'est ce que les insurgés ignoraient. Les boulets, mal chauffés, mal lancés par des canonniers inexpérimentés, ne produisaient que du bruit. Foucaut et Gaudin veulent profiter de cette inhabileté. Ils tentent une sortie. Joly et Savin étaient dans l'impossibilité d'enlever la ville; mais corps à corps ils se sentaient de force à lutter contre les républicains. Les chances devinrent plus égales. On combattit pendant six heures avec acharnement, et Foucaut intima enfin à ses soldats l'ordre de rentrer dans la place.

Pour tâcher de concilier au nouvel ordre de choses les affections, ou tout au moins l'indifférence des masses, plu-

sieurs autorités de l'Ouest rédigèrent une ***adresse aux habitants des campagnes***, qui, d'abord répandue dans le Morbihan, fut ensuite distribuée à profusion à toutes les paroisses. Cette proclamation hypocrite, signée dans chaque district par les autorités, est une des pièces qui font le mieux juger de la situation des esprits.

« Frères égarés, y lit-on, quelle erreur est la vôtre ! Vous vous révoltez dans la crainte de tirer à la milice, comme si nous eussions voulu vous y soumettre; tandis que la loi vous autorisait à délibérer paisiblement sur la manière de faire la levée de vos hommes. Excités par des agitateurs, vous êtes les instruments aveugles de leur méchanceté; c'est à dessein de vous tromper, en vous expliquant mal la loi, qu'ils vous font entendre que l'exécution n'en est pas possible. Il ne s'agit pas de quitter vos foyers pour aller combattre sur une frontière éloignée : les hommes que l'on nous demande à tous ne doivent servir qu'à défendre nos côtes contre les ennemis, qui, vous le savez bien, viendraient pour tout saccager. Si nos intérêts sont communs, nos efforts ne doivent-ils pas l'être aussi? Comment a-t-on pu vous porter à prendre les armes les uns contre les autres en vous disant de ne pas les porter contre vos ennemis? Comment ne voyez-vous pas qu'on vous a déjà tué plus d'hommes que vous n'en auriez perdu en vous battant contre eux?

» Après tout, il faudra bien que vous vous défendiez de leur attaque si vous n'aimez mieux voir égorger vos femmes, vos enfants, emmener vos bestiaux, piller vos meubles et brûler vos maisons. S'ils étaient les plus forts, croyez-vous qu'ils vous épargneraient plus que les autres et qu'ils ne frapperaient pas également sur tous?

» Désabusez-vous donc, il en est temps encore; si vous croyez avoir des plaintes à faire, il fallait les porter devant vos administrateurs, comme vous l'aviez fait jusqu'à présent. Ont-ils jamais refusé de les entendre? Vous souvient-il qu'ils aient jamais mal agi avec vous? Cette fois-ci il en aurait été tout de même : ils eussent pris, sur vos demandes, les moyens de tout arranger; ils auraient écrit à la Convention nationale, qui sans doute aurait eu égard à nos représenta-

tions. Cela peut se faire, et nous vous l'offrons; mais il faut mettre bas les armes et cesser de suivre les chefs qui vous égarent. Nous savons que plusieurs d'entre vous ne sont là que par force et contre le cri de leur conscience, qu'ils ont été menacés de perdre la vie; nous connaissons ceux-là, nous connaissons les autres. Rentrez tous dans vos foyers, faites-nous ensuite parvenir vos plaintes, envoyez-nous des députés, et il ne dépendra pas de nous qu'ils ne vous reportent des réponses satisfaisantes; mais si vous persistez dans votre révolte, vous deviendrez responsables de tout le sang qui sera versé.

» Tôt ou tard il vous faudra céder. Vous regretterez alors, mais en vain, les propositions de paix et de fraternité que nous vous faisons aujourd'hui. Il ne vous restera plus que la cruelle perspective des peines prononcées par la loi. »

A cette proclamation, qui menaçait en essayant de cacher la terreur sous le voile d'une feinte conciliation, les *frères égarés* répondirent par le manifeste suivant, qui, imprimé en regard de l'adresse patriotique, devint pour les provinces de l'Ouest une éloquente protestation contre les empiétements révolutionnaires :

« Nous ne sommes point armés pour nous entre-détruire les uns les autres, répliquaient les Vendéens, mais bien pour résister à l'oppression et pour faire entendre nos justes plaintes, qui, quoi que vous en disiez, ont été trop souvent rejetées.

» Aujourd'hui que vous vous dites disposés à les écouter, et même à les faire valoir, nous allons vous les retracer en peu de mots :

» 1° Écartez de nous le fléau de la milice, et laissez aux campagnes des bras qui leur sont nécessaires. Vous nous parlez d'ennemis qui menacent nos foyers. C'est là que nous saurons les repousser s'ils viennent nous attaquer; c'est là que nous saurons défendre contre eux et contre tous autres nos femmes, nos enfants, nos bestiaux et nos récoltes, ou périr avec eux.

» 2° Rendez à nos vœux les plus ardents nos anciens pasteurs, ceux qui furent dans tous les temps nos bienfai-

teurs et nos amis, qui partagent nos peines et nos maux, nous aident à les supporter par de pieuses instructions et par leur exemple. Rendez-nous avec eux le libre exercice d'une religion qui fut celle de nos pères, et pour le maintien de laquelle nous saurons verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang.

» Telles sont nos principales demandes. Nous y joignons notre vœu pour le rétablissement de la royauté, ne pouvant vivre sous un gouvernement républicain qui ne présente à nos esprits que des idées de division, de troubles et de guerre.

» Vous nous parlez de chefs qui nous égarent. Nous ne reconnaissons de *chefs* que l'amour de notre sainte religion, de la justice et d'une sage liberté. Nous sommes tous unis pour la même cause, nous marchons tous au même but. Nous sommes tous animés du même esprit.

» Vous venez d'entendre nos demandes. Elles sont trop justes pour que nous puissions jamais nous en départir. Accordez-les, et dès ce moment nous acceptons vos propositions de paix et de fraternité. »

Afin de réfuter d'avance des arguments aussi pleins de modération que de bon sens, la Convention avait rendu son décret du 18 mars. Ce décret, envoyé le 2 avril à toutes les autorités administratives de l'Ouest, portait :

« La Convention arrête que, huit jours après la publication du présent décret, tout citoyen est tenu de dénoncer et arrêter les émigrés, ses père et mère, et les prêtres dans le cas de déportation, qu'il saura être sur le territoire de la République.

» Les émigrés et les prêtres qui sont dans ce cas seront conduits dans la prison du district, jugés par un jury militaire, et punis de mort dans les vingt-quatre heures. »

Le 19 mars, la même assemblée en avait publié un autre dont le deuxième article est ainsi rédigé :

« Les citoyens pris les armes à la main seront livrés dans les vingt-quatre heures à l'exécuteur des jugements criminels, et mis à mort après que le fait aura été reconnu et déclaré constant par une commission militaire de cinq membres,

formée par les officiers des divisions employées contre les révoltés. »

Les représentants du peuple Fouché et Billaud-Varennes furent chargés de parcourir l'Ouest pour accélérer les mesures que prenait la Convention ; ils y arrivèrent. Un décret du 6 avril 1793 avait, sous le coup de la défaite de Nerwinde et de la défection de Dumouriez, créé cet aréopage aussi sanguinaire que terrible par son énergie, et qui cacha ses forfaits et son enthousiasme révolutionnaire sous le nom de *Comité de salut public.* Les Jacobins l'avaient institué, et il régnait par la concentration de tous les pouvoirs. Neuf membres entrèrent dans sa première catégorie. Ce furent Barère, Delmas, Cambon, Jean Debry, Guyton-Morveau, Treilhard et Lacroix. Ce Comité dicta de nouveaux ordres à Fouché et à Billaud-Varennes. Leur mission était cruelle, ils la rendirent implacable ; mais leurs attentats contre les personnes produisirent un effet tout opposé à celui qu'ils en attendaient. Les fêtes de Pâques terminées, ce ne furent plus des insurrections partielles qui dominèrent le pays. La Vendée militaire se trouva sous les armes : la Vendée s'était nommé des chefs, elle allait combattre.

Le général Berruyer remplaçait, dans la direction de l'armée républicaine, Ligonnier, tour à tour vaincu avec Marcé par Cathelineau, par Stofflet, par Bonchamps. Marcé était un vieux général qui avait quarante-huit ans de service, et qui guerroyait avec ses trois fils ; il fut soupçonné de s'être laissé vaincre. La Nation n'admettait pas que, parmi ses citoyens les plus exaltés, il pût se rencontrer des lâches. La Révolution glorifiait toujours son peuple. Marcé se vit accusé, convaincu par conséquent, d'avoir les 15 et 19 mars participé à des manœuvres tendant à favoriser les projets de la Vendée. La victoire ou la mort était le cri de guerre des clubs. Le vieux général n'avait pu vaincre, puisque ses soldats l'avaient abandonné sur le terrain. On le garda pour l'échafaud, et le 29 janvier 1794 il y monta.

La Convention avait voulu en finir avec la Vendée. Pressée de tous les côtés à la fois, ayant sur la frontière l'Europe à combattre, et à l'intérieur une insurrection menaçante, la

Convention avait pris un grand parti. L'armée de réserve qui était destinée à couvrir Paris recevait ordre de marcher sur le Bocage : Berruyer la commandait, ayant sous lui comme généraux de brigade Duhoux et Alexandre Berthier. Ce n'était pas assez de ce renfort pour calmer les terreurs de la Révolution. Ne pouvant être juste, elle se faisait violente; elle lâchait sur les provinces de l'Ouest les bataillons qui s'intitulaient les *vainqueurs de la Bastille*, et qui, dans l'éducation des clubs, avaient puisé les principes du pillage.

Ces vainqueurs, troupe indisciplinée, mais pleine de cette bravoure qui affronte en aveugle tous les dangers, accouraient en Vendée faire leurs premières armes. Avec de pareilles dispositions, ce n'était peut-être pas là qu'il fallait placer des enfants perdus dont Paris révolutionnaire pouvait bien s'enorgueillir, mais que la France libre flétrissait. Leur début ne fut pas heureux. Cinq cents des vainqueurs de la Bastille, chassés de Coron par les femmes et par les habitants, avaient pris position sur une hauteur, proche de Vihiers. Jean Brunet est à la tête de quarante hommes, qu'il conduit au rassemblement général. Il aperçoit les Bleus; il traverse un champ de genêts et se porte bravement à l'attaque. Il est blessé; sa blessure ne le rend que plus ardent; de huit coups de fusil il abat huit soldats. Le bras tout en sang, il se retire vers sa troupe, qui n'a pas osé le suivre. Des reproches tombent de sa bouche; il encourage ses paysans, les pousse sur cette troupe neuf fois plus nombreuse que la sienne, et après un choc de quelques minutes, il met en déroute les républicains de plus en plus atterrés de leurs échecs.

Cependant Berruyer a tracé toutes ses mesures et échelonné les troupes nombreuses que les fêtes lui ont permis de rassembler. Auguis et Carra, représentants du peuple en mission auprès de son armée, ne lui laissent pas le temps d'achever ses dispositions. Ils signifient au général d'agir à l'instant même. Carra, un échappé des galères que la Révolution improvisa journaliste et grand citoyen, veut commander à la victoire. Il ordonne à Berruyer de toujours marcher en avant et sur cinq colonnes dirigées par Quéti-

neau, Ligonnier, Boulard, Esprit Baudry et Duhoux. Ce dernier pénètre dans le Bocage.

Le 11 avril 1793, Cathelineau, d'Elbée et Stofflet sont en route pour Chemillé; c'était leur première bataille en règle.

La Révolution, qui craignait de ne pouvoir vaincre cet enthousiasme, essaya d'en triompher par la trahison. C'est la seule que nous trouverons au compte d'un Vendéen.

Bruno, appelé *Six-Sous* dans le pays, à cause de sa pauvreté, avait longtemps servi dans l'artillerie. Ce fut lui que Cathelineau chargea du soin de diriger les canons déjà pris aux Bleus. A peine eut-il à sa disposition cette artillerie, qu'on le vit faire des dépenses inusitées et parler de sa future fortune avec une assurance qui excita les soupçons. On le surveilla, et à Saint-Lambert du Latay, on acquit la preuve que Six-Sous était vendu aux Bleus. Pendant la nuit qui précéda le combat de Chemillé, Six-Sous décharge les pièces de canon et les recharge avec du sable et de la terre. Un volontaire qui s'était engagé à épier ses mouvements l'aperçoit, le saisit, le traîne devant les chefs. La trahison est constatée, on en prévient les effets; et quand les Républicains, le matin, se mirent en ligne devant l'adversaire, que leur mitraille et leurs boulets devaient frapper sans vengeance, ils purent juger que la perfidie de Six-Sous était découverte. Le traître fut fusillé par derrière; il mourut comme un lâche, en demandant la vie à tous les officiers. On trouva sur lui de l'or et plusieurs centaines d'assignats. Le tout fut jeté dans la rivière du Layon.

Berruyer avait enjoint aux généraux Ligonnier et Dayat de s'avancer vers Vezins et Coron. Ils devaient seconder son attaque sur Chemillé et la Jumelière. Quétineau avec sa brigade était chargé de s'emparer du bourg des Aubiers. La Jumelière fut enlevée par la colonne du général Duhoux, qui ne rencontra aucune résistance; mais il n'en fut pas ainsi de Chemillé, dont les Blancs avaient fait le point central de leurs opérations.

A la vue de l'ennemi, Cathelineau, Stofflet, d'Elbée et Tonnelet s'élancent pour offrir un exemple dont ils sentent que l'inexpérience de leurs soldats peut avoir besoin. Ce

premier choc est terrible. Les gardes nationales sont saisies de frayeur. Elles lâchent pied, ou, insensibles aux prières et aux menaces des généraux et des conventionnels, elles se couchent par terre en présence de ces volontaires qui, peuple comme elle, courent si bravement au feu. Les gardes nationaux avaient compté sur la trahison de Six-Sous; mais intimidés par la rapidité d'une tactique qui leur est inconnue, et aux morts qui tombent à côté d'eux s'apercevant que l'artillerie n'est plus chargée à sable, ils portent le désordre dans les rangs de leur armée. Berruyer, désespéré, se décide à se retirer jusqu'au moment où Duhoux, qui doit faire sa jonction après la prise de la Jumelière, sera arrivé. Cathelineau met à profit ce mouvement rétrogade dont la cause est sous les yeux même des paysans. On se battait déjà depuis six heures, et d'Elbée, Stofflet et leurs troupes ne voulaient pas renoncer à un triomphe qui leur était si disputé. Les Vendéens se ruent encore sur l'armée révolutionnaire. Elle est de nouveau forcée de reculer. La colonne de Duhoux arrive sur le terrain. Berruyer met l'épée à la main, se place en avant de la 35ᵉ légion de gendarmerie, que Rossignol commandait : il la conduit, sous un feu meurtrier, à l'attaque des retranchements improvisés par les Royalistes.

Cette légion est formée des ci-devant gardes françaises. Elle marche avec ensemble au combat; mais pris à dos, dans le flanc et en tête, les gendarmes ne peuvent résister à l'impétuosité vendéenne. Noël et Marchand, officiers supérieurs de la 35ᵉ, tombent morts. L'adjudant général Mangin est frappé comme eux. Duhoux se voit blessé à la tête de sa colonne. Cependant Berruyer résiste toujours. La colonne de Duhoux va se débander. Il la rallie et revient à la charge. En ce moment la position des insurgés n'était plus tenable. Les cartouches et les munitions leur manquaient; d'Elbée même commençait à perdre du terrain, lorsque les prisonniers républicains faits dans les précédentes rencontres, et pendant le combat jetés sur une des ailes de l'armée royale, s'aperçoivent de la confusion qui règne au milieu de cette armée. Par un mouvement spontané, ils s'ébranlent; mais liés les uns aux autres par des cordes, ils sont obligés

de conserver dans leur fuite un ordre plus régulier que celui adopté par les paysans. Dans l'obscurité de la nuit, Berruyer ne peut les reconnaître : il s'imagine que c'est une colonne tenue en réserve pour décider l'affaire, et qui s'avance ainsi dans le dessein de le charger à la baïonnette.

L'erreur du général est partagée par ses soldats, qui lâchent pied ; pourtant la 35e ne veut pas si promptement céder le champ de bataille. D'Elbée s'est expliqué la terreur panique des Républicains ; il la met à profit et pousse les Blancs contre la 35e légion. Les Royalistes sont encore vainqueurs, mais Perdriau et Gaudin, de la métairie de la Chaperonnière, tous deux amis de Cathelineau, tombent mortellement blessés dans cette dernière charge. Mathieu Sinan, qui plus tard succéda au brave Pohu dans le commandement des gars de la Poitevinière, voit Cathelineau entouré de Bleus levant déjà leurs sabres sur la tête du futur généralissime de la Vendée. Sinan se précipite sur les soldats. Il les écarte ou les tue à coups de baïonnette. D'autres paysans accourent, et Cathelineau est sauvé. Ce fut en ce moment que Berruyer, perdant toute espérance de soutenir plus longtemps un combat qui avait duré neuf heures, prit le parti de la retraite. Les Vendéens le poursuivirent jusque sous Saint-Lambert.

Après cette défaite, le général en chef, qui sera bientôt accusé de trahison avec Ligonnier, Marcé et Quétineau, coupables seulement de s'être laissé battre par des paysans, adressa à la Convention un rapport circonstancié de tous les événements. Il apprit au Comité de salut public que ce n'était pas à des hommes lâches ou timides que la Révolution avait affaire. Une pareille révélation pouvait nuire à l'enthousiasme républicain qu'on cherchait à surexciter. Ce rapport fut tenu secret. En voici un passage, qui, à part ses calomnieuses exagérations contre les prêtres, est un tableau fidèle du courage des gars de l'Ouest :

« Le fanatisme est à son comble dans ce pays-ci. Les prêtres ont renversé tous les esprits à tel point, que les rebelles se battent en désespérés : plus la mort est violente, plus ils se croient méritants. Mourir est pour eux, disent-ils, le com-

mencement du bonheur. Ces misérables abandonnent femmes, enfants, propriétés, tout ce qu'ils ont de plus cher au monde, pour suivre quelques prêtres scélérats qui, le crucifix à la main, leur donnent la bénédiction et leur promettent le ciel. Il est impossible de continuer cette guerre sans troupes aguerries. On s'est imaginé à Paris que les troubles de ce pays-ci n'étaient fomentés que par quelques misérables faciles à détruire; on s'est extrêmement trompé. La guerre se fait ici comme sur la frontière. »

Berruyer vient de nous apprendre comment se battaient les Vendéens. Le voilà dans le même rapport qui peint le découragement des patriotes, et qui pour disperser des paysans, ne veut pas mettre en ligne les gardes nationales. Il lui faut des troupes régulières, car les pères de famille, révolutionnaires ardents au milieu des cités, ne tiennent pas au feu. C'est encore le général qui parle :

« Excepté le corps d'armée que je commande, ce qui sans doute est dû au hasard, toutes les autres divisions ont éprouvé de violents échecs. Quétineau est abandonné par ses troupes, Ligonnier et Gauvilliers sont dans le même cas; cependant ces trois chefs ont de la capacité et de la valeur. Tous ces revers ne sont dus qu'à la pénurie des troupes de ligne. Les troupes que j'ai ne sont composées que de rassemblements informes de pères de famille, qui, à peine arrivés, demandent à s'en retourner chez eux.

» Il n'est pas d'armée, dit le général en terminant, aussi mal organisée, aussi mal pourvue que la mienne. Point d'officiers généraux et point d'état-major, pas un seul fusil dans les arsenaux : et cependant j'ai à combattre l'ennemi le plus dangereux de la République. »

Dans son rapport au ministre de la guerre à la date du 12 avril 1793, Berruyer est encore plus explicite. « Au premier moment de l'attaque, dit-il, j'ai eu la douleur de voir la plupart des volontaires s'enfuir lâchement. Il est bien dur pour un vieux militaire de commander à des lâches. »

Une victoire aussi bien avérée, même par les généraux ennemis, devait rehausser les espérances des Vendéens, qui, dans leur style imagé, appellent encore cette affaire le

grand choc de Chemillé. Pourtant, faute de munitions, ils ne purent en profiter.

Les autres colonnes de Berruyer avançaient, tantôt battant, tantôt battues, et Berruyer lui-même reprenait Chemillé. Ce jour-là même, Bonchamps n'était pas aussi heureux. Le 11 avril 1793 il tombait sur la division de Gauvilliers. A sept heures du matin, Bonchamps ouvrait le feu près du Mesnil; Gauvilliers, dont les forces étaient beaucoup plus considérables que celles de la Vendée, résista avec vigueur. Les paysans reculèrent, et les Bleus, après leur avoir pris deux pièces de canon, se portèrent sur Saint-Florent. L'armée vendéenne, encore imparfaitement formée, allait succomber; mais Bonchamps, contre l'avis de d'Elbée, fait naître la pensée de la mener vers Tiffauges, où l'on pouvait espérer quelques secours des populations. D'Elbée, Bonchamps, Cathelineau et la Bouère étaient enveloppés dans le demi-cercle que formaient autour d'eux Berruyer, Ligonnier, Quétineau et Gauvilliers, maîtres de presque tous les postes. L'armée vendéenne était compromise, et, sans avoir été vaincue, elle cessait enfin de vaincre, ce qui pour elle allait signifier la mort. Un désastre l'attendait peut-être dans les gorges de la Sèvre, désastre que toute l'intelligence de Bonchamps était inhabile à conjurer, lorsque Henri de la Rochejaquelein apparut comme un libérateur.

Ce jeune homme ne s'est encore montré sur aucun champ de bataille; mais il a grandi avec les périls de la monarchie, dont il a été à Paris l'un des derniers, l'un des plus fidèles soutiens; mais il est beau, enthousiaste, plein de force et de bonté; mais, pour arriver à son château de la Durbellière, où les paysans l'appellent dans les ardeurs de leur impatience, il a couru bien des dangers. Dès que les gars des Échaubroignes, de Saint-Aubin, de Neuil, d'Izernay et des Aubiers, Vendéens que Sparte eût avec orgueil comptés parmi ses enfants, l'ont vu à leur tête, ils ne doutent plus du succès. Il les a réunis autour de lui, eux dont une première défaite avait rendu les courages incertains; il a accepté leur dévouement, il leur a dit avec le laconisme des illustres capitaines de Plutarque :

« Mes amis, si mon père était ici, vous auriez confiance en lui. Pour moi, je ne suis qu'un enfant; mais par mon courage je me montrerai digne de vous commander. Si j'avance, suivez-moi; si je recule, tuez-moi; si je meurs, vengez-moi! »

« C'était parler en héros. » Tel est le seul commentaire de l'empereur Napoléon lorsque, à la page 212 du sixième volume de ses *Mémoires,* il cite cette harangue si bien faite pour être comprise par des Vendéens.

Le jeune volontaire avait héroïquement parlé, il va agir de même. Il court aux Aubiers le 13 avril 1793, et se place dans un champ qu'on appelle le *Champ de la Justice*, comme si nos pères avaient eu le don de seconde vue. Il aperçoit les républicains de Quétineau et commence le feu à une heure de l'après-midi. Devant ce feu de tirailleurs auquel ils ne sont pas habitués, les soldats se retirent pour prendre position sur une hauteur. Profitant de ce pas rétrograde : « Voici les Bleus qui fuient! » s'écrie M. Henri, car c'est sous ce nom d'amicale familiarité que le comte Henri de la Rochejaquelein est encore vénéré par les paysans. Cachés derrière les haies, ils s'élancent à sa voix. La Rochejaquelein enlève le cimetière où les ennemis se sont retranchés, s'empare des munitions qu'ils y ont déposées, de deux canons qui les protégeaient, et toute la nuit, sans songer même à faire goûter une heure de repos à ses volontaires, qu'il soutient de son courage, qu'il anime de son exemple, il marche sur Tiffauges, afin de délivrer l'armée de Cathelineau et de Bonchamps, dont il soupçonne la situation.

Un seul jour a suffi à ce jeune homme pour amener de tels résultats. Ce jour n'est que l'aurore de ceux encore plus beaux qu'il va faire briller sur la Vendée. L'armée, miraculeusement ravitaillée, reprend l'offensive; elle rentre dans Cholet, dans Chemillé, dans Vihiers; elle bat encore Ligonnier entre Vezins et Coron, Ligonnier toujours brave, mais toujours malheureux, et qui laisse mille morts et son parc d'artillerie sur le terrain. Ligonnier se replie sur Doué, et le 20 avril il adresse au ministre de la guerre un rapport ainsi conçu : « L'ennemi était retranché sur le grand chemin de Cholet.

Le colonel Boisard força le retranchement; mais un bois de genêts se trouvant garni de tirailleurs en embuscade, mes volontaires prirent l'épouvante et la fuite en jetant leurs armes. Instruit de la déroute, je me portai au-devant de lui avec les troupes que j'avais à Vezins; mais la déroute était contagieuse. Je fus contraint de me retirer sur Vihiers, et ce matin sur Doué. Presque tous mes volontaires ont non-seulement refusé le service, mais déserté presque en totalité. J'en ai rejoint une grande partie avant Doué, où j'espère qu'ils se croiront en sûreté, avec deux cents hommes qui me restent du bataillon du Finistère. »

A la nouvelle de cet échec, les villes voisines sont plongées dans la stupeur. A Saumur surtout la consternation était profonde. Deux compagnies de la garde nationale de cette ville avaient été faites prisonnières, et les clubs annonçaient que les Brigands n'accordaient aucun quartier. En répandant ce bruit, la Révolution espérait rendre odieux les amis de la monarchie et exciter coutre eux les populations. Le 18 avril, les insurgés libéraient sans rançon ces deux compagnies qui, en revoyant leurs foyers, n'avaient que des louanges pour célébrer la mansuétude et la clémence des Brigands.

Après cette journée du 16 avril, M. Henri et Cathelineau mettent, le 18, le siége devant le manoir de Bois-Groleau, où cent soixante grenadiers de Saumur et de Montreuil-Belley se sont renfermés. Leur commandant est Jérémie Tribert, un de ces patriotes que les égarements révolutionnaires n'épargnent pas plus que les royalistes, car il est des temps où dans les partis l'honneur et l'humanité sont des crimes. Tribert n'a capitulé qu'à la dernière extrémité. Les Vendéens savent qu'il voulait mourir en combattant. Au moment où il remet son épée à la Rochejaquelein : « Gardez, monsieur, lui dit ce dernier, les armes dont vous vous êtes servi avec tant de courage. » Le commandant républicain s'assoit pour dîner à la table des généraux. Les prisonniers faits dans le château sont traités avec bonté. Cependant peu de jours auparavant, les Vendéens, maîtres de plus d'une position importante, avaient envoyé à Saumur deux parlementaires pour prévenir les malheurs d'une résistance désormais inutile

de la part des détachements isolés. Ces parlementaires avaient été tués. C'étaient un propriétaire nommé Moricet et Duchesne, marchand forain comme Cathelineau. Tous deux révérés dans le pays pour leurs vertus, ils étaient restés étrangers à l'insurrection, ne se rangeant ni sous le drapeau royaliste ni sous l'étendard républicain. Ils n'avaient accepté cette mission que par un sentiment d'humanité. Ils arrivèrent à Saumur un jour de marché. A la nouvelle que deux Brigands sont dans la ville, le peuple court à leur rencontre, il les saisit, et, après leur avoir fait endurer les plus horribles tortures, il les massacre sur la place de la Bilange. C'était en traçant une pareille ligne de démarcation entre les deux camps que les Vendéens marchaient au combat.

Pendant ce temps, Gauvilliers et Charleri, ayant sous leurs ordres les vainqueurs de la Bastille, mettaient au pillage et brûlaient les châteaux de Coudrai, de la Fougereuse, de Montaut et de la Baronnière.

Les chaumières n'étaient pas exceptées de ce sac, qui se renouvelait à chaque heure. Dans les *Affiches d'Angers, Moniteur du département*, on lit à la date du 18 avril 1793 un document qui ne laisse aucun doute sur cette déplorable manière d'entendre la guerre. C'est le général Berruyer qui écrit aux administrateurs de Maine-et-Loire. « Vous avez parfaitement fait, citoyens, leur dit-il, de faire arrêter les voitures chargées des déprédations et des vols commis par les soldats de l'armée. Je vous prie de mettre la plus grande vigilance à la fouille de celles qui passeront à l'avenir. J'écris au commandant des Ponts-de-Cé pour lui donner l'ordre de seconder vos vues et les miennes. Je travaille dans ce moment à un code pénal auquel je tiendrai scrupuleusement, et dans lequel les voleurs ne seront pas ménagés.

» Vous voudrez bien donner les ordres au commandant des Ponts-de-Cé de fouiller les paquets volumineux dont les soldats pourront être chargés. »

Bonchamps était le propriétaire du château de la Baronnière. A la nouvelle de cet incendie, ses volontaires demandent à attaquer les Bleus. « Je vous remercie, répond le général, des preuves de votre attachement; mais je ne dois pas

souffrir qu'une goutte de sang vendéen coule pour la défense de mes propriétés. » Les volontaires ne continrent pas longtemps leur vengeance. Le 24 avril, les divisions de d'Elbée, de Cathelineau, de Stofflet, de Bonchamps et de Bérard, qui, avec celle de la Rochejaquelein, étaient déjà appelées la grande armée d'Anjou et du haut Poitou, joignent à Beaupreau cette colonne de Gauvilliers, qui promène l'incendie dans les campagnes. Gauvilliers, ancien inspecteur des domaines et commandant de la garde nationale d'Angers, est en face des Royalistes, dont les chaumières fument encore. Il y a de l'exaspération dans leurs rangs, de l'exaspération aussi parmi les Bleus. Ils ont déjà bien des revers à réparer, et la Convention leur reproche leur inertie.

Les paysans n'avaient pas tous des armes. Ils se précipitent cependant sur les canons et sur les baïonnettes. Gauvilliers recule; car, — et il faut bien le répéter, pour expliquer cette guerre, — dans le principe, la fraction du peuple amie de la Révolution ne savait pas ou ne voulait pas se battre. Mais les vainqueurs de la Bastille tiennent bon. Ils sont massacrés sur place, près de la Chapelle du Genêt. L'infanterie déserte ses lignes; mais les canonniers d'Eure-et-Loir se font tuer sur leurs pièces. L'armée est en déroute; mais une compagnie de la garde nationale de Luynes ne se résigne pas à la fuite, comme son général, et elle meurt sous les armes.

Cette victoire, la plus décisive encore de toutes celles de la Vendée, et qui avait été la plus disputée, ne s'arrête point là. Henri de la Rochejaquelein se met à la poursuite de l'armée de Gauvilliers; il l'atteint, la culbute encore, et ne lui accorde un peu de répit que lorsqu'il la voit sur le point de repasser la Loire. Gauvilliers était vaincu. Ce jour-là même il arrivait dans la ville de Varades, et il écrivait à Angers : « Le plus alarmant de cette déroute, c'est d'abord que quatre à cinq pièces de canon sont tombées au pouvoir des insurgés, avec plusieurs blessés et morts, et que le reste de l'armée est dans un état de discipline alarmant. »

C'est alors que la Rochejaquelein se rappelle que Lescure, sa famille, et Marigny, sont restés au château de Clisson,

près de Bressuire, gardés à vue, prisonniers, peut-être même menacés dans leur existence. Il se rappelle surtout la promesse qu'il leur fit, au moment de son départ de Clisson, lorsqu'un paysan nommé Morin, adressé à M. Henri par sa tante, mademoiselle de la Rochejaquelein, leur apprenait que Châtillon était tombé au pouvoir des Royalistes.

Au milieu de son récit, ce paysan s'aperçut que la Rochejaquelein tressaillait, emporté par une pensée de glorieuse émulation. Il se retourna vivement : « Monsieur, lui dit-il, est-il bien vrai que vous irez dimanche tirer à la milice à Boismé ? C'est-il bien possible, pendant que vos paysans se battent pour ne pas être soldats de la République ? Venez avec nous, Monsieur Henri, tout le pays vous désire et vous obéira. » Heureux de répondre à un appel depuis longtemps attendu, la Rochejaquelein se lève et s'écrie : « Je te suis, mon ami. »

Plusieurs témoins de cette scène se pressent autour de M. Henri. On lui objecte que son départ va compromettre Lescure et sa famille. Henri chancelle dans sa résolution. Lescure lui dit alors : « L'honneur et ton opinion te font prendre le parti de combattre pour le Roi. Suis ton dessein. La crainte d'être mis en prison ne me portera pas à t'empêcher de faire ton devoir. — Eh bien, je reviendrai te délivrer ! » s'écrie la Rochejaquelein en le pressant sur son cœur.

Le 2 mai, il tenait sa promesse ; le 2 mai, il attaquait la ville d'Argenton-le-Château, il la prenait d'assaut, faisait grâce de la vie à la garnison, qui, par le droit de la guerre et par celui des représailles, devait être passée au fil de l'épée. Le même jour, il accourait à Clisson, et la Vendée comptait trois généraux de plus, Donnissan, Lescure et Marigny.

A l'approche des Vendéens, qui, au nombre de vingt-cinq mille hommes, s'avancent vers Bressuire, le général Quétineau, dont le bonheur n'égale pas l'honnêteté, laisse cette ville. Il s'est retiré à Thouars, recueillant sur sa route les débris des Marseillais et de toutes les brigades dispersées. Quelques jours auparavant, les Marseillais, à peine arrivés dans le Bocage, s'étaient portés à de coupables excès.

Onze paysans, traqués dans leurs lits et soupçonnés d'avoir des intelligences avec ceux que la Convention appelait des rebelles, furent arrêtés et jetés dans les prisons. Les Marseillais exigent leur mort. Le général Quétineau et les autorités civiles de Bressuire veulent s'opposer à un massacre dont ils prévoient les résultats sur l'esprit des populations. Cette troupe indisciplinée ne tient aucun compte d'une sage résistance; elle traîne hors de la ville ces malheureux. Quétineau et le maire de Bressuire essayent encore de défendre les victimes. On les force à s'éloigner en les menaçant; puis, aidés par de jeunes patriotes de Saint-Jean-d'Angély, les Marseillais hachent à coups de sabre les onze Vendéens qui, à genoux, priant Dieu et criant : Vive le Roi! expirèrent avec courage.

Ce meurtre était affreux; les Royalistes pourtant n'en tirèrent point vengeance. L'armée s'arrêta deux jours à Bressuire; elle ne s'y livra à aucune représaille.

C'était un singulier spectacle offert au monde que cette armée. Entraînée depuis un mois de victoire en victoire, elle n'a encore eu ni le temps de connaître les chefs qui la commandent, ni l'occasion peut-être de bien apprécier la portée des événements qu'elle a préparés. Pour en avoir l'intelligence, il faut étudier son origine, et tracer la topographie du pays et les mœurs de ses habitants.

Sous la dénomination générale de provinces de l'Ouest, on entend toute la contrée où la guerre a sévi avec plus ou moins d'intensité. Elle est comprise entre la mer et une ligne qui, partant de la Manche, près du Calvados, remonte l'Orne jusqu'à la source du Sarthon, longe cette rivière jusqu'à la Sarthe, suit quelque temps le cours de cette dernière, et, traversant la Loire à Saumur, aboutit à l'Océan sur les rivages des Sables d'Olonne. Cette ligne embrasse dans son cours circulaire la basse Normandie, le Maine, l'Anjou et la partie du Poitou composant les départements des Deux-Sèvres et de la Vendée, plus spécialement désignée sous le nom de Bocage, à cause de la quantité de bois qu'elle contient. Précédée par ces différentes provinces, la Bretagne forme au fond de ce vaste théâtre une péninsule. Sa position particulière et le

développement de ses côtes lui assignent un rôle tout spécial dans un système général de guerre civile. L'Ouest réunit à peu près une population de cinq millions d'habitants.

Lorsqu'au sortir des plaines qui, à l'extérieur, bordent la ligne qui vient d'être tracée, le voyageur pénètre dans l'intérieur des terres, un aspect tout nouveau s'offre à ses yeux. Il découvre un pays de montagnes, des vallons profondément resserrés, un sol d'une nature exceptionnelle, des productions inconnues dans les plaines qu'il a quittées tout à l'heure; mais ce qui fixe plus vivement l'attention, ce qui constitue la force défensive de ce pays, c'est sa division par champs environnés de haies vives qui, comme dans les environs de Bressuire et dans tout le Bocage, abritent de petits sentiers très-profondément encaissés, et qui, à première vue, avec leurs ruisseaux coulant sur des pierres, ne ressemblent pas mal à des fossés. Ce sont des parapets en terre de cinq à six pieds de hauteur sur autant d'épaisseur, couverts d'arbres étêtés ou d'épais buissons, qui de chaque morceau de terre font une redoute, et de tout le pays une vaste surface encombrée de retranchements.

Pour arriver à hérisser une province de semblables fortifications, les trésors des gouvernements les plus riches ne suffiraient pas. Ces fortifications sont le fruit du travail des générations passées. Les bois qui les garnissent, et dont les racines affermissent la construction, bornent souvent la vue à une portée de quelques mètres. Le concours de toutes ces circonstances rend leur destruction entière une entreprise gigantesque, qu'aucun despote n'osera tenter.

Quelle que soit du reste la cause qui ait fait adopter ce genre de clôture, qu'il soit dû au besoin de se garantir contre l'âpreté des vents dans un pays montueux, ou à l'amour de l'isolement, il remonte à l'antiquité la plus reculée, et l'on n'en aperçoit des traces qu'en Irlande et dans la partie occidentale de l'Angleterre.

Dans cette dernière partie, les déchirements des côtes britanniques par la mer accusent les mêmes couches fondamentales de terrain, en même temps qu'il offre une même similitude dans ses collines et dans ses continuels sillonne-

ments par les eaux. Cette conformité dans les usages de peuples si éloignés les uns des autres, mais vivant dans des pays dont la nature est identique, paraît devoir être le résultat d'une expérience égale sur les besoins que la qualité du sol, que le climat et les inégalités de la surface de la terre imposent à leurs habitants.

Nulle région ne renferme des moyens de défense comparables à ceux-là. Les Alpes elles-mêmes sont loin d'en approcher. Les Alpes, depuis Annibal, ont été ouvertes dans tous les siècles, passées et repassées par tous les capitaines. La campagne de 1799 a démontré qu'on peut même manœuvrer sur leurs sommets, forcer leurs gorges et tourner les positions appuyées aux montagnes les plus élevées. Mais on ne fait pas tomber ainsi les défenses d'une contrée dont toute la surface est hérissée de retranchements, où une guerre de positions est impossible, où même la conservation d'un terrain enlevé devient presque toujours sans influence; où la seule tactique défensive est de laisser pénétrer les ennemis au milieu de ce labyrinthe, de les contraindre à disséminer leurs forces et de les détruire en détail.

C'est en partie aux clôtures qui ferment chaque propriété de l'Ouest que ses habitants doivent la conservation de ces mœurs patriarcales que la Révolution a essayé de corrompre par la licence, et qui se sont élevées contre elle de toute l'énergie de leur pureté. Ces clôtures forcent les habitants à l'isolement, à la vie de famille et à de rares communications entre les hommes dans une région où ils ne peuvent se réunir que le dimanche, pour prier Dieu en commun et s'entretenir après la messe de leurs espérances de la récolte prochaine et de leurs transactions commerciales.

Leurs habitudes avaient de tout temps fait de l'exercice du tir un de leurs plus vifs plaisirs. Le goût de la chasse y était une passion. Pour s'y livrer, on les voyait souvent s'associer à leurs seigneurs, dont ils partageaient les périls. Aussi les tirailleurs de l'Ouest, dans le cours de ces guerres, ont-ils déployé une habileté dans le maniement du fusil qui a fait le désespoir de leurs adversaires. La nature du sol en favorisait l'exercice; ils en ont recueilli d'incalculables avan-

tages. Le tirailleur de l'Ouest, protégé par les haies, peut atteindre l'assaillant. S'il ne l'a point abattu du premier coup, il retrouve à cent pas un nouveau retranchement où il renouvelle la même attaque. Si des forces supérieures le serrent de trop près, il lui est loisible de disparaître au milieu des couverts épais que présentent les campagnes. Il peut même se porter individuellement sur le point qu'il a choisi pour retraite.

Une petite partie du premier théâtre de la guerre, indiquée sous le nom de Marais, offre, par la multitude des canaux dont elle est coupée, des moyens de défense analogues, quoique différents dans leur nature. Une telle différence explique les changements de mœurs et de caractères que l'histoire signalera entre ces populations.

Les canaux du Marais sont séparés par des pièces de terre plantées en saules, en frênes et en aubiers. D'immenses fossés environnent ces terres, et, par des chemins souvent impraticables, on arrive en côtoyant leurs bords à de riches métairies que l'on appelle CABANES. Faites avec de la boue et des branchages, construites sur une langue de terre de trente à quarante pas, la plupart de ces maisons sont couvertes de roseaux, la pierre et la tuile y étant à peu près inconnues. Inaccessibles aux persécutions, plusieurs paroisses du Marais, entre Niort et Luçon, se contentèrent de vivre dans leurs déserts toujours inondés ou sous leurs pauvres huttes, sans s'occuper des événements qui ne pouvaient jamais les atteindre ; mais dans le Marais septentrional de la Vendée, qui s'étend de Saint-Gilles à Bourgneuf, il n'en fut pas ainsi. Ce marais est une vaste plaine d'alluvion déposée par la mer sur le rivage qu'elle a abandonné depuis plusieurs siècles. Une ligne de dunes le protége depuis Saint-Gilles jusqu'à Beauvoir, et de Beauvoir à Bourgneuf. La mer n'est comprimée que par des digues en terre élevées par la main des hommes. Les fermes, multipliées sur ce sol fécond, sont bâties en pierres tirées de l'îlot calcaire de Sallertaine. La partie la plus haute du Marais est celle que borde l'Océan, tandis que la plus basse côtoie le sol primitif. Ce marais n'est praticable que durant les mois de chaleur ; cependant, en

1622, Louis XIII y pénétra avec son armée dès les premiers jours d'avril; en 1794 Turreau l'envahit au mois de mars, malgré les précautions prises par les habitants qui avaient espéré rendre leur pays inaccessible en bouchant l'écluse du Poirot, dans la paroisse de Saint-Urbain.

Au milieu de cette population, il se révéla des cœurs chauds, des esprits ardents qui embrassèrent la cause royaliste avec enthousiasme. Leur manière de faire la guerre était bien simple. Ils attendaient les soldats que la République lançait sur leur territoire si favorablement disposé; ils tiraient sur eux ou ils les attaquaient à l'improviste. Après avoir lâché leur coup de fusil, à l'aide d'une perche qu'ils appellent ningle, ils franchissaient les canaux et les fossés, se jetaient dans leur batelet long et effilé, auquel ils donnent le nom de niole, et ils disparaissaient rapidement pour se montrer sur un autre point.

C'est au sein d'une semblable contrée qu'éclate l'étonnante insurrection de la Vendée. Ce pays, dont une partie (la Bretagne) a longtemps soutenu, en faveur du Parlement, les luttes les plus opiniâtres contre les dépositaires du pouvoir royal; ce pays, rapproché par la nature, offre pourtant de remarquables contradictions dans le caractère de ses habitants. Les mœurs des Bretons n'ont de commun avec celles des Angevins et des Poitevins qu'une conformité de foi religieuse et monarchique, qu'un reste d'empreinte de ces fortes races d'Alains et de Goths dont le nom même s'est perpétué parmi eux. Otez cette similitude, il n'y a entre eux aucun point de contact.

Autant le Breton est âpre, emporté et tenace dans ses idées, autant le Vendéen a de douceur et d'aménité dans le caractère. Façonnés de longue main aux tourmentes des guerres civiles, les enfants de l'Armorique ont encore dans la tête et dans le cœur un peu de cette turbulence inquiète dont la mère de leur du Guesclin se plaignait avec tant de joie, en racontant les belliqueux instincts de son jeune fils. La vieille monarchie les a toujours vus dévoués, toujours prêts à mourir pour elle; mais ce dévouement à l'épreuve s'arrêtait devant une question soulevée par leur Parlement.

Une remontrance à l'encontre des courtisans accourus de Versailles pour les gouverner mettait en ébullition ces têtes, dans lesquelles fermentait, même à leur insu, l'antique pensée d'indépendance que la Révolution prétendit soumettre à son niveau.

Bercés sur les grèves solitaires de l'Océan, ou environnés en naissant de cette nature inculte, qui s'unit si admirablement aux monuments druidiques épars dans la campagne, les Bretons sont les mêmes hommes que César eut tant de peine à vaincre, et que l'Angleterre n'a jamais pu dompter. Sobres et patients, entêtés et courageux, rêveurs et dévots, ils savent se suffire à eux-mêmes ou s'isoler dans les sublimités de leurs croyances.

Les communications sont difficiles dans un tel pays. La taciturnité bretonne les rendit longtemps impossibles; mais, au jour du combat qu'ils allaient livrer pour l'acquit de leur conscience monarchique, ces hommes de fer que la République ne pouvait contraindre à être libres à sa manière sentirent le besoin de s'appuyer sur un peuple voisin. Les uns s'apprêtèrent à profiter des plans tracés par la Rouërie; les autres vinrent demander à la Vendée une place sur ses champs de bataille. Cette place ne leur fut jamais refusée. Ils la remplirent avec un courage plein d'intelligence.

Habitants d'un pays plus riant, les Angevins et les Poitevins n'avaient pas les mêmes mœurs. Tout était contraste en eux, tout, jusqu'à la bravoure, ne procédant pas des mêmes causes, ne produisant pas les mêmes résultats. Plus expansifs, plus joyeux, même à travers ce fond de douce tristesse qui caractérise l'habitant du Bocage, les paysans de l'Anjou et du Poitou n'avaient jamais été nourris de cette passion militaire qui acclimata chez les Bretons la sombre énergie dont ils fournirent tant de preuves. Les guerres de succession, de religion ou d'envahissement ont bien aussi passé sur la tête de leurs ancêtres; mais ces guerres n'ont laissé aucun souvenir dans les cœurs, aucune trace sur ces dernières provinces. Après la victoire ou la défaite, tout est rentré dans l'ordre accoutumé. Les paysans ont repris leurs travaux de la semaine, leurs plaisirs du dimanche, comme si rien

n'avait troublé les simples félicités de leur vie et les joies de la famille.

Riches des produits de leur sol, ne demandant rien au commerce et recevant de l'agriculture tout ce qui leur suffisait pour croire s'être accordé le superflu, les Vendéens ne savaient des choses et des hommes que ce qu'ils en apprenaient au prône de leurs curés. Cette bienheureuse ignorance leur préparait des jours sereins, sans ambition du présent, sans préoccupation de l'avenir. Religieux, doux et hospitaliers, ils se faisaient un devoir de toutes les vertus chrétiennes. Ils les pratiquaient avec simplicité et ne se doutaient guère qu'ailleurs il en pût être autrement. Amis et commensaux de leurs seigneurs, ils vivaient avec eux sur un pied de respectueuse égalité que toutes les lois humaines ne seraient jamais parvenues à détruire. Aussi ces hommes encore primitifs ne comprirent-ils rien aux passions que 1789 faisait déborder.

On les appela à se former en gardes nationales, à choisir eux-mêmes leurs administrateurs. Partout les seigneurs furent élus, et cela non point par une violence morale ou par un reste de convenance, mais parce qu'ils reconnaissaient aux nobles plus d'aptitude pour les affaires, un goût plus prononcé pour la guerre. Leur politique se réduisait à un sentiment de bien-être qu'il ne fallait pas troubler.

Des gentilshommes, voyant de plus loin les événements qui se préparaient, cherchent, au nom de la religion avilie et de la noblesse persécutée, à mettre à profit l'ascendant qu'ils exercent sur les paysans. Les paysans résistent; au fond de leur caractère il y a un levain de timidité et de méfiance. Ils résistent jusqu'au jour où la Révolution, après leur avoir prodigué des droits dont ils rougiraient d'user, après leur avoir enseigné comment, par la spoliation, ils peuvent devenir riches, et par l'incrédulité se transformer en athées, les force à courir aux armes. Il n'était plus possible de reculer. Les Vendéens se précipitèrent dans les combats. Vous savez déjà ce qu'ils ont entrepris avec leur calme dans la colère, la plus précieuse des qualités sur le champ de bataille.

Ils étaient sans tactique, sans organisation, sans plans,

sans chefs même. La plupart de ceux qu'ils s'étaient choisis n'entendaient rien à la stratégie, ne comprenaient rien aux évolutions, mais il fallait que les officiers leur communiquassent avec sincérité les plans à exécuter. Le Vendéen garde son individualité jusque dans les camps. Il s'assoit à la table de son général. Il veut avoir sa part des conseils, bien sûr de se montrer le jour où l'on fera appel à sa valeur. Dans cette prétention commune aux Bretons ainsi qu'aux Manceaux, il ne faudrait pas épier une trace d'orgueil. Le paysan royaliste, quand il se sait prévenu du danger, est plus sûr de lui. L'incertitude inquiète son courage, et, dans ses défiances, il a toujours une arrière-pensée qu'on peut le trahir. Libre et sincère, il ne cache ni à lui ni aux autres la vérité. Si un gentilhomme a faibli : « Ce que vous avez fait n'est pas beau pour un noble, » lui avouent-ils dans leur rude franchise. On en a entendu même dire à leur général : « Vous avez été un peu lâche à tel choc ; » et personne ne peut taxer ces jugements d'injustice ou d'irréflexion. Les volontaires ont vu leurs officiers sur le champ de bataille. Il est donc inutile de chercher à les faire revenir sur leurs impressions.

Quant aux éléments qui composaient l'armée, c'était un pêle-mêle de cultivateurs, de bourgeois, d'enfants, de séminaristes et de vieillards, où l'on rencontrait rarement un ancien soldat ; mais dès leur premier coup de feu, les paysans, avec cette sagacité prévoyante qui est peut-être du génie, adoptèrent une tactique dont plus tard il devint très-difficile de les faire départir.

Elle consistait à *s'égailler*, terme du Bocage, qu'à force d'exploits ils ont consacré dans la langue. Lorsqu'un chef avait dit : « Voilà les Bleus ! En avant les gars ! » ils se glissaient derrière les haies et le long des fossés, ils faisaient feu sur les tirailleurs détachés des lignes républicaines. Leurs balles allaient frapper juste ; car nous l'avons dit, les Vendéens, ainsi que les Bretons, excellent dans le maniement du fusil. A la faveur de ces escarmouches, le gros de l'armée s'avançait rapidement, se répandant ici, là, partout, dans un apparent désordre. A la moindre hésitation de l'ennemi,

les Blancs se jetaient sur lui avec de grands cris de : Vive le Roi ! alors on combattait pied à pied.

Au début de l'insurrection, ils n'avaient pas assez d'artillerie pour tenir tête aux Bleus. L'industrieuse activité des paysans sut en créer une factice, qui plus d'une fois fit tourner la victoire de leur côté. Ainsi, à Coron et à Vihiers, on les vit imaginer de mettre en ligne de grosses poutres arrondies qu'ils plaçaient sur des charrettes, et auxquelles ils adaptaient la forme de canons. Les Républicains furent souvent trompés par ce simulacre d'artillerie, dont les Vendéens se servaient surtout dans les petites villes ou dans les bourgs qu'ils essayaient de défendre.

Un an plus tard, quand d'immenses calamités eurent décimé cette armée, le district de Fontenay adressait à la Convention un rapport qui prête une nouvelle force à nos paroles :

« L'ennemi, disent les membres de cet important district, a une consistance bizarre ; il perce comme les sangliers ; les bois et les genêts sont ses sentiers ordinaires ; ses bandes se constituent en masses ou s'éparpillent à volonté ; il nous force à combattre quand il lui plaît et ne se bat que quand il veut ; il n'a pas tout le territoire qu'il eut l'an dernier ; il n'est pas aussi nombreux ; il perd bien des fusils, mais il est encore très-pressant ; il n'est plus guère fanatique, il est enragé. »

Telles sont les paroles du district de Fontenay, paroles qui donnent complétement raison à la tactique des Royalistes. L'armée républicaine couvrait le sol de la Vendée, mais elle ne pouvait ni correspondre avec les différents corps qui agissaient simultanément ni recevoir d'ordres que sous le bon plaisir de ses ennemis. Ces derniers interceptaient toutes les issues. Répandus au hasard ou à dessein, ils enlevaient les courriers et les sentinelles avancées, ils faisaient incessamment une guerre de surprise et d'embuscade. Les Bleus, n'étant pas encore parvenus à étudier et à connaître cette contrée exceptionnelle, étaient condamnés à l'isolement ; c'est ce qui accuse le décousu de leurs opérations, et ce qui explique la plupart de leurs récriminations. Ne pouvant agir avec ensemble, ils se croyaient trahis tantôt par leurs officiers,

tantôt par les représentants. La multiplicité des collines aurait pu leur offrir un moyen assuré de communication; mais ces collines, dominées par des bouquets de bois, étaient pour eux sans aucun avantage, tandis que les Vendéens savaient utiliser à leur profit ces mêmes obstacles.

Avec leur instinct seul, ils avaient organisé une espèce de ligne télégraphique. A l'aide de petites échelles portatives, appliquées aux branches d'arbres les plus élevées, ils se plaçaient de distance en distance. Quand ils avaient découvert la marche des colonnes, ils tiraient des sons convenus du cornet à bouquin servant à réunir leurs bœufs. Ces sons, répétés sur toute la ligne, annonçaient la nouvelle qu'il importait de faire connaître. Les ailes des moulins à vent étaient encore pour eux un nouveau moyen de correspondance aérienne. Le plateau des Alouettes, qui domine la ville des Herbiers, et d'où la vue se prolonge sur les deux bassins de la Loire et de la Sèvre Nantaise, est célèbre dans les souvenirs des paysans par les signaux que ses moulins firent passer aux divisions tenant la campagne.

Mais la manœuvre favorite des Royalistes, celle qui d'abord sema l'effroi dans les rangs républicains, s'adressait à l'artillerie ennemie. Il fallait l'empêcher de faire du mal, ainsi qu'ils le disaient dans la naïveté de leur langage. Pour réussir dans ce plan, qu'aucun général d'armée n'aurait osé, n'aurait voulu exécuter, les plus robustes et les plus agiles, armés de leurs bâtons, s'élançaient vers la batterie.

Au moment où la lumière du canon annonçait l'explosion, ils se jetaient à plat ventre contre terre, et ne se relevaient que lorsque les boulets ou la mitraille étaient passés au-dessus de leurs têtes. Tandis qu'on rechargeait les pièces, ils avançaient encore; à la seconde décharge, ils faisaient le même mouvement; immédiatement après, ils tombaient sur les artilleurs, effrayés d'une telle audace. Les canons étaient aussitôt tournés contre les troupes qu'ils devaient protéger. Le désordre se mettait dans leurs rangs; elles prenaient la fuite. C'était ainsi que les paysans combattaient, et ils appelaient cette nouvelle et audacieuse tactique aller au choc. Promptement égarés dans les labyrinthes du Bocage,

dont il leur était impossible de connaître chaque détour, les Républicains n'avaient plus que la mort en perspective.

Une retraite pour eux était chose impossible. Les Blancs, au contraire, l'effectuaient sans perte. Ils se dispersaient, franchissaient les buissons, s'enfonçaient dans les sentiers dont eux seuls connaissaient les issues, et, en se retirant, les Bleus, qui n'osaient ni ne pouvaient les poursuivre, les entendaient s'écrier dans toutes les directions : Vive le Roi quand même !

C'était le signal pour le prochain rassemblement; le mot d'ordre que leur déception d'aujourd'hui dictait à leur espérance de demain.

Ces retraites que, dans la modestie de leur courage, ils appellent des déroutes, ces retraites étaient sans profit pour les Bleus; elles servaient aux Blancs de temps de repos. En effet, vainqueurs ou vaincus, il fallait qu'ils laissassent le camp pour prouver à leurs familles qu'ils n'étaient point blessés, pour changer de linge et pour jeter le coup d'œil du maître sur leurs champs. Cette passion du clocher, que les chefs les plus aimés ne purent jamais étouffer, fut une des causes les plus actives de leurs revers. Elle empêcha la Vendée de marcher en avant, et peut-être de tenter une pointe sur Paris, qui, dégarni de troupes, n'aurait eu à opposer à une invasion que ses conventionnels et leurs émeutiers à gages.

Ces troupes de volontaires, n'ayant ni solde, ni vivres, ni munitions, apportaient avec elles le pain nécessaire à leur expédition, qui ordinairement ne durait jamais plus de quatre à cinq jours. L'ordre du rassemblement était ainsi conçu :

« Au saint nom de Dieu, de par le Roi, la paroisse de... se rendra (tel jour, à tel endroit) avec ses armes et du pain. »

Le chef en qui la paroisse avait confiance signait seul l'ordre, et les paysans arrivaient avec une ponctualité toute militaire. C'était sur les propriétés des nobles ou des émigrés que les généraux faisaient prendre les bœufs dont l'armée avait besoin; mais, lorsqu'elle entreprenait une campagne plus lon-

gue et que les vivres manquaient, alors les paroisses se cotisaient. Les femmes apprêtaient le pain; et, à genoux sur les routes où les paysans devaient passer, elles récitaient le chapelet, en attendant l'arrivée des soldats auxquels leur charité monarchique était si heureuse d'offrir l'aumône de la foi. Elles distribuaient les denrées accumulées dans leurs charrettes, et comme il leur était interdit de suivre l'armée, après avoir demandé des nouvelles de tous ceux qui leur étaient chers, elles retournaient dans leurs villages, racontant ce qu'elles avaient vu.

Il n'y avait point d'intendance militaire; on ne put même jamais organiser un service régulier. Plusieurs chirurgiens combattaient avec les Vendéens, et, après la bataille, ils établissaient des hôpitaux volants, mais le quartier général des blessés fut toujours à Saint-Laurent-sur-Sèvre, dans la communauté des Filles de la Sagesse, fondée par le père Montfort pour le soulagement des malades. Les missionnaires du Saint-Esprit et les Hospitalières, dites Sœurs-Grises, avaient été forcés, par leur refus du serment constitutionnel, de revenir à la maison mère. Protégés par l'armée royale, ils exerçaient avec empressement les devoirs de la charité. On portait à Saint-Laurent les blessés des deux partis; ils y rencontrèrent toujours les mêmes soins et un dévouement égal. Aux yeux de ces prêtres et de ces religieuses, il n'y avait que des frères dans les victimes des deux camps.

Organisés volontairement par paroisses, les Blancs trouvaient parmi eux le même esprit de corps, la même solidarité que s'ils eussent été enrégimentés. Dans les marches comme au milieu des batailles, chaque Vendéen suivait tout naturellement son capitaine. Ailleurs, il se serait cru déplacé. Se connaissant les uns les autres, ayant entre eux des rapports de famille ou d'intérêt, ils étaient pour les autres paroisses ce qu'un régiment est à un autre. Au plus fort de la mêlée, la distinction établie par la topographie se présentait d'une manière plus tranchée; mais la charité chrétienne était plus forte que cette espèce de démarcation. Quand un paysan tombait blessé, ceux qui étaient auprès de lui, ses frères, ses parents ou ses amis, ne pouvaient jamais se décider à l'aban-

donner. On l'enlevait à l'instant même. C'était un devoir; pour le rendre encore plus sacré, pour ne pas laisser soupçonner la peur de se cacher sous les apparences de la pitié, ceux qui étaient reconnus les plus braves s'empressaient d'offrir l'exemple de l'humanité.

Au milieu d'une semblable armée, composée de tant d'éléments divers, on sent bien que l'on ne voyait pas plus d'uniformes que d'ordre dans le combat; aucun signe même ne distinguait les chefs. Cependant, à la bataille de Fontenay, M. Henri parut avec un mouchoir rouge de Cholet autour de la tête, et un autre en guise de cravate. Pendant l'action, les Bleus criaient: « Tirez tous sur le mouchoir rouge ! » Les paysans, inquiets de ce signalement qui exposait plus particulièrement la Rochejaquelein aux balles républicaines, le supplièrent de quitter ce costume; il refusa. Alors les autres chefs l'adoptèrent, comme si la mode devait aussi exercer son empire au milieu même des guerres civiles. Le mouchoir rouge distingua les officiers de la grande armée; les soldats conservèrent leur veste bleue, le bonnet de laine ou le chapeau à larges bords. Un chapelet à la boutonnière avec leur cuiller de bois ou d'étain, précaution culinaire dont personne ne se dispensait, et un scapulaire sur le cœur, complétaient ce singulier accoutrement militaire. Ils n'avaient seulement pas de cocarde. Un certain nombre d'officiers et de soldats attachaient au chapeau des nœuds de rubans blancs ou verts, d'autres des morceaux de papier ou de toile blanche; on en voyait qui se paraient de feuilles de chêne.

A l'exception de ceux qui, dans les combats ou dans des rencontres particulières, avaient pris à l'ennemi des armes de munition, la plupart de ces volontaires étaient très-mal équipés. Les uns se servaient de fusils de chasse à un seul coup, les autres ne portaient que des bâtons durcis au feu, des fourches, souvent même des broches de ménage. La cavalerie n'était guère plus brillante. Elle montait des chevaux de colporteur ou de meunier, et se recrutait en grande partie des marchands de volailles ou de fruits que, dans les foires du pays, on appelle *cocassiers*; faute de selles, ils se servaient de leurs bâts. Des ficelles leur tenaient lieu d'étriers, des

ficelles encore remplaçaient les ceinturons pour soutenir leurs sabres. C'est avec d'aussi faibles ressources qu'ils commencèrent la lutte. Ils la continuèrent ainsi, ne voulant, ne pouvant rien changer à leur mode militaire.

A de tels hommes, s'engageant avec tant de désintéressement dans une guerre dont les principes seuls devaient retirer avantage, la démagogie infligea le nom de BRIGANDS. Alors les mots avaient changé de signification, ainsi que les mœurs de règle ou de frein. Les Vendéens acceptèrent cette injure qui les séparait du peuple des Sans-Culottes, ne régnant que par l'assassinat et par le pillage. Ils furent des brigands pour la Révolution, ainsi que jadis, dans les Pays-Bas, les comtes de Horn et d'Egmont, avec leurs partisans, avaient été des *Gueux*. Plus d'une fois même on entendit Cathelineau, la Rochejaquelein, Lescure et Bonchamps consacrer en souriant ce titre, dont les paysans se glorifiaient comme d'une ligne de démarcation tracée entre la probité des Royalistes et la rapacité des Républicains.

Le général Turreau, qui dans quelques mois va, par la formation des colonnes infernales, couvrir le Bocage de cadavres et de ruines, s'exprimait ainsi sur le compte de ces brigands. A la férocité près dont le général incendiaire ose faire son seul chef d'accusation contre eux, c'est l'éloge le plus involontairement complet des provinces insurgées. Sorti de la bouche d'un pareil ennemi, il ne peut que donner une nouvelle force à notre opinion sur cette guerre.

« Parlons des Vendéens, dit-il dans un mémoire publié au mois de messidor an III, de ces hommes vraiment extraordinaires, dont l'existence politique, les rapides et prodigieux succès, et surtout la férocité inouïe, feront époque dans les fastes de la Révolution; de ces Vendéens à qui il ne manque que de l'humanité et une autre cause à défendre pour réunir tous les caractères de l'héroïsme. Une manière de combattre qu'on ne connaissait pas encore, et peut-être inimitable si elle ne peut véritablement s'approprier qu'à ce pays, et qu'elle tienne au génie de ses habitants; un attachement inviolable à leur parti; une confiance sans borne dans leurs chefs; une telle fidélité dans leurs promesses qu'elle peut

suppléer à la discipline; un courage indomptable et à l'épreuve de toutes sortes de dangers, de fatigues et de privations : voilà ce qui fait des Vendéens des ennemis redoutables, et ce qui doit les placer dans l'histoire au premier rang des peuples guerriers. Enfin, les Vendéens sont des Français animés du double fanatisme de la religion et de la royauté, qui ont longtemps fixé la victoire, et qui ne pouvaient être vaincus que par les républicains français. »

Le général Turreau avait été souvent battu par les paysans. Il s'était fait l'un de leurs plus cruels persécuteurs. La calomnie est pour lui un droit révolutionnaire : il en use. Mais plus tard, quand les passions se calmèrent, lorsque les esprits, moins prévenus, examinèrent de sang-froid cette puissante démonstration de tout un peuple, on sentit que, sous peine d'iniquité historique, il fallait être juste envers la Vendée. Le libéralisme de la Restauration lui était bien certainement hostile de parti pris; on la calomniait encore par réminiscence du passé ou par crainte de l'avenir; mais les hommes sérieux, les patriotes qui avaient mûrement étudié les caractères et les faits, osaient avouer la vérité dans des ouvrages posthumes destinés après leur mort à rendre justice à tout ce qu'ils avaient maudit pendant leur vie; et, au tome Ier, page 182 de son *Histoire des guerres de la Péninsule*, le général Foy, cette brillante expression des idées libérales, put écrire :

« La guerre de la Vendée a revêtu d'une splendeur incomparable quelques pages de notre histoire. On n'a vu nulle part ailleurs tant de noble vaillance et une pareille unanimité de dévouement. »

C'est à Bressuire qu'après ses premières victoires cette armée se trouve réunie. Nous avons dit ses mœurs, ses passions et son courage; il nous reste à faire connaître les chefs qu'elle s'était donnés.

Cathelineau, le premier de tous, est un paysan né en 1758 au Pin-en-Mauges, mais un de ces paysans que les commotions politiques transforment en grands hommes. Jusqu'au 10 mars 1793, il a vécu pauvre et ignoré, gagnant à peine assez de pain pour nourrir sa femme et ses cinq enfants. Il

est dans la force de l'âge. C'est lui qui a provoqué le mouvement, lui qui l'a régularisé, lui qui, dès le premier jour, par l'ascendant de ses vertus, par son éloquence si admirablement à la portée des masses, a su exercer un si prodigieux empire que, par une superstition des jours anciens, tous cherchaient dans le combat à se placer près du *Saint d'Anjou*. Ils pensaient qu'à côté d'un homme si vénérable par sa piété, si noble par son humanité et par son génie, ils ne pouvaient être atteints par les balles. Tour à tour soldat et généralissime, mais toujours inspiré, il apparaissait dans les batailles avec l'enthousiasme qui réveillait celui des Royalistes. Il y apparaissait sans calcul, comme subjugué lui-même par cette influence providentielle dont les autres étaient heureux d'éprouver le contre-coup. Et ce contre-coup a été si puissant que Cathelineau, dont la figure, dont la taille et la prestance n'avaient rien de remarquable, est resté dans le souvenir des Vendéens comme le type de la mâle beauté. Les peuples ont toujours ainsi prêté aux hommes dont ils admirent le courage ou dont ils aiment les talents, ces qualités extérieures qui frappent si vivement le vulgaire. Quand les masses se passionnent pour un personnage historique, elles commencent par le faire beau. C'est la première condition pour qu'il soit grand.

Henri Duvergier, comte de la Rochejaquelein, était né au château de la Durbellière, le 30 août 1772. Sorti à quinze ans de l'école militaire de Sorrèze, il entra dans le régiment de Royal-Pologne-cavalerie, dont son père était colonel. Quand la garde constitutionnelle du roi se forma, Henri de la Rochejaquelein fut un des officiers de sa cavalerie. Lors de la dissolution de cette garde, il n'émigra point ; mais, après la fatale journée du 10 août, on l'entendit s'écrier : « Je vais dans ma province, et bientôt on parlera de moi. »

Le combat des Aubiers et l'armée catholique arrachée à Tiffauges au plus imminent des désastres furent ses coups d'essai.

Ce n'était pourtant encore qu'un jeune homme timide, au langage laconique, aux manières modestes, mais un jeune

homme à la taille élevée, à la figure noble et expressive, aux cheveux blonds, qui, de ce jour, prit cet air martial et ce regard d'aigle qu'il ne quittera plus. Aussi bienveillant que Cathelineau, aussi aimé des paysans que Stofflet, M. Henri, qui dans l'histoire de sa famille trouvait plus d'un modèle de dévouement au principe monarchique, se fit au milieu des camps le volontaire le plus intrépide. C'était un hussard, comme il le disait lui-même, toujours prêt à ferrailler, toujours faisant admirer à l'ennemi une témérité qui enflammait l'ardeur des soldats.

Louis-Marie, marquis de Lescure, né le 13 octobre 1766, avait une bravoure grave et réfléchie, qui ne ressemblait en rien à celle de son ami la Rochejaquelein. Maître de ses passions, studieux, plein de piété et de sagesse, il était à dix-huit ans capitaine à la suite dans le régiment Royal-Piémont.

Encore bien jeune, il s'était préservé de cette brillante corruption que Louis XVI n'avait pu chasser de sa cour. Il s'en était préservé par la prière. Cette vie, alors si extraordinaire dans un jeune homme pour qui la naissance et la fortune avaient tout fait, était déjà tellement en vénération que le marquis de Lescure, son père, que son gouverneur, venaient auprès de lui, dans l'intervalle de leurs débauches, chercher des conseils ou des consolations. En 1784 il se vit, par la mort de son père, à la tête d'une fortune embarrassée. Ses hommes d'affaires lui proposèrent de renoncer à une succession ainsi grevée. La haute raison de ce jeune homme lui fait aisément comprendre qu'il ne doit souiller ni son nom ni la mémoire de son père. Il répond de toutes les dettes. Madame de Lescure, sa grand'mère, autorise et approuve cette conduite. Après quelques années d'une sage économie, il est libre de tout engagement et possesseur d'une très-belle fortune. L'amour de l'étude, la prière et la tendresse qu'il avait vouée à mademoiselle de Donnissan, dont il était devenu l'époux, remplirent sa vie jusqu'au jour des combats. Alors Lescure fut ce que la Vendée l'a vu, le plus modeste et le plus pieux des hommes, le plus humain et le plus courageux des généraux.

Il y avait de toutes ces vertus dans le marquis Artus de Bonchamps, né le 10 mai 1760, au château du Crucifix. Bonchamps, capitaine de grenadiers, a déjà activement servi son pays dans les Indes, sous les ordres du célèbre bailli de Suffren. Lorsque le serment à la Constitution fut exigé de tous les officiers, Bonchamps donna sa démission. Il émigra ; il fut mal accueilli parce qu'il arrivait un peu tard. Bientôt, fatigué de ces intrigues, il revint consacrer à sa famille des talents et un courage qu'il ne croyait pas devoir à la Révolution. La Vendée ne les réclama pas longtemps en vain. C'était le plus habile de ses officiers, celui qui avait su le mieux discipliner sa division, celui qui jouissait de la plus entière confiance des chefs et des soldats. Bonchamps était d'une taille moyenne, mais bien prise. Son teint brun, ses cheveux noirs et épais, ses yeux expressifs et ses lèvres un peu grosses, formaient un ensemble qui révélait la force unie à la douceur.

A côté de ces noms, la gloire et le patrimoine de la Vendée, on distinguait déjà un homme grand et robuste, au teint brun, aux yeux et aux cheveux noirs, à l'air dur, à la parole ardente sous un accent germanique. Cet homme s'était élevé bien haut dans l'estime de ses compagnons d'armes par une activité, par une intelligence et une appréciation des événements au-dessus de son éducation. C'était Nicolas Stofflet, garde-chasse du château de Maulevrier, Stofflet, qui, de son humble bandoulière aux armes des Colbert, a su se faire une écharpe de commandement. Né à Barthélemont, près de Lunéville, le 3 février 1753, d'une humble famille d'artisans, il avait longtemps servi dans le corps de la gendarmerie du roi Stanislas. Le comte de Colbert, officier supérieur dans cette arme, estimait Stofflet. Cette estime fit naître au gentilhomme l'idée de placer le soldat en qualité de garde-chasse dans la forêt de Maulevrier. C'était en 1786. Sept ans plus tard, Stofflet défendait le château de ses maîtres. Dès que les paysans l'eurent vu au feu, ils prirent confiance en cet homme endurci aux fatigues, si propre au commandement, et d'une franchise qui allait jusqu'à la rudesse. Lorsqu'on marchait au combat, ils demandaient : « M. Stofflet

est-il en avant? » Quand la réponse était affirmative, plus sûrs même de leur courage, ils s'élançaient sans crainte.

Auprès de ces cinq chefs, dont les quatre premiers représentent si parfaitement la Vendée, et qui tous quatre n'ont pas, dans les décrets de la Providence, une année devant eux pour conquérir l'immortalité; — tous quatre en effet tomberont sur les champs de bataille avant la fin de ces douze mois qui ne leur sont pas laissés; — Bernard de Marigny, nommé dès le premier jour général de l'artillerie, déploie sa haute taille, sa martiale figure et cette inextinguible soif des combats qui le rendra la terreur des Bleus. Marigny naquit à Luçon en 1753. Il avait longtemps servi dans la marine royale en qualité d'officier supérieur. C'était, comme tous les autres, un homme sans ambition; et, dans sa modestie vendéenne, il disait souvent : « Ma santé m'a fait toujours désirer de changer d'arme. Mon grade dans la marine répond à celui de lieutenant-colonel. J'espère que Sa Majesté voudra bien me l'accorder dans l'armée de terre. »

Henri de la Rochejaquelein demandait un régiment de hussards en récompense de ses inappréciables services; il le demandait seulement lorsqu'il aurait rétabli son Roi sur le trône. Voilà Marigny qui n'élève pas encore ses vœux si haut. N'est-ce pas avec cette abnégation absolue que l'on entraîne les masses, et que l'on féconde les révolutions?

Le marquis de Donnissan, père de madame de Lescure, était maréchal de camp depuis longtemps. Il avait fait les cinq dernières campagnes de la guerre de sept ans; et, au moment de la Révolution, il se trouvait gentilhomme d'honneur de MONSIEUR, comte de Provence. Homme de cour sous la monarchie, il deviendra soldat quand la royauté n'aura plus de trône que sur l'échafaud. Étranger au pays, il eut la délicatesse de refuser les commandements qu'on offrait encore plus à son expérience qu'à son nom. C'était le conseil de l'armée, l'ami des généraux, le père des soldats. Plus tard il sera forcé d'accepter les fonctions de gouverneur général des pays conquis, dont son esprit de conciliation le rendait si digne.

Il y avait aussi d'Elbée, le *général la Providence*, ainsi que l'appelaient les Vendéens, parce que, dans sa religieuse

confiance en Dieu, il disait à chaque bataille : « La Providence nous accordera la victoire. » Il n'a ni l'entraînement de Cathelineau, ni l'éclat poétique de M. Henri, ni l'âpre courage de Stofflet; mais il est aimé des troupes, mais sa valeur, toujours enthousiaste, exerce sur elles une juste influence.

Nous venons de nommer les principaux chefs de cette armée qui voit déjà briller dans ses rangs tant d'officiers et de volontaires qui, comme Forestier, Desessarts, Tonnelet, de la Bouère, les trois frères Soyer, Couty, Guignard, les frères Cadi, Forêt, Villeneuve du Cazeau, Duhoux, Dommaigné, Pérault, Bourrasseau, Beauvais et de Scepeaux, peuvent lui rendre d'importants services. Ces volontaires et ces officiers, dont les noms sont glorieux même à côté de ceux des la Rochejaquelein, des Cathelineau et des Bonchamps, sont destinés à reparaître plus d'une fois sous notre plume. La suite des événements nous les montrerera dans tout l'éclat de leur bravoure et de leurs talents militaires.

CHAPITRE III.

Le bas Poitou. — Charette et ses officiers. — Souchu et ses proscriptions. — Le lieutenant-colonel Labérillais cherche à négocier entre les deux partis. — Position de juste milieu. — Labérillais condamné par la République et abandonné par les Royalistes. — Défaites successives de Charette. — Leurs causes. — La grande armée devant Thouars. — Prise de cette ville. — Le faux évêque d'Agra. — Bataille de la Châtaigneraie. — Les Vendéens battus par Chalbos devant Fontenay. — Ils prennent leur revanche. — Victoire de Fontenay. — Les sept représentants du peuple. — Marie-Jeanne. — Loyseau et Forêt. — Humanité des Vendéens. — Bibard. — Formation du conseil supérieur. — L'abbé Bernier et le bénédictin Jagault. — Proclamation des chefs de l'Ouest.

La grande armée a passé ses forces et ses généraux en revue. Elle avance pour faire le siége de Thouars. Pendant ce temps-là, une autre armée s'est formée dans le bas Poitou; et marchant sous les mêmes drapeaux, mais avec des mœurs et des succès différents, elle n'arrive pas si prompte-

ment au même but. C'est que, dans sa manière de se recruter et de combattre, dans ses précédents comme dans ses officiers, elle a trouvé des obstacles que les troupes de Cathelineau, de Stofflet, de Bonchamps, de d'Elbée et de la Rochejaquelein ne rencontrèrent jamais.

La plupart de ces obstacles tenaient à la nature même du pays, coupé en marais, en plaines, et battu par la mer; d'autres naissaient du caractère de ses habitants, hommes qui n'ont jamais eu en partage la douceur et la simplicité de leurs concitoyens du haut Poitou. Alors plusieurs d'entre eux semblaient se faire un spécieux prétexte de la cause de Dieu et du Roi pour se livrer en sécurité de conscience à des actes de cruauté. Les Royalistes du bas Poitou n'approuvèrent jamais ces actes; et Charette, aussitôt après avoir pris le commandement, les flétrit avec indignation. Mais quoique repoussées par les uns, quoique désapprouvées par les autres, ces mesures de sang et de vengeance appartiennent à l'histoire.

De Couëtus, Joly, les trois frères Joseph, Hyacinthe et Prudent de la Roberie, avec leur père; Frémont du Bouffay, Savin, le jeune du Chaffault, d'Argens, Pinaud, de Goulaine, de la Roche Saint-André, Borderau, la Cathelinière et les deux Guérin se sont déjà plus d'une fois mis à la tête des rassemblements formés dans le bas Poitou. Dans la première quinzaine de mars, les uns ont eu affaire aux gardes nationales des environs, et ils les ont facilement mises en déroute. C'est le sort qui a été réservé par Savin aux volontaires de Palluau et à la garde nationale de Fontenay, battue par Royrand. Les autres se sont mesurés avec des soldats aguerris, commandés tantôt par Dumouriez, tantôt par Beysser, jeune chirurgien de marine élevé tout d'un coup au généralat, et ils ont été battus. Lucas Championnière, qui, comme tous ces Royalistes, paysans ou gentilshommes dont les noms viennent d'être cités, sera bientôt, sous Charette, l'un des chefs les plus distingués du bas Poitou, Lucas Championnière, à la tête de quinze cents hommes du pays de Retz, occupe les rives de la Loire. Il s'empare du Pellerin, où sa troupe commet malgré lui plus d'un excès.

Le tocsin sonnait dans toutes les paroisses, l'insurrection de la Vendée éclatait. Afin d'arrêter le mouvement général, les Bleus de Machecoul se mettent sur la défensive. Machecoul est envahi au cri de Vive le Roi ! A bas la Nation! que des milliers d'insurgés font entendre. Maupassant, ancien député de l'Assemblée constituante, est à la tête de la garde nationale et de la gendarmerie. A la vue de cette multitude furieuse, la garde nationale et la gendarmerie ne voient de salut que dans la fuite. Maupassant veut tenir bon; il est massacré avec le peu d'hommes qui n'ont pas abandonné leur chef. Ce meurtre est le signal de beaucoup d'autres. Le curé constitutionnel et le juge de paix expirent en criant: Vive la Nation ! ils expirent sous les coups des femmes vociférant des paroles de mort et au milieu des chants de victoire que les vieillards, que les enfants font entendre sur ces cadavres. Ici, comme dans une partie de la Bretagne et du Maine, on verra des femmes, suivant l'exemple des druidesses, s'attacher à leurs parents qui vont combattre, puis avec des faucilles recourbées ouvrir le ventre de leurs ennemis tombés, et chercher dans leurs entrailles le reste de vie qu'y ont laissé les balles ou les baïonnettes vendéennes.

C'était Souchu qui préludait ainsi à l'installation de son comité supérieur. Ancien receveur des gabelles, cet homme a été entraîné dans une voie de sang par les funestes provocations des septembriseurs. Il s'est trouvé à Paris dans les journées du 20 juin, du 10 août et du 2 septembre 1792. Il a vu crouler la royauté, égorger ses défenseurs. Il a été témoin du crime social qui organisa l'assassinat dans les prisons. Il a entendu les puissants de l'époque, Danton et Marat, Philippe-Égalité et Robespierre, exalter le civisme des ***travailleurs pour la nation.*** Souchu conçoit la pensée de travailler comme eux, mais contre eux. Il légitime ses crimes futurs par les crimes qu'il voit commettre à la Révolution. La Révolution honorait les assassins qui mettaient leurs poignards à son service. Souchu demande à la monarchie le même privilége de sang. Hâtons-nous de dire qu'il ne l'obtint jamais. Dans le principe, pourtant, cet homme n'était peut-être pas féroce; il le devint par une soif de vengeance qu'explique

malheureusement l'effervescence des partis. De retour dans ses foyers, il raconte aux esprits incultes dont il est entouré les orgies révolutionnaires, les sanglantes apothéoses dont il fut le témoin. Il a même l'affreux courage de livrer à la publicité tous ces récits. Ils devaient tristement agir sur des hommes que la rudesse de leurs travaux rendait à peu près insensibles au sentiment de l'humanité, et qui, sans guide encore, mettaient à profit les cruautés républicaines pour autoriser leurs cruautés royalistes. Souchu, favorisé par l'élan qui se manifeste dans les campagnes, compose son comité.

Ce comité s'était chargé de juger les prisonniers que faisaient les diverses bandes agissant dans les marais qui avoisinent l'embouchure de la Loire. Les juger eût demandé du temps, de l'équité et une impartiale appréciation des motifs qui les poussaient à prendre les armes. Souchu pensa qu'il était de meilleure guerre de les tuer sans jugement. Il avait adopté ce plan; il l'exécuta dans toute sa rigueur.

Quarante-deux Républicains périrent ainsi dans une nuit. A Légé, à Montaigu, aux portes de Paimbeuf, ces fatales exécutions se renouvelèrent. Des listes de proscription furent dressées; mais Souchu, qui en si peu de temps a fait son éducation contre-révolutionnaire, à l'école même de la Révolution, Souchu se laisse parfois endormir par l'appât de l'or ou par des voluptés qu'il arrache à la terreur d'un trépas désormais inévitable. Cet homme avait en lui toutes les passions qui dominaient les représentants du peuple en mission. Dédaignant bientôt ces meurtres nocturnes dont il est rassasié, il fait comme la Convention, il décrète la victoire ou la mort. Le marquis de la Roche Saint-André est le premier sur lequel il essaye d'exercer les pouvoirs qu'il s'est attribués.

La Roche Saint-André a marché sur Pornic avec quatre mille hommes. Il s'est emparé de cette ville. Ses volontaires indisciplinés s'y gorgeaient de vin et d'eau-de-vie, lorsqu'un prêtre marié, nomme Albine, rallie les Bleus qui fuyaient et les ramène sur la ville. Le massacre dans les rues et dans les maisons fut horrible. Les Républicains tuèrent sans pitié; ils enterrèrent même tout vifs, jusqu'au cou, plusieurs officiers royalistes et ils les lapidèrent. Dans cette épouvantable nuit,

le marquis de la Roche Saint-André fit des prodiges de valeur et tenta de prendre, mais en vain, les mesures nécessaires au salut de son armée. Souchu ne lui tint aucun compte de l'ivresse des volontaires et du courage qu'il avait montré. Souchu l'accuse au comité dont il est le président; il demande sa tête. Le comité allait la livrer. Pour se soustraire à d'aussi tristes conséquences de l'accomplissement de ses devoirs, la Roche Saint-André se retira dans l'île de Bouin.

Ce fut dans ce moment que Charette parut à la tête de ces mêmes paysans que le comité supérieur avait façonnés aux meurtres et au pillage.

On le voit, c'est une déplorable armée que celle dont, sous peine de mort, Souchu et les paysans le forcent d'accepter le commandement; mais Charette, qui n'est pas libre de refuser, ne l'assume que pour le rendre plus humain. A peine son autorité commence-t-elle à être respectée, qu'avec le chevalier de Couëtus il s'oppose aux exécutions de Souchu. Pour les continuer, ce dernier prend la précaution de les ordonner pendant les absences du général.

Quand Souchu était las de garder dans ses cachots les prisonniers faits par les Royalistes, il prêtait aux patriotes quelques crimes bien affreux. Des lettres de Nantes, de Paris même, lui arrivèrent dans ce sens; elles prodiguaient des détails sur ces crimes imaginaires, comme si la réalité des attentats n'était point assez déplorable. A ces nouvelles, les Royalistes, dont le président du comité savait aiguillonner la fureur, se précipitaient dans les prisons; on en arrachait les Bleus. Souchu les faisait attacher à une corde que, par une dérision impie, il appelait leur chapelet : barbare initiative qui peut-être révélera à Carrier les mariages républicains. Après les avoir forcés à se mettre à genoux, il les faisait fusiller. Quatre-vingts périrent dans un seul jour. Ceux que les balles épargnaient étaient impitoyablement égorgés. Joubert, président du district de Machecoul et ennemi personnel de Souchu, eut les poignets sciés; des hommes, des femmes furent enterrés vivants, et longtemps après ces orgies de sang, sur le terrain où Souchu organisait ces exécutions empruntées aux mœurs des sauvages, on découvrit

un bras d'homme, dont la main, hors de terre, serrait avec une violence convulsive des herbes jaunies.

A son début, Charette proscrit ces raffinements de cruauté. Un certain nombre de femmes attendaient dans les prisons la mort dont Souchu les menaçait. Le général rend la liberté à toutes ces femmes; il engage les prêtres à menacer le peuple des vengeances de Dieu si de pareils attentats souillent encore la sainteté de sa cause. Pour donner l'exemple de l'humanité, lui-même offre asile dans son château de Fonteclause à Bourrier, l'un des républicains les plus exaltés du pays. Plus d'une fois on le vit, pendant la nuit, montant la garde à la porte des prisons comme pour mettre sous l'inviolabilité de son épée les Bleus que Souchu avait désignés à ses bourreaux.

Exaspéré de la résistance qu'il ne s'attendait pas à voir surgir dans un homme livré à toute la fougue de ses passions, Souchu trama contre Charette des plans d'insubordination. On dit même que, se rapprochant ostensiblement des révolutionnaires, il essaya plus d'une fois de le compromettre aux yeux de l'ennemi.

La preuve de ce rapprochement, qui n'aurait point étonné la Vendée, se trouve même dans la manière dont périt Souchu. Le général Beysser attaquait Machecoul, qui, comme Cholet et tant d'autres villes centrales de l'Ouest, fut si souvent pris et repris dans ces guerres. Beysser va pénétrer dans Machecoul, lorsque Souchu, couvert d'un bonnet rouge, une liste de proscription à la main, liste sur laquelle figuraient onze chefs royalistes et Charette, se précipite vers les Bleus en criant : Vive la Nation ! Il allait se réfugier dans les rangs ennemis. La hache d'un sapeur, qui lui fend la tête, ne lui en laisse pas le temps. A cette nouvelle, Charette, plein de joie, dit aux partisans de cet homme : « Ce ne sera jamais ce sang impur que mon épée vengera. » A partir de ce jour, il commence à soumettre à sa rude discipline les soldats que Souchu rendit complices de ses crimes.

François-Athanase Charette de la Contrie était né à Couffé, près de Nantes, le 21 avril 1763. Aspirant, garde-marine, lieutenant de vaisseau, il a, dans ces différents emplois,

montré une bravoure et un désintéressement peu communs. En 1790, il refuse de servir la Révolution. Le 10 août 1792, il est aux Tuileries, offrant son bras et sa vie à la royauté malheureuse. Ses efforts sont inutiles. Entouré par la foule qui assiége le château, il va être égorgé. Un lambeau de chair humaine se rencontre sous sa main. C'était, à ce qu'a depuis raconté Charette, la cuisse mutilée d'un Suisse. Il s'en empare. A l'aide de cet effroyable passe-port, il traverse la haie d'assassins qui l'entourent; et, le cœur saignant de tant d'affreux spectacles, il se réfugie chez un cocher de fiacre où, pendant huit jours, il reste caché dans un grenier à foin. Sous un déguisement, il rentre en Poitou; mais, peu de jours après son arrivée, l'administration départementale de la Loire-Inférieure, qui n'a pas voulu laisser passer sans arbitraire la chute du trône, sanctionne ainsi, le 20 août, la liberté que les sans-culottes ont conquise en faisant le siége des Tuileries. Elle décrète que :

« Les administrations de district et les commissaires du département auprès de chacune d'elles se concerteront à l'effet de faire saisir et arrêter, par voie de police, toutes les personnes suspectes contre lesquelles il y aura précédemment eu des dénonciations; toutes celles dont l'incivisme est notoire, toutes celles encore dont l'arrestation paraîtra nécessaire à la tranquillité publique, laissant à la prudence des districts et des commissaires à prendre toutes les mesures que leur dicteront leur zèle et les circonstances. »

Cet arrêté, qui ouvrait un vaste champ à la tyrannie des clubs, fut immédiatement appliqué contre Charette. Il est saisi, conduit au château de Nantes, et relâché bientôt après sur la recommandation du lieutenant général Marcé, qui savait l'espèce d'intimité régnant entre le chevalier Charette et le général Dumouriez.

De retour à Fonteclause, Charette se livre à cette existence insouciante et voluptueuse qui a tant de charmes pour lui. Dans Charette, tel qu'il se révèle alors, il n'y a pas encore cette hardiesse d'idées, cette profondeur de vues, cette énergie que rien n'abat; mais déjà sur son front pensif, dans ses yeux brillants, on peut dire qu'il sera le maître, et que

personne n'osera bientôt mettre sa volonté en opposition avec la sienne. Il n'a pas la pureté de mœurs de Lescure, l'abandon chevaleresque de la Rochejaquelein, la sainte réputation de Cathelineau; mais, pour exercer un commandement difficile, il possède au plus haut degré la force morale nécessaire et cette intrépidité à froid qui fait braver de gaieté de cœur tous les périls. Son front impassible, son nez audacieux, ses lèvres contractées, ses épais sourcils faisant ressortir avec plus d'éclat le feu de ses regards, sa taille leste et admirable dans ses moyennes proportions, ses cheveux rares et cendrés, l'air de luxe qu'il donne à son costume, sa voix brève et cassante, offrent un ensemble particulier qui doit laisser une vive impression dans l'esprit des paysans. Plus tard, nous le verrons, inaltérable dans les revers comme dans les succès, espérer contre toute espérance, soutenir seul, après la dispersion de la grande armée, le choc des troupes républicaines, et le soutenir tantôt en partisan plein de ressources, tantôt en général aussi maître de son expérience que de sa bravoure.

Il a dompté les cupides, les sanglants instincts de Souchu : Souchu est mort. Charette dissout le comité supérieur, mais, tirant avantage des meurtres que ce comité ordonna, le nouveau chef laisse entrevoir aux paysans qu'ils n'ont ni grâce ni merci à attendre des Républicains, et pour relever leur courage, il les conduit sous les murs de Pornic, théâtre de leur dernière défaite. Le 29 mars 1793, Pornic est en son pouvoir.

Après vingt engagements aujourd'hui sans intérêt, mais dans lesquels il eut constamment à lutter en même temps et contre les Républicains, et contre la malveillance de ses officiers et de ses soldats, Charette arrive, à force de patiente énergie, à assouplir, dans sa division, ce caractère de révolte qui peut-être communiqua au sien l'opiniâtreté que plus tard il déploiera.

Il n'a encore sous sa précaire autorité que vingt paroisses du bas Poitou. Les autres obéissent à des chefs indépendants : Savin commande la division de Palluau; Guerry de Cloudy, Guerry de la Fortinière, son frère, et Nicolon des

Abbayes, celle de Challans et de Beauvoir; Pajot, l'un des hommes les plus intrépides de la Vendée, est à la tête des volontaires de Bouin; Saint-Philibert marche sous les ordres de Couëtus; Joly dirige la division que l'on appelle l'armée des Sables.

Un ancien soldat nommé Vrigneau, de la paroisse de Vieille-Vigne, a soulevé ses voisins et étendu sa puissance sur plusieurs communes, entre la route des Sables et celle de la Rochelle.

De Royrand, vieux chevalier de Saint-Louis, qui laissera dans les camps vendéens une belle réputation d'honneur, de vertus et de talents, a été, comme tous les nobles entraîné par l'insurrection des paysans, qui environnaient sa demeure à Saint-Fulgent. Il les a menés à la victoire, et déjà, sous son commandement, il réunit toutes les campagnes depuis Montaigu jusqu'à la Châtaigneraie. Un autre chevalier de Saint-Louis, de Lyrot, a formé une division qui opère sur la rive gauche de la Loire, et presque jusqu'aux portes de Nantes : Devieux, Désigny père et fils, de Flavigny, de la Chapelle et d'Andigné de Maineuf, combattent avec lui. Prudhomme, un maître d'école de village, a soulevé les gars du Loroux : ce seront plus tard les grenadiers de Charette.

Un événement que de plus terribles calamités ont fait depuis complétement oublier, donna à cette partie du bas Poitou, qui n'était pas encore insurgée, la mesure de la tolérance politique que la Révolution prétendait appliquer à ces contrées.

Gaudin-Labérillais, ancien lieutenant-colonel du régiment d'Armagnac, avait été choisi pour chef par plus de dix-huit mille paysans rassemblés au bourg de Saint-Étienne de Montluc, sous l'inspiration de Morin-Prémion et de Richard-Duplessis. Labérillais hésite d'abord, accepte ensuite; mais avant d'arriver à des hostilités plus prononcées, son indécision essaye de parlementer. Il cherche à faire adopter cet impossible *entre-deux* dont parle Pascal. Le 15 mars 1793, Labérillais propose aux autorités de la Loire-Inférieure une transaction; il se porte garant pour les vingt et une paroisses sous ses ordres, et, dans un temps limité, pour la Vendée

entière. Il demande la liberté intégrale des cultes, le rétablissement dans les églises de tous les prêtres non assermentés que la majorité des habitants réclamerait, l'abolition de la milice, la juste répartition des impôts, le respect le plus profond pour la liberté et les propriétés de chaque citoyen.

Au milieu des exaspérations de tous les partis, c'est toujours un rôle difficile que celui de médiateur. Labérillais en fit l'expérience. C'était le 14 mars qu'il avait rêvé de mettre un terme à cette guerre, dont sa raison, dégagée de toute prévention, entrevoyait les horreurs dans un prochain avenir. Afin, disent-elles, de réfléchir plus mûrement sur les sages propositions qu'il leur adresse, les autorités de la Loire-Inférieure demandent jusqu'au 20 mars. Cet ajournement était un prétexte pour gagner du temps et se mettre en mesure de repousser par la force la force qui allait les anéantir. Labérillais consent à ce délai; mais aussitôt l'ardent Richard-Duplessis crie à la trahison. Il accuse Labérillais. Morin-Prémion suit cet exemple. Tous deux lui enlèvent les troupes qui viennent de le reconnaître pour chef, ils tentent même de les diriger sur Nantes. Le juste milieu pris par Labérillais en avait déjà séduit une partie. L'intrépidité de Richard, les exhortations de Prémion n'eurent qu'un succès incomplet. Les paysans voulaient attendre ce que les autorités de Nantes décideraient.

Quand ces autorités surent que Labérillais ne pouvait stipuler que pour une fraction de révoltés, elles prirent une attitude patriotiquement arrogante; et, à l'aide de quelques décharges d'artillerie, elles dissipèrent ce rassemblement. Labérillais, tout semble le prouver, avait agi de bonne foi. Il se rend à Savenay pour se justifier aux yeux des Républicains. On le charge de fers, on le traîne à Nantes. Il y fut jugé et acquitté. Pareille sentence, que, dans son intérêt, la Révolution aurait dû provoquer et maintenir, excite la colère des clubs. On a peur de cette colère. De nouveaux juges sont donnés à Labérillais. On les avait choisis de conscience facile, comme on en trouve toujours dans les jours de réaction. Cette fois-là, Labérillais est condamné et mis à mort.

Cette exécution consommée dans l'intention de bien faire comprendre à la Vendée que les Révolutionnaires, sans s'in-

quiéter de ses justes doléances, ne voulaient gouverner que par la terreur, produisit l'effet que les esprits modérés en attendaient. Elle exaspéra les masses, qui sentirent que toute tentative de rapprochement était désormais impossible. Elle précipita dans le mouvement royaliste des cœurs honnêtes mais indécis, et qui n'auraient pas mieux demandé que d'accepter la Révolution, si elle était venue à eux avec des idées d'ordre, de paix et de stabilité. Cette exécution fit plus. Elle porta la défiance dans l'âme des patriotes qui ne cherchaient pas à tout bouleverser. Labérillais avait été le premier à concevoir la pensée d'une transaction possible entre les deux principes en présence. Il fut le dernier, et jusqu'à la fin de la guerre, on ne trouve plus que d'implacables ennemis. C'était sans doute le vœu de la Convention. Il ne fut malheureusement que trop exaucé.

Vers la même époque, Joly et Savin, qui plus tard deviendront deux des plus habiles lieutenants de Charette, échouaient une seconde fois devant les Sables d'Olonne, que le général républicain Boulard défendit avec une rare bravoure. Mais, quoique battus par Boulard dans huit rencontres successives, Joly et Savin ne perdent point courage. Ils restent maîtres de la Mothe-Achard et de toute la contrée voisine des Sables. Boulard était royaliste. Officier sous Louis XVI, il avait conservé à la monarchie son respect et son amour. On l'accuse de trahison, parce que, malgré tous ses efforts, il ne peut neutraliser les entreprises des deux audacieux paysans qui lui sont opposés. L'injustice des partis tue ce brave général, et délivre Savin et Joly de leur plus redoutable adversaire.

La Révolution n'avait pas été heureuse dans ses premiers combats. Cependant aux moulins de Cheffois, le général Chalbos a remporté sur des laboureurs qui n'ont pas encore d'armes un léger succès. Deux jours après, le 12 avril, il attaque encore de nouveaux rassemblements, et, usant jusqu'à l'abus du pouvoir de mentir que la Révolution accorde si largement à ses serviteurs, il signe un rapport où il est dit que ces rencontres sont des victoires décisives; mais, dans une note particulière au ministre de la guerre, il ajoute ces paroles

qui prouvent que déjà, population contre population, la Vendée était la plus forte et la plus brave. Il écrit de sa main :

« Les gazettes annoncent six mille hommes à Fontenay, et nous n'en avons que trois cent quarante-sept. Il y a à Saint-Hermand douze cents hommes et à la Châtaigneraie quinze cents : voilà toutes mes forces dans cette partie. Nous n'avons presque point de troupe exercée, et il n'y a qu'elle (*je ne le dis qu'à vous*) qui se soit bien battue. Les volontaires, qui ne savent pas charger leurs armes, sont étonnés au premier coup de feu, et sans la sage précaution prise par Verteuil de placer de la gendarmerie derrière les bataillons de volontaires, il y aurait eu beaucoup de fuyards, et le succès eût été plus qu'incertain. Je le répète, sans troupe de ligne, cette guerre ne se terminera pas. »

D'un autre côté, de Lyrot était forcé dans son camp de Lallouère par les Bleus sous le commandement de la Barolière. La Cathelinière échouait devant la ville de Paimbœuf, et Charette lui-même inaugurait par une série de défaites cette carrière d'incompréhensibles succès dans laquelle il va bientôt entrer. Obligé de lutter contre les Républicains qui ne lui accordent point de trêve, tourmenté dans son camp par les rivalités de certaines jalouses médiocrités, il est encore en butte aux sourdes trahisons de quelques amis et aux lâchetés peut-être calculées de ses soldats. Sa constance pourtant, tout en se désolant de ces tribulations, ne se laisse point abattre. Au milieu de ces sujets de désespoir, il conserve un sang-froid imperturbable, se fait battre quand il ne peut triompher, revient sans cesse à l'attaque et astreint peu à peu ses soldats à la discipline. Il les punit dans leur amour-propre, lorsqu'en face de l'ennemi ils ont lâché pied; il les encourage par son exemple et par ses discours; enfin il les pousse à la rencontre du général Beysser, que Canclaux, chargé, au nom de la Nation, du commandement en chef de l'armée des côtes, envoie contre lui.

Le 20 avril, Beysser envahit le pays de Retz. La garde nationale de Nantes, le 5e bataillon de la Manche et le 12e de la République marchent avec lui; ils s'avancent contre le port Saint-Père. Pajot, marchand colporteur comme Cathe-

lineau, a été investi par Charette du soin de défendre ce poste. Les Nantais sont bien supérieurs en nombre. Le nombre n'intimide point Pajot. On lui propose de se rendre. Mèche allumée à la main, Pajot s'appuie sur un canon et jure de défendre le port Saint-Père jusqu'à la mort. Cette bravoure sans ostentation fait reculer les Nantais; mais Beysser arrive, et, malgré la plus héroïque résistance, Pajot, grièvement blessé, se voit dans la nécessité d'abandonner la place.

Souchu et son comité agissaient au nom des Royalistes, qui les désavouaient. Beysser, lui, agit au nom de la République, qui l'excite. Portant partout le feu, il pénètre à Saint-Cyr en Retz, à Bourgneuf et à Noirmoutier. Le 23 avril 1793, Charette marche à sa rencontre. En présence de l'ennemi, il est lâché par ses troupes, qui, afin de fuir plus rapidement, jettent sur le terrain leurs armes et jusqu'à leurs chaussures. Avec une poignée d'hommes d'élite, le général tient ferme. Il est cependant forcé de reculer devant le nombre et la tactique. Cet échec, dont l'opprobre ne revient pas en entier à ses volontaires, — Charette ne connaît-il pas les intrigues qui l'entourent! — cet échec ne fait qu'enflammer son ardeur. Il attaque les Bleus au poste des Moulins, près de Légé. Il les bat. Le jour même il va périr victime d'une sédition fomentée dans son armée par une femme, lorsqu'il se précipite, le sabre à la main, au milieu des plus mutins. Trois ou quatre tombent sous ses coups. Cette témérité rétablit le calme.

Charette alors se porte sur Sainte-Pazanne, où un bataillon du 4ᵉ d'infanterie était cantonné; il l'attaque, le met en déroute, fait prisonniers la plupart des officiers et des soldats, qui se rangent sous ses drapeaux. Anciens serviteurs de la monarchie, ces militaires ne cachaient pas leur antipathie instinctive contre les *nationaux*, dont ils méprisaient les opinions exagérées et les sanglantes lâchetés. Ce succès avait enhardi les Royalistes. Charette fait une pointe sur Paimbœuf, où le colonel Macdonald bivouaquait avec deux bataillons du 60ᵉ de ligne. Le 2 mai 1793 il est repoussé, a un cheval tué sous lui, revient encore à la charge; mais entraîné par ses gars, il est obligé de reculer.

On n'avait pu triompher de lui par la révolte ou par l'abandon; ses adversaires cherchent à l'humilier dans son orgueil. Le vénérable Royrand fut l'officier sur lequel les ennemis secrets de Charette portèrent leurs regards pour le perdre. Charette sent que ses troupes ont besoin de repos. Il fait demander à Royrand un asile dans ses cantonnements de Montaigu. Prévenu contre Athanase par des intrigues dont il ne soupçonne pas la source, le vieux chevalier de Saint-Louis répond par un refus.

« Mes amis, dit Charette aux cinq cents hommes dont il est accompagné, il y a douze cents Bleus à Saint-Colombin. C'est là qu'il faut aller pour tirer vengeance des injustices dont je suis la victime. »

Le 6 mai, à sept heures du matin, il y allait; à huit heures, il était maître de Saint-Colombin. A huit heures, des douze cents Bleus du 4e de ligne, il ne restait plus que quelques blessés et soixante prisonniers; et Royrand s'empressa d'avouer ses torts qu'il répara dignement. On le vit témoigner au général l'estime que tant de persévérance faisait naître dans son esprit. Il voulut même entreprendre avec lui une expédition sur Machecoul. Le 9 mai, ils attaquèrent le 77e de ligne. C'était l'ancien régiment de la Marck, presque tout composé d'Alsaciens. Les forces étaient inégales. Au premier coup de fusil, officiers et soldats de la République demandent à passer dans les rangs royalistes; ils y entrèrent avec la caisse et leurs canons.

Les Vendéens du bas Poitou commençaient à s'habituer à la victoire, et le général Petit-Bois, qui remplaçait provisoirement, à Nantes, Canclaux, envoyé dans le Morbihan par le conseil exécutif, écrivait en ces termes à la Convention, le 5 mai :

« Tout va mal. Nos volontaires ne veulent pas se battre, et, quand ils consentent à se mettre en ligne, c'est pour se laisser vaincre d'une manière déshonorante. Vous faites bien de parler tout haut de l'enthousiasme national. Les enfants de Paris en ont seuls le germe; mais dans ces provinces, les patriotes n'en auront que lorsqu'on les aura autorisés à brûler les châteaux et à confisquer les terres à leur profit. Il faut

leur offrir ce stimulant, qui leur permettra de se dévouer à la patrie. »

Comme si de pareils aveux n'étaient pas assez explicites, le général Dayat, le même jour, écrivait confidentiellement au Comité exécutif :

« On réclame des troupes de tous côtés. La Rochelle n'en a pas. Chalbos a besoin de forces, surtout depuis l'évacuation de Bressuire. Le peu de troupes qui restent à Fontenay sont des citoyens peu faits aux armes. On demande des troupes pour la division des Sables et pour le département des Deux-Sèvres, et il n'y en a pas. Les volontaires veulent retourner dans leurs foyers; jugez de l'embarras où je me trouve. »

La Révolution, épouvantée de cet élan monarchique sur lequel elle n'a point compté, était dans l'impossibilité d'y résister par les armes. Elle résolut de le vaincre par la terreur. Des tribunaux criminels révolutionnaires furent créés. Il y en avait déjà un à Nantes depuis le 19 avril 1793. Phelippes-Tronjolly, Vautrais, le Minihy et Brager le composaient. Ce n'était pas assez. Le 5 mai, on en forma deux autres à Savenay et à Paimbœuf. Les considérants qui servent de préambule à ces tribunaux exceptionnels créés par la liberté, ont quelque chose de si terriblement instructif, que nous croyons devoir les reproduire.

« Sur ce qui nous a été représenté, disent les conventionnels en mission, que les maisons d'arrêt, quoique multipliées dans la ville de Nantes, regorgent de détenus qui y sont entassés, que la santé de ces prisonniers souffre de leur nombre, et qu'il est impossible d'en admettre d'autres ; considérant que le tribunal criminel révolutionnaire, établi au chef-lieu, ne peut, malgré son activité, espérer de longtemps réussir à terminer toutes les affaires qui lui sont soumises, et se trouver à même, conformément à la loi du 7 avril dernier, de se porter dans les chefs-lieux de districts;

» Considérant que la force armée qui agit contre les brigands fait tous les jours des prisonniers qu'il est instant de juger;

» Considérant d'ailleurs que la sûreté de la ville de Nantes, et la disette extrême des subsistances qui s'y fait sentir, fait

une loi de ne pas y enfermer un trop grand nombre de consommateurs et d'ennemis;

» Par ces motifs, nous avons arrêté et arrêtons qu'il sera provisoirement établi deux tribunaux criminels révolutionnaires : l'un à Savenay et l'autre à Paimbœuf. »

Tant de moyens d'action dirigés contre les insurgés de la Vendée étaient encore insuffisants, même aux yeux des révolutionnaires; le Comité central de la Loire-Inférieure adopta l'arrêté qu'on va lire :

« Le Comité central, considérant qu'il est urgent de prendre des mesures pour assurer la conservation des amis de la République et punir les attentats qu'on pourrait commettre contre leur sûreté et leur tranquillité, arrête :

» A l'avenir, quand un assassinat aura été commis, les habitants du lieu du délit, dans l'arrondissement d'un quart de lieue, seront civilement responsables du fait s'ils ne dénoncent sur-le-champ et ne livrent les auteurs du crime à la vengeance des lois. En conséquence, ils seront tenus de payer à la famille du mort une indemnité de douze cents livres et une amende de quatre cents livres à la République, et lesdites sommes seront, s'il est besoin, levées militairement.

» S'il n'y a point de maisons dans l'arrondissement d'un quart de lieue de l'endroit où le délit aura été commis, la commune entière sera tenue de payer ladite somme de seize cents livres. »

Un mois auparavant, les représentants du peuple Guermeur et Milhaud avaient prescrit dans tout l'Ouest l'arrestation des pères, mères, frères, sœurs et enfants d'émigrés ou d'insurgés, et le 5 avril ils déclaraient la guerre aux sacristains et aux sonneurs de cloches des églises, sous prétexte que la République « pouvait tirer de grandes lumières des déclarations que seraient amenés à faire les servants des églises ou chapelles des paroisses dans lesquelles des attroupements s'étaient formés au son du tocsin ».

De pareilles mesures ne pouvaient que grossir les rangs de l'insurrection, car la terreur ne comprime jamais un élan aussi universel. Elles enseignaient aux paysans ce qu'ils

avaient à espérer ou à craindre de la Révolution. Les paysans n'en demandèrent pas davantage. Ils étaient vainqueurs dans la haute et dans la basse Vendée. Ils laissèrent les comités, les districts et les représentants prendre des arrêtés qu'un despote aurait rougi de contre-signer, et ils poursuivirent leur marche triomphale à travers le Bocage.

C'était le 6 mai 1793 que Charette avait contraint ses adversaires au silence. Ce jour-là même la grande armée, pure de tous les excès et de toutes les rivalités dont le tableau vient d'être déroulé, mettait le siége devant Thouars.

Dans les anciennes guerres dont l'Anjou et le Poitou furent le théâtre, cette ville, par sa position militaire, joua un rôle important. Elle est bâtie sur une colline, et la petite rivière du Thouet, guéable sur un seul point, décrit autour de son étroite enceinte une ligne qui, mieux que toutes les fortifications, protége la ville au midi et au couchant. Le 3 mai, le général Quétineau, après avoir évacué Bressuire, s'y était retiré, espérant bien que les Vendéens ne viendraient pas le relancer jusque-là. Il avait concentré dans les murs de Thouars les troupes battues en détail par les Royalistes; mais ces troupes, auxquelles se sont joints les bataillons du Var, de la Nièvre, de la Vendée et de la Vienne, ont pour compagnons d'armes une partie des Marseillais.

Comme les vainqueurs de la Bastille, ces Marseillais, usurpateurs du nom d'une cité qui ne les a jamais voulu reconnaître pour ses enfants, sont âpres au pillage et insubordonnés. De leur propre autorité, qu'ils disent être celle du peuple, ils ont déjà tant créé, tant destitué de généraux, que pour eux l'obéissance n'est plus comptée au nombre des vertus du soldat. Prétoriens en carmagnole, ils exercent sur leurs officiers un empire que les clubs s'acharnent à maintenir. N'est-ce pas, en effet, de ces hommes toujours prêts au massacre ou à la révolte que les clubs ont besoin?

Quétineau était né au Puy-Notre-Dame, non loin de Saumur. Avant la Révolution il faisait valoir une ferme, et en 1792 il était parti pour l'armée de Dumouriez en qualité de chef de bataillon des volontaires. Il se montrait partout républicain modéré et patriote honnête; les Marseillais l'avaient

donc mis à leur ban. Par son indiscipline, ce ramas de bandits recueillis dans les bagnes ou dans les mauvais lieux cherchait à compromettre le général que l'armée royale allait attaquer. Quétineau connaissait ces dispositions hostiles. Cependant, à la nouvelle que les Blancs s'avancent sur Thouars, il prend ses mesures. Le 7 mai, le siége commence. Thouars est cerné et assailli par quatre côtés à la fois.

Donnissan et Marigny au port Saint-Jean, Cathelineau, d'Elbée et Stofflet au port du Bec-du-Château, forment la réserve. Lescure et la Rochejaquelein, au village de Vrine; Bonchamps, au Gué-aux-Riches, commencent l'attaque. Pendant près de six heures, l'artillerie des deux camps fait de profonds ravages, mais déjà la poudre manque aux Vendéens. M. Henri s'en aperçoit; il court en demander et n'en trouve plus. Il a laissé le commandement à Lescure. Celui-ci, qui pour la première fois paraissait en ligne, comprend par un mouvement des assiégés que leur courage chancelle. Il saisit un fusil, descend le coteau sur lequel il est posté, puis au milieu de la mitraille et des balles il arrive au pont. Son exemple n'est pas suivi; il revient sur ses pas, il prie, il encourage les paysans. Pour les entraîner à braver le danger que seul il affronte, il se place encore au milieu du pont. Ses habits sont criblés de balles; mais les paysans ne s'ébranlent point. Il retourne une troisième fois auprès d'eux; il est enfin suivi, mais c'est par la Rochejaquelein, par Forêt et par un volontaire. Tous quatre se jettent dans les retranchements. Témoins de ce courage, les Vendéens se décident à l'imiter. L'armée entière s'ébranle.

Bonchamps, avec sa cavalerie, traverse le Gué-aux-Riches à la nage. Donnissan et Marigny attaquent le Pont-Neuf à coups de canon. La Bouère enjoint au maître canonnier de continuer le feu, qui se ralentit. « Je n'ai plus que trois gargousses, répond l'artilleur. — Eh bien, feu tout de même, s'écrie la Bouère. Nous irons chercher d'autres munitions dans la ville. »

A la première décharge, les Bleus abandonnent en désordre le Pont-Neuf. Cathelineau, d'Elbée et Stofflet marchent vers la porte de Saumur. Après le passage du Gué-aux-Riches,

Bonchamps se trouve en face des patriotes de la Vienne. Les lâches ont fui même avant le combat ; mais le plus grand nombre de ces volontaires est sur le terrain. Pris en flanc, ils se battent sans espérance de secours, ils se battent jusqu'à ce qu'il n'en reste plus un seul. La cavalerie de Bonchamps les écrase tous. Les volontaires républicains de Cette, de Nîmes, de Narbonne et de Perpignan, connus sous le nom de chasseurs du Midi, s'avancent à leur tour. Ils se forment en bataillon carré, épuisent jusqu'à leur dernière cartouche, et se jettent sur les Vendéens. Le 11 mai, Barère, en rendant compte à la Convention de cette bataille, avoue que, de tous les chasseurs du Midi, « il n'en reste plus que six ». Quétineau, à cette vue, pousse sa réserve contre les Royalistes. Il déploie son armée entre Vrine et Thouars; mais, pressé par l'ennemi, il rentre bientôt dans la ville.

« A l'assaut ! » s'écrie la Rochejaquelin.

« A l'assaut ! » répète l'armée s'élançant vers le mur d'enceinte. Les Bleus se croient en sûreté derrière cette muraille qu'ils ont garnie de troupes. Bravant la mousqueterie, les Blancs se disposent à abattre le mur à coups de pique. Ce moyen ne paraît pas assez expéditif à M. Henri. A défaut d'échelles, il monte sur les épaules de Texier, de la paroisse de Courlay, l'un de ces hommes dont une bravoure surhumaine devrait immortaliser le souvenir. Il écarte les Républicains à coups de fusil, il se cramponne à tout ce qui peut lui offrir un point d'appui. Ses mains arrachent les pierres, et, échappant à diverses morts, il ouvre ainsi la brèche. Quelques moments après, il entrait de vive force dans la place par le bas du château. Le général Quétineau s'aperçoit alors qu'il est impossible de prolonger la résistance.

D'un côté, Lescure pénétrait dans la ville avec ses gars ; de l'autre, Bonchamps la serrait de fort près : les Bleus comprirent qu'il fallait renoncer à la lutte. Après avoir arboré le drapeau blanc ils capitulèrent devant d'Elbée et Cathelineau, qui se présentaient sur un autre point. Ce fut avec Redon-Puy-Jourdain, juge de paix de la ville, que l'on traita d'abord.

Pour la Vendée militaire, c'était un moment solennel, une

heure de réaction ou de pardon qui allait sonner. Les habitants de Thouars avaient pris leur part du massacre des Moulins-Cornet au 24 août 1792. Le vainqueur avait des vengeances à exercer; les vaincus en avaient à redouter. A peine entrés dans cette cité prise d'assaut, les Vendéens se précipitent dans les églises, ils agitent les cloches en volées triomphales; et, au pied de l'autel, ils déposent tout sentiment de haine, toute idée de réaction. Napoléon, dans ses *Mémoires*, rend aux Vendéens la justice qui leur a été si souvent déniée. « Quoique la ville, dit l'Empereur, eût été réellement prise d'assaut, cette capitulation fut observée. Ce qui est remarquable, c'est qu'aucune vengeance ne fut exercée. »

L'ordre le plus parfait règne au milieu de cette confusion. Seulement les Royalistes, et ce fut toujours leur plus grand plaisir, firent un feu de joie des archives nationales. Les prisonniers, au nombre de plus de cinq mille, furent mis en liberté. La Vendée ouvrit ses rangs à ceux qui désirèrent faire cause commune avec elle, et, pour tout droit de guerre, elle se contenta de demander des vivres aux patriotes que leurs opinions exagérées signalaient à ses colères. Les officiers royalistes s'empressèrent d'accorder des sauf-conduits à tous les nationaux qui étaient venus pour les combattre. Ces sauf-conduits étaient signés par les chefs. La Révolution tourna contre eux ou contre leurs familles cet acte de générosité. Elle avait entre les mains la preuve de ce qu'elle appelait leur rébellion. Elle fit incarcérer ou mourir les parents de ceux qui accordaient grâce aux prisonniers et qui distribuaient des sauf-conduits.

Un traité fut signé entre les Royalistes et le général républicain, qui le fit approuver par le conventionnel Carra. Nous le citons, malgré ses imperfections de style, que rachète si bien son parfum de chevaleresque humanité :

« Nous, généraux de l'armée catholique et royale, permettons à M. Pierre Quétineau, breveté lieutenant-colonel d'un bataillon de volontaires, commandant la garnison de Thouars, d'aller où bon lui semblera, convaincus que l'honneur le portera, tant qu'il restera prisonnier, à ne point

porter les armes contre nous, à moins qu'un échange ou un autre arrangement de droit ne l'ait délivré de sa captivité. Le même engagement l'engagera, nous l'espérons, à rendre un compte sincère et fidèle de la manière humaine et généreuse avec laquelle nous nous sommes conduits envers les troupes faites prisonnières sous ses ordres.

» Fait à Thouars, le 8 mai 1793.

» *Signé:* BONCHAMPS, DONNISSAN, D'ELBÉE, LA ROCHEJAQUELEIN, CATHELINEAU, LESCURE. »

Au-dessous, on lit la signature de Quétineau.

A Thouars, en dehors des recrues que fit la grande armée, il s'offrit beaucoup de jeunes gens qui depuis furent d'excellents officiers, Daniaud-Dupérat, fils d'un avocat de Cognac; Piet de Beaurepaire, de Laville-Baugé, qui avaient été forcés de s'enrôler dans la garde nationale; le vieux Lemaignan, Herbault, de Langerie, de Mondyon et de Chassigny, trois enfants qui combattront comme des hommes, accoururent prendre service parmi les Vendéens. De la Marsonnière, Renou et de Beauvolliers suivirent cet exemple. Mais l'événement qui, dans l'histoire de ces guerres, rend plus remarquable la prise de Thouars, fut l'arrivée au camp d'un prétendu évêque d'Agra.

L'abbé Guyot de Folleville était fils d'un commissaire de marine à Saint-Malo. Avant la Révolution, il exerçait les fonctions sacerdotales à Dol. Il prêta d'abord serment à la constitution, se rétracta ensuite et se réfugia à Poitiers chez des religieuses qui le cachèrent comme un martyr. Cet ecclésiastique, qui, dans le cours de sa carrière, n'a jamais fait preuve d'élévation dans l'esprit, n'eut pas, à l'aide de certains pieux mensonges, beaucoup de peine à persuader aux fidèles dont il dirigeait la conscience qu'il avait été nommé évêque d'Agra *in partibus infidelium*. Il alla plus loin; il affirma que la cour de Rome, pendant la vacance des siéges épiscopaux de l'Église gallicane, lui avait accordé pleins pouvoirs pour gouverner les diocèses. Il raconta les cérémonies de son sacre à Saint-Germain en Laye; et les reli-

gieuses, toujours habituées à voir dans un prêtre un homme de vérité, crurent celui-là sur parole. Il était pour elles monseigneur l'évêque d'Agra, dont, dans leurs correspondances avec l'abbé Brin, curé de Saint-Laurent, elles parlaient avec une mystique effusion.

Aux yeux de la garde nationale et du district, il ne fut que le citoyen Guyot. Requis pour aller, avec le bataillon de la Vienne, porter secours aux frères et amis de Thouars, l'abbé de Folleville disparut pendant la bataille; mais lorsque l'armée royale fut entrée dans la ville, il se présenta aux généraux et leur fit part de sa position. La fraude fut-elle soupçonnée et voulut-on, par la bénédiction d'un évêque, agir plus efficacement sur la crédulité des paysans? ou, ce qui est plus dans les habitudes de loyauté des chefs, ajouta-t-on une foi entière aux récits du prétendu évêque? C'est ce qu'il est impossible aujourd'hui d'apprécier avec une impartialité digne de l'histoire. Toujours est-il que, reconnu par Villeneuve, dont il avait été le camarade de collége, et patroné par l'abbé Brin, il fut reçu avec de profondes démonstrations de respect; qu'il officia pontificalement au contentement des bons Vendéens, et qu'on lui rendit les honneurs dus au rang qu'il avait usurpé. L'abbé de Folleville s'était donné un rôle important; jusqu'à sa mort il se montra incapable de le remplir.

Par la défaite de Quétineau et l'anéantissement de sa division, la ligne des Républicains venait d'être brisée. Aussi, le 10 mai, le général Ligonnier, retranché à Doué avec trois mille cinq cents hommes, avait-il des plaintes amères à formuler à la Convention. Dans les correspondances et dans les rapports destinés à la publicité, tout marche au gré des vœux démagogiques, l'armée ennemie subit chaque jour un échec; mais dans l'intimité des dépêches, là où la vérité seule se fait jour, il n'en est plus ainsi. Pour bien comprendre la Révolution et la Vendée, c'est sur ce terrain qu'il faut se placer. Ligonnier écrit donc le 10 mai:

« Depuis la prise de Thouars, je conserve, malgré la faiblesse de ma division, la position de Doué, qui couvre Saumur. Les premières troupes que vous avez envoyées sont

arrivées hier soir. Le détachement de Rosenthal, formant en cavalerie et infanterie deux cents et quelques hommes, a débuté par une insurrection et par déserter le même jour, en totalité, le poste de Montreuil, se repliant à toute bride sur Saumur, où il a jeté l'alarme en annonçant l'arrivée de l'ennemi. Heureusement trente dragons ont gardé ce poste et ont poussé des patrouilles en avant. Cette fuite a laissé ma gauche en péril pendant vingt-quatre heures. Enfin, j'ai placé hier soir à Montreuil la trente-cinquième division de gendarmerie.

» La composition et l'esprit de la légion Rosenthal ne me permettent pas d'en attendre un service utile; j'ai été sur le point de la faire désarmer; j'attendrai vos ordres.

» J'exerce malgré moi le commandement par intérim de l'armée; j'aime mieux obéir que commander: je suis ici sans coopérateurs instruits. »

Les Royalistes, après avoir hésité pendant deux jours, prennent la résolution de marcher sur Fontenay, capitale du bas Poitou. Le républicain Chalbos, un vieux soldat devenu subitement général, arrive à la Châtaigneraie avec trois mille hommes.

Le 13 mai, à deux heures du matin, le combat s'engage sur la droite, du côté du bourg de Moncoutant. Les premiers postes sont enlevés par Forestier, qui fait mettre bas les armes à une compagnie de grenadiers du régiment d'Armagnac. Tous ces hommes, surpris dans leur sommeil, avaient essayé une résistance inutile. Ils obéissaient à l'ordre du Vendéen, lorsque l'un d'eux, au lieu de déposer son fusil sur la terre, court à Forestier, et va lui plonger sa baïonnette dans la poitrine. Forestier pare le coup; mais aussitôt les grenadiers, qu'indigne une telle lâcheté, saisissent leurs armes, et, sans autre jugement que celui de Dieu, ils percent leur camarade de plus de cinquante coups.

Chalbos cependant a concentré ses forces. A la tête du beau régiment d'Armagnac, il se défend sans céder un pouce de terrain. Par une savante manœuvre, Donnissan et Marigny, débouchant de Mouilleron et de Saint-Pierre de Chemillé, décident du sort de la journée. Elle fut glorieuse pour

eux; mais au moment où la victoire se déclarait en faveur des Blancs, les Bleus, qui jusqu'à ce moment s'étaient battus avec un courage héroïque, sont saisis d'une de ces paniques de retraite que peut seul expliquer l'entraînement français. On vit un ou deux paysans à cheval faire mettre bas les armes à des pelotons entiers, et les conduire, sans résistance de leur part, jusque sur les derrières de l'armée.

Les Royalistes, en entrant dans la Châtaigneraie, trouvèrent l'échafaud dressé sur la place. Le couteau de l'instrument de mort était encore taché de sang vendéen. La guillotine fut brisée; mais un certain nombre de volontaires se livrèrent dans cette ville à des actes d'insubordination et se permirent le pillage chez des personnes qu'on leur avait signalées comme coupables d'attachement aux principes républicains. De là, et malgré la désertion momentanée de plusieurs corps, Lescure, Cathelineau et la Rochejaquelein s'avancent vers Fontenay. Le général Chalbos leur est encore opposé avec six mille hommes de l'armée de Saumur qui sont venus renforcer la sienne.

Le 16 mai, l'aile gauche, commandée par M. Henri et par Lescure, pénètre dans les faubourgs; mais le centre de l'armée n'est pas aussi heureux. Chalbos, Nouvion et Sandoz ont pris l'ennemi en flanc; ils l'ont vu chanceler sous une attaque à laquelle il ne s'attendait pas. C'est le 13ᵉ régiment de chasseurs à cheval qui le prend par derrière, et qui donne ainsi à ses généraux une victoire facile. Ces derniers profitent de cet avantage, et jettent le désordre dans les rangs royalistes. D'Elbée est blessé; la Marsonnière est fait prisonnier avec deux cents hommes: le salut de l'armée va être compromis. La Rochejaquelein et Lescure protégent la retraite. Le lendemain, les paysans se sont tous disséminés dans le Bocage. Il n'y a plus d'artillerie, plus de munitions, plus de bagages: tout est tombé au pouvoir des Bleus. Marie-Jeanne elle-même, le canon de leur superstitieuse prédilection, a disparu dans la déroute.

Avec son sang-froid habituel et son coup d'œil assuré, Cathelineau, qui, au dire de l'empereur Napoléon dans ses *Mémoires*, « avait reçu de la nature la première qualité d'un

homme de guerre, l'inspiration de ne jamais laisser se reposer ni les vainqueurs ni les vaincus », Cathelineau a saisi les véritables causes de la défaite du 16 mai. Il accorde deux ou trois jours de répit aux paysans; et, s'enfonçant dans le Bocage à la recherche des volontaires, il montre dans toutes les paroisses son front toujours serein et son inaltérable confiance. « Un semblable événement devait frapper les armes de la Vendée, dit-il aux capitaines des paroisses et à leurs gars; il est venu en punition des excès commis par quelques-uns à la Châtaigneraie; mais il faut réparer cet échec et reconquérir Marie-Jeanne. J'ai tracé un plan que l'on va suivre. Refuserez-vous de marcher avec moi? »

A ces paroles d'un chef déjà vénéré, la Vendée se met en mouvement. Bonchamps accourt de l'Anjou, afin de participer à la nouvelle expédition. Cathelineau, sous sa parole, a réuni trente-cinq mille hommes à Châtillon-sur-Sèvre. Les prêtres les exhortent au combat, et l'évêque d'Agra, revêtu de ses habits pontificaux, fait, au bruit de toutes les cloches, son entrée dans cette ville, distribuant partout ses bénédictions, partout recueillant de respectueux hommages et des promesses de victoire. L'armée royale a pris position dans la plaine de Baguenard. Des chants religieux, des prières d'expiation ont signalé son passage depuis Châtillon jusqu'à une lieue de Fontenay. Ici, c'est le *Vexilla regis prodeunt* qui s'échappe de leurs lèvres repentantes, là ce sont les Litanies de la Vierge qu'ils modulent pour s'exciter à la confiance.

Le 25 mai, neuf jours après leur défaite, les voilà tous campés au même lieu et attendant le même ennemi. Le zèle des généraux républicains est encore stimulé par la présence de sept représentants du peuple accourus pour assister à la défaite des Vendéens. Chalbos a bercé leur patriotisme d'une victoire assurée. Les généraux ont pris toutes les mesures militaires. Leur armée s'est renforcée de plus de onze mille hommes, et ils la rangent en bataille dans la plaine de Pissotte.

Il est midi, et un beau soleil de mai éclaire cette grande journée. Les Blancs prient avec ferveur, mais ils n'ont point de munitions pour commencer une attaque sérieuse. « Allons, les gars! s'écrie M. Henri, il n'y a pas de poudre dans vos

poches; les Bleus en ont.» Les soldats de Lescure, placés à l'aile gauche, hésitent à le suivre quand le signal de l'attaque est donné. Il s'avance seul à trente pas en avant; il s'arrête, agite son chapeau dans les airs et s'écrie : Vive le roi! Une batterie républicaine répond à ce nouveau mode de commandement; elle fait feu. Lescure n'est pas blessé : « Vous le voyez bien, mes amis, dit-il en se retournant vers ses paysans, les Bleus ne savent point tirer.»

Ces paroles électrisent les Royalistes; ils prennent leur course. Une croix de mission se trouve sur leur chemin; tous se jettent à genoux, ne s'inquiétant ni de la mitraille qui tombe autour d'eux, ni des ordres de leurs officiers. Un des chefs veut les forcer à se relever : « Laissez-les prier, dit Lescure qui priait lui-même; ils ne s'en battront que mieux. » Le saint du Poitou avait raison.

L'artillerie royale n'a presque pas de cartouches. Elle en demande d'autres à son général. « En voilà ! » s'écrie Marigny en montrant les batteries républicaines. Dix minutes après, il en avait à lui donner. Marigny avec son artillerie, Lescure à l'aile gauche, Bonchamps à la droite, Cathelineau et d'Elbée au centre, la Rochejaquelein et Dommaigné à la tête de la cavalerie, s'ébranlent au même instant, et, malgré la belle résistance des chasseurs de la Gironde, des volontaires de Montpellier et de Toulouse, que la voix des sept conventionnels semble rendre invincibles, les Blancs sont maîtres du terrain.

Dans ce moment, M. Henri s'élance l'épée à la main sur un officier du 13ᵉ de chasseurs à cheval. Le soldat a compris ce mouvement. Il accepte la lutte et se dirige au galop vers la Rochejaquelein; mais tout à coup le cheval du républicain s'abat. M. Henri lui crie : « Rendez-vous, je vous promets la vie sauve. » Ces généreuses paroles ne sont pas écoutées. L'officier de chasseurs est armé de ses deux pistolets d'arçon; il ajuste la Rochejaquelein, fait feu, et, quoique presque à bout portant, ses balles ne l'atteignent pas. Le Bleu alors s'approche du Blanc, qui, calme, et avec un sourire héroïque, a essuyé cette double décharge : « Je me suis satisfait, satisfais-toi maintenant, s'écrie-t-il en jetant ses armes avec un

geste de désespoir. — Eh bien! reprend M. Henri, ma seule satisfaction est de te laisser vivre. » A ces mots, il se précipite dans la mêlée pour chercher de plus dignes ennemis.

Louis-Gabriel Beaupuy, frère du général de ce nom, est entouré dans le feu de l'action par quelques cavaliers de la Rochejaquelein. Beaupuy combat en héros. Les paysans le somment de mettre bas les armes. — « Vaincre ou périr, s'écrie le Républicain; je ne me rends pas à des rebelles. » A ces mots il tombe couvert de glorieuses blessures.

C'était ainsi qu'alors on mourait dans les deux camps.

Chalbos oppose une légion de gendarmes d'élite à la cavalerie de la Rochejaquelein, qui a déjà fait plier celle de la Révolution. Les gendarmes sont repoussés, et, en fuyant, ils écrasent l'infanterie sous les pieds des chevaux. Le plus grand désordre règne dans une partie de l'armée républicaine.

Pour le compléter, M. Henri se porte rapidement vers l'aile gauche de Chalbos, que soutenait l'énergie des représentants du peuple. Chalbos voit sa cavalerie battre en retraite. Le pistolet au poing, il s'élance pour l'arrêter; il ne peut que protéger sa fuite. L'aile gauche est enfoncée. Bonchamps le premier pénètre dans les murs de Fontenay. Il est suivi de Lescure et de Forêt. Ils avancent dans cette ville, sur laquelle gronde encore le canon royaliste. Elle est pleine de soldats qui jettent leurs armes, qui fuient en désordre ou se précipitent aux genoux des trois officiers en demandant grâce. « Bas les armes et vive le Roi! on ne vous fera pas de mal, » répondaient Bonchamps, Forêt et Lescure.

Un patriote se disant père de sept enfants se précipite entre les jambes du cheval de Bonchamps : la liberté et la vie lui sont accordées. Cet homme s'éloigne. A peine a-t-il fait quelques pas qu'il se retourne et tire un coup de fusil à bout portant sur son libérateur. Bonchamps est dangereusement blessé : il tombe de cheval; mais en tombant il recommande à Lescure de courir à la prison, afin de veiller au sort de ceux qui y sont renfermés. Les Vendéens avaient suivi les traces de leurs chefs. Ils cernent la rue pour ne pas laisser à l'assassin le temps de s'échapper. Ils massacrent tous

les Républicains qu'ils y rencontrent. Lescure a cependant assez d'influence sur eux pour calmer bientôt une aussi juste fureur.

Malgré les efforts du conventionnel Garnier (de Saintes), combattant à pied comme un soldat, la déroute est universelle; et l'armée de Chalbos, dispersée, laisse dans la plaine ou sur les hauteurs de la Tuée quarante canons et une immense quantité de fusils. Les généraux Dalliac, Nouvion, Beaufranchet, Beffroi et les frères Faucher, les jumeaux de la Réole, prennent la fuite; mais Marie-Jeanne, entraînée par les Bleus, n'est pas au pouvoir des vainqueurs, et Cathelineau a promis de la leur rendre. Pour dégager sa parole, Forêt, Loyseau, avec deux autres paysans, Rochard et Delaunay, aussi braves que ces deux intrépides volontaires, s'élancent à sa poursuite. Les Républicains la conduisaient à Niort, redoutant eux-mêmes sa puissance sur les esprits. Aussi 25,000 francs étaient-ils offerts à ceux qui parviendraient à la sauver.

Loyseau et Forêt rencontrent le miraculeux canon près du village de Grange. Forêt a le cheval, l'équipement et le sabre d'un gendarme tué par lui la veille. Une lutte à mort s'engage entre les Républicains qui enlèvent la coulevrine et les Royalistes qui veulent l'arracher de leurs mains. Deux gendarmes périssent sous les coups de Forêt. Néanmoins les autres combattent encore. Pierre Rochard, du village de Point, se jette sur Marie-Jeanne, lui fait un rempart de son corps, et, quoique blessé à la tête et au bras, il ne veut plus se séparer du trésor sur lequel son sang coule; mais à la suite de Loyseau et de Forêt, d'autres fidèles du canon vénéré sont accourus. C'est Picherit, c'est Jacques Godillon et cinq autres. Vainqueurs par un dernier effort, ils voient fuir les soldats; et, après s'être prosternés dans la poussière, ils serrent dans leurs bras leur précieuse conquête. Ils la couvrent de feuillage, ils dételtent les chevaux qui la traînent, ils s'attachent au caisson, ils la ramènent à Fontenay. On la charge de rubans, on la tapisse de fleurs. C'est le plus beau trophée de leur victoire; et, toujours attelés à leur pièce bien-aimée, ils lui font parcourir toute la ville au milieu des acclamations

de l'armée, qui se précipite à genoux sur le passage de Marie-Jeanne.

Lescure a enjoint d'ouvrir les portes de la prison. Jouffrion de Beauvais, ancien officier des canonniers garde-côtes, y languissait depuis longtemps. A peine libre, il se fait soldat. Il part pour Bazoges-en-Pareds, où habitait sa famille. Il en soulève la population. Les villages voisins répondent à son appel. Deux jours après Jouffrion rejoignait la division de Sapinaud de la Verrie, que les de Béjarri, de Verteuil et de Grellier avaient déjà renforcée. Les deux cents Vendéens qui avaient été pris avec la Marsonnière à la première bataille de Fontenay, et qui, depuis la veille jugés et condamnés à mort, allaient être exécutés, sont aussi mis en liberté. Mais à Fontenay il se trouvait un autre paysan prisonnier. Son histoire donnera une idée de la charité des Brigands et de la manière dont se vengeaient les soldats de Cathelineau.

Pierre Bibard, du village de la Tessouale, était resté sur le champ de bataille du 16 mai après avoir vu périr quatre-vingts de ses compagnons. Il avait reçu vingt-deux coups de sabre ou de baïonnette. Les Bleus le rencontrèrent, et en le traînant à Fontenay, ils le flagellèrent avec le chapelet qu'on avait saisi sur lui. On le jeta nu et sanglant sur des planches d'hôpital, et pendant neuf jours on ne songea à panser ses vingt-deux blessures que trois fois. Le factionnaire qui veillait sur le prisonnier le frappait à grands coups de plat de sabre, le forçait à baiser cette arme comme une relique et lui répétait souvent que, l'heure de sa mort arrivée, ce serait avec ce sabre-là qu'il le couperait en morceaux.

Pendant la bataille du 25, Bibard, qui espère en Dieu et dans le courage de ses frères, s'élance sur le factionnaire, s'empare de son fusil toujours chargé, et lui ordonne de déposer ses cartouches sur la planche où il a tant souffert. D'autres soldats surviennent; Bibard les tient en respect, et, lorsque les siens sont maîtres de Fontenay, il se présente aux généraux avec les armes qu'il a conquises. La Rochejaquelein, d'Elbée et Stofflet l'embrassent en récompense de sa bravoure à l'affaire du 16 mai. Ce n'est pas assez pour Bibard

que cette récompense, il lui en faut une autre. Il demande grâce pour les Bleus malades à l'hôpital, grâce surtout pour le factionnaire qui pendant neuf jours a été son bourreau. Il l'obtient sans avoir même fait allusion aux souffrances qu'il a endurées.

Une indiscrétion révèle cette générosité. A l'instant même M. Henri, qui lui-même dans cette bataille s'est révélé si magnanime, se jette au cou de Bibard et s'écrie : « Pour un verre de mon sang je ne voudrais pas que tu ne te fusses point montré aussi généreux. Ces misérables qui nous accusent des massacres commis par eux seront bien forcés aujourd'hui de reconnaître qu'il y a plus d'humanité dans notre âme que dans la leur. »

Cet acte de mansuétude, que le paysan Bibard accomplissait avec une si sublime naïveté, n'eut pas besoin d'être connu de l'armée royale pour l'exciter à être humaine. Les prisonniers étaient au nombre de plus de trois mille. Une femme, madame de Saint-Laurent, dont la maison était devenue le quartier général des chefs, sollicite leur grâce. Cette grâce leur est accordée. Plus tard, pour la punir sans doute de sa pitié, la Révolution l'emprisonna. On eût dit qu'alors la vertu n'était qu'un titre de plus à la proscription.

Les Bleus que madame de Saint-Laurent avait délivrés étaient enfermés dans la cour d'un couvent de religieuses devenu la maison du département. Les Blancs ne leur firent aucun mal; seulement, pour les empêcher de retourner, après leur mise en liberté, sous le drapeau tricolore, ils prirent la précaution de leur couper les cheveux jusqu'à la racine. C'était à Donnissan qu'on devait cette idée. On espérait que ces ennemis, qui pour toute rançon ne laissaient que leurs cheveux dans une guerre civile aussi affreuse, porteraient par toute la France les preuves les moins équivoques des victoires et de la modération des Brigands.

Cette espérance ne se réalisa malheureusement point. Les passions étaient trop ardentes. Il y avait déjà beaucoup trop d'intérêts nouveaux engagés dans la lutte. La clémence des Vendéens, qui honore pourtant leur caractère, ne servit point au triomphe de leur cause. Bien au contraire, à la

séance du 2 juin 1793, ces paroles accusatrices furent lues et consignées au *Moniteur* :

« Les rebelles ont évacué Fontenay. Ils ont tout pillé. Les aristocrates ont été les plus maltraités, comme étant les plus riches. »

La Révolution a toujours ainsi écrit l'histoire. Elle niait la clémence des Vendéens. Le conventionnel Lequinio, qui était sur les lieux, Lequinio, qui en avait été témoin, ne poussait pas l'odieux jusque-là; il se contentait d'accuser la clémence d'hypocrisie.

« A Fontenay-le-Peuple, dit-il dans un rapport à la Convention, beaucoup de patriotes m'ont assuré que, lors de la prise de cette ville, les chefs des rebelles recommandaient partout le bon ordre et employaient le simulacre hypocrite de la sagesse et de la bonté pour se faire des partisans. Et sans doute qu'aucun être pensant ne contestera l'efficacité d'une pareille méthode, quelles que fussent alors la profonde scélératesse de sa combinaison et la perfidie de son but. »

Malgré leur déception, les Royalistes conservèrent longtemps encore l'usage de tondre leurs prisonniers; mais ils n'oublièrent jamais l'habitude, que dès le principe ils avaient prise, de brûler les papiers des districts et de faire à leur longue chevelure d'innombrables papillotes avec les assignats nationaux. C'était à cette épigramme en action que se réduisaient les représailles des volontaires du Bocage.

Stofflet est nommé commandant général de Fontenay; mais l'armée a senti le besoin de régulariser ses opérations et d'établir en son sein une espèce de gouvernement civil pour veiller à ses besoins, dont jusqu'à ce jour personne n'avait eu le temps de s'occuper. On créa un conseil supérieur d'administration qui devait siéger à Châtillon-sur-Sèvre, alors le centre de la Vendée militaire. Ce conseil, dont le faux évêque d'Agra fut nommé président, se composa de Desessarts père, Carrière, avocat, de la Rochefoucault, Lemaignan, Bourasseau, Michelin, homme de loi, et Bodi, avocat. De Beauvolliers aîné, attaché à ce conseil, fut nommé trésorier général de l'armée. Plus tard on admit dans son sein Gendron, homme de loi; de la Roberie;

Thomas de Saint-Marc, avocat; Duplessis, avocat; Paillou, homme de loi; Goudraye, homme de loi; Barré, de Lyrot, Boutillier des Hommelles, et Lenoir de Pas-de-Loup, ancien lieutenant aux carabiniers de Monsieur. L'abbé Bernier et Brin, curé de Saint-Laurent-sur-Sèvre, en furent élus membres dès le principe. Le bénédictin Pierre Jagault y exerça les fonctions de secrétaire général. Ces trois prêtres, qui eurent tant d'influence sur la Vendée, et dont le caractère, les mœurs et les passions offrent un si parfait contraste, avaient déjà rendu des services à la cause royale. Bernier surtout était, après Cathelineau, la Rochejaquelein et Bonchamps, l'un des hommes les plus influents de l'armée.

Fils d'un paysan de Daon en Anjou, Alexandre-Jean-Baptiste Bernier était né le 31 décembre 1764. Il avait donc vingt-neuf ans quand la guerre éclata; mais sa réputation était déjà établie même avant la prise d'armes, qui le trouva curé de Saint-Laud d'Angers. L'abbé Bernier refusa le serment à la constitution civile du clergé; et, après avoir été dénoncé dans les clubs, poursuivi avec acharnement par les haines locales, il se présenta dans le camp à peine formé de la grande armée.

Si le curé de Saint-Laud n'eût pas été l'apôtre de l'insurrection, à coup sûr il s'en serait révélé l'un des chefs les plus entreprenants. Il était du même âge que tous les officiers improvisés, dont les seuls honneurs consistaient à s'exposer un peu plus que les autres. Avec une ardeur et un courage au-dessus de tout éloge, il s'associa aux gloires et aux désastres de la Vendée. Il était à tous et partout : à tous distribuant des paroles de vie, de consolation et d'espoir, partout répandant cet enthousiasme dont son cœur était plein. Dans ces jours de l'insurrection, quand chaque homme courait aux armes sans arrière-pensée, sans ambition, le rôle de l'abbé Bernier fut sublime. Toujours éloquent, toujours nouveau, toujours rempli d'une entraînante onction sur le champ de bataille, il fut dans les conseils l'homme de la prudence et de la sagesse, ne laissant rien au hasard, pas même à la bravoure: prévoyant tout, calculant tout, liant la combinaison d'aujourd'hui à la combinaison qui de-

main pouvait devenir nécessaire. Ce fut le Pierre-l'Ermite de cette croisade.

Afin de lui faire jouer ce rôle en face des populations exaltées, la Révolution l'arma de tout ce qu'un orateur peut désirer. Elle lui offrit tout ce que l'ambition de l'homme et du prêtre ne devait attendre que des plus violentes commotions. Pour soulever les peuples, l'abbé Bernier n'eut qu'à parler. Sa voix fut une puissance. Ne faisait-elle pas vibrer au cœur des Chrétiens et des Royalistes les mots magiques qui enfantent les miracles et qui éternisent les dévouements?

Sa réputation était déjà bien établie lorsqu'il fut choisi pour faire partie du conseil. Ses talents lui attribuèrent bientôt une juste prépondérance. Avec moins de supériorité et une ambition beaucoup plus sacerdotale que celle dont l'abbé Bernier donnera plus tard des preuves, le bénédictin Pierre Jagault exerçait sur les généraux une active influence. Il était né à Thouars en 1765. Son père, notaire de cette ville, avait neuf enfants. Pierre Jagault entra de bonne heure dans l'ordre des bénédictins, à Marmoutiers. La Révolution le surprit professeur de théologie au couvent de Saint-Nicolas d'Angers. Après avoir refusé le serment à la constitution civile du clergé, il se retira chez sa mère. Les persécutions et de longs mois de captivité avaient déjà tué son père. C'est de là qu'il se réunit à l'armée royale, où son zèle et sa prudence le firent promptement distinguer. Il en était de même du curé Brin, dont le zèle et les vertus ne se démentirent jamais, et qui, par une charité tout apostolique, rendit souvent à l'armée le caractère d'humanité que pouvaient lui faire perdre les excès de ses ennemis. Au conseil supérieur, l'abbé Bernier exerça sans conteste un empire absolu. Son premier acte fut de publier une proclamation qu'il rédigea avec le chevalier Desessarts, et que signèrent les principaux chefs, alors présents à Fontenay.

ADRESSE AUX FRANÇAIS DE LA PART DE TOUS LES CHEFS DES ARMÉES CATHOLIQUES ET ROYALES, AU NOM DE SA MAJESTÉ TRÈS-CHRÉTIENNE LOUIS XVII, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE.

« Le ciel se déclare pour la plus sainte et la plus juste des

causes. Le signe sacré de la croix de Jésus-Christ et l'étendard royal l'emportent de toutes parts sur les drapeaux sanglants de l'anarchie. Maîtres des cœurs et des opinions, plus encore que des villes et des hameaux qui nous donnent les doux noms de pères et de libérateurs, c'est maintenant que nous croyons devoir proclamer hautement nos projets et le but de nos communs efforts. Nous connaissons le vœu de la France, il est le nôtre : c'est de recouvrer et de conserver à jamais notre sainte religion catholique, apostolique et romaine, c'est d'avoir un roi qui nous serve de père au dedans et de protecteur au dehors; et c'est nous qu'on appelle des brigands sanguinaires! nous qui, fidèles à nos principes de religion et d'humanité, avons toujours aimé à rendre le bien pour le mal, à épargner le sang de ceux qui versaient à grands flots celui de nos frères, de nos parents et de nos amis! Que la conduite de ceux qui se disent patriotes soit mise en parallèle avec la nôtre : ils égorgeaient nos prisonniers au nom de la loi, et nous avons sauvé les leurs au nom de la religion et de l'humanité.

» A Bressuire, ils ont coupé par lambeaux des hommes qu'ils avaient pris sans armes pour la plupart, tandis que nous traitions comme des frères ceux que nous avions pris les armes à la main; tandis qu'eux-mêmes pillaient ou incendiaient nos maisons, nous faisions respecter de tout notre pouvoir leurs personnes et leurs biens; et si, malgré tous nos efforts, quelques dégâts ont été commis dans les villes que nous avons conquises pour notre bon Roi, Sa Majesté Très-Chrétienne Louis XVII, nous en avons pleuré amèrement; nous avons puni avec la plus éclatante sévérité les désordres que nous n'avions pu prévenir. C'est un engagement formel que nous avons contracté en prenant les armes, et que nous remplirons au péril de notre vie. Ainsi la France va être désabusée sur les mensonges aussi impudents que perfides et absurdes de nos ennemis..... Elle l'est depuis longtemps. Notre conduite à Thouars est connue. Cette ville, prise d'assaut, comme presque toutes celles où nous sommes entrés jusqu'à ce jour, puisque deux mille soldats de l'armée catholique avaient pénétré par la brèche

lorsque l'ennemi capitula, est un exemple frappant de notre douceur et de notre modération. Patriotes, nos ennemis, que nous opposerez-vous encore? Vous nous accusez de bouleverser notre patrie par la rébellion, et c'est vous qui, sapant à la fois tous les principes religieux et politiques, avez les premiers proclamé que l'insurrection est le plus saint de tous les devoirs; et, d'après ce principe, qui nous justifierait à vos yeux si la plus juste cause avait besoin d'être justifiée, vous avez introduit, à la place de la religion, l'athéisme; à la place des lois, l'anarchie; à la place d'un Roi qui fut notre père, des hommes qui sont nos tyrans. Vous nous reprochez le fanatisme de la religion, vous que le fanatisme d'une prétendue liberté a conduits au dernier des forfaits, vous que ce même fanatisme porte chaque jour à faire couler des flots de sang dans notre commune patrie. Ah! le temps est enfin arrivé où les prestiges d'un faux patriotisme vont enfin disparaître; le bandeau de l'erreur est à moitié déchiré. O nos concitoyens! jugez-nous et jugez nos persécuteurs! Qu'ont-ils fait? qu'ont fait vos représentants eux-mêmes pour votre bonheur ou pour le bien général de la France, qu'arracher de vos cœurs les principes de votre foi, que s'amasser d'immenses trésors au prix de vos larmes et de votre sang, que porter la désolation dans le sein de vos familles en traînant de force au milieu des camps et des combats vos enfants, vos frères et vous-mêmes, qu'ils n'ont pas craint d'exposer à mille morts pour assouvir leur rage contre le trône et l'autel; et, pour s'assurer de l'impunité de leurs forfaits, ils ont enlevé à la charrue de paisibles cultivateurs, dont les bras assuraient à la patrie sa subsistance et sa vie. Ouvrez donc enfin les yeux, ô Français! Rendez-vous à nous, rendez-vous à vous-mêmes. Ah! ne seriez-vous donc plus ce peuple si doux, si généreux, fidèle à sa religion, idolâtre de ses rois?

» Le peuple de Clovis, de Charlemagne, de saint Louis, de Louis XII, de Henri IV et de Louis XVI enfin, dont le fils, ce jeune et tendre rejeton de la famille auguste des Bourbons, prêt à observer les dernières volontés d'un père qui

mourut en pardonnant à ses bourreaux, vous ouvre son âme et brûle du désir d'être heureux de votre bonheur! Seriez-vous insensibles à ce langage? seriez-vous sourds à la voix de la religion, qui, depuis trop longtemps la proie des loups ravisseurs, demande aujourd'hui ses véritables et légitimes pasteurs? Non, sans doute; vous êtes nos amis, nos frères : nous ne sommes qu'un peuple, disons mieux, qu'une même famille. Nos misères, nos jouissances nous sont communes : réunissons donc nos efforts sous l'égide du Tout-Puissant, sous la protection d'un père commun. Épargnons, épargnons le sang des hommes, et surtout celui des Français. Il n'est plus aujourd'hui de place dans l'État pour ces êtres froids et égoïstes qui, languissant dans une honteuse oisiveté, affectant une coupable indifférence pour l'intérêt général, se tiennent à l'écart, prêts à s'engraisser des débris de la fortune publique et des fortunes privées. Deux étendards flottent sur le sol des Français, celui de l'honneur et celui de l'anarchie. Le moment est venu de se ranger sous l'un de ces drapeaux : qui balance est un traître également redoutable aux deux partis. Marchons tous d'un commun accord, chassons ces représentants infidèles, qui, abusant de notre confiance, n'ont employé jusqu'ici qu'à des disputes stériles, à des rixes indécentes, à des luttes déshonorantes pour le nom français, un temps qu'ils devaient employer tout entier à notre bonheur; chassons ces représentants parjures, qui, envoyés pour le maintien de la monarchie qu'ils avaient solennellement jurée, l'ont anéantie et renversé le monarque innocent sur les marches sanglantes d'un trône où ils règnent en despotes; chassons enfin ces mandataires perfides et audacieux, qui, s'élevant au-dessus de tous les pouvoirs connus sur la terre, ont détruit la religion que vous vouliez conserver, créé des lois que vous n'avez jamais sanctionnées, disons mieux, que vous eussiez rejetées avec horreur si votre vœu eût été libre, et qui ont fait du plus riche et du plus florissant des royaumes un cadavre de République, objet de pitié pour ceux qui l'habitent et d'horreur pour les peuples étrangers. Que ces arbres dépouillés de verdure, tristes images du

trône dépouillé de sa splendeur, que ces vains emblèmes de la licence tombent dans la poussière, et que le drapeau blanc, signe de bonheur et d'allégresse pour les Français, flotte sur les remparts de nos cités et sur les clochers de nos fidèles campagnes !

» C'est alors que, oubliant nos pertes mutuelles, nous déposerons nos armes dans le temple de l'Éternel ; c'est alors que, terminant une guerre dont les défaites et les triomphes réciproques ne sont que de vraies calamités pour notre mère patrie, nous proclamerons, avec la paix de la France, le repos de l'univers ; c'est alors que, confondant dans l'amour du bien public tous nos ressentiments personnels, et jusqu'à nos moindres sujets de mécontentements réciproques, de quelque parti, de quelque opinion que nous nous soyons montrés, pourvu que nos cœurs et nos mains n'aient pas trempé dans le crime, nous nous réconcilierons, nous nous unirons tous au sein de la paix pour opérer le bien général et donner à la France, avec son Roi et son culte catholique, le bonheur qu'elle attendit en vain de ses représentants infidèles. Tels sont, nous osons le répéter et le proclamer hautement, tels sont nos vœux, tels sont les vœux de tous les Français. Qu'ils osent les manifester, et la France est sauvée.

» Fait au quartier général, à Fontenay-le-Comte, ce 27 mai, l'an 1er du règne de Louis XVII.

» Signé : DE BERNARD DE MARIGNY, DESESSARTS, DE LA ROCHEJAQUELEIN, LESCURE, STOFFLET, DUHOUX-D'HAUTERIVE, DONNISSAN, CATHELINEAU. »

Au milieu des événements qui se pressaient, cette adresse ne devait produire qu'un effet ordinaire. Il se concentra même dans les provinces de l'Ouest. A cette époque, la Convention, divisée en deux partis qui se disputaient le pouvoir, n'avait ni le temps ni la volonté de s'appesantir sur la portée d'un pareil acte. La France républicaine fit comme la Convention : elle répondit à ce manifeste par de nouvelles troupes et par de nouveaux sacrifices.

CHAPITRE IV.

La Montagne et la Gironde au 31 mai 1793. — Le duc de Biron général républicain. — Santerre. — Les Conventionnels en mission. — Leur politique. — Donnissan et Cathelineau battent le général Salomon à Montreuil. — Les deux armées à Saumur. — La bataille du 10 juin. — Berthier, Menou, Santerre et Coustard. — Mort de Dommaigné. — Victoire des Vendéens. — Prise de Saumur. — Quétineau et Lescure. — Cathelineau nommé à l'unanimité généralissime. — Le prince de Talmont et Forestier. — Situation de Nantes. — Combat de Machecoul. — Joly et Charette. — Défaites de Beysser. — Attaque de Nantes par la grande armée et par l'armée du bas Poitou. — Bonchamps. — Cathelineau blessé à mort. — Retraite des Vendéens. — Courage des Bleus. — Biron et Westermann. — Succès du dernier. — Sa défaite au Mont-Gaillard. — Politique de représailles de Marigny. — M. Henri et Lescure la repoussent. — Bataille de Martigné-Briand. — Déroute de Santerre à Vihiers. — Piron et les chefs secondaires remportent la victoire.

Soit indifférence, soit calcul, la Convention n'a pas accordé aux mouvements de l'Ouest l'importance qu'ils méritaient. Par un étrange abus de la liberté dont elle s'est déclarée la tutrice, elle n'a même pas osé publier un aperçu, quelque peu exact qu'il pût être, de la situation des esprits dans cette partie de la France. Elle cache aux autres, elle se cache peut-être à elle-même à quel degré de force et de grandeur la Vendée est arrivée. Souvent déjà des représentants du peuple furent envoyés en mission dans les pays insurgés; mais ces représentants ont ordre de comprimer par le silence et d'étouffer par la terreur toute rébellion à main armée qui pourrait troubler la sécurité nationale. Il faut que, dans leurs rapports, ils montrent les départements de l'Ouest sous le point de vue qui convient au conseil exécutif; il faut surtout qu'ils exaltent les sociétés populaires, « qui sont, au dire de Barère et de Marat, les ardents foyers de la liberté, si utiles à la Révolution, si terribles aux despotes ». Fouché, Billaud-Varennes, Tallien et les autres conventionnels, témoins des premières levées de boucliers, se conforment à ce rôle tout tracé d'avance.

Du haut de la tribune de l'Assemblée régicide, la Vendée

fut condamnée à la défaite avant même d'avoir pris les armes; mais lorsque Sevestre et Billaud, le 3 mai 1793, rendirent compte de leur mission, la politique de la Convention avait changé de face; il ne fallait plus endormir le peuple. Son réveil était exigé. Il devenait indispensable d'accuser quelqu'un des fautes et des crimes de la majorité. Sevestre et Billaud dénoncèrent le conseil exécutif et le ministère. On ne prit encore pourtant que des demi-mesures. La Vendée, sans munitions, sans discipline, sans organisation, a vaincu de vieux soldats et d'habiles généraux formés depuis longtemps à la tactique militaire. Marcé, Verteuil, Berruyer, Menou, Berthier, Ligonnier, Chalbos, Coustard, Duhoux, ne sont pas seulement des hommes de courage, ils ont du talent; ils connaissent le pays : la confiance des troupes leur est acquise. Cette première génération d'officiers supérieurs, à laquelle succédera une génération révolutionnaire composée de Ronsin, de Westermann, de Santerre, de Rossignol, de Grignon et de Duquesnoy, n'a pu arrêter les progrès de l'insurrection. Quand ces derniers arriveront au commandement des armées nationales, ils ne compteront leurs journées que par des défaites. La Convention n'ignorait pas cet état de choses. Cependant elle avait besoin de s'abuser; elle trompa sciemment son peuple.

Les représentants du peuple Choudieu, Garnier, Goupilleau, Carra, Mazade, Treilhard, Merlin (de Douai), Alquier, Sevestre et Gillet, adressent en vain à leurs collègues les rapports les plus désespérants. Ces rapports, tronqués ou complétement défigurés à la tribune par le comité de défense générale, ne servent qu'à cacher l'imminence du péril et la profondeur des désastres. Carra est chargé de se rendre à Paris pour faire connaître l'état véritable de l'Ouest, les forces, les triomphes de l'armée royale et l'insuffisance des moyens qu'on lui oppose. Sous l'inspiration des meneurs parisiens, Carra change tout à coup de politique, et, loin du théâtre de la guerre, il transforme chaque défaite en victoire, chaque armée en un petit corps de brigands, que dissiperont facilement les gendarmes de la localité.

Quel que soit l'intérêt mystérieux que la Convention ait eu à taire si longtemps l'importance de l'insurrection, il s'évanouit cependant devant la réalité des succès et les menaces de la Vendée. Fontenay était pris. La ville de Niort tremblait. Les provinces de l'Ouest n'étaient plus qu'un vaste camp. La Convention pousse un cri d'alarme. Le conseil général de la commune de Paris ordonne la formation d'un corps de douze mille hommes, qui doit partir en poste pour sa destination.

Ce corps sera dirigé par une espèce de prince allemand, mauvais sujet, nommé Charles de Hesse, et par Santerre, brasseur de bière du faubourg Saint-Antoine, qui apprit la stratégie dans les émeutes, dont il fut l'un des agents les plus actifs. Santerre, que la Révolution jeta à la tête de la garde nationale de Paris, et qui, au 21 janvier, par un roulement de tambours, arrêta sur les lèvres de Louis XVI le pardon que, du haut de son échafaud, le roi faisait descendre sur le peuple; Santerre se met en route avec sa ménagerie de patriotes. Il l'a installée, il s'est lui-même installé dans les voitures de la cour. Dès cette époque, c'était une manie républicaine. Les hommes libres se rendaient en Vendée dans les carrosses du roi, comme plus tard une nouvelle génération de sans-culottes ira à Rambouillet; mais Santerre n'était pas pressé d'arriver. Il écrivait à toutes ses étapes, et, dans les dossiers de la Commune de Paris, nous découvrons, sous le numéro 13, une lettre dont il faut respecter l'orthographe et le style. La voici dans toute son originalité révolutionnaire :

« *Encor* à Orléans, le 26 may 1793, l'an II de la République.

» *Citoien* maire,

» Je vous dois compte de mes observations et de mes opérations.

» La route pour un *Républiquain* est on ne peut pas plus belle; l'on y voit ces voitures de la *coure* qui transportaient le crime transporter la vertu. Ce ne sont plus les oppresseurs, mais bien les *deffenseurs*, de la République à qui elles servent.

» Lorsque l'on voit les soldats venant du Nord, *nuds* et être *contants* tous ainsi que ceux de Paris, et tout le peuple vous accueillir pour avoir eu les mêmes principes que vous et avoir servi tant soit peu sa patrie, l'on ne craint pas les disgrâces, et rien ne peut altérer vos jouissances. Comme vous voyez, j'ai vu que l'on vous mandait à la *bare*.

» Vous serez peut-être étonné de me savoir *encor* à Orléans. J'y ai organisé la troupe, et je pars ce matin. Cette ville, qui, comme nous, a une *excelente* municipalité et un vertueux maire, a aussi ses chagrins; elle n'a plus dans son sein les Prieur, Bourbote et Julien. Elle en a quatre qui ne *communique* qu'avec les riches et les aristocrates. Elle a à son département un Manuel.

» Elle a une société populaire *excelente*. Le *citoien* Giot de l'*Arcenal* et membre de la société de Paris, a, comme moi, assisté à plusieurs séances dans lesquelles nous avons *prêchés* les principes *républiquains* et *consolés* un peu nos amis sur les craintes qu'ils avaient de voir l'aristocratie lever *audatieusement* la tête et se joindre aux sections de la Fraternité et aux Grenadiers de la garde nationale de Paris, qui doivent être *incérés* au *buletin*.

» Où sommes-nous donc, *Républiquains!*

» Nous partons pour joindre le corps de l'armée et avec des soldats comme ceux que la République a, nous *pourons* réaliser le présage du président de la Commune : *Veni, vici, vidi.*

» Veuillez, *citoien* maire, assurer toute la commune de ma reconnaissance. C'est à elle que je dois le *bon heur* de servir ma patrie. Je *serez* libre et *républiquain* ou je *mourerez contant.*

» Votre ami : SANTERRE. »

Le ridicule César des faubourgs qui écrivait cette lettre allait partager avec Westermann l'honneur du commandement. Westermann, le général des clubs, réunit autour de lui les hussards des Alpes, la légion du Nord et les bataillons d'Orléans, dont le conseil exécutif vient de décréter la formation. Par une amère ironie, tous deux, Westermann et

Santerre, sont, avec les grenadiers mêmes de la Convention, sous les ordres du général Biron, qui arrive à Niort le 28 mai 1793.

Le brillant duc de Lauzun s'est jeté dans le tourbillon révolutionnaire. Il a renié son nom et la gloire de ses aïeux; et, tandis que des paysans tels que Cathelineau, Stofflet, Joly, Forestier et cent mille autres se levaient pour défendre la religion, la vieille monarchie et la propriété, le fils des vieux maréchaux de France tirait l'épée afin de combattre sans conviction les principes de sa famille et les affections de son cœur. Biron établit son quartier général à Niort. Des commissaires de la Convention résident auprès de lui pour surveiller ses démarches, pour l'accuser ou pour l'inspirer. Bourbotte, Turreau, Goupilleau, Richard, Ruelle, Choudieu et Bourdon (de l'Oise) sont ces commissaires investis de pleins pouvoirs aussi bien contre le pays insurgé que contre les généraux.

Dans le même moment, la Convention venait de frapper de son ostracisme le parti de la Gironde, qui, dispersé ou plongé dans les cachots, ne pouvait plus, par des ambitions moins éclatantes que ses talents, inquiéter les farouches exigences de la Montagne. Les Girondins sont proscrits. Dumouriez a trahi la nation, qui demandait sa tête; il a abandonné sans chef l'armée dont le commandement lui fut confié. Lyon, la seconde ville du royaume, électrisée par le royaliste Précy, Lyon est en pleine insurrection. Les puissances étrangères cernent la France; elles ont déjà pénétré sur son territoire.

Jusqu'à présent la Convention, partagée en deux camps, a été faible, indécise, flottant entre mille projets; elle n'a eu de courage que contre la résignation d'un roi martyr. Maintenant il faut qu'elle tienne tête à tous les ennemis soulevés contre sa domination, ou qu'elle périsse sous les débris de la société qu'ont anéantie ses principes destructeurs. Devant une semblable alternative, la Convention n'hésite pas. Avant de songer à ses ennemis de l'intérieur ou du dehors, « elle écrase sous le poids de sa majesté les amis tièdes ou les cœurs corrompus qui, selon Danton, reculent

dans la voie de sang et de rénovation patriote qu'ils ont ouverte ». Elle ne s'occupe sérieusement ni de la Vendée, ni de Lyon, ni des puissances étrangères; la Montagne a un compte définitif à établir avec la Gironde. Elle va le régler à coups d'échafaud.

La Gironde, c'est-à-dire cette fraction de députés qui, après avoir préparé le chaos, veut, avec tous les éléments confondus, reconstituer à son bénéfice un ordre dérisoire et une société impossible, a mis au service de ses peureuses passions et de ses votes, malheureusement organisateurs trop tard, tout ce qu'elle avait d'avocats ambidextres, de courages individuels, de forces morales, de grandeurs révolutionnaires. Elle s'est formé un redoutable parti dans toutes les cités du royaume. Bordeaux, Marseille, Lyon, Nantes, Nîmes, Aix, Caen, Rennes, Grenoble et Toulon, s'apprêtent à seconder les attaques que la Gironde va tenter contre la Montagne. Tant que les Girondins ont espéré concentrer dans leurs mains, inhabiles au jeu des révolutions, le pouvoir qui ne leur était pas encore disputé, on les a entendus flétrir la guerre civile de leurs paroles de rhéteurs.

Les premiers, ils sont venus jeter à la Vendée la honte de leurs malédictions. La Vendée, ils le disaient à haute voix, devait se soumettre aux pouvoirs régulièrement constitués. L'insurrection, c'était un parricide que les Royalistes commettaient. A l'approche du 31 mai, lorsque va se livrer la bataille de tribune qui emportera Vergniaud, Roland, Guadet, Lanjuinais, Fonfrède, Valazé, Buzot, Gensonné, Condorcet, Barbaroux, Louvet, Pétion et leurs amis, la guerre civile, entreprise au profit de leur ambition déçue, ne sera plus un attentat contre la patrie.

C'est alors une indispensable protestation contre les crimes de la Montagne. Les partis ne sont-ils pas toujours ainsi faits? La veille, ne brisent-ils pas eux-mêmes, en aveugles, les armes dont ils ne songent pas qu'ils auront besoin le lendemain? La Gironde a tout calculé au dehors; elle a, dans les villes, de puissants défenseurs; dans les armées, des officiers dévoués; à la tribune, d'énergiques orateurs. Mais au milieu de toutes ces cités, ainsi qu'à Paris, elle n'a

pas dans ses intérêts le peuple des carrefours, dont elle ne flatte plus les instincts, et elle a dit que le peuple était roi. Inspiré par Danton, par Robespierre et par Marat, ce peuple se dresse contre elle, et la Gironde expire sous ses tentatives avortées de guerre civile.

Forte de ce triomphe qui avait ajourné ses projets, la Montagne, dont les récentes victoires de la Vendée stimulent encore le terrible élan, va confondre dans un même sentiment de haine et les débris de la Gironde qui n'a combattu que pour son ambition personnelle, et les Rois de l'Europe marchant d'un pas timide contre la Révolution, et la Vendée qui, seule dans ce conflit, paraît sur les champs de bataille pour sauver le principe des sociétés. La Montagne adopta de violentes mesures contre les princes étrangers et contre la Gironde, elle les étouffa par la terreur ou par l'audace. En face des paysans, ces deux leviers de sa force démagogique furent à peu près inutiles. La Gironde n'avait-elle pas épuisé contre eux toutes les ressources de la tyrannie?

La Vendée était hors de la loi, hors de l'humanité depuis qu'on la soupçonnait de courage. Pour se servir du fer et du feu comme moyens de pacification, il se trouvait déjà dans les provinces de l'Ouest des généraux et des troupes habitués à ce système. La Montagne, qui grandissait avec les périls, ne fit que favoriser le développement des idées reçues. Tout à la fois aux prises avec les innombrables ennemis qu'elle s'était suscités, elle attendit, sur la planche béante de la guillotine dont elle se faisait un trône, le résultat des événements. La division régnait à Paris dans le sein de la Convention, elle dominait en Vendée les esprits révolutionnaires. Les représentants envoyés pour surveiller la conduite des généraux voulaient tout faire par eux-mêmes.

Avocats, pamphlétaires ou conspirateurs obscurs, ils croyaient qu'il était aussi facile de diriger une armée que de condamner un roi, s'abandonnant par bonté ou par faiblesse au courant des révolutions. Ils imposaient donc leurs plans et leurs opinions aux généraux qui, toujours menacés de mort, étaient forcés de se résigner à n'être que les instruments des Conventionnels. Comme pour faire de l'insurrec-

tion en face de l'ennemi, les bataillons de Paris refusaient de marcher au combat avant d'avoir reçu lés canons qui leur étaient accordés par la loi. Ces bataillons, turbulents et indisciplinés, n'écoutaient que leur instinct destructeur. Payés pour marcher contre la Vendée, ainsi qu'à Paris on soldait les électeurs et les jurés en permanence, ces volontaires étaient appelés les héros à cinq cents livres.

C'était le prix de leur engagement volontaire. Les enfants de Paris avaient tarifé leur enthousiasme. Ils en abusaient pour pressurer le pays auquel ils devaient inoculer l'égalité et la liberté. Plus d'une fois dans le cours de cette histoire nous entendrons les généraux républicains se plaindre de leur rapacité et les accuser des échecs qu'ils subiront. Leur exemple était contagieux, et la plupart des régiments se glorifiaient d'une désobéissance qui n'avait rien de patriotique. Ce fut pourtant avec des troupes aussi démoralisées par leurs excès qu'il fallut tenir tête à la Vendée.

L'armée royale vient de quitter Fontenay, dont la conservation est pour elle d'une utilité très-secondaire; elle a reporté son quartier général à Cholet. Le conseil supérieur s'est établi à Châtillon-sur-Sèvre, où des travaux d'organisation et de subsistance lui sont soumis. La plupart des paysans sont retournés dans leur village, racontant partout leurs victoires, partout faisant connaître leurs chefs, et jusqu'au fond des campagnes popularisant l'insurrection. Pendant cette dispersion des troupes vendéennes, le général Salomon, avec trois mille Bleus, attaque à l'improviste, le 3 juin, le village de la Fougereuse, où un rassemblement s'est réuni. Ligonnier, sorti de Doué avec sept mille hommes, envahit Vihiers, et inquiète le quartier général de Cholet. Sept ou huit paroisses sont convoquées à la hâte; la Rochejaquelein, Stofflet et Lescure les commandent. Stofflet reprend Vihiers; mais, trop faible pour résister seul à Ligonnier, dont les forces augmentent sans cesse, il appelle à son secours M. Henri et Lescure. Ils arrivent. Les Républicains embusqués démasquent une batterie de six pièces de canon. Le feu qui décime les Royalistes ne ralentit point leur ardeur. Vihiers est encore repris. C'était la troisième fois dans le

même jour; mais le lendemain le canon avait rassemblé de nouveaux soldats. Cathelineau et Marigny accourent. De concert avec les trois autres chefs, ils ont résolu d'attaquer Ligonnier, campé sur les hauteurs de Concourson, dans une formidable position.

L'affaire s'engage le 7 juin 1793. Cathelineau et M. Henri se précipitent sur les avant-postes, qui lâchent pied. Cet exemple n'est pas suivi. Les Bleus combattent avec courage, et pendant six heures ils suspendent la victoire. Une charge aussi hardie qu'habilement exécutée par Cathelineau décide du sort de la journée. Les Bleus sont en fuite, et ils ne se rallient qu'à une demi-lieue de Saumur, sous le canon des redoutes de Bournan, où les 3e et 6e bataillons de Paris protégèrent la retraite. Malgré le feu des batteries, sous la sauvegarde desquelles Ligonnier s'est placé, les Blancs, exaltés par leurs succès, brûlent d'emporter la ville d'assaut. Ils l'auraient tenté si Donnissan et Beauvolliers, plus calmes, ne se fussent opposés à un mouvement qui pouvait compromettre l'armée. Le conseil de Donnissan était sage; il fut suivi autant par raison que par reconnaissance, car la veille, à Montreuil, Donnissan a écrasé les troupes que Salomon amène de Thouars.

Il les a attendues, après que les Vendéens eurent laissé cette ville; il a fait masquer ses batteries. Salomon arrive aux portes de Montreuil; il est accueilli par de foudroyantes décharges. Salomon recule, mais c'est pour rallier sa division. Il revient à la baïonnette, et pendant plus de trois heures on combat dans les rues avec un acharnement sans exemple. Son artillerie, ses bagages sont tombés au pouvoir de Cathelineau et de Donnissan. Il se décide enfin à battre en retraite; mais il n'avait plus d'armée, et au lieu de secourir la ville, il est obligé, après s'être caché dans un fossé plein d'eau, de se replier sur Niort. C'était encore un nouveau succès présageant une nouvelle victoire.

Le siége de Saumur est résolu. Pour tenir en échec les divers corps dont les Royalistes sont entourés, la Rochejaquelein propose d'envoyer des détachements sur la route qui conduit à cette ville. Il est chargé de l'exécution de son

plan. Trois cents hommes seulement lui sont nécessaires; l'armée entière se présente, elle se met à sa suite.

« Vive le Roi! répète-t-elle avec entraînement, nous allons à Saumur. » Elle y allait en effet, et si le trajet ne fut pas long, il fut du moins bien glorieux,

Cette ville est située sur la rive gauche de la Loire, dont elle est l'une des clefs. Elle a pour défenses naturelles son château, véritable citadelle du moyen âge, mis par sa position et son artillerie à l'abri de tous les coups de main; la rivière du Thouet, qui traverse une large prairie au sol spongieux, puis les fortifications de Bournan et toutes celles que la prise de Thouars fit improviser à la peur. Pour ne pas laisser aux paysans la faculté de se cacher derrière les murailles des jardins et de faire la guerre en tirailleurs, ordre a été transmis de détruire les murs des clos de vigne. Les commissaires de la Convention, dont la défaite de Fontenay n'a point découragé les espérances, déploient dans Saumur un grand luxe de forces. Les divisions de Berruyer, de Santerre, de Berthier, de Menou, celle même dont Ligonnier se voit arracher le commandement par les représentants du peuple, sont réunies dans un étroit espace. Le 9 juin, le général Coustard arrive, lui aussi, sans chevaux, sans armes, dans le dénûment le plus complet; et s'il faut ajouter foi aux récits de Philippeaux, membre de la Convention, c'est le général révolutionnaire Ronsin « qui, près des ponts de Cé, a escamoté à Coustard tous ses équipements militaires ». La nuit du 9 au 10 juin se passa presque les armes à la main; mais dans l'attitude et le contraste des deux camps, qu'il y a une profonde leçon!

Les Royalistes priaient ou chantaient à haute voix les strophes du *Vexilla*, et, à la veille du combat, ils se réconciliaient avec Dieu par la confession et par la pénitence. Ils pouvaient mourir le lendemain. Le 9 juin était un dimanche; jamais peut-être jour du Seigneur ne fut célébré avec autant de piété.

A cette même heure, mais à cent pas plus loin, la Révolution inaugurait dans Saumur le bonnet rouge, hideux symbole de sa liberté. A la suite de cette fête, de frénétiques

motions sont proposées. On exaspère la populace contre les riches, on désigne les aristocrates dont, après la victoire, le peuple se débarrassera pour partager leurs propriétés. On hurle dans les rues le bonheur de l'égalité et la mort des Royalistes. Les premiers coups de canon tirés par l'armée mettent seuls fin à cette orgie.

Impatients de vaincre, les Vendéens n'ont accordé à leurs généraux que le temps de régler les dispositions indispensables, et, remplis d'une confiance que l'événement n'a point trahie, ils s'élancent à l'assaut. Le général Menou, ayant sous ses ordres Berthier, Santerre, Coustard et Berruyer, a pris le commandement supérieur de la ville et des troupes républicaines. Il a distribué ses forces et ses généraux sur les points où il prévoit qu'il sera plus facilement débordé. La Rochejaquelein est opposé à la division campée dans les prairies de Varin. Lescure débouche par le pont Fouchard; Cathelineau et Stofflet gagnent les hauteurs, afin de faire diversion en simulant un coup de main sur le château, et de couvrir ainsi les assiégeants.

Lescure commence l'attaque. Il est blessé. A cette vue, ses soldats lâchent pied. « Ce n'est rien, mes amis, leur crie-t-il, je reste au feu. » Il y reste en effet. Un régiment de cuirassiers républicains, commandé par le colonel Chaillou, a vu ce mouvement rétrograde. Il s'élance pour l'accélérer. Les balles des paysans glissent sans frapper sur ces armures étincelantes au soleil. Les paysans ont peur et ils vont prendre la déroute. Dommaigné, ancien officier des Rouges de la maison du Roi, a revêtu son uniforme. Cette couleur écarlate, tranchant sur les habits bleus des Républicains et sur les vestes brunes des paysans, persuade à l'ennemi, et à la France entière par contre-coup, qu'il se trouve des Anglais parmi les Vendéens. Dommaigné charge à la tête de sa cavalerie. Il est frappé à mort, culbuté, foulé aux pieds des chevaux. Mais en tombant, il arme sa carabine, ajuste le colonel Chaillou et le blesse grièvement. Le désordre règne dans les rangs royalistes.

Un accident fait plus que la bravoure pour rétablir l'affaire. Les Blancs fuyaient. Sur le pont Fouchard, deux caissons

sont renversés par hasard, ils arrêtent les cuirassiers déjà lancés à la poursuite de l'ennemi. Lescure rallie ses soldats. Loyseau, du village de Trémentine, celui-là même qui, à Fontenay, sut avec Forêt enlever Marie-Jeanne aux Bleus, et qui en défendant ici Dommaigné a eu trois chevaux tués sous lui, mais qui, en revanche, a tué trois cavaliers républicains; Loyseau est blessé. Il se relève et se place avec Lescure à la tête des fantassins.

Les balles vendéennes s'émoussaient sur les cuirasses. Les Royalistes passent leurs fusils à travers les roues des caissons. Ils visent aux chevaux et au visage des cavaliers. La tactique des vieux légionnaires de César en face des jeunes patriciens de Pompée à Pharsale était ainsi, pour le besoin de leur défense individuelle, révélée à ces humbles paysans. Ajustés de cette manière par d'habiles tireurs qui ne manquent jamais leur coup, les cuirassiers font un mouvement en arrière. Une batterie de canons pointée avec habileté et promptitude décide leur retraite. Les morts et les blessés, abandonnés sur le champ de bataille par ce régiment, étaient tous frappés à la tête ou au cou.

Cependant, sur d'autres points, le succès de la journée est compromis. La précipitation des Vendéens a empêché de prendre les mesures que conseillaient Donnissan et Cathelineau. Il faut adopter un parti ou voir peut-être toutes les divisions, agissant séparément, anéanties sous les efforts des Bleus. Le seul moyen qui reste pour sortir glorieusement de cette position, c'est d'enlever le camp de Varin.

M. Henri n'a pas, comme le grand Condé, de bâton de commandement à jeter dans les fortifications. Il y lance son chapeau. « Qui va me le chercher ? » dit-il. Suivi de Cathelineau, de la Ville-Baugé et de ses soldats, il saute le premier dans la redoute.

Coustard voit que le plan des Républicains est déjoué. Il marche au secours du camp. Une des batteries de Marigny lui ferme le passage. Il intime ordre à un régiment de cavalerie de l'enlever. « Où nous envoies-tu ? » dit froidement le colonel Weissen. « A la mort, répond Coustard, et vive la République ! »

Le colonel Weissen obéit. Il fait taire la batterie; mais ses cavaliers sont écrasés.

Les communications entre les différentes divisions de l'armée royale se rétablissent. Les Bleus sont assaillis de toutes parts : leur centre, leur droite sont forcés. Berruyer, qui se bat avec un courage extraordinaire, tombe blessé. Le jeune Marceau, simple officier dans la légion germanique, arrache à la mort le conventionnel Bourbotte, qui s'est jeté dans la mêlée, et qui va périr sous les coups des paysans. L'on entend un sauve qui peut général; mais, préférant la mort à la honte d'une telle défaite, trois compagnies du régiment de Picardie se précipitent dans la Loire, avec armes et bagages. Elles y trouvent un tombeau.

Berthier et Menou, qui voient les progrès des Royalistes, font un dernier effort pour les arrêter. Placé sur le pont, à la tête des deux bataillons d'Orléans qu'une batterie protége, Berthier veut s'avancer pour repousser la colonne du centre et une partie de celle de la gauche vendéenne. Ses bataillons ne peuvent résister au choc de l'ennemi. Le général a un cheval tué sous lui. Au même moment, sa cavalerie, prise en flanc, se débande et va porter le désordre dans les rangs de la colonne que dirige Menou. Menou a deux chevaux tués dans la première charge. Comme Berruyer et Berthier, il est blessé. Cambon, son aide de camp, arrive à son secours avec le douzième bataillon de la République. A la vue des Vendéens, ce bataillon est saisi d'une terreur panique; il lâche pied. Les Blancs se répandent soudain comme un torrent par le coteau de Notre-Dame, par le faubourg de Fenet, par la montagne de Tarare et la Gueule-de-Loup.

A l'entrée de la ville, on se bat encore cependant, et l'artillerie du château n'a pas cessé son feu. Alors M. Henri, accompagné de la Ville-Baugé, pénètre au galop dans la ville, sans s'inquiéter si son corps d'armée est à sa suite. Il voit l'ennemi en désarroi. Il s'adosse à la salle de spectacle, fait feu sur ces troupes dont il est à peine séparé par un intervalle de vingt pas, tue d'un coup de sabre un dragon qui accourt à bout portant décharger ses pistolets sur lui, tourne et pointe deux pièces d'artillerie contre le châ-

teau. Lorsqu'il est rejoint par quelques fantassins de sa division, M. Henri place quatre canons sur le pont de la Croix-Verte, et on le voit revenir demander aux siens si la ville de Saumur est prise.

Depuis plus de deux heures, il y était entré. Mais les redoutes de Bournan tiennent encore devant Marigny. La Rochejaquelein s'élance au galop de son cheval; il va décider ce dernier succès, et secourir ses frères d'armes. Le lendemain, les redoutes capitulèrent, ainsi que le château, où les plus chauds Révolutionnaires n'osent se défendre plus longtemps. Quatre-vingts pièces de canon, cent mille fusils et onze mille prisonniers tombent au pouvoir des Vendéens, devant lesquels le colonel Joly, commandant du château, et sa garnison défilèrent avec les honneurs de la guerre. Joly et le 4e bataillon d'Orléans déposèrent leurs armes sur la place de la Bilange.

Dans son rapport inséré au *Moniteur* du 18 juin 1793, Minier, commissaire de la Convention, explique ainsi cette défaite : « Les soldats de la liberté étaient bien disposés à se battre; mais plusieurs n'avaient point d'armes. Une de nos légions, nommée *germanique*, se livre aux débauches et aux plus grands excès; elle est suivie de quatre cents femmes. »

Lorsque le général Quétineau avait été contraint d'abandonner la ville de Thouars, il s'était retiré avec les débris de son armée sur Saumur. Lescure et Bonchamps le connaissaient. A Bressuire, le Républicain avait été généreux et modéré. Lescure, maître de Thouars, lui conseilla de rester prisonnier sur parole parmi les Vendéens. Quétineau craignit de passer pour un traître. Il refusa ces propositions. On le retrouve prisonnier dans le château de Saumur. Lescure lui renouvelle son vœu. Quétineau sait que sa vie doit payer une capitulation qu'il lui était impossible de ne pas conclure: pourtant il se montre inébranlable; puis avec un air de tristesse :

« Eh bien ! monsieur, dit-il, voilà donc les Autrichiens maîtres de la Flandre. Vous êtes vainqueurs. La France sera démembrée par l'étranger. »

A ce mot, le visage ordinairement si calme de Lescure se couvre de rougeur. « Jamais, Quétineau, jamais, répond-il; les Royalistes ne souffriront pas cela, et, s'il le faut, ils se joindront à vous pour défendre l'intégrité du territoire. »

Quétineau saisit la main de Lescure, le remercie de son patriotisme, mais il s'obstine à rester prisonnier dans son propre camp. Peu de temps après, il est conduit à Paris, jugé et exécuté révolutionnairement. Sa femme, chaude républicaine, crie de désespoir au pied du tribunal : Vive le Roi! Sa femme subit la même peine.

La ville d'Angers courait un risque semblable à celui de Saumur. Les Blancs se disposaient à attaquer la garnison de quatre mille hommes que le général Barbazan y commandait; mais, à la nouvelle de la prise de Saumur, la peur s'empare des autorités, de la garde nationale et des troupes. Pour justifier les terreurs que l'on éprouve même avant l'arrivée de l'ennemi, on développe, on commente les paroles que Menou a prononcées. « Angers ne peut être défendu, » avait dit le général. Sur ce mot qui légitime leur lâcheté, tous fuient, abandonnant la grosse artillerie, les munitions et les approvisionnements de la ville. Le désordre de cette fuite avant combat fut tel que pour gagner Tours on prit la route de Laval au lieu de celle de la Flèche, se condamnant ainsi, par une distraction peu héroïque, à un détour de cinquante lieues, mais qui éloignait un peu plus des Brigands.

A peine délivrés de l'armée révolutionnaire et des Clubistes offrant ainsi la mesure de leur courage, les habitants d'Angers se trouvaient livrés à eux-mêmes. Ils redeviennent aussitôt pacifiques et modérés. L'administration municipale a pris la fuite. Il en faut établir une autre pour veiller aux intérêts et au salut de la cité. Tous les partis choisissent par acclamation le comte de Ruillé. Il entre en fonctions; il accourt avec ses concitoyens pour recevoir un vainqueur dont la mansuétude était notoire. Dans ces temps de trouble et de passion, Ruillé sut se concilier tous les suffrages. Les Vendéens n'occupèrent la ville d'Angers que six jours après son évacuation. Ils ouvrirent, comme partout, les portes des

prisons aux captifs que la liberté tenait dans les cachots. Ils conservèrent la municipalité que le peuple, le vrai peuple, avait choisie après la fuite des Révolutionnaires; mais le 4 juillet 1793, quand le péril fut passé, les Révolutionnaires reprirent possession d'Angers. Alors Ruillé fut décrété d'accusation. Le 2 janvier 1794, il était condamné à mort, coupable de n'avoir pas désespéré de la patrie lorsque les Républicains désertaient le poste confié à leur honneur, plus coupable encore d'avoir, avec toute la ville, béni la généreuse humanité des Vendéens.

Les deux jeunes frères de Jean Soyer étaient au collége d'Angers. C'étaient René-François, plus tard évêque de Luçon, et Louis Soyer. Tous deux escaladent les murs de cette maison et se joignent aux Vendéens dont le camp se grossissait à chaque heure des volontaires qui venaient s'enrôler, et des femmes de gentilshommes qui imploraient un asile contre la persécution.

A ces nouvelles, la commission centrale de Tours invite le général Biron à adopter des mesures pour couvrir le passage de la Loire et pour défendre les murs de cette ville. Biron refuse, et, dans sa lettre au ministre de la guerre, il motive ainsi ce refus :

« Je n'ignore pas quelle énorme responsabilité j'attire sur ma tête; je sais bien que si nous éprouvons encore quelque revers, on ne manquera pas de l'attribuer au renvoi (que je demande) de ces timides habitants des campagnes, la plupart point ou mal armés, et fuyant avant de pouvoir tirer un coup de fusil. On les transformerait bien vite en robustes et énergiques agriculteurs armés d'excellents fusils de chasse, mettant une balle dans un écu à trois cents pas, et déterminés à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Mais je suis pénétré de ce principe, qu'un républicain doit, quand il est convaincu qu'il fait une chose utile, risquer de porter sa tête sur l'échafaud, comme de l'exposer aux combats. »

C'est toujours, qu'on le remarque bien, par la glorification du courage vendéen et par la flétrissure attachée à la lâcheté des patriotes, *fuyant avant de pouvoir tirer un coup de fusil,* que débutent tous les rapports secrets des généraux

républicains. A la tribune des clubs et de la Convention, les Révolutionnaires prenaient leur revanche.

Jusqu'à présent, les succès ont été si rapides, si inconcevables, il y a eu si peu d'ordre dans tous ces dévouements royalistes que Saumur a été enlevé sans le concours de la division de Bonchamps, qui, dirigée par Fleuriot, par de Scepeaux et le brave Gourdon, n'arriva que le lendemain de la victoire. Cette précipitation des uns, qui amenait nécessairement des retards dans la marche des autres, devait inquiéter les chefs. Chacun sentit le besoin de régulariser son obéissance et de rattacher le pouvoir militaire à une unité d'action et de volonté enchaînant toutes les rivalités futures, et dirigeant vers un seul but tous les moyens ainsi que tous les sacrifices.

Lescure, qui ne se laisse guère enivrer par les exagérations d'une première victoire, et dont la raison calcule les chances de l'avenir, a déjà plus d'une fois émis l'idée de confier le commandement des armées à un chef suprême auquel tous soumettront leurs projets, et dont tous recevront les ordres. Cette idée devait plaire au plus grand nombre ; il n'existait entre les officiers supérieurs qu'une émulation de courage et de devoir. Elle fut accueillie avec bonheur. Les chefs, qui jusqu'à ce jour avaient été indépendants les uns des autres, qui avaient combattu en volontaires ou qui s'étaient prêtés pour l'intérêt de la cause à une subordination dont le bien du service leur faisait seul une loi, se réunirent pour choisir un généralissime.

Ce choix était difficile ; il pouvait tomber avec autant de justice sur Lescure que sur Stofflet, sur la Rochejaquelein que sur Cathelineau. Il pouvait aussi bien s'adresser à Bonchamps qu'à Charette, à d'Elbée qu'à Forestier et à tous les nobles ou paysans qui déjà ont fait leurs preuves de capacité et d'intelligence de la guerre. Le conseil fut assemblé sur-le-champ.

Il y avait là une notable partie de ces hommes encore inconnus à la France, mais dont aujourd'hui elle doit se glorifier au même titre qu'elle se glorifie de Kléber, de Marceau, de Joubert, de Championnet, de Hoche et des généraux ré-

publicains qui combattirent avec honneur, et ne teignirent leur épée que du sang versé dans les batailles.

Cathelineau, revêtu de son habit de grossière étoffe, mais entouré de la vénération universelle, repoussait comme un rêve d'orgueil les vœux qui allaient le contraindre à sortir de son obscurité. Personnification vivante de la Vendée, le colporteur du Pin-en-Mauges ne s'est jamais arrêté à la pensée qu'il sera le premier généralissime de cette armée dont il fut le premier soldat. Toujours humble, ne franchissant jamais la distance que la naissance et la fortune ont placée entre les gentilshommes et lui, Cathelineau se contente d'être entre tous le plus intrépide et le plus modeste. A ses côtés la Rochejaquelein, le Renaud de cette nouvelle croisade, mais un Renaud dont les vertus guerrières ne viendront jamais échouer contre les voluptueuses séductions d'Armide; la Rochejaquelein, à vingt ans, le modèle des gentilshommes et l'idole des paysans. Bonchamps, blessé à Fontenay, n'assiste pas à ce conseil; mais sa simplicité de mœurs, son élégance de manières, sa bravoure et sa science dans l'art de la guerre semblent l'indiquer pour chef. Il en est digne, et pourtant personne n'ignore que ce beau titre n'a jamais été ambitionné par lui. Tout le monde est convaincu qu'il ratifiera avec plaisir l'élection d'un autre.

Voici Stofflet, dont l'active rudesse exerce tant d'empire sur les paysans; Stofflet, qui, pauvre comme eux, a trouvé dans un dévouement sans bornes le génie qui souvent l'entraînera au delà même du but qu'il veut atteindre. Au milieu de ces physionomies si tranchées, apparaît, calme comme la vertu, Lescure, toujours priant comme un saint, toujours se battant comme un héros; Marigny est à ses côtés, avec sa stature d'athlète et sa figure martiale, portant sans cesse un défi à l'ennemi.

Quand les chefs sont assemblés, le marquis de Lescure, le promoteur de la réunion, prend la parole. Il explique la nécessité de nommer un général en chef à ces armées ne reconnaissant encore que l'autorité de celui qui les a poussés à la victoire. Il leur rappelle les revers que la seule diffusion des pouvoirs a amenés, et il termine par ces mots : « Dans

la position où se trouve la Vendée, avec tant d'ennemis sur les bras, et des succès dont nous devons, avant tout, régulariser l'ensemble, il nous faut un chef qui, par sa vertu, ses talents et son courage, réponde aux espérances que nous sommes en droit de concevoir. Ce chef nous est indiqué par la nature même de la guerre que nous avons entreprise. M. Cathelineau est le premier qui courut aux armes, le premier qui apprit aux Vendéens combien il était facile de vaincre avec la foi en Dieu, avec la foi en son propre courage; je propose donc au conseil d'élire sur-le-champ M. Cathelineau. »

Cette proposition, tout à la fois pleine de politique et de noblesse, fut accueillie à l'unanimité. Dans l'armée entière, il n'y eut qu'un homme pour la désapprouver : cet homme était Cathelineau. Sa modestie s'effarouchait d'un titre dont lui seul se juge indigne. Pour le contraindre à se résigner aux honneurs du généralat, il fallut presque employer la violence. Cet illustre paysan, dont la rectitude de jugement dans les conseils, la valeur et le sang-froid dans l'action, la prudence dans les succès et l'impétueuse fermeté dans les défaites recevaient une si éclatante récompense, tremblait devant la responsabilité dont il allait être chargé. Cependant il fut forcé de céder aux prières des autres chefs, fiers de se soumettre à ses ordres. C'était dignement interpréter le but de cette guerre, plus dignement encore répondre aux vœux des volontaires.

Le procès-verbal de cette élection est ainsi conçu :

« Cejourd'hui 12 juin, l'an 1er du règne de Louis XVII, nous soussignés, commandant les armées catholiques et royalistes, voulant établir un ordre stable et invariable dans nos armées, avons arrêté qu'il sera nommé un général en chef de qui tout le monde prendra l'ordre. D'après cet arrêté, tous les vœux se sont portés sur M. Cathelineau, qui a commencé la guerre, et à qui nous avons voulu donner des marques de notre estime et de notre reconnaissance. En conséquence il a été arrêté que M. Cathelineau

serait reconnu général de l'armée, et que tout le monde prendrait l'ordre de lui.

» Fait à Saumur, en conseil, les jour et an que dessus.

» LESCURE, DE BEAUVOLLIERS, MARIGNY, STOFFLET, DE LAUGRENIÈRE, DE HARGUE, LA VILLE DE BAUGÉ, LA ROCHEJAQUELEIN, D'ELBÉE, DUHOUX-D'HAUTERIVE, DE BOISY, DESESSARTS, TONNELET, DE BONCHAMPS. »

La veille de cette nomination, que tous les gentilshommes absents alors de Saumur, comme Donnissan, s'empressèrent de ratifier aussitôt qu'elle leur fut connue et que Bonchamps approuva, l'état-major de l'armée s'augmenta de plusieurs officiers distingués. Charles d'Autichamp, prévenu par Henri de la Rochejaquelein, sort de la ville d'Angers qu'il habitait, pour offrir le secours de son bras à la cause monarchique. Piron, qui jusqu'alors a combattu en Bretagne, se présente, lui aussi. C'est ce même Piron de la Varenne qui naguère a fait insurger les ouvriers des mines de Montrelais, et qui s'est placé à leur tête pour envahir la petite ville d'Oudon. La Révolution, dans ses levées en masse, appelle toute la jeunesse française à sa défense. Un certain nombre de ceux que la violence a déguisés sous le nom de volontaires s'échappent du camp républicain et viennent grossir les rangs royalistes. Jean-Thomas Pardessus et Henri Drouault sont parmi eux. Mais la plus illustre recrue faite par l'armée de Saumur fut celle du prince de Talmont.

Philippe de Talmont, second fils du duc de la Trémoille, était bien jeune encore au moment où la Révolution éclata. Élevé au milieu de cette atmosphère voluptueuse qui enveloppait à leur berceau les rejetons des races chevaleresques, il fit ce que faisaient les Lauzun, les Coigny, les Brissac, les Adhémar, les Vaudreuil, et tous ces gentilshommes pour qui le plaisir était la suprême loi. Sa vie, jusqu'à l'âge de vingt-sept ans, fut une dissipation continuelle, et il n'en connut le vide que lorsqu'il sentit crouler le trône antique dont il devait être l'un des plus ardents défenseurs. Dès le mois de février 1792, on le voit à la tête de la confédération poitevine, destinée, dans l'esprit de ses promoteurs, à

soulever les départements de l'Ouest. Il sert cette confédération de son influence, de sa parole et de sa fortune. Mais tant d'efforts échouent devant les résistances passives des paysans, qui ne veulent s'insurger qu'à leur jour. Le prince de Talmont passe en Angleterre, il court à l'armée des princes, et, quoique souvent en proie à de violents accès de goutte, il fait, sous les ordres du comte d'Artois, la première campagne de l'émigration. Au 21 janvier il est encore à son poste, sur la place de la Révolution, en face de l'échafaud de Louis XVI, attendant une démonstration pour arracher le Roi à ses bourreaux. Le plan qu'il a formé pour délivrer le monarque ne réussit pas. Talmont retourne dans l'Ouest, parcourt ses domaines, et dispose les esprits à un mouvement royaliste. C'est là qu'il apprend les événements de la Vendée. Il va se jeter dans le Bocage, lorsqu'il est arrêté et transféré dans les prisons d'Angers. La mort l'attend.

L'abbé de la Trémoille, son frère, ne l'arrache à la guillotine que par une intrigue aussi heureuse qu'adroitement filée dans le sein même de la Convention. Quelques-uns de ses membres sont gagnés à prix d'or; il en décide même un à se faire charger d'une mission temporaire en Anjou. Ce député descend dans le cachot où Talmont est enfermé. Il lui laisse l'option entre un passe-port pour l'Angleterre ou la liberté de rester dans l'Ouest. « Je choisis la Vendée, s'écrie le prince. Mon sang est à mon roi. Je le verserai pour lui jusqu'à la dernière goutte. »

Afin de tenir la parole qui a été achetée, le conventionnel ordonne la translation de Talmont d'Angers à Laval, où, dit-il, une commission militaire va être établie. Dans le trajet l'escorte favorise l'évasion du prince; des paysans apostés le mènent à Saumur. C'était un brillant renfort qui arrivait aux Royalistes. A son nom si retentissant dans l'histoire, à sa belle figure dont l'effet était magique sur les troupes, il joignait une bravoure à toute épreuve et un entrain chevaleresque qui devait plaire aux masses.

A peine Talmont est-il au camp que Henri Forestier, un jeune homme qui n'a pas encore dix-huit ans, mais qui,

après avoir fait de bonnes études dans une école ecclésiastique, est déjà l'un des chefs de cette guerre, s'honore par un touchant exemple d'abnégation. En remplacement de Dommaigné, le protecteur de son enfance, il vient d'être nommé général de la cavalerie. Il résigne ces hautes fonctions, prix de son intelligent courage, et force le descendant des la Trémoille à accepter un rang que lui cède avec bonheur le fils d'un cordonnier de village. Forestier resta général en second.

C'était dignement interpréter la pensée qui avait présidé à l'élection de Cathelineau, surtout parfaitement établir les droits de l'égalité, dont la Vendée était si jalouse et dont elle ne se départira jamais.

L'armée, enhardie par ses récents triomphes, s'en promettait de nouveaux. Elle désirait qu'une nouvelle victoire témoignât de la reconnaissance dont elle était pénétrée pour le désintéressement que les gentilshommes venaient de montrer par le choix du généralissime. Elle attendait avec impatience la décision qui allait être adoptée.

Bonchamps, par la science de la guerre qu'il avait acquise sur d'autres champs de bataille, sentait que les pertes de ces troupes, s'affaiblissant aussi bien par les succès que par les revers, ne pouvaient jamais se réparer. Il fallait d'autres provinces pour auxiliaires, des provinces où l'on évoquerait de nouvelles munitions et de nouveaux renforts. Les Républicains, instruits par l'expérience, n'exposaient plus leurs convois, et il devait arriver un temps où, à la Vendée épuisée, les secours de toute nature seraient nécessaires. Bonchamps, presque Breton par ses amitiés, par ses relations d'enfance, et qui dans sa division comptait un certain nombre de soldats enfants de la Bretagne, insistait pour que des forces considérables traversassent la Loire, et se missent en rapport avec cette province, dont les dispositions étaient connues. D'après son plan, c'était lier entre elles les insurrections de l'Anjou, du Poitou et de la Bretagne ; c'était faire éclater celle de la Normandie, sur laquelle on avait lieu de fonder plus d'une espérance.

D'autres chefs, et Stofflet parmi eux, voulaient assiéger

Nantes, dont la possession assurait la communication entre les deux rives de la Loire. En suivant le projet de Bonchamps, qui ouvrait à l'insurrection une plus vaste carrière, il eût fallu, disait le garde-chasse de Maulevrier, pouvoir maîtriser cet instinct de désertion involontaire qui, après quelques jours passés sous les drapeaux, poussait les paysans à se disperser et à retourner visiter leurs chaumières. On ne se crut pas encore assez de puissance pour les entraîner loin de leur Bocage. La majorité du conseil se rangea à l'opinion de Stofflet, qui, dans la chaleur de la discussion, propose un cartel à Bonchamps. « Non, monsieur, répond ce dernier avec une affectueuse politesse, non, je n'accepte point votre défi. Dieu et le Roi peuvent seuls disposer de ma vie. La France perdrait trop si elle était privée de la vôtre. »

Le siége de Nantes fut donc décidé. Les Vendéens y entretenaient des intelligences, et l'on espérait, après s'être rendu maître de la cité, pouvoir appeler aux armes la Bretagne, qui, par une communauté d'efforts, se rallierait à la Vendée. C'était réaliser une partie des plans de Bonchamps, et s'assurer un libre passage vers la mer.

Depuis le commencement de la Révolution, cette ville, la plus importante de l'Ouest par sa position géographique et par l'influence que son commerce étend sur les autres provinces, s'est jetée dans tous les mouvements populaires dont la Bretagne a été le théâtre. Les premières idées d'une égalité nivelant les hautes classes ont souri à ses nombreux armateurs, à ses cupides négriers, à ses paisibles bourgeois. Ils ne voient qu'avec un œil d'envie les priviléges accordés aux nobles; ils les convoitent pour eux-mêmes, par la seule raison qu'ils sont riches et qu'ils disposent des masses. Ces armateurs, ces négriers, ces bourgeois, amants improvisés de la liberté, se prêtèrent avec un patriotisme fort peu désintéressé aux innovations de la Constituante, qui, en le déplaçant, remettait le pouvoir entre leurs mains; mais ce beau rêve ne dura pas longtemps.

Les révolutions faites au nom du peuple ne s'arrêtent jamais aux premières ambitions qu'elles doivent satisfaire;

elles descendent toujours jusqu'au moment où, de chute en chute, elles sont forcées de faire halte dans la boue ou dans le sang. Ce qui s'était vu chez d'autres peuples et à d'autres époques se représenta en 1793.

La ville de Nantes était divisée. Deux partis se disputaient le pouvoir, deux partis turbulents qui, dans le sein de la Convention nationale, avaient leurs drapeaux avoués, leurs drapeaux portés par la Montagne et par la Gironde. De rigoureuses mesures avaient été employées afin de vaincre mille résistances occultes dont les Jacobins nantais connaissaient l'origine. Ces mesures avaient effrayé, mais elles étaient loin d'avoir convaincu. Des crimes de plus d'une sorte avaient été commis.

A Nantes, la liberté s'est entourée de geôliers et de bourreaux; elle frappe de mort avec une rapidité dont le plus actif despotisme n'a jamais en France donné l'exemple. Il y a des insurrections en Normandie pour les Girondins. On cherche à en fomenter dans la Bretagne. Il y en a déjà au fond de cette dernière province en faveur des Royalistes. On en voit surgir autour d'Ancenis, de Couëron, de Savenay, de Paimbœuf, du Croisic, de Guérande et de Clisson. Nantes est enveloppée de rebelles contre l'anarchie dictatoriale, et pour effrayer leur persistance, cette ville laisse établir dans son sein un tribunal révolutionnaire qui condamne, sans désemparer, tous les infortunés que l'on soupçonne d'être suspects. Ces exécutions se renouvelèrent. Les Conventionnels Merlin, Gillet, Sevestre et Cavaignac, en mission dans l'Ouest, les accélérèrent même.

La nouvelle de la prise de Saumur par l'armée royale fit taire les craintes des uns et les coupables exigences des autres. On sentit que, dans le danger commun, il fallait réunir ses efforts pour résister aux attaques dont la ville allait être l'objet. Jean-Aimé Soyer était plus d'une fois venu à Nantes au nom des chefs vendéens. Il avait gagné à la cause royale un grand nombre de partisans, et l'armée assiégeante comptait sur eux. Cependant d'immenses travaux de fortification sont entrepris. Les églises sont transformées en ateliers, en casernes, en clubs, où l'on tra-

vaille et où l'on excite le peuple au nom de la Patrie en danger. Les généraux Canclaux et Beysser, Gaston Baco, maire de la ville, les sociétés populaires, les corps administratifs déploient une énergie extraordinaire. Il n'y a point assez de plomb pour fondre des balles. On descend dans les tombeaux des vieilles familles et dans ceux des évêques; on dépouille ces cercueils du plomb et de l'argent qu'ils contiennent. On appelle les départements voisins au secours de Nantes. Des députés sont envoyés auprès de la Convention pour lui peindre l'état précaire de la cité, et, au moment où, tremblante devant les agitateurs, elle arrête ses derniers préparatifs de défense, la Municipalité reçoit par le citoyen Donet, que les Royalistes ont fait prisonnier, un projet de capitulation qu'avant le siége les chefs de l'armée vendéenne croient devoir proposer aux Nantais.

Ce projet est ainsi conçu :

« AUX CITOYENS MAIRE ET OFFICIERS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE NANTES.

» Angers, 20 juin 1793.

» Messieurs, aussi disposés à la paix que préparés à la guerre, nous tenons d'une main le fer vengeur, et de l'autre le rameau d'olivier. Toujours animés du désir de ne point verser le sang de nos concitoyens, et jaloux d'épargner à votre ville le malheur incalculable d'être prise de vive force; après en avoir mûrement délibéré en notre conseil réuni au quartier général à Angers, nous avons arrêté à l'unanimité de vous présenter un projet de capitulation dont le refus peut creuser le tombeau de vos fortunes, et de celles d'une partie de la France, et dont l'acceptation, qui vous sauve, va sans doute assurer à la ville de Nantes un immense avantage et un honneur immortel.

» En conséquence, nous vous invitons à délibérer et statuer que le drapeau blanc sera de suite, et dans l'espace de six heures après la réception de notre lettre, arboré sur les murs de la ville; que la garnison mettra bas les armes, et nous apportera ses drapeaux pliés *comme nationaux;* que toutes les caisses publiques, tant du département, du district

et de la municipalité que des trésoriers, des quartiers-maîtres de l'armée, nous seront pareillement apportées, que toutes les armes nous seront remises, que toutes les munitions de guerre et de bouche nous seront fidèlement déclarées, et que tous les autres effets, de quelque genre que ce soit, appartenant à la République française, nous seront indiqués et livrés, pour que, par nous, il en soit pris possession au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne Louis XVII, Roi de France et de Navarre, et au nom de Monsieur, le régent du royaume; qu'il nous sera remis pour otages les députés de la Convention nationale de présent en commission dans la ville de Nantes, et autres dont nous conviendrons.

» A ces conditions, la garnison sortira de la ville sans tambours ni drapeaux, les officiers seulement avec leurs épées, et les soldats avec leurs sacs, après avoir prêté le serment de fidélité à la Religion et au Roi; et la ville sera préservée de toute invasion et de tout dommage, et mise sous la sauvegarde et protection spéciale de l'armée catholique et royale. En cas de refus, au contraire, la ville de Nantes, lorsqu'elle tombera en notre pouvoir, sera livrée à une exécution militaire, et la garnison passée au fil de l'épée.

» Nous avons l'honneur de vous faire passer, messieurs, plusieurs de nos proclamations, qui vous instruiront plus en détail de nos véritables sentiments, et nous vous donnons l'espace de six heures pour nous faire connaître votre refus ou acquiescement à nos propositions. »

Le maire Baco fait introduire devant lui le 22 juin les parlementaires dont les Royalistes se sont servis, et en leur rendant ce projet de capitulation : « Voici ma réponse aux Brigands, dit-il : nous périrons tous, ou la liberté triomphera. »

Ces Brigands étaient Cathelineau, la Rochejaquelein, Stofflet, Donnissan, Piron, la Trémoille et d'Autichamp. Les mots avaient perdu leur signification. Une profonde, une infranchissable ligne de démarcation était tracée entre les Bleus et les Blancs. Mais comme ces propositions pouvaient atténuer l'effet moral que les Révolutionnaires attendaient

du siége de Nantes, on les tint aussi secrètes que possible, pour ne pas avoir à redouter une démonstration populaire en faveur des Royalistes. Sans consulter les masses, qui étaient le véritable souverain, les représentants Gillet et Merlin mirent à l'ordre du jour que la ville était placée sous le régime de l'état de siége. En écoutant la lecture des propositions faites par la Vendée, les deux Conventionnels avaient pâli d'effroi, dit un procès-verbal officiel; car, suivant le registre de la municipalité, « ils se crurent perdus et tramèrent le plus odieux complot ». Les divers clubs de Nantes se réunirent pour minuter aux départements voisins un dernier appel de désespoir.

« Frères et amis, fut-il dit dans cette adresse, qui, comme toutes celles du même genre et de la même école, est le produit de quelque cerveau malade ou d'un rhétoricien démagogue, levez-vous; fiers enfants de l'ancienne Armorique, levez-vous en masse; il n'est plus temps de délibérer. Votre salut ou votre perte sont ici... sous nos murailles. Accourez, les Brigands ne délibèrent pas. Une résistance partielle est insuffisante, impossible; ce n'est qu'en nous réunissant que nous pourrons arrêter l'invasion des barbares, et que nous assurerons à jamais le règne de la liberté. La trahison vous entoure, frères : si l'on vous dit que des forces imposantes viennent à notre secours, n'en croyez rien et partez. Si l'on vous parle de victoires remportées sur les rebelles, de villes reprises sur eux, n'en croyez rien et pressez encore plus votre départ... Et si l'on vous disait que Nantes veut capituler ou qu'il s'est déjà rendu... ah! frères et amis, alors surtout hâtez-vous d'accourir. Venez, nous sommes dignes de vous; venez, nous vaincrons ensemble; ou si vous ne pouvez arriver à temps, nous vous laisserons un exemple à suivre, et nous saurons mourir. Baisserez-vous la tête? Non, non. Aux armes! Le rendez-vous est à Nantes. Aux armes! C'est une armée qu'il faut lever instantanément. Qu'elle presse la terre, qu'elle vole! Ce n'est qu'en nous levant en masse que nous pourrons tout sauver. »

Bessyer est nommé commandant de la ville de Nantes, et,

afin de rendre impossible toute transaction entre les deux partis, ce général, dans une proclamation affichée à tous les coins de rue, annonce la détermination qu'il a prise. Cette détermination fut celle de Rostopchin à Moscou, l'incendie. Bessyer était homme à l'exécuter.

Dans ces jours de sanglante folie, il avait osé être le premier à porter, au milieu des combats et des revues, un pantalon fait avec la peau préparée et tannée des Vendéens qu'on écorchait après la bataille. C'était un trophée dont il tirait vanité, une mode horrible qu'il avait rendue populaire. A Paris, le duc d'Orléans-Égalité se couvrait, au dire du chroniqueur Montgaillard, d'un de ces vêtements humains sortis des ateliers de Meudon, où l'on tannait la peau des suppliciés. A Nantes, l'armée révolutionnaire suivait cet exemple, et c'était à l'un de ses chefs qu'elle le devait. Ce chef annonçait qu'afin d'arrêter la marche des Royalistes il brûlerait la ville de Nantes; on savait qu'il tiendrait parole.

Les factions qui déjà divisaient la naissante république connaissaient son incandescence. A sa voix, elles se rallièrent pour repousser l'ennemi, qui, croyant toujours avoir des intelligences dans la place, ne prit peut-être pas toutes les précautions nécessaires.

La Rochejaquelein, le héros de Saumur, est laissé à la garde de cette ville, et l'armée s'avance sur Nantes. Elle était maîtresse d'Angers, d'Ingrande, de Cholet, de Doué, d'Ancenis, de Machecoul, de Mortagne, de Montaigu et des deux rives de la Loire, c'est-à-dire qu'elle pouvait affamer Nantes. Cathelineau et d'Elbée arrivaient par Ancenis, à la tête de douze mille hommes. Fleuriot et d'Autichamp, avec quatre mille hommes détachés de la division de Bonchamps, devaient l'attaquer à l'est entre la Loire et l'Erdre. Lyrot occupait la Croix-Moriceau, et Bonchamps, à l'avant-garde avec ses Bretons qu'il a organisés, chassait devant lui les Bleus, qui allaient porter dans la ville le désordre et la famine.

Jusqu'à présent Charette a toujours voulu guerroyer seul, ne demandant pas de secours, mais aussi n'en portant jamais

aux autres divisions, avec lesquelles il n'eut aucun contact. Il a grandi dans son isolement; il a peu à peu attiré sous ses ordres les généraux du bas Poitou, peu à peu soumis à l'obéissance l'esprit rebelle de ses cantonnements, et le 14 juin il arrive devant Machecoul, où le général Boisguyon et Prat, colonel du 34e d'infanterie, l'attendent. Ces officiers ont fait de savantes dispositions. Un bataillon du 34e campe sur le territoire des Moulins de la Chaume, garni d'artillerie. Trois cents hommes se renferment dans le château; six cents autres, avec dix pièces de canon, parquent dans la prairie en face des routes de la Garnache et de Bois-de-Cené. Les postes de l'Hôpital et du Calvaire sont également couverts, également défendus. Joly, la Cathelinière et Savin se placent en ligne, et Savin commence l'attaque du château. Il est obligé de se replier vers le centre. Joly et la Cathelinière, l'un appuyé sur la route de Sainte-Lumine, l'autre sur celle de Touvois, s'ébranlent. L'affaire devient générale. On se bat sur tous les points à la fois. Savin marche encore contre le château; il est de nouveau repoussé. Joly a enfoncé les Bleus qui lui sont opposés; mais, malgré ce succès partiel, la victoire semble pencher du côté des Républicains, lorsque Charette et Joly se jettent l'épée à la main sur les canons ennemis pointés à la Chaume. Charette et Joly sont à cheval; ils n'ont avec eux que cent cavaliers; mais ils ont voulu brusquer la victoire ou périr. La victoire couronne leur audace. Le poste des Moulins est enlevé. Les Républicains fuient, laissant leur artillerie. Les autres témoins de ce combat se précipitent dans la place, où les Vendéens pénètrent avec eux.

En ce moment Savin revenait une troisième fois à la charge contre le château; il s'en empare. Alors on se bat pied à pied dans les rues. Boisguyon et Prat se défendent pendant quatre heures, reculant, avançant, mais ne cédant jamais. Le carnage fut affreux. Boisguyon était blessé; Prat donne enfin le signal de la retraite. Cette retraite, opérée par la route du Port-Saint-Père, fut encore un désastre pour les Bleus, que Joly poursuivait. Les Poitevins avaient perdu un grand nombre des leurs; la fureur et l'ivresse du triomphe

étaient au comble. Quelques-uns des plus acharnés se portèrent dans les ambulances, où gisaient plus de trois cents malades ou blessés. Sans écouter la voix de Charette, ils les massacrèrent tous. Le 20 juin, entre Lalloué et la Sèvre, Charette attend Beysser, qui ne lui laisse pas une heure de repos. Beysser est venu pour attaquer de Lyrot. Soixante tirailleurs se présentent; les Bleus se jettent à leur poursuite. Des retranchements abandonnés sont épars sur le terrain; Beysser les franchit, et tout à coup il se trouve en face de dix mille hommes rangés en bataille. Une fusillade s'engage; les deux chefs de la légion nantaise tombent mortellement frappés. Coislier, l'un d'eux, respire encore; Beysser le reçoit dans ses bras, et fait signe à ses soldats de l'enlever du champ de bataille. « Ne t'occupe pas de moi, s'écrie Coislier, je meurs pour la République, mais sauve tes canons, » et il expire. Beysser lui-même est renversé au moment où il recueillait ce vœu d'un mourant. Alors la cavalerie poitevine charge avec une nouvelle ardeur. Les Bleus reculent; ils fuient en désordre, ils ne s'arrêtent que derrière les murs de Nantes, où leur vue répandit la terreur.

Lescure, blessé et retiré au château de la Boulaye, apprend cette victoire; il écrit à Charette pour le féliciter, au nom de l'armée royale, sur des succès si chèrement achetés par lui. Donnissan, ce grand seigneur sans ambition, qui, au milieu de ces généraux improvisés, joue le rôle de médiateur, est chargé d'amener le chef du bas Poitou à faire cause commune avec le reste de la Vendée. Le moment arrivait de tenter un coup décisif. L'idée en vint à M. Henri et à Bonchamps; mais d'autres conseils prévalurent. Cette idée, qui sauvait la France des horreurs de l'anarchie, Napoléon, au sixième volume de ses *Mémoires*, la développe et la commente deux fois: « Si, dit-il, les opérations de la basse Vendée eussent été, comme cela devait être, combinées avec celles de la haute Vendée, où commandait Cathelineau, la République était infailliblement vaincue; mais il manqua toujours un prince à la tête de la cause vendéenne. » Plus loin, Bonaparte s'attache encore à cette idée: « Si, profitant, continue-t-il, de leurs étonnants succès, Charette

et Cathelineau eussent réuni toutes leurs forces pour marcher sur la capitale après l'affaire de Machecoul, c'en était fait de la République ; rien n'eût arrêté la marche triomphante des armées royales. Le drapeau blanc eût flotté sur les tours de Notre-Dame avant qu'il eût été possible aux armées du Rhin d'accourir au secours de leur gouvernement. »

Donnissan ne venait pas auprès de Charette avec une mission aussi importante. Les Royalistes ne s'avouaient pas encore leur puissance. Le siége de Nantes avait été résolu par eux ; ils s'arrêtaient à cette pensée.

Charette promet son concours, et après avoir rassemblé ses divisions, il paraît, le 28 juin, dans les landes de Ragon pour attaquer le faubourg de Pont-Rousseau. Lyrot campe à la même heure sur la Croix-Moriceau.

D'Elbée et d'Autichamp s'emparent du bourg de Nort, vaillamment défendu par le troisième bataillon de la garde nationale de Nantes, que commande le ferblantier Meuris, et par de Fumel à la tête de quatre cents hommes de la ligne. Pendant ce combat acharné, Jean-Aimé Soyer fait prisonnier de Fumel, qui, ancien colonel sous Louis XVI, avait mis son épée et sa noblesse au service de la République. Soyer, jeune et plein d'une franchise roturière, accable de reproches ce gentilhomme qui trahit ses devoirs. Après le combat, de Fumel est conduit par son vainqueur à la division de Bonchamps. Malgré les instances de ce dernier, qui le presse, qui le conjure de prendre parti avec les Royalistes, le gentilhomme révolutionnaire résiste à toutes les prières. Il témoigne le désir de retourner au camp républicain. Les Brigands pouvaient et devaient le faire passer par les armes. On lui rend la liberté et on lui délivre un sauf-conduit.

Aucun obstacle militaire ne s'opposait à la marche des insurgés. Le camp républicain de Saint-Georges est abandonné. Le 28 au soir, Canclaux est averti par ses avant-postes « qu'on aperçoit au loin des feux qui ressemblent à des fusées volantes ou à des ballons illuminés, et que l'on entend se répéter des cris semblables au mugissement d'un taureau ». Ce sont les expressions de son rapport. Ces

démonstrations annonçaient l'approche de l'armée royale. Des feux de bivouac avaient été allumés sur les hauteurs, et à défaut de tambours, qu'ils n'avaient pu encore se procurer en assez grande quantité, les Vendéens, pour se réunir par paroisse, hurlaient dans des cornets à bouquin, comme font les pâtres lorsqu'ils rassemblent leurs troupeaux.

A la vue des Brigands qui, au cri de Vive le roi! garnissent les hauteurs de la ville et vont livrer l'assaut à ses fortifications, les conventionnels Gillet et Merlin (de Douai) se rangent à l'avis du général Bonvoust. Cet officier proposait l'évacuation. Beysser et les sociétés populaires s'y opposent. Canclaux est de leur avis, ainsi que les généraux Cambrai, Lolat, Gilibert et Boisguyon. Ils ont enivré de patriotisme les douze mille hommes de garnison que contient Nantes, et le 29 juin, à deux heures du matin, la canonnade s'engage du côté de Pont-Rousseau.

C'était Charette qui avait réclamé l'honneur de donner le signal du combat. A ce premier coup de canon, les Nantais répondent par le chant de la *Marseillaise*. Bonchamps, la Bouère, Fleuriot aîné et d'Autichamp se précipitent sur la porte de Paris. Fleuriot est emporté par un boulet. D'Autichamp prend sa place; il a deux chevaux tués sous lui. De Mesnard est mortellement atteint d'un coup de feu dans la poitrine. Le prince de Talmont, qui, dans les landes de la Vendée, ressuscitera les traditions de Fontenoy, s'élance avec sa cavalerie, et, malgré les sages remontrances de Forestier, essayant de contenir une ardeur qu'il serait si heureux d'imiter, le prince s'avance dans le faubourg du Marchix; il est blessé. Cette blessure ne fait qu'accroître son impétuosité. A sept heures du matin, l'action est devenue générale. Charette à Pont-Rousseau, Lyrot à Saint-Jacques, occupent une partie de la garde nationale et le bataillon des Côtes-du-Nord.

Le républicain Beysser et le général Canclaux se sont portés sur la route de Vannes, où Cathelineau et d'Elbée attaquent.

Les Vendéens, même dans le siége d'une ville, ont encore trouvé le moyen de s'égailler; ils pénètrent en tirailleurs

dans les jardins ou dans les maisons, et, dirigés par d'Elbée, ils font un feu qui ne cesse jamais. Au plus fort du danger, on entend la voix de Baco; on le voit, avec sa haute taille, diriger les uns et animer les autres. Une balle vendéenne lui casse la cuisse. On le jette sur un tombereau; et à ceux qui le plaignaient, ce courageux municipal répondait: « C'est un char de triomphe que chacun doit m'envier. » Le conventionnel Coustard, au milieu d'un escadron de cavalerie républicaine, montre l'ardeur d'un soldat. Le général Gilibert, destitué de la veille par le comité exécutif, l'adjudant général Cambrai et le capitaine la Valette soutiennent seuls, pendant quelques minutes, tout le poids de la journée. Ici, c'est Bonchamps qui, après avoir pénétré par le faubourg de Saint-Donatien, cherche à se joindre au général en chef; là, c'est Cathelineau qui a enlevé la batterie de la porte de Vannes, mis en déroute le brave 109ᵉ de ligne, et qui, avançant toujours, est déjà sur la place Viarmes.

Prévoyant que le premier choc des paysans ne rencontrerait pas d'obstacle capable de l'arrêter, le général en chef Cathelineau a enjoint de laisser libre la route de Guérande, afin d'offrir aux Nantais une issue pour déserter leur ville assiégée. Talmont n'a pas compris ou a oublié la portée de cet ordre, qui doit empêcher les habitants de se défendre avec le courage du désespoir. Il aperçoit un certain nombre de fuyards débouchant par cette route; il court la fermer avec deux pièces de canon, et force ainsi les assiégés à ne plus attendre de salut que de leur énergie. Cette faute a promptement de tristes résultats. Beysser en calcule les conséquences: il rallie autour de lui les débris du 109ᵉ et les hommes qui fuyaient tout à l'heure; il revient avec eux à la charge contre les assiégeants.

Pour rester maîtres de la ville, c'est le dernier obstacle à vaincre. Cathelineau a eu deux chevaux tués sous lui; il met pied à terre, s'entoure des gars du Pin-en-Mauges et de la Poitevinière, tous ses parents ou ses amis, et, après avoir fait le signe de la croix, — exemple de piété que ses soldats ont suivi, — il se précipite sur les troupes dont l'intrépide Beysser a ranimé le courage. L'artillerie républicaine est

attaquée. Le 34e et le 109e régiments la défendent. Elle va être enlevée par les Vendéens, lorsqu'un ouvrier cordonnier, qui tiraillait d'une fenêtre, reconnaît Cathelineau à son commandement. Il fait feu, la balle lui fracasse le bras et se perd dans la poitrine. Le généralissime tombe. Un bruit de mort vole de rang en rang. Ce bruit répand la désolation et le découragement dans les cœurs; il rend aux Républicains toutes leurs espérances. Beysser et Canclaux profitent habilement de cette hésitation. En vain d'Elbée, Bonchamps et Stofflet cherchent à ranimer le courage des leurs. Cathelineau est blessé, mort peut-être, lui que ses volontaires regardaient comme invulnérable. Les Vendéens prennent la fuite, d'Autichamp couvre leur marche; mais, bientôt serré de près par la cavalerie républicaine, il va tomber sous ses coups, lorsque, saisissant la queue du cheval de Forestier, qui tente de ramener les fuyards au combat, il disparaît avec lui.

Charette n'a point traversé les ponts; il est resté sur la rive gauche du fleuve, ne ralentissant jamais son feu. Ce feu, qui se fait entendre toute la nuit, protége la retraite de l'armée. Ce ne fut que le lendemain que la garde nationale, sous les ordres de Deurbroucq, décida la division de Charette à quitter son camp. Celle de Bonchamps, en partie restée dans ses positions, s'ébranla au point du jour afin de recommencer une attaque qu'elle avait crue seulement différée de quelques heures. Mais lorsque les Angevins de la Bouère et les Bretons de Cadoudal eurent acquis la certitude que la grande armée renonçait au siége, ils opérèrent leur retraite sans être inquiétés par la garnison.

La joie des Nantais fut si inconcevable, que plusieurs blessés moururent dans les transports de l'exaltation fiévreuse que cette victoire leur causait. Les femmes, les enfants avaient pris une large part à cette journée, à laquelle les Royalistes timides de Nantes n'osèrent refuser le concours de leurs bras incertains. Tout cela, dans une ivresse étrange, célébra la délivrance de la ville, sa délivrance qui, à la place de Cathelineau pour maître, allait lui imposer Carrier.

Les Vendéens, cependant, ont entendu la voix de leurs

chefs; ils se sont ralliés et ils entourent la voiture dans laquelle le généralissime a été déposé. Il n'est que blessé; on espère encore, lui-même est sans crainte sur son sort. Mais bientôt la gangrène se déclare, et, le 14 juillet 1793, ce grand homme expire, emportant au tombeau les regrets de ses compagnons d'armes. Le saint d'Anjou n'était plus. Pour laisser à chacun la triste liberté de pleurer le paysan devenu général, les autres officiers licencient momentanément l'armée dont une si fatale défaite a compromis toutes les victoires précédentes.

Le siége de Nantes a été doublement funeste aux Royalistes. Cet échec imprévu les a privés de l'autorité et des inspirations d'un chef qui jouissait du plus juste et du plus salutaire ascendant. Il a ranimé l'ardeur des Bleus qu'avaient affaiblie tant de déroutes successives, mais il n'a point démoralisé les paysans. Au nom du Comité de salut public, Barère vient dire à la tribune de la Convention, en parlant de la Vendée, que « c'est particulièrement sur ce chancre politique que le Comité a porté ses soins et sa sollicitude ». Il annonce que des mouvements stratégiques vont paralyser les tentatives du parti monarchique.

Westermann ne veut pas donner un démenti à l'orateur révolutionnaire. Le 19 juin, le général Biron, s'arrachant à l'inaction que les remords du passé, que les craintes du présent dictent à son cœur et à son esprit, s'est enfin vu dans la nécessité de faire une diversion capable de suspendre les progrès de l'armée royale sur les rives de la Loire. C'était par ordre du Comité de salut public que pareille injonction lui avait été faite. Biron courbe la tête, et, de son quartier général de Niort, il écrit à Westermann d'avancer sur Parthenay. Westermann, un des fabuleux vainqueurs de la Bastille, ancien aide de camp de Dumouriez, et mêlé par lui à toutes les intrigues constitutionnelles que ce général nouait avec les émigrés à Coblentz ou avec les Orléanistes à Paris, Westermann attendait un pareil ordre sous d'impatientes colères. Il se met en marche. Il n'y a dans cette partie du Bocage aucun chef, aucun corps militaire pour lui tenir tête; les forces du pays sont dirigées sur Nantes. Le tocsin

sonne. Lescure, à peine rétabli de sa blessure, vole au secours de Parthenay. Il rassemble autour de lui quelques milliers de laboureurs mal armés. Westermann arrive à deux heures du matin aux portes de la ville. Il égorge les sentinelles. Un de ses aides de camp tue, d'un coup de sabre, un artilleur qui se disposait à mettre le feu à son canon. La batterie est ainsi enlevée et tournée contre Parthenay. Lescure tente de se défendre dans cette obscurité. Toute défense est impossible. Mais Westermann a immédiatement jugé à propos de se retirer sur Saint-Maixent. Avec de nouveaux renforts, il reparaît le 1er juillet, surprend le village d'Armailloux, le livre au pillage, massacre les Royalistes, court au château de Clisson, qui, une heure après, n'est plus qu'un monceau de ruines; et il se précipite sur les troupes que Lescure cherche encore à lui opposer.

La Rochejaquelein, après la prise de Saumur, avait accepté la garde de cette ville, que la Pelouze, vieux et brave maréchal de camp, nommé par Cathelineau lieutenant de roi du château, offrait de défendre avec une garnison de quatre mille hommes soldés. Concevoir un pareil projet c'était ne pas connaître les Vendéens et vouloir faire avec eux une stratégie dont ils n'appréciaient pas assez l'importance. La Rochejaquelein avait agi plus prudemment. Il les avait laissés libres. Malgré ses prières, ils partirent pour retourner dans le Bocage, l'abandonnant, lui neuvième. Dans l'impossibilité où il se trouve de conserver seul la ville de Saumur, M. Henri s'est rendu à Châtillon, où le conseil supérieur est établi. Là, il apprend les exploits de Westermann et de sa division, composée de deux bataillons de Paris, de la légion du Nord, des chasseurs belges, d'un régiment de cavalerie légère, du 11e bataillon du Loiret et de quatorze pièces d'artillerie. Le 3 juillet, il se joint à Lescure. Avec un peu moins de quatre mille hommes, ils osent, quoique si disproportionnés en forces, défendre les hauteurs du Moulin-aux-Chèvres.

Tous deux se battent en désespérés. Richard Duplessis est blessé à la tête. Un boulet de canon casse le bras à la Bigotière. Les Blancs sont effrayés de leur petit nombre et de l'acharnement de l'ennemi. Ils se dispersent. Westermann se

jette à leur poursuite. Il pénètre dans Châtillon, brûle les papiers et brise les presses du conseil supérieur. Le lendemain, comme pour punir la Rochejaquelein d'avoir osé l'attaquer, il détache six compagnies de son armée, et les charge d'aller incendier le château de la Durbellière. L'ordre fut exécuté.

Cinq jours après, Lescure et Henri prenaient une éclatante revanche.

Le général révolutionnaire s'est posté sur le Mont-Gaillard, entre Châtillon et Mortagne. Il attend des renforts. Il craint de s'être trop avancé, et il écrit à Biron : « Il faut que vous marchiez aussi sur les rebelles pour empêcher que toute leur masse ne tombe sur moi. » Biron n'arrive pas. A sa place, trois ou quatre mille gardes nationaux de Saint-Maixent, de Parthenay et des environs lui sont envoyés ; mais il n'était plus temps. Au moment même où, le 8 juillet 1793, Westermann assistait à un *Te Deum* chanté, à Châtillon, en l'honneur de ses succès, par l'évêque constitutionnel de la Vienne, Stofflet, Bonchamps et d'Elbée, qui accourent à l'aide de Lescure et de M. Henri, sont en face de l'armée républicaine. Les Royalistes veulent tirer vengeance de leur défaite de Nantes et des excès de Westermann, encore nouveaux pour eux qui en ont déjà tant subi. Un conseil est tenu. Le bouillant Stofflet propose d'attaquer les Bleus sur le Mont-Gaillard. Cette position est imprenable. Lescure repousse cet avis par le seul désir d'éviter une trop grande effusion de sang. Stofflet tient à son idée. Il la développe avec chaleur. « Que ceux qui désirent périr suivent Stofflet ! » dit Lescure. Les soldats partagent cette opinion. Stofflet est abandonné ; mais lui n'abandonne pas l'armée. Il la suit, avouant son erreur. Le lendemain, il s'en venge sur les Républicains.

Lescure a si bien calculé sa marche, que le régiment destiné à la garde du camp prend la fuite et laisse ses fusils en faisceaux. A dix heures du matin, Marie-Jeanne fait entendre le signal de l'attaque. Pour les paysans c'était un présage de victoire. Deux décharges à mitraille parties des lignes républicaines les forcent pourtant à reculer. Bonchamps leur con-

seille de se glisser sur le ventre, et, protégés qu'ils seront par la hauteur des blés, d'arriver jusqu'à portée de fusil sur les canonniers, puis de les tuer à leurs pièces. Cette manœuvre est exécutée. De concert avec Lescure, Stofflet, d'un autre côté, tourne les positions des Bleus. Il leur coupe la retraite, tandis que la Rochejaquelein et Marigny les prennent de front.

Après deux heures de combat, Westermann n'a plus d'armée, plus d'artillerie. Sur les routes de Rorthais et du Pin, les Blancs poursuivent et massacrent les Bleus, qui, épuisés de fatigue et de soif, se défendent encore comme si Westermann était à leur tête. Sa farouche intrépidité que rien n'altère ne peut lutter seule contre tant d'ennemis acharnés. Il est obligé d'évacuer le Bocage dont il espérait pouvoir impunément fouler le sol. Les Royalistes rentrent dans Châtillon. Ils sont exaspérés des incendies qui fument encore, des massacres commis à chaque pas par cette armée qu'ils viennent d'anéantir : « Point de quartier aux prisonniers ! » s'écrient-ils, conduits par Marigny. En vain la Rochejaquelein et Lescure disent aux Bleus : « Rendez-vous, on ne vous fera pas de mal, » en vain les Bleus cherchent à se mettre sous la protection de ces deux jeunes généraux, dont l'humanité leur est connue, le carnage n'en continue pas moins.

Lescure, en poursuivant les fuyards, a ordonné d'enfermer trois cents prisonniers qu'il a faits. Au lieu d'obéir, les paysans les égorgent. Prévenu à temps, Lescure est de retour. De nouveaux prisonniers s'attachent à ses habits et à son cheval. Ils implorent grâce. Lescure l'accorde. A ce mot, Marigny, dont la colère est si justement terrible, s'avance vers lui : « Retire-toi, dit-il, que je tue ces monstres. Ce sont eux qui viennent de brûler ton château et celui de Henri, eux qui ont incendié le village d'Amailloux. — Tant pis pour eux, répond Lescure, mais Dieu nous a commandé de rendre le bien pour le mal; et, si cet égorgement continue, ce sera contre toi, Marigny, que je défendrai la vie des prisonniers. » Le massacre cessa. La victoire n'avait-elle pas déjà coûté assez de sang !

Daniaud-Dupérat, Beaurepaire et d'autres jeunes gens ont,



en poursuivant les Bleus, arrêté la voiture de Westermann; ils en brisent le coffre. La probité pleine de susceptibilité des Vendéens les accuse de s'être partagé l'argent que l'on y suppose renfermé. On parle même de faire un mauvais parti à ces officiers, qui peuvent laisser planer un soupçon sur l'armée. Le conseil de guerre est assemblé pour prononcer sur une affaire aussi délicate; mais Lescure annonce que Dupérat se trouvait parmi ces volontaires, et qu'il vient de lui jurer que le coffre était vide. A cette déclaration, le conseil proclame que les soupçons sont sans aucun fondement, et que la parole de Dupérat vaut mieux que toutes les preuves.

C'était noblement acquitter ces Vendéens accusés, et rendre à Dupérat la justice que ses compagnons méritaient au même titre que lui. Par ce seul fait on peut juger quel était le rigorisme de cette armée que la Convention appelait un ramas de brigands.

Westermann s'était flatté d'anéantir la Vendée. Il perdit bien vite ses illusions, et fut forcé de comparaître à la barre de la Convention, qui l'accusait d'avoir trahi la patrie. Westermann se défendit en accusant et en livrant au tribunal révolutionnaire la tête du jeune Decaire, lieutenant-colonel dans son armée, qui, disait-il, avait eu des communications avec Lescure et la Rochejaquelein. Westermann fut renvoyé devant le conseil de guerre séant à Niort. Reconnu par ces juges patriote ardent mais honnête, il reprit son commandement.

Alors, malgré l'avis de Biron, le plan d'attaque contre la Vendée fut encore une fois modifié. C'est maintenant par Vihiers, Coron, Chollet et Mortagne que les Bleus vont envahir le Bocage. Le général républicain la Barolière pénètre dans le pays insurgé par les ponts de Cé. Le 15 juillet, Bonchamps, M. Henri et Lescure le joignent à Fline, près de Martigné-Briant. Leur armée, forte de vingt-cinq mille hommes, est partie le matin même de Gonnord. Elle a passé par Rablay, Faye et Thouarcé pour arriver sur les coteaux de Martigné, tandis qu'en suivant le chemin de Faveraie et des Noyers elle s'épargnait trois lieues sur cinq qu'elle ve-

nait de parcourir. Le combat s'engage sous le coup d'une chaleur étouffante. L'armée de Saumur et les bataillons de Paris soutiennent le premier choc. Barbazan, qui les commande, recule jusqu'à la source d'eaux minérales de Johannet.

Marigny, pour assister à cette affaire, n'a pris aucun repos depuis quarante-huit heures. Malgré sa lassitude, il est au premier rang; mais, sans ordre, il quitte le commandement de son artillerie, se met à la tête d'un escadron de cavaliers, et court attaquer en flanc les Républicains. Il espérait, par cette manœuvre, arracher plus promptement la victoire. Cette manœuvre trompe les Royalistes, qui, aveuglés par la poussière, prennent la cavalerie de Marigny pour la cavalerie républicaine. Profitant de leur indécision, le représentant Bourbotte s'élance au milieu d'eux avec le général Dutruy, qui entraîne à sa suite le 9e de hussards et trois bataillons d'infanterie. Bourbotte combat corps à corps, joint Bonchamps qui se précipitait dans la mêlée et amène ainsi une confusion fatale aux Blancs. Bonchamps est assailli par cinq hussards. Il en tue un, blesse le second et écarte les trois autres. Le conventionnel Bourbotte est ajusté par un Royaliste qui le manque, un autre lui porte un coup de crosse sur la tête. Bourbotte l'étend à ses pieds d'un coup de sabre. Lescure et la Rochejaquelein protégent la retraite sur Coron et consolent Marigny, qui, de désespoir, voulait se tuer.

Bourbotte, que soutient l'incessante ardeur de la Convention, va en toute hâte annoncer au corps d'armée de Santerre l'échec éprouvé par les Vendéens. Le 17 juillet, Menou, conduisant l'avant-garde, occupe Vihiers. Six cents paysans, presque sans armes, se ruent sur ce corps et le dispersent. Menou a la poitrine traversée d'une balle. Mais ce succès inattendu n'est que le prélude d'une victoire encore plus inespérée. La Rochejaquelein, Lescure, d'Elbée, Marigny et Stofflet ont pris diverses directions pour lever de nouvelles troupes, car le temps des généraux était en partie consacré à ce recrutement volontaire. Bonchamps, blessé, a été transféré à Jallais. Le cadre des divisions est incomplet. Les principaux chefs sont absents, et Santerre

harcèle avec une impatiente fureur ces soldats écrasés sous huit jours de marche et trois chaudes affaires.

Santerre vient d'être battu, il va être battu, il sera toujours battu; et dans cette époque, où Blancs et Bleus déploient au champ de bataille un courage surnaturel, cet homme, poussé au généralat dans les boues de Paris, fait tache. A l'approche de Santerre, une pensée glorieuse s'empare de Couty, de Forestier, de Piron, d'Herbault, de Marsange, de la Guérivière et de Guignard, tous hommes d'exécution et de cœur, mais qui n'ont encore jamais dirigé d'armée ou tracé un plan de bataille. L'abbé Bernier est avec eux. Le curé de Saint-Laud les encourage à l'attaque. « Mais, dit Boisy, les généraux sont absents. — Tant pis pour eux, réplique Forestier; ils ont assez de jours pour vaincre, qu'ils nous laissent celui-là. — Mais les soldats, en ne voyant aucun des chefs à leur tête, que diront-ils? continue la Guérivière. — Qu'ils croient que ces messieurs s'y trouvent! s'écrie Piron, cela suffira. » L'abbé Bernier persuade en effet aux paysans que M. Henri et Lescure sont de retour et commandent.

Sur toute la ligne, Piron, Forestier et Guignard répètent le même mot d'ordre. Le 18 juillet, cette armée rangée en bataille par la foi sort de ses retranchements, s'empare des hauteurs et culbute les avant-postes. Santerre, stimulé par Bourbotte, veut garder l'offensive. Son aile droite, postée sur un coteau très-élevé, est séparée du centre par l'étang de Vihiers. Elle ne peut faire d'autre manœuvre que de marcher en avant sur les Vendéens ou de se reployer en arrière. Pour occuper une position active dans la bataille qui s'engage, elle a un coteau à descendre, un ravin à franchir et un second coteau à gravir. Santerre avait mal calculé. Bourbotte et les généraux lui déclarent qu'il est impossible de remédier à un pareil état de choses sans amener une déplorable confusion. Santerre discutait avec eux, lorsque les Royalistes, profitant de la situation, chargent le centre de l'armée républicaine. Forestier, à la tête de sa cavalerie, que soutiennent trois cents Suisses, derniers débris des massacres du 10 août, attaque la gauche. Ces Suisses et

une compagnie de déserteurs allemands sont commandés par le baron de Keller, le plus beau et l'un des officiers les plus distingués de la Vendée.

A cette vigueur, que Santerre n'attend pas de soldats épuisés et sans chefs, le général révolutionnaire se trouble. Il fuit, car il sait que Piron, Keller, Forestier et Stofflet ont juré de le saisir et de l'enfermer vivant dans une cage de fer. Autour de lui, dans les rangs de son armée, on entend ces mots : A la trahison! au lâche! sauve qui peut! Sous ces malédictions, sa division se débande. Elle jette ses armes, ses havre-sacs. Tombée sous les pieds des chevaux, elle se laisse écraser par eux. Bourbotte seul, dans cette confusion, a gardé quelque sang-froid. Il veut rallier la droite, qui, vaincue sans combat, se débande en face d'une déroute incompréhensible pour elle. Bientôt, entraîné comme les autres, le représentant est poursuivi par Villeneuve pendant plus de deux lieues. Santerre avait en face de lui deux hommes qui ne voulaient pas le laisser échapper. C'étaient Loyseau et Forêt. Santerre va être pris; ils l'ont acculé à un petit mur. Le général *qui*, selon les Parisiens, ***n'a de Mars que la bière***, fait franchir ce mur à son cheval et offre à ses troupes un exemple de lâcheté qu'elles suivirent.

Mais cette victoire de Vihiers, due aux prédications de l'abbé Bernier, aux dispositions des chefs secondaires et à la valeur des paysans, n'amena, ainsi que tant d'autres, aucun résultat décisif. Les vainqueurs rentrèrent dans le Bocage, emportant leur butin d'armes et de munitions et montrant partout, comme indice de l'appauvrissement national, les canons qu'ils avaient pris à la République, et qui venaient d'être fondus à Paris au mois de juin 1793. Les Vendéens avaient momentanément assuré la tranquillité du pays, conquis le temps de faire leurs moissons et battu Santerre. C'était plus qu'ils ne demandaient pour une seule journée. Piron seul en retira quelque avantage. Les généraux et les soldats ne l'appelèrent plus que le héros de Vihiers.

Le lendemain de cette bataille, Dupuis, aide de camp de Laugrenière, fut surpris dans Argenton-le-Château

par un escadron de hussards. C'était un jeune officier du régiment de Béarn. Le général Turreau désira le voir, et dans ses Mémoires il raconte ainsi les tentations auxquelles il le soumit. C'est un bel éloge de la discrétion vendéenne qu'on va lire. Nous l'empruntons à un Républicain. « Il est sans exemple, dit-il, qu'un agent du parti royaliste l'ait trahi, même quitté volontairement. Je savais que ce jeune homme était souvent à l'état-major général des rebelles et qu'il pouvait me donner des renseignements importants. J'employai tous les moyens possibles pour l'engager à me faire connaître les projets de l'ennemi. Je fus jusqu'à lui promettre la vie, que des liaisons agréables pouvaient lui faire regretter. Il me fut impossible d'en tirer un mot. Il fut guillotiné à Saumur, et mourut avec un grand courage. »

Pendant ces opérations, les représentants du peuple, qui ne pouvaient organiser la victoire, se mettaient à l'œuvre pour organiser des commissions militaires. L'un était plus facile que l'autre. En vertu d'une proclamation des Conventionnels, le général Duhoux forme un tribunal permanent à la suite de son corps d'armée. Ce tribunal, présidé par Fabre, est composé de Valois, Mor-Gillet, Chasles et Hibert, secrétaire. Instituée le 23 juin, la commission militaire ne fit que condamner. Plusieurs autres furent établies dans les différentes divisions, et bientôt elles déployèrent une telle activité dans le mal que de tous côtés les patriotes honnêtes firent entendre de justes plaintes. Le 7 juillet 1793, Garnier (de Saintes) rassurait ainsi les populations alarmées. De Niort il adressait à toutes les administrations départementales la proclamation suivante :

« Je m'aperçois, citoyens, qu'il existe dans plusieurs endroits de la République un nouveau genre de conspirateurs qui, ne pouvant contrarier la marche de la liberté et la rapidité de nos victoires, cherchent à égarer le peuple en lui peignant le gouvernement actuel comme un gouvernement horrible, lorsqu'il est aussi protecteur des droits du peuple que terrible pour ceux-là seuls qui n'en veulent pas le bonheur. On présente le tribunal révolutionnaire comme un tribunal de sang, d'où ceux qu'on y envoie ne reviennent

jamais; et cependant il n'y a pas de jour qu'à côté des conspirateurs qu'on punit il n'y ait des innocents qu'on rend à la liberté.

» Certes, ceux qui parlent contre cet établissement qui sauve la patrie sentent d'avance tout ce qu'ils auraient à en redouter s'ils y étaient traduits; car il est inexorable pour les contre-révolutionnaires. Il est donc dans l'ordre de parler contre ce qu'on a sujet de craindre.

» Mais peut-on sans crime laisser ignorer au peuple que cet établissement, qu'on calomnie, est sa sauvegarde? peut-on lui laisser ignorer que l'inflexible sévérité des Comités de salut public et de sûreté générale nous mène vers ces rapides succès qui annoncent la puissance du peuple et son prochain bonheur?

» Hâtez-vous, citoyens, de dessiller les yeux de vos concitoyens sur ce nouveau genre de malveillance. Montrez les autorités constituées telles qu'elles sont, protectrices des patriotes et du peuple, terribles pour les contre-révolutionnaires, les factieux et les intrigants : bientôt les alarmes du peuple, s'il en a quelques-unes, se dissiperont, et il réglera sa sécurité sur les frayeurs de ceux que les remords et la crainte, avant-coureurs du supplice qui les attend, poursuivent d'avance.

» Prévenez les agents nationaux de faire surveiller les fourbes apitoyeurs, qui ne paraissent s'émouvoir que pour amener le peuple à un état d'inquiétude dont ils veulent profiter contre lui-même. Pendant que nous triomphons au dehors, nous avons encore à combattre au dedans. C'est autour de la Vendée qu'on cherche à accréditer ces faux sentiments de terreur. »

Garnier (de Saintes) connaissait l'esprit des Sans-Culottes auxquels il s'adressait. Sa proclamation calma leurs doléances. Les patriotes s'imaginèrent que les tribunaux exceptionnels n'étaient institués que pour frapper les Royalistes. Ils ne voulurent plus les troubler dans ce qu'ils appelaient leur mission populaire.

CHAPITRE V.

Travaux du conseil supérieur. — Les services qu'il pouvait rendre, les erreurs qu'il a commises. — Les avocats dans les partis. — D'Elbée général en chef. — Biron et Rossignol. — D'Autichamp aux buttes d'Érigné bat les Bleus. — De Scépeaux est vaincu à Doué. — Barère et le second Comité de salut public. — Combat de Luçon. — Mission de Tinténiac auprès des généraux royalistes. — Le cabinet anglais. — Défaite de Luçon. — Divisions entre les chefs républicains et les Conventionnels. — Projets d'empoisonner en masse la Vendée. — Lettres de Santerre et de Rossignol, et du royaliste Savin à l'appui. — Victoire de Chantonnay remportée par les Vendéens. — Conseil de guerre aux Herbiers. — Arrivée de l'armée de Mayence. — Kléber et Aubert-Dubayet. — Position des Royalistes. — Charette et son camp. — Premiers succès de l'armée de Mayence.

Entré en fonctions depuis la prise de Fontenay, le conseil supérieur a essayé de remplir le rôle qui lui était assigné dans l'esprit des chefs; mais au milieu d'une guerre où les victoires sont aussi imprévues que les défaites, où tout est soumis aux chances d'un hasard heureux ou malheureux, il était bien difficile de se placer toujours à la hauteur des circonstances, encore plus difficile de faire naître des ressources dans un pays ouvert à toutes les armées, ravagé aujourd'hui par celle-ci, incendié demain par celle-là. Le conseil supérieur, formé en partie d'hommes éclairés et dévoués à la cause monarchique et religieuse, s'occupa cependant à diverses reprises des moyens qu'il fallait employer pour combiner les ressources du Bocage avec les nécessités de la guerre.

Le 8 juin 1793, il adopta un arrêté par lequel la circulation des assignats était limitée à ceux qui, fabriqués avant l'ère républicaine, porteraient l'effigie de Louis XVI. Le 11 juillet, il prit une des mesures les plus politiques qui aient été conçues dans l'intérêt de la Vendée; mais cette mesure offrait, dans l'exécution, d'insurmontables difficultés. C'était l'annulation, sans distinction aucune, de la vente de tous les biens dits nationaux.

Exécutées en vertu de décrets des assemblées législatives, dont le conseil ne reconnaît pas l'autorité, dont il décline la compétence, ces ventes ont fait passer une partie des propriétés entre les mains de citoyens étrangers au pays. En effet, à la suite des armées révolutionnaires, dans leurs rangs quelquefois, il s'était glissé des hommes besoigneux qui spéculèrent même sur l'enthousiasme, et qui, indifférents à tout sentiment politique, sans patrie, sans feu, sans famille même, s'établirent dans les petites villes et dans les grosses bourgades. Ils rendaient de loin aux troupes républicaines tous les services d'espionnage qu'elles réclamaient. Ils étaient les dénonciateurs des Blancs, les guides des Bleus; ils acceptaient les fonctions municipales ou administratives que les habitants refusaient pour ne pas s'exposer un jour ou l'autre au contre-coup des représailles.

Ces hommes, accourus dans l'Ouest comme à une curée, n'avaient rien à perdre et tout à gagner. Ils achetèrent de la Nation les patrimoines dont la Nation n'avait pas le droit de disposer. La noblesse du pays avait presque toute émigré, et, malgré le vil prix auquel on taxait ses biens, on en vendit seulement pour vingt-huit millions. Ces terres, que la loi frappait de proscription par l'absence de leurs propriétaires, étaient enclavées tantôt dans les marais, tantôt dans la plaine, tantôt dans ce qu'on appelle le Bocage ou la haute et basse Gâtine. Elles étaient régies ou cultivées par des paysans dont les opinions n'étaient point douteuses, et les habitants qui auraient pu, par principes démagogiques ou par cupidité, se livrer à ce commerce de biens, redoutaient la vengeance qui tôt ou tard devait retomber sur leur tête.

Les étrangers, les malfaiteurs venus des quatre points de la France à la curée des spoliations nationales, n'eurent ni ces craintes, ni cette modération. Ils s'emparèrent de tout ce qui se présenta sous leur main, ou à leur convenance. La Révolution les laissa faire. N'était-ce pas des partisans inféodés à toujours qu'elle se créait là, des partisans que la possession attachait au sol, et qui devaient y rester ainsi qu'une personnification de ses idées?

Ce système une fois établi et la guerre devenant de jour

en jour plus active, le conseil supérieur, qui prévoyait les funestes résultats d'un pareil changement dans la propriété, fit passer l'administration des biens nationaux à des délégués choisis par lui ou en son nom. Il autorisa les possesseurs et les titulaires à rentrer de suite en jouissance. Les uns profitèrent de ce droit que la guerre leur avait déjà attribué, mais dont ils n'auraient pas cru devoir user; les autres se contentèrent d'inquiéter les acquéreurs qui s'étaient adjugé leurs terres. Souvent ils en restèrent là. A la pacification générale, ils apprirent à leurs dépens qu'en révolution il est plus aisé de voler une propriété que de la rendre. La loi validait ces acquisitions. Elle garantissait tous les titres. Elle donnait par là gain de cause aux pressentiments du conseil supérieur.

Mais afin de pourvoir aux besoins d'une armée qui, dans quelques heures, était forcée, par les nécessités de la guerre, de se porter sur les points les plus opposés, et de s'y porter à l'improviste, il fallait d'immenses ressources pécuniaires. Le conseil n'en avait aucune à sa disposition. L'argent monnayé manquait dans les caisses. On devait donc aviser aux moyens d'y suppléer. L'exemple de la Convention, obligeant, sous peine de mort, à se servir des assignats qu'elle fabriquait, était bon à suivre. L'abbé Bernier a l'intelligence de la situation politique des Vendéens. Il sait qu'en révolution il n'y a que les demi-mesures qui compromettent les partis. Il n'hésite point à proposer l'emploi de tous les assignats de la Nation. Cette idée se développe dans sa tête. Les assignats n'étaient pas encore financièrement déconsidérés; la guillotine leur ouvrait cours. Il veut qu'on en fabrique de semblables, qu'on les mette en circulation et qu'ils soient reçus dans les villes au même titre que les autres.

La majorité du conseil, composée de gens au cœur candide et à l'esprit timoré, répugna à l'émission de ce qu'elle appelait une fausse monnaie : mais, pour concilier les besoins de l'armée avec ses scrupules, elle adopta un moyen terme, c'est-à-dire elle ne fit rien. Il fut décidé que la circulation des assignats de la *prétendue République fran-*

çaise n'était autorisée que pour ceux qui seraient visés par des officiers délégués au nom du conseil. C'était consciencieusement se créer les embarras d'une dette et faire naître, par une délicatesse de probité alors coupable, des distinctions dans les assignats, distinctions toutes au préjudice de l'armée royale.

Il se rencontrait, dans quelques parties de la Vendée, un certain nombre de paroisses attachées au culte protestant. Ces paroisses, on le pense bien, étaient les moins hostiles aux idées révolutionnaires; mais elles flottaient encore dans l'indécision. Quelques-unes même s'étaient franchement ralliées au drapeau blanc. On proposa au conseil de laisser jouir les calvinistes du Poitou des avantages que leur accordait l'édit rendu par le roi Louis XVI en 1788.

Bernier était prêtre catholique. Il repoussa cette tolérance, dont il devait pourtant si bien, avec la rectitude de son jugement, apprécier les résultats. Ce vœu, quoique combattu par son éloquente influence, fut admis comme loi, et, puisque la marche des événements nous amène à juger les principaux actes du conseil supérieur, faisons encore un reproche à l'abbé Bernier.

En guerre civile, il ne faut jamais proscrire, jamais surtout étendre la proscription jusqu'aux familles; de pareilles mesures sont toujours des crimes inutiles. L'abbé Bernier était l'âme du conseil. Il le dirigeait à son gré, le façonnait à ses opinions, le soumettait à l'active impulsion de ses idées. Il espère, par des serments obtenus à force de violences morales, dompter les convictions rebelles et les enchaîner au parti monarchique. Dans cette persuasion, il arrache au conseil un arrêté par lequel il est enjoint à tous les Républicains habitant la Vendée, et à toutes les autorités, de prêter serment de fidélité au gouvernement de Louis XVII.

La Convention, sans doute, offrait un pareil exemple. Elle forçait les bouches royalistes à se parjurer. Souvent même une pareille loi produisit des martyrs; en voici deux preuves.

Une jeune personne, mademoiselle Baudriau, de la pa-

roisse de la Plaine, allait à Maulevrier pour y voir ses parents. Elle tombe dans une colonne mobile; on l'arrête, on la conduit au chef du poste républicain. Surpris de la beauté de mademoiselle Baudriau, l'officier lui adresse mille questions. Elle répond à toutes avec un rare sang-froid.

— Tu es une Brigande, s'écrie l'officier fatigué d'un interrogatoire inutile. Tu mérites la mort; mais tu m'intéresses, et je veux te sauver la vie. Tu as, comme tous les Brigands, perdu ta fortune et tes parents, monte à cheval derrière moi. Je me rends à Saumur. Tu seras heureuse, et je ne t'abandonnerai jamais.

Mademoiselle Baudriau recule d'épouvante.

— Tu veux donc te faire tuer? reprend le Républicain.

— Comme il vous plaira, interrompt la Vendéenne.

— Allons, plus de résistance, continue-t-il en modérant les éclats de sa voix. On va te mettre sur mon cheval. Tu n'as plus de père. Je t'en servirai, et si plus tard tu parviens à m'aimer, tu deviendras mon épouse.

— Moi! la femme d'un officier républicain, murmure-t-elle. Jamais!

— Qu'elle crie Vive la République! et qu'elle s'en aille, disent les soldats attendris.

Mademoiselle Baudriau fait un signe de tête négatif. On ne put jamais vaincre sa consciencieuse obstination, et elle expira sous les balles.

Deux femmes de Somloire, nommées Augereau et Baranger, sont saisies par des soldats près de leur village.

— Brigandes, où sont vos hommes?

— Ils sont morts, répondent-elles, pour leur Dieu et pour leur roi.

— Et vous, qui êtes-vous?

— Catholiques, et Royalistes comme eux.

— Vous méritez la mort.

— De grâce, épargnez-nous à cause de nos pauvres petits enfants.

— Eh bien, faites serment d'aimer la République. Grâce vous sera accordée.

— Ce serait mentir et parler contre notre pensée.

— C'est égal. Un serment à la Révolution, un cri de : Vive la République! et vous êtes sauvées.

On les presse, on les entoure. Devant ces instances, elles restent muettes. On les menace, on les frappe. Alors un cri s'élance de leurs poitrines : Vive la Religion! vive le Roi! répètent-elles.

Une décharge à bout portant les étendit mortes.

De pareils traits se renouvelaient chaque jour. Les Bleus avaient inventé cette loi, mais ce n'était pas aux Blancs à la tourner contre ceux qui l'avaient faite. Absurde pour la Vendée, elle était aussi absurde pour la République. Elle légitimait le parjure, en lui imposant la sanction de la menace, et les gouvernements qui se croient ou veulent paraître forts n'en ont pas besoin. Le serment, lorsqu'il n'est pas volontaire ou salarié, est regardé dans les partis comme une impardonnable faiblesse ou comme une habile tactique, selon les hommes qui s'arrangent pour le commettre ou pour l'employer. Quand on en fera une condition de vie ou de mort, ce ne sera jamais un frein.

L'abbé Bernier aurait sans doute relevé d'un serment arraché à des lèvres royalistes ceux qui se seraient agenouillés à son tribunal de la pénitence. Dans le camp révolutionnaire, n'y avait-il pas de plus terribles, de plus accommodants casuistes que lui? Ces mesures étaient donc d'inutiles représailles. Elles compromettaient la Vendée sans lui offrir le moindre avantage; elles lui prêtaient l'apparence de persécuter les convictions opposées; elles la mettaient sur la même ligne que la plupart de ses ennemis. Pour l'honneur de ces provinces, cela ne devait pas même être possible. Le conseil supérieur sentit la faute qui avait été commise. Il la répara en abolissant son décret.

Le conseil n'avait pas d'attributions bien déterminées. Souvent même, ce qui arrive dans le pêle-mêle des pouvoirs où les ambitions sont sans contre-poids, il empiétait sur les mesures militaires. Créé, malgré les répugnances de plusieurs chefs qui, comme Bonchamps et Donnissan, voulaient, en temps de guerre, pouvoir concentrer dans leurs mains toute l'autorité, ce qui est juste et nécessaire, il chercha à

dominer par ses actes, à agir sur les généraux que les exigences de la guerre isolaient du centre; mais ces vices qui tiennent plus aux corps constitués qu'aux individus ne doivent point cependant faire oublier les services qu'il fut plus d'une fois appelé à rendre.

Peut-être eût-il mieux valu ne jamais le former, et, dans une semblable perturbation de toutes les idées reçues, soumettre les volontés et les personnes à l'action de la force qui, en Vendée, sera toujours intelligente et humaine. Ceux qui devaient en disposer seuls désirèrent que d'autres se chargeassent avec eux d'un aussi lourd fardeau. Cette pensée présida à la formation du conseil, dont les principaux actes viennent d'être déroulés; mais en appelant dans son sein tant d'avocats, — ils y sont presque en majorité numérique, — les généraux commirent une faute dont plus d'une fois ils eurent occasion de se repentir.

Sous quelque drapeau qu'ils demandent la parole, les avocats ont trop de chicane dans l'esprit, trop de moyens évasifs au secours de leur faconde, pour se précipiter, tête baissée, au milieu des événements qui marchent, poussés par les baïonnettes. Ils n'attaquent pas de front la situation. Ils cherchent perpétuellement à la tourner. Tout est pour eux matière à plaidoirie. Ils ne se montrent sur la brèche que la veille ou le lendemain du combat; jamais le jour. L'intrigue et la calomnie sont les seules armes dont ils se servent avec succès. A l'aide de l'intrigue, ils sèment la division; à l'aide de la calomnie, ils fatiguent, absorbent ou tuent les hommes d'énergie et de talent qu'ils jalousent. Ce n'est ni par méchanceté ni par trahison qu'ils mettent en œuvre ces deux leviers, c'est par esprit de contradiction, par le besoin qu'ils éprouvent de toujours maîtriser les événements, de s'offrir comme les seuls arbitres des transactions entre les belligérants, et de se créer de grandes positions. Les avocats n'ont pas de haine, pas d'amitié politique. Leurs habitudes de basoche, leur cupidité de palais, cette espèce de confraternité qu'ils retrouvent partout, les rend incapables de tout sentiment désintéressé, de tout acte de dévouement. Depuis cinquante ans, ils plaident le pour et

le contre monarchique et révolutionnaire avec la même insouciance. Ambitieux, ergoteurs mus par de petites passions qu'ils essayent de satisfaire en soulevant de petites difficultés, ils usent le courage des uns, attiédissent la foi des autres, répandent le doute dans tous les esprits, et se font centre lorsque la nature leur a refusé les qualités nécessaires aux chefs de parti. Ils compromettent les soldats, livrent les officiers, et, porte-voix sans intelligence, ne parlant que pour faire du bruit, ils ne servent que les pouvoirs dont ils se croient les plus formidables ennemis. Dans nos temps de discordes civiles, les avocats n'ont su qu'égarer les convictions, et perdre la cause à laquelle un calcul ou un hasard les attachait.

Les généraux de l'Ouest n'avaient pas encore fait cette expérience que nos troubles civils ont si souvent constatée dans tous les partis. Ils l'acquirent plus tard. Plus tard, ce mal était irréparable.

Le conseil supérieur était donc impuissant. C'était un triste essai que l'on avait fait. Afin de soulager le pouvoir militaire, le seul capable de conduire à bien une insurrection armée, les Vendéens avaient cru devoir se reposer sur le zèle et sur l'aptitude des hommes qui s'offraient comme dignes de s'associer à leurs travaux, et dans ces hommes, fidèles ainsi qu'eux aux principes sociaux, ils ne rencontrèrent qu'une résistance organisée d'avance.

L'abbé Jagault, qui se rangeait du côté des généraux, leur proposa, à cette époque, de suspendre le conseil ou de l'établir sur de nouvelles bases, et dans une lettre adressée au généralissime il explique l'insuffisance de ce conseil. « Il faut, mande-t-il le 12 juillet, qu'il y ait plus d'officiers parmi nous; peut-être ne laisseront-ils pas autant traîner les discussions en longueur. Nous n'arrivons jamais au but, et souvent, sans le vouloir, nous contrarions les déterminations prises par vous. Nous avons à côté de nous des gens honnêtes, mais timides, qui ne veulent pas se faire à l'idée qu'il faut brusquer les événements et employer parfois des moyens révolutionnaires. C'est un malheur de notre position. Créé seulement pour faire pénétrer quelque

ordre dans l'administration intérieure de l'armée, le conseil ne croit pas devoir se renfermer dans ces attributions si importantes souvent. Il empiète, et par ce qui s'est passé dernièrement entre M. le marquis de Donnissan et quelques membres, vous pouvez juger de ce qui arrivera lorsque le conseil aura la sanction du temps. Une réforme est nécessaire. L'abbé Bernier en est convaincu aussi bien que moi. Il devient impossible de marcher avec tant d'éléments de discorde si éloignés de l'armée, et ne recevant du quartier général que des nouvelles ou des communications dont nous ne connaissons les détails que longtemps après que la nécessité les a rendus indispensables. Nous travaillons sans ensemble, parce que nous sommes tous partis d'un point opposé. Ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de supprimer de fait le conseil et de gouverner et d'agir militairement. Nous discutons et vous agissez; mais à la longue les hommes de discussion pourraient dominer les hommes d'action, et en guerre civile, c'est ce qu'il faut éviter; sans cela tout serait perdu. Vous avez un triste exemple sous les yeux. Voyez la Convention et ses généraux. La Convention règne, parce qu'elle a su attirer à elle tous les pouvoirs. Si vous laissez le conseil prendre encore un peu plus d'ascendant qu'il n'en a, vous serez dominés, ou tout au moins contrecarrés par lui, et alors il n'y aura plus d'armée, car la désunion s'introduira parmi les chefs. Prenez donc des mesures, ou mieux encore, laissez-le mourir sans bruit. »

Afin de sauver la Vendée de ses propres victoires, qui, dans un temps limité, allaient consumer ses forces, une dictature honorée de tous était indispensable. Les chefs sentaient ce besoin, mais ils étaient placés dans l'impossibilité de le satisfaire. Un prince seul — et ils l'appelaient de leurs vœux les plus ardents — un prince seul, jeune, brillant, brave comme eux, avec un noyau d'armée permanente et un port de mer sur les côtes de Bretagne, ou mieux encore du bas Poitou, devait concentrer le pouvoir et donner de la vie, de l'activité productive à tous ces dévouements. Le prince ne vint pas. Ce fut alors que, pour traduire plus complétement la pensée vendéenne, Lescure

proposa Cathelineau comme généralissime. Après la mort de ce paysan, qui avait réuni tous les suffrages, d'Elbée s'offrit pour lui succéder.

D'Elbée, né en 1752, à Dresde, où son père s'était fixé après avoir épousé une Saxonne, fut envoyé, jeune encore, en France. Il servit comme officier dans un régiment d'infanterie, puis il émigra et revint bientôt après en Anjou, pour ne pas laisser confisquer son modeste patrimoine et celui de sa femme. C'était un homme de plus de vertus que de talents, et qui avait plus de courage que de lumières. L'armée ne pouvait élire un plus brave, un plus honnête commandant: mais il lui fallait un général. Bonchamps, Lescure, la Rochejaquelein ou Charette, convenaient mieux. Les trois premiers refusèrent de porter ombrage à d'Elbée, Charette ne fut pas prévenu de l'élection, qui eut lieu à Châtillon, le 16 juillet. Le même jour Stofflet fut nommé major général. Donnissan accepta enfin les fonctions de gouverneur général des pays conquis.

Au moment où la Vendée militaire proclamait un nouveau chef, aussi recommandable par ses qualités privées que par sa piété, le général Biron, dont le nom seul fatiguait les démagogues, et que, dans leurs clubs, ils accusaient de trahison ou tout au moins d'impéritie, se voyait en butte aux dénonciations des clubs. Le ci-devant duc de Lauzun, et c'est un reste d'hommage qu'il faut payer à sa mémoire, ne pouvait avoir aucun défenseur dans le Comité de salut public ou à la Convention. Sa révocation, c'est-à-dire sa condamnation à mort, fut décidée.

Il y avait à Niort, dans son état-major, des officiers, éclos à l'épaulette sur la borne de quelque jacobinière. La Révolution, qui faisait un de ses principaux griefs de l'avancement par droit de naissance, ne choisissait plus ses colonels parmi les gentilshommes, tous soldats au sortir du berceau, tous issus de ces vieilles races militaires qui, par tradition de famille et par point d'honneur, aimaient à sacrifier leur fortune et leur vie pour le Roi et pour la France; mais la Révolution suivait, à certaines différences près, les mêmes errements. Afin de commander, il ne fallait plus être noble.

Il s'agissait, tout simplement, de professer le plus pur sans-culottisme; le courage et le talent venaient après, quand ils pouvaient. C'était, comme toujours, un abus réformé par un autre abus. Ainsi, pour n'en citer qu'un exemple, Ronsin, qui n'a jamais porté les armes, est nommé capitaine à son début après le 20 juin 1792; chef d'escadron, le 2 juillet; chef de brigade, le 3; général de brigade, le 4. Le 2 octobre suivant, et toujours dans cette même année 1792, il est promu au grade de général divisionnaire et de commandant en chef de l'armée de la Révolution, tout cela sans avoir vu le feu.

Ce Ronsin était, comme tant d'autres Révolutionnaires, un comédien ou un auteur sifflé. Le 26 décembre 1781, il avait présenté au Théâtre-Français une tragédie de *la Duchesse de Bourbon*, dans laquelle les vertus des rois de France et celles de Charles V en particulier étaient exaltées. Les sentiments de cet ouvrage dramatique paraissaient bons, mais les vers en étaient aussi détestables que ceux de son *Sédécias*, de sa *Jeanne d'Arc* et de son *Louis XII*. Quand Ronsin, comme Fouquier-Tinville, Grammont, Collot d'Herbois et Fabre d'Eglantine, vit que le métier de poëte, dont la cour ne voulait pas couvrir les frais, lui serait plus à perte qu'à bénéfice, et qu'il fallait renoncer à cette existence que soutenaient seules les aumônes de la tragédienne Raucourt, il se jeta à corps perdu dans la Révolution. La Révolution ne pouvait pas en faire un Tyrtée; elle l'improvisa général en chef.

Les hommes de l'état-major de Biron étaient à peu près tous des soldats dans le genre de Ronsin. Ils avaient le mot d'ordre. Ils se sentaient forts de l'appui des Montagnards, et ils abusaient de cette force pour outrager, dans les grandeurs de sa naissance, le malheureux Biron, qui avait peut-être eu le malheur de croire qu'un jour l'égalité serait aussi tolérante que la vieille monarchie. Au nombre de ces hommes apparaissait un nommé Rossignol, garçon orfévre, que sa rudesse plébéienne et son exaltation démagogique avaient subitement élevé aux honneurs du commandement. Vainqueur de la Bastille, émeutier, tapageur, ami de Ronsin,

il avait fait une fortune militaire aussi rapide que lui. Sans talents, sans énergie, toujours malade la veille d'un combat, et, chose rare ! soldat sans courage, d'après le représentant Philippeaux, Rossignol se posa comme l'ennemi et le successeur de Biron. Rossignol devait l'emporter dans cette lutte, car le Comité de salut public l'honorait du titre de son fils aîné. Le 12 juillet 1793, le duc de Biron reçut de Bouchotte, ministre de la guerre, l'ordre suivant :

« Je vous envoie, général, un décret de la Convention qui vous prescrit de vous rendre sur-le-champ à Paris, pour rendre compte de votre conduite au conseil exécutif provisoire. Vous voudrez bien, au reçu du décret, vous mettre en devoir d'y satisfaire, et vous rendre aussitôt à Paris. Le général Beysser reste chargé du commandement de l'armée des côtes de la Rochelle. »

Biron obéit. Il languit, par hasard, plus de cinq mois dans les cachots; enfin, le 31 décembre 1793, on le fit mourir. En montant à l'échafaud, le duc de Biron s'accusa et se repentit. Les hommes ne doivent pas en demander davantage à un autre homme. « J'ai été, dit-il au peuple, infidèle à mon Dieu, à mon Ordre, à mon Roi. Je meurs plein de foi et de repentir. »

Tandis que le ministre de la guerre désignait Beysser pour succéder au brave et infortuné Lauzun, la Convention suspendait ce même Beysser, accusé de fédéralisme, et le 24 juillet Rossignol est chargé du commandement de l'armée. Il veut aussitôt exécuter le projet de campagne que le Comité de salut public lui a fait parvenir.

Le Comité venait d'être renouvelé par la Convention. Elle n'avait pas jugé assez purs les membres qui le composaient. Le 11 juillet, sous le coup des revers qui frappaient les armes républicaines, la Convention avait, en désespoir de cause, essayé de faire de la violence, afin d'étouffer les mauvais vouloirs. Pour donner la mesure de ce qu'elle oserait réaliser, elle investit de sa confiance les Montagnards les plus énergiques. Neuf membres sont choisis, mais leur nombre peut être porté à douze, et bientôt Robespierre, Carnot, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois, Fouché

et Tallien vinrent à tour de rôle occuper la place, ou s'asseoir auprès de Jean-Bon Saint-André, de Barère, de Gasparin, de Couthon, de Thuriot, de Saint-Just, de Prieur (de la Marne), d'Hérault-Séchelles et de Robert Lindet, qui furent les premiers élus.

Le Comité veut se montrer digne de la patriotique cruauté dont la Révolution va lui faire honneur. Il adresse aux généraux des armées républicaines dans l'Ouest un nouveau plan. Ce plan exige de ne plus agir en Vendée par divisions isolées, mais en masse. A peine l'a-t-il communiqué à ses chefs secondaires que le général Tuncq, avec la brigade de Luçon, prend encore l'initiative, et marche sur l'armée du centre, commandée par Royrand. Les représentants Goupilleau et Bourdon accordent carte blanche à Tuncq. Royrand, le 28 juin, avait voulu seconder la grande armée, assiégeant Nantes; et il fit diversion dans les plaines de Luçon. Il ne fut pas heureux à ce combat, et Tuncq, auteur de sa première défaite, brûlait de lui en faire éprouver une seconde. Le 25 juillet, Tuncq, averti par un transfuge protestant, accourt au Pont-Charron, lieu célèbre dans ces guerres. Il égorge les sentinelles, enlève le poste, et laisse mettre en pièces par ses soldats Sapinaud de la Verrerie et Jouffrion de Beauvais, qui, après s'être vaillamment défendus, étaient tombés blessés en son pouvoir. Afin d'arracher les corps de leurs chefs aux mutilations qu'ils subissent même après la mort, quatre paysans du bourg de la Verrie, conduits par un volontaire nommé Guiton, se font tuer sur place. Tuncq brûle Chantonnay; mais le tocsin annonce l'arrivée de l'ennemi. Lescure et d'Elbée volent au secours de l'armée du centre. Les Bleus sont poursuivis jusqu'à Luçon, et, le 30 juillet, réunis à des troupes plus fraîches, ils offrent le combat près du château de Bessay.

L'artillerie vendéenne, habilement servie, a décidé du sort de la journée. Tuncq est battu, il se retire. Ce mouvement de troupes est mal compris par les Royalistes, qui, craignant d'être tournés, se laissent aller à une terreur panique. Tuncq profite de cet avantage inattendu; et, malgré la valeur que déploie le prince de Talmont avec sa cavalerie,

malgré d'Elbée et Lescure, dont les soldats, enfoncés dans la mêlée, se battent à coups de crosse de pistolet, tant ils sont près des Bleus, Luçon fut encore une fois fatal aux Blancs.

Pour réparer ces deux défaites, on arrête en conseil de guerre que l'armée de Charette et celle de Royrand, réunies à la grande armée, prendront part à une nouvelle expédition dans ces mêmes plaines.

Mais il fallait donner le change aux Républicains. La division de Bonchamps doit les attaquer par les ponts de Cé. Le général manœuvre avec son habileté ordinaire, fait déployer une partie de ses troupes entre Mozé et les buttes d'Erigné, pour attirer l'attention de l'ennemi, et avec le reste de ses volontaires il tourne la position par la route de Brissac. Le 26 juillet, il enlève de vive force la redoute d'Erigné.

Le même jour, d'Autichamp fond à l'improviste sur les soldats campés à la Roche-de-Murs, lieu escarpé et défendu par des blocs de rochers qui dominent la Loire et le Thouet. Les généraux Duhoux et Desclozeaux, entraînés par les Républicains que Bonchamps a mis en déroute, ont fui vers les ponts de Cé, sans s'occuper de ceux qu'ils laissent sur cette plate-forme, où personne ne peut supposer qu'on osera les acculer. D'Autichamp attaque. Le combat devient sanglant. Bientôt les 6e et 8e bataillons de Paris, à qui est confiée la garde de ce poste, n'ont plus de retraite possible. Il faut capituler ou périr; car la roche, avec ses aspérités menaçantes, s'élève à pic au-dessus de la rivière.

Par un mouvement spontané, les soldats de ces deux bataillons, qui n'ont pas trouvé la mort dans le combat, se précipitent au milieu de la Loire avec armes et bagages. Leur dernier cri est un vœu pour la République, et ils disparaissent sous les flots à la vue des Royalistes, admirant un tel courage.

Une femme jeune et belle, l'épouse du commandant du 8e bataillon, ne reste pas en arrière d'un tel héroïsme. Elle tient son enfant sur ses bras. Elle entend les Vendéens qui lui crient : « Rendez-vous, il ne vous sera fait aucun mal. » Afin de ne pas voir la glorieuse défaite des Bleus,

elle se jette dans le fleuve. Delpeux, caporal au 6ᵉ bataillon de Paris, commandé par Bourgeois, a reçu deux coups de feu et quatre coups de sabre. Abandonné des siens, qui reculent pied à pied, il s'assoit en face de l'ennemi, épuise ses cartouches, et, comme pour provoquer la mort, il crie : Vive la Nation! Les Vendéens respectèrent cet audacieux soldat et lui prodiguèrent des secours inutiles.

De Scépeaux, autre lieutenant de Bonchamps, n'a pas le même succès. Il est surpris et battu à Doué par Rossignol, Salomon et Ronsin.

Les innombrables assauts de la grande armée, ses victoires et même ses revers ont appris dans toute la Vendée combien avec de la bravoure il est aisé de s'opposer à la Révolution. Les gentilshommes qui, jusqu'alors, n'avaient pu courir aux armes, empêchés tantôt par des persécutions locales, tantôt par la crainte de se compromettre, n'osèrent pas rester plus longtemps oisifs spectateurs d'une guerre où leur présence était une obligation. Ils arrivèrent de tous les côtés à la fois dans le camp royaliste. On vit même des émigrés poitevins et angevins traverser une partie de la France et braver tous les périls pour se réunir sous le drapeau blanc. Peu à peu l'armée se recruta de braves officiers qui, comme de Lacroix, du Rivault, de Beauvolliers jeune, de Caqueray, de Chantereau, de Bernès, de Dieusie, de Brocourt, de Nesde, de Saujeon, de Brunet, Beaud-de-Bellevue, Grellier et de Fay lui rendirent d'importants services. A tous ces gentilshommes, qui s'enrôlaient parmi les volontaires, il se joignit des bourgeois de plusieurs villes voisines et des paysans qui n'avaient point encore participé au mouvement. De ce nombre sont Texier, officier de l'artillerie vendéenne; Tranquille, Allard, l'aide de camp de M. Henri; Palierne, Bouin, Valois, Landrin, Frey, Bernard, Bonin et Genest, dont les noms roturiers se rattachent à chaque bataille livrée par l'armée royale.

A la même époque, le 2 août, la Convention entendait un nouveau rapport de Barère, l'orateur du Comité de salut public contre les Royalistes. Barère, sans le vouloir, faisait de la Vendée le plus pompeux et le plus vrai de tous les

éloges. « C'est à la Vendée, disait-il, que correspondent les aristocrates, les fédéralistes, les départementaires et les sectionnaires; c'est à la Vendée que se reportent les vœux coupables de Marseille, la vénalité honteuse de Toulon, les mouvements de l'Ardèche, les troubles de la Lozère, les conspirations de l'Eure et du Calvados, les espérances de la Sarthe et de la Mayenne, le mauvais esprit d'Angers et les sourdes agitations de quelques départements de l'ancienne Bretagne. »

Et où était donc cette unanimité dont la Révolution savait si bien se targuer dans ses décrets et dans ses jugements? Continuons pourtant cette harangue, qui décèle si éloquemment les craintes de la République et les grandeurs des volontaires royalistes.

« Détruisez la Vendée, poursuit Barère, Valenciennes et Condé ne sont plus au pouvoir de l'Autrichien. Détruisez la Vendée, l'Anglais ne s'occupera plus de Dunkerque. Détruisez la Vendée, et le Rhin sera délivré des Prussiens. Détruisez la Vendée, l'Espagne se verra harcelée, conquise par les Méridionaux joints aux soldats victorieux de Mortagne et de Chollet. Détruisez la Vendée, et Lyon ne résistera plus; Toulon s'insurgera contre les Espagnols et les Anglais, et l'esprit de Marseille se relèvera à la hauteur de la Révolution républicaine. Enfin, chaque coup que vous porterez à la Vendée retentira dans les villes rebelles, dans les départements fédéralistes et dans les frontières envahies. »

Le Comité de salut public disait vrai. La Vendée seule résistait aux excès révolutionnaires. Un décret de la Convention, daté de ce même jour, 2 août 1793, développe bien le sens que Barère attachait à ses paroles.

« Il sera envoyé à la Vendée, par le ministre de la guerre, dit ce décret, des matières combustibles de toute espèce pour incendier les bois, les taillis et les genêts.

» Les forêts seront abattues, les repaires de rebelles seront détruits, les récoltes seront coupées et les bestiaux seront saisis. Les biens des rebelles seront déclarés appartenir à la République. »

N'était-ce pas admirablement commenter les terreurs

législatives que, le même jour, le même Barère propageait encore, quand il disait :

« C'est faire le bien que d'extirper le mal. C'est être bienfaisant pour la patrie que de punir les révoltés. Louvois fut accusé par l'histoire d'avoir incendié le Palatinat, et Louvois devait être accusé; il travaillait pour les tyrans. Le Palatinat de la République, c'est la Vendée : détruisez-la, et vous sauvez la patrie. »

Et, développant ses théories sanglantes, Barère ajoutait : « Le Comité a préparé des mesures qui tendent à exterminer cette race rebelle des Vendéens, à faire disparaître leurs repaires, à incendier leurs forêts, à couper leurs récoltes. C'est dans les plaies gangréneuses que le médecin porte le fer. C'est à Mortagne, à Cholet, à Chemillé, que la médecine politique doit employer les mêmes moyens et les mêmes remèdes. Détruisez la Vendée, et vous sauvez la patrie. »

Ces chaudes allocutions sont le beau côté, l'idéal de la Révolution. Elles électrisent les têtes ou fanatisent les esprits ; mais là n'est pas la vérité. A la tribune la Révolution se drape dans son amour du pays, dans les bienfaits de l'égalité, dans ses victoires, souvent même dans ses défaites, qui pour elles seront un nouveau stimulant. Barère avait mission de poétiser le crime, et il la remplissait consciencieusement. Mais cinq jours auparavant le Comité de salut public apprenait par la bouche du citoyen Brulé, commissaire national en Vendée, ce qu'il fallait penser de toutes les amplifications de tribune. Cette lettre, pleine de si curieux détails, est datée de Tours le 28 juillet, et le 3 août 1793 on la lit dans le *Journal historique et politique*. Brulé s'exprime en ces termes :

« On ne peut se persuader à Paris l'importance de cette guerre de la Vendée. On nous envoie pour commandants le rebut des autres armées. Nous avons pour général un ci-devant empirique qui vendait du baume à Tours, et qui vient d'acheter une terre dans ce pays. Nous en avons un autre qui tenait au Palais-Royal le jeu de la parfaite égalité. Nous avons le fils d'Olympe Degourgue, qui travaillait pour le château de Versailles sous d'Estaing; et Berthier, qui est

malheureusement le plus instruit de tous nos officiers supérieurs.

» Il n'y a dans l'armée ni instruction ni discipline. Nos soldats commettent des choses qui font horreur. Je ne puis te rapporter tous les viols, vols, assassinats. Je t'en citerai un seul qui fait frémir. Ils ont violé la fille du maire de Saumur, âgée de dix-neuf ans, dans les bras de sa mère. Ils ont fait subir le même sort aux deux domestiques de la maison. On me rapporte que les femmes sont mortes de désespoir.

» A l'avant-dernière affaire, nos caissons ont sauté à une heure de distance sans qu'on ait pu en connaître la cause. Il paraît qu'on y avait enfermé des mèches. Nos malheureux soldats conduisaient une mine ambulante, dont l'explosion en a renversé plus de soixante. Le lendemain quatre mille brigands ont mis en fuite plus de cent cinquante mille Républicains qui les avaient vaincus, et qui n'ont pas osé les attendre le 31.

» Les départements occupés par les rebelles seront brûlés et dévastés. On emploiera à cette fin tous les moyens de service. »

Brulé ne fait pas de phrases, lui; il raconte ce qu'il voit, ce qu'il entend. Et la Convention, qui a sous les yeux cette lettre accusatrice, n'en poursuit pas moins son œuvre de destruction. Les mesures sollicitées par Barère ne lui paraissent pas encore suffisantes; elle décrète une levée en masse des habitants de tous les districts voisins, depuis l'âge de quinze ans jusqu'à cinquante.

Les clubs de Paris se mettent à l'œuvre de leur côté, et à la séance des Cordeliers du 4 août 1793, séance publiée dans le *Journal historique et politique* du 10, un orateur s'écria :

« Prenons enfin des moyens vigoureux pour détruire les scélérats de la Vendée et ceux de l'intérieur. Faisons chauffer des boulets rouges, incendions une quarantaine de villages des départements insurgés. Cette mesure de rigueur est un acte de justice, car les innocents qui sont au milieu des révoltés sont des lâches que nous ne devons pas épargner. Mais il s'agit de trouver des soldats, il s'agit de forcer nos

ennemis à nous suivre. Tous les bourgeois, tous les boutiquiers doivent être mis sur les rangs au 10 août. Il faut cinquante mille hommes. Eh bien, nous ferons marcher tous ces coquins; et, s'ils refusent de se mettre sur les rangs, on les alignera à coups de bâton. (Très-longs et très-bruyants applaudissements.) Nous sommes les plus forts, usons de nos droits. Mettons à notre tête des savetiers; ces hommes-là sont seuls dignes de nous commander. » (Nouveaux applaudissements.)

La Convention n'avait peut-être pas pleine confiance dans le courage de ses clubistes; elle adopta une résolution plus militaire. Les dix-huit mille hommes de la garnison qui venait de capituler dans Mayence et les défenseurs de Condé et de Valenciennes sont envoyés en poste pour diriger ou seconder un pareil élan.

Les puissances étrangères, au lieu de marcher directement sur Paris, avaient commis la faute que la Rochejaquelein, à Saumur, voulait éviter à l'armée royale. La Rochejaquelein proposait de courir à Tours et d'enlever la capitale par un hardi coup de main. C'était un plan audacieux, le seul qui pouvait réussir par son audace même. La prudence s'y opposa. On fit des siéges, on guerroya dans l'intérieur. Les puissances suivirent la même marche. Au lieu d'avancer sur Paris, elle gaspillèrent leur temps, leur bonne volonté apparente et leurs forces devant Mayence, devant Condé et Valenciennes, dont la constance fut héroïque. On obligea les garnisons de ces villes, qui capitulaient, à ne pas porter les armes pendant un an contre les Rois de l'Europe; et, par un inconcevable oubli de toute précaution, on ne stipula point qu'il leur était aussi interdit de se rendre en Vendée.

Les Royalistes crurent que ce n'était qu'une faute. C'était peut-être quelque chose de plus; mais, faute, lâcheté ou trahison, cela démontrait qu'en dehors de la Russie, trop éloignée du théâtre de la guerre pour prêter un actif concours aux Vendéens, dont la grande Catherine II admirait si vivement le courage, les provinces de l'Ouest ne trouvaient pas un appui direct dans les cabinets pusillanimes des mo-

narques. Ce que nous allons dire de la mission de Tinténiac confirmera notre assertion.

Après la bataille de Luçon, la Rochejaquelein, Donnissan, Marigny, le prétendu évêque d'Agra et le chevalier Desessart passaient quelques jours avec Lescure au château de la Boulay, dans les environs de Châtillon, lorsque le chevalier de Tinténiac, chargé d'une mission au nom du gouvernement anglais, arrive de Londres et s'abouche avec ces généraux.

Tinténiac n'a encore que vingt-neuf ans; néanmoins déjà cette vie de jeune homme fut traversée par bien des orages. Descendant d'une de ces familles bretonnes qui, au combat des Trente, pour étancher leur soif, buvaient leur sang avec Beaumanoir, il voit son nom glorieusement inscrit sur tous les champs de bataille de la monarchie française. Il n'a rien perdu de la bravoure proverbiale de ses pères, rien de leur honneur, rien de leur fidélité; mais, à l'exemple de Talmont et de tous les jeunes gens de cette époque, il s'est laissé aller aux faciles plaisirs qui naissent sous leurs pas. Il a aimé, et comme la Rouërie, dont plus tard il sera l'aide de camp, il a eu de brillants duels et de mauvaises affaires. Sa famille même, si susceptible sur la pureté des mœurs, l'a condamné, dans le secret du foyer domestique, à un abandon que la rigidité de l'une, que les égarements de l'autre semblaient justifier. Mais la Révolution a inspiré à Tinténiac ce que l'âge ne lui aurait peut-être jamais apporté, l'expérience et le désir de réparer ses torts.

En communauté de vœux et d'espérances avec la Rouërie, Tinténiac s'ouvre cette carrière de voyages périlleux, de conspirations et de négociations qui tendaient à rétablir le vieux trône. Du camp des princes, il va en Allemagne; d'Allemagne il passe en Angleterre. Là, il apprend que le cabinet de Saint-James demande un officier émigré, aussi intelligent que déterminé, pour porter des dépêches en Vendée. Il s'offre à Pitt. Pitt, afin de le sonder peut-être, lui détaille tous les dangers qu'il va courir. « Veuillez, répond en souriant Tinténiac, me faire connaître vos instructions, et je pars. »

Il avait mille obstacles à surmonter, des périls de toute espèce à vaincre ; il les brave avec une audacieuse confiance. Sans passe-port, sans guide souvent, il traverse la Bretagne, couverte de troupes, fait plus de cinquante lieues en cinq nuits et à pied, arrive à Nantes, caché sous un habit de paysan, et parvient enfin à la Boulaye. Tinténiac n'était connu d'aucun des chefs. On lui témoigne d'abord quelque méfiance ; on s'étonne de ne pas voir un émigré du pays chargé des propositions du cabinet anglais. Avec une franchise qui ne doit laisser aucun doute dans l'esprit des Vendéens, Tinténiac s'excuse de son courage et de ses périls en disant que plusieurs gentilshommes ont refusé d'accepter, puis il ajoute : « D'ailleurs, messieurs, je ne vous cacherai pas qu'outre mon attachement à notre cause, des motifs particuliers m'ont engagé à solliciter vivement cette mission. J'ai eu une jeunesse orageuse, digne de blâme, peut-être ; j'ai voulu réparer mes torts anciens par une action glorieuse, ou mourir en l'entreprenant. »

La noblesse de pareils aveux a fait impression sur l'esprit des auditeurs. Alors Tinténiac tire de ses pistolets les dépêches qui lui ont été confiées et qui servent de bourre. Le contenu de ces dépêches dut bien étonner ceux auxquels elles étaient remises.

Le cabinet anglais, par ignorance ou par une feinte maladroite, les avait adressées à Gaston, ce perruquier des marais de Challans, mort, dès la première insurrection, dans une petite rencontre à Saint-Gervais. Les noms de la Rochejaquelein, de Cathelineau, de Bonchamps et de Lescure retentissaient chaque matin dans le *Moniteur*. Les orateurs de la Convention mettaient chaque soir au ban de l'humanité ces champions de la monarchie, et le gouvernement anglais fermait l'oreille à ce retentissement. Pour ne pas éveiller les espérances des émigrés il faisait plus. La presse britannique gardait le silence sur des exploits dont il lui était si facile de connaître et d'apprécier la portée. La Vendée était encore trop forte pour être soutenue. Le cabinet de Saint-James voulait la compromettre aux yeux de la Nation, l'épuiser à la longue par ses sacrifices et opérer plus

tard une diversion qui devait tuer la France en y éternisant les haines de parti. Ce cabinet posait aux chefs insurgés certaines questions. Deux étaient de la plus haute importance. Pitt, Dundas et lord Moira demandaient pourquoi la Vendée n'établissait pas de correspondance avec l'Angleterre, quel était le but de sa révolte et la nature de ses opinions. A la lecture de ces questions l'étonnement fut profond et légitime.

Le premier cri de Marigny est : « Défions-nous des Anglais; ce sont leurs idées, leur or peut-être, leur haine sans contredit qui ont amené la Révolution. Nous n'avons encore rien demandé au cabinet britannique et nous avons marché sans lisières : restons-en là. Ces propositions peuvent cacher un piége. Les puissances veulent de nous comme de leurs chargés d'affaires. Faisons seulement celles de la monarchie. »

Donnissan et Lescure n'expriment pas la même pensée. Déterminés par des considérations puisées dans la situation même du pays et dans les besoins de cette guerre civile, ils s'attachent à discuter sérieusement les propositions de Londres. « En acceptant de l'étranger des armes et des munitions, ajoute Lescure, nous ne faisons que suivre l'exemple que l'amiral Coligny et ses protestants donnèrent pendant les guerres de religion, et ils ne furent pas accusés d'être à la solde des Anglais. Ils leur empruntaient des secours pour détruire le trône. Le cabinet britannique nous en offre pour le reconstituer, pourquoi les refuserions-nous ? » Henri de la Rochejaquelein, répondant d'avance aux questions de Pitt et de Dundas, développe devant Tinténiac les motifs du soulèvement; il les explique par la levée des trois cent mille hommes, par l'interdiction jetée sur les églises, par les persécutions dont les prêtres ont été entourés, et surtout par la violation de tous les droits et de toutes les libertés. La mort de Louis XVI, la captivité de la reine et de ses enfants, le changement subit de la forme gouvernementale passant d'une monarchie héréditaire à une république qui n'est connue que par des excès, sont invoqués par M. Henri et par les autres chefs, comme les causes déterminantes de l'insurrection. Quant à la nature de leurs opinions, la pro-

clamation en date du 27 mai les fait assez connaître : ils veulent le roi et la liberté.

Tinténiac méritait d'apprécier un pareil dévouement et une telle franchise. Aussi renonce-t-il bientôt à la discrétion obligée d'un envoyé diplomatique pour redevenir Breton et royaliste. Il fait part de ses espérances et de ses craintes ; il parle des dispositions de l'Angleterre ; mais aussi il déclare qu'il ne faut pas ajouter une foi entière aux promesses de cette nation. Il dit même qu'il a vu beaucoup d'émigrés brûlant de s'embarquer à Jersey pour servir dans les rangs de la Vendée ; et que, sous peine de mort, il a été enjoint aux pilotes-côtiers de refuser leurs services à ces gentilshommes. Ce refus de l'Angleterre devait être pour les chefs de l'insurrection un valable motif de défiance. Dans la pensée de Tinténiac, ce n'était pas la Vendée en armes que les Anglais prétendaient favoriser, mais leur puissance dont ils cherchaient à étendre le crédit, mais leur intérêt qu'ils plaçaient comme toujours avant l'intérêt de toutes les insurrections bonnes ou mauvaises.

Madame la marquise de Lescure, qui, après la Révolution, épousa le marquis Louis de la Rochejaquelein, nous a laissé dans ses ***Mémoires*** l'analyse de la réponse qu'elle-même écrivit sous la dictée des généraux.

« On répondit avec assez de franchise, nous apprend-elle, au ministère anglais ; on lui expliqua l'opinion politique des Vendéens ; on lui dit que si on n'avait pas sollicité de secours, c'était à cause de l'impossibilité des communications ; que ces secours nous étaient fort nécessaires ; et cependant on eut soin d'exagérer un peu nos forces pour ne pas laisser croire aux Anglais que leurs sacrifices seraient mal placés. Nous proposions un débarquement aux Sables ou à Paimbœuf, promettant d'amener cinquante mille hommes au jour donné, sur le point qui serait choisi. Nous leur apprenions que M. de Charette avait perdu l'île de Noirmoutier, mais qu'il aurait facilement le petit port de Saint-Gilles. Quant à Rochefort, la Rochelle et Lorient, dont les Anglais avaient parlé dans leur lettre, nous faisions sentir qu'il nous était très-difficile de les livrer. On doit convenir que

nous donnions aux Anglais assez de facilité pour un débarquement, et il y a eu de leur part une grande lenteur, puisqu'ils étaient déjà prêts; mais ce qu'on demanda spécialement et avec instance, c'est que le débarquement fût commandé par un prince de la maison de Bourbon, et composé d'émigrés en grande partie. Nous affirmions que pour lors on pouvait répondre d'un entier succès; que vingt mille jeunes gens se joindraient aux troupes débarquées et consentiraient à quitter le pays, qu'on passerait la Loire et que toute la Bretagne se révolterait. Nous savions l'opinion de cette province sans avoir eu de relations avec elle. Tous les généraux qui étaient à la Boulaye signèrent cette réponse, et l'évêque d'Agra y mit hardiment son nom. »

Après une semblable dépêche, la mission de Tinténiac ne pouvait avoir de résultats. Elle donnait à l'Angleterre la portée de ce que les Vendéens voulaient entreprendre. De ce jour-là, l'Angleterre en sut assez. Alors, comme plus tard, au siége de Granville, à Quiberon et à l'Ile-Dieu, on la verra refuser le concours qu'elle a offert, ou, à force d'astuce, compromettre le sort de l'armée royale.

Les Suisses, qui, dans l'Ouest, sous le commandement de Koller, de Boispreau et de Talvaz, servaient avec leur fidélité traditionnelle, avaient demandé que la bataille de Luçon eût lieu le 10 août, jour anniversaire du massacre de leurs frères, à Paris. Leur vœu ne put être exaucé, et ce ne fut que deux jours plus tard, le dimanche 12 août 1793, que la grande armée et celle du bas Poitou firent leur jonction.

C'était la première fois que Charette, Couëtus, Joly, Savin, Chouppes et leurs officiers se trouvaient en contact direct avec les soldats de l'Anjou et du haut Poitou. Lescure et la Rochejaquelein interrogent Charette sur le poste qu'il désire occuper dans le prochain combat. « Le plus près de l'ennemi, messieurs, leur répond-il, ce fut assez longtemps le vôtre. » Et, confiant dans son activité, le conseil de guerre lui décerne le commandement de l'avant-garde.

Ce jour-là même, il se répandit dans le camp un bruit affreux. On disait qu'un courrier de Nantes avait apporté au club de Chantonnay, la nouvelle (fausse alors) de l'exécu-

tion de la reine Marie-Antoinette. La douleur était peinte sur tous les visages. Les paysans versaient des larmes, se jetaient à deux genoux dans la poussière; et après avoir déploré ce nouvel attentat, ils appelaient la vengeance sur la tête des bourreaux. Cette douleur si touchante inspire l'abbé Bernier. Il monte sur un tertre, il confond ses regrets et ses prières avec les regrets et les prières de l'armée; il l'excite à venger, d'un seul coup, leur religion proscrite et leur reine égorgée, et, le 14 août, l'armée est devant Luçon.

Le général Tuncq, à la tête des meilleures troupes de la République, savait, par ses espions, et surtout par un d'eux, nommé Vallée, que, depuis, la fortune a comblé de ses faveurs, l'heure à laquelle il devait être attaqué, et les dispositions des chefs vendéens. Il fait les siennes en conséquence. Il range son armée sur les hauteurs qui protégent les passages de Mareuil et de Sainte-Hermine. Sa droite est appuyée au village de Sainte-Gemme, et sa gauche au village de Corp. La réserve, composée du bataillon de l'Égalité, à la solde particulière du duc d'Orléans, du 3e bataillon de la Charente-Inférieure et du 4e escadron de gendarmerie, s'établit dans le bois de Sainte-Gemme. Tuncq enjoint à ses soldats de se coucher à plat ventre pour dissimuler leur nombre, et, dans l'intervalle des bataillons, il place quelques pièces de quatre. Au milieu de son état-major, on remarquait un Anglais, appelé Carner, dont le conventionnel Philippeaux parle dans son acte d'accusation contre Ronsin et Rossignol. Ce Carner, tout à la fois officier général de la République française, agent secret du gouvernement britannique et du Comité de salut public, avait tracé au général Tuncq le plan de bataille, et, par sa présence, il protestait contre la doctrine révolutionnaire, qui ne veut pas que l'étranger s'immisce dans nos débats. C'est le seul Anglais qui, pendant toute la durée de la guerre, combattit sur le sol vendéen. On voit sous quelle bannière il s'était rangé.

La République faisait un crime à la Vendée de s'appuyer sur les étrangers, accusation dont la fausseté est matériellement démontrée; et dès le 7 février 1793, avant même la prise d'armes des Royalistes, cette même République enré-

gimentait des étrangers à son service. A cette date, le général Ligonnier adresse au comité général de Maine-et-Loire une lettre qui est déposée aujourd'hui au bureau militaire, f° 4, et on lit dans cette lettre :

« Citoyens administrateurs, j'ai appris que la ville d'Angers avait un dépôt des *prisonniers autrichiens*, dont plusieurs, frappés des avantages de la Révolution, avaient témoigné le désir d'être reçus à servir dans les troupes de la République. J'en ai parlé au ministre de la guerre et au comité de la Convention, ils m'ont autorisé à vous écrire pour vous autoriser, engager même à recevoir ceux de ces prisonniers qui sont d'une taille avantageuse, d'une bonne conduite, et qui témoignent une envie prononcée de servir en France; car en les admettant il ne faut pas prévoir les suspecter. C'est particulièrement pour les troupes à cheval que nous avons besoin d'hommes, et la *légion Germanique*, composée en partie d'Allemands, à laquelle il manque, pour être complète, sept à huit cents hommes, en recevrait un certain nombre; j'en admettrai aussi dans le nouveau corps de dragons qui sera organisé à Angers. J'attends, pour cette opération, le décret; il a été arrêté par la forme nouvelle à donner à l'armée, qui ne se trouve pas déterminée. En attendant, citoyens administrateurs, je vous prie de charger le lieutenant-colonel Boisard de travailler, de concert avec quelque citoyen que vous emploieriez avec lui, à *recruter de ces prisonniers*, après, toutefois, les avoir éprouvés par les moyens que votre prudence vous dictera. »

Ce fait établi et prouvé, revenons à la bataille de Luçon. Charette et Lescure, exposés au feu de plusieurs batteries de canon, s'avancent seuls à la charge, enlèvent deux de ces batteries, qu'ils tournent immédiatement contre les Républicains, balayent devant eux les régiments ennemis, et refoulent la cavalerie hors de la portée du canon. Tous deux espéraient avoir, en aussi peu de temps, assuré la victoire, lorsque le général Tuncq, par une prompte manœuvre, change la face des choses. L'aile gauche de la grande armée, où combattaient Lescure et Charette, a seule encore pris part à l'affaire. Le centre, où d'Elbée commande, doit les

soutenir. Mais d'Elbée est en retard. Tuncq ordonne un roulement de tambours. C'est le signal convenu pour faire lever les soldats qu'il a eu l'art de cacher. Ses feux de file, son artillerie volante doublent leur nombre aux yeux des paysans, surpris de cette subite apparition.

Pour la première fois ils sont exposés aux coups de l'artillerie légère, dont aucun général n'a pu encore faire usage au milieu des landes accidentées du Bocage. Dans la plaine de Luçon, le terrain est uni. Rien ne s'oppose donc aux évolutions de cette arme, qui sème le désordre dans les rangs. D'Elbée accourt, mais ses efforts tardifs ne peuvent ressusciter l'élan qu'a tué le retard de la colonne du centre. Marigny, emporté par son impétuosité, a égaré une partie de l'aile droite. C'est sur Charette et sur Lescure que repose le dernier espoir de l'armée.

Il n'était plus possible de tenir contre tant de forces habilement combinées. La retraite sonne, mais quelle retraite! Plus de six mille morts couvrent le champ de bataille. Charette a perdu l'élite de sa division, et d'Elbée, son artillerie, que le brave Pérault est forcé d'enclouer. Des régiments de cavalerie poursuivent, dans les plaines de Luçon, les fuyards, auxquels ils n'accordent aucun quartier. Pour dernière ressource, il ne reste à l'armée que le pont de Minclet, sur lequel il faut qu'elle passe, afin de pouvoir regagner le Bocage. Deux canons démontés en barrent le passage.

La Rochejaquelein se dévoue au salut général. Il se place à la tête du pont, repousse l'ennemi avec son audace habituelle, protége la retraite, et ne quitte la place que lorsqu'il n'y a plus un paysan à sauver. D'un autre côté, au port la Claie, Charette et Lescure font ce que vient de faire M. Henri au pont de Minclet, puis, entraînés dans la déroute, tous deux cèdent au mouvement.

Un Vendéen, blessé dans les reins et à la poitrine, aperçoit Charette. « Mon général, lui crie-t-il, sauvez-moi. — Oui, mon ami, répond ce dernier, mettant pied à terre presque sous le sabre des Bleus; il ne sera pas dit que j'aurai abandonné un royaliste. » Dans cette bataille, périrent Baudry d'Asson, le chef qui avait paru le premier à

l'attaque des moulins de Cornet, et Morinais, de Châtillon, bon et brave officier.

Le général Tuncq avait vaincu. Il fut accusé par ses supérieurs et par ses subordonnés; car les généraux républicains, qui ne pouvaient admettre d'être battus par des villageois, étaient, avant tout et par-dessus tout, jaloux les uns des autres. C'était l'exemple que les représentants en mission leur offraient. Ils le suivaient avec une coupable docilité. Il y avait guerre intestine et rivalité dans les états-majors de Rossignol et de Tuncq; guerre intestine et rivalité dans les clubs dirigeants de Saumur, opposés aux clubs de Nantes, de Niort et de Luçon; guerre intestine et rivalité dans les comités où siégeaient les Conventionnels. Bourdon (de l'Oise) et Goupilleau défendaient Tuncq, que Rossignol destituait. « Il a trente et un ans de service, dont huit comme soldat, et il s'honore, disaient-ils à la Convention, d'être le fils d'un honnête tisserand. »

Cette dernière raison parut convaincante, et cependant Tuncq venait de massacrer tous les prisonniers faits à la bataille de Luçon. Une mesure aussi cruelle ne le préserva point du sort que ses envieux lui réservaient.

Rossignol est accusé à son tour. Bourbotte épouse son parti. Rossignol obtient les honneurs de la séance à la Convention, et il retourne dans l'Ouest, où les conventionnels se disputaient pour savoir auxquels allait échoir la garnison de Mayence, qui était attendue.

Il y avait alors deux armées républicaines bien distinctes. L'une, qui s'appelait l'armée des côtes de la Rochelle, obéissait à Rossignol. Elle comptait au nombre des conventionnels envoyés près d'elle en qualité de commissaires Bourbotte, Choudieu, Ruelle et Richard. L'autre armée était connue sous le nom d'armée des côtes de Brest. Canclaux la dirigeait, et Turreau, Cavaignac et Gillet étaient ses commissaires. Toutes deux prétendaient profiter des renforts qu'apportait cette garnison, si célèbre dans l'histoire de la Révolution, et, avec elle, effectuer, chacune de son côté, les combinaisons que ses conventionnels et ses généraux avaient tracées pour anéantir la Vendée.

Il n'entre point dans notre plan de suivre ces discussions, aujourd'hui sans intérêt, ni même de pénétrer dans le conseil de guerre, où sont convoqués, à Saumur, le 2 septembre 1793, avec les représentants Rewbel, Richard, Choudieu, Merlin, Bourbotte, Turreau, Cavaignac, Méaulle, Philippeaux, Ruelle et Fayau, les généraux Rossignol, Canclaux, Menou, Santerre, Aubert-Dubayet, Salomon, Duhoux, Rey, Mieskouski et Dambarrère.

Dans ce pêle-mêle d'amours-propres où la patrie n'était qu'un mot, il se rencontra un homme qui s'honora par un trait d'abnégation. Cet homme était Rossignol. Il offrit à Canclaux de lui laisser son commandement, et, général en chef, au même titre que lui, de marcher sous ses ordres. Après beaucoup d'inutiles discussions, on arrêta enfin que l'armée des côtes de la Rochelle se tiendrait dans un état de défense active, et que l'armée des côtes de Brest, avançant à la fois avec ses colonnes et la garnison de Mayence, cernerait la Vendée, et écraserait ainsi ses corps disséminés.

Le plan adopté par les généraux et par les membres de la Convention était hardi; il n'y manquait que la sanction de la Vendée. La Vendée la refusa. Elle venait d'être battue à Luçon. Après avoir consacré quelques jours à recueillir le peu de moissons que les troupes républicaines avaient laissées sur pied, elle se prépara à demander sa revanche.

Santerre n'a point pris part aux succès qui couronnent les armes de la République. Il est resté à Saumur. De cette ville il écrit, le 22 août 1793, au ministre de la guerre; il l'informe qu'il a été chargé par Rossignol de commander en son absence, et il ajoute : « Je ne saurais approuver la fabrication des piques, et j'en regrette la dépense. J'en ai déjà soixante mille de faites qui ne serviront à rien. Je n'approuve pas plus la levée en masse. Cela serait bien dangereux à cause des subsistances et des manœuvres. Il vaudrait mieux distribuer cette levée dans les places et les postes.... Des mines! des mines à force! des fumées soporifiques, et puis tomber dessus. »

Des fumées soporifiques invoquées par un soldat pour vaincre ses ennemis, cela ne s'était encore jamais vu même

dans l'histoire des peuples les plus barbares ; et le comité de sûreté générale et la Convention accueillaient cette idée comme un moyen tout naturel d'en finir avec la Vendée ! Et le 11 septembre 1793 Rossignol, renchérissant sur ces fumées soporifiques dont parle Santerre, ne craint pas d'avouer que, pour terminer la guerre, il faut avoir recours aux ressources de la chimie.

« Il serait à désirer en mesure générale, écrit-il au Comité de salut public, que l'on envoyât près de cette armée le citoyen Fourcroy, membre de la Montagne, pour nous aider de ses lumières et enfin parvenir à la destruction des Brigands. C'est le sentiment d'un de vos frères et amis qui connaît son talent en chimie. »

Le citoyen Fourcroy ne crut pas sa présence nécessaire pour empoisonner la Vendée ; mais à la demande de Robespierre, de Collot-d'Herbois, de Barère et de Fouché, il rédigea un rapport où la science se mettait au service du crime. Dans ce rapport, il indiquait les moyens à employer pour réaliser le vœu patriotique de Santerre et de Rossignol.

Pendant ce temps les esprits travaillaient dans les états-majors afin de découvrir le secret chimique qu'on implorait de Fourcroy. Les généraux de la République et les Conventionnels appelaient autour d'eux les charlatans qui les berçaient de l'espérance d'un poison sûr et actif ; et l'adjudant général Savary nous révèle dans ses *Mémoires* une des nombreuses tentatives qui furent faites à cette époque.

« Je me rappelle, dit-il, qu'un adepte, se prétendant physicien-alchimiste, présenta aux députés qui se trouvaient à Angers un bout de cuir rempli d'une composition dont la vapeur dégagée par le feu devait asphyxier tout être vivant fort loin à la ronde. On en fit l'essai sur des moutons dans une prairie où se trouvaient quelques personnes que la curiosité attira vers le lieu de l'expérience, et personne n'en fut incommodé. »

Cette idée d'empoisonner en masse les Vendéens avait si bien germé dans les têtes, qu'un pharmacien d'Angers, nommé Proust, inventa dans le même temps une boule qui, à l'en croire, contenait une préparation chimique si subtile

et dont l'effet serait si prompt, qu'elle infecterait toute la contrée. L'essai en fut fait sur le pré de la Baumette. Il ne répondit pas à l'attente révolutionnaire.

Les témoignages venus du camp républicain sont irréfragables. En voici un dernier qui s'est, comme les précédents, conservé aux archives du ministère de la guerre; mais celui-là, c'est à Savin, un des lieutenants de Charette, qu'il est dû. Ce sont les Royalistes eux-mêmes qui, trois mois avant l'appel fait par Santerre et par Rossignol aux fumées soporifiques et aux lumières du citoyen Fourcroy, se communiquaient entre eux les soupçons déjà nés dans leurs esprits. Il faut donc que déjà au 25 mai 1793 des faits accusateurs soient parvenus à leur connaissance, car Savin écrit confidentiellement à Charette; et, si cette pièce est publiée, la Révolution ne doit s'en prendre qu'à elle-même qui l'a conservée comme un monument de ses excès.

Après avoir longuement énuméré les moyens d'action mis en jeu par la République, Savin ajoute :

« Je dis que, quel que soit le nombre de nos ennemis, nous devons peu nous en inquiéter. Tout ce dont nous sommes certains, c'est qu'ils sont implacables. Ils tuent tous les prisonniers; ils emploient contre nous tous les genres de destruction possibles : le fer, le feu et le pillage leur sont familiers. Ils séduisent et emmènent avec eux nos gens des paroisses qu'ils soumettent. Nous devons aussi par représailles n'avoir aucune indulgence et employer tous les moyens qui sont en notre pouvoir pour les détruire. La ruse est souvent plus utile que la force. On nous fait une guerre atroce; le poison est le seul moyen que nos ennemis n'aient pas encore employé contre nous, mais il est à craindre que leur scélératesse n'en vienne jusque-là. Trop de gens nous ont avertis à cet égard pour que nous pussions douter qu'ils n'aient pas eu cette idée. Nous fûmes vraiment étonnés de la quantité prodigieuse d'arsenic que nous trouvâmes à Palluau au commencement de la guerre, lorsque je les ai chassés de Palluau jusqu'au delà d'Aizenai. On nous a même constamment assuré qu'un étranger, qu'ils avaient avec eux et

qui fut tué à cette affaire, était chargé d'exécuter le projet d'empoisonnement contre nous. »

Pour la République ce n'était pas assez de combattre face à face les paysans insurgés contre ses crimes; il fallait détruire par le poison une partie de la France. Cette idée, qui n'est encore qu'en germe, se renouvellera souvent dans le cours de cette histoire, car la Révolution est toujours la même; ici, calomniant ses adversaires; là, cherchant à les assassiner; et partout essayant, par d'emphatiques déclamations ou par la terreur, de se faire des prosélytes. La correspondance de Rossignol et celle de Santerre viennent d'être citées. Elles sont affreuses. Celle du général Descloseaux ne sera que ridicule.

Les Royalistes de l'Ouest sont tous sous les armes. Nous avons vu, nous verrons encore, de quelle manière ils se battent. Les patriotes du pays, déjà enrichis par la spoliation, n'ont pas ce dévouement au parti qui a fait leur fortune. Descloseaux s'adresse donc *à la jeunesse angevine*, et le 30 août 1793, premier de la mort du tyran, ce révolutionnaire gourmande en ces termes *l'insouciance liberticide qui s'est emparée de leurs cœurs.*

« Sortez, s'écrie-t-il dans sa proclamation municipale et citoyenne, sortez, jeunesse angevine, de cette léthargie dans laquelle vous êtes plongée depuis si longtemps; rappelez-vous qu'autrefois vos aïeux osèrent se mesurer avec les vainqueurs du monde.

» Journellement vous foulez cette terre où maintenant reposent en paix, à côté l'un de l'autre, et le Romain et l'Angevin; et la vertu guerrière n'embraserait pas vos cœurs!... A peine aux portes de la vie, l'égoïsme aurait-il flétri vos âmes? Non, je ne vous fais pas l'injure de le croire.

» Vous avez pu dormir jusqu'ici, les dangers de la patrie ne vous étaient point connus; mais aujourd'hui qu'ils sont avérés, aujourd'hui qu'il n'y a plus à balancer entre l'esclavage et la liberté, semblable à celui du lion, votre réveil sera terrible. Vous allez vous précipiter en foule autour des drapeaux de la liberté; le fanatisme, les despotes, les Brigands, tout va tomber sous vos coups.

» Vous avez juré de *vivre libres ou mourir*, souvenez-vous de vos serments.

» Je préviens, en conséquence, au nom de la République, les jeunes Angevins, que le citoyen Charlery, membre du département, est chargé de recueillir les noms des jeunes gens qui, de bonne volonté, viendront s'offrir pour le service de la République; il en sera formé des troupes légères. Le registre sera ouvert pendant huit jours, au bout duquel temps le décret de réquisition forcée, porté par la Convention nationale, sera publié.

» Alors sur un nouveau registre seront inscrites les dernières levées; car il n'est pas juste que celui qui sert son pays de bon gré soit confondu avec ceux contre lesquels on aura été obligé d'employer les moyens coercitifs. »

La République appelait ces moyens coercitifs un patriotisme qui crée des volontaires.

C'est un moment bien solennel dans l'histoire de cette guerre que celui-là. Le pays insurgé a excité par ses victoires, peut-être même par ses défaites, l'attention des hommes qui disposent par la terreur des trésors et du sang de la France. Il a des armées à combattre sur toutes les lignes, des armées dans l'intérieur, des armées même au fond de son Bocage. Elles s'élèvent déjà au chiffre de cent quarante mille hommes actifs; ses côtes sont gardées par des flottes. Il est envahi par tous les points à la fois; il a devant lui, derrière lui des ennemis acharnés. Sa population active est décimée; elle ne peut se renouveler, car les Royalistes des autres provinces languissent en émigration; ceux qui n'ont pas voulu déserter le sol natal sont prisonniers ou tremblent sous le couteau de la liberté. Pourtant au milieu de cette croisade révolutionnaire prêchée contre eux, voilà les paysans qui s'arment et qui, comme le Mathathias des saintes Écritures, s'écrient: « Il est meilleur pour nous de mourir les armes à la main, que d'être plus longtemps spectateurs des maux de notre patrie. »

Ici commence cette magnifique lutte dont les combats antérieurs ne semblent être que le prélude. Les Conventionnels ont voté par acclamation l'extermination du Bocage, son ex-

termination par le fer et par le feu. La Vendée la première entre en campagne. Charette, Joly et Savin attaquent les divisions commandées par les généraux Grouchy, Lotal, Burac et le Polonais Mieskouski. De Goulaine, Massip et la Sècherie arrêtent Beysser à peine réintégré dans son grade, et qui s'élançait dans les landes de Ragon.

Le 26 août 1793, Mieskouski, qui s'est séparé de l'armée républicaine pour se rendre à la Mothe-Achard, est assailli vers deux heures par trois colonnes royalistes. Les Bleus surpris prennent la fuite; et pourtant voilà dans quels termes pompeux Mieskouski rendait compte de sa défaite au général Chalbos. Cette lettre est contre-signée par Santerre. « L'ennemi, y lit-on, avait du canon sur chacune de ses colonnes. J'ai disposé aussi ma troupe et mon artillerie de manière à lui faire face, et, après une demi-heure de combat, les soldats républicains, à leur louable coutume, ont chargé à la baïonnette et en ont fait une déconfiture. Je n'ai point fait de prisonniers. Les soldats de la liberté étaient trop indignés de l'audace de cette horde d'esclaves qui ont osé les déranger de leur dîner. L'armée dite catholique a donc été en pleine déroute, et, sans les mauvais chemins, aucun d'eux n'aurait porté la nouvelle en leurs repaires. »

Dans ce même moment la Rochejaquelein et Lescure se joignent à Royrand, qui les attend, près de Chantonnay, au camp des Roches. Ils vont demander compte de la défaite de Luçon à l'armée même de Luçon.

Le vieux Tuncq l'a imprudemment engagée dans le Bocage, et, avant de pouvoir en sortir, il vient d'être destitué. Sa division a été confiée à Lecomte, qui, commandant du bataillon *le Vengeur,* s'est montré aussi cruel qu'intrépide. Il n'a pas fait merci, les Royalistes vont le traiter sans pitié. Ce chef de bataillon, appelé à remplacer le général Tuncq, a plus de huit mille hommes sous ses ordres. Rostaing, officier vendéen, propose de tourner l'ennemi et de le mettre entre deux feux. Son plan est adopté. Le 4 septembre, Royrand commence la fausse attaque du côté des Quatre-Chemins. Les autres corps marchent une partie de la nuit. A trois heures du soir toutes les issues étant fermées à la re-

traite des Bleus, d'Autichamp et la Rochejaquelein entraînent au combat les chasseurs de Bonchamps. D'Elbée et Lescure s'élancent à leur tour. Lecomte, le général de la veille, tombe au premier rang; son bataillon *le Vengeur* est écrasé homme par homme; il meurt au cri de : Vive la République! Le colonel Beffroy lui succède. Des huit mille Républicains il ne reste plus, après deux heures de combat, que des cadavres et deux ou trois cents fuyards.

Mais ces avantages ne peuvent arrêter l'invasion qui menace la Vendée. Il faut recourir à des mesures plus énergiques. Un conseil de guerre est assemblé aux Herbiers. Là, on ne discute pas avec cet emportement dont à Saumur généraux et conventionnels ont offert l'exemple, lorsqu'il s'était agi du plan de campagne à faire adopter par les armées républicaines. C'est avec une urbanité pleine de solennelle tristesse que les chefs vendéens se partagent un pouvoir qui n'est que le droit de mourir. Afin de résister aux forces supérieures dont ils vont être accablés et aux officiers de talent qu'on leur oppose, les Royalistes croient devoir régler les commandements d'une manière définitive et plus en rapport avec l'imminence du danger.

D'Elbée garde le titre de généralissime : mais le territoire insurgé est divisé en quatre fractions, à la tête desquelles on place les quatre hommes les plus expérimentés. Bonchamps a sous sa direction militaire les bords de la Loire; la Rochejaquelein, le reste de l'Anjou révolté; Lescure, la haute Vendée; et Charette, les environs de Nantes, la côte et le bas Poitou. On laisse Royrand et Sapinaud de la Rairie, neveu de Sapinaud de la Verrie, tué au Pont-Charron, à la tête de la division qui s'appela toujours l'armée du centre.

Ces nominations partageaient le pays insurgé en cinq commandements. Talmont et Marigny conservèrent l'un les fonctions de général en chef de la cavalerie, l'autre celles de l'artillerie. Stofflet fut maintenu dans son emploi de major général, Donnissan dans celui de gouverneur des pays conquis; puis on se sépara pour veiller, chacun de son côté, à l'ensemble des opérations arrêtées et à l'intégrité du territoire confié à sa valeur.

Les Mayençais — on avait déjà accordé ce nom aux vingt-trois mille hommes sortis par capitulation de Mayence, de Condé et de Valenciennes — les Mayençais, destinés à anéantir la Vendée, ont fait leur entrée dans le pays insurgé.

Un décret de la Convention, à la date du 1er août 1793, avait mis trois millions de francs à la disposition du ministre de la guerre pour faire arriver le plus promptement possible dans le Bocage ces troupes, alors le seul espoir de la République. La garnison de Valenciennes, qui, le 28 juillet 1793, s'était rendue au duc d'York, se composait des débris des 29e, 73e et 87e régiments d'infanterie, de treize bataillons de volontaires, des 25e et 26e régiments de cavalerie, et du 3e d'artillerie. Celle de Mayence était formée des 32e, 62e et 82e régiments d'infanterie, d'un bataillon de la légion des Francs, de trente et un bataillons de volontaires nationaux, des 7e et 14e régiments de cavalerie, des cadres des 2e, 8e et 10e régiments de la même arme, du 5e régiment d'artillerie à pied et de quatre compagnies d'artillerie à cheval. Pour leur donner foi dans les principes républicains, car ces soldats ne venaient combattre des Français qu'avec une répugnance qui ne cherchait pas à se dissimuler, on leur avait laissé leurs généraux; néanmoins chefs et soldats étaient suspects, et Jullien (de Carentan) leur avait été imposé pour les conduire en Vendée. La preuve de ces soupçons se trouve au *Moniteur* et au *Journal historique* du 24 août.

« Quelques mouvements de désespoir se sont manifestés dans la route, mais ils n'étaient provoqués que par la misère qu'éprouvaient ces braves défenseurs de la République; aussi Jullien a-t-il tout apaisé en alliant les principes de la justice à ceux de la fermeté. J'ai cru, a dit le rapporteur, que je devais mettre des bornes à la rapacité des officiers qui retiennent toujours le décompte des soldats jusqu'au lendemain d'une bataille. Cette avarice a été cause que dans la route huit malheureux sont morts d'inanition, faute d'avoir dans leur poche de quoi payer une chopine de vin. Je sais qu'on m'accusera d'avoir agi arbitrairement dans cette circonstance, surtout lorsque j'ai menacé de punir de mort

le premier qui oserait tenir le plus petit propos contre-révolutionnaire ; mais ce que j'ai fait, j'ai dû le faire pour sauver la brave garnison de Mayence, pour que rien ne pût ébranler ce mur d'airain impénétrable aux ennemis de la République... »

L'avant-garde du général Kléber est suivie de près par le corps d'armée que commandent Vimeux et Aubert-Dubayet, gentilhomme et ancien officier, qui, comme Canclaux, s'est rangé dans le parti républicain. Elle a été reçue à Nantes avec toutes les démonstrations de joie qui accueillent les triomphateurs. Les Nantais, dont la guerre civile inquiète le négoce, et qui, en attendant Carrier, vivent sur leur gloire du 29 juin, saluent de leurs transports enthousiastes ces soldats qui au dire de Kléber, leur général, combattirent sous une voûte de feu. La garnison et le peuple, les autorités et la garde nationale, rangés en bataille sur la prairie de Mauves, accueillirent avec les honneurs militaires, en face même des postes vendéens placés sur la rive gauche de la Loire, cette armée dont on espérait des prodiges. On la fêta dans des banquets civiques, et, lorsque toutes les formules de l'adulation furent épuisées, l'armée de Mayence pénétra dans la Vendée.

Les Royalistes allaient la voir à Torfou.

C'était un ennemi redoutable que la Convention leur envoyait là, et Kléber ne cachait pas ses espérances. Comme la plupart des célébrités de cette époque, Jean-Baptiste Kléber, né à Strasbourg en 1754, est sorti des rangs du peuple. Fils d'un ouvrier terrassier, il dut son éducation à un prêtre, que son intelligence et ses dispositions avaient intéressé. Jeune homme, il étudia les sciences exactes et l'art des fortifications. Il servit longtemps en Autriche, revint en France, où il exerça la profession d'architecte, et, au moment de la Révolution, il s'engagea comme grenadier dans un bataillon de volontaires. Quelques mois après il était général. A d'éminentes qualités militaires, Kléber, ainsi que les caractères trop forts ou trop sûrs d'eux-mêmes, joignait une indolence que compensait toujours le réveil du lion. « Orgueilleux jusqu'à l'excès, satirique, frondeur (c'est Bonaparte qui s'ex-

prime ainsi en traçant le portrait d'un de ses rivaux), Kléber était un homme qui, à la guerre, tout en niaisant, en plaisentant, en tâchant de verser du ridicule sur les gens auxquels il avait affaire, se laissait pousser jusqu'au bout du fossé. Il est vrai que là son amour-propre venait à son secours; il rappelait son talent et faisait quelquefois de fort belles choses. Rien de plus majestueux que Kléber, dans un jour de parade, dit encore l'empereur Napoléon, mais aussi rien de plus admirable au fort d'une bataille. C'était le soleil de l'enthousiasme qui réchauffait et embrasait tous les cœurs. »

A ce portrait que Napoléon n'a pas osé flatter, mais qui, au dire des contemporains, est vrai dans son ensemble, on peut voir que le nouveau général, dépêché en sous-ordre contre la Vendée, était destiné à exercer une large influence dans cette guerre. Par une singularité inexprimable d'orgueil, Kléber n'a jamais daigné commander en chef; mais employé au second rang par un acte de sa volonté, il exerça dans toutes les armées son incontestable supériorité. Il réunissait à un haut degré l'exaltation républicaine et la modération, la vigueur et la bonté, le savoir et la prévoyance, le sang-froid du général et l'aveugle bravoure du soldat. Les troupes qu'Aubert-Dubayet et lui conduisent en Vendée font leur jonction avec les divisions de l'armée des côtes de Brest. Elles envahissent le pays par deux points à la fois, tandis que celle des côtes de la Rochelle gagne les positions que le plan de campagne, tracé à Saumur, lui assigne. Ainsi, huit corps d'armée allaient, en se rapprochant toujours, cerner le Bocage. Ces huit corps, qui ont Canclaux, Beysser, Haxo, Aubert-Dubayet, Mieskouski, Kléber, Santerre, Duboux, Michel Beaupuy et Marceau pour généraux, précèdent les levées que la Convention a ordonnées.

D'après le tableau des forces de la République dans l'Ouest au 1er septembre 1793, tableau formé sur les appels mêmes, voici de quelle manière les troupes étaient officiellement réparties :

Garnisons de Mayence, de Condé et de Valenciennes. 24,000
Armée des côtes de la Rochelle. 41,000

Armée des côtes de Cherbourg. 15,481
Armée des côtes de Brest. 35,300

Ce qui produit un effectif de 115,881 soldats disponibles, sans compter les gardes nationales et les enrôlés par la violence, mais que la République déclarait volontaires.

Il y eut à cette époque, si glorieuse pour le courage français et si triste pour l'humanité, des erreurs graves commises dans les deux camps. Ces erreurs amenèrent des résultats trop cruels pour ne pas être indiquées. Les Royalistes d'abord oublièrent que la première condition d'un succès durable en guerre civile n'est pas dans le plus ou moins d'éclat de la victoire, mais qu'il consiste surtout à faire le plus de mal possible à l'ennemi. Il fallait donc empêcher, par tous les moyens en leur pouvoir, la réunion d'une masse de troupes devant laquelle ils pouvaient bien triompher un jour, mais qui, à la longue, devait les épuiser dans leurs victoires. Les partis ne vivent point par la gloire qu'ils acquièrent, mais par les coups multipliés qu'ils portent à leurs adversaires. La guerre en détail, cette guerre de nuit et de jour, dont la Révolution avait été et sera toujours si promptement lasse, était leur seule ressource. Les généraux de la Vendée y renoncèrent de leur plein gré; ce fut une faute. Par là, ils devaient nécessairement être écrasés.

Les chefs républicains, à leur tour, n'avaient pas cet enthousiasme de fraternité que l'histoire ou plutôt le roman mis à la portée du peuple par les journaux et par les livres, s'est tant ingénié à célébrer. Jaloux les uns des autres, occupés de leurs intérêts individuels, ne mettant pas plus d'accord et de suite dans leurs opérations que ne paraissait en apporter la Convention, ils cherchaient tous à se créer un nom, aimant mieux courir les chances d'une bataille où ils commandaient que de vaincre sous un autre.

En Vendée, l'on s'arrangeait encore pour ne combattre que par masses, et c'était la tactique opposée qu'il fallait adopter. Dans l'armée des Bleus, on s'isolait par orgueil, on se desservait, on se calomniait par ambition, on se dénonçait par vanité ou par une de ces haines secrètes qui naissent

dans les rapports quotidiens d'hommes du même parti se rencontrant chaque jour sur les mêmes chemins de la faveur, de la gloire, de la richesse, de la considération ou du pouvoir. Les Bleus enfantaient mille plans que détruisait le moindre obstacle. Dans leur amour-propre blessé, ils accusaient des rivaux, et ne demandaient pas mieux que de les compromettre.

Ces fautes venues des deux camps entretinrent la guerre ; il ne nous reste plus qu'à en suivre le développement.

C'est sur les divisions de Charette, établies dans le pays de Retz, que la tempête éclate d'abord. Pajot, Chouppes et la Cathelinière, malgré leur bravoure, ne croient pas devoir opposer une résistance qui n'eût été que sanglante. Ils se replient sans démonstrations hostiles. Joly est surpris dans son camp de Palluau. Couëtus, à Saint-Philibert, hésite ; et Savin a déjà fait un pas rétrograde vers le quartier général de Charette. C'était l'approche des Mayençais qui produisait cette terreur inaccoutumée.

La Révolution, qui sait si bien grandir ou abaisser les hommes au gré de ses passions, a fait de ces soldats, dont la bravoure est incontestable, des héros que le ciel même ne pouvait vaincre. Mettant à profit cette renommée qui les devançait dans l'esprit des populations, les Mayençais approchent, portant partout l'incendie et le pillage. Charette s'arrache aux plaisirs dont il a rempli le camp de Légé ; car son quartier général, différent en cela de ceux de Lescure, de Cathelineau, de Bonchamps et de M. Henri, n'a rien d'austère, rien de religieux. C'est le camp de Richard Cœur-de-lion en face de celui de saint Louis.

On y voit des femmes jeunes et belles, attirées là par sa réputation de galanterie et d'audace toutes françaises. Elles tiennent autour du général une espèce de cour voluptueuse. Chaque jour amène un nouveau divertissement, chaque nuit un nouveau bal. Plongé dans cette ivresse des sens qu'il est heureux de partager, Charette oublie les combats. Il semble avoir fait deux parts de sa vie : l'une est consacrée au danger, l'autre au plaisir ; l'une se dévoue au martyre et à la gloire, l'autre s'écoule dans les fêtes. Aujourd'hui il endure

avec un stoïcisme digne d'un sage de la Grèce les privations, les insomnies et les longues marches; demain, le péril disparu, il ne restera plus de tant d'énergie qu'un Sybarite se couvrant de soie comme un page de François Ier et faisant des moindres détails de sa toilette une sérieuse affaire.

Au milieu de ces femmes, dont le courage égale toujours la beauté, et qui, amazones vendéennes, ne le cèdent en intrépidité à aucun soldat de l'armée, apparaît d'abord madame de la Rochefoucauld. Par ses grâces et par son élégante intelligence des affaires, madame de la Rochefoucauld a conquis tous les cœurs. C'est Aspasie avec la foi royaliste, mais Aspasie à laquelle la tradition née des bruits de la foule prête les plus merveilleuses histoires de combats. Madame de la Rochefoucauld, que Charette était fier d'entourer de ses hommages, voltigeait un jour à cheval sur le flanc des colonnes. Thomasseau, un simple paysan, son fermier, l'accompagnait, et depuis longtemps Thomasseau l'aimait de toutes les puissances de son âme. Tous deux sont enveloppés, pris par les Bleus, tous deux sont conduits aux Sables et condamnés à mort. Tous deux moururent en regrettant la vie.

Madame de la Rochefoucauld pleurait sur son sort. Thomasseau, lui, n'eut de larmes que pour sa noble et belle maîtresse, qui, seulement quelques secondes avant d'être frappée par le bourreau, apprit, dans les adieux du paysan, la respectueuse passion dont elle était l'objet.

Madame de Beauglies fut plus heureuse. Elle était mariée à un officier du régiment de Walsh; et, entraînée par le tumulte des camps, on l'avait vue se jeter dans la division de Joly. Pendant plusieurs campagnes, cette femme, douée de tous les avantages de la nature et de l'éducation, suivit l'armée des Sables à la tête d'un escadron de chasseurs qu'elle-même avait organisé. Au commencement du combat, on la voyait toujours à l'avant-garde, chargeant la première; mais, au moment où la retraite devenait nécessaire ou périlleuse, madame de Beauglies s'élançait pour la protéger. Elle connut Charette sur le champ de bataille. Sa réputation de galanterie et de bravoure était faite. Madame de Beauglies déserta le camp un peu sauvage de Joly pour régner au quar-

tier général de Légé. Ce fut un soin qu'elle partagea avec mademoiselle de Charette, la sœur du général.

Il est pourtant encore sous les armes, — jamais, en effet, la volupté ne lui fit oublier son devoir : — il a recueilli autour de lui les malades, les femmes, les enfants et les vieillards que les incendies et les dévastations de l'armée républicaine poussent hors de leurs villages. Trop faible lui-même pour s'opposer avec succès au torrent qui déborde, il se replie vers l'Anjou, essuyant des pertes, mais, à force d'habileté, conservant intact le gros de sa division. En peu de jours Canclaux et Kléber opèrent un miracle que leurs prédécesseurs n'ont pas osé tenter dans l'espace de six mois. Ils sont maîtres de Pornic, de Bourgneuf, du Port Saint-Père, de Machecoul, d'Aigrefeuille, de Légé, de Palluau, de Montaigu et de Clisson.

Quand ces différents corps d'armée, réunis sous le commandement supérieur de Canclaux et de Rossignol, eurent pris position au cœur du Bocage, le général en chef adressa, le 6 septembre, au Comité de salut public une dépêche ainsi conçue : « Tout nous seconde, citoyens représentants. Nos troupes, dont le nombre ne s'élève pourtant pas au chiffre de quatre cent mille hommes, ainsi que l'assure le citoyen Barère, votre rapporteur, sont animées du meilleur esprit; et si la victoire leur échappe, il faudra convenir que la Vendée a une bravoure et des ressources infinies. Le plan de campagne adopté me paraît sage et audacieux en même temps. Nous attaquons les brigands dans leur repaire, et déjà nous avons obtenu plus d'un succès partiel. C'est d'un bon augure pour l'avenir. Les Mayençais brûlent d'en venir aux mains en bataille rangée avec les paysans, mais nous craignons que cette armée de laboureurs n'attende leurs coups. Cependant elle ne peut nous échapper. Nous la cernons presque : et, bon gré, mal gré, il faudra bien qu'elle se batte. »

Le 7 septembre 1793, Richard et Choudieu, représentants du peuple à l'armée des côtes de la Rochelle, décrètent qu'un tocsin général sera sonné dans les districts d'Angers, de Saumur, de Segré, de la Flèche, de Chinon, etc., et

que, sous peine d'être déclarés suspects, c'est-à-dire d'être guillotinés, tous les citoyens en état de porter les armes seront tenus de se réunir aux troupes républicaines. Ils sont condamnés à s'armer de fusils, de piques, de fourches, de sabres, de faux, de tout ce qui pourra leur paraître une arme. Les administrations de Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe obtempèrent à cet ordre, qui était un arrêt de mort. Elles lèvent une multitude d'hommes mal équipés, encore plus mal disposés, et qui devaient bientôt se montrer plus gênants qu'utiles. Mais il entrait dans les intentions des Conventionnels de prouver à l'Europe que la France entière marchait avec eux. Au risque de traîner à une boucherie ces paisibles citoyens, qui se tenaient à l'écart des conflits où le sang doit couler, il fallait que la Révolution en vînt à ses fins. Elle avait convoqué sous son drapeau toute une génération : cette génération y apparut.

La division de Bonchamps prend l'initiative de l'attaque. Les Bleus ont établi un camp fortifié sur les roches d'Erigné. Le 8 septembre, Bonchamps et la Rochejaquelein emportent la position à la baïonnette, et laissent les ponts de Cé sans défense. Pendant le combat, M. Henri reçoit une balle à la main. « Je n'ai que le pouce cassé en trois endroits, dit-il à ceux qui l'entouraient, continuons. » Et il se battit encore. Stofflet le remplace dans le commandement de son corps d'armée. Le 14, ce dernier marche aux Républicains retranchés à Doué. Santerre a une armée plus nombreuse et d'excellents généraux avec lui. Il ne fuit pas. Une charge de cavalerie et un mouvement bien combiné du général Turreau font plier la droite des Vendéens. Stofflet est blessé à la cuisse; mais sa blessure ne l'empêche pas de retirer ses troupes mal engagées, et qui n'ont encore essuyé aucune perte sérieuse.

Le même jour, Lescure a laissé son camp de Saint-Sauveur. Il essaye, avec deux mille hommes, de s'opposer aux Bleus, qui se rassemblaient à Thouars sons les ordres de Burac et de Salomon. C'était une fraction de ces levées en masse qui devaient inonder la Vendée. Il allait les disperser, lorsque le géneral Rey arrive d'Airvault avec sa division, et

force Lescure à rallier ses troupes, qui poursuivaient déjà les fuyards. Ce fut après cette affaire que l'on ramassa sur le champ de bataille le cadavre d'une femme qui avait les armes à la main. Le *Moniteur* et les journaux du temps annoncèrent que c'était madame de Lescure; d'autres dirent que cette femme était la Jeanne d'Arc de la Vendée, la vierge miraculeuse qui fanatisait les paysans. Cette pauvre fille se nommait Jeanne Robin, de la paroisse de Courlay. La veille du combat de Thouars, elle s'était présentée à Lescure et lui avait dit : « Mon général, je suis une fille. Madame de Lescure le sait, et elle sait aussi qu'il n'y a rien à dire sur mon compte. C'est la bataille demain. Faites-moi donner une paire de souliers. Après que vous aurez vu comme je me bats, vous ne me renverrez pas. » En effet, continue madame de la Rochejaquelein, elle combattit sans cesse sous les yeux de M. de Lescure. Elle lui criait : « Mon général, vous ne passerez pas. Je serai toujours plus près des Bleus que vous. » Jeanne Robin fut tuée dans la mêlée, où elle se montrait intrépide comme un Vendéen.

C'est une des rares exceptions à la règle établie par les généraux. Depuis le commencement de la guerre, défense était faite aux femmes de se placer dans les rangs, et même de suivre l'armée. C'était une précaution prise contre la licence que les agglomérations d'hommes entraînent à leur suite. Plus tard on a dit que les femmes et les prêtres expiraient les armes à la main. On a pu en rencontrer sur les champs de bataille, mais les chefs l'ignorèrent toujours. Il n'y eut qu'à l'armée de Charette qu'on vit combattre des femmes; encore étaient-elles en bien petit nombre. Quant aux prêtres, ils ne paraissaient sur le terrain que pour encourager les soldats et pour offrir aux mourants les consolations de leur ministère.

Dans les provinces insurgées, — et c'est un trait de caractère qu'il ne faut jamais oublier afin de s'expliquer ces contrées à part, — il n'y a de véritable influence qu'au jour du danger. Les volontaires n'ont subi et ne subiront d'autre impulsion que la leur, et il n'est donné à personne de la faire naître.

Un ecclésiastique qui, hors le cas de légitime défense, se serait élancé au combat, eût, par le fait même, perdu tous ses droits à la confiance des paysans, et ils n'auraient pas souffert qu'il les bénît après avoir trempé ses mains dans le sang.

L'esprit des Vendéens était ainsi fait. Les prêtres se seraient bien gardés de froisser une susceptibilité qui honorait la sainteté de leur caractère et ne les faisait soldats de la charité que pour mourir en accomplissant leur ministère de paix. La Révolution a beaucoup reproché aussi aux ecclésiastiques de fanatiser le peuple des campagnes et d'inventer des miracles pour entretenir son ardeur. Ainsi, le général Turreau, organe et auteur peut-être de ces bruits, dit dans ses *Mémoires*, et après lui l'historien Beauchamp répète mot pour mot, qu'alors « on parla de miracles dans la Vendée. Ici, la Vierge avait comparu en personne pour sanctifier un autel provisoire élevé dans le bois; là, le Fils de Dieu lui-même était descendu du ciel pour assister à une bénédiction de drapeaux; ailleurs on avait vu des anges, parés de leurs ailes et de leurs rayons, annonçant, promettant la victoire aux défenseurs de l'autel et du trône. »

C'est peu connaître les habitants du Bocage que de les croire assez superstitieux pour ajouter, sans preuves, foi à certains prodiges dont on ne rencontre aucune trace dans leurs souvenirs. Ce qu'il y avait en Vendée de plus miraculeux même que ces miracles, c'était le courage des Vendéens. La Révolution ne pouvait le comprendre. Elle essaya de l'expliquer par des suggestions religieuses. Ce fut un mensonge, et le récit de ces prétendus prodiges, opérés, selon elle, dans des lieux indéterminés, ne prouve que son impuissance et sa mauvaise foi.

Un fait seul aurait pu donner naissance à ces accusations. Ce fait est si simple, et appuyé de tant de témoignages contemporains, que nous ne craignons pas de le relater. Les vieillards que, dans le Bocage, on appelle les anciens, avaient encore vivantes dans la mémoire les paroles qu'en achevant sa dernière mission à Bressuire prononça le bienheureux père Grignon de Montfort, fondateur des Mission-

naires de Saint-Laurent-sur-Sèvre et des Filles de la Sagesse. Plus d'un demi-siècle s'était écoulé depuis ce moment, et, néanmoins, au fond des hameaux, la prédiction du père se conservait dans sa pureté primitive avec les cantiques dont il était auteur. A la plantation du Calvaire, cet homme, devenu un saint à force de vertus, avait dit : « Mes frères, un jour Dieu, pour punir les méchants, enverra dans ces quartiers une terrible guerre. Le sang sera versé. Les hommes se tueront entre eux; tout le pays sera renversé; cela arrivera quand ma croix sera couverte de mousse. »

En 1793, la croix était couverte de mousse, et la prophétie du missionnaire se réalisait. Cette tradition, aussi authentique que les éloquentes menaces dont le père Beauregard faisait retentir la chaire de Notre-Dame de Paris, en 1775, dix-huit années avant la Révolution, ne trouvait pas un incrédule dans le pays. Des témoins auriculaires la constataient encore lorsque les événements se chargeaient de son accomplissement. C'est à cette prophétie qu'il faut attribuer les impostures que l'impiété s'est plu à répandre pour façonner un échafaudage de superstitieuses croyances contre la Vendée.

Cependant les Républicains envahissaient le Bocage. Ils tenaient en échec ses divisions séparées, et déjà des crimes de toute sorte avaient été commis contre les individus et contre les propriétés. A la page 230 du rapport de Courtois, sur les papiers saisis chez Robespierre, on lit une lettre qui ne laisse aucune possibilité au doute. Elle est adressée au futur dictateur par Bouveray, officier de l'armée de Mayence et capitaine au régiment de la Haute-Saône. Bouveray s'exprime ainsi, le 10 septembre 1793 :

« Témoin et acteur de la guerre cruelle qui règne entre les Français républicains et les Français royalistes, mon cœur se soulève de toutes les horreurs qui s'y commettent. Le cri qu'il jette est celui de la nature. Je le dépose dans ton sein, ô vertueux législateur! Soldats de la liberté, nous défendons la bonne cause, mais combien parmi nous sont indignes de la défendre!

» Aussitôt que notre armée est entrée dans la Vendée,

chaque soldat a, dès lors, mis à mort qui lui a plu, pillé qui lui a plu, sous prétexte que celui qu'il tuait et pillait était rebelle, ou même pensait royalistement. Aucune peine n'a été portée, aucune précaution n'a été prise pour réprimer ou modérer l'ardeur du sang et du pillage. Dès lors, juge combien d'innocents ont dû tomber victimes du brigandage. Oui, il est vrai de le dire, la vie et les biens du meilleur citoyen se trouvèrent à la merci de vingt-cinq mille hommes, entre lesquels il ne pouvait manquer de se trouver un grand nombre de scélérats. Oui, chaque individu d'une armée entière put à son gré porter et exécuter des sentences de mort et de confiscation. »

Le capitaine Bouveray parlait en honnête homme; mais sa candeur ne pouvait guère modifier les systèmes sanglants du *vertueux législateur* auquel il adressait cette protestation, qui repose l'âme et rafraîchit l'intelligence. Robespierre n'en tint aucun compte. Les mouvements militaires précédèrent et suivirent les exécutions et les spoliations.

CHAPITRE VI.

Bonchamps, la Rochejaquelein et Stofflet blessés. — Déroute de Santerre et de Ronsin à Coron. — Défaite de Duhoux au pont Barré par les Vendéens Cadi et des Sorinières. — Les Mayençais et Kléber à Torfou. — Bataille et victoire de ce nom. — Charette et Lescure battent le général Beysser à Montaigu, et Mieskouski à Saint-Fulgent. — Combat de la Galissonnière livré par Bonchamps. — Divisions intestines parmi les Vendéens. — Causes de ces divisions. — Leurs funestes effets. — Charette se sépare de la grande armée. — Bonchamps à Saint-Symphorien. — Le Comité de salut public destitue la plupart des généraux républicains. — Les Mayençais offrent à la Vendée de passer au service du Roi. — Leurs propositions. — Elles ne sont pas acceptées par le Conseil supérieur. — Léchelle général en chef des armées de la Révolution. — Plan du Comité de salut public. — Concentration des forces. — Combat du Moulin-aux-Chèvres. — Westermann à Châtillon. — Sac de cette ville. — Combat de la Tremblaye. — Lescure blessé à mort. — Bataille de Cholet. — Bonchamps et d'Elbée blessés à mort. — Héroïsme de M. Henri. — Lâcheté de Carrier. — Kléber et Haxo. — Les Vendéens reculent vers la Loire.

Nous avons dit les préparatifs de cette guerre d'extermination, en voici les résultats. Bonchamps, la Rochejaque-

lein et Stofflet sont blessés. D'Elbée, Lescure, Donnissan, Marigny et les principaux chefs s'occupent à rallier des troupes. Santerre profite de cette espèce de suspension d'hostilités; et, pour envelopper les Vendéens dans une commune défaite, il divise son armée en deux colonnes partant de Vihiers et de Gonnord. Le lendemain, 16 septembre 1793, Santerre et Ronsin, tous deux les privilégiés du Comité de salut public, tous deux les généraux de l'émeute, sont devant Coron. Piron, le héros de Vihiers, reçoit, en l'absence de la Rochejaquelein et de Stofflet, ordre de se mettre à la tête de la réserve, seules troupes disponibles, et de s'avancer contre Santerre; à la garde de Dieu. Piron a peu d'officiers de mérite avec lui, et trois pièces de canon seulement; les chefs sont à la grande armée, qui marche au secours de Charette, venant chercher un refuge dans les environs de Tiffauges.

Déjà sur ce même terrain Piron avait vaincu Santerre. Il ne désespère ni de son courage ni de la Providence. Il ne peut rassembler que onze mille hommes; mais, pour vaincre ses ennemis, la Vendée est condamnée à faire des prodiges. Piron veut en tenter un. Les Bleus se dirigent de Coron sur Vezins; ils comptent plus de quarante mille hommes dans leur armée, mais quarante mille hommes en partie fournis par la dernière levée en masse. Santerre et Ronsin, assurés d'avance de la victoire, les laissent occuper une ligne de quatre lieues au moins sur la route.

Piron et Villeneuve du Cazeau saisissent le vice de cette disposition, forment le croissant et balancent, avec leurs trois pièces de huit placées au centre, l'effet de l'artillerie républicaine. Santerre enjoint à Turreau de pénétrer dans Coron, à son artillerie légère de voler au secours des tirailleurs. L'artillerie, mal engagée et qui n'a pas foi en son général, exécute son mouvement avec tant d'incurie qu'elle jette le trouble dans l'armée et ralentit sa marche. Piron a suivi ces détails. A la tête de quelques paroisses, il s'élance pour rompre la ligne ennemie. Piron réussit. Un immense désordre se manifeste parmi les Bleus. Ronsin, qui, dans les rues de Paris, n'a connu que la loyale faiblesse de

Louis XVI recommandant à ses troupes de ne pas faire feu sur le peuple, et qui, en venant dans les provinces insurgées, a peut-être calculé sur une semblable longanimité; Ronsin, assailli de tous les côtés, cache ses insignes de général sous des habits de paysan. Rien ne peut l'arracher à sa torpeur. Alexandre Berthier veut le soutenir de son courage. Ronsin s'écrie : « Ce ne sont pas des hommes qui sont devant nous, ce sont des enragés! Il n'y a pas moyen de les vaincre. » Sur cet aveu de lâcheté, il déserte son poste et laisse sa division recevoir le choc des Blancs. Ils se précipitent au cri de : Vive le Roi! C'est le signal de la déroute. On se presse, on s'étouffe, le mot est à la lettre, pour fuir devant cet ennemi que le brasseur de bière et le poëte dramatique avaient promis d'écraser.

Alors ce ne fut plus un combat, mais une boucherie. Sur les hauteurs de Concourson, huit bataillons, ralliés à la voix de Turreau, tiennent ferme et laissent aux débris de l'armée le temps de mettre un peu plus d'ordre dans leur épouvante. Santerre, selon son habitude, ne tarde pas à prendre la fuite. Il abandonne sur le champ de bataille vingt-quatre pièces de canon toutes neuves, une prodigieuse quantité de caissons, de piques, de fusils et de munitions de toute espèce; puis, à ce coin de terre où le même Piron l'avait si complétement vaincu deux mois auparavant, il attache les souvenirs d'un revers que les paysans appellent encore : *la déroute de Santerre et de Ronsin.*

Ces deux hommes étaient incapables, sanguinaires et présomptueux. La Révolution faisait mourir sur l'échafaud les généraux de mérite qui, comme Custine, Luckner, Biron, Beysser et Houchard, ne remportaient pas toujours des victoires ou ne suivaient pas dans leurs moindres détails les plans, souvent impossibles, qu'elle leur adressait. Ronsin et Santerre avaient transgressé les ordres des Conventionnels et des généraux. Ils avaient été battus, ils avaient fui honteusement; la Révolution les amnistia.

Un corps d'armée républicain, commandé par le général Duhoux, est sorti d'Angers; il a passé les ponts de Cé et va renforcer les autres troupes déjà maîtresses du pays. Piron

détache sa cavalerie et deux mille hommes d'infanterie. Ce renfort se réunit à la division vendéenne de Chemillé, dirigée par le chevalier Duhoux, neveu du révolutionnaire qui marche contre elle. Cette division allait plier. La nouvelle de la victoire de Coron et l'arrivée des troupes qui y ont pris part leur rendent la résistance plus facile. Les Bleus sont repoussés jusque derrière le Layon; mais le pont Barré est occupé par l'artillerie nationale. Un peu plus loin un autre pont est coupé.

Jean Bernier, meunier de Saint-Lambert, se jette à la nage et traverse la rivière. Onze paysans font comme lui; le pont est réparé. La colonne royaliste passe. L'abbé Bernier saisit un drapeau, il s'écrie : « Mes amis! suivez-moi. » Tous tombent à la fois sur les derrières de l'armée républicaine, acculée dans un espace étroit. Cette charge imprévue trouble les Bleus. Le bataillon de Jemmapes s'avance fièrement au combat; il est exterminé. Cadi et des Sorinières forcent le pont Barré et tuent sept cents gardes nationaux d'Angers et des environs qui ne voulaient pas se rendre. Là, un prêtre apparaît sur le champ de bataille. C'est l'abbé Rabeau, un saint ecclésiastique que la Révolution chassa de sa paroisse.

Il a su que les habitants de Villevêque, son ancienne cure, font partie d'une de ces levées en masse que décrètent chaque semaine les Conventionnels en mission. Afin d'émouvoir la pitié des Royalistes vainqueurs, il accourt au premier rang, il affronte tous les périls qui l'entourent, et, d'une voix suppliante, il crie aux Vendéens : « Mes enfants, grâce pour ces pauvres gens, ce sont mes paroissiens. Au nom du ciel épargnez-les. » Cette prière en sauva plusieurs, mais elle ne conjura point la déroute.

Le général Duhoux est poursuivi par son neveu jusqu'aux ponts de Cé. Deux jours après il est traduit au conseil de guerre pour s'être laissé vaincre. On l'accuse d'avoir eu des intelligences avec ce jeune homme. Ces intelligences auraient été une trahison. Tous deux en étaient incapables. Les corps d'armée qui arrivent de Thouars, de Saumur et d'Angers sont donc dispersés avant même d'avoir pu faire leur jonction avec les quartiers généraux républicains. Ils sont dis-

persés par des troupes rassemblées au hasard. Il n'en est pas encore ainsi dans la basse Vendée, où manœuvre le gros des forces de la République.

Le même jour de cette affaire, qui a conservé le nom de victoire du pont Barré ou de Beaulieu, le jeudi 19 septembre 1793, un combat plus décisif se livrait autour du plateau de Torfou. Dans un conseil de guerre tenu à la hâte, Bonchamps a proposé un plan que soutient d'Elbée, général en chef. Ce plan est adopté, et, afin de sanctifier ce jour, l'abbé Bernier à minuit célèbre, en face des bivouacs ennemis, une messe à laquelle toute l'armée assiste. Charette donne le signal de l'attaque; il franchit les haies et les fossés et se jette tête baissée dans les premiers bataillons qu'il rencontre. C'étaient ceux du Jura et de la Nièvre. Ses troupes, harassées de fatigue ou intimidées, ne font aucun mouvement. Sa cavalerie même recule.

La bataille de Torfou allait commencer par une déroute, lorsque les femmes de Tiffauges et des villages voisins, qui se sont placées sous la protection des paysans pour échapper à l'incendie s'élevant au-dessus de leurs forêts et de leurs chaumières, s'aperçoivent d'un mouvement rétrograde. Dans ce moment solennel elles s'étaient mises à deux genoux; elles priaient à haute voix pour que Dieu accordât la victoire à leurs époux et à leurs enfants. A la vue de cette déroute, les femmes s'arment de fourches, de pierres, de bâtons, et courent au-devant des fuyards. Elles ont des prières et des imprécations à la bouche; elles supplient et elles commandent. Les unes menacent les lâches ou les timides, les autres s'écrient en marchant à l'ennemi : « Hommes, vous voyez bien que nous valons mieux que vous, puisque nous n'avons pas peur. » Pendant que ce drame plein de sublime tristesse se déroule, Bonchamps, avec sa division d'avant-garde, paraît sur le terrain. Il est placé sur un brancard; mais l'occasion était décisive, il n'a pas voulu la manquer : « Blancs, s'écrie-t-il, les Bleus vous regardent! » et il commence l'attaque.

Une compagnie de sapeurs, en avant des régiments patriotes, leur fraye un passage à coups de hache. Les

Républicains ne sont plus qu'à une portée de fusil; ils marchent dans un ordre parfait.

Kléber les dirige; Kléber avec sa stature gigantesque et son imposante figure; Kléber dont la tête martiale, toujours surmontée d'un panache tricolore, plane au-dessus des bataillons comme le drapeau de l'armée. A la vue de ces Mayençais, si fiers de leur renommée et de l'ensemble de leurs mouvements, un frisson d'admiration parcourt les rangs. Ces deux colonnes ennemies se contemplent avec un indéfinissable sentiment. C'est de la pitié ici, là c'est de l'envie. Pitié républicaine pour les Royalistes qui, nus, mal armés, presque sans aucune régularité, s'avancent au combat; admiration des Vendéens pour ces brillants soldats légués à la République par la Monarchie; soldats si bien disciplinés, manœuvrant avec tant de précision et semblant courir à une fête, car instinctivement ils croyaient, ainsi que le dit César, que dans la bataille les yeux devaient être vaincus les premiers.

Tout à coup les cornets à bouquin, servant de trompettes, retentissent. La cavalerie vendéenne fonce au galop. Charette, secondé par des femmes, a rallié ses gars, il les pousse dans la mêlée. Kléber tombe atteint d'un coup de feu à l'épaule; il se relève; ses grenadiers veulent l'entraîner. Kléber refuse: mais, affaibli par la perte de son sang, il est forcé de se faire porter pour encourager les Bleus. Cette attitude rend aux Mayençais l'énergie qu'un choc aussi inattendu leur faisait perdre; ils resserrent leurs lignes, se forment en colonnes, et reprennent l'offensive. Bonchamps s'élance à cheval; il marche lui-même au feu. Lescure met pied à terre, saisit une carabine, et, s'adressant aux Royalistes: « Trouverai-je, s'écrie-t-il d'une voix tonnante, quatre cents braves pour mourir avec moi? »

Dix-sept cents hommes de la paroisse des Échaubroignes et d'Izernai répondent à cet appel. « Oui, monsieur le marquis, disent-ils, nous vous suivrons partout où vous voudrez. » C'étaient les grenadiers de la Vendée que commandait Bourasseau, un des leurs. Pendant deux heures ils soutiennent avec Lescure le choc des Mayençais. Ces diverses

attaques si furieuses ont répandu l'effroi dans les colonnes républicaines, que la grande voix de Merlin (de Thionville), délégué de la Convention, ne peut rallier.

Merlin combat tantôt à cheval, tantôt à pied. Il est partout. Rifle, son aide de camp, périt à ses côtés; cette mort double l'énergie de Merlin, que seconde Rewbel, son collègue de l'assemblée. Mais déjà les paysans n'ont plus besoin de chefs; ils voient l'ennemi ébranlé, l'ennemi qui va être vaincu. De leur autorité privée, ils commencent leur manœuvre favorite. Ils s'égaillent; puis, protégés par les accidents d'un terrain montueux et boisé, ils tournent, ils enveloppent les colonnes de Kléber. On s'était approché de si près les uns des autres, que l'artillerie avait été inutile. Kléber, qui n'en a reçu aucun secours, songe enfin qu'il faut la sauver. Il veut faire faire volte-face à ses troupes. Boisgérard, son chef d'état-major, se précipite pour diriger la manœuvre. Ce mouvement de prudence, dont les Royalistes savent profiter, amène le désordre. Le bataillon de la Nièvre, qui a la garde des canons, est écrasé. Les artilleurs sont égorgés sur leurs pièces, qu'ils défendent avec une merveilleuse bravoure. Mais les Mayençais formés en carré, et que Kléber épuisé ranime tantôt par son audace, tantôt par une éloquence dont le cynisme n'étouffe pas l'héroïque inspiration, les Mayençais ne reculent que peu à peu. Ils donnent ainsi le temps de préparer la retraite. On les aperçoit se remettant en ligne sur le premier espace assez large qu'ils rencontrent, et faisant des feux de file dont le bruit égal ressemble à un roulement de tambours. Les Blancs les suivaient pied à pied, les entamaient sur un point, les attaquaient sur un autre, s'élançaient sur les bataillons, les décimaient à bout portant, ou étaient tués par eux. Et afin de s'encourager, on entendait les Vendéens répéter ce mot plus plaisant que juste : « L'armée de Mayence est une armée de faïence. »

Les Révolutionnaires furent ainsi poursuivis par d'Elbée et par les autres chefs pendant plus de deux lieues. Le désespoir était si grand parmi ces soldats, que plusieurs officiers, et même une femme, se brûlèrent la cervelle pour échapper

à la honte. La République allait peut-être trouver son tombeau dans cette partie du Bocage; mais, arrivé au pont de Boussay, Kléber s'approche de Chevardin, commandant des chasseurs de Saône-et-Loire. « Mourez ici avec votre bataillon, lui dit-il. — Oui, mon général, » répond l'officier avec un laconisme effrayant de sublime obéissance. Chevardin place sur le pont deux pièces de huit, se fait tuer à la place désignée, et sauve l'armée. « On ne vit jamais, dit Kléber dans son rapport, un combat, un acharnement plus terribles. »

Canclaux, Aubert-Dubayet et Vimeux arrivaient en toute hâte de Clisson pour apporter des secours à Kléber. Parvenus à Gétigné, ils sont contraints de rétrograder devant l'impulsion vendéenne. Les pertes des Bleus étaient considérables, mais ces pertes pouvaient-elles égaler, même dans leur immensité, la joie des Blancs, qui du premier coup venaient de lutter victorieusement contre les meilleures troupes de la République, et de mettre en fuite les Mayençais, dont l'Europe n'avait pu triompher ?

Canclaux était honteux de les voir vaincus par des paysans. A travers les reproches que la colère lui arrache, il répète : « Vous avez déshonoré vos lauriers de Mayence. — Ce n'est pas étonnant, répondent-ils tous; ces diables en sabots se battent aussi bien que nous et tirent mieux. »

Il fallait couronner une aussi belle journée par de nouveaux exploits. Lescure et Charette se portent ensemble contre Beysser, dont ils redoutent la jonction avec les troupes de Canclaux et de Dubayet. Beysser est à Montaigu. Il a huit mille hommes bien aguerris, et il ne connaît pas encore l'issue de la bataille de Torfou. Joly, qui mène l'avant-garde de Lescure et de Charette, et qui, sur le plateau de Torfou, a rivalisé de courage avec les paysans de l'Anjou; Joly, en l'attaquant le 20, va lui en signifier la nouvelle. On annonce à Beysser l'approche de l'ennemi. « C'est impossible, s'écrie-t-il, les Brigands n'oseraient m'attaquer. »

Fort de cette sécurité, il attend sans daigner prendre de précautions. Tout à coup le bruit du canon retentit. Joly est dans Montaigu; Charette et Lescure le suivent avec six mille

hommes. Le conventionnel Cavaignac et le général se hâtent de réunir leurs bataillons. Ces bataillons, enveloppés dans les feux roulants des Royalistes, disparaissent. Beysser veut déployer son artillerie. Avec leur manœuvre ordinaire, les Vendéens laissent passer la décharge au-dessus de leurs têtes, et, se relevant, ils tombent à coup de sabres et de baïonnettes sur les canonniers. La cavalerie des Bleus est en fuite. Le reste de l'armée se débande. Beysser, grièvement blessé, et Cavaignac, plus d'une fois serré de près, suivent les débris de cette division, qui ne s'estime en sûreté que sous les murailles de Nantes. Joly a investi le château de Montaigu, où sont renfermés cinq cents Républicains, les grenadiers du régiment de la Marck, et un bataillon de la ligne. Pour ne pas rester prisonniers entre les mains des vainqueurs, ces soldats tentent une sortie. Joly les disperse en face du château.

Beysser était vaincu : il savait que la Révolution ne pardonnait pas à ses généraux une défaite souvent inévitable. Afin d'amortir le coup qui va lui être infligé, il terminait ainsi son rapport au général en chef Canclaux :

« Je me décidai à revenir moi-même à Nantes pour soigner une blessure que j'ai reçue au côté droit d'un biscaïen dont le coup déjà amorti n'a fait que m'enfoncer une côte. Cette blessure ne sera pas dangereuse sans doute; mais, mon général, il en est une autre dont une âme républicaine ne peut guérir que difficilement. Voilà donc le fruit de quinze jours d'une campagne heureuse ! »

Le Comité de salut public ne lui tint aucun compte de ses services et de sa valeur. Il fut suspendu, et il ne reparaît dans l'histoire que pour mourir sur l'échafaud.

Des trois corps d'armée qui ont pénétré dans la basse Vendée, il n'y a plus à atteindre que celui de Saint-Fulgent. Les habitants des paroisses voisines réclamaient l'assistance des paysans pour les délivrer du pillage et des persécutions organisés par les Révolutionnaires.

Personne n'ajoutait foi à la proclamation que Bourbotte, représentant du peuple à l'armée de la Rochelle, venait d'adresser le 22 septembre. Cette proclamation, imprimée le

24 septembre dans les *Affiches d'Angers, Moniteur du département*, disait :

« Bons habitants de ce pays où les Brigands avaient osé établir leurs repaires, vous êtes toujours restés fidèles à la patrie; ne vous alarmez pas de ce que vos propriétés ont été incendiées. Ce n'est pas vous que l'on a voulu punir ; au contraire, on veut vous protéger et vous défendre. Pour exterminer plus tôt les rebelles de la Vendée, vos ennemis et les nôtres, il a fallu brûler vos habitations, afin qu'ils ne puissent plus s'y réfugier; mais la Convention nationale, toujours aussi empressée à punir les traîtres qu'à rendre justice à un ami de la liberté, a décrété que vous seriez indemnisés de toutes les pertes que la guerre, ce fléau terrible dont les prêtres fanatiques et les aristocrates sont les seuls auteurs, vous aura occasionnées. »

L'esprit des paysans était trop juste pour se laisser tromper par ces niaiseries. Patriotes et Royalistes se réunissaient pour appeler l'armée à leur secours. Malgré la promesse donnée à Bonchamps et à d'Elbée que, le lendemain de la bataille de Torfou, on attaquerait en commun les Mayençais retirés à Clisson, où Canclaux a établi de vastes dépôts de vivres et d'armes, Charette et Joly, qui ont à tirer vengeance des excès commis dans leurs cantonnements par cette division de Saint-Fulgent, prient Lescure de les seconder et de marcher immédiatement avec eux contre le général Mieskouski. Lescure y consent.

On touche à Saint-Fulgent. La nuit approchait, et, en avant du bourg, Mieskouski a rangé ses six mille hommes en bataille. Des deux côtés l'artillerie commence l'affaire : les Républicains résistent d'abord ; mais les Blancs, que deux succès avaient rendus invincibles, ne cessaient, tout en chargeant l'ennemi, de faire retentir les airs de leurs cris de Vive le Roi ! Ces cris, renvoyés par les innombrables coteaux dont le sol est couvert, produisaient un effet terrible sur les Républicains en triplant pour eux les forces numériques de leurs adversaires. Mieskouski était débordé. Il essaye de rentrer dans Saint-Fulgent; mais, fatigué de résultats qui pour lui sont encore trop insignifiants, Charette prend un tambour

en croupe. Il lui ordonne de battre la charge ; puis, suivi de Joly, de Savin et de trente soldats, il pénètre dans la longue rue de Saint-Fulgent. Les Blancs conduits par Lescure sont sur ses pas. Les Bleus y arrivent avec eux. Une mêlée s'engage dans les ténèbres. On se fusille à bout portant, on s'égorge à coups de baïonnette. Avril, un des plus braves paysans de l'Anjou et frère d'armes de Legeay, a le bras cassé. Il ne s'en bat que plus audacieusement. D'autres paysans combattent avec une bravoure acharnée, et pour eux c'était un grand pas fait vers l'obéissance ; car jusqu'à cette heure, il avait été impossible de les amener à des attaques nocturnes, que les accidents de terrain et leur genre de guerre auraient rendues si redoutables. Ils avaient pour la nuit une horreur instinctive. L'affaire de Saint-Fulgent les en guérit complétement.

A travers les cris des mourants et des blessés, certains sons aigres arrachés à un flageolet dominent de temps à autre les bruits étouffés de la foule. C'est un paysan qui, à cheval, au milieu du sang qui coule, fait entendre aux Bleus, avec un calme inaltérable, le fatal *Ça ira*, dont ils reçoivent ici une cruelle application. Un boulet de canon enlève la tête de son cheval. Ce singulier ménétrier saute par terre, se place sur une borne, et, avec une ténacité et un bonheur qui ont quelque chose de miraculeux, il continue ses refrains révolutionnaires. On entend de minute en minute la voix stridente de Charette qui excite les siens et leur annonce la victoire. Un bataillon des volontaires de la Marne, qui s'est surnommé l'*Invincible*, meurt tout entier sous le fer des Royalistes, tandis que les deux partis, seulement éclairés par le feu des décharges, saisissaient des cartouches aux mêmes caissons. Le bataillon d'Angoulême, dont Marevaud est le commandant, a pris le nom du *Vengeur*, et il s'avance pour remplacer l'*Invincible*. Il partage bientôt sa défaite. Mieskouski a perdu la meilleure portion de son armée. Après huit heures de combat il se résigne à la fuite. Saint-Fulgent était délivré.

Il fallait atténuer d'aussi rapides succès aux yeux de la Nation. Rossignol et Ronsin se chargèrent de cette tâche ;

mais le représentant Philippeaux, qui ne voyait pas sous le même aspect les événements de la Vendée, ne voulut pas induire la Convention en erreur, et le 22 septembre 1793 il écrivait au Comité de salut public : « Le général Rossignol, qui, depuis un mois, accuse à la Convention de prétendues victoires obtenues par sa vigilante bravoure, tandis qu'il n'est pas sorti de sa baignoire ou de son lit, n'a dirigé dans le fait que des mouvements désastreux. »

Comme si une pareille incurie révolutionnaire, mise en regard des efforts royalistes, ne devait pas encore porter la conviction dans l'esprit prévenu des membres du Comité, Philippeaux continuait ainsi sa dénonciation :

« Vous voyez, citoyens collègues, le mal et ses causes. Nous n'accusons pas directement Rossignol d'une perfidie caractérisée ; mais Ronsin, qui dirige en maître absolu tous les mouvements militaires, peut encourir ce reproche, et il nous semble qu'un homme sans expérience, sans la moindre notion du commandement, qui ne désempare pas de sa chambre depuis son retour de Paris, et que le premier intrigant fait mouvoir dans tous les sens possibles, fera périr la République s'il continue à être dépositaire de sa destinée. »

Et pour pallier tant de défaites, Barère, laissant à son imagination le soin de grossir au delà de toute mesure l'armée catholique et royale, s'écriait à la séance de la Convention du 25 septembre 1793 : « Les réquisitions ont produit dans la Vendée une armée fabuleuse à laquelle la postérité aura peine à croire. Elle est de quatre cent mille hommes, et s'est formée en vingt-quatre heures. » L'exagération du chiffre est palpable ; mais cette exagération même est la preuve de l'effroi que ressentit la Convention.

Dans toutes les paroisses de la Vendée des *Te Deum* d'actions de grâces furent chantés pour remercier le ciel de cette triple victoire. Au fond de leur prison du Temple, les augustes captives qui, en face de l'échafaud de Louis XVI, n'attendaient que la mort pour mettre un terme aux tortures dont on accablait leur patience, madame Élisabeth et madame Royale, apprenaient les exploits de leurs défenseurs. Des municipaux, moins farouches que les affidés de Robespierre,

leur révélaient l'insurrection de l'Ouest, son but et ses triomphes. Les dernières victoires retentissaient dans le Temple, et madame Élisabeth écrivait : « Les Nantais sont-ils à Orléans? »

Une pareille question faite à la dérobée par une princesse de la maison de Bourbon était la récompense de tant de prodiges ; mais cette dernière bataille que l'entraînement seul fit livrer était une faute irréparable. Elle laissait Bonchamps sans appui au moment où il lui était si facile de détruire les restes des Mayençais et la colonne de Canclaux qui les avait recueillis. Un courrier avait été envoyé à Bonchamps par Charette et Lescure. Ils le prévenaient de leur marche sur Saint-Fulgent, ils lui demandaient de suspendre ses opérations jusqu'à leur retour. Le courrier fut intercepté, et Bonchamps, comptant sur leur appui, attaqua, le dimanche 22 septembre, près du château de la Galissonnière, l'armée de Canclaux qui, à huit heures du matin, opérait son mouvement de retraite sur Nantes.

Bonchamps et Lyrot n'ont avec eux que sept mille hommes ; Canclaux commande à plus de quinze. Malgré la disproportion des forces, Bonchamps, repoussé quatre fois, revien quatre fois à la charge. Il enlève même à Canclaux ses bagages et la meilleure partie de son artillerie. Les Bleus succombaient tous dans cette plaine, si Charette et Lescure, par leur absence imprévue, n'eussent amorti ce coup, qui, pour la République, était le plus funeste et le dernier peut-être. Le feu durait depuis huit heures ; et, pour soutenir ses volontaires dans cette lutte inégale par le nombre, mais à laquelle le génie de Bonchamps communique une force supérieure, le général royaliste annonçait à chaque instant l'arrivée de la grande armée. Elle était attendue pour prendre en queue les Mayençais et la colonne de Canclaux. La grande armée ne vint pas.

Au milieu du combat, des paysans de la division de Lyrot aperçoivent dans cinq chariots d'ambulance des blessés qui appartiennent au 93e de ligne. Ils se précipitent sur eux et les égorgent. Bonchamps accourt sur ce théâtre de massacre. « Arrêtez, s'écrie-t-il, que faites-vous, misérables ! — Ce

sont eux, vocifèrent les paysans, qui ont détruit nos moissons, brûlé nos métairies et massacré nos femmes. » A ces paroles de vengeance, Bonchamps répond : « Dieu, mes enfants, a pardonné à ses bourreaux. Comme lui, ne voulez-vous pas pardonner aux vôtres ? » Le massacre cessa à l'instant même.

Après ces soixante heures victorieusement employées, la Vendée n'avait encore rien fait. Elle n'avait pu se couvrir que d'une gloire vouée à la stérilité; car ce n'était point par des batailles que l'insurrection devait triompher. Il fallait se borner à une attitude de partisans, et préférer à des exploits moins brillants, mais plus sûrs, la tactique adoptée par Charette.

Les Royalistes usaient ainsi successivement les armées envoyées contre eux; mais l'art de la guerre, dans l'Ouest, n'avait encore reçu aucun développement. Il résidait tout entier dans les ressources et le talent improvisés de quelques jeunes gens et dans la bravoure des insurgés. Ce talent des chefs de l'armée royale, auquel les faits eux-mêmes rendent hommage, est encore attesté par le général Jomini, homme de la Révolution et l'un des plus habiles tacticiens de son siècle. « Bonchamps et d'Elbée, dit-il (chap. XIX, p. 404), triomphèrent à Beaupreau, à Thouars, à Saumur, par des combinaisons que les plus grands capitaines ne désavoueraient point. » Il était donc naturel que tous se laissassent entraîner à des opérations que leurs succès légitimaient : ils livrèrent ou acceptèrent des batailles. Il eût été plus politique de se les interdire. Les grandes victoires font marcher rapidement un parti naissant ; mais les grandes défaites compromettent jusqu'à son existence.

La Vendée était un pays trop petit pour former seule une puissance militaire. Elle aurait dû tout sacrifier, jusqu'à la gloire, pour conserver ce berceau de la force monarchique qui allait se former, et qui ne tarda pas à se former, en effet, dans la Bretagne et dans la Normandie. Réduite à ses propres ressources, la Vendée devait succomber, à la longue, dans cet incessant conflit avec des forces qui, à une moralité militaire poussée à un très-haut degré, joignaient la disci-

pline, l'instruction et une proportion toujours suffisante de cavalerie et d'artillerie.

Ce que nous généralisons ici s'applique pourtant d'une admirable façon aux événements racontés. La Vendée avait obtenu trois victoires, et des six corps d'armée qui, il y a peu de jours, accouraient pour l'envahir, le plus redoutable était celui qui avait le moins souffert. Les Angevins de Bonchamps accusaient à haute voix Charette de les avoir cruellement abandonnés, lorsqu'eux étaient venus avec tant de générosité le secourir à Torfou. Bonchamps lui-même se montrait ulcéré; il soupçonnait Charette d'avoir cherché, au détriment des autres divisions, à dégager son propre territoire et à laisser aux prises avec l'Anjou ces Mayençais, qui naguère encore menaçaient les cantonnements du bas Poitou.

Cette faute, que Charette fit partager à Lescure, fut, évidemment contre les intentions des deux généraux, fatale à la Vendée. Elle amena de sourdes discordes, d'amères récriminations, au moment même où l'union était plus nécessaire que jamais. Une frivole question de partage du butin acquis dans les affaires où les armées avaient si heureusement combiné leurs efforts fit éclater les germes d'inquiétude ou de rivalité qui travaillaient les esprits.

Après la triple bataille qui a commencé par la défaite de Kléber pour finir à celle de Mieskouski, Charette a établi ses cantonnements provisoires aux Herbiers; et, en son nom, la Roberie vient à Châtillon réclamer la part des munitions et des assignats sur laquelle l'armée du bas Poitou peut avoir des droits. Cette demande était juste. Lescure y satisfit. Mais l'artillerie et les ambulances avaient déjà été transférées à Mortagne, afin de les mettre à l'abri d'un coup de main. Les Angevins, depuis longtemps sans vêtements et sans chaussures, s'étaient distribué, sans l'autorisation de leurs chefs, les effets d'équipement. La Roberie propose à Lescure, au nom de Charette, d'agir de concert avec lui et de combiner leurs forces pour achever la délivrance du pays. Lescure croyait prudent de marcher d'abord sur la Châtaigneraie. Charette trace un autre plan; il désire qu'on attaque

par Chantonnay. Lescure se hâte d'écrire au général poitevin que, malgré des projets antérieurs, ses officiers et lui s'empressent de déférer à l'avis qu'il émet. Il fut convenu que, le surlendemain, les deux corps d'armée se réuniraient aux Herbiers.

Le lendemain, Charette arrive à Mortagne, réclamant toujours le partage du butin fait à Saint-Fulgent. En l'absence de Donnissan, qui commandait en cette ville, Marigny a laissé les paysans se partager une certaine quantité d'habits et de souliers. Charette est mécontent, il le fait entendre; ses soldats se plaignent avec aigreur. De funestes préventions, excitées par d'habiles émissaires de la Révolution, se font jour dans les esprits. Charette craint de voir ses divisions sacrifiées à l'intérêt de la grande armée; il sort brusquement de Mortagne, et, au lieu de se diriger sur les Herbiers, où Lescure doit le rejoindre, il rentre dans ses anciens cantonnements de Légé. Cette infraction à la parole jurée, fruit d'une irritation ou d'une défiance coupables, mais que déjà Savin, Chouppes, la Cathelinière et Joly, agités par les mêmes passions, ont commise en regagnant leur territoire, cette infraction détruisit tous les plans. Elle isolait les chefs; elle les plaçait dans l'alternative d'être écrasés les uns après les autres, ou de n'obtenir que des avantages partiels, insuffisants, par conséquent, pour contre-balancer les désastres. Elle donnait gain de cause à la Révolution : la Révolution sut en profiter.

Il était sans doute difficile de faire vivre longtemps en bonne intelligence des hommes qui, obéissant volontairement, avaient des mœurs si différentes et des passions locales si opposées; mais tous tendaient au même but, tous étaient énergiques et fidèles : tous auraient dû se montrer sans ambition personnelle. C'était aux chefs qu'il appartenait de calmer ou d'étouffer ces rivalités naissantes, dont ils devaient, par prescience ou par calcul, sentir la portée. Quand on veut réussir, en révolution, c'est par l'abnégation, encore plus que par le génie, qu'il faut procéder : les individualités ne sont rien au moment où la force est tout. La plupart des chefs vendéens ne s'écartaient pas de ce prin-

cipe, dont ils étaient à même d'apprécier la justesse. Bonchamps, Lescure et la Rochejaquelein avaient déjà fait à leur cause des sacrifices d'amour-propre; mais, à côté d'eux ou au-dessous d'eux, tout le monde ne prenait pas modèle sur un pareil désintéressement. Ce fut donc plutôt contre ces ambitions vulgaires et ces vanités individuelles, que contre les armées de la Convention, que la Vendée échoua.

La retraite des Herbiers, que Charette opéra d'une si malencontreuse façon, sauva sa division, mais elle exposa la grande armée; elle laissa les Bleus maîtres d'une partie du territoire conquis. Dès le 26 septembre, ils y rentrèrent, ayant pour avant-garde les Mayençais. Bonchamps prévoyait cette invasion; il chercha à s'y opposer; il demanda des secours à Charette et à Lescure. Charette répondit en transmettant au général angevin la délibération de son conseil de guerre.

Cette délibération dit que, désormais, chaque chef pourra agir isolément pour la défense de son territoire.

Lescure avait en face de lui Westermann, brûlant de réparer sa défaite. Bonchamps est donc réduit à ses propres forces. Cependant il sent la nécessité d'arrêter les ennemis par une vigoureuse démonstration. Avec sept mille hommes il va seul à leur rencontre à Saint-Symphorien. Kléber l'y attend. On se bat pendant deux heures; mais la supériorité du nombre décide l'affaire, Bonchamps est obligé de se retirer avec perte.

Le lendemain de ce combat, Canclaux, le général en chef dont les plans ont fait naître tant d'objections dans les conseils de guerre de Saumur, Aubert-Dubayet, Grouchy, Salomon, Turreau, Menou, Burac, Gauvilliers, Mieskouski, Beffroy et Nouvion sont révoqués ou suspendus de leur commandement. Canclaux se hâte de se conformer à l'ordre du Comité de salut public. « Le génie de la liberté, écrit-il aux représentants en mission, m'avait sans doute inspiré le projet de cette marche en avant qui a déjoué ceux de l'ennemi, et dont le succès a dû arrêter l'effort des autres colonnes. Je lui rends grâces, à ce génie conservateur qui m'a

soutenu jusqu'au bout de ma carrière. Puisse-t-il en guider d'autres! Je n'ai plus de droit qu'à former ce vœu, qui est bien dans mon cœur; et, venant de recevoir ma lettre de rappel, je me retire avec la soumission d'un républicain qui ne sert sa patrie que quand et comme elle veut. »

L'armée de Mayence aimait Canclaux; elle adorait Dubayet, quoiqu'ils fussent ou parce qu'ils étaient gentilshommes. Ces troupes avaient assez fait; elles devaient même encore assez faire dans l'intérêt de la République, pour que la République leur conservât les chefs auxquels elles avaient accordé confiance. Le Comité de salut public, habitué qu'il est à tout voir s'incliner devant sa volonté de fer, ne cassera pas, pour complaire à des soldats, un arrêté que les passions personnelles de la majorité de ses membres ont inspiré. Les Mayençais, dont on a suspecté la ferveur républicaine tandis qu'ils traversaient la France, n'ignorent pas le résultat déjà certain pour eux de leurs prières.

Mus par une pensée d'égoïste calcul ou par un sentiment de patriotisme, ils envoient une députation de huit grenadiers aux officiers royalistes cantonnés à Saint-Fulgent. La veille de la bataille de Torfou, Lescure lui-même avait reçu des propositions de ce corps d'armée; elles sont encore les mêmes. Bonchamps et Charette avaient eu connaissance des ouvertures faites à Lescure. Ils étaient d'avis d'accepter l'offre des Mayençais et de leur accorder tout ce qu'ils demandaient pour arborer la cocarde blanche. D'Elbée n'avait pas partagé leur avis, et il alléguait pour raison « qu'il ne fallait pas promettre ce que vraisemblablement on ne pourrait tenir, ce qu'en conscience on savait ne pouvoir tenir ». La négociation en était restée là. Au moment où on les séparait de leurs généraux, les Mayençais se croient en droit de la reprendre. Ils demandent qu'on leur garantisse une solde régulière de sept sous par jour, et qu'une somme de 400,000 livres soit mise à leur disposition. A ces deux conditions, ils s'engagent sur l'honneur à passer tous au service de la cause royale [1]. Desessarts, qui est au camp de Saint-

[1] Il y a ici une remarque à faire et elle n'est pas à l'avantage de la Révolution. C'est que partout où un révolutionnaire a été en position de se

Fulgent, saisit tous les avantages moraux et matériels de cette transaction, beaucoup plus fréquente dans l'histoire secrète des révolutions qu'on ne serait tenté de le supposer du rigorisme affecté de leurs héros. Il adresse un courrier à Beauvolliers, intendant général de l'armée. Beauvolliers était par malheur à Châtillon. Il communique cette dépêche au conseil supérieur ; il propose de suite de faire monnayer les vases sacrés et l'argenterie des églises pour satisfaire aux exigences des Républicains.

Cette proposition fut rejetée comme sacrilége. C'était une première erreur. L'abbé Bernier et le bénédictin Jagault, qui, en hommes sensés, ne la partagèrent pas, offrirent de livrer l'argent des caisses royales, et de contracter, au nom du souverain, des engagements pour le reste de la dette envers les Mayençais. Cet avis fut débattu par les avocats. Ils discutèrent afin de savoir si les engagements au nom du Roi n'entraînaient pas engagements personnels pour eux-mêmes ; et lorsqu'il fallait acheter en secret ou démasquer publiquement ceux qui cherchaient à se vendre, le conseil, se laissant influencer par des craintes chimériques, n'avait pas encore découvert de solution à ces difficultés de forme, au moment où le général Léchelle, ancien maître d'armes et successeur de Canclaux, arrivait dans les murs de Nantes, accompagné de Prieur (de la Marne) et de Hentz, commissaires de la Convention.

On était dans les premiers jours d'octobre 1793. Le conseil supérieur délibéra si longtemps, que les Mayençais, poussés par les événements, se trouvèrent sur d'autres points, et qu'ils ne songèrent plus à leurs propositions que pour en faire expier l'impolitique refus.

vendre, il s'est laissé marchander et quelquefois même payer. Mirabeau, le célèbre orateur de la Constituante, s'est mis aux gages de la cour ; Danton a été pensionné par les ministres royalistes de Louis XVI, et Westermann, le confident de Dumouriez, a été, ainsi que son patron, leur agent le plus actif. La plupart des révolutionnaires, soit dans les armées, soit à la Convention, soit au club des Jacobins, Marat lui-même, ont demandé à se faire acheter avant de se poser en ennemis déclarés de la Monarchie. C'était de tradition chez les Républicains, et ce sont sans aucun doute ces exemples qui poussèrent les Mayençais dans la voie où nous les trouvons.

Un nouveau plan de campagne est arrêté, le 2 octobre, à Saumur, dans une réunion de généraux républicains et de membres de la Convention. Le Comité de salut public l'a approuvé. Les conventionnels Hentz et Prieur sont chargés de le faire exécuter. Ils débutent en Vendée par une proclamation. La République avait besoin de toute l'énergie de ses partisans; pour stimuler cette énergie, le Comité de salut public ne craignit pas de flétrir la gloire de Canclaux et de cet Aubert-Dubayet, le héros de Mayence.

« Soldats républicains, disaient Hentz et Prieur dans cette proclamation, datée de Nantes, le 9 octobre 1793, seize cent mille Français sont en ce moment sous les armes; ils exercent la vengeance nationale sur les deux villes rebelles de Lyon et de Toulon, ils sont en marche pour chasser les Rois et leurs vils esclaves du sol de la République. Votre tâche est de purger la Vendée d'une horde de Brigands qui la désolent.

» Les deux armées, des côtes de la Rochelle et de Brest, n'avaient pas l'unité nécessaire dans leur direction, parce qu'elles étaient conduites chacune par un général en chef séparé, dont les vues se croisaient quelquefois. Cet ordre de choses n'a pas encore présenté à l'ennemi une masse de forces suffisantes, et nos armes n'ont pas toujours été heureuses.

» Mais la Convention nationale, dont vous fixez sans cesse l'attention et l'intérêt, vient de faire cesser cet inconvénient. Elle a décrété qu'un général en chef commandera tous les soldats qui combattent dans la Vendée, et cette armée sera appelée *Armée de l'Ouest.*

» Le souvenir des la Fayette, des Dumouriez, des Custines qui, pour mieux voiler leur trahison, ont signalé les commencements de leur carrière par des victoires, donne à la nation de justes inquiétudes sur les hommes d'une caste qui a soulevé l'Europe contre nous, et qui grossit les bataillons de nos ennemis. Il n'y en a plus à la tête de nos armées : Canclaux et Dubayet, ci-devant nobles, sont rappelés. Léchelle, homme du peuple, ancien soldat, est votre général en chef.

» Soldats, un homme n'est rien, la République est tout; vous n'êtes pas l'armée d'un général, mais l'armée de la République : vous n'appartenez à personne, vous n'obéissez qu'à la loi. Ce ne sont pas les généraux qui, jusqu'ici, ont remporté les victoires; c'est votre audace, c'est votre seule bravoure.

» La guerre a formé des Républicains; nous pouvons nous passer des nobles, dont la plupart n'étaient que des conspirateurs. Tout a les yeux sur vous; les représentants du peuple sont là; les traîtres sont livrés à la justice, les ignorants sont éloignés, les intrigants sont connus et chassés. »

Afin de faire exécuter ce plan dans toute sa rigueur, Léchelle assemble lui-même, à Nantes, un conseil de guerre, où Canclaux est invité à se rendre. Canclaux possède une parfaite connaissance de la tactique vendéenne. Son coup d'œil a pu, sur le champ de bataille et dans les mouvements stratégiques, percer le secret des succès et des fautes de chaque parti; mais cette destitution à laquelle il ne peut s'attendre a droit de froisser son orgueil. Canclaux, pourtant, sacrifiant à l'intérêt général ou à la peur ses justes ressentiments, initie l'inexpérience de Léchelle aux combinaisons qu'il a préparées lui-même. Après cet acte d'un désintéressement qui n'est peut-être pas assez apprécié, il fut décidé, sur la proposition du général destitué, que, le 7 octobre, les colonnes républicaines de Fontenay, de Thouars et de Saumur se porteraient à Bressuire, pour pénétrer ensemble par Châtillon dans le cœur de la Vendée.

Le vieux Chalbos est parti de Fontenay avec sa division. Il ramasse sur sa route les bataillons épars; il marche à travers le Bocage, répandant partout la terreur et l'incendie. Le château de Puy-Guyon, propriété de Lescure, se trouve sur son passage. Puy-Guyon est livré aux flammes. Lescure part de son camp de Saint-Sauveur pour se replier sur Châtillon, mais il n'a que trois mille hommes à sa disposition. Les paysans des environs de Bressuire et de Cerisay tâchent de préserver du feu ou de la mort leurs familles et leurs bestiaux. Avec d'aussi faibles troupes, Lescure sent qu'il lui est impossible de résister. Il réclame des secours. La Roche-

jaquelein, toujours souffrant de sa blessure, et qui n'a pu assister à la bataille de Torfou, répond à la voix de son ami. Stofflet accourt, lui aussi; mais Bonchamps, d'Elbée, Talmont et Donnissan sont tenus ou vont être tenus en échec par de nouvelles troupes.

Le danger était pressant. La Rochejaquelein, Stofflet et Lescure ne prennent plus conseil que de leur courage. Il faut arrêter ces masses républicaines, ou s'ensevelir dans un dernier triomphe. Ils n'ont que six mille Vendéens campés au Moulin-aux-Chèvres, près des Aubiers, et deux ou trois cents hommes de cavalerie sous les ordres de Beaurepaire. C'est leur seule ressource. Le 8 octobre, Chalbos attaque les Royalistes; Chalbos, après une charge brillante, est repoussé par Lescure.

Dans cette charge, le général Chambon expire au cri de Vive la République! Le centre, la droite et la gauche de Chalbos sont rompus ou ébranlés. Les tirailleurs vendéens commencent à crier victoire et à poursuivre les fuyards. Tout à coup Westermann et les grenadiers de la Convention paraissent sur le champ de bataille. Westermann a épié ce moment, que son expérience de la Vendée lui faisait prévoir. Il tombe sur les Blancs et les disperse. Chalbos, de son côté, a repris l'offensive. Lescure, Stofflet et la Rochejaquelein veulent en vain rétablir l'équilibre. Lescure est blessé, du Rivault reçoit une balle dans la poitrine. Stofflet est assailli par trois chasseurs, qu'il tue; mais ces efforts ne ralentissent pas les succès de Westermann, qui entre à Châtillon le même jour, après avoir vu fuir une seconde fois devant lui le Conseil supérieur.

Lescure n'a plus d'armée. Ses soldats sont dispersés dans les campagnes, ou périssent sous la baïonnette des Bleus, qui, afin d'annoncer leur victoire, saccagent les Aubiers, Rorthais, Neuil, Saint-Aubin et les paroisses voisines. A cette nouvelle, Bonchamps et d'Elbée, oubliant les dangers qui les menacent, volent au secours de Lescure avec la grande armée, dont ils sont parvenus à reformer les cadres à Cholet. Les officiers blessés marchent eux-mêmes à l'avant-garde, où l'on voit Bonchamps, la Rochejaquelein, la Bouère,

Beauvais et Duchaffault, tous le bras en écharpe. C'était le 9 octobre.

Les postes de Westermann sont surpris et égorgés. Ses colonnes essayent de se ranger en ligne. L'impétuosité vendéenne ne lui en laisse pas le temps. L'adjudant-général, César Faucher (de la Réole), tombe atteint de dix coups de sabre sur la tête et d'une balle dans la poitrine. Ses soldats l'enlèvent mourant. Le frère de Camille Desmoulins, qui servait, avant la Révolution, dans le régiment de Royal-Roussillon-cavalerie, est fait prisonnier. Son nom devient pour lui un arrêt de mort. Il est fusillé sur place. Mais les paysans s'acharnent toujours sur les Bleus. On les massacre aux portes mêmes de la ville. Westermann fuit avec les débris qu'il peut entraîner, il abandonne vingt-cinq pièces d'artillerie, ses vivres, ses bagages et cinquante mille livres de poudre; et les vainqueurs pénètrent dans Châtillon, après un combat qui ne fut qu'une déroute.

Ils avaient longtemps marché sous le soleil, longtemps souffert de la faim et de la soif; ils se jettent sur les vivres et sur les liqueurs de Westermann. Ils boivent, ils mangent avec une funeste précipitation; bientôt plongés dans l'ivresse, ils s'endorment. Mais, excités par le désir de poursuivre et de capturer Westermann, des Vendéens, conduits par Beaurepaire et par Legeay, se montrent sur la route de Bressuire. Westermann les voit si peu nombreux qu'il s'arrête pour les repousser. Au même moment il rencontre Chalbos accourant à son aide. Il lui présente son sabre. « Tout le monde m'abandonne, dit-il écumant de rage; je ne veux plus servir avec des lâches. » Ces paroles font rougir les Bleus de honte; ils jurent qu'ils ne reculeront plus. « Eh bien! s'écrie Westermann, retournez mourir avec moi à Châtillon. » Il choisit une centaine de hussards ivres comme lui de sang, de vin et de poudre; il leur impose à chacun un grenadier en croupe, culbute en passant Beaurepaire et Legeay qui poursuivaient les Révolutionnaires, franchit le pont du Gué-Paillard, dont personne ne défendait l'approche, taille en pièces les avant-postes, et, au cri trompeur de Vive le Roi! il s'élance au galop dans les rues de Châtillon.

La division conduite par Chalbos le suit de près. Il est onze heures du soir, tout dort dans la ville. Westermann commence par mettre le feu aux premières habitations, puis il enjoint de tout massacrer sans pitié. Les Royalistes sont sortis de leur fatal sommeil. Les uns tuent, les autres égorgent. On lutte corps à corps dans les rues; on combat dans les maisons; la voix des chefs n'est pas plus reconnue que la couleur des cocardes. Il n'y a plus de Bleus, plus de Blancs, plus de chefs, plus de soldats. Dans Châtillon, livré à toutes les horreurs, il n'y a que des ennemis qui se déchirent, que des frères peut-être qui se mutilent dans les ténèbres de la nuit. Talmont, surpris au milieu de son sommeil, descend l'escalier de la maison qu'il habite. Les hussards, qui montaient le même escalier, renversent le prince sans lui faire aucun mal, et assassinent la maîtresse de la maison et sa fille qui étaient révolutionnaires. Henri, Lescure, Talmont, Bonchamps et d'Elbée, au milieu du sac de cette ville enlevée sans assaut, veulent rallier des soldats, afin de former un noyau; ils ne voient que des Républicains qui les attaquent, que des Royalistes qui les frappent ou sont frappés par eux. Le sang ruisselle au milieu de ces rues montueuses et étroites. Le feu grandit, et, à travers cet épouvantable désordre où trente mille Royalistes se battent contre quelques milliers de Républicains, c'est à peine si la prévoyance de Beauvais, de Soyer et de Legeay a le temps d'arracher au désastre la division de Chemillé.

Ce fut une horrible nuit. Westermann la rend encore plus horrible : il s'élance à la poursuite de l'état-major, brûle sous ses yeux le village du Temple, revient à Châtillon évacué enfin par les deux partis; mais, n'y trouvant plus que des cadavres, il met pied à terre, il achève de piller les maisons et de les incendier après. Au point du jour il sort de la ville saccagée en hurlant la *Marseillaise*.

Six heures ne s'étaient pas écoulées que le lendemain, 10 octobre, les Vendéens se dirigeaient sur Châtillon pour tirer vengeance de cet affront. A la vue de ces ruines encore fumantes et si rapidement accumulées sur des milliers de cadavres, ils s'arrêtèrent stupéfaits. Personne n'osa péné-

trer au milieu des décombres; tous se retirèrent en pleurant.

La crise était arrivée. L'armée de Luçon et les Mayençais menaçaient Cholet et Mortagne. Une victoire, comme celle de Torfou, pouvait seule délivrer la Vendée; mais il fallait que Charette attaquât les Bleus en flanc ou sur leurs derrières. Il le fallait dans l'intérêt général. Les chefs de l'armée le sollicitent et le conjurent. On lui dépêche courrier sur courrier afin que, de concert avec l'armée, il vienne opposer une digue au torrent. Charette ne répond point, et il marche sur Noirmoutier, s'éloignant encore davantage du théâtre de la guerre.

Les communications étaient difficiles. Charette n'a pas dû recevoir les messages de ses compagnons d'armes. Lui-même l'a souvent déclaré; et ces courriers, enlevés par les Bleus, n'ont jamais reparu; ce qui disculpe le général. Il faut admettre comme point historique qu'il ne connaissait pas la position désespérée des Royalistes, mais son esprit militaire était assez perspicace pour pressentir le coup qui allait être porté; il était donc de son devoir de venir, même sans être appelé, tenter une diversion qui ne pouvait être que salutaire. Il devait s'opposer aux Mayençais, s'avançant sur Mortagne, pour renforcer les autres corps d'opération. Ces reproches, que l'on adresse à sa mémoire, ont été sans doute bien effacés par ses triomphes, par ses glorieuses défaites et par sa mort; néanmoins il faut qu'ils soient consignés dans les annales de la Vendée comme une expiation, comme un souvenir ou comme une leçon.

A partir du 14 octobre, l'armée se recrute d'heure en heure de tous les paysans que l'incendie ou la terreur a chassés de leurs métairies. Ses camps s'ouvrent, avec un triste sentiment d'hospitalité, aux femmes, aux vieillards et aux enfants que les divisions ennemies, se rapprochant du centre, ont poussés devant elles. Ces troupeaux de chrétiens, sans asile, arrivent, propageant l'effroi qui les domine et le désir de la vengeance qui respire même sur leurs visages baignés de larmes. L'armée couvre Cholet. Cholet est devenu pour elle le rempart de la Vendée. C'est là qu'affluent tous les hommes en état de faire le coup de feu.

Royrand lui-même sort de ses quartiers du bas Poitou, harcelé, poursuivi, battu par les colonnes républicaines.

Le 14, le général en chef Léchelle, l'*homme du peuple*, ainsi que l'ont surnommé Hentz et Prieur, est avec les généraux sous ses ordres et le représentant Merlin; il veut interroger Kléber et lui demander compte de la situation. Il balbutie, il confond tout. A une révélation aussi complète de cette incapacité civique, Merlin (de Thionville) jette un regard d'intelligence aux généraux, et il dit : « En vérité, on croirait que le Comité de salut public a pris à tâche de nous envoyer ce qu'il y a de plus ignorant dans l'armée. » Pendant cette conférence un courrier arrive et remet à Merlin des dépêches. Après les avoir parcourues, Merlin s'écrie : « L'île de Noirmoutier est au pouvoir de Charette. » Léchelle, qui a entendu sans comprendre, demande : « Noirmoutier, qu'est-ce que cela? dites donc; où cela est-il situé? » Il venait d'avoir le commandement des côtes de la Rochelle, et il ignorait où se trouvait Noirmoutier! C'était un digne général révolutionnaire.

Léchelle, pourtant, que Kléber essaye d'instruire, s'entoure des divisions qui n'ont sur leur route rencontré aucun obstacle; il enjoint à l'armée de Luçon, soutenue par les Mayençais, de marcher sur Cholet. A cet ordre, ces corps s'ébranlent. Le 15, Lescure, campé au château de la Tremblaye, est averti; il monte sur un tertre et découvre, à vingt pas de lui, un bataillon ennemi. « En avant! » s'écrie-t-il. A peine a-t-il prononcé ce mot, qu'une balle le frappe au sourcil gauche et sort derrière l'oreille. Il tombe. Les paysans, qui ont entendu son commandement, s'élancent, passent sur son corps et courent aux Bleus. Le jeune Beauvolliers, Renou et Bontemps, le fidèle domestique du général, l'arrachent tout sanglant de ce funeste champ de bataille et le transportent à Beaupreau. Le combat continue cependant. Bard et Marceau ont pris de savantes dispositions; mais les Royalistes, qui n'ignorent pas que Lescure est blessé, brûlent de venger leur chef. Ils ne cèdent même pas le terrain devant une charge de Mayençais que Beaupuy conduit. L'adjudant-général Besson, Tyran, chef d'escadron des chas-

seurs de Cassel, perdent la vie. Le général Labruyère a le corps traversé de deux balles; il reçoit vingt et un coups de baïonnette, et ne se retire que lorsque Marceau crie à ses soldats de l'enlever. Ce combat n'est que le prélude d'une bataille plus décisive.

Au moment de voir jouer l'avenir de la monarchie sur les chances hasardeuses d'un engagement, le général Bonchamps, dont l'idée fixe depuis les premiers jours de l'insurrection a été de soulever la Bretagne par le contact partiel de la Vendée, propose, dans une réunion des généraux, de passer sur la rive droite de la Loire. Il désire qu'on appelle aux armes une province dans laquelle la Rouërie a jeté tant de ferments de haine contre la Révolution, et qui a déjà fourni à la grande armée son contingent de sacrifices et de courage. En tout état de cause, Bonchamps exige qu'on s'assure du passage de la Loire. Un revers est à craindre; ce revers peut tout compromettre. Officier aussi habile que soldat dévoué, dans ce dernier conseil auquel il assiste, il répond à toutes les objections de d'Elbée, dont il n'approuve pas les plans. « Les ennemis ont enfin appris le secret de la victoire, disait-il, puisqu'ils forment des masses pour nous accabler. »

Sur l'avis de Bonchamps, avis qui était une dernière mais impolitique ressource, car il permettait à la Vendée une arrière-pensée de salut, — et en guerre civile il y a des instants où il ne faut pas même laisser une espérance pour obtenir du désespoir les miracles que la valeur refuse; — sur cet avis, le prince de Talmont, les chevaliers Duhoux et de Turpin, avec un corps de quatre mille Angevins et Bretons, sont détachés pour ouvrir le passage de la Loire à Saint-Florent, et le maintenir libre de l'autre côté du fleuve à Varades. A la tête de trois autres compagnies bretonnes, d'Autichamp occupe lui-même Saint-Florent-le-Vieil depuis quelques jours.

Mais, dans ce conseil de guerre, où manque déjà l'un des généraux les plus aimés de la Vendée, il s'élève une question de vie ou de mort. La Rochejaquelein et Stofflet veulent qu'on tire avantage de la position en amphithéâtre de Cholet,

pour se défendre là, ou pour mourir dans un généreux effort. Les autres chefs adoptent cet avis.

La masse de l'armée en avait autrement décidé. Sans ordre, elle se repliait sur Beaupreau; et de vieux Vendéens de ce temps-là le disent encore, ils avaient peur de cette agglomération de troupes républicaines accourues de tous les points à la fois. Le même jour arrive la division de Fontenay qui a été battue à Châtillon, mais qui, sous l'inspiration de Westermann, a su venger si cruellement sa défaite. Elle est conduite par les représentants du peuple Bourbotte, Bellegrade et Fayau.

Les armées républicaines ont fait leur jonction. Elles avaient traversé le Bocage en y répandant partout l'incendie et la mort. Dans les *Mémoires relatifs à la Révolution française* on lit de pénibles détails sur les excès commis à cette époque par les patriotes, et c'est au manuscrit d'un ancien administrateur militaire des armées révolutionnaires que nous les empruntons.

« Qu'il me soit permis, dit-il, page 97, de peindre ici l'horreur qui régnait dans ces contrées, que j'ai parcourues immédiatement après le passage des soldats. Je ne vis pas un seul homme à Saint-Hermand, à Chantonnay, aux Herbiers: quelques femmes avaient échappé au fer. Tout ce que je pus voir de maisons de campagne et de chaumières, sur la route et dans les bois riverains, était la proie des flammes. Le ciel était obscurci de fumée. Quantité de cadavres répandus çà et là commençaient à infecter l'air. Les troupeaux n'osaient approcher de leurs étables incendiées; les bœufs, les génisses, les taureaux égarés faisaient retentir l'air de leurs mugissements prolongés. J'étais surpris par la nuit; mais, loin que ses sombres voiles vinssent me dérober les ravages de la guerre, le reflet des incendies qui éclairaient ma marche incertaine me les reproduisait avec plus d'horreur. Au bêlement des troupeaux, au beuglement des taureaux, se joignaient le croassement des corbeaux et les hurlements des animaux carnassiers, qui, du sein de leurs retraites obscures, venaient dévorer les victimes éparses des combats. Enfin, j'aperçus dans le lointain, et dans la

direction de la route que je tenais, une colonne de feu qui grossissait à mesure que j'avançais. C'était Mortagne qui brûlait. Qu'on se fasse une idée, si l'on peut, du désastre de cette ville, où je ne trouvai que quelques femmes éplorées et occupées à retirer leurs effets du milieu des flammes. »

Enfin le 17 octobre 1793 se leva sur la Vendée. Dès le point du jour, d'Elbée, la Rochejaquelein, Bonchamps, Stofflet, Donnissan, Royrand, Forestier avec sa cavalerie, Marigny à la tête de son artillerie se mettent en marche sur Cholet. Quarante mille hommes sont rassemblés autour d'eux. Ce jour-là, c'est, pour les Royalistes, un jour de deuil éternel ou de victoire. Cernés de toutes parts, il faut qu'ils triomphent ou qu'ils meurent. Ils espèrent surprendre les Bleus, qui, forts de la supériorité du nombre et de leurs succès, ne s'attendent pas à être attaqués. Mais Léchelle, mais Beaupuy, qui a remplacé Kléber dans le commandement des Mayençais, car Kléber fait office de général en chef, sous le nom de Léchelle; mais les conventionnels Bourbotte, Fayau, Merlin, Choudieu, Thirion, Bellegrade, Turreau et Carrier, ont dicté à leurs différents corps d'armée toutes les précautions imaginables. Léchelle va notifier l'ordre de marcher contre les Vendéens, quand tout à coup ceux-ci fondent avec rage sur les avant-postes. La générale bat et les Républicains sont rangés en bataille au milieu de la lande de Bégrolle, sur une ligne formant un arc dont la ville de Cholet est le centre. Les extrémités de cette ligne s'appuient à gauche au château de la Treille, à droite à celui de Boisgroleau.

La Rochejaquelein et Stofflet pressent le centre républicain, où Kléber, Marceau et Nattes leur tiennent tête. La division du général Muller, forte de quatre mille hommes, paraît sur le terrain. A la vue de ce qui se passe, cette division saisie de frayeur, fait volte-face et se retire sur Cholet, sans vouloir participer à l'action. Bonchamps et d'Elbée s'élancent à la droite. Leurs volontaires courent au feu en colonne serrée comme de vieilles bandes. Les troupes qu'on leur oppose, et que Chalbos, Bard et Damas dirigent,

sous les yeux de Carrier sont enfoncées. Le général Bard est blessé. Carrier fuit en tremblant. Il s'arrête devant le front de la division de Kléber. En voyant le conventionnel qui s'éloigne après avoir perdu son cheval et ses armes, Kléber s'écrie avec les aspérités alsaciennes de son langage : « Soldats, laissez passer le citoyen représentant, et rejetez-le sur les derrières; il tuera après la victoire. » Carrier se le tint pour dit, et les paysans s'égaillent pour assurer leur triomphe. Au centre, le choc de M. Henri et de Stofflet est si impétueux que d'abord rien ne peut leur résister, et qu'ils pénètrent dans le faubourg de Cholet. Ils sont déjà maîtres de l'artillerie des Républicains; ils l'ont même fait tourner contre eux. Le fatal sauve qui peut retentissait dans leurs lignes frappées d'épouvante. La division des généraux Scherb et Vimeux, adossée au ravin de la petite rivière de la Moine, n'a pas été plus heureuse; elle est dispersée.

Soudain le général Haxo, qui, avec Sainte-Suzanne, a le commandement de l'arrière-garde, change la face du combat. Il coupe entre Cholet et un ravin, se jette sur le flanc des Royalistes, culbute, par cette manœuvre, les troupes de Stofflet, et, sur les canons qu'ils viennent de conquérir, il tue leurs nouveaux artilleurs. Le général Bard, dont le sang coule par trois blessures, saisit l'importance de la manœuvre que fait Haxo. Beaupuy se place au front de la cavalerie des Mayençais, et les grenadiers de Bloss, et les dragons de Bard fendent la ligne épaisse que les Vendéens ont formée. Le 109e régiment de ligne perce, musique en tête, au milieu de la mêlée. Son attitude rend le courage aux Bleus. « Grenadiers, en avant! » s'écrie Bard, qui paye d'audace. « En avant ! » répètent les Républicains. La ligne des Royalistes est rompue. Elle se reforme. Beaupuy commande une dernière charge contre cette masse de Vendéens, qui, pressée de tous côtés, tourbillonne, se désunit, se débande et revient un moment après plus compacte et plus audacieuse sous le feu. La cavalerie de Beaupuy exécute le mouvement. Le sang coule sur tous les points. Dans ce moment de bataille universelle, un cri sort de quelques bouches. A la Loire? vers la Loire! entend-on dans les rangs où Républi-

cains et Royalistes combattent avec un égal acharnement. A la Loire! c'était la défaite, c'était la fuite.

Les généraux vendéens ont compris cet horrible vœu que leurs soldats ne formulaient sans doute pas, mais que des traîtres proféraient pour amener la confusion. Ces cris ont été entendus. Les Blancs se troublent. Les uns s'élancent vers Beaupreau, les autres se débandent. Mais il s'en trouva que rien ne put ébranler.

Bonchamps, d'Elbée et la Rochejaquelein unissent leurs efforts. Ils veulent, par un prodige, sauver l'armée ou s'ensevelir sous ses débris. Ils parcourent les rangs où la terreur et la mort ont laissé tant de vides. Leurs prières rassemblent quatre cents volontaires, bataillon sacré de cavaliers et de fantassins. La plupart de ces volontaires sont des hommes qui, même en Vendée, ont mérité d'être réputés braves. Ce sont Dupérat, Beaurepaire, Forêt, Desessarts, Legeay, Duchaffault, Renou, Laville-Baugé, Soyer, de Royrand, Cadi, Allard, Genest, Picherit, Delaunay, Tonnelet, Mondyon, Tranquille, Vandangeon, de Brocourt, de Grellier, Loyseau, surnommé *Berryer,* parce qu'à la seconde bataille de Coron il avait tué de sa main plus de vingt volontaires d'un bataillon du Berry; Barbot de la Trésorière, Chévigné, Guerri de la Vergne, Couty, Jousselin, Duchesne de Denant, Lusignan, Pardessus, Drouault, Raimbault, Mathurin Rochard et Jacques Marchais. Groupés autour de leurs trois généraux, ils s'élancent au cri de Mort aux Républicains! qui sort de toutes les bouches à la fois. Il était huit heures du soir.

Rangs, drapeaux, chefs et soldats, tout est confondu. Le sang inonde la terre sur laquelle ils passent. Républicains et Royalistes se fusillent à bout portant; tous, dans l'obscurité de la nuit, s'égorgent à coups de sabre ou de baïonnette. Le général Beaupuy a deux chevaux tués sous lui. Il est attaqué par Loyseau et dégagé par une charge de cavalerie. Le général Bloss est ajusté par un Vendéen. Un autre paysan l'attaque à coups de sabre. Bloss, qui se défend avec sang-froid, va périr. Buquet, l'aide de camp de Kléber, relève le fusil avec son sabre et tue le Royaliste. Target,

Vernanges, Saint-Sauveur et Dubreton, officiers généraux des Mayençais, sont dangereusement blessés et n'en combattent qu'avec plus d'acharnement. Patris, le nouveau chef d'escadron des chasseurs de Cassel, est frappé à mort; Ageron, vieil officier qui a quarante ans de service, expire sous la baïonnette de Vandangeon. L'état-major seul de Kléber avait perdu quatorze chefs de brigade ou commandants. Mais le trépas n'épargnait pas plus les Royalistes que les Républicains. Le Vendéen la Roche-Courbon est blessé. Marchais, Rochard et Raimbault, trois paysans de la Poitevinière, meurent percés de coups. Bonchamps et d'Elbée sont attaqués à leur tour. Ils se battent encore. Un coup de feu renverse l'un. Une balle traverse la poitrine de l'autre. Tous deux au même instant tombent sur les cadavres qu'ils ont amoncelés. Tous deux seraient restés parmi les morts, si Piron et Lyrot, qui arrivaient, mais quelques minutes trop tard, conduisant une nouvelle division, ne les eussent préservés de ce malheur. A cette vue, la Rochejaquelein brandit sur sa tête son sabre ensanglanté. « Mourons avec eux dans ces landes, s'écrie-t-il, mais ne reculons pas! » Bientôt entraîné lui-même, il ne peut ni revenir au combat, ni périr à côté de ses amis.

« Ainsi, dit Kléber dans son rapport, se termina cette sanglante et mémorable journée. L'ennemi perdit douze pièces de canon, dont plusieurs du calibre de douze. Jamais ils n'ont donné un combat si opiniâtre, si bien ordonné, mais qui leur fût en même temps si funeste. Les rebelles combattaient comme des tigres, et nos soldats comme des lions. »

La bataille était perdue. Les Royalistes fuyaient vers Beaupreau; et, pour démoraliser jusqu'à leur courage, Bonchamps et d'Elbée, blessés à mort, traversaient leurs rangs, l'un étendu sur un brancard; l'autre en croupe derrière un cavalier. Ce spectacle, qu'il fallait épargner à des soldats vaincus, et que le besoin de soigner les deux généraux avait improvisé malgré leurs prières, ne s'excuse que par la désolation à laquelle les paysans étaient en proie. La colonne de Piron et de Lyrot ne peut que protéger la retraite; mais avant de paraître sur le terrain, elle a forcé une division

ennemie à se replier. Les Bleus ont pris en désordre la route de Saint-Laurent-sur-Sèvre. Les habitants se réunissent; ils vont exterminer ces soldats, que le hasard livre à leur vengeance. Les missionnaires du Saint-Esprit, les sœurs de la Charité sortent de la maison, transformée en ambulance pour les blessés des deux partis. Les prêtres menacent. Les sœurs prient afin d'arrêter le massacre. Leur voix est entendue, et un chemin s'ouvre aux Bleus, qui retournèrent sur leurs pas, égorgeant dans la plaine du Puy-Saint-Bonnet les fuyards qui se dirigeaient du côté du Bocage.

Les Républicains dédaignèrent de poursuivre l'armée dispersée, et ils prirent position sur la hauteur du moulin de Pesgon, en arrière du bourg du May. Après la victoire, Carrier se place à leur tête et les reconduit à Cholet, où ils mettent tout à feu et à sang, pillant les manufactures, tuant les chevaux, massacrant les femmes et les enfants, ou vendant d'une main, au plus vil prix, ce qu'ils venaient de voler de l'autre. Ces orgies du triomphe ne pouvaient rassasier Westermann; il y était trop habitué. On le chargea de suivre enfin les traces de l'ennemi.

Quoique dangereusement blessé au bas-ventre, Bonchamps est remonté à cheval, mais il ne peut s'y soutenir. Alors ses soldats, témoins de cette agonie, reprennent courage. Ils se rangent autour du moribond. Des larmes d'admiration et de respect couvrent le brancard sur lequel il est étendu, et pendant le trajet, on le porte malgré la poursuite des Républicains. D'Elbée,. lui aussi, arrivait de son côté à Beaupreau, conduit par d'Hauterive, son beau-frère.

En ce moment trois des principaux chefs de la Vendée se rencontraient, après une aussi fatale journée, dans la même ville et dans la même position. Ils étaient tous trois blessés à mort et à peu d'heures de distance. Lescure a su le désastre par la Rochejaquelein. Avec lui il essaye de mettre une certaine régularité dans la retraite. Ils tâchent surtout de réunir assez de forces pour retarder la marche de Westermann, que rien n'arrête, rien, pas même la fatigue dont ses soldats et lui-même doivent être accablés. Westermann est pendant la nuit aux portes de Beaupreau. Il renverse

tout ce qui s'offre sur son passage. Les Blancs fuient encore; ils vont tous périr sous le fer républicain lorsque, épuisés d'insomnie, de courses et de combats, les Bleus sont forcés de prendre quatre ou cinq heures de repos.

Ce fut le salut de l'armée royale. Le 18 au matin M. Henri, désormais le seul espoir de la Vendée, Lescure, Bonchamps et les autres officiers rencontrent plus de cent mille personnes de tout âge et de tout sexe qui tendent les mains vers la Loire, comme si là ils avaient à espérer un asile ou une patrie. A la vue de cette désolation, à la pensée surtout que, vaincus, ils abandonnent le Bocage, la Rochejaquelein s'abîme dans sa douleur. Morne et le cœur désespéré, il suit ce convoi funèbre, qui va aboutir à la Loire.

Le fleuve est libre, le passage assuré. Talmont et d'Autichamp ont rempli les instructions qui leur furent communiquées avant la bataille de Cholet. Gourdon et quatre cents chasseurs de Bonchamps, soutenus par un égal nombre d'Angevins et de Bretons de Turpin et de Scepeaux, ont traversé la Loire sur de frêles barques. Ils attaquent la garnison de Varades, la mettent en fuite; puis, maîtres des deux rives, Talmont, d'Autichamp, de Scepeaux et le chevalier de Turpin, qui savent la funeste issue du combat de la veille, attendent les débris de la grande armée.

CHAPITRE VII.

Marche vers la Loire. — Spectacle offert par l'armée royale. — Humanité de Bonchamps. — Sa mort. — Le prince de Talmont à Ancenis. — Passage de la Loire. — Henri de la Rochejaquelein général en chef de la grande armée. — Correspondance de Merlin (de Thionville). — Charette dans le bas Poitou. — Il assiége et prend Noirmoutier. — Position de la Vendée pendant la campagne d'outre-Loire. — Mission de Saint-Hilaire auprès des généraux royalistes. — Marche de la grande armée sur Laval. — Léchelle et Beaupuy. — Justice de Marigny. — Proclamations révolutionnaires. — Prise de Laval. — Humanité des Vendéens. — La petite Vendée. — Combat de la Croix-de-Bataille.

C'était un bien désolaut spectacle que celui qu'offrait l'armée vendéenne désorganisée, n'écoutant plus la voix de ses

chefs et n'apercevant dans ses rangs que des femmes, des enfants, des vieillards ou des blessés. Tous étaient chassés de leur patrie, tous saluaient avec un sentiment de tristesse reconnaissante la Bretagne, dont le rivage leur apparaissait comme une terre hospitalière. Dans les pleurs des uns, dans les désespoirs contenus des autres, dans l'attitude de tous, il y avait quelque chose de si lugubre que les plus braves mêmes étaient saisis au cœur. A chaque minute il arrivait de nouveaux convois; à chaque instant cette multitude sans vivres, sans armes, avec des vêtements en lambeaux, au milieu d'une sombre et froide matinée d'octobre, se grossissait d'une autre multitude qui, repoussée par l'incendie ou par le fer, venait essayer de mettre la Loire entre la mort et elle. On se pressait dans l'étroite vallée de Saint-Florent. On s'appelait avec des cris lamentables. On s'asseyait sur ce rivage, où il ne se rencontrait ni barques de transport ni ponts de bateaux pour arracher aux Bleus les débris vivants de la Vendée émigrant en masse. « Beaucoup d'autres, nous dit madame la marquise de la Rochejaquelein, témoin du lamentable spectacle, comparaient ce désordre, ce désespoir, cette terrible incertitude de l'avenir, cette foule égarée, cette vallée, ce fleuve qu'il fallait traverser, aux images que l'on se fait du redoutable jour du jugement dernier. »

Dominés par une invincible terreur, entourés de leurs vieux pères, de leurs mères éplorées et de toutes ces familles qui n'ont plus d'asile, les soldats parlent de franchir le fleuve; mais, à la pensée qu'il faut renoncer au Bocage et fuir en vaincus sur une terre qu'ils n'ont pas arrosée de leur sang, les généraux, calculant les périls de toute espèce qui attendent cette armée, sont transportés d'une sublime fureur. On aperçoit la Rochejaquelein, se multipliant partout, s'efforcer de ranimer dans chaque cœur les sentiments qui agitent le sien. Il veut qu'on s'attache à ce rivage, qu'on y laisse pénétrer les Républicains et qu'on meure de leurs mains s'il le faut, mais qu'on meure en Vendée. Il n'écoute ni les prières ni les conseils. Son génie, qui l'a toujours si bien servi, lui dit que loin du sol natal les paysans ne combattront plus avec la même ardeur, avec les mêmes res-

sources. Il le sent, il l'explique, il le développe avec cette éloquence d'une âme convaincue. Des pleurs de rage coulent de ses yeux. Lescure, blessé, et qui vient d'arriver aussi à Saint-Florent dans cette fatale matinée du 18 octobre, Lescure retrouve quelque force pour protester contre une mesure dont sa haute intelligence entrevoit les dangers. Forestier s'écrie que, si Bonchamps n'était pas agonisant, on pourrait tenter le passage, parce que lui seul a le secret des espérances qu'offre la Bretagne et des secours qu'elle peut réaliser. Les autres chefs, atterrés par l'immense scène de désolation, assurent que rien ne peut arrêter le funeste élan qui pousse les Vendéens sur la rive droite. Au delà du fleuve, disent-ils, lorsque ces images de deuil n'attristeront plus leurs regards, lorsqu'ils ne verront plus les flammes qui dévorent leurs chaumières, ils pourront reprendre courage; mais jusqu'à cette heure, vouloir les retenir sur la rive gauche, c'est consommer la ruine du pays.

Il était impossible de calculer longtemps avec cette foule, qui, à la première vue des cavaliers envoyés à sa poursuite, pouvait se précipiter dans la Loire. La Rochejaquelein et Lescure ne se laissent pas convaincre, néanmoins ils se soumettent à la plus impérieuse de toutes les nécessités : le passage est résolu.

Quoique en proie à d'inexprimables angoisses individuelles, les Royalistes ont encore à pleurer sur de plus grandes calamités. Ils ont vu Bonchamps et Lescure tous deux blessés à mort, tous deux apparaissant comme un témoignage de tant de misères. Bonchamps est déposé dans une maison particulière, Lescure aussi, Lescure qu'accompagne sa jeune femme enceinte.

Tout à coup un mouvement de fureur se manifeste dans cette population, qui n'a plus pour elle que l'exil ou les persécutions. Cesbron d'Argognes, vieux chevalier de Saint-Louis, qui, au nom du roi, commandait à Cholet, entre à Saint-Florent, conduisant avec sa garnison cinq mille prisonniers républicains. Cesbron d'Argognes est un homme endurci au métier des armes. Sur sa route il a déjà fait preuve de fermeté en faisant fusiller plusieurs de ces pri-

sonniers que la déroute des Blancs a rendus audacieux. Sans l'intervention de madame de Bonchamps, qui suivait cette colonne, ignorant encore l'étendue du malheur dont elle était menacée, Cesbron ne se serait pas arrêté à ces exécutions.

Il était impossible de traîner au delà du fleuve cinq mille révolutionnaires. Cesbron d'Argognes les dépose dans l'église et va demander aux généraux ce qu'il reste à faire. Son avis à lui, et il ne s'en cachait pas, était de les mettre tous à mort. Le conseil s'assembla dans la chambre même où Lescure était étendu sur un matelas. Dans le premier moment un certain nombre d'officiers partagèrent l'avis de Cesbron. A cette résolution désespérée, Lescure, que la douleur rend presque muet, balbutie : « C'est une horreur ! » Et pourtant, pendant cette délibération, le conseil de guerre entendait de funestes cris, d'ardentes provocations. C'étaient plus de cent mille proscrits qui, poussés hors l'humanité par des maux de toute nature, appelaient la vengeance, et pour mot d'ordre aux représailles s'écriaient : « Tuons les Bleus ! »

D'autres montraient à cette foule les villages et les chaumières encore fumants. Ils lui rappelaient les attentats dont le Bocage avait été le théâtre. A ces récits, un long cri s'échappait de toutes les bouches : « Tuons les Bleus ! » répétait-on dans les rangs. Déjà les canons étaient braqués sur l'église. Le conseil écoutait ce vœu, mais aucun de ses membres n'osait assumer l'initiative d'une pareille boucherie. Personne ne voulait accepter les fonctions de bourreau. A ce refus, Lescure laisse échapper cette parole : « Je respire, » qui exprimait bien les sentiments de joie dont son cœur était pénétré.

Ce que les chefs n'avaient pas le courage de tenter, la multitude exaspérée allait l'exécuter lorsque ses clameurs parviennent aux oreilles de Bonchamps qui déjà lutte contre la mort. Bonchamps a sous les yeux le déchirant tableau de sa femme, veuve en quelques heures, et de ses enfants orphelins. C'est sa femme qui, par ses prières, a durant le trajet empêché d'égorger les prisonniers. Il écoute ces funestes débats. On lui dit que la voix des chefs va être

méconnue. Ses forces défaillantes se raniment. Il se tourne vers ses officiers en pleurs. D'Autichamp se baisse pour recueillir sa suprême instruction. « Mon ami, dit le mourant, qu'on épargne ces malheureux. C'est sûrement le dernier ordre que je vous donnerai; laissez-moi l'assurance qu'il sera exécuté. » D'Autichamp sort. Un roulement de tambour annonce une proclamation. Tous les Vendéens entourent le jeune officier qui, en pleurant, répète quel est le vœu du général.

Au nom de Bonchamps, à ce nom si révéré, des larmes s'échappent de tous les yeux. La pitié succède à la fureur. Les canons déjà braqués sur l'église sont détournés. Un cri universel de : « Grâce! grâce! sauvons les prisonniers! Bonchamps l'ordonne! » retentit dans toute la ville. Le héros chrétien est obéi. Avant de mourir, il a remporté sur lui-même et sur les autres la plus difficile de toutes les victoires. De son cœur, la miséricorde est descendue dans le cœur de cent mille hommes sans asile, dont un quart d'heure de vengeance aurait adouci les maux.

Les Royalistes ont pardonné à la Révolution, qui ne leur pardonna jamais. Ce fut une sainte action que celle-là. La Religion l'exigeait; la politique ne l'eût peut-être pas conseillée.

Bonchamps, à qui cette secousse rend un peu de force, profite de ce relâche dans ses souffrances pour traverser la Loire. On le porte au village de la Meilleraie; mais la fièvre devient plus intense. Déposé dans la chaumière d'un pêcheur, le général sent approcher sa fin. Alors, oubliant tous les soins terrestres, il ne s'occupe plus que de l'avenir. L'abbé Courgeon, curé de la Chapelle-Saint-Florent, l'assiste à son agonie. C'est le confident de ses bonnes œuvres pendant la prospérité, son ami de tous les temps et son consolateur dans ce suprême instant. Il lui promet la récompense réservée à une vie passée dans l'accomplissement de tous les devoirs. « Oui, répond le mourant d'une voix fortement accentuée, j'ose compter sur la miséricorde de Dieu; car je n'ai agi ni par orgueil, ni pour obtenir une réputation qui s'anéantit dans l'éternité. » A peine a-t-il proféré ces paroles,

sublime testament légué à la Vendée, qu'il murmure encore : « Je compte sur la grâce des prisonniers. » Ce fut sa dernière pensée. Cinq minutes après, Bonchamps, le général qui, sans contredit, développa dans cette première guerre le plus de talents en stratégie et d'intelligence politique, Bonchamps, dont toutes les passions étaient des vertus, expira.

En tirant l'épée, il avait dit : « Les guerres civiles ne donnent point la gloire. » Pendant les sept mois qu'il prit une si large part aux événements de la Vendée militaire, sa vie offre un heureux démenti à ces paroles prononcées dans l'effusion de son âme. On a prétendu, il a été écrit que, pour constater la mort du général angevin, la Convention avait signifié qu'on déterrât son cadavre et qu'on lui envoyât sa tête. Le fait est faux, aussi faux que celui par lequel on a tâché d'accréditer que l'église de Saint-Florent, dans laquelle les prisonniers étaient détenus, se trouvait minée, et que ses souterrains contenaient plus de soixante milliers de poudre destinés sans doute, par une impossible prévoyance, à faire sauter les patriotes. On assura aussi, dans le temps, que les cinq mille hommes sauvés par Bonchamps lui témoignèrent leur reconnaissance en faisant pleuvoir la mitraille des canons tout à l'heure dirigés contre eux sur la barque qui le menait à Varades. Cette assertion n'a pas plus de fondement que les premières. Les Bleus ne commirent pas, ils étaient même dans l'impossibilité de commettre un aussi misérable attentat. Mais ce qui est vrai, c'est qu'à peine libres, à peine de retour sous leur drapeau ou dans leurs foyers, très-peu se rappelèrent, par un sentiment de piété, cette mémorable journée du 18 octobre 1793 à Saint-Florent.

Un jour pourtant il y eut une exception à cette cruauté de toutes les heures. Madame de Bonchamps et sa fille entraient prisonnières à Nantes. Les honneurs militaires leur furent spontanément rendus ; et, dans ce temps où tout ce qui était captif périssait dans les noyades ou sur l'échafaud, madame de Bonchamps et sa fille échappèrent à toutes ces morts, protégées qu'elles étaient par la mémoire de celui dont elles portaient le beau nom.

Pelloutier, Haudaudine, Paimparey, Maucomble et Marion, notables citoyens de Nantes, se rencontraient au nombre des prisonniers. Plus d'une fois, ces Républicains d'un autre âge saisirent l'occasion de témoigner à la Vendée leur reconnaissance, et ils publièrent même, le 2 juillet 1817, la pièce suivante :

« Nous soussignés, habitants de Nantes, déclarons et attestons sur l'honneur qu'ayant fait partie des prisonniers républicains qui se trouvèrent, le 18 octobre 1793, entassés au nombre de cinq mille cinq cents environ, à Saint-Florent-le-Vieil, où notre délivrance eut lieu le lendemain par l'armée républicaine, nous ne dûmes notre salut, à cette fatale époque, qu'au caractère noble et généreux de M. de Bonchamps, l'un des généraux de l'armée vendéenne, qui, peu d'instants avant sa mort, parvint, par ses exhortations, à contenir la fureur de ses troupes, et leur fit même la défense la plus vigoureuse d'attenter à la vie des prisonniers, dont le sacrifice paraissait résolu. »

Afin de faire franchir le fleuve, dont les eaux étaient encore assez basses, à ces cent mille exilés que les Bleus pressent de toutes parts, il fallait des embarcations. Les chefs, qui sentent le besoin de conserver l'artillerie et les caissons, ne veulent pas y renoncer à la veille de tenter une course aussi aventureuse à travers un pays inconnu. Une opération hérissée de difficultés peut seule aplanir les obstacles. Il s'agit, quoique battus, quoique frappés de vertige, de descendre la Loire au port des Leards, vis-à-vis Ancenis, et de s'emparer de cette ville. Bonchamps expirait : Lescure aussi. La Rochejaquelein s'opposait au passage avec toute l'énergie de ses convictions et de sa douleur; mais enfin, vaincu par les représentations de ses amis, il cède et charge Talmont de veiller au salut de l'artillerie.

Le prince s'adresse aux volontaires les plus intrépides. Il ne leur cache ni les périls qu'ils vont affronter, ni la gloire qu'ils doivent peut-être payer de leur vie, ni le service qu'ils sont appelés à rendre à cette multitude inerte ou malade de stupeur, qui ne peut d'elle-même adopter une résolution. Talmont se jette dans une barque. Ceux que ses discours

ont convaincus le suivent. Tous abordent à Varades, où déjà les Bretons de d'Autichamp et de Turpin, dont Georges Cadoudal était le capitaine, se sont ralliés. Le prince suit la grande route et marche sur Ancenis. Les barrières, les grilles de fer, une forte garnison animée par les harangues du conventionnel Meaulle, ne peuvent mettre cette ville à l'abri d'une attaque désespérée. Ancenis est enlevée d'assaut par Talmont, tandis que Piron, avec l'artillerie traînée à bras d'hommes jusqu'en face de la ville, opère sur l'autre rive une salutaire diversion. Une cinquantaine de barques amarrées dans le port tombent au pouvoir de l'armée royale. Talmont les envoie à Piron et à Legrand de la Liraye, qui effectuent le passage de tout ce matériel. Il ne restait plus qu'à déposer sur la rive droite cette foule de malheureux qui, sans pontons, et avec quelques bateaux seulement, essayaient une chose à peu près impossible.

Dès le 18 au matin, cinq ou six cents volontaires royalistes, conduits par Desessarts, Duhoux et Dehargue, s'étaient présentés à Varades, marchant, pour ainsi dire, en éclaireurs, et ne se laissant pas aller au désespoir dont ils étaient les témoins. Ce corps s'est porté à Ingrande pour repousser l'ennemi, qui pouvait accourir d'Angers afin de troubler le passage. Le républicain Tabari a été battu et forcé d'abandonner deux canons: Le général Olanier, accouru des ponts de Cé avec une partie des garnisons capitulées de Valenciennes et de Condé, a été arrêté et mis dans l'impossibilité de s'opposer aux projets des Royalistes. La route est donc libre, aussi bien du côté d'Ancenis et de Nantes que du côté d'Ingrande et d'Angers.

Le passage commença. Depuis le Mesnil jusqu'à Saint-Florent, c'était partout un silence de mort. Il n'y avait plus de larmes dans les yeux des femmes, plus de douleur dans l'âme des hommes; le sentiment de la conservation absorbait les pensées. Les prêtres comprirent alors quel devoir la charité chrétienne leur imposait. Pour ne pas affaiblir le tableau de leur sainte pitié et de toutes ces douleurs, c'est à un témoin oculaire que nous empruntons le récit de tant de misères. Dans des Mémoires inédits qui, s'ils étaient pu-

bliés, offriraient à l'esprit et à l'âme autant de charmes douloureux que ceux de la marquise de la Rochejaquelein sa fille, madame de Donnissan raconte ainsi ce lugubre épisode des guerres de la Vendée :

« Il est impossible qu'on puisse se figurer le passage de la Loire, sans se rappeler celui de la mer Rouge. Le miracle a été moins apparent, mais non moins surprenant. Cent mille personnes, parmi lesquelles grand nombre de vieillards, de femmes et d'enfants emportant leurs bagages sur le bord de cette grande rivière, n'avaient, pour la traverser, que dix à douze petits batelets conduits par des prêtres qui s'étaient dévoués d'une manière sublime pour sauver cette peuplade fugitive. Leur succès a sans doute été la douce récompense de leurs peines. La cavalerie passa à gué la première partie de cette rivière, coupée en deux îles, vis-à-vis Varades. Ces deux îles pensèrent nous être funestes; je fus trompée relativement à la première, comme beaucoup d'autres.

» J'étais séparée de ma fille, parce qu'on m'avait fait monter à cheval, pour franchir à gué ce premier bras. Je courais, je criais, avec mes compagnons d'infortune. De petits îlots me cachaient de nouvelles difficultés; je parvins enfin à l'autre point de l'île. J'aperçois un grand bateau, et beaucoup de monde sur le pont; je veux m'élancer dedans. J'entends mille cris qui me font tressaillir. Je n'ai que la force de m'asseoir sur le bord. Le bateau était sans fond. Je me glisse, en me tenant toujours sur le bord, jusqu'au pont; on me donne la main, et me voilà sauvée du danger. Mais c'était pour tomber dans un autre, car nous n'avions aucun moyen pour traverser le bras de rivière. Tout ce qui était sur ce pont, hommes, femmes, enfants, faisait vainement retentir l'air de ses cris, point de bateaux. Qu'allions-nous devenir? Un brave de notre armée, fort comme Hercule, s'aperçoit que l'eau n'est pas trop profonde; il s'y jette, prend les femmes l'une après l'autre, et les sauve ainsi toutes. Je dois ajouter à sa louange et à ma honte que, quand je fus passée, je lui offris de l'argent pour qu'il ne me quittât pas. Il me dit : « Quand les autres seront sauvées, je vous suivrai. »

» Je m'assis sur le sable, en réfléchissant à la générosité de cet homme, et au tort que j'avais eu de ne pas avoir la même en moi. Enfin, il vint me donner le bras. L'espérance de revoir ma fille me rendit des forces. Je me traînais, quand la grande rivière s'offrit à mes regards. Les trois quarts de l'armée réunis, et levant les mains au ciel, appelaient à leur secours les malheureux prêtres qui faisaient l'office de bateliers. A force de rames, ils s'empressaient de se rendre aux vœux de cette foule : lorsque je vis ce spectacle, je fus glacée d'effroi. Mes lèvres n'avaient plus la force de prononcer le nom de ma fille, je me croyais séparée pour jamais d'elle, de son malheureux père, de son mari, qui était blessé à mort, et je me disais : « Je les ai vus pour la dernière fois. Tout est fini pour moi, que le Ciel daigne les protéger! »

» Que de pensées venaient rapidement abattre et relever mon courage! Je les voyais tous les trois, dignes de la protection du Ciel. Le père de ma fille avait éminemment le désir de bien faire, mais il ne se laissa jamais séduire par ces illusions de prospérité qui dérobèrent à la jeunesse de la Vendée la vue de l'avenir. Son expérience le rendait timide. Mon gendre s'était signalé par une ardeur et une détermination qui contrastaient avec le calme de son courage, plein de religion. Il avait jugé du succès par la pureté de son cœur; l'expérience ne lui avait pas encore appris que la Providence réserve ses épreuves pour les gens de bien, et permet souvent le triomphe du crime. Quant à ma fille, la gloire que son mari acquérait tous les jours transportait son âme; elle le voyait partir, revenir blessé, sans imaginer qu'il pût finir. Voilà les trois êtres que je recommandais à Dieu, dans le fond de mon cœur. Dans cette situation de mon âme, mes genoux pouvaient à peine me soutenir; mon protecteur me retenait sur ses bras. Je sortis de l'état d'angoisse où j'étais, par les cris d'une multitude de personnes qui prononçaient mon nom. Je revins à moi, tout étonnée d'être encore dans ce monde, et qu'on voulût bien me sauver. On crie d'un petit bateau que c'est le troisième voyage qu'il a ordre de faire pour venir me chercher;

il approche, on m'y porte; mais, dans le même instant, il fut si bien rempli, que je restai sur le bord, à moitié évanouie. Le batelier fait signe à mon conducteur de m'éloigner de la foule, mais je suis aussitôt entourée : « Madame, disait l'un, je suis un tel, émigré; une autre, je suis une telle. — Hélas! leur dis-je, je ne suis pas plus sûre que vous d'être embarquée; le Ciel fait son choix. »

» Le petit bateau arrive; un officier, que je n'oublierai jamais, nommé de la Ville-Baugé, avait déjà fait quatre voyages pour me sauver; il met le sabre à la main, mon conducteur en fait autant; on m'emporte dans la barque, qui se remplit de telle manière qu'elle pensa s'enfoncer. Mon conducteur me saisit dans ses bras, à moitié évanouie, et me conduisit dans ceux de ma fille, qui m'attendait sur le bord de la rivière. Quel spectacle, grand Dieu! Mon gendre était sur son lit de mort, blessé à la tête; ma fille pleurait à ses côtés et gémissait de ce que nous allions partager son infortune. Plus loin, était une vieille dame, nommée madame de Ménard; elle était tombée de charrette. Elle s'était cassé la cuisse et meurtri tout le visage. Son sang, sa pâleur, ses douleurs, me firent regretter de n'être pas restée dans l'île que je venais de quitter. En ce moment, on annonça les ennemis; nous nous faisions de tristes adieux, lorsque MM. d'Autichamp, de Talmont et tant d'autres furent à leur rencontre. L'ennemi se retira, et nous entrâmes à Varades, petit village qui ne pouvait contenir la centième partie de notre armée. Mes sens un peu remis, je jette les yeux autour de moi, et je ne trouve point ma malheureuse tante. Une déroute nous avait séparées; elle était en voiture, moi à cheval; je n'avais pu la suivre. M. de Donnissan avait fait courir après elle; le bonheur ou le malheur ne rendit pas ses peines inutiles. Elle vint me joindre le soir même à Varades. »

Au milieu de toutes les désolations que ce récit des souffrances particulières d'une femme fait pressentir pour les masses, l'armée est à peu près en sûreté, lorsque les représentants Merlin et Boursault, avec trois ou quatre cents cavaliers, débouchent sur la rive gauche. Merlin saisit et noie

les volontaires et les femmes qui n'ont pas eu le temps de se sauver. Il égorge même, de ses propres mains, un prêtre qui est resté avec les traînards pour soutenir leur courage.

Mais déjà l'armée, qui n'est plus assaillie par de lugubres images, et qui, comme guidée par une main invisible, ne compte qu'un homme noyé dans ce miraculeux passage, l'armée a puisé quelque peu d'énergie dans l'énergie de ses chefs. Elle s'est formée en bataillons sur la rive droite qu'elle touche, et elle répond par des décharges de mitraille aux massacres de Merlin (de Thionville). Pour ne pas être inquiétée dans les premiers moments de sa fuite, elle brûle les barques qui ont servi à transporter son personnel et ses bagages. A peine a-t-elle pris ces indispensables précautions, que le 19 octobre l'avant-garde de Westermann paraît sur les hauteurs de Saint-Florent.

A cette vue, le révolutionnaire pousse un long cri de rage. Ses victimes lui échappaient, et avec Merlin (de Thionville) il se résigne à attendre les ordres des généraux et des conventionnels assemblés à Beaupreau. C'est de Saint-Florent que, le 19 octobre 1793, Merlin adresse au Comité de salut public la dépêche qu'on va lire : « J'arrive avec Boursault et quelques troupes, mais j'arrive trop tard pour noyer les débris des Brigands. Cette armée du pape, qui nous a fait tant de mal, et que l'on n'a pas poursuivie avec une activité assez révolutionnaire, nous échappe encore; mais elle n'a plus de chefs. Lescure agonise. D'Elbée est blessé à mort. Bonchamps n'a plus que quelques heures à vivre. Ces lâches ennemis de la Nation ont, à ce qui se dit ici, épargné plus de quatre mille des nôtres qu'ils tenaient prisonniers. Le fait est vrai, car je le tiens de la bouche même de plusieurs d'entre eux. Quelques-uns se laissaient toucher par ce trait d'incroyable hypocrisie. Je les ai pérorés, et ils ont bientôt compris qu'ils ne devaient aucune reconnaissance aux Brigands. Mais comme la Nation n'est pas encore à la hauteur de nos sentiments patriotiques, vous agirez sagement en ne soufflant pas mot sur une pareille indignité. Des hommes libres acceptant la vie de la main des esclaves! Ce n'est pas révolutionnaire. Il faut donc ensevelir dans l'oubli cette

malheureuse action. N'en parlez pas même à la Convention. Les Brigands n'ont pas le temps d'écrire ou de faire des journaux. Cela s'oubliera comme tant d'autres choses. Nous allons maintenant marcher contre eux et déployer toutes les forces de la République; mais je regretterai longtemps de n'avoir pu leur faire prendre un immense bain de pieds dans la Loire. Le fleuve est si large! »

Le Comité de salut public suivit les conseils de Merlin, et dans le *Moniteur,* comme partout, on garda le silence sur l'humanité des Royalistes. A la même date, on ne rencontre dans les feuilles quotidiennes que des imprécations contre eux. Prudhomme, auteur des *Révolutions de Paris,* révèle lui-même l'horrible lettre qu'avaient écrite à la Convention les représentants Bourbotte, Turreau, Francastel et Choudieu. Elle est le complément de celle de Merlin. Voici de quelle manière ces quatre hommes rendent compte de la mort de Bonchamps et du miséricordieux pardon des Vendéens :

« La perte de Bonchamps vaut une victoire pour nous; car il est de tous les chefs celui en qui ils avaient le plus de confiance, qu'ils aimaient le mieux, et qu'ils suivaient le plus volontiers. Nous avons trouvé à Saint-Florent quarante caissons d'artillerie, beaucoup de canons qu'ils avaient jetés dans la Loire, n'ayant pu les emmener avec eux, et quantité de blé et de farine.

» Parmi tant d'avantages, il en est un qui nous fait une bien douce jouissance, et qui plaît bien à l'humanité. Indépendamment de tous les prisonniers délivrés à Mortagne, Châtillon, Cholet et Beaupreau, nous en avons arraché des bras de l'ennemi cinq mille cinq cents à Saint-Florent. Ces malheureux détenus se sont jetés dans les bras de leurs libérateurs, qu'ils baignaient des larmes de la joie et de la reconnaissance, et d'une voix affaiblie par plus de cinq mois de supplices, les seules paroles qu'ils proféraient en nous voyant étaient les cris de Vive la République! »

D'après ces deux dépêches, il est facile de voir par quelle série de mensonges la Révolution espérait triompher de la vérité et de l'histoire.

Le passage du fleuve a été heureusement effectué. La grande armée a devant elle, pour mettre un peu de régularité dans ses rangs, deux ou trois jours dont la promptitude de ses mouvements et la fatigue de ses ennemis lui ont accordé le bienfait. Elle veut en profiter. Afin de ne pas marcher en aveugle dans ce pays, inconnu même à ses officiers, où elle n'apporte que des débris d'artillerie, peu de munitions et pas de vivres, elle songe à se choisir un général.

Bonchamps est mort. Les amis de Lescure perdent toute espérance de le conserver. On ignore ce qu'après sa blessure, reçue dans les landes de Bégrolle, d'Elbée est devenu. Il faut pourtant inspirer une force morale à tant de découragements. Lescure, qui veille avec l'activité de son zèle sur le sort de ses compagnons d'armes, convoque autour de son lit de mort les principaux divisionnaires. Il leur expose la situation des choses; il leur dit que si Bonchamps vivait encore, ce serait lui qu'il faudrait charger des lourdes fonctions du généralat : car la force des événements sanctionne ses projets. Ce n'est plus en triomphateurs qu'ils ont mis le pied sur le territoire de la rive droite, c'est en vaincus. Mais, pour rétablir la confiance ébranlée, il réclame qu'un homme actif, aimé de tous, cher aux soldats, et possédant l'estime des officiers, soit élu sur-le-champ. Lescure allait désigner Henri de la Rochejaquelein; c'était son portrait qu'il finissait de tracer, lorsqu'une éloquente unanimité ne lui en laisse pas le temps.

La Rochejaquelein est proclamé le seul digne de remplacer ceux qui sont morts. Mais la Rochejaquelein s'effraye du fardeau dont sa jeunesse va être chargée. Lui qui a toujours guerroyé sans nourrir une pensée d'ambition, il résiste à cette unanimité; il pleure à chaudes larmes, et, caché à tous les yeux, il ne peut se faire à l'idée d'un honneur qu'il n'a jamais ambitionné. Lescure et les autres chefs l'encouragent, le consolent de ces dignités qui viennent le chercher au plus fort des dangers; et aux acclamations de la Vendée qui émigre, aux cris de Vive le Roi! vive la Rochejaquelein! qui le saluent, M. Henri est reconnu général en chef.

Il avait alors vingt et un ans.

Depuis le commencement de l'insurrection vendéenne, ce jeune homme, qui à son début aux Aubiers se disait encore un enfant, n'a été qu'un audacieux volontaire, qu'un de ces hardis soldats qui, toujours à l'avant-garde, sont heureux d'essuyer la première décharge et de recevoir la dernière. Sur le terrain, on l'a vu sans cesse où la mêlée était la plus sanglante, s'inspirant de la situation, entraînant, par un geste ou par une parole, ces laboureurs tout joyeux de se jeter après lui dans les combats; mais au conseil, où il n'osait que rarement faire prévaloir ses avis toujours judicieux, au conseil, on l'a souvent entendu s'écrier : « Pourquoi veut-on que je sois un général? Je suis trop jeune et n'aime qu'à me battre. »

Plus d'une fois même, tant il cherchait à prolonger la bataille ou à laisser à ses ennemis une nouvelle chance, plus d'une fois on l'avait vu offrir aux prisonniers qu'il faisait une seconde lutte avec eux, une lutte corps à corps. Cet amour du péril n'a pourtant point endurci son cœur. Il ne lui a rien fait perdre de cette bonté dont il est si heureux de prodiguer des preuves à l'ennemi. Cet ensemble de qualités l'avait rendu l'idole des paysans et l'ami des gentilshommes. Néanmoins, à partir de son élection, la Rochejaquelein développe un caractère plein de maturité. Il prend de l'empire même sur son courage. Il le domine, il le soumet de vive force au pouvoir dont il est investi; il ne va plus de gaieté de cœur affronter les dangers, car il sent qu'il ne suffit pas d'être audacieusement courageux pour conduire l'armée sur le terrain difficile où elle est engagée. Il devient grave et pensif; mais au plus fort de l'action cependant, les Vendéens s'aperçurent encore que leur jeune général en chef n'avait pas entièrement oublié ses brillantes habitudes d'officier d'avant-garde.

Cette nomination rendit aux soldats le courage que tant de désastres avaient affaibli. Ils s'avouèrent qu'avec un homme tel que M. Henri ils n'avaient pas le droit de reculer. A l'abri des poursuites républicaines par ce miraculeux passage de la Loire, qui renversait le plan d'extermination dont les Bleus avaient bercé leur haine, les Blancs se pré-

parèrent à défendre leur vie et leurs familles. Ils possédaient trente canons de différents calibres, placés sur les hauteurs de Varades, un matériel incomplet en munitions; mais ils connaissaient le secret de le renouveler, et, avec M. Henri, ils espéraient bien se trouver promptement à même de l'appliquer.

Ce n'était pas seulement sur la rive droite de la Loire que la guerre étendait ses ravages. La grande armée, sortie de la Vendée, n'a pas eu le temps d'entraîner sous ses drapeaux tous ceux qui ont combattu avec elle. Il s'est rencontré des chefs secondaires qui, placés sur des points plus éloignés, n'ont pu participer à la bataille de Cholet. Maintenant, sans communications avec le quartier général, ces chefs vont guerroyer pour leur propre compte et occuper des troupes républicaines que l'on aurait enlevées de leur territoire et jetées sur les derrières de l'armée royale.

Outre ces divisions, qui bientôt se recrutèrent des insurgés que les persécutions firent naître, il y a Charette dans le bas Poitou. Charette n'a pu accorder son concours à la grande armée; il l'a laissée aux prises avec toutes les forces que la Révolution mit sur pied contre elle. Tandis que ses généraux allaient attaquer les Bleus de leur côté, lui tentait du sien une entreprise qui pouvait sans doute être utile, mais qui, dans la position des choses, devenait inopportune. En se séparant des Royalistes de la haute Vendée, Charette avait établi une ligne de démarcation qui, fatale aujourd'hui aux troupes de Bonchamps, de d'Elbée et de Lescure, devait plus tard tourner au détriment de ses propres divisions. Charette n'avait jamais, il est vrai, partagé l'avis de porter la guerre sur la rive droite; c'était un pays qu'il ne connaissait pas, et dans lequel il pensait ne pouvoir se procurer des ressources suffisantes; mais était-ce bien un motif pour s'éloigner avec tant d'aveuglement, et pour abandonner, sans secours, ses frères d'armes, qui le conjuraient de leur venir en aide?

Charette calculait que les Royalistes étaient en droit de lui adresser des reproches. Pour ramener à lui l'opinion publique qui l'accusait, et pour offrir à ses troupes une

preuve de ce qu'il pouvait oser, on le vit, dans ces circonstances, suivre une entreprise téméraire. Il avait deviné depuis longtemps les avantages qu'il recueillerait de la possession d'une ville maritime, le mettant en rapport avec l'Angleterre, et lui ouvrant une voie de communication pour recevoir les secours d'armes et de munitions dont il aurait besoin. Noirmoutier fut le point sur lequel il jeta ses vues.

Cette île de Noirmoutier ou Her-Moutier, selon les vieilles chroniques et les anciennes cartes de Hondius et de Mercator, tire son nom d'un couvent fondé au septième siècle par saint Philbert, abbé de Jumiéges. Elle est située dans l'Océan, partie sur la côte de Bretagne, partie sur celle du Poitou, à trois lieues au sud de l'embouchure de la Loire. Elle offre, en diminutif, le chef-d'œuvre de cette industrie humaine qu'on admire en Hollande, et elle renferme, dans un espace de trois lieues, plus de six mille habitants, qui luttent incessamment contre les flots.

Dans les premiers jours de l'insurrection vendéenne, René de Tinguy, à la tête de huit cents volontaires du Marais, s'en était rendu maître; mais le général Beysser ne lui avait pas laissé le temps de s'y établir. Noirmoutier, depuis cette époque, était sous l'empire de la République.

Pour parvenir dans cette île, il faut traverser à marée basse une lieue de large appelé le Gois. Ce nom, que l'administration des ponts et chaussées écrit *Goa* par une inexplicable erreur, dérive du verbe patois goiser, qui signifie se mouiller les pieds en passant à gué. Ce passage, durant les deux ou trois heures de reflux, reste à sec, à l'exception de quelques chenaux ou *filées*, qui conservent une hauteur d'eau de vingt centimètres à un mètre, variable suivant les marées. Le secret du passage réside dans l'art de franchir ces filées tapissées de sables mouvants, dont les bancs se déplacent d'un jour à l'autre et s'offrent au voyageur comme un labyrinthe semé d'invisibles chausse-trapes. Charette, qui a sous son drapeau les guides habituels du Gois et une foule de pêcheurs des deux rives accoutumés à marcher sur ces grêves perfides, peut aisément tromper la vigilance de l'ennemi. Les Républicains ne croient le passage possible que sur un point; ils

l'interceptent par une tranchée que soutient une batterie de canons placée en regard sur le rivage, à la Bassotière. Le général vendéen a pris ses dispositions, il s'est même assuré plus d'une intelligence dans la place. Il fait reconnaître un nouveau passage au nord du gué ordinaire, et il s'y engage au milieu de la nuit. Le 11 octobre 1793, il arrive à deux heures du matin au pied de la digue devant Barbatre, long village situé dans l'île presque en face du gué.

La marée est haute, la retraite par conséquent lui est impossible. Il a calculé avec précision ce moment pour livrer l'assaut. Les pieds dans la mer qui monte sans cesse, ses trois mille hommes s'élancent à la voix de leur général. Le républicain Richer, qui dirige l'artillerie de Barbatre, est sur le rivage, combattant comme un soldat. Charette le tue de sa propre main sur ses canons ; et touché de la jeunesse du fils de Richer, qui marchait à côté de son père, le général lui offre la vie. « Mon père, dit ce jeune homme, est mort pour la République ; je déteste les rois et j'aime la liberté ; tuez-moi. » Son vœu fut exaucé.

A quatre heures, Charette entrait dans Barbatre. Au point du jour il sommait la garnison de Noirmoutier d'avoir à mettre bas les armes; elle était dans l'impossibilité de se défendre. Wiéland, son chef, homme de courage et d'honneur, capitula sans tirer un coup de canon, et les Vendéens y établirent une espèce de gouvernement. Le premier soin du général, qui connaissait les avances faites aux chefs de la grande armée par Tinténiac, fut, aussitôt après la prise de cette île, d'ouvrir avec l'Angleterre des communications directes. Il fit équiper un bâtiment marchand, et envoya Pierre de la Roberie, un de ses aides de camp, notifier au cabinet britannique la conquête de Noirmoutier.

Il avait à peine eu le temps d'organiser le gouvernement de l'île, de lui choisir une garnison et des chefs civils et militaires, car il espérait s'en faire une place forte et un lieu de refuge, lorsqu'un de ses lieutenants, nommé Bodereau, qui amenait un détachement de cavalerie, lui annonça de tristes nouvelles. C'étaient la bataille de Cholet et le passage de la Loire.

A ces récits, Charette doute d'abord ; il refuse d'y ajouter foi ; mais tout à coup, pressé par la réalité : « J'ai peut-être eu tort, dit-il, de ne pas tout sacrifier pour courir à leur secours. » Sur cette parole de remords qu'il s'adressait, il ne voulut pas rester plus longtemps à Noirmoutier. On eût dit que cette pensée d'avoir vaincu, tandis que ses compagnons mouraient en l'appelant, lui faisait mal. Il rentra dans ses cantonnements. A peine parvenu à Touvois, ses doutes, s'il en concevait encore, furent levés. A Touvois, il rencontra d'Elbée couché sur un brancard et accompagné de sa femme, de Boisy et d'Hauterive.

Pierre Cathelineau, un des jeunes frères du généralissime, avait rassemblé quinze cents Angevins du pays des Mauges. Avec cette escorte, il protégeait les jours du second. L'entrevue fut touchante. « Je viens, dit d'Elbée, me jeter dans vos bras. — Votre vie appartient à la Vendée, répond Charette; elle est sous ma sauvegarde. Ai-je besoin de vous dire que je la défendrai ? » Après avoir déploré avec d'Elbée la perte de Bonchamps et le passage de la Loire, Charette l'engage vivement à se retirer à Noirmoutier, où il pourra soigner ses blessures. D'Elbée accepta cette proposition; mais les quinze cents Angevins du jeune Cathelineau, auxquels se réunit la Bouère, ne restèrent pas avec lui. D'Elbée pensa qu'il valait mieux les laisser dans le Bocage pour former un noyau, et pour opérer d'utiles diversions, en appelant tantôt sur un point, tantôt sur un autre, les forces de la République.

Les habitants de l'Anjou et du haut Poitou qui n'avaient point suivi la grande armée ne se montraient plus en armes. Sur ce territoire, naguère encore retentissant des bruits de guerre, on n'apercevait plus de soldats. A cette tranquillité apparente, on eût cru que le pays était soumis ou qu'il ne s'y trouvait plus d'hommes en état de porter les armes. Les Bleus occupaient les positions militaires; ils avaient repris Montaigu, Tiffauges, Mortagne, Cholet, Bressuire et Saint-Florent. Leur domination s'étendait partout, et déjà la Convention discutait pour savoir si elle partagerait et distribuerait aux révolutionnaires ce sol maudit par elle.

Merlin (de Thionville) proposait de nommer désormais le département de la Vendée le *Département vengé*, au même titre que Lyon, après les horreurs de son siége, s'appelait *Commune affranchie*. Il conseillait d'accorder à des Allemands ou aux pauvres bien pensants des portions de terre qu'ils cultiveraient en toute propriété, à la seule charge de détruire, dans l'espace de six mois, les fossés et les haies. Selon Merlin, il n'y avait pas d'autre moyen d'effacer la Vendée royaliste du nombre des départements, ou de la républicaniser.

Le représentant Fayau n'avait pas ces expéditives manières de coloniser ; mais pour cela il n'en était pas moins révolutionnaire dans ses motions. « Charette, disait-il, est maître de Noirmoutier, il a sous son commandement les districts de Challans, de Légé, des Sables, de Montaigu et de Clisson, qui lui fournissent des hommes et des vivres. La Vendée est si peu soumise, qu'il faut encore des armées pour accompagner les représentants en mission dans ce pays où l'on n'a pas encore assez incendié. Or, je pense qu'il faut d'abord y envoyer une armée incendiaire, pour que, pendant un an au moins, nul homme, nul animal ne puisse trouver de subsistance sur ce sol ennemi. »

C'était un monstrueux projet. La Convention devait l'approuver. Le Comité de salut public se chargea de le mettre à exécution.

Grâce à Charette, la Vendée renaissait de ses cendres. Le bas Poitou même avait enfin pris une attitude menaçante. Aucun de ses chefs ne s'était enrôlé dans la croisade d'outre-Loire. Couëtus et Joly seuls avaient témoigné le désir de ne pas se séparer de leurs frères dans ce moment suprême ; mais ce désir fut contrarié par les événements. Après le passage, il devint impossible de le réaliser ; les troupes républicaines suivaient les Vendéens à la piste. Couëtus et Joly, la Cathelinière et Savin, Pajot et Guérin demeurèrent autour de Charette. Ainsi que Prudhomme et Lecouvreur, ils ne cessèrent de harceler les Républicains. Ces derniers n'avaient pas songé que la guerre pouvait se raviver dans ces contrées. Aussi s'étaient-ils tous élancés à la suite de

leurs généraux sur les traces de la Rochejaquelein. Mais la prise de Noirmoutier, mais les diverses attaques dont étaient victimes les cantonnements disséminés dans le pays, leur firent sentir la nécessité de veiller sur ce volcan, que des flots de sang n'éteignaient pas.

Les généraux Dutruy et Haxo reçurent ordre de sortir à tout prix de leur dangereuse inactivité. Ils vinrent s'opposer aux envahissements de Charette, qui, seul dans le Poitou, réunissait sous son drapeau ceux que les persécutions mettaient dans la nécessité de guerroyer. Le général Moulin jeune fut chargé du même rôle pour la haute Vendée. L'arrivée de ces troupes excita des inquiétudes. Leur présence souleva des haines. Les crimes dont elle se glorifiait enfantèrent de nouveaux soldats. Les quinze cents hommes que dirigeaient la Bouère et le jeune Cathelineau se recrutent de tous ceux qui ne savent pas courber la tête sous le joug de la liberté. Ils menacent en même temps Saint-Florent et Cholet, ils attaquent les détachements, les dispersent, et vont même jusqu'à provoquer les bataillons que l'adjudant général Desmares maintenait à Jallais comme une garnison indispensable pour protéger les Républicains.

Au milieu de ces escarmouches, bien moins importantes sans doute que les opérations de l'armée royale, Charette grandit en ressources militaires, en talents et en pouvoir. Le général Haxo, trop faible pour agir contre lui, s'est résigné à contempler l'arme au bras les progrès du général poitevin; mais déjà Dutruy, tour à tour forcé au combat par Joly, Ducloudy et Savin, s'est vu chasser des marais de Challans. Il a été obligé de se réfugier sous le canon de Saint-Gilles. Le 31 octobre, les divisions de Joly et de Savin le poursuivent jusque dans ce port, dont les retranchements sont couverts de soldats et armés de batteries. Le combat dura quatre heures; les Vendéens étaient à trente pas des canons, affrontant la mitraille et visant les canonniers homme par homme. Les deux chefs royalistes comprirent que leurs efforts ne pouvaient aboutir qu'à une inutile effusion de sang. Ils firent le signal de la retraite, espérant ramener un peu de régularité dans leurs rangs. A la suite de cet échec,

le général Charlery se met à la poursuite des Royalistes. Joly, placé à l'arrière-garde, le laisse approcher. Il ordonne une décharge à bout portant, et, le sabre en main, il s'élance dans les rangs où son feu a répandu la terreur. Charlery n'alla pas plus loin.

Au retour de cette expédition, Joly accourt au quartier général de Légé pour demander de la poudre dont sa division et celle de Savin ont le plus pressant besoin. Afin d'en obtenir, il s'adresse à Leblanc, chef de l'artillerie. — « Je n'ai point d'ordres à recevoir de vous, » dit ce dernier. Joly avait dans le caractère quelque chose de rude et d'impérieux, qui le rendait aussi terrible à ses partisans qu'à ses adversaires. C'était la guerre civile faite homme. Il enjoint d'un ton bref au chef de l'artillerie d'obéir. Celui-ci refuse de nouveau. Joly tire un de ses pistolets, et en prononçant ces paroles : « Un royaliste qui n'obéit pas à son chef ne vaut pas mieux qu'un révolutionnaire, » il brûle la cervelle à cet officier, dont Charette tenait en estime les talents et la personne. A cette nouvelle, le général conserve son sang-froid. « Je regrette beaucoup, dit-il, la mort de Leblanc, mais qu'elle serve d'exemple aux insubordonnés. » Et cela dit, cela offert comme un souvenir au mort, comme une leçon aux vivants, profita plus à ses officiers si souvent indisciplinés que toutes les prières.

A cette époque où, avec des mesures moins acerbes que celles déjà employées, la Convention pouvait essayer de pacifier la Vendée, et l'essayer avec des chances de succès, elle sembla, par ses décrets ou par ses agents, vouloir encore la pousser plus avant dans la voie de l'insurrection. Barère avait dit à la tribune : « Il faut désoler jusqu'à leur patience. » Cette parole évoqua plus d'un barbare commentateur. La paroisse d'Izernay surtout fut témoin d'un de ces traits si fréquents alors, et qu'il faut enregistrer comme la honte d'un parti et la gloire de l'autre.

La paroisse d'Izernay avait vu naître le père Vandangeon, célèbre dans les deux camps par son courage et par son inépuisable charité. Tandis que la grande armée, à peine de l'autre côté de la Loire, s'avançait vers Laval, une ving-

taine de Républicains arrivent à la ferme de Vandangeon, l'enlèvent et le conduisent à Cholet, où il doit subir un jugement en qualité de coupable ou de suspect du crime de lèse-nation. En apprenant cette arrestation, sa famille et ses voisins sont consternés comme si un malheur allait fondre sur le pays. Vandangeon seul demeure impassible. Malgré les injures dont elle est accablée, sa fille aînée s'attache à ses pas. Elle le suit jusqu'à Cholet, et, sentinelle de la piété filiale, elle passe les jours, elle passe les nuits en face du cachot où le royaliste est captif.

Témoins d'une pareille tendresse, les Bleus l'assurent que son père sera rendu à la liberté si elle consent à entendre la messe de l'intrus. A ces propositions qui, acceptées, doivent la réhabiliter dans l'esprit du général républicain, elle répond : « La vie de mon père m'est bien chère, mais je ne puis consentir à ce que vous exigez. Cependant, avant de prendre un parti, je désire en parler au prisonnier. » Le prisonnier loue sa fermeté, exalte son courage, bénit sa foi. A force de supplications, d'importunités et de larmes, elle obtient d'être enfermée avec son père. Là, dans un cachot fétide, elle est à côté de lui, soutenant de ses faibles mains et avec une corde passée à son cou les chaînes dont il est chargé, et qui déchirent ses bras et ses jambes. Pendant un mois, la vertueuse jeune fille offre ce sublime exemple. Quelques amis du père Vandangeon, des patriotes même de Cholet, obtiennent enfin sa liberté, à la condition que dorénavant il ne cachera plus de nobles ou de prêtres.

A la nouvelle de sa délivrance, toute la paroisse d'Izernay va au-devant de lui. Toute la paroisse le supplie de renoncer à une charité qui a failli lui coûter la vie : « Je serai catholique et royaliste de cœur et d'action, » répond-il avec une simplicité que l'on ne voit plus que dans les actes des martyrs. Le soir, il se coucha. Après trois ou quatre heures de sommeil : « Ma fille, dit-il, lève-toi. Allons à la Challoire, où nos dignes prêtres sont cachés. Ils ont tant pleuré depuis mon arrestation qu'il faut bien les consoler. — Mais, mon père, vous ne pourrez jamais vous y rendre, interrompt la jeune fille ; il y a plus d'une lieue. » Le vieillard

s'y transporta cependant. Deux jours après, les Républicains le fusillaient.

A peu de semaines de là un engagement, où la troupe de Cathelineau avait eu le dessus, laissa dix-sept prisonniers républicains à Izernay. On parqua ces malheureux dans une chambre basse du presbytère. A la nouvelle que des soldats sont captifs près d'eux, une foule de femmes et d'enfants se réunit. De tous côtés l'on n'entend qu'un cri : « Ce sont eux qui ont tué nos maris, eux qui ont tué nos frères, eux qui ont massacré nos fils. Ils méritent la mort. — Qu'en ferez-vous? répètent de jeunes paysans aux sentinelles préposées à leur garde. Ils vont vous échapper, puis ils recommenceront. Qu'on les fusille! » Déjà les armes s'apprêtaient. Un jeune homme accourt : c'est Jacques Vandangeon, dit le *sabreur*, fils de ce Vandangeon dont il était question tout à l'heure. Il s'élance sur le seuil de la porte derrière laquelle les soldats républicains criaient miséricorde. — « Que voulez-vous? dit-il. Tuer ces hommes? et ne savez-vous pas qu'un prisonnier est chose sacrée? Je les mets tous sous ma sauvegarde. »

Alors, tirant son sabre du fourreau et l'agitant sur sa tête : « Si quelqu'un, reprend-il, veut toucher à ces Bleus qui ont peut-être fusillé mon père, il faudra qu'auparavant il me passe sur le ventre. » A ces paroles, chacun ajoute : « Jacques Vandangeon a raison. » Et au même instant tous, mus par un élan de générosité, se retirent et reviennent bientôt distribuant aux prisonniers du pain et des vêtements.

Les excès commis à Izernay se renouvelaient sur tous les points à la fois. Jamais pays vaincu ne fut soumis d'une aussi cruelle manière à l'arbitraire du sabre, qui encore pourtant eut quelquefois de nobles résistances à opposer à l'impitoyable système dont la Convention s'était armée. Mais cette pitié n'animait qu'une faible partie des troupes. Il y en avait qui s'acharnaient à commettre des crimes inutiles, ou qui, par des tortures dignes des siècles de barbarie, cherchaient à exaspérer les populations. Ainsi, à la porte des écuries où la cavalerie républicaine abritait ses chevaux, il n'était pas rare de voir clouées les oreilles ou la langue des Vendéens

que l'on avait mutilés. C'étaient les trophées que la cavalerie ambitionnait le plus, et elle ne se faisait pas faute d'en conquérir. Il y eut même des représentants du peuple qui, à l'exemple des Arabes du désert, accordèrent une prime d'encouragement à de pareilles victoires sur l'humanité. Ces primes horribles furent souvent disputées avec un acharnement plus horrible encore.

Voilà ce qui se faisait en Vendée lorsque les Royalistes l'eurent abandonnée. Suivons maintenant la grande armée dans la marche aventureuse que les événements vont tracer à son nouveau généralissime.

Le révolutionnaire Léchelle a convoqué un conseil de guerre à Beaupreau. On y sait le passage de la Loire, et cette mesure, regardée comme impossible par les officiers républicains, excepté par le général Haxo, modifie complétement le plan d'extermination adopté après leur victoire dans la lande de Bégrolle. Léchelle propose de suivre le même chemin que les Royalistes, de traverser sur-le-champ la Loire au point où ils l'ont traversée et de se mettre à leur poursuite, sans laisser à la Rochejaquelein le temps de les rallier ou de les rassurer. Mais l'exécution de ce plan offrait bien des difficultés. Les Angevins et les Bretons de Talmont, de d'Autichamp et de Piron, ceux de Desessarts et de Duhoux avaient brûlé les barques et les pontons. Dans un aussi bref délai il était impossible de s'en procurer d'autres sur le fleuve; et l'artillerie de la grande armée, braquée par Marigny sur les hauteurs de Varades, annonçait assez que ce ne serait pas sans danger que l'on s'exposerait à tenter un pareil projet. On craignait en outre que la masse des Vendéens ne se dirigeât sur Nantes ou sur Angers, dégarnis de troupes, et qu'elle n'étendît la guerre autour de ces cités, où la foi en la Révolution était chancelante, où le civisme n'était qu'un effet de la peur.

Après plusieurs heures d'hésitation, il fut convenu que l'armée allait se séparer et suivre la double direction de Nantes et d'Angers pour arriver ainsi de l'autre côté du fleuve sans s'exposer à une bataille à Varades, dont les conséquences pouvaient devenir affreuses pour elle. Le

général Beaupuy marcha sur Angers, Léchelle prit la route de Bretagne.

Deux jours passés à Varades avaient affamé cette ville et les environs. Les cinquante mille Vendéens qui émigraient à main armée, mais qui dans leurs rangs comptaient autant de femmes, d'enfants et de vieillards que de soldats, n'avaient point de vivres. S'arrangeant pour se battre dans leur pays, ils apportaient eux-mêmes le pain nécessaire pour les nourrir durant leurs expéditions ; puis, vainqueurs ou vaincus, ils rentraient dans le Bocage. Cette façon de faire la guerre avait dispensé les généraux de s'occuper des subsistances et d'établir une intendance. Tant que l'armée resta dans le Bocage, cet oubli ne fut jamais remarqué : mais après le passage du fleuve il fallut y pourvoir. On se vit dans la nécessité de lever ce camp et de parcourir chaque jour une région nouvelle. Le conseil résolut d'avancer sur Laval.

Le prince de Talmont, dont les ancêtres étaient les seigneurs de toute la province, assurait y avoir des intelligences et pouvoir faire soulever une partie des campagnes. L'abbé Bernier, dont les avis avaient encore force de loi, les généraux mêmes parlaient déjà de se diriger sur Saint-Malo en appelant la Bretagne à l'insurrection. Pour corroborer ce conseil, que Lescure repoussait, le chevalier de Saint-Hilaire, émigré breton venant de Jersey, annonçait qu'un débarquement de troupes britanniques était sur le point de s'opérer.

La mission de Saint-Hilaire était sans doute authentique, elle coïncidait parfaitement avec celle de Tinténiac ; mais il n'avait point de dépêches du gouvernement anglais. Sa présence pouvait paraître suspecte. On n'écouta qu'avec réserve ses ouvertures ; elles blessaient les susceptibilités vendéennes de la Rochejaquelein, de Lescure et de Marigny. Pourtant c'était une planche de salut offerte à l'armée. Certains chefs, du nombre de ceux qui avaient partagé la pensée de Bonchamps sur une expédition en Bretagne, mais qui, pour la faire réussir, n'avaient ni ses talents militaires ni ses relations avec les habitants, prirent prétexte de cette

mission et de ces armements promis par l'Angleterre insistèrent pour que l'armée essayât une pointe vers la côte.

La mission de Saint-Hilaire n'eut qu'un résultat assez insignifiant en politique; pour l'abbé Bernier, elle fut d'une importance dont plus tard la grande armée ressentit tristement les effets. A l'arrivée de l'évêque d'Agra à Thouars, le curé de Saint-Laud, dont l'omnipotence n'était pas encore solidement établie, laissa ce faux prélat se glorifier des hommages qui entouraient sa dignité pontificale; mais, soupçonnant quelque mensonge dans les récits de l'abbé Guyot de Folleville, il s'empressa d'écrire en cour de Rome pour obtenir des renseignements précis. Le temps s'écoula, et, à défaut de dépêches du cabinet de Saint-James, Saint-Hilaire, par une étrange coïncidence, remit aux chefs vendéens copie authentique d'un bref du Pape qui leur était envoyé de Rome. Ce bref, adressé aux évêques français émigrés à Londres, révélait que le prétendu vicaire apostolique était un imposteur sacrilége.

L'étonnement des généraux fut profond et leur embarras extrême; ce qui prouverait jusqu'à l'évidence que par politique ils n'avaient jamais cherché à couvrir la fraude ou à s'en faire un levier. L'abbé Bernier s'attendait à cette nouvelle : il avait dressé ses batteries en conséquence. Par respect pour le sacerdoce, dont les Royalistes ne devaient pas compromettre la sainteté, il demande que la faute de l'évêque d'Agra ne soit pas rendue publique, mais que seulement et peu à peu on lui retire la confiance que jusqu'à ce jour chacun a été heureux de lui témoigner. Il donne même à entendre que Folleville peut très-bien n'être qu'un agent secret de la République. Les raisons de l'abbé Bernier étaient plausibles : elles convainquirent les chefs, qui, sans manifester aucun mépris au faux prélat, l'éloignèrent des conseils où son intervention n'avait jamais été remarquée. Pour le faire disparaître sans scandale, on attendit une occasion favorable. L'évêque d'Agra ne tarda pas à s'apercevoir des soupçons auxquels il était en butte et de la défiance qu'il inspirait. Il n'osa ni avouer son mensonge ni mourir sur un champ de bataille en excitant l'ardeur des

troupes ; il abdiqua par le fait même entre les mains du curé de Saint-Laud, qui alors, sans concurrent ecclésiastique, imposa souvent sa volonté à des officiers tenant en juste estime ses incontestables talents, mais qui auraient peut-être dû se méfier un peu plus de son ambition.

Le 20 octobre, au moment de s'ébranler pour ce voyage, dont elle ne connaît point le terme, l'armée apprend que la reine Marie-Antoinette a enfin expié sur l'échafaud révolutionnaire ses vertus toutes françaises. Cette nouvelle, arrivant dans un pareil moment, arracha cependant des larmes aux soldats : ils pleurèrent, ils prièrent. Mais la Révolution fit éclater sa joie. Elle dansa sur ce cadavre royal, et c'est dans la correspondance des Conventionnels en mission dans les villes de l'Ouest que se voit relatée cette insulte faite à toutes les convenances.

« Après les cris mille fois répétés de Vive la Montagne! que la foule profère en sortant du club, la joie dont tous les cœurs sont pénétrés, disent les représentants à Nantes, devient si vive, que nous sommes forcés de céder aux instances qui nous sont faites pour qu'il soit donné un bal qui s'improvise à la sortie du club, au moment où la ville s'illumine de toutes parts. »

Malgré la douleur dont les Royalistes étaient frappés, malgré la vengeance qu'il leur eût été si doux de tirer à l'instant même de ces féroces démonstrations de joie, il fallut partir. L'armée se mit en mouvement, suivant la route d'Ingrande. Après trois heures de marche, ses éclaireurs sont assaillis par l'adjudant général Tabari, auquel le district de Maine-et-Loire, peu confiant dans ses lumières ou dans son courage, imposa deux de ses membres pour conseils. Tabari et Duverger, l'un des commissaires du district, voient les avant-gardes vendéennes reculer à leur approche. Ils s'élançent à la poursuite des Royalistes, mais bientôt ils sont enveloppés par les tirailleurs au milieu même des vignes de la coulée de Sérant.

Tabari prend honteusement la fuite. Duverger cherche à en faire autant. Il est atteint d'une balle, cerné et massacré par des éclaireurs volontaires. Ces éclaireurs rejoignent au

galop la route de Champtocé, mais là on vit encore ce qui se répétait souvent dans ces rencontres : un homme seul tenant tête à l'ennemi, et se faisant glorieusement tuer plutôt que de se rendre. Cet homme se nommait Marchand. C'était un gendarme. Acculé contre un petit mur d'enceinte, il résiste tant que ses forces le lui permettent. Lorsqu'il s'aperçoit que personne ne songe à venir à son secours, il se laisse tuer en poussant un dernier cri de Vive la République ! Tabari est aussitôt traduit devant le tribunal révolutionnaire d'Angers, que préside le cruel Félix. On ne lui laisse pas le temps de s'expliquer. On le condamne, et de suite il est mené à l'échafaud.

Ce même jour, 20 octobre, Michel Beaupuy écrivait au général en chef Léchelle pour lui rendre compte de ses manœuvres :

« Nous allons, nous allons toujours, rien n'arrête l'avant-garde; elle suit les représentants du peuple.

» A Saint-Florent, j'ai fait de nouvelles dispositions d'attaque sans votre participation; mais j'étais avec les représentants du peuple, qui non-seulement les ont agréées, mais même me les ont conseillées.

» Le citoyen Merlin, avec un détachement, s'est chargé d'observer la partie d'Ancenis, et d'empêcher le général Canuel de passer la Loire avec la colonne de Luçon; et moi, avec l'avant-garde, je suis arrivé, après douze heures de marche, à Angers, où les rebelles se dirigeaient. Il paraît que déjà ce mouvement a produit quelques effets. L'ennemi, qui paraissait très-irrésolu, s'est décidé; il marche sur Candé, et moi aussi je vais marcher sur Candé. Je vous promets, général, avec les représentants qui me secondent, de ne pas cesser de les poursuivre qu'ils ne soient tous rendus ou détruits. D'après l'état actuel des choses, je suis décidé à partir demain à trois heures du matin; je me dirigerai sur Candé. Je ne puis attendre vos ordres, trop de distance est entre nous deux; mais je me concerterai avec le général Canuel et le général Olagnier qui occupe une position à Saint-Georges, et j'espère que la République verra dans peu de jours la fin de cette étonnante et affreuse guerre. »

L'armée royale arrive à Candé, d'où la garnison s'est retirée. Le 21 octobre les Vendéens partent de Segré, suivant la route de Château-Gonthier. La pluie inondait les chemins et répandait encore plus de trouble dans ces masses que personne ne pouvait diriger. De l'avant-garde à l'arrière-garde, elles s'étendaient sur un rayon de plus de quatre lieues. A l'avant-garde, que guidait Forestier, il avait été possible, à force de prières, de faire régner un peu de régularité; mais au centre, sur les derrières, où l'on traînait les derniers canons, des débris de bagages ou de meubles, des voitures de luxe, des charrettes encombrées de malades, et où ne se rencontraient que des milliers de femmes portant, à leur cou et sur leurs épaules, les enfants à la mamelle; où l'on ne voyait que des vieillards soutenus par leurs fils, des blessés qui, pour éviter la mort, allaient peut-être au-devant d'elle, il était au-dessus d'une force humaine d'établir une apparence d'ordre. Partout régnait la confusion; de tous côtés, des cris de désespoir se faisaient entendre. Pour toute réponse aux prières des généraux, on ne recueillait que ce cri : Nous sommes perdus!

La Rochejaquelein, au milieu de cette épouvante, fait un dur noviciat de son autorité. Il ne perd pourtant pas courage. Revêtu de la redingote bleue avec laquelle il a fait toute la guerre sans autre insigne d'autorité que sa noble figure, sans autre distinction que sa valeur, il se porte sur chaque point au galop de son cheval, qu'à cause de sa vitesse les paysans, dans des temps plus heureux, ont surnommé le *Daim*. Il encourage Forestier, chargé seul de la défense de tous; il rallie les fuyards, organise les bataillons, presse la marche des uns, compatit aux souffrances des autres, et, de retour au centre, il attend avec une anxiété que partage son état-major les attaques des Républicains, qui d'un seul coup peuvent détruire cette population avançant sans espérance et sans but.

Au bout d'une course aussi longue que fatigante, sous une pluie qui ne cesse point, l'armée est en face de Château-Gonthier. La garnison de la ville n'est pas plus favorisée que celles de Candé et de Segré. Elle veut se défendre.

Après deux heures d'un inutile combat, elle laisse Château-Gonthier aux Royalistes; mais là on apprend que les Bleus, revenus à Candé, ont massacré sans pitié des blessés confiés par force à la merci publique. Sur le chemin, l'armée royale a trouvé à chaque pas des cadavres mutilés, des cadavres de femmes, d'hommes et d'enfants. Ce spectacle a ému tous les cœurs, déjà en proie à tant de poignantes inquiétudes. A peine arrivé à Château-Gonthier, Marigny, qui pendant la route s'était exaspéré des cris de vengeance poussés par ses soldats; Marigny, qui n'accepte pas la guerre civile avec l'humanité d'un seul côté, et la terreur de l'autre, fait saisir le juge de paix, qui s'est caché dans une cave. Chacun s'accorde à le dénoncer, lui et le curé constitutionnel, comme les provocateurs des barbaries. On traîne le magistrat sur la place, en face même de Marigny. A la vue de ce visage irrité et de ces yeux menaçants, il recule saisi d'épouvante. « Vous avez, lui dit Marigny, trempé vos mains dans le sang de nos frères blessés. Vous avez, vous, magistrat protecteur-né de la faiblesse et des orphelins, égorgé des femmes et des enfants. Vous méritez la mort, vous êtes un lâche. » Au même instant il tire son épée et le tue de sa propre main. Le curé constitutionnel a le même sort. Les insurgés applaudissent à cette justice sommaire.

A Château-Gonthier, la Rochejaquelein est cependant parvenu à établir un commencement de discipline. Des soldats alsaciens, excités par le besoin, s'étaient seuls livrés à des pillages de vivres que la faim autorisait, mais qui, en se renouvelant, devaient compromettre la moralité des Vendéens. L'un de ces Alsaciens fut saisi au moment où, après avoir blessé une femme à coups de sabre, il la dépouillait de son argent. Cet Allemand est fusillé; car on sentait de quel intérêt il était pour l'expédition de ne pas effrayer par le pillage les populations dont on espérait le concours, ou tout au moins la neutralité.

Le lendemain, à neuf heures du soir, l'armée laisse Château-Gonthier, et se dirige sur Laval. C'est là que Talmont a promis de secouer la torpeur de ses partisans, et de

les appeler à se ranger sous le drapeau. Cette espérance réveille une certaine énergie chez les Vendéens. Ils marchent jusqu'à Entrames sans rencontrer un ennemi, et n'évoquant partout que des cœurs dévoués; mais là ils ont connaissance des proclamations que le représentant du peuple Esnue-Lavallée fait répandre dans les campagnes, dans les villes et dans les corps républicains. Il y a de ces proclamations qui sont l'œuvre du Comité de salut public.

Celles-ci ne sont qu'affreuses; c'était Robespierre, Hérault (de Séchelles), Billaud-Varennes et Carnot qui les avaient signées.

Une autre est adressée aux habitants et aux soldats révolutionnaires par les représentants en mission. Celle-là rentre dans l'histoire de cette guerre; elle nous appartient donc. Elle était ainsi conçue :

« Frères et amis,

» Les brigands de la Vendée, battus et mis en déroute par les soldats de la République, viennent de passer la Loire. Ils vont porter dans vos contrées les fléaux qu'ils ont si longtemps répandus dans un pays dont ils se croyaient les maîtres, et qui n'offre en ce moment qu'un monceau de cendres et de cadavres.

» Tel est le sort qui vous attend, si vous n'employez toutes vos forces pour chasser de votre territoire les monstres qui vous portent la désolation et la mort.

» Nous poursuivons sans relâche cette horde épouvantée. Hâtez-vous de lui opposer des barrières impénétrables. Marchons ensemble. Noyons dans la Loire et exterminons sur ses rives les lambeaux de l'armée catholique et royale. »

A la suite de cette proclamation, qui, on le voit, jette au compte des paysans les attentats inspirés par la Révolution et commis en son nom, attentats dont les paysans étaient les premières victimes, il s'en lit une autre adressée aux soldats patriotes :

« Braves soldats,

» Vous avez mis tout à feu et à sang sur le territoire des Brigands; vos victoires ont été terribles comme la loi qui

vous avait chargés de venger la République. Il ne fallait rien moins que ce grand exemple aux rebelles et aux ennemis du dedans. Vous vous êtes couverts de gloire, et la patrie est satisfaite.

» Il ne vous reste plus qu'à détruire une partie des scélérats que vous poursuivez sans relâche; bientôt vous allez les atteindre et les exterminer. Mais ils ont passé la Loire; vous quittez la terre de proscription et vous êtes déjà sur la terre de la liberté.

» Là, le fer et la flamme vous avaient été remis pour exercer une juste vengeance; ici, l'honneur et la loi vous disent de respecter et de protéger les propriétés. C'en est assez pour de braves républicains qui connaissent leurs devoirs : ils n'oublieront pas qu'ils sont chez des frères et des amis; ils ne flétriront pas les lauriers qu'ils viennent de cueillir.

» Les représentants du peuple aiment à croire que les défenseurs de la liberté ne porteront aucun dommage aux propriétés des patriotes; ils ne laisseront dans les départements soumis aux lois que le souvenir de leur courage et de leurs vertus.

» Si l'espoir des représentants du peuple était trompé, si quelques individus se livraient au pillage, alors ils appelleraient sans pitié le glaive de la loi sur leurs têtes coupables; ils ne veulent pas laisser une seule tache à l'armée victorieuse des côtes de l'Ouest.

» Les représentants du peuple en mission dans les départements insurgés :

» BELLEGARDE, RUELLE, BOURSAULT, CARRIER, FAYAU, GILLET, MÉAULLE. »

A la lecture de ces pièces, la Rochejaquelein est saisi d'indignation; mais Forestier, Talmont, Marigny et Stofflet demandent qu'elles soient communiquées aux Royalistes, afin qu'elles puissent leur apprendre le sort qui leur est réservé, s'ils sont tentés de reculer. L'armée écoute ces paroles tombant sur sa tête comme une condamnation, et elle jure de ne pas faire aux Bleus la victoire aussi facile

qu'ils ont l'air de l'espérer. Avec un instinct admirable, elle se prête à une organisation jusqu'alors impossible. M. Henri la conduit sous les murs de Laval, où Esnue-Lavallée a réuni quinze mille volontaires de Craon, d'Ernée et de Mayenne. Esnue-Lavallée veut défendre la ville; mais le 23 octobre les Vendéens, espérant réparer leurs désastres par un coup d'éclat, se jettent en aveugles sur ces bataillons et sur l'artillerie. Les Vendéens ont encore leur intrépidité des jours heureux.

Esnue-Lavallée et ses quinze mille hommes ne peuvent résister à ce choc. Ils se dispersent à la voix du général républicain Letourneux, qui s'échappe à travers les rangs de ses soldats et les entraîne dans sa fuite. Les bataillons de la Mayenne ne cèdent pas si vite le terrain. Deux administrateurs de ce district sont tués à leur tête; mais l'impétuosité des Blancs est telle qu'après quelques heures de résistance ces bataillons sont obligés de fuir en désordre.

En les poursuivant, la Rochejaquelein se trouve, dans un chemin creux, aux prises avec un grenadier. Depuis l'affaire de Martigné, M. Henri a toujours le bras droit en écharpe. Le républicain le couche en joue. Le coup part. Il est adroitement esquivé. De la main gauche, Henri saisit le grenadier au collet, et, avec les jambes, il maîtrise si adroitement son cheval qu'il parvient à terrasser le patriote. Quatre paysans accourent. Ils fondent sur le Bleu pour le massacrer. Le général arrête leurs bras déjà levés, et, s'adressant au soldat : « Retourne vers tes Républicains, dit-il, annonce-leur que tu t'es rencontré seul avec le général des Brigands, qui n'a qu'une main et point d'armes, qu'il t'a terrassé et laissé la vie. »

Le même jour il entrait à Laval, où l'armée fut accueillie avec joie. A la porte de cette ville, lorsque le combat avait cessé, la Guérivière est frappé à mort par une balle républicaine que les insurgés croient destinée à la Rochejaquelein auprès de qui ce brave officier se tenait. Ce meurtre les irrite contre les vaincus, et ils se décident à n'accorder aucun quartier; mais, ainsi qu'à Fontenay, une femme est là pour implorer leur pitié. Madame de Montfranc a recueilli

chez elle un grand nombre de Bleus, elle vient supplier M. Henri d'être humain dans la victoire. C'était le plus cher de ses vœux. La Rochejaquelein fait grâce à ses ennemis. « Ils ont voulu tirer sur moi, madame, dit-il, c'est donc moi qui dois pardonner le premier. »

Le conventionnel Esnue-Lavallée n'entendait pas ainsi l'humanité et la fraternité.

Madame de Montfranc avait arraché à la mort plus de six cents Républicains. Après l'évacuation de Laval par la grande armée, cette dame fut déclarée suspecte d'aristocratie et d'incivisme. On la jeta pendant dix ou quinze jours dans un cachot, puis on la fit périr comme coupable de générosité. La comtesse de Monteclair et mademoiselle Renouard furent plus heureuses. Elles avaient sollicité de Talmont la grâce de plusieurs prisonniers, et entre autres de Guimondière-Berthelot, juge de paix du canton d'Izé. La grâce fut obtenue; et ces nobles femmes, qui exerçaient la charité au milieu des horreurs d'une guerre civile, ne payèrent pas de leur tête la bonne action que le Ciel leur avait inspirée et que l'humanité de Talmont avait réalisée.

Ce dernier est au centre des propriétés de sa famille. Il appelle aux armes les Royalistes, qui jusqu'alors ont souffert sans pouvoir se plaindre; mais les habitants de Laval, quoique très-attachés à la cause des Bourbons et à la Religion dont le culte leur est solennellement rendu, n'osent qu'avec effroi se livrer à leurs sentiments. Ils craignent que les Vendéens ne soient bientôt forcés d'évacuer leur ville. Cette pensée arrête les démonstrations de zèle. Ils savent les supplices que la Révolution leur ferait subir, et ils n'ont pas le courage de les affronter. Les habitants de Laval montrèrent donc peu d'empressement à combattre la République; mais les paysans du Maine ne s'étaient pas endormis dans cette fatale apathie qui empêche de soutenir un ami, sous prétexte de ne pas exaspérer un adversaire. Ces paysans ne comprenaient pas les misérables calculs de la bourgeoisie et cet instinct d'égoïsme qui place l'homme dans un juste milieu impossible; ils accoururent de toutes les campagnes voisines, offrant leur bonne volonté et leurs bras. Ils n'avaient

pas la lâche timidité, le funeste amour du repos qu'à diverses époques les partis ont tant reprochés aux classes intermédiaires, ostensiblement contentes de tout gouvernement qui n'exige pas d'un seul coup leur fortune et leur vie. Ils accoururent vêtus de leurs peaux de chèvre, et cachant sous des chapeaux à larges bords leurs longs cheveux plats. Chargés de fusils de chasse, ou plus souvent de fourches ou de bâtons, ils se placèrent en ligne.

Ce fut à Laval aussi que la grande armée se recruta d'une foule de pauvres villageois dont plus tard le nom acquerra une célébrité historique. De ce nombre est Jean Cottereau, plus fameux sous le nom de Jean *Chouan*, que les Bretons et les Manceaux ont immortalisé. Accompagné de ses trois frères, Cottereau amène au général la Rochejaquelein ses premiers volontaires servant de noyau à la division qu'il commandera bientôt. C'est l'éclaireur de l'avant-garde, un éclaireur dont les connaissances locales et le courage de tous les instants sont d'un inestimable secours.

Jean-Louis Treton, un boiteux, que son agilité a fait surnommer *Jambe d'argent*, s'est offert, lui aussi, au moment du départ de Candé. Il a sollicité une arme. Cette arme fut refusée à son infirmité. Jambe d'argent jura qu'il saurait bien en conquérir une. A l'affaire de Château-Gonthier, le boiteux tint parole. Il se jeta avec tant d'intrépidité au milieu des Bleus que peu de secondes après il était muni d'un fusil, d'un sabre et de plusieurs gibernes, dont il sut faire un héroïque emploi.

La Bretagne ne resta pas plus sourde que le Maine à l'appel de ses frères de l'Anjou et du Poitou. La Bretagne avait déjà de courageux représentants dans cette armée. Georges Cadoudal et son ami Mercier, que sa valeur faisait désigner sous le nom de *la Vendée*, guerroyaient depuis leur arrivée, au mois de juin 1793, dans la division de Bonchamps. Les Bretons qui vinrent se réunir à eux se rangèrent sous leur patronage. Georges en fut le chef; et cette colonne, par son zèle à toute épreuve, donna, dans ces circonstances difficiles, un nouveau témoignage de son intrépidité.

Les Royalistes comptaient deux jours de marche sur les

troupes républicaines. Ces deux jours furent consacrés à se reconnaître dans les murs de Laval et à faire reposer les soldats, que, depuis la bataille de Cholet, tant de fatigues et d'inquiétudes avaient épuisés. Mais bientôt on apprit que l'avant-garde des Bleus, commandée par Westermann, était à Château-Gonthier. Deux avis furent ouverts : courir à la rencontre de l'ennemi, ou poursuivre sa route en Bretagne. La majorité des généraux, entraînée par la Rochejaquelein, décida qu'il ne fallait plus fuir devant les Républicains. On les attendit.

Le général Léchelle avait voulu que son armée *avançât majestueusement et en masse*, — ce sont ses paroles de prédilection, les mots que l'on signale dans chaque ordre du jour et dans tous ses bulletins; — mais Westermann, toujours ardent, toujours pressé de faire parler de lui à tout prix, selon le témoignage de Kléber, n'a pas assez de patience pour dépendre des mouvements du corps d'armée. Il en est déjà éloigné de plus de six lieues, et il ne compte avec lui que quatre mille hommes. De faux rapports lui annoncent que les Blancs ont évacué Laval : il court dans l'espérance de tomber à l'improviste sur leur arrière-garde. Il entraîne à sa suite le général Beaupuy, démontrant inutilement que le corps d'armée de Léchelle et la division du général Canuel ne sont plus qu'à une journée de marche. Ces conseils ne sont pas écoutés.

Dans la nuit du 24 au 25 octobre 1793 il est à la lande de la Croix-de-Bataille, à moins d'une lieue de Laval. Le capitaine Hauteville découvre les Blancs embusqués à droite et à gauche. Westermann charge les premiers postes, il les poursuit vivement. Mais aussitôt l'infanterie mayençaise est enveloppée. Elle a prévu cette attaque : elle la repousse avec vigueur. Alors, au milieu des plus épaisses ténèbres, il s'engage un de ces chocs meurtriers dans lesquels la victoire ne se range pas toujours du côté du nombre.

On était si proche les uns des autres que l'on se partageait les cartouches des mêmes caissons et que les Royalistes et les Républicains s'entre-tuaient à l'arme blanche. Forêt a bataillé pendant plusieurs minutes à côté d'un officier bleu.

Il lui tend la main pour l'aider à franchir un fossé; mais, à la lueur des fusillades, il reconnaît un ennemi. D'un coup de sabre Forêt lui fend la tête. Ce n'était plus un combat, c'était un carnage. Les paysans tiraient partout où ils entendaient un jurement ou une imprécation contre Dieu, bien sûrs, avec cette précaution, de ne frapper que sur des Révolutionnaires. Westermann ne veut pas déserter le terrain; Beaupuy, plus prudent et qui craint d'être tourné par Stofflet, prépare la retraite. Elle ne se fit pas sans perte. Une batterie de canons placée au pont d'Entrames décima les Nationaux que le sabre des Vendéens avait épargnés.

Westermann et Beaupuy se replièrent sur Château-Gonthier, où le lendemain, 26, l'armée se vit réunie. Malgré les réquisitions forcées des représentants du peuple et le pillage des soldats, cette armée était à peu près dans un aussi triste état que celle de la Rochejaquelein. Elle manquait de vivres, elle n'avait pas de souliers. Pourtant, à travers les boues et les pluies d'automne, elle venait de faire une route longue et difficile. Les Conventionnels et Westermann ne tiennent aucun compte de ces motifs, que Kléber fait valoir pour obtenir un ou deux jours de repos. Les Conventionnels et Westermann ont soif de sang. Ils croient pouvoir en finir dans une bataille. Ils l'invoquent à grands cris. On décide néanmoins que les troupes ne dépasseront pas Villiers, situé à moitié chemin de Château-Gonthier à Laval.

CHAPITRE VIII.

Préparatifs de la bataille de Laval. — La Rochejaquelein et le général Léchelle. — L'agonie de Lescure. — Bataille de Laval. — Victoire des Vendéens. — Lettre de Kléber au Comité de salut public. — Organisation de l'armée royale. — Les bons royaux. — Mesures timides employées par les généraux vendéens. — Énergiques efforts de la Révolution pour former une nouvelle armée. — Arrêtés du Comité de salut public. — Carrier et les empoisonnements en masse. — Incertitude dans les plans de la grande armée. — Sa marche sur Fougères. — Les généraux Lenoir et Brière. — Bataille de Fougères.

Ce fut pour les Blancs une belle nuit que celle où enfin ils reprirent l'avantage sur les Bleus. Ils étaient dans l'ivresse

de ce triomphe inespéré, ne se gardant point par des sentinelles, et même n'établissant aucune surveillance autour de la ville. Il avait été impossible de leur faire saisir l'avantage des postes avancés, encore moins celui des patrouilles. Les Vendéens ne voyaient l'ennemi que sur les champs de bataille. Là ils l'attaquaient, le battaient ou étaient vaincus; mais après l'affaire, quels qu'en eussent été les résultats, personne ne les aurait décidés à s'entourer des précautions les plus usitées. Cette nuit pour eux se passait donc comme les autres, lorsque Forestier, ce pauvre enfant de village à la figure si belle, au courage si chevaleresque, et devenu en moins de sept semaines un brillant général de cavalerie, part avec le prince de Talmont pour aller à la découverte. Il est minuit. Tous deux, accompagnés d'une vingtaine d'hommes déterminés, se dirigent sur Entrames. Bientôt, par les dispositions prises dans le camp républicain, ils s'aperçoivent qu'une attaque va être dirigée sur toute la ligne.

Forestier et Talmont, de retour à Laval, annoncent à la Rochejaquelein les préparatifs de l'ennemi. M. Henri veut à lui seul avoir une journée comme celle de Torfou, dont quatre généraux se partagent la gloire. Il sait que de l'issue de cette bataille dépend le sort de la cause royale, il ne laisse donc rien au hasard. En capitaine consommé qui calcule toutes les chances, il ne s'en réfère qu'à lui de l'exécution des principales mesures. Au point du jour il a réuni ses divisions. « Nous n'avons, leur dit-il, de salut que dans la victoire. Vos femmes, vos enfants, comme vous chassés de leur patrie par l'incendie ou par la mort, attendent dans une affreuse anxiété le résultat de la bataille. C'est la cause de Dieu, la cause du Roi, la cause de toutes les familles que nous défendons. Vendéens, rappelez-vous la défaite de Cholet. Que ce jour qui se lève répare cette funeste bataille et les horreurs qui en furent la suite. »

Ces paroles, prononcées avec un entraînement plein d'émotion, produisirent sur les Royalistes un effet électrique. Ils venaient de voir la force et la jeunesse les exciter au combat. Un peu plus loin, l'agonie allait leur parler de leurs

devoirs, leur parler de Dieu, de la patrie et de leurs familles.

Depuis le passage de la Loire, Lescure a repoussé avec une sainte indignation les offres qu'on lui fait de se cacher tantôt à Varades, tantôt dans les campagnes. A ces propositions : « Je suis soldat et chrétien, répond-il. L'armée catholique et royale est dans le malheur : je ne veux ni ne dois m'en séparer. » Il l'a suivie, tour à tour traîné dans une charrette, dont les mouvements trop durs, au milieu de ces chemins pleins d'ornières, arrachent des cris de douleur même à sa patience, tour à tour porté sur un brancard fait avec un vieux fauteuil. Sa jeune femme, que tant d'infortunes ont déjà éprouvée, que des calamités de toute sorte attendent plus tard, marche à pied derrière ce convoi, sur lequel l'armée, en passant, jette un regard de deuil et d'amour. Dans cette cruelle situation, il est arrivé à Laval. Le repos, les bons soins, et surtout les succès de la Vendée, ont produit une sensible amélioration dans son état. En entendant battre la générale, en apprenant qu'une bataille décisive va être livrée, le blessé se lève; il veut monter à cheval et se mêler à une affaire dont il sent l'influence. Ses amis s'opposent à ce projet; mais une dernière fois au moins Lescure désire revoir son drapeau et les paysans qu'il a si souvent conduits à la victoire. On le place à la fenêtre de sa chambre. De sa voix affaiblie et de son geste mourant il excite les soldats partant pour combattre et se transmettant pour cri de ralliement un vœu qui ne doit pas être exaucé : Vive Lescure! criaient-ils dans les élans de leur courage. L'émotion de cette heure le tua.

La Rochejaquelein a intimé l'ordre de s'emparer des hauteurs que Westermann avait occupées l'avant-veille; Martin de la Pommeraie a reconnu la position de l'ennemi, et Marigny s'apprête à foudroyer avec son artillerie les Mayençais placés à l'avant-garde.

L'armée royale compte dans ses rangs tous les généraux que la mort n'a pas encore frappés. Royrand et Stofflet, Talmont et Forestier, Piron et Donnissan, d'Autichamp, Fleuriot et Sapinaud, ont pris les commandements qui leur sont assignés; ils n'attendent plus que le signal de l'attaque.

Tout était admirablement réglé dans le camp vendéen. Sur la ligne républicaine, il n'en est pas encore ainsi. Le général Léchelle voit autour de lui plus de trente mille hommes aguerris, qui, eux, n'ont foi ni en Dieu ni en la royauté, mais qui croient aux prodiges que le patriotisme et la liberté peuvent enfanter. A l'avant-garde de cette armée, dont les généraux sont pour la plupart des soldats éprouvés, on aperçoit les Mayençais et Kléber, Westermann, dont le nom a quelque chose de si horriblement courageux, Chalbos, Beaupuy, Dambarrère, Ménard, Savary, Bloss et Marceau.

Au moment où les Républicains vont s'ébranler, l'ordre suivant, émané du général en chef Léchelle, le protégé de Carnot et du Comité de salut public, est communiqué aux généraux. Dans les fastes de l'armée française, cet ordre du jour n'a de comparable que celui du général Cartaux au siége de Toulon. Léchelle disait :

« L'armée va se mettre en mouvement; l'avant-garde, commandée par le général Beaupuy, sera éclairée dans sa marche par les tirailleurs; les généraux de division auront soin de faire tenir l'ordre dans la marche. Arrivés au champ de bataille dit Croix-de-Bataille, les officiers d'infanterie mettront pied à terre et enverront leurs chevaux à la queue de l'armée. Arrivé au champ de bataille, on enverra un parti pour reconnaître la position de l'ennemi.

» 27 octobre. » LÉCHELLE. »

En lisant cet ordre, « marqué, selon Kléber, au coin de la plus crasse ignorance, » les généraux s'indignent; mais il fallait obéir. « Vingt mille hommes filant sur une colonne pour attaquer un poste accessible par plusieurs grandes routes, sans faire aucune fausse attaque, aucune diversion, nous paraissaient une chose bien extraordinaire, » ajoute Kléber dans son rapport.

Cette chose, extraordinaire pour Kléber, le parut encore davantage à Henri de la Rochejaquelein, qui, embrassant d'un coup d'œil le défaut de combinaison des Républicains, les fait brusquement charger. Leur avant-garde est enfoncée malgré Beaupuy, Kléber et Marceau, qui sont à sa tête.

Le corps d'armée est bientôt défait; il recule jusqu'à Entrames. Une batterie arrête les Blancs, et, protégés par leurs canons, les Bleus se rallient à la voix de leurs chefs.

Stofflet voit les ravages causés par cette batterie, que Kléber et Marceau firent merveilleusement pointer contre les Royalistes. « Voulez-vous, dit-il à Saint-Hilaire, l'émigré breton venu au nom de l'Angleterre pour offrir des secours, voulez-vous que je vous montre comment les Vendéens enlèvent des canons? » Il fait signe à Martin de la Pommeraie de se précipiter en avant. Martin obéit; il tue les canonniers sur leurs pièces, il tourne en même temps ces pièces contre les soldats.

Cette batterie devient le centre de l'action. La Rochejaquelein s'y jette. Il fait toujours avancer les canons sur l'ennemi, que Kléber, Marceau et Savary enflamment de leur courage; mais toujours, au milieu du feu le plus vif, M. Henri est là, expliquant ses instructions avec le plus admirable sang-froid. La Marsonnière est grièvement blessé. Royrand accourt au galop et apporte des gargousses; il tombe mortellement frappé à la tête. La Rochejaquelein, pour qui cette mort est un deuil, aperçoit des Poitevins qui pleurent leur vieux général. « Mes amis, s'écrie-t-il en pleurant lui aussi, nous prierons demain pour M. de Royrand, vengeons-le aujourd'hui. »

Ils le vengèrent si bien, que les Mayençais eux-mêmes ne purent d'abord tenir contre cette impétuosité. Mais les officiers républicains n'ont pas encore pris le parti de la fuite, dont Léchelle offre l'exemple. Ils tâchent de ramener au combat leurs divisions et les Mayençais.

Ces derniers se doutent qu'ils sont seuls en face de l'ennemi. Comme tous les soldats, qui, au dire de Kléber, ont toujours un œil sur le dos, les Mayençais se laissent envelopper dans la confusion; ils prennent la déroute, abandonnant leur artillerie, que la Rochejaquelein dirige contre eux. Le général Bloss, qui arrive de Château-Gonthier avec sa division républicaine, barre la route au général en chef Léchelle et à ceux qui imitent sa lâcheté. Le torrent des fuyards entraîne Bloss lui-même. En ce moment les Blancs

s'égaillent et vont s'élancer à la poursuite des vaincus.

M. Henri, dont une telle manœuvre dérange la savante tactique, s'oppose à un mouvement qui a tant de fois compromis le succès des Royalistes; il défend, sous peine de mort, de sortir des rangs, et il force son armée à s'avancer au pas de charge, comme si l'ennemi était encore en ligne. Les conventionnels Turreau et Merlin (de Thionville) s'efforcent de rallier leur colonne sous le feu des Vendéens, qui forment une masse inexpugnable. Cette colonne est refoulée, elle se débande et va tenter un dernier combat derrière les bagages dont elle essaye de se faire un rempart.

Ce rempart est franchi à la baïonnette. L'armée a balayé devant elle Kléber et Marceau, Turreau et Merlin. L'adjudant-major des Francs, nommé Kuhn, se place à la tête du pont de Château-Gonthier. O'Kelli, officier âgé de plus de soixante-dix ans, le jeune Gérard, capitaine au 2e bataillon du Jura, réunissent leurs efforts pour arrêter les Vendéens. Le général Bloss, déjà blessé, se place à côté d'eux. Ils sont écrasés par cette espèce de phalange macédonienne que rien ne peut entamer.

La nuit arrivait. Stofflet, à la tête des tirailleurs, se glisse derrière les colonnes ennemies. Il les attaque, il les prend en queue, il les force à ne pas regarder la fuite comme un moyen de salut. Là, les deux armées se confondent dans une dernière étreinte de mort. Le champ de bataille n'est plus qu'un théâtre de carnage. Les Royalistes coupent des corps entiers de Républicains. On en cerne d'autres. Les Mayençais, ne pouvant ni se rallier ni opérer leur retraite, se jettent dans la Mayenne, qui coule à leurs pieds. Un bataillon met bas les armes. C'est celui qui a commis le plus d'excès dans le Bocage. Stofflet fait un signe. Un officier angevin, Chetou, le plus habile tireur de l'armée, crie d'envelopper les prisonniers; ils sont fusillés sur-le-champ. Justes mais atroces représailles!

Alors le général Bloss, sans chapeau, la tête couverte d'un mouchoir ensanglanté qui bande sa plaie, se dirige, avec un petit nombre de cavaliers, sur le pont que la colonne vendéenne va occuper. Savary court à lui : « Viens avec

moi, dit-il, tâchons de rétablir l'ordre dans la retraite. — Non, s'écrie Bloss, il n'est pas permis de survivre à la honte d'une pareille journée! » Il s'élance sur le pont; il expire, atteint de plusieurs balles dans la poitrine et à la tête : ses cavaliers éprouvent le même sort.

Beaupuy le remplace avec trois régiments qui ont juré de vaincre ou de mourir. Le général Beaupuy, en face à son tour de cette colonne que rien n'ébranle, et qui avance comme un seul homme à la voix de la Rochejaquelein, est blessé d'une balle dans la poitrine. « Je n'ai pu vaincre pour la République, s'écrie-t-il, je meurs pour elle. » Retiré du champ de bataille, il envoie à ses grenadiers sa chemise trouée de balles et teinte de sang. En recevant ce drapeau d'une nouvelle espèce, héroïque souvenir de leur général, le courage des Bleus se ranime; des batteries à mitraille sont braquées. A l'aspect de ces préparatifs de défense : « Eh bien, mes amis, dit la Rochejaquelein en souriant, est-ce que par hasard les vainqueurs coucheraient dehors et les vaincus dedans? »

A la tête des siens, M. Henri se jette sur le pont; les canons sont enlevés. L'armée de Mayence, renfermée dans Château-Gonthier, veut résister : elle est culbutée, malgré son intrépidité; et la Rochejaquelein, un drapeau blanc à la main, pénètre dans cette ville, qui lui a coûté plus de douze heures de combat.

A minuit, les Républicains attaquent les avant-postes. C'est Marceau qui les guide. La Rochejaquelein, Stofflet et Forestier sont encore prêts à combattre. Les deux armées se heurtent, et le choc est si violent que plusieurs soldats périssent étouffés. Marceau se retire en désordre. La victoire avait été longtemps incertaine, elle fut disputée de part et d'autre avec un rare acharnement; mais cet acharnement même, dont la Rochejaquelin a prévu les conséquences, révéla tout d'un coup dans ce chef de vingt et un ans le génie militaire des vieux capitaines, et le sang-froid dans l'action qui vaut mieux que le génie. Ce n'est pas la Vendée seule qui glorifie ainsi la Rochejaquelein. Le général Jomini, le juge infaillible en stratégie, écrivait, plusieurs années

après : « Cette grande bataille place bien haut ce jeune homme dans l'estime des gens de guerre. »

En calculant les résultats de cette journée de dix-huit heures, en voyant l'artillerie et les bagages pris à l'ennemi, les Royalistes n'avaient pas assez de louanges pour célébrer la gloire et le triomphe de leur général. Sortis par une éclatante victoire de la stupeur dans laquelle ils étaient plongés, on les entendait à chaque instant faire retentir les airs des cris de Vive le Roi ! vive M. Henri !

Dans l'armée des Républicains, il y avait bien aussi des clameurs à l'adresse de leur général ; mais elles se résumaient toutes en malédictions. Elles accompagnaient Léchelle, qui avait fui. Westermann, dans son exaspération militaire, s'écriait : « Je n'obéirai plus à un pareil coquin. Je suis un insubordonné. J'aime mieux servir avec les Brigands qu'avec un pareil homme. » Près du pont d'Entrames, Léchelle, fanfaron comme un révolutionnaire de club, ose dire à un Mayençais : « Qu'ai-je donc fait pour commander à de pareils lâches ? » Et le Mayençais, blessé à mort, lui a répondu : « Qu'avons-nous fait, nous, pour être commandés par un pareil Jean f.....? »

Et, sur ce pont, les Bleus couvrent de leurs huées le Jacobin qui n'osait pas regarder les Brigands en face. Kléber, Westermann, Chalbos, Marceau et les représentants du peuple se réunissent. Merlin (de Thionville) force Léchelle à donner sa démission. Le vieux Chalbos est provisoirement nommé à sa place. L'incapable généralissime du Comité de salut public se réfugie à Nantes, où, peu de jours après, il expira de honte et de remords dans les bras de son ami Carrier ; d'autres prétendent que Léchelle s'empoisonna. C'était une fin digne d'un pareil misérable. En flétrissant cet homme, qui n'eut de la Révolution que les vices, on sent bien que ce n'est ni à l'enfant du peuple ni au Républicain que nous en voulons. C'est au lâche ; et, quoique dans son second traité de stratégie le prince Charles, cet archiduc d'Autriche si célèbre par ses campagnes contre les armées républicaines et impériales, ait dit : « Les actions d'un général ne sont que très-rarement jugées selon leur

mérite, mais toujours d'après les résultats, » nous ne croyons pas devoir appliquer à Léchelle cette pensée aussi juste que profonde.

Kléber avait des raisons pour craindre que Prieur et Turreau, ses ennemis particuliers, ne missent à profit contre lui les fautes de Léchelle. Kléber et Marceau avaient inspiré, dirigé tout ce qui s'était fait de bien dans cette journée si fatale à la Révolution; et pourtant le premier de ces officiers, au nom de tous les autres qui avaient dignement combattu, crut devoir se justifier d'avoir empêché de plus irréparables malheurs.

Avant et après Kléber, on a vu des généraux admirer dans leurs bulletins de victoire l'ennemi qu'ils avaient battu. L'empereur Napoléon s'inclina plus d'une fois devant les prisonniers faits par ses armes; et pour jeter un plus brillant coloris sur ses succès, il se prêta, comme tant d'autres capitaines, comme le prince Noir à la bataille de Poitiers et Pierre le Grand à celle de Pultawa, à honorer le courage malheureux. Cette secrète jouissance du triomphateur, tirant de sa générosité une nouvelle glorification, se rencontre à chaque page de l'histoire des peuples ou de la vie des héros. Mais ce qui ne s'était jamais offert aux méditations de l'historien, c'est un vaincu qui, ne manifestant aucune de ces misères de l'intelligence ou de la vanité, n'accuse de sa défaite ni le hasard ni les événements, et qui, juste même dans son désastre, proclame le génie de son vainqueur et l'audace des soldats qui ont fait pâlir son étoile.

Le général républicain a eu cette impartialité; et la lettre suivante de Kléber est un fait tellement exceptionnel, qu'à ce titre seulement elle devrait occuper une belle place dans les annales de la France.

« On vous a peut-être déjà dit, écrivait-il le 28 octobre 1793 au Comité de salut public, que nous avions refusé d'obéir aux ordres de Léchelle. Le fait est faux. Ses ordres étaient absurdes; mais, par subordination, nous les avons exécutés jusqu'au moment où le général en chef a jugé à propos d'abandonner le champ de bataille. Alors, sans direction supérieure, nous avons tâché de ramener la victoire sous

notre drapeau; mais les Brigands déployaient une tactique inaccoutumée. Nous avions contre nous leur impétuosité vraiment admirable et l'élan qu'un jeune homme leur communiquait. Ce jeune homme, qui s'appelle Henri de la Rochejaquelein, et dont ils ont fait leur généralissime après le passage de la Loire, a bravement gagné ses éperons. Il a montré dans cette malheureuse bataille une science militaire et un aplomb dans les manœuvres que nous n'avions pas retrouvés chez les Brigands depuis Torfou. C'est à sa prévoyance et à son sang-froid que la République doit cette défaite, qui a consterné nos troupes; mais, quel que soit son empire sur l'esprit des paysans, il est bien difficile qu'il puisse longtemps se maintenir au milieu d'un pays qui n'est plus la Vendée, et où il ne trouvera pas aussi facilement des ressources que là-bas. Je pense donc que ce que le Comité a de mieux à faire, c'est de pousser les choses à l'extrême, de faire de nouvelles levées, d'appeler aux armes la France entière, car il faut que la nation ait raison de ces quelques milliers de paysans. On dit qu'ils ne se battent pas, qu'ils sont lâches. C'est très-bon à dire comme stimulant; mais, comme vérité, cela n'est pas aussi exact. Ne vous laissez donc pas endoctriner par tous ces hommes qui n'entendent rien à la guerre et qui vous disent que la Vendée est morte. Elle vit encore malheureusement; mais on peut l'étouffer. Nous y aviserons, si chaque jour nous ne sommes pas contrariés dans nos projets. »

Pour faire connaître la situation dans laquelle la bataille de Laval plongeait les Républicains, il n'y a encore qu'à laisser parler Kléber. « Le lendemain matin, dit-il, après avoir raconté cette journée de Laval, si triste pour les armes de la nation, on tint conseil de guerre. On mit en question si on garderait la position du Lion d'Angers, ou si on se porterait de nouveau sur Château-Gonthier pour attaquer l'ennemi. Merlin, Turreau et plusieurs autres étaient d'avis de faire avancer l'armée. On m'invita à m'expliquer à ce sujet. — Je crois, dis-je, qu'il faudrait d'abord mettre en question si nous avons une armée, ou si nous n'en avons pas. Déjà vous auriez décidé cette question, si, comme moi,

avant le jour, vous aviez parcouru le front du camp; si vous aviez vu le soldat mouillé jusqu'aux os, sans tentes, sans paille, sans souliers, sans culotte, quelques-uns sans habit, dans la boue jusqu'à mi-jambes, grelottant de froid, et n'ayant pas un seul ustensile pour faire sa soupe; si comme moi vous aviez vu des drapeaux entourés de vingt, trente ou cinquante hommes au plus, qui forment les divers bataillons; si, comme moi enfin, vous les aviez entendus s'écrier: « Les lâches sont à Angers; et nous, nous sommes ici dans » la plus profonde misère. » Alors vous penseriez comme moi qu'il n'est pas possible de rien entreprendre avant d'avoir réorganisé l'armée, avant de l'avoir remontée tant au moral qu'au physique. Or, je déclare que, dans l'état où je vois nos soldats, il est impossible que l'on puisse en espérer la moindre chose. — Tu conclus donc, me dit-on..... — Je conclus qu'il faut faire rentrer les débris de l'armée à Angers..... — Et comment les tireras-tu de ce gouffre?.... — Plus facilement que vous n'en retireriez actuellement plus de la moitié de l'armée qui y est déjà, et sans laquelle je vous défie de rien entreprendre. — Mais ils vont se livrer à la débauche..... — C'est là le pire; aussi mon intention serait-elle de ne les y laisser que le temps nécessaire pour réorganiser l'armée dans sa totalité, et pour lui procurer des souliers et autres effets indispensables dans une saison rigoureuse. De fréquents appels, des revues, les tiendront en haleine..... Ils iront au café, au cabaret, tant mieux; chaque verre de vin qu'ils boiront ranimera leur courage. Ils raconteront à leurs hôtes, à leurs maîtresses, leurs exploits passés; ceux-ci applaudiront et les rendront avides de nouveaux lauriers. Vous aurez ainsi dans quelques jours une armée, non-seulement réorganisée, mais, pour ainsi dire, régénérée.

» Mon avis passa, et il fut arrêté que l'armée nationale se rendrait à Angers. »

Le lendemain de la bataille de Cholet, il n'y avait plus d'armée royaliste. La République la crut anéantie dans les landes de Bégrolle. Dix jours après, elle reparaissait victorieuse. Elle avait à son tour écrasé à Laval les meilleures

troupes de la République, celles qui venaient de la vaincre à Cholet. Mais l'incompréhensible effort qu'a fait la Vendée pour mettre sur pied une nouvelle armée, la Révolution va le tenter, et elle réussit. Dans les deux camps, l'exaltation était arrivée à son paroxysme, et rien ne semblait extraordinaire à des hommes que toutes les passions travaillaient.

Douze jours après cette déroute, la Révolution a une armée.

Pour recueillir d'une victoire aussi inespérée les fruits que l'on devait en attendre, il aurait fallu se porter sur Angers, où les débris des forces républicaines cherchaient à se rallier, puis, de là, se frayer une route vers le Bocage. On devait le reconquérir avant de laisser le temps aux Bleus de sortir de leur stupeur. La Rochejaquelein le désirait, le conseillait vivement; mais beaucoup d'officiers croyaient plus opportun de soulever la Bretagne. M. Henri craignit d'assumer sur sa tête une pareille résolution, qui cependant évitait les désastres dont sa perspicacité lui faisait entrevoir l'approche. D'ailleurs, le gros de l'armée était déjà rentré à Laval pour se reposer de ses fatigues, et l'on ne pouvait rien décider, rien tenter sans le concours de tous. La Rochejaquelein renonce donc au plan qu'il avait formé, et lui-même regagne la route que, deux jours auparavant, il a immortalisée par sa victoire.

On lui apprend alors que la division républicaine d'Olanier, à laquelle se sont jointes les troupes du général Chambertin, s'est retirée à Craon. La Rochejaquelein envoie d'Autichamp à leur poursuite. Olanier et Chambertin croient avoir sur les bras le corps d'armée des Royalistes, et, jugeant la position trop mauvaise, ils opinent pour la retraite. Meaulle et Esnue-Lavallée, commissaires de la Convention, s'y opposent; ils font couper les ponts sur la route de Château-Gonthier à Craon. Ces obstacles n'arrêtent point les Blancs. Les Bleus veulent leur disputer le passage; les Bleus sont repoussés. Craon est pris; mais un affreux spectacle attend les vainqueurs dans les rues de cette ville : elles sont couvertes des cadavres encore chauds de leurs frères. C'est Esnue-Lavallée qui, en se retirant, a fait, malgré les prières de Chambertin et d'Olanier, fusiller tous les prisonniers. A

cette vue, la colère s'empare des soldats de d'Autichamp ; à leur tour, ils n'épargnent personne.

Cette expédition rendait tout sujet de crainte impossible pour le moment. D'Autichamp revint à Laval, et l'armée goûta, pendant quelques jours, un repos qu'elle avait si chèrement payé. On profita de ce répit, au milieu des marches et des combats, pour établir un recensement général ordonné par la Rochejaquelein.

Dans cette multitude que les revers, que les victoires grossissaient sans cesse, on ne comptait que trente-neuf mille hommes en état de faire le coup de feu et à peine mille cavaliers, mal montés, plus mal équipés, mais d'une bravoure digne de Talmont et de Forestier, leurs chefs. Ces quarante mille Brigands, qui avaient à défendre plus de soixante mille femmes ou enfants réfugiés sous la protection de l'épée de M. Henri, furent répartis en cinq divisions. Fleuriot et d'Autichamp commandèrent la première; les autres eurent pour généraux Royrand, qui mourut de ses blessures peu de jours après; Villeneuve du Cazeau, Piron et Desessarts. Lyrot et Designy réunirent les gars du Loroux et de la basse Vendée qui s'étaient attachés à la grande armée. Marigny se trouva à la tête de cinquante-cinq pièces d'artillerie, dont la moitié au moins avait été prise aux Bleus dans la bataille de Laval. Stofflet fut conservé dans ses fonctions de major général, dont il s'était montré si digne; et Dehargue, Duhoux, Forêt, Rostaing, Dupérat, Legrand de la Liraye, Bérard, Pérault, Landrin, Tranquille, Beauvolliers, Allard, le fidèle aide de camp de la Rochejaquelein, Grellier du Fougeroux, Durivault, et plusieurs autres qui, tous, avaient déjà plus d'une fois fait leurs preuves, acceptèrent des emplois subalternes, ou consentirent à se battre en volontaires.

Dans cette foule d'hommes courageux, dont l'histoire regrette de ne pouvoir enregistrer tous les noms, on voyait à côté d'enfants qui, malgré la faiblesse de leur âge, faisaient leurs premières armes, des vieillards guerroyant encore et offrant aux jeunes gens des leçons de bravoure et de résignation. Un octogénaire, nommé Lemaignan, ne déserta point l'armée, dans les positions même les plus difficiles.

Toujours au feu, il ne sortait jamais du rang qui lui était assigné. Auprès de la Rochejaquelein, c'est-à-dire au plus fort de la mêlée, on apercevait sans cesse, sur un petit cheval angevin, un chef d'escadre, avec son cordon rouge de Saint-Louis sur la poitrine. C'était le contre-amiral Destouches, qui, à l'âge de soixante-sept ans, s'honorait de n'être que volontaire dans cette armée, et qui combattait ou donnait des conseils avec la vigueur de l'âge mûr.

Quand les cadres de l'armée furent formés, on établit un conseil militaire que le marquis de Donnissan présida. Le conseil supérieur, nous l'avons expliqué, n'avait pas répondu à l'attente des chefs qui l'avaient créé; il s'était même mis en opposition avec la plupart d'entre eux. Dissous par le fait de la prise de Châtillon, et surtout par le passage de la Loire, ses membres s'étaient séparés.

Les uns rentrèrent dans leurs familles ou suivirent l'armée du bas Poitou; les autres s'attachèrent à la grande armée, mais sans autorité. L'abbé Bernier seul conserva son influence, que d'abord il avait eu la sagacité de laisser ostensiblement effacer devant la crosse pontificale du prétendu évêque d'Agra. Mais après le passage de la Loire, les généraux sentirent que l'éloquence et les talents du curé de Saint-Laud étaient plus utiles à leur cause que l'incapacité épiscopale de l'abbé de Folleville. On accorda au premier le titre d'aumônier général de l'armée. Son courage de tous les instants, les ressources que lui fournissait son esprit, faisaient de lui un des personnages les plus essentiels de la Vendée; il eut son entrée au conseil militaire, et le 1er novembre, il fut appelé à signer les bons royaux dont ce conseil autorisait la création.

Le trésor était épuisé; il n'y avait plus d'argent afin de pourvoir aux besoins de cette multitude affamée. On ne pouvait ni liquider les dettes contractées soit dans le but d'obtenir des vivres, soit dans celui d'indemniser les habitants dont le passage des Blancs avait pu léser les intérêts. Pour les chefs, toutes ces affaires étaient des questions d'honneur. C'était ainsi que la Vendée entendait la guerre civile; mais, dans l'impossibilité d'acquitter tant de dettes et de fournir

du pain à cent mille bouches, car il répugnait trop aux Royalistes de se servir des armes légales que la Révolution leur mettait entre les mains, on proposa l'émission d'un papier-monnaie.

On pouvait, on devait peut-être faire valoir auprès des populations le système de terreur que la Convention proclamait. Cette idée, qui sauvait les défenseurs de la monarchie, ne se présenta à l'esprit d'aucun des officiers; ils firent de la probité en politique, lorsque leurs ennemis ne faisaient que de la force. Ce fut un noble tort. En révolution ce n'est pas la probité qui fait taire les convictions opposées, qui paralyse le mauvais vouloir ou stimule l'apathie; c'est la terreur. Les révolutionnaires en firent jouer tous les ressorts: à la longue ils devaient triompher. Lorsqu'on se décide à s'insurger contre le mal, ce n'est pas avec de vertueux scrupules qu'on peut le dompter. Il faut employer les moyens qu'il invente, se servir de ses propres lois, ou dès le principe courber tranquillement la tête sous le joug qu'il imposera. Il n'y a jamais parité dans la justice des causes : il doit au moins y avoir réciprocité dans l'application des mesures.

Voyons d'abord les moyens mis en usage par la Vendée. Ceux de la Révolution seront ensuite déroulés. Sur le registre des délibérations du conseil militaire on lit, à la date du 1er novembre, le décret suivant. Il explique les motifs qui contraignaient à légaliser cette détermination, dont la Révolution, toujours obsédée par ses pensées de despotisme et d'arbitraire, se gardait bien d'imiter la sagesse :

« Le premier jour de novembre 1793, l'an premier du règne de Louis XVII, le conseil militaire des armées catholiques et royales étant assemblé à l'effet de pourvoir aux besoins pressants et multipliés desdites armées et de liquider les dettes urgentes contractées avec les particuliers, soit pour les subsistances, soit à titre d'indemnités pour les dommages occasionnés par le passage et le séjour des armées; son vœu le plus cher et le plus sacré étant d'alléger autant qu'il est en son pouvoir le fardeau des peuples;

» Considérant que les bons ou effets royaux, représentatifs

d'une valeur réelle, hypothéqués sur les revenus de l'État, signés et admis au nom du Roi par les officiers les plus dévoués à Sa Majesté, ne pourraient qu'obtenir la confiance publique, et seraient acquittés, de préférence à toute autre obligation, par un prince qui n'a pu manquer d'apprendre à l'école du malheur que le plus digne prix de l'attachement du peuple est la reconnaissance des Rois;

» Voulant donner à tous, et à chacun des habitants du pays conquis et à conquérir pour Sa Majesté, une preuve authentique de la loyauté des intentions et de la justice des procédés des membres qui le composent,

» A arrêté et arrête unanimement ce qui suit :

» Art. Ier. Il sera créé, au nom du Roi, une somme de neuf cent mille livres en bons ou effets royaux commerçables, portant intérêt à quatre et demi pour cent, hypothéqués sur le trésor royal, et remboursables à la paix.

» II. Lesdits bons ou effets royaux seront de valeurs différentes; savoir, depuis cinq jusqu'à trois cents livres exclusivement : et l'intérêt courra pour les porteurs, à dater de la présente ordonnance, jusqu'au remboursement : au moyen de quoi lesdits bons ou effets royaux ne porteront aucune date précise, mais seulement la présente sera imprimée, lue, publiée, affichée, consignée sur le registre des délibérations du conseil militaire des armées catholiques et royales, et même délivrée gratis aux porteurs desdits bons ou effets royaux, s'ils le requièrent.

» III. Lesdits effets ou bons royaux seront signés par MM. de Donnissan, le prince de Talmont, de Beauvolliers, tous les trois membres du conseil militaire; et par M. Bernier, curé de Saint-Laud, vicaire général d'Angers, et de suite admis, au nom du Roi, pour avoir cours et valoir ce que de raison.

» IV. Se reposant entièrement sur le zèle et la confiance des Français demeurés fidèles à Sa Majesté, et comptant sur le repentir de ceux qui n'ont été qu'égarés dans leurs opinions et dans leur conduite, le conseil militaire ose espérer que tel sera l'empressement des habitants du pays conquis et à conquérir pour Sa Majesté à recevoir lesdits bons ou effets royaux, soit en payement, soit à titre d'indemnité,

qu'on ne pourra regarder que comme ennemis de la royauté, de la religion et du bien public, le petit nombre de ceux qui se refuseraient de les admettre.

» Fait en conseil militaire, assemblé au quartier général de Laval, le 1er novembre 1793, l'an premier du règne de Louis XVII.

» Signé : DONNISSAN, LA ROCHEJAQUELEIN, LE PRINCE DE TALMONT, D'AUTICHAMP, LESCURE, CHEVALIER DE FLEURIOT, CHEVALIER DESESSARTS, DE BEAUVOLLIERS, DE VILLENEUVE, SOLÉRAC, ROYRAND, DE VERTEUIL, DE BERNARD DE MARIGNY, STOFFLET, CHEVALIER PÉRAULT, ROSTAING, DE SCÉPEAUX, DE HARGUES, » etc.

La Vendée s'arrêtait là. Avec d'aussi méticuleuses mesures elle espérait avoir tout prévu, et n'osait pas se lancer dans la voie de l'arbitraire du sabre, qui seul pouvait la sauver.

Afin de réorganiser son armée et de veiller à sa subsistance, la Révolution ne se montre ni si modérée ni si inhabile. Elle a l'autorité en main; la plupart des départements obéissent par peur ou sont entraînés par conviction dans son mouvement. Les couteaux de la guillotine battent monnaie sur la place publique. On tue les fermiers généraux à Paris. Le génie de Lavoisier ne l'exempte pas de la proscription. On égorge légalement tout ce qui a un nom, de la vertu, de la gloire ou des richesses. En province, on massacre les aristocrates. Tant de crimes ne suffisent pas à la dévorante activité des Conventionnels. Les hommes et les choses sont mis en réquisition permanente.

Voici de quelle manière, dans l'Ouest, cette réquisition permanente s'opérait : « Les jeunes gens, dit un arrêté révolutionnaire, iront au combat, les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances. Les femmes feront des tentes, des habits, et serviront dans les hôpitaux. Les enfants mettront le vieux linge en charpie. Les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, prêcher la haine des rois et l'unité de la République. »

L'armée républicaine est affaiblie par les pertes qu'elle a

essuyées. On invente des levées en masse dans tous les départements où la guerre civile a étendu ou peut étendre ses ravages.

L'armée républicaine a une masse innombrable de blessés et de malades que les batailles et les fatigues ont laissés dans les villes et les hameaux. Les hospices se changent en prisons. Les ambulances n'existent pas; cependant il faut des soins et des secours à ces infortunés. Turreau, Prieur et Esnue adressent aux généraux cet ordre monstrueux, que nous copions sur l'original :

« On se plaint dans les rapports de la trop grande quantité de blessés ou de malades qui encombre l'armée et peut, dans un cas de gravité, paralyser ses mouvements ou son ensemble. Les blessés ou les malades, étant francs républicains comme nous, doivent comme nous se sacrifier au salut commun. Ils ne peuvent pas combattre et mourir les armes à la main pour la nation; il faut qu'ils meurent d'une autre manière.

» En cas d'absolue nécessité, nous autorisons donc, dans l'intérêt bien entendu de la chose publique, à se défaire le plus humainement possible de tous ceux qui, par raison d'état sanitaire, apporteraient un préjudice quelconque à la marche ou aux succès des troupes républicaines. Le patriotisme et la fraternité des généraux décideront des cas où le salut de la République commandera impérieusement ces sacrifices. »

L'armée républicaine manque de poudre. Un arrêté du conventionnel Bréard oblige les propriétaires qui démolissent des maisons à livrer leurs décombres à la commission des salpêtres.

Cette armée a besoin de chevaux. Le conventionnel Boursault prescrit la levée de six chevaux par canton. Il y a des cantons qui n'en ont pas dans leur ressort de propres au service. — Ils en achèteront, réplique Boursault à toutes les objections.

Elle n'a pas de munitions de guerre; le Comité de salut public ne peut lui en fournir. Vergnes, chef d'état-major de l'armée des côtes de Brest, sait où en prendre; il déclare

aux districts que les fusils à un seul coup, n'eussent-ils de passable que le canon, sont armes de guerre.

On rencontre beaucoup de recrues patriotes qui n'ont pas de vêtements. Prieur (de la Marne) écrit à ses agents : « Mettez toutes les femmes en réquisition pour coudre les chemises et les habits, faites faire des souliers ; mettez en réquisition les habits et autres objets d'équipement qui se trouvent chez les particuliers et chez les marchands. Allons ! de l'action ! sauvons la patrie ! et ne souffrez pas que vos départements soient souillés par les Brigands ; ils commettent des ravages affreux. »

C'était insulter à la justice et à la vérité ; mais en révolution doit-on s'arrêter à si peu de chose ?

Les cuirs manquent pour confectionner les chaussures. Les représentants Turreau, Bourbotte, Prieur (de la Marne), Esnue-Lavallée et Pochole signent un arrêté dont le troisième article est ainsi conçu :

« Tout citoyen qui ne marchera pas à la défense de la patrie sera tenu de remettre à sa municipalité les souliers et bottes qu'il a, sous peine d'être réputé suspect. »

En langage révolutionnaire, suspect équivalait à condamné à mort ; et, aux termes de la loi du 17 septembre 1793, les catégories offraient de la latitude aux dénonciateurs. Cette loi, faite pour des hommes libres, déclarait :

« Sont réputés suspects : 1° Ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs relations, par leurs propos ou leurs écrits, se sont montrés partisans de la tyrannie, du fédéralisme, et ennemis de la liberté ; 2° ceux qui ne pourront pas justifier de leur manière d'exister et de l'acquit de leurs droits civiques ; 3° ceux à qui il a été refusé des certificats de civisme ; 4° les fonctionnaires publics suspendus ou destitués de leurs fonctions ; — ceux des ci-devant nobles, ensemble les maris, femmes, pères, mères, fils ou filles, frères ou sœurs et agents d'émigrés, qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la Révolution, » etc., etc.

On cite aux représentants certaines communes où il serait impossible de trouver une paire de souliers. Les représentants mettent en réquisition tous les sabots disponibles. Et,

un mois plus tard, le 4 décembre 1793, le ministre de la guerre Bouchotte adressait à l'armée de l'Ouest une proclamation dans laquelle on lit ce paragraphe. Il prouve que la bizarrerie et la sottise ne le cédaient pas en ce temps à l'atroce et au grandiose :

« Soldats, dit Bouchotte, je vais vous parler de vos sabots ; on vous les donne gratis, mais, si vous les perdez, vous les payerez : la patrie préviendra vos besoins avec l'attention et la libéralité d'une mère tendre et reconnaissante des sacrifices que vous faites pour elle ; mais vous devez, en enfants soigneux et économes, ne négliger aucun moyen de lui éviter des embarras et des dépenses. »

Des soldats républicains se plaignent, dans une revue, de ne pas avoir de chaussures ; ils montrent leurs pieds nus à Boursault. Le conventionnel découvre un nouveau moyen de venir au secours de l'armée. Tous les citoyens qui sont là, paisibles spectateurs, reçoivent ordre d'offrir incontinent à la patrie leurs bottes et leurs souliers. Sous ses yeux mêmes, cette offrande, quelque peu spontanée qu'elle soit, se réalise à l'instant. Il y allait de la vie.

Les caisses de la République sont aussi vides que celles de l'armée royale. La Convention décrète un emprunt forcé sur les riches. On taxe le commerce, la propriété, l'industrie, l'agriculture avec un arbitraire qui ne permet pas même le droit de plainte. Les riches seuls devaient supporter cet emprunt du *maximum*. Aux yeux de la Convention, il n'y eut bientôt plus que des riches en France. Les plus indigentes familles furent taxées à des sommes qu'elles n'avaient jamais eues en leur possession. Toujours, sous peine d'être réputé suspect, il fallait payer.

Afin de stimuler le dévouement à la patrie, qui semblait raisonner sa générosité, Prieur (de la Marne), un avocat, et Turreau écrivaient aux districts soumis à leur guillotine la circulaire dont nous publions un extrait. Cette circulaire, qui peint la Révolution, est à la date du 4 novembre 1793.

« Nous apprenons que, dans vos cantons, on ne se saigne pas avec enthousiasme pour la nation. Le Comité de salut public entend que vous soyez responsables de cette apathie.

Nous remplirons ses vues avec une vigueur toute révolutionnaire. Vous n'avez pas affaire à ces imbéciles d'honnêtes gens qui perdent les parties gagnées parce que leur sotte probité ne sait pas tenir les cartes; nous voulons faire le bien du peuple, malgré le peuple. Il faut le contraindre à être libre; et pour cela, vous seuls pouvez avoir une action déterminante. Forcez-le donc à des sacrifices! Imposez-le pour son bonheur et pour sa gloire! Nous ne demandons que cela. Nous avons besoin d'hommes, de munitions, d'équipements, de chevaux, d'argent surtout. Vingt-quatre heures après la présente reçue, vous aurez fourni à la République ce qu'elle exige par notre organe, ou vous serez passibles des peines que vous n'aurez pas appliquées. »

Tant de sacrifices imposés n'atteignent pas encore le but auquel tend la Convention. Ce n'est pas assez pour elle ou pour ses agents de ces réquisitions d'hommes et de denrées de toute espèce. Les représentants du peuple en mission changent de nature la propriété. Ils déclarent biens de l'État tout ce qui est propriété particulière; et le conventionnel Bréard fait publier, dans les départements de l'Ouest, la proclamation dont le passage suivant est tiré :

« Dans un pays libre, obligé de combattre pour le maintien de sa constitution et de ses droits, les produits de l'industrie sont, comme les productions de la terre, une propriété nationale, et chaque citoyen a des sacrifices à faire. Ce langage est celui de la vérité; il sera, nous n'en doutons pas, entendu avec plaisir par des Français républicains.

» Si, contre notre attente, il existait encore au sein de la grande famille, de ces vils égoïstes, de ces avides spéculateurs, pour qui les maux de leur patrie sont des jouissances, vous leur direz que le peuple français s'est levé tout entier pour exterminer ses ennemis extérieurs, mais qu'il est aussi debout pour anéantir les insatiables vampires qui depuis longtemps s'abreuvent de son sang ; qu'ils tremblent de pousser à bout la patience de ce peuple bon et généreux, sa vengeance serait terrible : c'est là le langage de leur propre intérêt; les spéculateurs, les agioteurs, les accapareurs, s'il y en a, l'entendront. »

De telles mesures sont admirables d'audace ; elles touchent au sublime, mais à ce sublime que l'intervention de l'échafaud préserve du ridicule. Pourtant c'était mettre le pays en coupe réglée et l'affamer législativement.

Les Conventionnels décrètent qu'un gendarme remettra aux communes imposées pour l'approvisionnement des marchés l'état des denrées à fournir. Les officiers municipaux sont responsables de l'accomplissement de ces mesures. Administrés ou administrateurs, rien ne peut les soustraire à la pénalité qui les menace.

On dit aux administrés d'expédier sur le marché de la ville voisine des sacs de blé taxé d'avance, et qu'on leur payera en assignats, dont la valeur n'est même plus fictive.

Si l'administré refuse ou ne peut obéir, on le contraint à en fournir le double, et il est mis en prison jusqu'à son jugement révolutionnaire, qui aura lieu dans les vingt-quatre heures.

On demande des objets de literie à une commune. Cette commune n'en a pas de la forme voulue. Le district et la ville la plus voisine sont autorisés à en faire confectionner le double, à la charge des officiers municipaux.

Puis, par une dérision que peut seule excuser la terreur, voilà un administrateur de district qui écrit à la Convention, le 7 novembre 1793 :

« Tout cède, tous les obstacles sont rompus, l'égoïsme est anéanti. L'avide commerçant, l'insatiable financier cessent leur calcul et leur intolérable usure. D'honorables lambeaux couvrent l'homme qui jadis vivait couvert d'habits de soie. Le pain de l'égalité honore la table du riche ; et celui qui craignait la rudesse du maroquin le plus souple marche aujourd'hui gaiement avec des sabots mal façonnés. »

En présence des tortures morales et physiques exercées pour arracher aux contrées de l'Ouest soumises à la République leur dernier enfant et leur dernier écu, de telles paroles n'étaient qu'absurdes. Prieur, Bourbotte, Esnue-Lavallée et Pochole leur donnèrent cependant la sanction conventionnelle : ils les consacrèrent, en enchérissant sur ce luxe de patriotisme auquel la baïonnette et la guillotine

savaient contraindre. Les moyens pris pour reconstituer l'armée républicaine sont énumérés. Les arrêtés et les menaces des représentants ont été cités. Voyons de quelle manière les représentants en mission expliquèrent cette série de leurs travaux :

« Notre magnifique opération, écrivaient-ils à la Convention, le 11 novembre, a réussi au delà de tous les désirs, de tous les vœux révolutionnaires. La voix du peuple a été entendue. La patrie a une armée, et des subsides et des munitions. C'était un beau spectacle que celui auquel nous venons d'assister. L'empressement a été général pour venir mettre à notre disposition l'or, les armes et les bras des populations. Nous avons eu sous les yeux toutes sortes de dévouements. On a vu d'heureuses mères amener elles-mêmes, en chantant, les fils qui gagnaient leur vie, et les offrir à la patrie, comme des victimes sanctifiées par le plus pur désintéressement. Nulle part nous n'avons eu besoin d'employer la menace ou la force. Tout s'est fait de bon accord ainsi qu'il convient entre frères. Les riches eux-mêmes, ces êtres endurcis dans d'iniques jouissances, ont partagé l'élan général. La loi n'a pas besoin de sa sévérité, afin d'exciter un élan aussi universel. Nous allons le mettre à profit, en écrasant les traîtres soutiens de l'étranger et de la tyrannie.

» Vous sentez bien que notre dépêche doit être rendue publique. Elle est l'expression de la vérité, et peut servir à moraliser les autres parties de la République, qui peut-être ne partagent pas encore cet enthousiasme de sacrifices. »

Afin de sauver la liberté et la fraternité révolutionnaires si gravement compromises, ce n'était pas encore assez. Les Conventionnels en mission venaient de faire de la violence. Ils ne s'arrêtèrent pas devant la tyrannie. Le secret des lettres fut violé, et il le fut non pas dans un *cabinet noir,* mais ostensiblement, mais à la face de toute cette nation qui se battait pour être libre. L'administration républicaine du Finistère avait, dès le 6 octobre 1793, donné l'exemple de cet acte d'immoralité publique. Les représentants le consacrèrent en l'appliquant à toutes les provinces insurgées.

Le cabinet noir, avec ses méfiances, avec ses dénonciations occultes, fut installé sous les auspices de la Convention, et c'est dans l'arsenal des décrets révolutionnaires que les despotes peuvent aller ramasser les armes les plus dangereuses à la sécurité et à l'honneur des familles. La Nation était supposée rendre le décret suivant, qui, comme tous ceux déjà cités, eut force de loi :

« Art. 1er. Toutes les lettres et paquets, de quelque endroit qu'ils partent, adressés à des personnes suspectes, seront interceptés.

» 2. Des commissaires de surveillance, nommés par la commission administrative, se transporteront, à l'arrivée de chaque courrier, au bureau de la poste de leur résidence, et concourront avec le directeur au triage des paquets. Ils arrêteront ceux désignés ci-dessus, et en feront ouverture.

» 3. Si les lettres et paquets ne contiennent rien de suspect, les commissaires les remettront ou les feront parvenir à leurs adresses; dans le cas contraire ils retiendront les lettres et paquets et en rendront compte aux autorités constituées, qui statueront ainsi qu'elles jugeront à propos. »

Avec de pareilles façons d'appliquer la liberté, et des comptes rendus aussi fidèles, on devine combien il dut être facile d'obtenir une armée et des équipements à tort ou à raison regardés comme militaires. Afin d'échapper à cette terreur qui n'épargnait ni le foyer domestique, ni les économies de la famille, le pays se leva tout entier dans un sentiment d'effroi. Les recrues remplacèrent dans les cités les garnisons qui y maintenaient le régime de la Convention. Ces garnisons, que la crainte et l'enthousiasme avaient aguerries en peu de jours, furent dirigées sur les points que les Vendéens pouvaient envahir. Elles arrivèrent à Angers, à Nantes, à Rennes et au Mans, où Francastel, Carrier, Pochole, Thirion, Boursault, la Planche, Garnier (de Saintes), Lecarpentier, Esnue-Lavallée, Bourbotte, Turreau, Merlin (de Thionville) et Choudieu organisaient, avec une activité tenant du prodige, ces masses qu'ils lançaient au combat. Ce sont là de grands, d'incomparables efforts; mais lorsque, au nom de la Révolution, ses géné-

raux les plus habiles imposaient de tels sacrifices au peuple, le Comité de salut public ne leur en tenait compte que par des dénonciations. Hérault de Séchelles, Billaud-Varennes, Robespierre et Barère écrivaient à leur collègue Turreau de « se défier de Kléber et d'Haxo comme de deux royalistes à observer et à mettre hors d'état de nuire ». C'est toujours ainsi qu'agit la reconnaissance révolutionnaire.

Dans le camp royaliste, où les paysans manquaient souvent de pain, les chefs faisaient observer la plus rigoureuse discipline : on ne frappait de réquisition que les denrées de nécessité. Encore les acquittait-on avec l'argent du trésor ou avec des bons royaux; et les paysans étaient vainqueurs! et leurs généraux avaient prohibé le pillage ou la contribution, qu'ils flétrissaient du nom de vol! Les paysans se conformèrent avec une telle ponctualité à cet ordre, que c'est à peine si, sur cette route de Cholet à Laval, on put signaler un méfait. A Château-Gonthier, un Allemand vola. Il fut fusillé. A Laval, un nommé Desprès se plaint au prince de Talmont qu'un royaliste lui a dérobé un objet de peu de valeur. Ce royaliste subit la même peine.

Dans le camp révolutionnaire, nous avons dit de quelle manière on opérait. Les contrastes étaient admirablement établis. D'un côté la terreur et la confiscation, de l'autre la persuasion et la probité. Cela, pour les Vendéens, devait aboutir à un désastre. Encore deux ou trois victoires achetées à force de bravoure, et nous y touchons.

Les Conventionnels en mission se sont placés à la hauteur du bouleversement qu'ils tentent d'opérer dans les idées, dans le sol et dans l'esprit national. Ils ont été franchement révolutionnaires et témérairement audacieux. On les a vus briser tous les obstacles, entraîner par l'enthousiasme ou subjuguer par la terreur. Ils ont dominé, avec la puissance de leur volonté de fer, le caractère versatile et inconstant du peuple français. Maintenant qu'ils ont façonné à la servitude de la liberté et de l'égalité ces faibles natures de citoyens que l'aspect d'un champ de bataille a seul le pouvoir de rendre au courage, les Conventionnels et les généraux se tracent un nouveau plan de campagne.

Tandis qu'ils agitent et remuent la France pour triompher de la grande armée, Carrier est à Nantes; et, sans avoir l'intuition de ce que leurs actes ont d'énergique, il adresse à ses collègues et aux officiers sous les armes une proposition toute révolutionnaire. C'était le tribut de patriotisme que le proconsul offrait à l'humanité. « Ce que vous faites, leur mande-t-il le 9 novembre 1793, est bien beau sans doute, mais où cela mènera-t-il la Nation? A une victoire peut-être. Que font au peuple vos victoires qui ne terminent rien ? Il faut employer les moyens extrêmes. Vous avez à délivrer le pays d'un chancre qui le dévore. Le poison est plus sûr que toute votre artillerie. Ne craignez donc pas de le mettre en jeu. Faites empoisonner les sources d'eau. Empoisonnez du pain, que vous abandonnerez à la voracité de cette misérable armée de Brigands, et laissez faire l'effet. Vous avez des espions parmi ces soldats du pape qu'un enfant conduit. Lâchez-les avec ce cadeau, et la patrie est sauvée. Vous tuez les soldats de la Rochejaquelein à coups de baïonnette, tuez-les à coups d'arsenic; cela est moins dispendieux et plus commode. Je vous ouvre cet avis, auquel j'ai fait adhérer ma société populaire, et, avec des sans-culottes comme vous, je n'ai pas besoin d'en dire davantage. »

A la lecture de cette proposition, dont Santerre et Rossignol ont conçu l'idée, Kléber pousse ce cri d'indignation : « Si Carrier était ici, je lui passerais mon sabre à travers le corps. » Mais Turreau et Prieur, les collègues de Carrier à l'assemblée conventionnelle, se gardent bien de manifester un pareil sentiment d'honnêteté. Ils hésitent d'abord, et, après s'être interrogés du regard : « Il y a pourtant quelque chose à faire, dit Prieur. — Oui, réplique Kléber, il y a à combattre les Brigands jusqu'à la mort, mais non pas jusqu'à l'infamie; et si cette discussion s'entame, je me retire, citoyens. » Les généraux témoins de cette scène approuvèrent l'indignation de leur camarade. Prieur et Turreau remirent à de plus mauvais jours encore la pensée que Carrier leur inspirait.

Pendant ce temps, le conseil de guerre des Royalistes était divisé sur la principale question soumise à ses délibérations.

Il fallait déterminer la marche que suivrait l'armée, et sur quel théâtre on allait transférer la guerre. Rentrer triomphants dans le Poitou, selon les plans de la Rochejaquelein, n'était plus chose praticable. La terrible rigueur de la République avait en dix jours rendu ce projet inexécutable, et les paysans appréciaient, mais trop tard, la sagesse des vues de leur général. Il ne leur restait plus que deux partis à suivre. Envahir la Bretagne ou pénétrer dans la Normandie.

Les départements de la Bretagne, celui du Morbihan surtout, attendaient ce moment avec une impatience admirable de zèle. Pour l'amener avec plus de rapidité, les Royalistes du Morbihan, exaspérés par les dernières levées extraordinaires, interceptent toutes les voies de communication aboutissant à Vannes. Il faut arrêter cet élan, dont le contrecoup peut devenir fatal aux mouvements républicains. Prieur (de la Marne) rassemble à la hâte les troupes et les gardes nationales voisines. Le conventionnel Tréhouart contraint la ville de Lorient à mettre sous ses ordres douze cents de ses habitants, citoyens ou réfugiés.

Le Morbihan ne s'effraye point de ces démonstrations. Il sait que Rossignol, avec quatre ou cinq mille nouveaux réquisitionnaires en dépôt à Rennes, est la seule force qui puisse lui être opposée, et les Morbihannais ont calculé que Rossignol ne peut tenir devant eux. La grande armée, maîtresse par un seul coup d'une partie de la province, allait, espéraient-ils, s'emparer du premier port sur la Manche et se mettre ainsi en contact avec l'émigration et le cabinet britannique. Un motif bien puissant, quoique tout local, prêtait un nouveau relief à cette idée. Les Côtes-du-Nord et le Morbihan sont peuplés de nombreux contrebandiers de sel, tous endurcis aux fatigues et merveilleusement propres à faire la guerre dans leur pays, dont ils connaissent chaque sentier. L'abolition de la gabelle les laissait sans moyens d'existence, et, déjà compromis par la découverte des listes de la coalition de la Rouërie, ils ne demandaient pas mieux que d'écraser une Révolution qui, après les avoir ruinés, exigeait encore qu'ils accourussent à sa défense. A ces ferments de révolte s'ajoutait l'influence toujours

directe, toujours active du comte de Silz, de la Bourdonnais-Coëtcandec, de Lantivy du Reste, de Guillemot, de Lantivy de Port-Camus, de Jean-Jan, et de Troussier, tous chefs de canton dans l'organisation de la Rouërie, et qui déjà ne craignaient pas de se montrer en armes, ou même de tenir tête aux bataillons républicains.

Ce projet fut communiqué aux officiers vendéens. Les uns l'approuvèrent, les autres le combattirent; mais alors se révélèrent dans le conseil de fatales divisions, provoquées par les manœuvres des agents secrets de l'Angleterre et de la Convention.

Pendant la bataille de Laval, un émissaire inconnu remit à Lescure une lettre adressée aux généraux de l'armée royale. Cette lettre, que le comte de Puisaye avait écrite, on le croit du moins, annonçait qu'une force de cinquante mille hommes était prête à se lever dans les environs de Rennes; et, pour conférer avec les chefs royalistes, les officiers de cette troupe, encore invisible, demandaient un sauf-conduit. Les Vendéens soupçonnent un piége dans les précautions dont cet émissaire et ses ayants-cause s'entouraient. On ne veut pas croire qu'en aussi grave matière le comte de Puisaye agisse avec autant de légèreté. La Rochejaquelein répond verbalement que les cinquante mille hommes n'ont qu'à prendre position et qu'aussitôt ils seront puissamment secondés. Cette lettre, longtemps inexplicable pour les Blancs, les détourna du projet presque arrêté de marcher sur Rennes, et donna plus de consistance à celui du prince de Talmont, que Fleuriot, Rostaing et plusieurs officiers soutenaient avec chaleur. Le prince désirait que l'on tentât une expédition sur Paris.

Le 2 novembre 1793, fête des morts, l'armée sort de Laval. Elle est indécise sur sa route. Ses généraux hésitent encore, et malheureusement la Rochejaquelein se croit trop jeune, il est trop modeste pour interposer son autorité au milieu de ces conflits d'amour-propre ou de dévouement mal entendu. Stofflet était à l'avant-garde. De son propre mouvement, il laisse la route de Vitré, la plus courte pour aller à Rennes, et choisit celle de Fougères. Le général

Lenoir commande à Mayenne. Il a fait ses dispositions pour résister. « A l'approche des troupes royales (c'est le rapport de Lenoir lui-même qui s'exprime ainsi), mon armée, composée de réquisitionnaires, était hier matin d'environ dix-sept mille hommes. Six cavaliers des rebelles s'étant montrés du côté de Martigné, gardé par douze cents hommes, tout le poste a pris la fuite.

» J'ai fait battre la générale à quatre heures du matin. Il en est huit, et j'ai tout au plus cinq cents hommes réunis. J'ignore ce que le reste est devenu. »

Le jour même, l'armée vendéenne entrait à Mayenne. Le lendemain elle marchait sur Dol, par Ernée et Fougères. Le 19e d'infanterie légère, échelonné sur la route d'Ernée, aperçoit la tête d'une des trois divisions que la Rochejaquelein a fait former. Celui-ci enjoint à la colonne du centre de se replier en simulant une espèce de fuite. Le 19e se précipite tête baissée dans le piége. Il marche hors de la portée des troupes qui doivent le soutenir. Au même instant il se voit assailli par les deux ailes de la Rochejaquelein. Ce régiment essaye de tenir ferme; mais, pris en flanc et sur les derrières, il ne peut que se faire tuer ou fuir. Il préféra la mort.

Ce succès enflamme les paysans. La cavalerie de Talmont et de Forestier s'engage dans la traverse et tourne la position. Le corps d'armée attaque de front le général Brière, qui s'était placé à l'abri de ses batteries avec le 6e bataillon de la Côte-d'Or, le 8e du Calvados, les grenadiers et les canonniers de Coutances et le bataillon du Contrat-Social. Le choc est si violent qu'il répand le désordre chez les Républicains. Brière résiste encore, mais tout à coup des cris de Vive le Roi! Vive la Rochejaquelein! retentissent en arrière des Bleus. C'est la cavalerie de Talmont qui pénètre dans Fougères, et qui, avant même d'arriver à l'ennemi, fait ouvrir les portes de la prison où trois cents Vendéens, condamnés à mort, sont parqués.

A ces cris, qui présagent la défaite, les troupes de Brière se débandent. Elles rentrent dans la ville, se jettent dans les maisons en implorant un asile. Les Blancs les poursui-

vent. Les prisonniers que Forestier vient de délivrer exigent vengeance; ils racontent ce qu'ils ont souffert. Ces récits sont si affreux qu'ils étouffent la pitié dans les cœurs. On massacre tout ce qui se montre sous l'habit militaire; on investit les habitations, on en fait sortir ceux qui s'y ménagèrent une retraite, et ils meurent sous le fer des prisonniers que peu d'heures auparavant ils allaient immoler.

L'alarme se communique jusqu'à Rennes, où les fuyards ont semé la nouvelle de cet échec. Les Républicains de Rennes sont dans la consternation. Ils accusent Rossignol, qui, à son tour, les accuse. Mais, pour sauver cette ville d'une attaque imminente, on réunit en hâte quelques troupes disséminées; et, dans la plus profonde anxiété, augmentée encore par l'attitude hostile des campagnes, on attend la grande armée.

La grande armée ne vint pas. Elle perdit quatre jours à Fougères; quatre jours qui lui auraient suffi pour s'emparer de la vieille capitale de la Bretagne et pour soulever le pays.

Mais les succès n'arrêtaient pas les intrigues dont l'état-major était le théâtre. On eût dit au contraire qu'ils ne servaient qu'à leur offrir un nouvel aliment. La discorde s'était mêlée à toutes les discussions. Elle agitait les cœurs, froissait les susceptibilités, exagérait les services ou abaissait le mérite. On discutait au lieu d'agir. On commentait des plans impraticables. Aveuglés par cet esprit de vertige dont, en tant d'occasions, la politique souvent trop exclusive des Royalistes a multiplié de si funestes preuves, ils s'affaiblissaient même par des victoires, en attendant que la Révolution vînt achever l'œuvre de destruction si bien commencée par eux-mêmes.

Jusqu'à cette heure la grande armée n'a pas eu de signe distinctif pour reconnaître ses officiers. En Vendée, ces signes étaient superflus. Les paysans n'en avaient pas besoin. Leurs généraux et leurs capitaines étaient parfaitement connus de tous; mais outre-Loire il n'en était plus ainsi. La confusion s'était établie dans le camp, confusion amenée par la dispersion des anciennes compagnies et par la mort de plusieurs chefs secondaires. On crut utile d'attribuer aux

généraux et aux officiers, que rien ne distinguait des soldats, certaines marques de commandement. Le trésor était trop à sec pour acheter des épaulettes ou des habits de général. Chacun s'habillait à sa guise, ou plutôt comme il le pouvait. En dehors des paysans, qui avaient conservé leur costume traditionnel, les gentilshommes portaient des vestes et des pantalons de ces siamoises de toutes couleurs qu'on fabrique à Cholet, ou des habits de chasse avec un collet noir et quelquefois blanc. A cette époque ils adoptèrent une ceinture blanche avec un nœud de couleur qui variait selon les désirs de chacun. M. Henri en choisit un noir, Stofflet prit le rouge, le prince de Talmont le bleu. Les chefs d'un grade inférieur ceignirent au bras gauche une écharpe blanche.

Cette démarcation dans les rangs, toute futile qu'elle paraît, avait son importance. Elle fut mal accueillie par un petit nombre d'officiers, qui se plaignirent de voir des signes honorifiques consacrer l'inégalité dans une armée toute composée de volontaires. Des esprits turbulents s'emparèrent de cette décision pour accuser d'orgueil ceux qui l'avaient provoquée. Ces accusations, jointes aux éléments de discorde dont le camp était travaillé, produisirent un fatal effet.

Témoin de ces manœuvres, dont il ne peut ni s'expliquer l'origine ni découvrir le but, le général en chef, tout entier à ses devoirs, s'occupe, avec une incroyable activité, de faire surgir de nouveaux renforts. Il appelle aux armes les habitants de ces pays où la Rouërie a conçu le projet de sa coalition. Les habitants répondent à l'appel de la Rochejaquelein. Son nom est venu jusqu'à eux, entouré de sa célébrité déjà vieille de tant de triomphes. Ils accourent apportant les uns des vivres, les autres des fusils, tous un courage et une résignation sublimes. A leur arrivée ils se pressent dans les églises, où l'abbé Bernier, le père Jagault et Doucin, curé de l'île de Ré, les préparent au martyre en plaçant sous leurs yeux le tableau de ces populations chrétiennes qui renoncèrent à leur patrie afin de rester fidèles à leur Dieu et à leur Roi.

Des prédications si exaltées font naître dans ces natures impressionnables un enthousiasme qui n'a peut-être de com-

parables dans l'histoire que les entraînements des croisades. Mais, pour diriger toutes ces bonnes volontés, que les proclamations incendiaires de la République trouvaient si apathiques, il fallait des officiers choisis dans leurs rangs. On n'en signala qu'un. C'était un médecin nommé Putaud, qui, avec une division recrutée dans les campagnes, se joignit à la grande armée. Ce n'était pas assez; néanmoins les habitants du Maine se montrèrent si braves, ils firent une diversion si utile que les Royalistes du Bocage surnommèrent les bandes formées outre-Loire *la petite Vendée.* Elles conservèrent ce nom longtemps même après la défaite du Mans.

CHAPITRE IX.

Mort de Lescure. — Nouveaux envoyés du cabinet britannique. — Freslon et Bertin. — Le roi d'Angleterre et ses ministres offrent des secours aux Vendéens. — Les Bourbons ne savent pas se mettre en communication avec les Royalistes. — Correspondance des représentants en mission avec le Comité de salut public. — Révocation de quelques représentants accusés d'inertie. — Siége de Granville. — Bataille et retraite des Vendéens. — Le prince de Talmont accusé de trahison. — La Rochejaquelein prend sa défense. — L'abbé Lecoz au Mont-Saint-Michel. — Tactique de l'Angleterre.

La halte si imprudente de Fougères fut marquée par un bien triste événement. Depuis l'affaire de la Tremblaye, où Lescure a été dangereusement blessé, l'armée n'a goûté aucun moment de repos. Elle s'est vue harcelée, poursuivie; et bientôt, reprenant l'offensive, elle a repoussé avec audace les Bleus qui l'avaient vaincue; mais, dans ce mois et demi d'angoisses et de prodiges, elle a sans cesse marché. Lescure, toujours en danger de mort, n'a pas voulu déserter le poste où l'honneur l'avait placé. Il a parcouru cette longue route où tout fut péril; il ne s'est séparé ni de ses amis ni de ses soldats. Incessamment ballotté entre la crainte et l'espérance, il a senti son état empirer, ses forces s'affaiblir et la vie peu à peu se retirer de lui. Cette lente agonie, le plus sublime des martyres, touche à son terme;

Lescure va mourir. A ses derniers moments, il appelle au chevet de son lit sa jeune et forte compagne, qui ne l'a pas quitté pendant ces jours de deuil, et en la voyant étouffée de larmes : « Ta douleur seule, lui dit-il, me fait regretter la vie ; pour moi, je meurs tranquille. Assurément j'ai péché ; mais cependant je n'ai rien fait qui puisse me donner des remords et troubler ma conscience. J'ai toujours servi Dieu avec piété ; j'ai combattu et je meurs pour lui. J'ai vu souvent la mort de près et je ne la crains pas. Je vais au ciel avec confiance. Je ne regrette que toi, dont j'espérais faire le bonheur. Si jamais je t'ai donné quelque sujet de plainte, pardonne-moi. »

Les souffrances devinrent plus intolérables et sa résignation plus profonde. Il reçut les sacrements. Bientôt après l'agonie commença ; elle fut affreuse. Lescure avait encore toute sa connaissance, mais il ne pouvait plus parler. Il jetait de temps à autre un regard à celle qu'il aimait tant, puis, comme pour achever sa pensée, il levait en pleurant les yeux vers le ciel ; mais, entraîné dans la marche de l'armée, car le mourant n'a pas un asile pour rendre en paix son dernier soupir, il avançait toujours sur la route d'Ernée à Fougères. Ses amis, sa femme surtout, n'avaient pas consenti à exposer son agonie aux profanations des Bleus dont il avait tant de fois épargné la vie. Enfin, le 4 novembre 1793, Dieu rappela à lui cette âme si pure, et le saint du Poitou expira au village de la Pèlerine. Il n'était âgé que de vingt-sept ans.

Cette mort, depuis longtemps prévue, fut un deuil public pour l'armée, dont, par ses vertus, par ses talents et son courage, Lescure avait été le modèle et le soldat le plus dévoué ; mais ce deuil disparut dans les préoccupations nouvelles que chaque heure faisait naître.

A Fougères, comme à Laval, se renouvelèrent les discussions du conseil militaire sur le plan de campagne à adopter dans les graves circonstances où l'on se trouvait. Les esprits furent encore plus divisés, les opinions plus opposées. La réflexion avait amené l'aigreur ; l'intrigue produisait la défiance. Obligée de se nourrir de galettes de blé noir,

exposée aux privations de toute nature, aux campements de nuit, aux pluies froides de l'automne, l'armée était en proie à des fièvres et à des dyssenteries qui enlevaient chaque jour quelques-uns de ses volontaires. L'hiver approchait, et le conseil était unanime pour adopter une résolution définitive; mais lorsqu'il fallait s'arrêter à une idée, les dissensions intestines renaissaient. L'abbé Bernier, qui commençait à perdre de son influence dans l'estime des chefs, s'était créé une sorte d'état-major d'officiers secondaires, dans l'esprit souvent assez borné desquels il faisait germer des pensées d'ambition.

Ce n'était déjà plus ce prêtre qui, sans arrière-pensée, s'était posé le Pierre l'Ermite de la croisade. La puissance dont on avait entouré ses paroles et l'ascendant que d'abord on lui avait laissé prendre sur les populations tournaient maintenant au détriment de ceux qui en avaient favorisé le développement. L'abbé Bernier n'excitait pas à la désobéissance; mais, dans le secret des cœurs, il soufflait les mécontentements, fomentait les divisions, et cherchait peut-être à se grandir en abaissant ceux qui avaient plus foi dans leur épée que dans son éloquence devenue l'auxiliaire de l'intrigue.

On en était là de ces manœuvres, lorsqu'un homme, jusqu'alors étranger à la Vendée, décida le conseil à mettre le siége devant Granville. Cet homme était un officier du génie; il s'appelait d'Obbenheim. Avec le général Wimphen, il avait cherché à insurger le Calvados et la Normandie en faveur des Girondins mis hors la loi. Lié par des affections politiques à plusieurs députés de ce parti, il les avait suivis dans leur proscription si justement méritée. Cette proscription, ils ne surent la rendre que noble pour eux, mais sans utilité pour la patrie.

Vaincu à l'affaire de Vernon, d'Obbenheim sait les projets que prépare l'infatigable Puisaye. Il se prête à ses vues, il seconde ses desseins, vient à Paris à différentes reprises, et se met en communication directe avec Hérault, Danton et plusieurs membres influents de la Convention qui, en particulier, se dépouillaient assez facilement du rôle exagéré et rigoriste que les événements leur prêtaient en public.

Après tant de courses et d'aventures, que beaucoup d'autres conspirateurs subalternes ont renouvelées, d'Obbenheim, sorti des rangs républicains, et qui y rentrera, après la bataille du Mans, avec un grade supérieur, se présente dans le camp royaliste. Il ne manquait ni d'instruction, ni de savoir-vivre, ni même de bravoure : on l'accueillit avec faveur. Le prince de Talmont, dont il se fit le plus assidu courtisan, lui ouvrit l'entrée du conseil. Lorsqu'il eut expliqué la position de Granville et fourni sur ce port de mer les renseignements qu'il avait puisés dans ses études militaires, d'Obbenheim tâcha de persuader aux généraux qu'il n'y avait rien de plus facile que d'enlever cette ville, dont il indiquait le côté faible. La confiance des généraux fut telle, que personne ne soupçonna une arrière-pensée dans ce transfuge. On eut le malheur d'ajouter foi à ses promesses, malgré l'opposition parfaitement déduite de Marsange, qui, ancien officier de marine, démontrait les impossibilités du plan d'Obbenheim.

Les siéges n'avaient pas porté bonheur à la Vendée. La Rochejaquelein savait par expérience que les insurgés n'aimaient pas cette manière de faire la guerre; il hésitait encore. D'autres officiers, partageant son opinion, ne se hâtaient pas de se prononcer. L'arrivée de deux envoyés du ministère anglais corrobora le système que d'Obbenheim développait au nom de Puisaye ou de quelque intérêt mystérieux. Ces deux envoyés étaient des hommes honorables : Freslon, ancien conseiller au parlement de Bretagne, et Bertin.

Ils apparaissent déguisés en paysans; car, comme Tinténiac et Saint-Hilaire, ils ont eu bien des périls à affronter pour traverser la Manche et joindre la grande armée. Freslon et Bertin avaient été précédés dans cette mission par un agent plein d'activité, mais au service de la diplomatie anglaise. C'était Prigent, dont les affaires de Bretagne révéleront la politique et la conduite. Prigent a débarqué à Saint-Malo vers le milieu d'octobre. Caché à tous les yeux, il a su, par d'adroits émissaires, recueillir des documents positifs sur la situation de l'armée, sur ses ressources et sur ses

craintes. On dit même qu'après le passage de la Loire, il s'était mis en communication directe avec l'abbé Bernier. Quelque caché qu'il fût à tous les yeux, Prigent n'échappa point à la surveillance du représentant Boursault. Boursault le vit; il lui signifia que l'existence de sa femme et celle de sa sœur dépendaient de ses indiscrétions et des bons offices que la République française attendait de lui. Dominé par les menaces, par les promesses et par l'or du conventionnel, Prigent lui livre les secrets de l'armée, les plans ultérieurs de l'Angleterre, et il continue, sous la protection de Boursault, à être l'intermédiaire entre la Vendée et la Grande-Bretagne. C'était le premier émissaire dont les Anglais se servaient; ils l'avaient si bien choisi que dès son début il se vendait à la Révolution.

Sa mission confidentielle remplie, Prigent en rédige le récit pour le marquis du Dresnay, chargé des affaires militaires de Bretagne depuis la mort du marquis de la Rouërie, et pour Gray, commandant de Guernesey. Ce rapport transmis à Pitt et à Dundas, les deux ministres influents à Londres, détermina le voyage de Freslon et de Bertin.

Ces envoyés remettent à la Rochejaquelein une lettre de Georges III, aussi flatteuse que pleine de justice, pour les Vendéens. Le roi d'Angleterre, ce sont les propres expressions de sa dépêche, « offrait un généreux et immédiat concours aux armées royales, dont tous les Rois de l'Europe devaient encourager les efforts monarchiques ». Pitt et Dundas, signataires de la dépêche ministérielle, n'étaient ni moins explicites ni moins concluants; ils demandaient aux chefs de l'Ouest d'accepter l'intervention et les secours que l'Angleterre était fière de proposer aux défenseurs de la royauté; mais pour que cette intervention, sollicitée par le ministère britannique en faveur de la Vendée, pût de suite avoir des résultats satisfaisants, on engageait vivement l'armée royale à s'emparer de Saint-Malo, dont, à force de travaux et de sacrifices, la République avait rendu les abords imprenables. Si Saint-Malo était d'un trop difficile accès, les ministres conseillaient une attaque sur Granville, où, disaient-ils, ils dirigeraient aussitôt l'expédition projetée.

Dans la situation où les Blancs étaient placés, jamais offre de secours n'aurait su arriver plus à propos. Chacun sentit l'intérêt d'une pareille ouverture; mais l'indifférence qui avait suivi la mission de Tinténiac était encore présente à tous les esprits. L'on hésitait à répondre, lorsque Freslon cassa un peu plus bas le bâton creux dans lequel les lettres du roi et des ministres de la Grande-Bretagne étaient renfermées; il en tira une dernière adressée au général la Rochejaquelein. C'était le marquis du Dresnay qui écrivait. Du Dresnay, parfaitement en position d'apprécier les vues et les desseins ultérieurs de l'Angleterre, priait très-vivement de ne pas ajouter une foi trop entière aux promesses du cabinet de Saint-James. Du Dresnay résidait alors à Jersey. L'expédition, disait-il, était prête sans doute, mais la Grande-Bretagne n'en était pas à son premier essai de perfidie. Ainsi que Tinténiac, il avouait que plus de sept mille émigrés attendaient inutilement à Jersey et à Guernesey la permission si souvent et si inutilement sollicitée de passer en Poitou. Du Dresnay doutait; il provoquait à douter des bonnes pensées britanniques. Freslon, interrogé, partagea la même opinion. Au milieu de cette foule d'officiers, il ne se rencontra qu'un nombre très-restreint de personnes, déjà gagnées ou trop crédules, qui osèrent croire à la réalité des promesses anglaises. Mais dans le pénible état de l'armée, sans vivres, sans munitions, sans vêtements à l'entrée de l'hiver, traînant à sa suite une multitude de femmes, d'enfants et de malades qu'il fallait avant tout abriter contre les rigueurs de la saison, les généraux firent taire leurs appréhensions légitimes pour céder au désir de tenter la dernière voie de salut.

La Révolution n'aurait pas eu ce scrupule d'humanité. Avant le salut des blessés, des malades et des femmes, elle eût placé l'intérêt de la nation tel qu'elle le comprenait. Par un effort énergique, elle eût même su entraîner l'assentiment des victimes qu'elle aurait sacrifiées. La République eût égorgé sans pitié tous ceux qui lui devenaient un embarras. Elle le fit plus d'une fois; et, s'il faut en croire un écrivain dont le nom est une garantie éminemment révolution-

naire, ces traditions implacables ne s'étaient pas perdues même sous l'Empire. Cadet-Gassicourt, dans son *Voyage en Autriche*, à la suite de l'armée impériale, en 1809, parle de la prise d'Ébersberg par le maréchal Masséna, et l'écrivain, témoin oculaire, dit en toutes lettres, page 70: « Il donna l'ordre terrible, mais nécessaire, de jeter à la rivière tous les blessés qui obstruaient le pont. » Les généraux vendéens ne calculèrent pas avec tant de cruauté patriotique. Malgré leurs prévisions, ils se soumirent à une nécessité dont il ne leur vint pas même à l'esprit de discuter les termes. Pour mettre les Anglais à même de se prononcer activement, ils résolurent d'attaquer Granville.

C'était une faute, politiquement et militairement parlant; une faute dont plus tard, à Noirmoutier, à Quiberon et à l'île Dieu, les Anglais se feront une arme. Ils avaient assez de connaissance en stratégie pour savoir combien la cohésion de toutes les espèces de moyens de guerre est nécessaire contre une force qui peut les réunir dans des proportions bien combinées. L'Anglais n'ignorait point que, par eux-mêmes, les Royalistes ne pouvaient offrir cette cohésion, qui ne dépend ni du courage ni de la bonne volonté, et néanmoins le cabinet de Saint-James les poussait à entreprendre un siége. Les Vendéens cédèrent à cette obsession, qui se renouvellera jusqu'au jour de la destruction de leurs suprêmes espérances; ils cédèrent, contre l'avis de leurs plus habiles officiers.

Une lettre, en réponse à celle du roi d'Angleterre, fut adressée à ce prince; elle ne contenait que des témoignages de respect et de gratitude. Une autre, longuement motivée, et remplie de détails sur l'ensemble des opérations et des vœux de la grande armée, fut rédigée pour le ministère. Dans celle-ci, les Vendéens parlaient, avec une franchise très-peu diplomatique, de leurs besoins et de leurs espérances; ils demandaient qu'on laissât arriver sur le territoire insurgé les Émigrés qui aspiraient à se joindre à eux, et qu'on leur expédiât des effets de campement et des vivres. On discuta longuement si on réclamerait un secours pécuniaire. Il fut enfin convenu qu'on solliciterait, à titre

de prêt, une modique somme de cinquante mille francs, afin de liquider des dettes d'honneur contractées pour le service de l'armée; mais, comme à Tinténiac, ce qu'on demanda avec le plus d'instance à Freslon et à Bertin, ce fut la présence d'un Bourbon. La Rochejaquelein, Donnissan, Stofflet, Marigny et Forestier appuyaient principalement sur ce vœu, qui, dans leur conviction, pouvait seul calmer les irritations d'amour-propre et mettre un frein aux ambitions personnelles. A défaut d'un prince, la Rochejaquelein voulait que le régent du royaume pendant la minorité et la captivité de Louis XVII nommât un maréchal de France généralissime des armées royales.

Ce vœu ne fut pas exaucé. Il y a des princes qui ne savent tirer une salutaire leçon ni de l'exil ni de l'échafaud. Déjà entourés de courtisans providentiels, les Bourbons commençaient sur la terre étrangère leur système d'indifférence et d'oubli envers la Vendée. Ils semblaient douter du courage de leur vieille noblesse et de la fidélité de leur peuple. Le malheur ou l'éducation les avait rendus méfiants et irrésolus. C'était encore le roi Jean II, qui, dans une marche forcée de son armée, entendant les soldats répéter en chœur la chanson du preux Roland, disait aux gentilshommes dont il était entouré : « Il y a longtemps qu'il n'existe plus de Roland parmi les nobles de France. — On en trouverait encore, répondit un vieux banneret, s'ils avaient à leur tête un Charlemagne. »

Ce banneret était un Vendéen, Janvre, sire de la Bouchetière, qui peu de jours après se faisait tuer sous les yeux du roi, à la bataille de Poitiers. Jean II avait senti que ses paroles étaient une offense et une injustice. Il les répara en se battant avec une vaillance digne d'un meilleur sort. On ne permit pas aux Bourbons émigrés de se montrer aussi grands.

La Vendée demandait avec instance qu'un prince lui fût envoyé, afin de l'aider, avec son épée, à rétablir le trône. Pour parler ainsi, l'armée catholique avait peut-être bien quelques droits. Personne ne répondit à son appel. Il y avait pourtant dans cette famille d'intrépides jeunes gens : le duc

d'Angoulême, le duc de Berry, le duc d'Enghien et leurs pères, qui devaient mourir avec les Royalistes. Il était, sans contredit, plus national de faire la guerre civile en France, comme Henri IV, que de se soumettre aux caprices ou aux exigences de l'étranger. Les princes, nous n'en doutons pas, envisageaient ainsi cette question toute française; il se rencontra par malheur auprès d'eux des hommes qui la comprirent autrement. Ces hommes les empêchèrent même d'adresser une lettre d'encouragement et de gratitude aux paysans qui faisaient la guerre à leurs frais, et qui pour tout subside ne réclamaient du roi de la Grande-Bretagne qu'un prêt de cinquante mille francs.

Les envoyés de l'Angleterre et les généraux de la Vendée convinrent des signaux qui devaient annoncer en mer la prise de Granville à la flotte britannique. C'était un drapeau blanc, entre deux drapeaux noirs, arboré sur les hauteurs de la cité. Mais on insista sur l'urgence de l'aide, et il fut décidé que le concours de l'Angleterre, concours immédiat, rendrait dès lors superflue cette dernière précaution. Les Vendéens crurent à de pareils engagements.

Quelques jours auparavant, le 6 novembre 1793, à l'heure même où Philippe, duc d'Orléans-Égalité, montait à Paris sur l'échafaud révolutionnaire, que ses vices, que son ambition avaient tant contribué à élever, la prise d'Ernée et de Fougères parvenait au Comité de salut public; elle exaltait encore l'énergie de ses membres. Ils ne découvrirent que dans l'insuffisance d'action de certains représentants les motifs d'une défaite aussi inconcevable. A l'instant même, le Comité de salut public s'empressa d'écrire à Jean-Bon Saint-André, en mission à Brest. A la tribune de la Convention, Barère et Carnot niaient les succès de la grande armée. Dans sa correspondance avec Jean-Bon Saint-André et Prieur (de la Marne), le Comité était plus véridique. Les deux fragments de dépêches que nous publions font foi des alarmes que lui inspirait la marche des Vendéens.

« Les Brigands, écrivait-il, le 6 novembre, à Jean-Bon Saint-André, se sont échappés à travers le département de la Mayenne, qu'ils ont affamé; ils ont battu trois fois nos

bataillons à Fougères. Cet échec peut favoriser leur arrivée à la mer par la terreur qu'ils ont répandue. Plusieurs représentants sont dans les départements environnants, mais il leur manque de l'énergie ; il leur manque cette chaleur républicaine qui a créé des bataillons, qui leur donne de l'audace et qui double le courage. C'est toi que nous avons cru devoir choisir pour remplir cette importante et pressante mission. Nous t'engageons à partir pour Cherbourg sur-le-champ, et tu sauveras la République dans cette partie qui communique d'une manière si dangereuse avec nos plus cruels ennemis : les mesures fermes que tu as prises à Brest te permettent cette petite absence et sont la caution de tes succès dans le département de la Manche. »

C'était une calomnie bien gratuite adressée à ces hommes. On les a vus à l'œuvre : mais cette calomnie ne satisfaisait pas encore l'inflexibilité de la Convention, qui décrétait la victoire ou la mort. Le Comité de salut public adressa à Prieur (de la Marne) la lettre suivante :

« Citoyen collègue et ami,

» Rien n'est plus urgent que ton départ vers les départements où les Brigands fugitifs de la Vendée portent la terreur et obtiennent des succès. C'est à l'armée de Rennes que tu dois te porter, tandis que Jean-Bon Saint-André se portera vers l'armée de Cherbourg.

» Nous nous plaignons de ce qu'on ne poursuit pas les rebelles avec assez d'activité, et surtout de ce qu'il n'y a point d'ensemble dans les mesures militaires ni dans la réunion des forces. Rossignol n'agit point, Vitré et Fougères n'ont pas été défendus ou l'ont été fort mal. Nous nous plaignons de ce que Pochole, Letourneur, Lecarpentier et Garnier ne montrent pas assez d'énergie ; qu'ils sont toujours tremblants sur les mesures, douteux sur les succès, disséminés dans leurs forces, et ne harcelant pas assez fort les officiers et les chefs militaires. Nous nous plaignons de ce que les trois colonnes de nos Républicains sont conduites par des officiers destitués ou suspendus, tels que Vergnes et Nouvion. Cependant le ministre de la guerre leur a écrit

en leur envoyant leur destitution. Nous nous plaignons de ce que les représentants n'opposent à cette horde de brigands, qui cherchent à attaquer des places maritimes, que des forces disséminées, incomplètes, et des bataillons isolés, qu'ils exposent à être massacrés par la disproportion énorme de nos forces opposées à celle des Brigands. Nous espérons qu'avec ton âme de feu, ton éloquence militaire et ton patriotisme prononcé, tu vas réparer tant de fautes.

» Nous avons cru devoir prendre de grandes mesures; les ordres sont donnés pour leur exécution. Prépare de ton côté les moyens locaux, rassemble les Républicains, réunis les forces, électrise les âmes et frappe un grand coup. Aussitôt que tu seras arrivé, tu pourras renvoyer ici les représentants Garnier, Lecarpentier, Letourneur et Pochole. Un décret les rappelle aussitôt qu'ils seront remplacés; leur présence a été trop peu active, trop peu efficace pour que nous puissions espérer quelque chose de leur séjour dans ce pays-là. Adieu; activité, énergie, réunion des forces.

» Signé: CARNOT, C.-A. PRIEUR, BARÈRE, LINDET, BILLAUD-VARENNES. »

Jean-Bon Saint-André et Prieur (de la Marne) n'avaient pas besoin du stimulant de la Convention. Le premier charge Tribout de courir à Dinan avec sa division. Il n'y a que deux jours encore ce Tribout était tambour-major, mais il a fourni d'incontestables preuves de civisme; mais au pied de l'arbre de la liberté, il a épousé une comédienne du théâtre de Brest, nommée la Fleury. Ce dévouement à l'égalité a transformé sa canne de tambour-major en épée de commandement. Jean-Bon Saint-André a fait de lui un général. Avant son départ, Tribout veut que sa femme continue à charmer les amateurs du théâtre: il l'autorise à jouer sous le nom de la citoyenne Tribout.

D'un autre côté, trois vaisseaux de ligne, quatre frégates et sept corvettes, aux ordres du contre-amiral Vaustabel, prennent la mer et font voile dans la Manche pour appuyer Cherbourg, Granville ou Saint-Malo, que les Blancs peuvent attaquer. Cette dernière place maritime devait avoir la pré-

férence. Il fallait s'en emparer, ainsi que du fort de Château-Neuf, fermant l'entrée de la presqu'île du Clos-Poulet, au fond de laquelle est situé Saint-Malo. La possession de cet ensemble promettait aux Vendéens les avantages qu'ils devaient espérer d'une place d'armes, mais ils manquaient de moyens pour s'en rendre maîtres. Certaines intelligences qu'ils y avaient pratiquées depuis longtemps les berçaient de l'espoir d'y suppléer; la République fit à la hâte armer le fort de Château-Neuf et renforcer les garnisons. Les Royalistes furent donc obligés de renoncer à ce projet, le seul qui peut-être offrît des chances favorables. Tout était en fermentation autour d'eux, et ils balançaient encore sur le parti à suivre.

Les représentants Laplanche et Lecarpentier, bien injustement accusés d'inertie par le Comité de salut public, avaient pris à Saint-Lô d'énergiques mesures. Ils ordonnaient de sonner le toscin, et d'heure en heure de tirer le canon d'alarme. Le lendemain douze mille hommes se réunissaient à Saint-Lô, sans pain et sans armes. Lecarpentier appelait de la Hogue et de Cherbourg les quatre mille soldats et les vingt pièces d'artillerie qui défendaient ces deux cités. Il déclarait Granville en état de siége. Pour relever les courages abattus et intimider les esprits incertains, il proclamait la peine de mort sans jugement contre ceux qui oseraient publier les revers ou douter des succès de la Révolution. Il les nommait les *alarmistes*, et son arrêté, audacieux démenti à la vérité en face de la France, est un des plus graves enseignements de cette époque. Mus par le même sentiment de compression, les autres représentants ne restent pas en arrière. Prieur (de la Marne) force Rossignol, qui commande dans Rennes, à lui livrer une partie de ses troupes; et il marche vers le Morbihan, où le conventionnel Guermeur a levé de nouvelles recrues.

Cependant l'armée royale partie de Fougères, après trois jours de repos, est arrivée, sans coup férir, à Dol, le 9 novembre. Là, plusieurs déserteurs républicains et un certain nombre d'Alsaciens se réunirent et formèrent un bataillon d'éclaireurs dont Toutant et la Bigotière eurent la direction.

Ce bataillon se laissa appeler, dans l'armée, la ***bande noire***, parce que, en signe de ralliement, il portait au bras gauche un crêpe de deuil. Cette bande noire se recrute des déserteurs et de tous les hommes qui, sentant le besoin des représailles, ne veulent pas laisser aux Révolutionnaires seuls le droit de pillage et de meurtre. Ils en usent largement pour leur propre compte. La bande noire se décidait à rendre mal pour mal, mort pour mort. C'était le drapeau de la vengeance qu'elle arborait. Plus tard on connut les excès commis par ces Royalistes exaspérés, et on tenta de les arrêter. La Rochejaquelein sévit même contre plusieurs. Deux des plus coupables étaient des déserteurs du régiment d'Orléans. L'aîné des frères Soyer fut chargé de les arrêter, et on les fusilla sous le drapeau en face de l'église de Dol. Un pareil sentiment de générosité fut compris par tous les Blancs; mais les Bleus, dans ces réactions partielles, trouvèrent un nouvel aliment à leurs cruautés, et ils grossirent tellement ces excès, que la Vendée entière devint responsable des méfaits d'une poignée de soldats.

Le 10 novembre 1793, l'armée occupe Pontorson. De là elle se dirige vers Avranches, d'où elle peut à son gré attaquer Granville ou envahir le Cotentin. La garnison d'Avranches se retire, et les Vendéens pénètrent dans ses murs. Un détachement de cavalerie est envoyé au Mont-Saint-Michel pour délivrer les prêtres réfractaires que la Révolution y entassa.

Ce que la Rochejaquelein prévoyait depuis si longtemps se réalisa enfin. Sur le point de toucher au but de leurs efforts, les paysans, jusqu'alors pleins d'obéissance, murmurèrent d'abord; bientôt ces murmures, que la division des chefs et que les souffrances de toute nature semblaient légitimer, éclatèrent avec une spontanéité tenant du complot. Les paysans ne sont pas habitués à ces marches militaires que l'enthousiasme ne soutient plus. Ils témoignent à haute voix le désir de rentrer dans le Bocage, où ils combattront, où ils mourront s'il le faut, mais dont ils ne veulent plus s'éloigner pour des expéditions aussi fatales. Le conseil n'avait pas à sa disposition les moyens répressifs de la

Convention; pour calmer l'effervescence de cette multitude, il emploie les voies de douceur. La Rochejaquelein leur parle des victoires passées, des sacrifices faits et de l'espérance qu'ils ont de se reposer à Granville lorsque cette place sera tombée en leur pouvoir. L'abbé Bernier et le bénédictin Jagault les entretiennent de Dieu et du Roi, dont ils ont si courageusement défendu la cause; ces exhortations ne peuvent convaincre l'unanimité. Deux ou trois cents résistent à toutes les prières; et ils se décident à rétrograder sans armes, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants. Ces malheureux pensaient que les colonnes républicaines ne s'attaqueraient point à des ennemis qui demandaient la paix et qui se mettaient sous la sauvegarde de l'humanité. Il n'en fut pas ainsi. Quand l'armée, vaincue à Granville, se repliera sur Dol, elle rencontrera partout les cadavres mutilés de ses déserteurs égorgés par les Bleus.

La Rochejaquelein a accepté un plan qui n'est pas le sien. Il va le mettre à exécution en assiégeant Granville. Il a trente mille hommes sous ses ordres, ayant laissé à Avranches et dans les environs un quart de ses troupes pour garder les femmes et les blessés, et protéger la retraite en cas d'échec; mais ces trente mille hommes n'ont que leur bravoure individuelle affaiblie par les souffrances endurées. Ils avancent pourtant, car, une fois maîtres de Granville, ils espèrent voir l'Angleterre réaliser les promesses que son cabinet a volontairement faites. Il y a six lieues d'Avranches à Granville. Les Vendéens les franchissent avec rapidité, et, dans la soirée du 14 novembre, Forestier, qui est l'avant-garde, rencontre à une demi-lieue de la place une partie de la garnison. Elle a tenté une sortie pour effrayer les assiégeants. C'est le général Peyre et le conventionnel Lecarpentier qui sont à sa tête. Les tirailleurs de Stofflet s'élancent sur ces bataillons. Ils vont être enveloppés, lorsque Peyre est averti que la cavalerie royaliste, après avoir culbuté les troupes qui lui étaient opposées, accourt au galop par la grève afin de tourner son corps d'observation. Il ordonne la retraite et rentre dans la ville avec précipitation. Les Blancs le serrent de près; puis, sans hésitation, ils campent à portée des

batteries républicaines. Avant de pousser les choses aux dernières extrémités, le conseil militaire résolut d'adresser une sommation au commandant de la ville et aux officiers municipaux. Les chefs de la grande armée n'acceptaient que par la force d'un refus la responsabilité des malheurs qu'un siége fait en pareille circonstance entraînerait. Ces deux sommations, signées par la Rochejaquelein, Stofflet, Desessarts, Piron, Dehargues, de Beauvolliers, Cazeau de Villeneuve et d'Autichamp, sont pleines de modération. Voici un passage de celle adressée aux habitants, le 14 novembre 1793, à midi et demi :

« Messieurs, les généraux et commandants de l'armée catholique et royale préférant, comme ils l'ont prouvé dans tous les temps, la conquête des cœurs à celle des villes et des forts les plus redoutables, n'ayant, en raison des motifs purs et sacrés qui les animent, d'autre but que d'assurer, par la clémence, les fondements d'un trône que la plupart d'entre vous gémissent de voir si indignement renversé; prêts à toujours distinguer le simple égarement du crime, accoutumés à retrouver dans le repentir du moment le pardon et l'oubli du passé, et ne croyant jamais avoir poussé trop loin la loyauté de leurs principes et de leur conduite à cet égard, vous proposent d'épargner le sang français si cher à leurs cœurs. Ils vous proposent d'ouvrir les portes de votre ville sans coup férir.

» Un peuple d'amis entrera dans vos murs avec le rameau d'olivier, pour y faire régner, à l'ombre de l'autorité royale, l'ordre, la paix et le bonheur, que vos tyrans vous ont si souvent promis, mais en vain. A ce prix il vous est facile de sauver de tout danger et de tout dommage vos vies et vos propriétés, auxquelles nous jurons sur notre honneur le respect le plus inviolable et le plus sacré. C'est alors que nous éteindrons dans des embrassements mutuels tout souvenir du passé; c'est alors que des acclamations réciproques couvriront le moindre murmure qui pourrait s'élever du fond des cœurs. Sinon, messieurs, un fer vengeur arme nos bras. Libres de nous avoir pour amis ou ennemis, choisissez. Autant, pour le bien de l'humanité, nous désirons en vous

l'un de ces titres, aussi peu nous redoutons l'autre. Si vous préférez le dernier parti, songez que les indomptables habitants de la Vendée, vainqueurs et destructeurs des garnisons de Valenciennes et de Mayence, sont à vos portes, et qu'ils vont les ouvrir par le fer et par le feu. »

Ces deux pièces sont à peu près les seules qu'ait laissées la grande armée dans son expédition d'outre-Loire. Ses généraux n'avaient que le temps d'écrire avec la pointe de leurs épées. Pour raconter leurs exploits et redire leur courage, il faut avoir recours aux bulletins révolutionnaires : on ne voit nulle part trace d'une proclamation ou d'un rapport de Henri de la Rochejaquelein. La sommation de Granville est le seul acte royaliste qui constate les progrès de l'armée royale outre-Loire.

Un pareil langage ne devait guère épouvanter les Républicains, faits depuis longtemps à toutes les horreurs de la guerre et poussés, par l'enthousiasme ou par la peur, à cette exagération de sacrifices qui, dans les temps d'orages politiques, est honorée du nom d'héroïsme. Les habitants paisibles, le commerce et les propriétaires étaient peut-être bien disposés à accepter les conditions proposées; mais, pour délibérer, ce n'est pas à eux que l'on s'adresse. Lecarpentier, les généraux Peyre et Vachot, les clubistes et les hommes ardents que la ville renferme, ne crurent même pas devoir une réponse aux chefs vendéens. Pour la Révolution, la partie était belle. D'Obbenheim avait réussi dans ses projets. On tenait, sous les murs d'une place hérissée de fortifications, les débris de la Vendée, trente mille paysans, qui, pour tenter leur premier assaut, n'avaient ni échelles, ni instruments de siége, ni accord dans les mouvements, ni officiers du génie capables de les diriger. De plus, on n'ignorait pas dans la ville que les Anglais ne viendraient point offrir aux Royalistes l'appui de leurs vaisseaux et de leur artillerie. Lecarpentier l'annonçait à haute voix, Lecarpentier avait raison.

La nuit arrivait; le canon des forts ouvre le feu. Les Blancs n'ont ni train d'artillerie, ni batteries de position. Avec leurs pièces de campagne, ils ripostent cependant;

essayant, par un feu soutenu, de rompre les palissades, d'écrêter les parapets et d'entamer les revêtements, afin de les rendre accessibles à l'infanterie. Talmont, avec sa cavalerie, occupe les hauteurs du faubourg Saint-Nicolas. La Rochejaquelein, Donnissan et Forestier entraînent l'infanterie dans la rue des Juifs. Les tirailleurs, placés sur les toits ou embusqués dans les maisons, font pleuvoir une grêle de balles sur les artilleurs, forcés de se mettre à découvert pour servir leurs pièces. Lecarpentier enjoint de brûler immédiatement cette rue. Le général Vachot prend avec lui les hommes les plus déterminés du 31[e] régiment; il les arme de torches, et marche, le sabre en main, à leur tête. Forestier, qui a pénétré dans les faubourgs, escalade les ouvages avancés, et plante dans les murs des baïonnettes pour servir d'échelle à ceux qui le suivent. La Rochejaquelein, tout à la fois général et soldat, improvise de nouvelles dispositions et combat; mais Vachot a réussi à propager l'incendie. Tout à coup les flammes qui s'élèvent des maisons du faubourg se dirigent vers la ville et menacent de l'embraser. Comme pour seconder les intentions du représentant, Marigny fait tirer à boulets rouges. Son artillerie, placée au Calvaire, ainsi que sur les hauteurs de la Huguette et du Lude, ne suspend jamais le feu. Les habitants, consternés, quittent leur position militaire; ils veulent se grouper autour de leurs demeures, afin de les préserver des flammes. Lecarpentier, par une proclamation, intime de fusiller sur-le-champ les traîtres ou les lâches. Un officier municipal, nommé Desmaisons, est tué sur la brèche au moment où il conduit des enfants et des femmes chargés de munitions ou de pierres. Cette mort intimide les citoyens; mais Lecarpentier est là qui menace ou encourage.

Les Blancs se sont dirigés vers l'isthme et la grève. Ils se rendent maîtres des palissades; ils gravissent le rocher et vont s'élancer sur les Bleus. Un cri de : « Fuyons! nous sommes trahis! » sort de la bouche d'un déserteur. Allard, l'aide de camp de M. Henri, lui brûle en vain la cervelle, l'élan est donné. Ce cri, répété dans les rangs, frappe de stupeur les plus braves; on hésite, on recule. Forestier veu

maîtriser cette panique; il est culbuté, entraîné, jeté par les fuyards dans un fossé, où il reste évanoui au milieu des cadavres. Le Maignan, Beauvolliers, Villeneuve, Pérault et Molinier sont, comme lui, mis hors de combat; l'intrépide Renou est forcé de se replier; le désordre est dans tous les rangs; la nuit était sombre. Tout à coup l'incendie, que Lecarpentier a prohibé d'éteindre et que les boulets rouges de Marigny ont favorisé, éclate avec plus d'intensité. Un vent de nord-ouest commence à souffler; des faubourgs, il propage le feu dans l'intérieur de la ville.

A la vue des masses de fumée et des gerbes de feu qui planent sur cette enceinte, les Vendéens sont saisis d'effroi. La Rochejaquelein parcourt les rangs. Ce spectacle, magnifique dans son horreur, a consterné les esprits, abattu les courages et étouffé l'espérance. Les sinistres lueurs de l'incendie découvrent alors ces retranchements, ces épaisses fortifications, ces batteries échelonnées les unes sur les autres, que l'obscurité de l'attaque n'a pas permis d'apercevoir. Maintenant elles se dressent devant les Royalistes comme pour les braver. Pendant ce temps, la grosse artillerie de la place, dont l'incendie n'arrête pas les grondements, tonne et éparpille sa mitraille au milieu même de leurs rangs.

Granville, entre la mer et le feu, offre l'image d'un volcan qui fait éruption; les flammes avancent, elles atteignent les assiégés : ils vont avoir à lutter contre deux fléaux à la fois. Peyre et Lecarpentier enjoignent aux soldats de redevenir citoyens. « C'était un bien beau spectacle, dit ce représentant dans son rapport, que de voir, au moment de l'incendie, ces mêmes soldats qui venaient de soutenir un assaut le fusil à la main, déposer leurs armes pour saisir et faire circuler les paniers, et combattre le feu de l'incendie avec la même intrépidité qu'ils avaient soutenu le feu de l'artillerie. »

Quand le premier moment de stupéfaction est passé, la Rochejaquelein ne peut consentir à se retirer; il prépare un nouvel assaut. Les prêtres, la croix à la main, parcourent les rangs, excitent au combat, bénissent les mourants, fortifient les valides, et communiquent à tous l'ardeur dont est

animé leur jeune général. La marée est basse; on se précipite du côté de l'isthme et par la grève, chemin que déjà ont pris trois bataillons royalistes. C'était l'endroit le plus accessible de la place. Deux chaloupes canonnières, venues de Saint-Malo, font feu sur les Vendéens; elles démontent leurs canons pointés dans le but d'ouvrir la brèche. Les assiégés, dont tant de périls ont doublé le courage, triomphent de ce nouvel effort. L'ancien régiment de Bourbon, qui s'est renfermé dans la ville, fait une dernière sortie. Les Royalistes reculent, et, après vingt-huit heures de siége, la Rochejaquelein, abandonné par la masse de ses troupes, est obligé de renoncer à son projet.

Ce fut un affreux combat que celui-là, d'autant plus affreux qu'il laissait sans asile les paysans habitués à en rencontrer à chaque pas dans leur Bocage. Ils avaient bien des morts à déplorer, beaucoup de pertes en matériel et en artillerie à couvrir, de tous côtés des ennemis à repousser, et nulle part un allié ou un ami. La pensée de sa défaite, le spectacle de désolation qui est sous ses yeux, ont plongé l'armée dans la consternation; elle s'est débandée. Les uns, guidés par leurs prêtres, ont repris la route d'Avranches, les autres demandent à marcher en avant; mais la plupart des volontaires, que ce mouvement éloigne de plus en plus des bords de la Loire, exigent à grands cris qu'on les ramène dans leur Vendée. Ils vont plus loin; ils menacent de déserter si on s'obstine à les conduire au fond de la Normandie.

La Rochejaquelein a poussé une reconnaissance jusqu'à Villèdieu; les habitants se défendent avec acharnement, ils massacrent les éclaireurs. Les femmes elles-mêmes jettent par leurs fenêtres des pierres et des bouteilles sur les Vendéens. Quelques coups de canon calment cet enthousiasme révolutionnaire, et comme Villedieu n'a point de garnison, on permet le pillage aux Royalistes, qui ne font aucun mal aux habitants, se contentant d'enlever les armes de la garde nationale et les effets d'habillement dont ils ont besoin. Mais prévenu du mouvement qui s'opère dans l'armée, la Rochejaquelein retourne sur ses pas.

La sédition éclatait dans tous les rangs; dans tous les rangs,

on maudissait l'Anglais et le conseil fatal qu'il avait soufflé. Pour les Vendéens, pour les Bretons et les Manceaux, l'habitant des îles Britanniques ne forme pas un peuple et une nation ; c'est un ennemi individuel, qu'ils entourent de leurs vieux souvenirs de haine. Le paysan de l'Ouest dit bien les Russes, les Autrichiens, les Prussiens et les Espagnols ; il lui sera impossible d'accorder à l'*Anglais* ce privilége collectif.

A toutes les raisons alléguées pour expliquer le retard de la flotte britannique, incompréhensible pour les soldats, plus incompréhensible pour les chefs, qui n'osaient pas communiquer leurs soupçons, les Blancs ne répondaient que par des larmes ou par des cris de désespoir. On veut les calmer en proposant d'établir un camp dans la plaine ; camp que les Bleus n'oseront attaquer, et qui permettra d'attendre l'arrivée des vaisseaux anglais. Cette proposition est rejetée. Les Royalistes n'ont qu'un désir à manifester, qu'on les fasse rétrograder : et ils jurent de surmonter tous les obstacles et de s'emparer d'Angers, quand bien même ses murailles seraient de fer. A cette détermination, dont la Rochejaquelein apprécie la justesse et que sa course à Villedieu lui démontre urgente, les généraux Rossignol, Beaufort, Sepher et Tribout étant de tous côtés en marche pour cerner son armée, le général en chef se décide à battre en retraite.

Mais à ce moment un bruit extraordinaire circule dans les rangs : on parle de trahison, de fuite. A ces mots étranges on accole les noms du prince de Talmont, de l'abbé Bernier, de Solérac et de Beauvolliers. On annonce, on proclame qu'ils vont s'embarquer et mettre l'Océan entre eux et la patrie. Comme le plus élevé en grade et le plus en évidence, le prince est accusé d'être l'instigateur de ce complot. La Rochejaquelein se porte caution pour son frère d'armes ; sa voix n'est point écoutée. Stofflet, aussi dur pour les autres que pour lui-même, court au rivage où Talmont, Bernier et leurs prétendus complices se trouvent en effet ; Stofflet enjoint de les arrêter. Les cavaliers n'osent porter la main sur leur général, qui revient au camp avec eux. Sa présence calme l'irritation des esprits ; elle inspire à la multitude un sentiment de respect succédant à la fureur. Talmont prend la

parole; il explique sa conduite. « Je n'ai, s'écrie-t-il, frété un bateau de pêcheur pour Jersey qu'afin de presser les secours que nous attendons d'Angleterre et de sauver mesdames de Cuissart et de Fay, qui désiraient se réunir à leurs maris émigrés. »

Une telle justification, dans la bouche d'un pareil homme s'adressant à la Vendée, devait être accueillie. Elle le fut avec joie. Elle servit même à calmer le désespoir des soldats en leur démontrant que leur irritation les rendait injustes. L'abbé Bernier profite de ce subit changement pour leur prêcher l'obéissance et le respect à leurs chefs. La Rochejaquelein arrive; lui aussi, il a des reproches à adresser à ses volontaires; mais bientôt ces reproches font place à des encouragements. M. Henri était si aimé, son nom était si populaire, son éloquence si bien appropriée au caractère de ses soldats, que des larmes de repentir coulent de tous les yeux, et qu'on se remet en route avec moins d'effroi.

C'était bien en faveur de mesdames de Cuissart, de Fay et de leurs jeunes filles que Talmont s'était publiquement compromis; mais, galant, passionné pour le plaisir comme pour la gloire, il n'avait jamais voulu s'exempter des faiblesses de l'humanité. Il y cédait même avec une facilité qu'expliquent bien son éducation et son caractère. Il aimait lady Brighton, qu'il avait connue à Londres pendant le séjour qu'il fit dans cette ville en 1792. Il avait juré à cette dame de la rejoindre aussitôt qu'elle lui ferait présenter, avec un billet de sa main, une bague qu'ils se partagèrent au moment des adieux.

L'armée bivouaquait près de la côte après la défaite de Granville. La sédition même venait d'éclater. A dix heures du soir, deux marins anglais s'introduisent chez Talmont, seul avec Rostaing. Ces marins lui remettent une lettre écrite par son amante, et la moitié de l'anneau qui lui rappelle son serment. Lady Brighton le supplie de se confier à ces deux hommes; une barque est prête. Dans quelques heures, débarqué à Jersey, il sera en sûreté et on n'aura plus à craindre pour ses jours. Un combat entre l'honneur et

l'amour s'engage dans le cœur du prince. L'honneur l'emporta. Cela devait être.

Pour toute réponse il écrivit ces lignes, que Rostaing nous a conservées : « J'ai promis de défendre la cause pour laquelle j'ai tiré l'épée et que je crois juste. Ce serait violer ma parole que d'abandonner mes compagnons d'armes. Jusqu'à la mort je partagerai leurs travaux et leurs dangers. » C'est alors qu'il songea que les dames de Cuissart et de Fay profiteraient avec bonheur de la barque mise à sa disposition, et c'est pendant qu'il veillait à leur départ que l'on se méprit sur ses intentions.

La pointe que l'armée royale venait de tenter sur Granville n'a point été favorable à ses projets. L'incendie d'un côté, de l'autre le courage des assiégés, et principalement la nouveauté de ce genre de guerre, ont produit de fâcheux résultats. Leur contre-coup se fait sentir jusqu'au Mont-Saint-Michel, vers lequel nous avons vu qu'une escorte de cavalerie s'était dirigée pour délivrer les prêtres renfermés dans cette prison.

L'abbé Lecoz, principal du collége de Quimper et procureur-syndic de cette ville, était un ecclésiastique qui avait adopté les principes de la révolution religieuse et civile. Il défendit le double droit de cette révolution avec une opiniâtreté toute bretonne; puis, par des pamphlets constitutionnels, renversant de son siége le comte de Girac, évêque de Rennes, il se fit élire évêque d'Ille-et-Vilaine. Il était détenu, lui aussi, au Mont-Saint-Michel, parce que, sur l'injonction de Carrier et de Pochole, il avait refusé de rompre le célibat clérical par un scandaleux mariage. En voyant tous ces prêtres, avec lesquels son schisme religieux et ses opinions politiques ne devaient pas le faire vivre en parfaite intelligence, accepter la précaire liberté qui leur était offerte, Lecoz est ému de pitié. Il leur démontre que les succès de l'armée royale ne font que rendre sa perte plus imminente, et qu'ils s'exposent par leur fuite à périr sous le fer ou sur l'échafaud.

Ces sages conseils ne furent pas écoutés. L'évêque constitutionnel resta dans sa prison, et de là il put entendre les

menaces que proféraient contre lui cinq ou six des ecclésiastiques que les Vendéens avaient délivrés. S'il faut en croire une lettre adressée par lui au conventionnel Boursault, on demandait même qu'il fût mené au quartier général et brûlé vif. L'assertion est positive. Mais il nous sera bien permis de douter. Les prêtres persécutés n'étaient pas aussi intolérants que Calvin; et pour brûler les nouveaux Servet, ils n'auraient pas élevé de bûchers, même quand il eût fallu les dresser avec le bois de la guillotine qu'on réservait à leur sainte obstination.

La défaite des Royalistes, prévue par l'évêque intrus, se réalise. L'armée est en déroute. Quinze à vingt des ecclésiastiques arrachés de leurs cachots par la cavalerie vendéenne calculent que, pour sauver leur tête, le meilleur des moyens est de se constituer prisonniers. Ils reprennent leurs fers; mais enivré de sa victoire de Granville, Lecarpentier réclame des victimes. Il ordonne de rechercher et de livrer à ses vengeances nationales tous les insermentés qui se sont évadés. Les officiers municipaux du Mont-Saint-Michel furent chargés de cette tâche. Ils étaient honnêtes. Ils consultèrent l'évêque Lecoz : « Pour sortir d'embarras, il n'y a qu'un moyen, répond celui-ci avec une charité toute chrétienne; il serait trop honteux de livrer ainsi des hommes venus de leur propre mouvement se remettre à votre discrétion. Faites des certificats attestant qu'ils n'ont pas déserté le Mont-Saint-Michel, et moi, dont les opinions constitutionnelles sont notoires, je les signerai avec vous. » Les municipaux suivirent ce conseil, et les prêtres, grâce au certificat rédigé par une charitable supercherie, ne périrent pas sur l'échafaud. Lecoz les avait sauvés peut-être au risque de sa vie.

Pendant ce temps, la conduite du gouvernement anglais paraissait et devait paraître un mystère aux Royalistes. Ce mystère peut facilement être expliqué.

Les Anglais n'avaient pas vu sans un secret plaisir l'aurore de la Révolution française. Cette Révolution humiliait la vieille famille de monarques dont ils avaient partout rencontré les armées en hostilité avec leur politique vénale. A

force de sacrifices, cette famille avait su former une marine victorieuse de leurs flottes, naguère encore reines des mers. Les deux partis qui divisaient ce pays constitutionnel, jadis théâtre lui-même des tourmentes d'une révolution, s'étaient réunis dans un même sentiment pour attiser en France le feu des discordes. Whigs et Tories avaient encouragé les premiers moteurs de l'insurrection qui allait renverser dans le sang le trône de Louis XVI. Whigs et Tories ne pouvaient pardonner à ce roi l'appui qu'aux dépens des idées monarchiques il avait accordé aux Insurgents d'Amérique contre la métropole anglaise. Ils ne lui pardonnaient pas surtout l'accroissement de l'influence française dans les possessions de l'Inde, les victoires navales du bailli de Suffren, les succès de nos armées de terre sur ce continent, et les progrès merveilleux de notre puissance coloniale. Ce fut donc avec joie qu'ils accueillirent les troubles de Paris et des provinces. Ils les secondèrent même en prodiguant leurs trésors; mais lorsque cette insurrection menaçant les trônes de l'Europe confondit dans un vœu d'égalité destructive le gouvernement de la Grande-Bretagne et ceux des rois absolus, il y eut scission dans les vues et dans les projets des deux partis.

Les Tories, par principe de conservation monarchique, se rattachèrent à la royauté qu'ils avaient niaisement souffert qu'on ébranlât; les Whigs, dominés par leurs tendances d'émancipation, se laissèrent aller au flot révolutionnaire. Ils flattèrent, ils encouragèrent la démagogie, et ne s'arrêtèrent dans ces voies périlleuses que lorsqu'ils virent leurs amis et leurs imitateurs de la Gironde débordés par la Montagne. La Montagne, elle, ne cherchait point de système, ne faisait point la part des rois et des peuples. A tous les propriétaires, à tous les riches, elle accordait la mort donnée au souverain; elle livrait au peuple tous les droits, sous la réserve de les exploiter seule en se servant de tous les bras et de toutes les intelligences. Ce changement dans les résultats de la marche des idées démocratiques produisit une réaction chez les Whigs qui ne tendaient pas directement au radicalisme. Alors, faisant cause commune avec

les Tories, ils se prirent à l'envi contre un pareil ordre de choses d'une haine fondée sur leurs intérêts.

Le soulèvement tout populaire, tout national de la Vendée servait cette haine. Le cabinet de Londres jugea utile d'y intervenir. Tandis qu'il combattait l'anarchie sur les mers et sur les frontières de la France, c'était se ménager une action dans l'intérieur. Tinténiac fut donc envoyé aux chefs vendéens pour leur offrir des secours et leur promettre l'appui de la Grande-Bretagne.

Entre les deux partis qui, aux prises dans l'Ouest, se disputaient la puissance avec un acharnement difficile à rencontrer ailleurs que dans les troubles civils, l'Angleterre voulait bien envenimer les passions; mais elle ne consentait pas aussi aisément à fournir les moyens de terminer par un coup décisif cette lutte, dont ses intérêts mercantiles, dont ses rivalités nationales devaient si bien profiter. La guerre de Vendée était pour elle une spéculation. Cette guerre entretenait la discorde au milieu du pays. Elle l'affaiblissait dans son agriculture, dans son industrie, dans son commerce; elle éternisait les haines, divisait la propriété territoriale en petites parcelles, et ruinait les individus sans enrichir les masses. Elle avait pour le royaume britannique des conséquences plus immédiates. Le royaume britannique, en se portant aux yeux de l'Europe l'auxiliaire désintéressé des Royalistes de l'Ouest, se prétendait le champion des principes sociaux. C'était offrir aux souverains épouvantés un point de ralliement et leur faire accepter, de gré ou de force, son intervention. Le calcul avait été habilement fait. Il fut soutenu avec une cauteleuse diplomatie.

Pour enflammer les paysans par des promesses de secours qu'ils n'avaient jamais songé à réclamer, on mit d'abord dans les intérêts de l'Angleterre un certain nombre d'émigrés influents, dont on flatta les tendances anticonstitutionnelles. On envoya auprès de tous les chefs royalistes des hommes recommandables par leur nom et par leur dévouement à la monarchie; on offrit beaucoup plus que la Vendée ne demandait; puis, on en resta là, attendant les événements, mais faisant toujours parade d'un zèle qui n'exigeait

aucun sacrifice. Plus tard, et lorsque le passage de la Loire devint une nécessité, le cabinet anglais prépara une expédition, fit grand bruit de ses armements et s'apprêta à seconder, d'une façon active, l'armée que, par ses agents, il s'efforçait d'attirer vers les côtes de la Manche.

Charette, après s'être emparé de Noirmoutier, avait invoqué l'assistance de l'Angleterre. Il était maître d'un port de mer. Il pouvait en faire l'arsenal du bas Poitou, si l'Angleterre lui fournissait des munitions et des armes. A ces propositions, trop directes pour permettre un ajournement, l'Angleterre répondit que ce n'était point dans le bas Poitou que la question allait se vider, mais bien de l'autre côté de la Loire ou sur les rivages de la Bretagne. Elle annonça son expédition, que lord Moira devait commander, et Prigent, l'un de ses émissaires, fut envoyé secrètement pour étudier les forces de la grande armée.

Par une de ces fatalités toujours calculées à heure dite dans l'histoire des alliances de l'Angleterre, l'expédition, dont Freslon et Bertin étaient chargés d'annoncer le départ, cette expédition, qui à jour fixe, au signal convenu, devait ravitailler l'armée ou concourir avec elle au siége de Granville, ne fut décidée, dans le cabinet de Londres, que le 17 novembre, c'est-à-dire deux jours après la levée même du siége. Lord Moira[1], qui la commande et dont la fran-

[1] Lord Moira, dont le nom reviendra souvent dans cette histoire, avait pour la France et surtout pour les Poitevins une affection dont l'origine a quelque chose de vraiment chevaleresque.

Pendant les guerres d'Amérique, lord Moira était à la tête d'une division de l'armée anglaise. Poursuivi de près par les Insurgents, il arriva sur la côte et demanda asile à un vaisseau français qui stationnait dans ces parages afin d'offrir des secours aux Américains. Lord Moira et ses compagnons furent reçus à bord de ce bâtiment, dont le capitaine était le comte de Vaugiraud. Durant la traversée, le gentilhomme vendéen et le gentilhomme anglais se lièrent d'une étroite amitié; et quand ils eurent touché le sol français : « Vous êtes prisonnier de guerre, ainsi le veut la loi, dit Vaugiraud au général; mais, pour adoucir votre captivité, permettez-moi de mettre à votre disposition mon petit manoir de Touvent en bas Poitou. Vous en serez le maître, tandis que je continuerai mon service; et à la paix, je serai heureux de vous y visiter. » Lord Moira passa deux ou trois années dans ce château, situé près des Sables, sur la paroisse de Vairé, confor-

chise ne s'inspire pas de ce machiavélisme, déploie à terre une activité de bon augure. Il rassemble plusieurs régiments, s'entoure d'émigrés bretons ou normands qui ont une parfaite connaissance des localités. Il réunit en deux jours vingt vaisseaux de ligne et soixante navires de transport. Pitt, de son côté, charge Prigent d'aller annoncer aux chefs royalistes que l'expédition n'attend qu'un vent favorable; mais Prigent, parti d'Angleterre dans la nuit du 8 au 9 novembre, n'arrive à Dol qu'après la bataille de Granville, et, toujours sous le prétexte d'être contrariée par les vents, l'expédition de lord Moira et de l'amiral Macbride ne met à la voile que le 1er décembre.

Sans doute la précipitation forcée des paysans acculés sur tous les points a pu occasionner quelque malentendu ou exiger trop promptement des secours qu'il est parfois impossible d'envoyer par mer à un jour déterminé. Les Vendéens tenaient compte de ces difficultés; mais il leur était difficile de faire coïncider le bon vouloir apparent de l'Angleterre avec l'inertie des forces dont cette puissance disposait à Jersey; à Jersey, où retentissait chaque coup de canon tiré, dans la nuit du 14 novembre, sur Granville; à Jersey où les sept mille émigrés retenus comme otages par le cabinet de Saint-James sollicitaient avec instance des armes et des barques pour se jeter sur la rive et joindre leurs efforts à ceux de leurs frères de l'Ouest. L'arrivée par mer du plus faible renfort eût inspiré une nouvelle audace à ces derniers. Ce renfort décidait du sort de la place. Il était là, sous leurs yeux; les généraux y comptaient : ne le leur avait-on pas fait espérer? Il ne vint pas. La flotte de

mant ses habitudes de luxe britannique aux simples proportions de l'hospitalité poitevine. La paix de 1783 lui rendit la liberté; et, lorsque dix ans après les malheurs de la noblesse émigrée et les glorieux combats de la Vendée eurent changé la position, Moira reçut Vaugiraud comme un frère, et il voulut que chaque jour il invitât à sa table trente gentilshommes exilés. Pour se présenter convenablement à l'hôtel du général anglais, ces malheureux émigrés étaient réduits à s'emprunter mutuellement leurs habits les plus propres; de sorte qu'à la table de lord Moira on voyait fréquemment changer les visages des convives, mais non les vêtements. Cette hospitalité dura jusqu'à l'expédition de Quiberon.

lord Moira et de l'amiral Macbride ne pouvant être prête, n'était-il pas du devoir des ministres anglais de laisser carte blanche aux Français parqués à Jersey? Ne devaient-ils pas mettre en mouvement les troupes et les vaisseaux qui, au lieu de surveiller les émigrés, auraient pu, de concert avec eux, dégager la parole ministérielle?

Cette conduite arrêtait peut-être les désastres dont le pays était victime. L'Angleterre jugea plus opportun de suivre une politique moins tranchée, et de porter à la charge des vents un refus de concours dont elle espérait bien tirer parti. Il y a plus; lorsque les sept mille gentilshommes demandèrent à être jetés sur la côte de Granville, on lut à leurs chefs un ordre du cabinet anglais enjoignant de punir de mort tous les Français qui tenteraient, par quelque moyen possible, de sortir de l'île. Cet ordre est une condamnation de l'Angleterre. Elle voulait bien laisser à son aristocratie le droit d'humanité en faveur des exilés et des prêtres cherchant un asile dans le royaume de Jacques Stuart; mais elle s'arrêtait là, oubliant que Louis XIV avait été beaucoup plus généreux. L'Angleterre n'acceptait pas la mission de continuer le grand Roi. Elle avait peur d'une nouvelle bataille de la Boyne, peur surtout de voir les affaires de la France s'arranger par la France; et elle préféra son rôle de politique marchande à celui plus noble, mais peut-être moins productif, de défenseur des monarchies. A Jacques II et à ses fidèles se levant contre une usurpation que le temps a sanctionnée, Louis XIV prodigua le sang et les trésors de la France. L'Angleterre n'eut à offrir aux Bourbons bannis et à la Vendée sous les armes, que des promesses toujours sans effet, qu'une soupçonneuse hospitalité et des trahisons de toute sorte.

CHAPITRE X.

Tribout à Pontorson. — Victoire des Vendéens. — Les généraux républicains Bouin de Marigny et Westermann. — Bataille de Dol et d'Antrin. — L'armée vendéenne sauvée par Talmont. — Les femmes au combat. — La commission militaire de Laval. — Kléber force Rossignol à résigner le commandement de l'armée républicaine. — Marceau général en chef provisoire. — Les prisonniers républicains et royalistes. — Ce que les deux partis en font. — Levasseur et Francastel à Angers. — Marche des armées. — Siége d'Angers. — Les Vendéens vaincus. — Mort du général républicain Marigny.

Le jour même où l'armée royale échouait si malheureusement devant Granville, les représentants en mission Boursault, Esnue-Lavallée, Pochole, Turreau et Bourbotte convoquaient à Rennes un conseil de guerre où étaient appelés les généraux de toutes les armées de l'Ouest. Ce conseil avait pour but de couper la retraite aux Vendéens, et de les resserrer dans la presqu'île où les Anglais les avaient si fatalement engagés.

Pendant ce temps, le général Sépher, ancien bedeau de Saint-Eustache de Paris, et le conventionnel Laplanche, moine apostat, tous deux d'une exagération de patriotisme allant jusqu'à l'absurde et à la plus honteuse cruauté, ramassaient les Royalistes qui, après le siége de Granville, s'étaient hasardés dans les campagnes. Ils en réunirent à peu près huit cents, tous infirmes ou blessés, qui se cachaient dans les bruyères et au milieu des bois. « Il n'y a qu'un remède pour eux, répétait Laplanche, c'est de les fusiller. »

On les attacha deux à deux. On les traîna dans la plaine ou sur la côte de Champ-Jonc, et Laplanche enjoignit aux bataillons qui lui servaient d'escorte de faire feu sur ces malades jusqu'à la mort du dernier. Les soldats travaillèrent à tuer pendant cinq quarts d'heure. Ils avaient massacré; ils se retirèrent. Des fossoyeurs vinrent pour dérober à tous les yeux cette boucherie. Une femme seule survivait; mais elle était blessée au cou, aux bras et à la cuisse. Laplanche

apprend cette infraction à ses volontés. Il était à table. « Qu'on m'amène cette femme, » dit-il.

Les soldats obéissent. « Je t'accorde la vie sauve, répond le conventionnel, si tu veux crier Vive la République! — Jamais, répond la Vendéenne, j'aime mieux être rendue à la mort. » A ces paroles, elle lève les yeux vers le ciel, et sous les menaces elle reste impassible. Ce courage de femme touche les Bleus. Malgré le conventionnel, ils la conduisent à l'hôpital.

Le 17 novembre 1793, en exécution de l'ordre de marche, tracé le 15 par les représentants, le général Tribout, avec une division forte de quatre mille hommes et de dix-huit pièces de canon, entre dans Pontorson. L'armée des côtes de Brest occupe Fougères et Saint-James. Kléber, Marceau et Muller s'emparent avec leurs colonnes d'Antrain et de la ligne du Couesnon. C'était le seul passage qui restait aux Royalistes obligés de rétrograder.

Au lieu de choisir position au Tertre, et d'occuper le Pont-au-Bau, sur le Couesnon, en avant de Pontorson, Tribout, qui n'a aucune connaissance stratégique, s'est imprudemment engagé dans l'unique rue de cette ville, où son artillerie et ses troupes se confondent. C'était le 18 novembre. Le matin il avait déjà essuyé quelques pertes au Pont. La nuit approchait. Les insurgés savent que pour saluer leur patrie ils ont à tenter des miracles de bravoure. Ces miracles ne les effrayent plus, parce que, au bout, ils voient leur Bocage, leurs chaumières dévastées, éternel objet de leurs regrets, et l'espérance de dompter la Révolution sur leur propre territoire.

Ils se précipitent à l'improviste sur les canons ennemis. Troublés de cette attaque, les artilleurs essayent de résister; mais, cernés de toutes parts, ils ne peuvent ni manœuvrer leurs pièces ni même les défendre contre l'impétuosité des Blancs. En voyant son artillerie mise hors de combat, Tribout, qui est sorti de la ville afin de livrer un simulacre de combat, croit encore pouvoir opérer sa retraite dans Pontorson. Les paysans l'ont suivi. Ils y pénètrent avec lui. Tribout, heureux d'échapper aux conséquences de son aveugle

sécurité, prend la fuite, et passe le Pont-au-Bau, que Forestier, Legeay et deux cavaliers ont l'audace de forcer sous le feu de son artillerie. La lutte engagée dans cette étroite rue de Pontorson fut affreuse. On se battit de cinq à neuf heures du soir, sans faire de prisonniers. Forêt, qui était entré l'un des premiers dans la ville, et qui, à la tête d'un petit nombre de volontaires, courait partout où le danger était le plus imminent, tombe, frappé à mort de plusieurs balles; mais les Bleus sont contraints de suivre l'exemple de leur général. Ils évacuent la ville pleine de sang, ils laissent leurs mourants et leurs blessés à la garde du vainqueur. Pendant toute la nuit, on n'entendit que des cris de douleur, que des prières d'agonisants, s'élevant de ce champ de bataille, où les prêtres seuls allaient offrir des secours aux victimes des deux partis.

Tribout, sans compter les morts et les blessés, abandonnait aux Vendéens treize canons, ses bagages, et même la plupart des drapeaux de ses bataillons. Pour atténuer sa défaite, voici en quels termes il rendait compte de cette affaire au ministre de la guerre: « J'ai vu enfin l'ennemi, Républicain ministre. L'armée que je commandais était de trois mille hommes. Deux mille ont seuls pu donner à cette occasion. Ils ont déployé ce courage qui n'est dû qu'à des Républicains, jaloux de conserver leur liberté. J'ai été forcé de me retirer sur Dinan, faute de munitions, ce qui a mis mon armée un peu en déroute; mais je leur ai parlé le langage du Républicain. Ils se sont ralliés. Ils désirent plus que jamais tomber sur cette horde de scélérats. »

De semblables jactances avaient trop longtemps abusé le Comité de salut public. Tribout fut provisoirement suspendu, et les représentants en mission aux armées et les généraux convinrent, en apprenant cette défaite qui dérangeait leurs projets, de mettre tout en usage pour soutenir le poste d'Antrain. La division de Marceau, formant l'avant-garde, campe aux Quatre-Chemins, sur les routes de Rennes à Avranches et de Fougères à Dol. Muller occupe les deux ponts sur la rivière du Couesnon: l'un de ces ponts est sur la route de Dol, l'autre sur celle d'Avranches.

Les mesures militaires qu'on adoptait ouvraient aux Blancs un passage inattendu. La Rochejaquelein saisit la faute que viennent de commettre les Bleus. Il en profite sur-le-champ, et prend la route de Dol.

Westermann, dont rien ne peut calmer l'intempérance guerrière, s'élance à sa poursuite. Le général républicain Marigny, qui n'a de commun avec le général royaliste que le nom et l'intrépidité, se joint à Westermann. Avec ses quinze cents grenadiers, il renforce la colonne que ce dernier pousse contre les Vendéens. A la tête de soixante cavaliers, Marigny envahit la ville de Dol, où les Royalistes, à peine arrivés, ont cherché par six heures de repos à réparer leurs forces épuisées. Mais la pénurie était à son comble. Il n'y avait plus de vivres, plus de bandages pour les blessés, et l'on était à la fin de novembre. La situation de tous est si misérable que celle de madame de Donnissan fait pitié à une femme. « Elle vint me dire à l'oreille, raconte madame de Donnissan, qu'il y avait des pommes de terre dans le fond d'un jardin; j'en fis avertir de suite les pauvres malades. Cette triste ressource une fois connue, le jardin fut rempli d'hommes affamés qui, avec leurs mains, arrachaient ces patates de la terre, et les dévoraient. Après ce souper délicieux, nous couchâmes par terre et pêle-mêle. »

C'était un pareil repos que les Bleus de Marigny accouraient troubler. Ce général force la porte des maisons, égorge une vingtaine de paysans endormis; car pour rendre plus horribles les désastres de cette guerre, on eût dit que les deux partis attendaient l'obscurité de la nuit afin de s'attaquer. Marigny allait peut-être jeter la confusion dans l'armée et renouveler à Dol le drame de Châtillon-sur-Sèvre, lorsque la Rochejaquelein et Forestier rassemblent à la hâte une centaine de soldats et repoussent loin de la ville l'avant-garde de la colonne républicaine.

Mais dans ce temps-là et avec cette guerre, quand le soleil se couchait sur un combat, il se levait le lendemain pour en éclairer un autre. La Rochejaquelein a jugé sa position : elle est bien triste. Il a dénombré les forces accumulées autour de lui pour l'écraser; il sait surtout que ces

forces, même battues une fois, seront renouvelées le lendemain par la terreur ou par l'enthousiasme. Néanmoins, dans une situation aussi critique, il ne désespère point du salut de l'armée. Il tire même parti de la dernière attaque de Westermann et de Marigny pour recommander aux siens une vigilance que tant de surprises nocturnes ne leur ont pas inspirée. Il prévoit une grande, une dernière bataille: il règle ses dispositions en conséquence.

La petite ville de Dol, dans le département d'Ille-et-Vilaine, est située à deux lieues de la mer. Elle n'a, comme toutes les vieilles cités, qu'une rue se prolongeant en pente assez rapide. Dol présente le sommet d'un angle formé par les routes d'Antrain et de Pontorson, dont les Bleus se sont emparés. Ils ont résolu d'en faire le tombeau de la Vendée; mais Kléber, Marceau, Damas, Savary et Klingler, réunis à la hauteur de la Boussaye et de Vieuxvieil, redoutent de s'attaquer encore à ces débris d'armée. Ils tâchent de les bloquer et de les contenir par un système tout défensif. Ce système tendait à enfermer les paysans dans un cercle de fortifications qu'on allait commencer à l'instant même, et qui, de Pontorson, de Dinan et d'Antrain, créeraient jusqu'à la mer une ligne de retranchements. Westermann et Marigny, avec des colonnes mobiles de troupes légères, seraient chargés de fatiguer et d'affamer l'armée royale, que les généraux Nattes et Chambertin, avec leurs brigades d'infanterie, devaient harceler à droite et à gauche. « Chacun, écrit Kléber, auteur de ce projet, est satisfait d'entrevoir enfin les moyens de terminer la guerre, lorsqu'une belle étourderie de Westermann vient détruire en un instant les avantages que l'on espérait et nous entraîne de nouveau dans la plus épouvantable déroute. »

Westermann a des Royalistes sous la main, il faut que Westermann les décime. Sans s'inquiéter des plans que le conseil de guerre peut avoir adoptés, ce hardi soldat annonce aux conventionnels et aux généraux qu'il a fait un mouvement sur Dol et qu'il va tenter un coup de tête. Prieur (de la Marne), dont le caractère a plus d'un trait de ressemblance avec celui du général, et qui n'a pas vu sans

peine les retards que la sagacité militaire de Kléber et de Marceau met à ses vengeances nationales, Prieur s'écrie que Westermann seul est dans le vrai et qu'il faut l'appuyer. Le vieux général Dambarrère, celui que Kléber appelle le Nestor du Conseil, répond avec sang-froid au cri de Mort aux Brigands! qui termine la fougueuse harangue du Conventionnel : « J'ai toujours vu, citoyen représentant, que l'extrême exagération était le présage des revers. » Ce mot si profond a encore ce jour-là son application.

Le 20 novembre 1793, à minuit, Westermann, sans attendre la division de Marceau et celle de Muller, qui doivent se réunir à lui pour commencer le feu, se précipite sur les avant-postes; il espère les trouver aussi mal gardés que dans les campagnes précédentes. Mais la Rochejaquelein a tout prévu. Il a fait ranger par files le long des maisons les femmes, les blessés et tous ceux qui ne sont pas en état de combattre. Le nombre en était effrayant. Au milieu de la rue on place les chariots, les bagages et l'artillerie de rechange. Talmont et Forestier rangent leur cavalerie entre les canons et les femmes pour protéger les uns et les autres ou pour se porter au galop vers les points où leur intervention sera nécessaire. Vingt tambours parcourent la ville. Ils battent la charge et semblent, au milieu de l'obscurité, annoncer par de funèbres roulements à cette foule éplorée qu'il n'y a plus de salut pour elle que dans le désespoir de ses soldats.

Telles étaient les seules dispositions militaires auxquelles se voyait réduit un général en chef. La Révolution ne voulait plus, comme à Torfou, à Cholet ou à Laval, se mesurer avec la grande armée en rase campagne. Elle la surprenait au milieu des ténèbres, elle la poursuivait dans le sein des villes, espérant l'étouffer dans un massacre. Les Royalistes sont à peine rangés en bataille à l'entrée de Dol que l'avant-garde républicaine se jette sur eux au cri de ralliement que Prieur a inspiré.

Mort aux Brigands! vocifèrent les troupes de Westermann. Ces clameurs dominent le roulement des tambours, elles couvrent même le bruit des canons et de la mousqueterie.

Vive le Roi! répondent les Vendéens à ce cri de mort; et,

après un choc épouvantable, Westermann, affaibli, plie et recule. Au même moment Forestier arrive à la porte de la ville. « En avant la cavalerie ! » répète-t-il d'une voix tonnante. C'était une parole de victoire, car les femmes et les blessés savaient l'ordre de la bataille. « En avant la cavalerie ! sauvez-nous du massacre ! » répétaient ces soixante mille chrétiens n'ayant pour vaincre que la faiblesse de leurs voix, que l'ardeur de leurs prières. La cavalerie s'élance au galop et le sabre à la main. La division de Westermann, qui est revenue à la charge, recule de nouveau. La cavalerie la prend sur les ailes, elle l'enfonce : elle va rester maîtresse du terrain, lorsque Marceau paraît avec sa colonne, partie à minuit d'Antrain, où elle devait attendre les Royalistes et leur disputer le passage. Stofflet marche à sa rencontre. On combat pendant trois heures avec un courage égal; mais enfin les Vendéens commencent à faiblir.

Tout à coup la division Muller accourt sur le terrain. Muller est le plus ancien des généraux, le commandement lui appartient; mais Muller, mais son état-major, mais une partie de ses troupes, tout cela a bu, tout cela s'est enivré en se berçant de l'espoir de surprendre les Brigands. Au lieu d'amener un renfort à Marceau, Muller n'apporte que le désordre ; bientôt il est tel que les Royalistes reprennent le dessus.

Dans cette situation, Marceau appelle Kléber à son secours. Kléber décide le jeune général républicain à faire un pas rétrograde et à rallier les Bleus dans une position avantageuse. Ce conseil est suivi; mais la Rochejaquelein, qui serre de près Westermann sur la route de Pontorson, revient promptement à Dol, où la bataille doit s'engager plus meurtrière. Kléber veut qu'on s'en tienne à cet échec et que surtout on suive le plan arrêté. Bourbotte, Prieur et Rossignol, qui a repris le commandement supérieur, sont du même avis. Ordre est expédié à Westermann, qui a rallié sa division, de rester sur la défensive; Westermann ne peut s'y résigner. Dès le lever du soleil il est au village de Bagnerpican.

Mettant à profit cette courte suspension d'armes, M. Henri

a disposé son armée dans un meilleur ordre : elle marche en deux colonnes par les routes de Pontorson et d'Antrain. Westermann et Marigny attaquent vigoureusement; ils sont repoussés. Le général Amey vient à leur secours, il est repoussé de même; et, sans l'intrépidité des deux premiers généraux, cette division allait être anéantie. Mais le républicain Marigny se place à la tête de neuf cents hommes. Un boulet enlève le sabre qu'il tenait à la main; son cheval est frappé d'un coup de feu. Marigny combat à pied, et, à force de courage, il protége la retraite.

Les Bleus étaient en pleine déroute. Pour décider partout la victoire, la Rochejaquelein se porte sur la route d'Antrain, où Stofflet, ayant Kléber et Marceau en tête, n'a pas été aussi heureux. Un brouillard épais enveloppait le champ de bataille et ne permettait pas de distinguer les positions. En voyant leur généralissime s'élancer loin de son corps d'armée, les Royalistes croient qu'ils sont vaincus et que M. Henri est entraîné avec ses troupes : tous prennent la fuite vers la ville, inventant le récit d'une défaite qui n'existait pas en réalité. A cette nouvelle, les femmes sont confondues dans les rangs, les enfants écrasés sous les pieds des chevaux. Un seul cri, parmi tant de douleurs et d'imprécations, domine tous les cris. Au milieu des détonations de l'artillerie, on entend plusieurs volontaires répéter : «Abandonnerons-nous ici notre général? — Non, répondaient mille voix. Vive le Roi et M. de la Rochejaquelein! »

La ville de Dol est remplie de soldats qui révèlent la perte de la bataille. La cavalerie de Talmont, dont Forestier a pris le commandement, veut les rallier. « A la mort les braves! à la mort! » s'écrie-t-elle. Ces paroles, répétées par des voix lugubres, inspirent encore plus d'effroi que de courage. Pendant ces trente heures où commença l'agonie de la grande armée, agonie que cette victoire va suspendre, le Vendéen Marigny est là, avec sa stature gigantesque, adjurant les Royalistes de mourir, mais du moins voulant qu'ils meurent en soldats. Le sabre à la main, on le voit se jeter avec fureur sur les fuyards et les ramener malgré eux sur le terrain.

Rien ne l'émeut, rien ne l'arrête. Il a réuni une petite troupe décidée à vaincre ou à périr. Avec elle il court sur la route d'Antrain, où il ne voit que des femmes et des enfants. Il se place en tête de cette colonne, qui fuit sans savoir où en est le sort de la journée, ce que les Républicains vaincus paraissaient seuls ne point ignorer. « Eh bien, les Poitevines, s'écrie-t-il de sa voix de stentor, serez-vous donc aussi lâches que les hommes? — Non, monsieur de Marigny, répondent-elles en ramassant les fusils dont la terre est jonchée. Marchez devant nous, nous vous suivrons. » Marigny descend de cheval; puis au milieu de ce bataillon de femmes et d'enfants il s'avance.

Cette terreur, qu'un brouillard extraordinaire et que de longues souffrances morales peuvent seuls expliquer, régnait dans tous les rangs. Stofflet a été lui-même entraîné; mais, rappelé à son devoir par la présence de mesdames de Donnissan et de Lescure, il se réunit à d'Autichamp, à Pérault et au jeune Duchesne de Denant. Tous ensemble ils parviennent à rendre ce moment moins affreux. La veuve de Bonchamps supplie les soldats qui ont servi sous son mari de ne pas reculer. Les femmes arrêtent ceux qui fuient. Quand ils résistent à leurs prières et refusent de combattre, elles s'opposent à leur passage. Souvent même, pour leur offrir un salutaire exemple, elles saisissent le fusil de quelque mort et répètent avec désespoir : « En avant! au feu, les Vendéennes! » Les prêtres aussi rivalisent de zèle avec les femmes; mais leur influence est plus décisive, car ils promettent le ciel aux braves, l'enfer aux lâches.

Ici l'abbé de Grand-Maison les excite; là, placé sur une élévation et le crucifix à la main, Doussin, curé de Sainte-Marie de l'île de Ré, produit un magnifique effet. « Allez-vous donc, disait-il, livrer vos femmes et vos enfants au couteau des Bleus? Ce n'est pas possible, mes enfants. Aux armes! la croix à la main, je marcherai à votre tête. Que ceux qui veulent me suivre se mettent à genoux : je leur donnerai l'absolution. S'ils meurent, ils iront en paradis; mais les poltrons qui trahissent Dieu et qui abandonnent leurs familles, les Bleus les égorgeront et ils iront en enfer. »

Sous sa main qui tour à tour bénit ou anathématise, il rassemble plus de deux mille hommes. Après avoir recueilli ses paroles, tous se précipitent contre les Républicains en criant : « Vive le Roi! nous allons en paradis. »

Ils couraient à la victoire.

A Dol la bataille était encore jugée perdue; mais sur le terrain Talmont et la Rochejaquelein avaient changé la face des affaires. M. Henri a été averti de l'erreur de ses soldats : il est revenu à toute bride avec Allard et quelques officiers. Il conjure, il menace. Sa présence même ne rassure pas. Le général voit ce désordre, il comprend que tout est fini; et, pour mourir avec la Vendée, il s'avance vers une batterie républicaine. Les bras croisés, il attend, il essuie la décharge. « La mort, s'écrie-t-il, ne veut pas de moi! » Au même instant un feu soutenu se fait entendre à l'aile droite. M. Henri y vole. C'était Talmont qui, avec une héroïque constance et huit cents hommes, résistait à toutes les forces de l'ennemi. Au même instant les fuyards, ramenés au combat par les femmes et par l'abbé Doussin, apparaissent. Stofflet, d'un côté, Marigny, de l'autre, accourent à la fois. A ces troupes, qui veulent venger sur les Bleus la défaite qu'elles ont failli subir par leur propre faute, la Rochejaquelein fait distribuer des cartouches. Il enjoint de ne tirer qu'à bout portant.

Les Républicains, que le prince de Talmont a tenus en échec, et auxquels il a si vaillamment dérobé la dispersion d'une partie de l'armée et les déplorables scènes qui se passent à Dol, les Républicains, surpris de la vivacité d'une pareille attaque, plient sur leur droite, où Kléber combat. Les Mayençais seuls, que le général Canuel dirige, restent inébranlables, mais le centre de Rossignol est enfoncé. Les Mayençais suivent le mouvement qui les entraîne. Marceau, qui de tous les meilleurs soldats des divers régiments a formé à la hâte une espèce de bataillon sacré, Marceau seul couvre la retraite et empêche l'entière destruction de l'armée. Elle passa la nuit en avant du bois de Trans.

C'était un triomphe que cette bataille. Le brouillard seul avait empêché les Bleus de la transformer en défaite pour

les Blancs. Aussi ces derniers, dans l'exaltation de leur joie, s'empressèrent-ils d'aller rendre grâces à Dieu dans l'église de la ville. On se félicitait, on s'embrassait comme des marins qui viennent d'échapper au naufrage. On remerciait les femmes de n'avoir pas désespéré de la bravoure des hommes. On se mettait à genoux sur le passage du curé de Sainte-Marie, qui, à la tête des Royalistes menés par lui au combat, chantait le *Vexilla regis prodeunt* comme une hymne de reconnaissance et d'encouragement.

La Rochejaquelein avait pris une part immense à ce triomphe. Cependant, au milieu de l'ivresse générale, il proclame à haute voix que c'est à Talmont que l'armée en est redevable. Elle se félicitait encore de ses succès, quand, le lendemain, les Patriotes reparaissent. La nouvelle bataille dure quatorze heures. Les Républicains ont choisi de meilleures positions, ils tâchent de réparer la défaite de la veille. Mais l'imprudente ardeur de Westermann compromet encore les plans de Kléber et des représentants Bourbotte et Prieur. La Rochejaquelein, par une habile tactique appuyée sur la connaissance du caractère de cet officier de démagogie, est venu à portée de fusil aiguillonner sa pétulance. Le 21 novembre, à midi, Westermann s'est rué sur lui, et le combat a été bientôt engagé sur toute la ligne. Les commissaires de la Convention et les généraux républicains laissent avancer M. Henri sur Antrain pour le tourner ensuite par la route de Pontorson. Le général royaliste a pénétré leur projet : alors il s'est décidé à attaquer la division de Westermann.

Dans cette mêlée de Hargues donne seul au milieu d'un escadron de hussards. Son cheval s'abat. De Hargues est fait prisonnier. Son écharpe blanche le fait reconnaître pour un officier supérieur. On l'entraîne au galop vers Rennes. Laroche Saint-André reçoit douze coups de sabre à côté de M. Henri, dont le cheval est tué; mais les Blancs ont déjà partout l'avantage : Westermann recule encore. Le général Chambertin, pour voler à son secours, s'engage sans artillerie dans les colonnes vendéennes, que Marigny protégeait avec ses canons. Chambertin est accablé. Il se replie sur la gauche. A la gauche Stofflet a déjà refoulé Marceau, qui

revient toujours à la charge. Rossignol envoie de nouveaux renforts. Ils ne peuvent tenir. L'armée républicaine tente de se rallier sur une hauteur. Deux pièces de canon que la Rochejaquelein fait avancer l'empêchent de former sa ligne; alors, malgré Rossignol, Kléber, Bourbotte et Prieur, elle se débande et se dirige vers Antrain.

Arrivés là, les Bleus, qui n'ont pas reçu de vivres depuis trente-six heures, se répandent dans les maisons et dans les auberges. La cavalerie n'ose charger; mais Poncelet, capitaine des Hussards de la Mort, se place dans un défilé, et couvre la retraite jusqu'au moment où une balle lui fracasse la tête. Ce moment est pour les Vendéens le dernier signal de la victoire. Ils entrent pêle-mêle dans Antrain avec les vaincus. Un régiment de ligne a été disposé par Rossignol pour arrêter les vainqueurs; il est écrasé sous le feu ou sous les baïonnettes. La cavalerie de Talmont se jette à la poursuite des fuyards et des bagages que l'on dirigeait sur Rennes; les bagages sont pris, et les chasseurs royalistes ramènent dans la ville un grand nombre de chariots remplis de blessés. Cette vue réveille dans tous les cœurs de tristes souvenirs.

A Fougères, les Bleus ont égorgé dans leurs lits des blessés abandonnés par les Blancs; et c'est à la correspondance de Robespierre que nous empruntons ce document. Son ami, le médecin Gainou, alors dans l'Ouest, lui écrivait : « Il faut te dire que des soldats *indisciplinés* (tuer tout ce qui se présentait sous le sabre était légal aux yeux de la Révolution), des soldats indisciplinés se sont portés dans les hôpitaux de Fougères, y ont égorgé les blessés des Brigands dans leurs lits; plusieurs femmes des Brigands y étaient malades, ils les ont violées et les ont égorgées après. »

Cet ami de Robespierre ne dit pas encore tout. Dans les manuscrits de Beauvais nous lisons un tableau effrayant de ces massacres. « A Fougères, raconte le Vendéen, nous accordâmes la vie à environ huit cents prisonniers; néanmoins, après notre départ, tous les blessés que nous y avions laissés furent suppliciés de la manière la plus cruelle et la plus longue : des incisions cruciales furent faites aux pieds, tous

les membres sans exception furent coupés peu à peu; les femmes que l'on prit furent traitées de même, et des cartouches leur furent mises.... pour finir leurs tourments et leur vie par une explosion. Quelle férocité! Eh bien, après nos deux doubles combats de Dol à Antrain et de Dol à Pontorson, nous trouvons à Antrain une centaine de républicains blessés, et, loin de suivre l'exemple de ce qui avait été fait sur les nôtres à Fougères, on leur laisse la vie et on leur donne des soins. »

Le 18 novembre, Tribout, en faisant sortir son armée de Pontorson, a commandé de fusiller en tête de la colonne cinquante prisonniers. Ses ordres ont été lâchement exécutés. Partout les mêmes atrocités se sont renouvelées, et quelques Vendéens s'apprêtent à en tirer vengeance sur ces cent cinquante Bleus que la fuite n'a pu dérober à leur justice. Mais les généraux et le curé de Sainte-Marie de l'île de Ré, qui, à la bataille de Dol, a si puissamment contribué à la victoire, s'opposent à des représailles dont la grande armée n'a jamais pris l'initiative. La voix des chefs et des prêtres calme leur fureur. Les cent cinquante blessés sont sauvés, comme Bonchamps à Saint-Florent a préservé les cinq mille prisonniers républicains. On leur distribue des secours et des vêtements; on les renvoie à Rennes avec une lettre adressée par la Rochejaquelein, Donnissan, Stofflet et Marigny au district et aux municipaux de cette ville. « C'est par des actes d'humanité, leur écrivaient-ils, que l'armée royale se venge des cruautés commises par ses ennemis. »

Les blessés arrivent à Rennes. Ils remettent cette lettre aux autorités républicaines qui, au nom de leur système fraternel et civique, ont mission de faire exécuter les lois de l'humanité. Ces blessés parlent avec reconnaissance de la générosité des Vendéens. Les autorités ne répondent rien à ces éclatants témoignages; mais une heure après, de Hargues, que les hussards ont conduit dans cette ville; de Hargues, prisonnier de guerre, et tombé au pouvoir des Bleus pendant la bataille d'Antrain, montait sur l'échafaud. Il mourut avec un héroïsme plein de calme. Sa mort si cruellement inopportune devint pour les Blancs une preuve de plus de

la farouche inhumanité des Révolutionnaires et de l'inconséquence de la pitié royaliste.

Ce n'est pas seulement à Rennes que l'on cherche ainsi, par des atrocités calculées, à pousser les paysans dans un système de sanglantes récriminations qu'un très-petit nombre seulement adoptèrent en principe, mais qu'ils ne mirent pas toujours en pratique.

Après l'évacuation d'Avranches par la grande armée, le conventionnel Laplanche y rentra; et, le 22 novembre, tandis que les vaincus de Dol et d'Antrain se voyaient à la merci des Vendéens, ce conventionnel écrivait au Comité de salut public : « Nous avons trouvé hier à notre arrivée ici beaucoup de rebelles qui sont restés en arrière, et auxquels notre arrivée en cette commune n'a pas donné le temps de fuir. L'hôpital en était également rempli. La vengeance nationale s'est exercée sur eux. Il n'en est plus question. Dans le nombre était une femme qui avait cherché asile dans une auberge sous prétexte de maladie. »

Cela n'est rien encore. Une commission militaire a été instituée à Laval; elle a charge de régulariser ces boucheries, auxquelles l'ardeur du combat, l'entraînement de la victoire ou le désespoir de la défaite ne doivent pas servir d'excuse. Le 22 novembre, le jour même où Laplanche adresse à Paris la note citée plus haut, cette commission, de son côté, rend compte de ses œuvres à la Convention. Cette lettre, nous ne la citons qu'à regret, qu'avec honte; mais elle fait ressortir dans toute sa vérité la calomnie, l'injustice et la cruauté de l'esprit de parti. Elle appartient donc à l'histoire de cette époque, comme document d'abord, ensuite comme la première pièce portant date de l'ère républicaine. C'est en effet à cette époque que commence l'usage du calendrier révolutionnaire inventé par Romme, et dont l'emploi légal remonte au 21 septembre 1792.

« Le président et les membres composant la commission établie près de l'armée de l'Ouest, à la Convention.

» Laval, 2 frimaire (22 novembre).

» Nous vous adressons 97 pièces d'or, dont 4 de 48 liv. et 93

de 24 liv. ; 24 pièces d'argent, dont 18 de 6 liv., 3 de 3 liv., 4 de 1 liv. 4 s., et 4 de 12 s. ; une pièce de cuivre de 2 s., une montre d'or, un cachet d'argent et un poignard à lame de cuivre. La majeure partie de ces vils métaux ont été trouvés sur des prêtres fanatiques de la Vendée qui ont avoué, dans leur interrogatoire, les avoir reçus pour dire des messes que nous nous sommes chargés d'acquitter. Le poignard que nous a remis le général Danican, qui commande ici, a été trouvé dans une auberge de cette commune, sous le lit de la chambre qu'occupait la femme Bonchamps, veuve d'un chef de Brigands, mort de la suite des blessures qu'il a reçues à la prise de Cholet; on dit ce poignard empoisonné. Vous trouverez également dans l'envoi que nous vous faisons une collection complète des jugements que la commission a rendus à Saumur, Chinon, Doué, Angers et Laval, depuis son établissement. En les récapitulant, vous verrez que nous avons condamné à la peine de la détention six particuliers, à celle des fers dix-neuf, à celle de mort quarante-deux scélérats tant nobles que prêtres et autres conspirateurs. Dans le nombre de ces derniers se trouvent quatre femmes, dont trois filles, l'une sœur hospitalière de la commune de Doué, et les deux autres ci-devant nobles.

» A notre arrivée ici, nous avons fait tomber six têtes de voleurs et assassins d'une nouvelle espèce; ils sont environ 1,000 à 1,200 de leur bande. Ils désolent ces contrées, mais les soldats de la République, que le général Danican commande, ont juré de les exterminer sous huit jours. On les appelle *Chouans* du nom de leurs chefs, qui sont deux frères. Il y a quelques jours que, dans une première visite qu'on leur a faite, on en a égorgé une quinzaine, et au moment où nous écrivons on en amène à Laval quarante-deux, du nombre desquels sont plusieurs chefs que nous n'épargnerons pas. Aussitôt après cette exécution, qui s'est faite à la vue d'un peuple immense et aux cris répétés de Vive la République! nous avons été rendre la vie à la société populaire. Comme partout, le peuple de Laval est bon; et le génie révolutionnaire, qui plane aujourd'hui sur la République entière, y a inspiré les émotions les plus justes. Pour

faire le prêt aux soldats qui n'ont pas encore ici de payeur et pour venir au secours des malheureux, on a mis en réquisition tous les coffres-forts des riches, et on leur a enjoint d'envoyer la majeure partie de leurs souliers et de leurs chemises pour les soldats qui en manquent.

» Le lendemain de ce beau jour, nous avons condamné à mort quatre brigands de la Vendée qu'on a arrêtés dans cette commune. La nuit, on a renversé de leurs niches quelques saints et saintes, et particulièrement des bonnes Vierges qu'on avait illuminées plus somptueusement qu'à l'ordinaire; et l'on se promet bien d'en faire autant de toutes les autres, qui sont encore en grand nombre. Hier enfin, deux filles, ci-devant nobles, qui étaient à la suite des Brigands de la Vendée et qui ont été arrêtées, nous ont été livrées, et elles ont subi la peine de mort.

» Depuis le passage des Brigands et notre séjour dans ce département, les aristocrates et les modérés sont presque devenus patriotes, c'est-à-dire qu'ils sont effrayés par notre présence. »

En lisant ces pièces accusatrices, on voit qu'à l'époque révolutionnaire le crime régnait sous le nom de la liberté. Alors, comme au temps de la Fronde, il n'eût plus été permis au grand Mathieu Molé de dire dans le calme de sa vertu : « Il y a encore loin du poignard d'un assassin au cœur d'un honnête homme. »

L'assassinat était consacré par la loi. La Convention l'inoculait à ses adeptes comme un moyen de régénération sociale. Mais afin de reposer l'esprit de tant d'horreurs, il est juste d'avouer que tous les Républicains ne faisaient pas profession d'une ingratitude aussi révolutionnaire. Quelques semaines après la journée d'Antrain, le curé de Sainte-Marie de l'île de Ré tomba entre les mains des Bleus. Il fut traduit devant un tribunal militaire. Il ne se défendit pas, la vie alors n'en valait pas la peine; il s'accusa même en proclamant avec une sainte franchise ce qu'il avait fait au milieu des armées catholiques. Il allait être condamné à mort; un soldat, témoin à charge, se lève, et, Républicain lui-même, il raconte à ces Républicains le trait de charité dont ce prêtre a honoré la

guerre civile, tandis que l'on jetait les ecclésiastiques à la Loire ou qu'on écrasait les Royalistes sous le pied de la Révolution. Le tribunal est ému. Il avait mission de condamner; il absout.

Les batailles de Dol et d'Antrain, dernières victoires de la grande armée, ont répandu la consternation dans l'âme des plus intrépides soutiens de la Révolution. Les Vendéens, forts de leurs succès, pouvaient, presque sans effusion de sang, occuper Rennes, dont la population, et celle des campagnes surtout, leur était dévouée. Il fallait, de là, marcher sur le Morbihan; aucune troupe ne pouvait leur en disputer l'entrée. Ainsi on portait la guerre au centre même de ses alliés. Le Morbihan venait encore une fois de s'insurger; Vannes, la Guerche, Rochefort et Musillac, ses principales villes, étaient menacées par des soulèvements partiels, qui, au premier signal d'invasion, auraient formé une armée parfaitement aguerrie. La forêt du Pertre était couverte de bandes isolées de Chouans, qui, pour commencer les hostilités, s'adressaient aux détachements ennemis, enlevaient les postes avancés et inquiétaient plus les commissaires de la Convention par ces attaques nocturnes que par des batailles rangées.

C'était là qu'on devait aller; et les Révolutionnaires s'y attendaient bien, car le conventionnel Bréard, en mission à Brest, écrivait le 23 novembre (3 frimaire) à ses collègues réunis à Rennes :

« Vous me dites, chers collègues, que vous avez pris des mesures qui opéreront bientôt la destruction des Brigands; j'en espère tout le succès que vous en attendez vous-mêmes. Vous me dites que vous avez pris les mesures que les circonstances vous permettent pour réprimer les mouvements qui ont lieu dans le Morbihan. Dans la persuasion où j'étais que les Brigands étaient défaits, j'avais écrit il y a trois jours à Tréhouart, qui est à Saint-Malo, de s'y rendre avec des troupes : j'ignore ce qu'il aura fait, n'ayant pu encore recevoir sa réponse. Trois cent cinquante hommes sont partis d'ici pour Vannes il y a trois jours, et j'ai pressé les départements du Finistère et des Côtes-du-Nord d'y envoyer tous les secours qu'ils pourraient se procurer.

» Vous me dites, mes amis, de tenir ferme de mon côté, et qu'avec du courage nous anéantirons les Brigands. Vous me connaissez assez pour être certains que le courage ne me manquera pas; et, pour peu que je sois secondé, Brest et l'escadre seront conservés à la République; mais il faut que vous connaissiez ma position, en voici le tableau : Je n'ai pour toute garnison que trois cent dix-huit hommes, très-peu de troupes de marine et six cents hommes de réquisition, sans armes, et sur lesquels, d'ailleurs, on ne peut pas compter. La garde nationale est affaiblie par les détachements qu'elle a fournis à Prieur et à Tribout. Les matelots deviennent journellement plus difficiles à contenir. Les batteries des côtes n'ont pas pour leur garde et leur service un nombre d'hommes suffisant, et, parmi ceux qui y sont, il en est, peut-être le plus grand nombre, qui ne méritent pas grande confiance. Quoique les Anglais soient dehors avec vingt-huit vaisseaux de ligne, je crois bien qu'ils ne feront aucune tentative de ce côté-ci; mais si les Brigands perçaient dans les départements des Côtes-du-Nord et du Finistère, il leur serait facile de s'emparer de toutes les batteries qui, du côté de terre, n'offrent aucune résistance, et les campagnes sont tellement fanatisées, qu'ils y trouveraient de nombreux partisans. Je crois donc, citoyens collègues, que vous devez avoir les yeux tendus sur Brest, et employer tous vos moyens pour empêcher que les Brigands portent leurs pas de ce côté. Je vous observe qu'il n'y a plus de fusils dans les magasins, plus de pièces de campagne, et que la poudre commence à diminuer par les convois successifs qu'il a fallu faire. J'ai déjà écrit au Comité de salut public, je lui écris de nouveau. Je vous prie d'appuyer de votre côté les demandes que je lui fais, de canons, de fusils et munitions. »

Mais privés, dans la saison la plus rigoureuse de l'année, de tout ce qui fortifie le soldat, mais épuisés de fatigue, tourmentés par la dyssenterie, et le cœur en proie au mal du pays, les Blancs refusent de suivre leurs chefs, qui leur font entrevoir la possibilité de s'emparer de Rennes et de créer une Vendée bretonne. On leur dit que l'escadre anglaise, qui n'a pu arriver en vue de Granville, débarquera enfin les

armes et les munitions promises, lorsque, avec le concours des Chouans, ils seront maîtres du littoral dégarni de troupes.

A ces raisons, les paysans n'ont à opposer que la constance de leurs refus. L'Angleterre les a trahis. Qui sait, disent-ils, ce qu'elle ferait une autre fois? Préoccupés de ce soupçon, dont les généraux ne peuvent eux-mêmes se défendre, ils prient qu'on les ramène dans le Bocage. On se résout à diriger l'armée soit sur Angers, soit sur Saumur, où l'on espère ne pas trouver plus de résistance qu'au mois de juin.

La consternation était profonde dans le camp royaliste; elle ne l'était pas moins parmi les Révolutionnaires. Les habitants des cités, effrayés des massacres commis par l'armée patriote, qui, aujourd'hui sur un point et demain sur un autre, échappe ainsi à des représailles dont eux seuls, sédentaires, éprouvent le contre-coup, les habitants des cités ne se montrent pas aussi bien disposés que dans le principe à prendre fait et cause en faveur de la République. Ils ont frayeur des Vendéens, frayeur des campagnes dont ils connaissent l'esprit, encore plus frayeur de ces terribles représentants, qui exposent aussi facilement leurs jours que la sécurité des villes. Il n'y a plus de troupes pour protéger Rennes, plus de troupes pour s'opposer à la marche des Blancs. Tout est sujet de confusion, de désordre et d'inquiétude. Afin de remonter l'esprit public, Rossignol et Robert, son chef d'état-major, Tilly, Kléber, Dambarrère, Marceau, Westermann, Marigny, et les Conventionnels se déclarent en conseil de guerre permanent.

Kléber, qui par son audace et par la confiance qu'il inspire aux Bleus, a pris de l'ascendant sur les Conventionnels eux-mêmes, insinue à Rossignol que pour être général en chef il faut plus que du courage. Rossignol offre sa démission en s'écriant : « Si elle est refusée, je croirai qu'on veut perdre la République. » Et, sur l'avis de Kléber, il indique Marceau comme son successeur provisoire.

François-Séverin Marceau, né à Chartres le 1er mai 1769, d'un procureur au bailliage de cette ville, n'avait que vingt-quatre ans et demi. Soldat depuis son enfance, il s'était jeté dans la Révolution avec l'enthousiasme de cette époque.

D'exploits en exploits, il était arrivé au généralat. Sa noble physionomie, sa taille élevée avaient un ensemble de grâce et de majesté qui séduisait. D'une fierté souvent rude et sévère, il savait faire respecter son autorité en un temps où personne ne voulait obéir. Ami de la liberté, mais encore plus ami de la justice et de la discipline, il se montra en Vendée, comme sur les frontières, le plus implacable adversaire des excès et des réactions. Son patriotisme était aussi désintéressé que sa vertu était touchante; et lorsque, dans les défilés d'Altenkirchen, il fut, en 1796, frappé à mort par une balle tyrolienne, les Autrichiens et les Français, pour honorer tant d'héroïsme, déposèrent leur vieille haine sur sa tombe.

Marceau estimait et admirait les Vendéens; son esprit était assez élevé pour sentir qu'ils combattaient en faveur d'une sainte cause. A la prière de Kléber, il accepte les fonctions que Rossignol résigne; puis, dans ce même conseil de guerre, on distribue à chacun le poste qu'il doit occuper. Westermann est nommé commandant de la cavalerie, et on investit Debilly des fonctions de général de l'artillerie. Le 26 novembre, cinq jours après leur triple défaite, les Républicains peuvent encore tenir la campagne. Selon le plan de Kléber, Damas reste chargé du commandement de Rennes; et l'armée, à laquelle un véhément discours de Prieur (de la Marne) a rendu toute son activité, se dispose à un mouvement général. Kléber dirige la gauche, Boucret la droite, Canuel le centre, et Marigny reçoit ordre de harceler sans repos, à la tête de la cavalerie légère, les Vendéens, qui, au lieu de venir attaquer Rennes, rétrogradent sur Laval.

Après deux jours de marche, ils arrivent à Ernée; le lendemain, 23 novembre, ils sont à Mayenne; de là ils campent sous les murs de Laval. Partout sur leur passage l'image de la désolation et de la mort s'offre à leurs regards. L'incendie a détruit les bois, dévoré les maisons. Le fer des Bleus a massacré les traînards et les enfants. A chaque pas on rencontre des charrettes pleines de familles égorgées, et dont les conducteurs et les chevaux ont péri sous les mêmes coups. La route est jonchée de cadavres sans sépulture. La

mort les a déjà presque autant mutilés que les baïonnettes républicaines. Ce spectacle répand la terreur dans l'âme des plus intrépides. Au milieu de toutes ces victimes chacun rencontrait un parent ou un ami.

Le général Danican est chargé de s'opposer au passage des Blancs et de maintenir le plus longtemps possible les communications entre Angers et Rennes. Danican, qui, au dire de la commission militaire instituée à Laval, ne demande que huit jours pour exterminer les Brigands et les Chouans, a su les dernières défaites de l'armée révolutionnaire; et, n'osant pas se mesurer avec les paysans, il s'est dirigé en toute hâte sur Angers, qu'il met en état de siége. Maîtres de Laval, les Royalistes se portent aux prisons; elles sont vides. La commission militaire qui a régné pendant neuf jours dans cette ville ne leur a pas laissé le bonheur de délivrer leurs frères. La saison devenait plus rigoureuse. Le froid se faisait sentir avec force. Après deux jours passés à Laval, les Vendéens arrivèrent à Sablé; de là ils partirent pour la Flèche et s'avancèrent sur Angers, où de son côté l'armée républicaine, sous les ordres de Marceau, se rendait à marches forcées.

Le premier soin des clubistes de cette ville avait été de se délivrer de tous les prisonniers entassés à la maison du Calvaire, au séminaire et dans d'autres lieux publics; mais, à la veille d'un siége qui menaçait d'être fatal aux excès de leur *sainte Montagne*, ils ne purent se résoudre à un massacre général. Il fut décidé qu'on ferait sortir de la ville une partie des captifs, et que, sous prétexte de les transférer à Paris, on s'en débarrasserait au plus vite. Le convoi laissa Angers le 27 novembre. Il n'était composé que de femmes garrottées comme des criminels. Parvenue aux Ponts-de-Cé, l'escorte remet à Pavé, capitaine d'artillerie, l'ordre de fusiller ces infortunées, au nombre desquelles se trouvait madame de Castelnau. Pavé déclare qu'il n'est pas un assassin et qu'il n'obéira pas. Alors, prenant sur lui-même une résolution d'humanité qui a bien des périls, il dirige vers Paris ce troupeau de détenues. On les oublia dans les prisons de la capitale jusqu'au 9 thermidor, qui leur fit recou-

vrer la liberté. Le second convoi fut moins heureux. Dès le mois de mars 1792 l'administration départementale de Maine-et-Loire avait fait caserner les prêtres non assermentés. Un décret du 26 août les déporta, et une partie de ces ecclésiastiques fut jetée à la côte d'Espagne. Les vieillards et les infirmes, au nombre de quatre-vingt-dix, étaient dans l'impossibilité d'obéir au décret de proscription : les uns furent écroués au séminaire, les autres à la Rossignolerie. Le 8 octobre 1793, Francastel arrive à Angers en même temps que Carrier à Nantes. Ils sont tous deux investis des mêmes pouvoirs, ils ont tous deux les mêmes intentions. Francastel crée un comité révolutionnaire, et la garde nationale d'Angers, qui se lassait de veiller autour de tant de prêtres, s'adresse à ce comité pour qu'il la délivre de « ces vieillards dévots et tremblants, reste impur d'une secte proscrite ». Ce sont les termes mêmes de la motion. Francastel abonda dans les vues des motionnaires. Il propose trois questions au comité. Il demande : Les enverrons-nous à Nantes? les ferons-nous fusiller au coin d'un bois, ou leur ferons-nous faire la pêche au corail? Le registre du Comité révolutionnaire indique qu'on les dirigea sur Nantes. Mais le 29 novembre 1793, en vertu d'un ordre secret de Francastel, Goupil, un de ses séides, fit jeter à l'eau tous ces prêtres en vue du château de Mont-Jean. C'était ce que le Comité d'Angers appelait *faire la pêche au corail.*

Les représentants Francastel et Esnue-Lavallée se sont renfermés dans la place où le général Beaupuy, l'un des héros de la bataille de Laval, a été transporté. Le 3 décembre l'armée républicaine, où la discorde règne entre Prieur et Kléber, entre Rossignol et Marceau, qui tour à tour se menacent et se réconcilient, est partie de Châteaubriant pour Angers. Le conventionnel Levasseur (de la Sarthe) y a fait son entrée. Chargé par le Comité de salut public d'accourir partout où les paysans tenteraient de passer la Loire, Levasseur est, comme ses collègues Bourbotte, Prieur, Merlin (de Thionville) et Lecarpentier, un de ces hommes qu'agite la fièvre révolutionnaire, et devant l'énergie desquels il faut que tout cède sous peine de mort. Le Comité de salut public

lui adjoint comme aide de camp, comme conseil et espion, un révolutionnaire de bas étage nommé Mogue. Ce Mogue, protégé par les Jacobins, est l'ami de Ronsin et de Rossignol, avec lesquels il fait des affaires. Cela voulait dire piller et tuer révolutionnairement.

Levasseur a coupé les ponts de la Loire, il a placé Saumur en état de siége; et, avant même l'arrivée de Marceau, il a ordonné, pour enlever aux Royalistes leurs moyens habituels d'action, de détruire les maisons les plus avancées du faubourg. Avec les conseils de Beaupuy, il a fortifié les points les plus faibles, disposé les batteries, fait de larges fossés aux Mortiers, sur la route du Mans, et couvert les chemins de gros arbres abattus pour entraver la marche des insurgés. Il a enfin organisé le service et rassuré les Angevins contre toute surprise.

L'avis de Levasseur n'a point été complétement suivi. Les Vendéens s'embusquent dans les maisons et commencent à tirailler sur les assiégés. C'était le 4 décembre. Ils avaient espéré que les retards de Marceau, que la précipitation de leur marche, que leur attaque inopinée surtout, jetteraient le trouble dans la ville; mais soutenus par Levasseur, intimidés par Francastel et Esnue-Lavallée, les habitants, dont une partie aurait volontiers fait cause commune avec les paysans, désirent laver la honte dont au mois de juin ils se couvrirent en laissant leur cité sans défense à l'ennemi qui s'y présentait de nouveau.

Il y avait à peu près quatre mille soldats en état de guerroyer. Cette garnison se composait des 29e et 78e de ligne, du cinquième bataillon de Paris, du bataillon de l'Unité et de celui des vétérans. Boucret et Danican les commandaient. Le lendemain 5, vers midi, la Rochejaquelein fait battre la générale. Un feu vif et meurtrier, dirigé sur la ville par l'artillerie de Pérault et de Baugé, a bientôt entamé les murs et ouvert une brèche. Les canons républicains, soutenus par l'infanterie, ripostent de la porte Saint-Aubin jusqu'à la Haute-Chaîne. La garde nationale d'Angers, que Levasseur électrise, est aux postes les plus périlleux, recevant des munitions et des secours de toutes les femmes, que le danger

n'effraye plus. Beaupuy, quoique blessé grièvement, se fait porter sur les remparts pour surveiller la défense et animer les troupes, qui, comme la garde nationale, affrontent une mort inévitable; car les murailles de la ville sont si peu élevées que les assiégés, la tête et la poitrine toujours à découvert, reçoivent partout des coups mortels. Lebreton, officier municipal, et le jeune de Serrant, qui commande un bataillon de volontaires, périssent au premier choc.

Les généraux royalistes savent de quelle nécessité est pour leur armée la prise immédiate de cette ville. Ils poussent les Vendéens à l'assaut. Ils leur disent qu'Angers n'a point de murailles de fer, et qu'après le siége de Granville ils ont promis d'enlever cette place à la baïonnette. Stofflet va plus loin. A ces paysans exténués par des privations de toute espèce il promet le pillage.

Malgré l'horreur de leur situation, malgré les cruautés des Bleus, les Blancs frémissent à cette proposition. « Si nous nous permettions un tel crime, s'écrient-ils, Dieu nous punirait, et il serait juste. » La Rochejaquelein approuve ces paroles; mais, pour doubler l'élan, il saute à bas de son cheval, arrache un fusil à l'un de ses fantassins, monte à la brèche et cherche à entraîner les Blancs. Leur contenance est morne, indécise. Ils n'osent braver les feux de mousqueterie que le général Beaupuy et le chef de brigade Ménard dirigent sur eux, et ils se contentent pendant toute la journée de nourrir leur canonnade. La canonnade elle-même devait bientôt leur manquer. L'artillerie royale, n'ayant plus de boulets de calibre, se voyait réduite à en mettre deux petits dans une pièce de huit. Les gargousses de proportion s'épuisaient aussi. La position n'était donc pas tenable.

Les Vendéens provoquaient une sortie de la garnison, se berçant de l'espoir de terminer la lutte par un combat décisif; mais Beaupuy et Levasseur refusent de venir en aide à un désespoir sur lequel ils ont compté. Ils traînent en longueur, attendant toujours la colonne de Marceau, qui prendra les assiégeants par derrière et les placera ainsi entre deux feux.

Il fallait adopter un parti. Les chefs royalistes se réunis-

sent dans le monastère de Saint-Serge. Là, sans s'arrêter à tous les projets mis en avant, les uns pour tenter une fausse attaque par les Ponts-de-Cé, afin de protéger le passage de la Loire à Ingrande, les autres pour combler le Port-Airvault, qui, encombré de fascines, favorisera l'escalade, la majorité du conseil se prononce pour un assaut général, abandonnant à Dieu le soin de veiller sur l'armée en cas de revers.

La Rochejaquelein, Piron, Forestier, Beaucorps, Lusignan et les autres chefs se jettent à la brèche de la porte Cupif. L'attaque et la défense sont furieuses. Boispréau, Fleury, de la Porte et Rynchs s'élancent sur les pas de Forestier. Tous sont mortellement atteints à ses côtés. La Rochejaquelein n'en poursuit pas moins son plan. Malgré les matières inflammables et les pierres qu'à travers les feux de peloton les assiégés font pleuvoir sur lui, il va enlever d'escalade le point menacé et pénétrer dans la ville, lorsque des décharges de mousqueterie se font entendre sur les derrières de son armée.

C'était le Républicain Marigny qui, avec sa cavalerie volante, se ruait sur l'arrière-garde des assiégeants.

Ce feu inattendu est le signal de la retraite. L'armée se croit attaquée par l'avant-garde de Marceau : elle recule, se disperse; et Marigny, profitant de la confusion qu'il a répandue, se met à la poursuite des paysans. La cavalerie royale marche contre lui. Tout couvert de blessures, Richard-Duplessis, avec un escadron vendéen, fond sur les hussards. Son cheval l'emporte au milieu d'eux. Il tue le premier qui se présente; et apercevant le général Marigny, qui accourt au galop : « Je viens, dit-il, de tremper mon bras dans le sang d'un Républicain. Je suis à demi mort. Achève-moi. »

Un tel courage fait impression sur Marigny. Il veut qu'on épargne Richard-Duplessis. Marigny lui jette son mouchoir, afin qu'il puisse étancher le sang dont il est inondé, et il lui demande : « Qui vous pousse donc à faire la guerre? — Notre propre défense, s'écrie Richard. Ne nous massacrez-vous pas sans pitié? »

Ces paroles sont le plus éloquent résumé des griefs de la Vendée contre la Révolution.

Les Républicains en saisissent la justesse, ils lui font grâce. Richard retourne à pied et sans armes vers la Rochejaquelein. Afin de ne pas rester en arrière d'une générosité alors si peu commune, celui-ci s'empresse de renvoyer tout équipés à Marigny les deux seuls cavaliers faits prisonniers dans cet engagement. Il les charge de remercier leur général. Il lui offre toujours dix prisonniers pour un. C'est, au milieu de ces scènes de carnage, un épisode de chevalerie qui repose le cœur. Cinq minutes après, Marigny, courant à toute bride à la poursuite des fuyards qui prennent la route de la Flèche, est frappé d'un boulet de canon. Il meurt au milieu de ses cavaliers.

Les Vendéens eurent des regrets pour cet ennemi, dont les derniers moments avaient été consacrés à un acte d'humanité; mais le général fut heureux de trouver le trépas sur un champ de bataille. Sa destitution était arrêtée; et elle devait lui être notifiée à Angers, dont il venait de sauver les murailles. Il n'avait d'autre crime à se reprocher que d'être humain. Il s'appelait Bouin de Marigny. Il était issu d'une noble famille du Poitou. La liberté et l'égalité, ainsi que les entendait le Comité de salut public, n'oubliaient jamais ces deux titres à la proscription. Il était mort. La Convention désira honorer sa mémoire.

Vingt jours après, elle décréta que le cheval que cet officier montait dans le combat serait offert au citoyen Marigny, son père, comme un hommage de la République.

Le siége d'Angers avait duré cinquante heures. Au moment où les Vendéens se retirèrent, une de ces folles ivresses auxquelles toujours le sang se mêle s'empara des habitants. Ils couronnèrent de lauriers l'enceinte de leur ville, et, selon les termes mêmes de la proclamation des représentants, « ils firent une procession lustrale, ils brûlèrent l'encens de la patrie pour purifier les murs de la souillure des Royalistes ». Ils dansèrent; mais le 16 frimaire an II (6 décembre 1793) les Conventionnels en mission voulurent à leur manière partager cette joie : ils prirent un arrêté ainsi conçu :

« Toutes les têtes des Brigands tués pendant le combat des deux jours seront coupées et disséquées pour être exposées sur les remparts au bout des piques. »

Cet arrêté, auquel des sauvages seuls pouvaient applaudir, fut accueilli par la municipalité. Il reçut même un commencement d'exécution; mais les médecins travaillèrent si lentement à l'opération, qu'il fallut y renoncer avant d'avoir pu scalper tous ces trophées de guerre civile.

La Révolution était condamnée à se priver d'un spectacle. Elle ne devait pas voir autour des murs d'Angers, devenus une espèce de succursale du sérail, les têtes de ses ennemis morts; elle se rejeta sur les vivants. Des prisonniers avaient été faits au moment de la retraite des Vendéens. Parmi eux on comptait Marcombe, Morna, madame de Civrac, abbesse d'Angoulême, madame d'Aubeterre, abbesse de Fontevrault, et plus de cent cinquante laboureurs. Tout cela périt en moins de quarante-huit heures. Madame d'Aubeterre avait quatre-vingt-deux ans. Elle était aveugle, mais pleine de vertus et de charité. Morna était encore un enfant qui ne consentait pas à livrer sa vie sans combat. Il résista. Les Bleus déchirèrent son corps à coups de baïonnette; puis on le traîna au port de l'Ancre. « A genoux! » lui disent ceux qui s'apprêtent à le fusiller. Morna, tout sanglant, s'échappe de leurs mains. Il se jette dans les marais, et là les exécuteurs le traquent et le tuent comme un canard sauvage.

Durant trois jours ce fut une boucherie : le sang coula sur tous les points de la ville. Mais les prisonniers manquèrent bientôt à Francastel et à Esnue-Lavallée. Les deux conventionnels se virent forcément voués au repos.

CHAPITRE XI.

Diversion tentée par Pierre Cathelineau et la Bouère. — Défaite de Desmares. — Barra et les honneurs du Panthéon. — Retraite sur le Mans. Maladies dans le camp royaliste. — Henri de la Rochejaquelein Flèche. —Westermann poursuit l'armée royale. — Affaire de Pontlieue. — Bataille du Mans. — Massacre des Vendéens dans la ville et dans les campagnes. — Cruautés républicaines. — Le général Marceau et mademoiselle des Melliers. — Retour des Vendéens vers la Loire. — Leur arrivée à Ancenis. — La Rochejaquelein involontairement séparé de son armée. — Fleuriot général en chef. — Bataille de Savenay. — Marigny et les généraux républicains. — Nouveaux massacres. — Ce qu'a fait la grande armée pour la monarchie et pour la liberté. — Sa fin.

Au moment où la prise d'Angers pouvait encore permettre aux Vendéens de revoir leur pays, Pierre Cathelineau et la Bouère, dont les rassemblements s'étaient dispersés après leur marche sur Noirmoutier, conçurent le projet d'une diversion utile à l'armée de M. Henri. Ils avaient calculé qu'elle chercherait évidemment à pénétrer dans le Bocage par les Ponts-de-Cé, et, afin de lui faciliter le passage, ils parlaient d'assaillir la nombreuse garnison de ce poste. Les paysans avaient accueilli avec empressement cette idée. Ils allaient au-devant de leurs frères, de leurs amis, de leurs voisins; mais la poudre qu'ils apportaient était ou avariée ou mouillée. Pourtant on se réunit au Pin-en-Mauges, et ce petit corps expéditionnaire se mit en route.

Des succès partiels deviennent pour lui un stimulant. Le 30 novembre, la Bouère et Pierre Cathelineau attaquent le général Desmares, qui commandait la division de Bressuire. Desmares est battu, il se retire sur Cholet; mais à peine arrivé dans cette ville, il s'occupe de pallier le malheur de ses armes et d'arranger sa défaite en victoire. Le 1er décembre 1793, il adresse au ministre de la guerre un rapport ne le cédant en rien à ceux de tant de généraux qui exterminent tout dans leurs bulletins triomphateurs.

« Les Brigands, y lit-on, commençaient un rassemblement considérable de ce côté-ci de la Loire. Deux de nos

détachements battus successivement, un troisième détachement taillé en pièces excitaient leur courage et augmentaient leurs prosélytes. Déjà au nombre de quatre mille, ils menaçaient Cholet et Saint-Florent.

» J'ai été me porter à Jallais, d'où j'ai envoyé incendier leurs repaires. Ils ont hier (30 novembre) fondu sur nous. Quelques lâches et fuyards ont pensé mettre la déroute dans l'armée; mais la majeure partie s'est montrée ce qu'elle est. Nous n'étions pas sûrement la moitié de la force des Brigands; cependant, après trois heures de combat, nous les avons mis en pleine déroute, nous les avons poursuivis plus de trois quarts de lieue, la baïonnette dans les reins. »

Les paysans vainqueurs s'acheminaient vers la Loire; Desmares vaincu cherchait un refuge dans Cholet, ainsi que le prouve la date même de son rapport, et cependant sa victoire fut enregistrée au *Moniteur.* Cette affaire, comme tant d'autres, sans influence réelle, ne nous occuperait pas longtemps si un événement particulier n'y venait révéler la tactique des Révolutionnaires. Il faut encore laisser parler Desmares, dans son rapport du 18 frimaire an II. Ce rapport est inséré au *Moniteur* du 27 frimaire (17 décembre 1793).

« J'implore ta justice et celle de la Convention pour la famille de Joseph Barre. Cet enfant m'a accompagné depuis l'année dernière, monté et équipé en hussard. Toute l'armée l'a vu charger toujours à la tête de la cavalerie; elle a vu ce généreux enfant terrasser deux Brigands qui avaient osé l'attaquer. Ce faible enfant, entouré hier (30 novembre) par les Brigands, a mieux aimé périr que de se rendre et de leur livrer deux chevaux qu'il conduisait. Se bornant à sa nourriture et à son habillement, il faisait passer à sa mère ce qu'il *pouvait se procurer.* Il l'a laissée avec plusieurs filles et un jeune frère infirme sans aucune espèce de secours. Elle demeure à Palaiseau, district de Versailles. »

La Convention se rendit au vœu de Desmares. Joseph Barre, dont on poétisa le nom en le changeant en Barra, et qui de hussard maraudeur fut métamorphosé par la légende révolutionnaire en tambour battant la charge, reçut les honneurs du Panthéon. Une pension de mille francs fut

accordée à sa mère, et dans des vers que la circonstance n'a pas fait oublier (le *Chant du départ*), Chénier proposa pour modèle à la jeunesse française la mort de ce volontaire, que tous les arts à l'envi s'empressèrent de populariser. Ce fut une habile politique. Par là, on prouvait au peuple que le plus obscur de ses enfants grandissait en servant la patrie. On tirait du néant les noms ignorés, les faits d'armes dont l'éclat emprunté rejaillissait sur les masses toujours avides de merveilleux, toujours inclinant vers l'orgueil. On flattait cette passion de vanité qui, bien exploitée en France, produira sans cesse des miracles; et le peuple, fier du triomphe décerné à un de ses plus infimes gamins, s'associait à sa gloire. C'est ainsi que la Convention affermissait son pouvoir. D'un côté elle régnait par la terreur, de l'autre par l'enthousiasme. Elle tuait ou elle électrisait. A ses défenseurs elle dressait un piédestal; à ses ennemis elle envoyait la mort ou toutes les malédictions patriotiques qui se transmettent comme un héritage dans les âmes éprises de démagogie.

Desmares et sa division avaient fui. A Paris, cependant, on chantait leur victoire; mais la colonne de la Bouère et de Cathelineau, sans être inquiétée, s'avançait pour tenter sa diversion. Elle traverse les villages de Sainte-Christine, de Saint-Laurent de la Plaine, et, au bruit du canon qui tonne sur Angers, elle arrive au château du Plantis. Là, ce bruit sourd de l'artillerie commence peu à peu à s'éloigner. Bientôt il cesse de retentir. Alors les paysans jugèrent que la grande armée avait échoué dans son entreprise. Leur intervention devenait improductive pour elle, dangereuse pour eux. Ils s'égaillèrent ou se rabattirent sur Jallais. Les Républicains se hâtèrent de les assaillir. Les Républicains furent repoussés; mais Pierre Cathelineau et la Bouère ne crurent pas sage d'exposer ainsi leurs volontaires sans pouvoir même prétendre à un succès utile; ils les renvoyèrent dans leurs foyers.

Westermann cependant a remplacé Marigny, son frère d'armes, dans la poursuite des Vendéens. L'armée de Marceau est accourue peu d'heures après la levée du siége

d'Angers, et aussitôt Kléber s'est porté en avant avec sa division pour préserver la place des nouvelles attaques que la nécessité forcerait peut-être les Royalistes à tenter. Au moment de partir, une entrevue touchante a lieu entre ce général et Marceau.

Un courrier du Comité de salut public a remis au jeune général en chef la confirmation provisoire du grade dont Kléber le fit investir par Rossignol, démissionnaire; mais dans ces dépêches il se lit une injonction de suspendre Kléber, Haxo et Marigny. Marceau a tenu cette dépêche secrète. Il ne veut pas se séparer de son plus ferme appui, et il va en référer au Comité de salut public, lorsque arrive un nouveau courrier. Le conseil exécutif de la Convention a réfléchi. Il maintient Kléber dans ses fonctions. Alors Marceau lui fait part des ordres qu'il avait reçus contre lui et des inquiétudes qui l'avaient tourmenté, puis il termine par ces mots : « En acceptant le titre de général en chef, je prends pour moi les dégoûts et la responsabilité, et je ne demande que le commandement de l'avant-garde au moment du danger. — Sois tranquille, s'écrie Kléber, nous nous battrons et nous nous ferons guillotiner ensemble. »

C'était la seule perspective laissée, la seule récompense accordée par la Révolution à ses généraux les plus instruits ou les plus heureux. Et la preuve irréfragable de ces égorgements de généraux se trouve dans les archives du Comité de salut public. La Révolution décréta la liberté, l'égalité, la fraternité ou la mort. La mort tenait l'armée elle-même sous le coup de la terreur, et nous comptons plus de trente généraux républicains, gentilshommes ou enfants du peuple, qui, dans l'espace de quinze mois, périrent par ordre de la Révolution. Parmi ces victimes on remarque le duc de Lauzun-Biron, Alexandre de Beauharnais, Luckner, Custine, d'Aoust, la Marlière, Jean de la Noue, Arthur Dillon, Charles de Flers, Eustache de la Noue, Houchard, Lécuyer, Ronsin, Brunet, Michel Laumur, Marcé, Tabari, Beysser, Westermann, Guillaume, Coustard, Desmares, Quétineau, Boisguyon, Delatre, Devaux et Miackinski.

Hoche, Marceau, Kléber, Pichegru, Bonaparte et Moreau

furent, à diverses reprises, jetés dans les cachots ou suspendus par cette République, dont à force de bravoure et de talents ils rachetaient une partie des crimes.

Ce tableau nécrologique, qui, à notre connaissance du moins, n'a jamais été fait, nous semble aussi instructif que désolant. Après l'avoir esquissé, il ne nous reste qu'à poursuivre notre récit.

Kléber d'un côté, Westermann de l'autre, sont donc partis afin de harceler les débris de la grande armée. Partout sur leur passage ils rencontrent des traces de deuil ou de souffrances. Ici, ce sont des feux éteints de bivouac qu'entourent des cadavres de femmes, de vieillards et d'enfants morts de froid ou de la contagion qui affaiblit l'armée; là, on entend les cris des blessés; plus loin, de nouveaux, mais de toujours lugubres spectacles frappent les regards. Au milieu de cette désolation, Westermann n'accorde aucun repos à la Vendée, qui, n'écoutant même plus la voix de ses chefs, se retire vers la Flèche. Tout ce qui s'arrête dans les fermes, tout ce qui tombe d'épuisement sur la route, périt à l'instant même. Westermann n'est pas homme, ainsi que Marigny, à faire merci au courage malheureux ou à la faiblesse.

Aux environs de Baugé, il atteint l'arrière-garde. Le pont de Duretal étant coupé, la Rochejaquelein a été forcé de changer son itinéraire. A sa vue, les Bleus lancent les obus de leur artillerie volante; mais Piron, qui, dans cette campagne, s'est toujours montré le héros de Vihiers et de Coron a sollicité comme une faveur les dangers de l'arrière-garde. Bientôt Westermann est refoulé jusqu'au château de Jarzé qu'il a incendié, et dont les flammes s'élèvent dans la campagne ainsi qu'un phare de sinistre présage. Piron le poursuit à son tour. Après un engagement de quatre heures, les Républicains se replient sur Suette. L'armée vendéenne, maîtresse sans combat de Baugé, y passe les journées des 6 et 7 décembre, mettant un peu de régularité dans toutes ses confusions et se ralliant enfin à la voix de M. Henri. La Rochejaquelein, pour ranimer les esprits consternés, leur parle de leurs devoirs si noblement remplis, des sacrifices qu'ils se sont imposés; il leur dit qu'avec du courage ils

doivent sortir de la position dans laquelle des fautes sans nombre et leur désobéissance peut-être les ont placés. La Rochejaquelein exerçait sur ces hommes si simples et pourtant si héroïques un empire que chefs et soldats étaient heureux de reconnaître. Le calme rentra dans ces imaginations malades de vertige : ils souffrirent encore, mais du moins ils souffrirent sans se plaindre.

A Baugé, on invite à rassembler les vivres et les munitions qu'on trouvera dans les campagnes. Les recherches ne produisent qu'une certitude plus complète de disette. Les bestiaux, les grains, les fourrages, tout a été enlevé des métairies et conduit à Saumur, dans l'intention d'affamer l'armée.

Le lendemain, 8 décembre, au point du jour, elle se dirige vers la Flèche. C'est pendant ce trajet que Beauvolliers, intendant général des Vendéens, disparaît laissant intacte la caisse militaire. Beauvolliers ne pouvait se consoler d'avoir été accusé de trahison sur la côte de Granville, lorsque avec le prince de Talmont il descendit vers la mer pour protéger le départ de quelques dames. Il avait surtout un vif chagrin de la levée du siége d'Angers, où sa femme et sa fille étaient prisonnières. Il partit donc, ne prévenant que madame de Lescure et se confiant à la garde de Dieu; ce que plus d'un chef tentera après lui, tant l'image de toutes ces désolations était navrante.

D'autres désastres attendent les Blancs à la Flèche. Ils sont pressés entre la ville qui se défend et les colonnes de Westermann, de Legros et de Muller qui les harcèlent. Placés entre ces deux feux et ayant en face la rivière du Loir, dont le pont est coupé, ils se voient dans la plus effrayante des situations. Il n'y a pas même pour eux le choix de la mort; tout le monde frémissait. La Rochejaquelein se dévoue au salut de tous; il choisit quatre cents cavaliers et autant de fantassins en croupe, il remonte le Loir, grossi par les pluies, découvre un gué sur une chaussée couverte d'eau et le traverse au milieu d'une nuit de décembre: ses volontaires le suivent. Ils surprennent et culbutent la garnison. Après un pareil trait d'audace, M. Henri s'empare de la Flèche, que le général Chabot et le représentant Garnier

(de Saintes) évaçuent pour se retirer au Mans. Ce n'est pas assez pour M. Henri ; il entend gronder le canon sur la route de Baugé. Son arrière-garde est aux prises avec Westermann. M. Henri paraît débouchant de la ville dont il s'est rendu maître. Les Vendéens le voient accourir à leur aide. La force leur revient, et encore une fois les Bleus fuient devant lui. Dans ce combat périt un des plus braves officiers de l'armée du centre, qui possédait toute la confiance de Royrand, mort lui aussi des suites de sa blessure reçue à Laval.

De Verteuil, ancien officier au régiment de Languedoc, n'avait pas voulu à Cholet séparer sa destinée de celle de la grande armée. Il l'avait suivie dans ses gloires et dans ses désastres, dont il eut sa bonne part. Il se tenait à côté de Piron, lorsqu'un des derniers boulets lancés par l'artillerie de Westermann lui fracassa les deux jambes.

Le prince de Talmont, quelques heures avant ce choc, avait donné à l'armée un exemple de sang-froid. Selon son habitude, il marchait seul. Un hussard républicain le reconnaît à son écharpe blanche, il le défie au combat. « Je t'attends ! » lui crie le prince, qui, selon une locution vendéenne, était rapide au feu. Le hussard fond sur lui au galop ; les sabres se croisent, Talmont est légèrement blessé ; mais du même coup il partage la tête de son adversaire, et poursuit tranquillement son chemin. C'était bravement jouer sa vie. Républicains et Royalistes qui assistaient d'assez près à ce duel improvisé confondirent un cri d'admiration en l'honneur du général.

Vingt-quatre heures de repos à la Flèche ont augmenté l'incertitude des Blancs. Ils ne savent où diriger leurs pas ; pourtant il faut partir. L'armée républicaine, que la Rochejaquelein a repoussée par un prodige, va reparaître plus nombreuse, et il est impossible de risquer une bataille dans l'état d'affaiblissement moral et physique où sont les officiers et les soldats. A la Flèche encore, une proclamation révolutionnaire est répandue dans les rangs ; elle annonce qu'il n'est plus besoin de passe-ports pour voyager dans l'intérieur de la France. Cette proclamation trompeuse encourage les volontaires à se démunir de leurs fusils et à reprendre le

chemin de leur Vendée tant regrettée. C'était un moyen de désertion habilement calculé par les Conventionnels. A la nouvelle de cette espèce d'amnistie, leurre funeste qu'ils doivent payer de leur vie, un certain nombre de Royalistes quittent le drapeau, et, pleins de confiance, ils retournent vers la Loire. Westermann leur barre la route, ses soldats les égorgent sans pitié.

Pour obvier à ces erreurs aussi funestes à l'armée qu'aux paysans, se laissant abuser par les promesses des Bleus, la Rochejaquelein adopte de sévères mesures. Après avoir discuté en conseil les différents avis des généraux qui veulent les uns tenter le passage de la Loire entre Saumur et les Ponts-de-Cé, les autres attendre à la Flèche les Républicains, contre lesquels ils risqueront un suprême combat, on se décide à suivre la route du Mans. Le pont provisoire que M. Henri a fait établir est brûlé, et, à la pointe du jour, le 10 décembre 1793, l'on part de la Flèche.

Il était temps. Westermann est à sept heures et demie en face de ce pont brûlé. Il a le Loir à franchir et il voit les insurgés défiler; un tel obstacle ne devait pas longtemps arrêter un pareil homme. Il s'élance à la nage; ses cavaliers l'imitent; les fantassins passent la rivière dans des barques ou sur des poutres jetées en guise de pont; puis il est dans la ville, où il saisit les traînards qu'il massacre, où il s'empare des caissons et des bagages abandonnés faute de transports. A la piste des cadavres épars sur le chemin, il suit l'armée royale, qui avance toujours vers le Mans; mais redoutant, pour la première fois, d'attaquer sans ordre, il s'arrête sur les hauteurs de Foulletourte. Le général Chabot, les représentants Garnier et Thirion, la Morandière, maire du Mans, dont le nom se lie d'une façon si déplorable aux tristes souvenirs de la prise de cette ville, sont, avec la cavalerie légère de l'adjudant général Decaen, au pont de Pontlieue. L'ancien a été brisé. Des ouvrages avancés protégent le nouveau, et l'avenue qui conduit au Mans est garnie de chausse-trapes. Les Républicains ont bien essayé une faible résistance au Pontlieue, mais leur garnison et les habitants, au nombre de quatre mille, reculent aux premières dé-

charges de l'artillerie. A cinq heures du soir, le 10 décembre 1793, les Vendéens, forts encore d'à peu près vingt-cinq mille combattants, entraient dans la cité par toutes les issues. Ils avaient fait deux ou trois cents prisonniers dans la déroute de Pontlieue. Ces prisonniers sont enfermés au couvent des Ursulines. Selon les lois de la guerre promulguées par la Révolution, ils doivent être fusillés; mais comme à Laval des femmes se jettent entre eux et leurs vainqueurs. Madame du Rancher et ses filles venaient, comme tant d'autres, de sortir des cachots où les avait plongées le Comité révolutionnaire du Mans. La Morandière avait voulu les faire toutes périr. Préservées de l'échafaud par des Royalistes, elles mettent à profit la liberté qu'elles ont recouvrée pour implorer de la Rochejaquelein la grâce des Bleus. Leur prière est exaucée. Le même jour, Lafosse-Desportes, habitant de la ville, intéresse d'Autichamp en faveur de plusieurs patriotes et du municipal Fay gravement compromis dans la Révolution. D'Autichamp les couvre de sa protection.

Marceau, avec ses troupes, a rejoint les Bleus que Chabot et Westermann commandent. Kléber, de son côté, se détache de la rive droite de la Loire. Il est, le 12 décembre, en position au petit bourg des Perrays; mais l'infatigable Westermann n'accorde pas un moment de répit aux fatigues des Blancs. La Rochejaquelein a pris à la hâte quelques précautions pour défendre la ville, et, avec Forestier et trois mille hommes, il s'avance en rase campagne, afin de tenir tête à Westermann, embusqué dans un bois de sapins. M. Henri laisse approcher les Bleus. Le choc des Royalistes est si terrible que la division de Muller se débande; celle de Westermann va subir le même sort, mais Marceau accourt et change la face de cet engagement, qui, sans lui, allait devenir un désastre pour les Républicains. Les Vendéens se replient sur la ville, et alors Marceau propose à Westermann d'attendre la colonne de Kléber, qui est annoncée, et d'agir après d'une manière moins sanglante et plus décisive. Le représentant Bourbotte, cet homme qui a tant de fois exposé sa vie et celle des autres, ne veut plus que des tentatives militaires soient hasardées. Il a appris à connaître les Royalistes;

il sait que pour les vaincre il faut les attaquer avec des masses, jamais dans ces combats partiels où ils ont toujours l'avantage, et Bourbotte, qui, avec Prieur (de la Marne), son collègue, est en marche, précédant la division de Kléber, écrit à Marceau « de s'opposer à tout coup de tête de l'aventureux Westermann ». A la lecture de cette dépêche, dans laquelle il est menacé de toute la sévérité de la Convention s'il outre-passe les ordres qui lui sont intimés, Westermann rugit et s'écrie : « Ma position est au Mans; l'ennemi est ébranlé, je dois en profiter. — Tu joues gros jeu, citoyen, réplique Marceau; n'importe, je te soutiendrai. » Sur cette assurance, Westermann pousse son cheval dans la rivière.

En rentrant dans la ville, la Rochejaquelein, qui pour cette brillante sortie a été vaillamment soutenu par les Angevins de Martin la Pommeraie et de d'Autichamp, par les Bretons de Georges Cadoudal et de Mercier, cherche à réunir son armée, que les Bleus, plus forts que jamais, vont cerner sur divers points. Un spectacle plein de désolation et de découragement frappe ses regards. Les paysans, que la disette des dernières semaines et que la fatigue de tous les jours ont exténués, avaient trouvé au Mans des vivres en abondance. Ils s'étaient jetés sur les viandes et sur le vin avec une de ces voracités que l'inanition seule peut expliquer. Les uns sont plongés dans une profonde ivresse; les autres, couchés dans les rues ou sur la place des halles transformée tout à coup en dortoir, en parc d'artillerie, en quartier général et en camp, dorment de cet épais sommeil qu'amènent de longues insomnies.

Saisi d'effroi, M. Henri cherche à les tirer d'une torpeur qui pour eux est la mort. Ses paroles, ses efforts, ceux des autres chefs, tout est inutile; c'est à peine s'il réunit autour de lui douze mille hommes en état de combattre. Il les dirige en trois colonnes, et prend les dispositions que le temps et l'obscurité lui permettent de combiner pour protéger ces masses inertes que le sommeil ou l'ivresse empêchent même de se défendre. Alors Westermann, qui a traversé la rivière de l'Huisne, se place à la tête de ses plus intrépides bataillons; il marche sur la ville dans un profond silence.

Tout à coup la charge sonne, la générale bat; les Blancs surpris ne défendent ni le pont ni les retranchements. Westermann les chasse devant lui ou les taille en pièces, avançant toujours en colonnes serrées. Il brise les barricades élevées par Talmont, il va même pénétrer dans la ville; mais le prince est au milieu des siens. Il se précipite sur la cavalerie républicaine, l'arrête, la force à combattre, et du même coup fait tonner une batterie dont ses cavaliers avaient masqué les mouvements. Le désordre était grand; cette résistance, sur laquelle n'ont point compté les troupes de Westermann, les atterre et les disperse. Les grenadiers d'Armagnac s'ébranlent; le général révolutionnaire est à leur tête. De la voix et de son sabre déjà teint de sang, il rassure ceux que la terreur dominait. Pour se maintenir dans la ville, il faut que l'armée républicaine occupe le Puits des Quatre-Roues, carrefour qui livre entrée sur les principales rues. C'est le but des efforts de Westermann.

Témoin de cette lutte au succès de laquelle est attaché le destin de l'armée, la Rochejaquelein enjoint à Marigny de pointer ses canons sur les rues aboutissant à la place des halles; il jette des tirailleurs dans toutes les maisons, et par ces mesures écarte les assaillants. A neuf heures du soir, Marceau, guidant l'armée de Cherbourg, arrive au secours de Westermann. Quatre pièces de canon sont enlevées aux Royalistes; Marceau les tourne contre eux. Les Blancs se retirent dans les maisons; de chaque fenêtre ils font une meurtrière; ils tiraillent ainsi sans laisser aux Bleus un moment de repos. Dans l'alternative de reculer ou de sacrifier une partie de ses troupes, Marceau commande d'occuper toutes les rues avoisinant les points où l'armée royale s'est retranchée, et il dispose le reste de ses soldats de manière à ne laisser libre aucune communication entre la place des halles et la ville.

La position était décisive, mais il fallait la garder. D'un moment à l'autre, les Vendéens, entraînés sur les pas de la Rochejaquelein ou de quelque autre chef, pouvaient tourner les troupes républicaines, et, ainsi exposées sans moyen de retraite, les forcer à un combat dont Marceau calcule en

frémissant les désavantages. Kléber seul devait le tirer de cette situation entre la victoire ou la défaite, et Kléber était encore loin. Marceau dépêche ordonnance sur ordonnance; Bourbotte et Prieur, qui dirigent avec Kléber cette division tant désirée, répondent que la troupe marche à grands pas. « Tiens ferme, lui écrivent-ils, et nous sommes à toi. »

Encouragés par cette assurance de secours prochain, Marceau et Westermann reprennent l'offensive, tandis que le même jour, jeudi 12 décembre, à dix heures du soir, on discutait à leur état-major s'il ne serait pas plus avantageux d'incendier les quartiers où les Royalistes s'étaient retranchés. Une fusillade, entremêlée de coups de canon, s'engage au milieu des ténèbres. Herbault, l'un des meilleurs officiers de la Vendée, est blessé à mort dans les batteries. La Rochejaquelein a deux chevaux tués sous lui. Malgré l'infériorité du nombre et l'inégalité des chances, il ne désespère pas encore.

Mais le vendredi 13 décembre, à trois heures du matin, selon l'avis de Bourbotte et de Prieur, Kléber envahit cette ville devenue un champ de bataille: c'était la victoire qu'il apportait.

Les Bleus tombaient d'épuisement à côté de leurs ennemis. Westermann lui-même, dont l'inextinguible soif de sang n'a jamais été apaisée, dont l'infatigable ardeur n'a jamais crié merci au milieu du combat, Westermann a été forcé de s'endormir dans une maison d'où les Vendéens font feu sur ses troupes.

La vue de Kléber ranime les courages. Marceau et les représentants s'inspirent de la situation. Kléber conseille des mesures de prudence, et, à la pointe du jour, sous le choc des Royalistes qui ont gardé leur position, les grenadiers de sa division sollicitent l'honneur de charger à la baïonnette. Le général Tilly les commande. Ils avancent gravement au pas redoublé, serrent les rangs sur les blessés ou sur les morts que la mitraille et la fusillade font tomber à leurs côtés; et, marchant toujours en pelotons, ils abordent enfin l'artillerie. A cette audace, les Vendéens sortent en foule des maisons où ils s'étaient embusqués. Marceau se précipite

sur eux. Là commence le plus horrible des carnages. La voix des chefs ne peut dominer les clameurs de la foule, les détonations de la mousqueterie, les cris des mourants et les chants de victoire des Républicains. La Rochejaquelein se jette au milieu de ce tumulte; il croit pouvoir suspendre une retraite fatale; ses prières se perdent dans le bruit. Les Blancs ne combattent plus. Un petit nombre seulement, restés dans les maisons, dirigent encore des feux de file sur les patriotes. Il est sept heures du matin. Ces maisons sont envahies par les troupes, dont Bourbotte d'un côté et Prieur de l'autre règlent les mouvements.

Dans cette épouvante, tout le monde fuit par la petite rue Dorée, Stofflet lui-même. Mais la Rochejaquelein n'a pas cédé au torrent; il groupe autour de lui quelques officiers et quelques soldats; il se place à l'entrée du pont de la route de Laval, il tente un dernier effort : cet effort est inutile. Les boulets de l'ennemi viennent jusque-là frapper ses soldats, qui de nouveau tâchent d'échapper au trépas. La ville est cernée de tous côtés par les Républicains; et la Rochejaquelein, que les Royalistes entraînent malgré lui, regagne la route de Laval.

Cependant aux Maisons-Rouges, à deux lieues du Mans, le lion ne veut pas se laisser harceler sans combat. A ces Maisons-Rouges il y avait alors des landes dont la culture s'est emparée. M. Henri fait masquer par ces landes les derniers canons qu'il a pu sauver. Il attend les Bleus, les repousse avec le courage du désespoir, ouvre un passage aux siens, et protége ainsi l'armée. Ce succès, auquel personne ne s'attendait, se répand dans la ville. On y réclame de prompts secours. On dit que les Royalistes vainqueurs sont en pleine marche pour revenir sur le Mans. Un pareil triomphe n'était pas possible. Il ne restait qu'à battre en retraite. A partir de ce moment, elle se fit, au moins pour les soldats dont la Rochejaquelein était entouré, avec une espèce de régularité.

Maintenant il faut revenir sur nos pas et suivre les derniers Vendéens qui tinrent dans la ville.

Forestier, Dupérat et Duchesne de Denant, qui ont com-

battu tous trois comme des martyrs volontairement dévoués à la mort, rencontrent, adossés à un mur, Herbault, Lemaignan et Roger-Molinier grièvement blessés. Ces trois jeunes gens, dans la force de l'âge, s'approchent de leurs trois compagnons. Ils leur proposent de les mettre en lieu de sûreté. « C'est inutile, mes amis, répond Herbault, vous péririez sans nous sauver; le pays a encore besoin de vous. Laissez-nous attendre la mort à ce poste et priez Dieu pour nous. »

La place des Halles n'est pourtant pas entièrement au pouvoir des Révolutionnaires. Afin de se mettre à la tête d'une petite colonne qui doit tenter une trouée dans les rangs de l'ennemi, Marigny cède le commandement de son artillerie. C'est Duhoux qui le remplace. Duhoux meurt dans ses batteries. De Scépeaux, qui tour à tour a fait office de général et de soldat, est blessé en chargeant lui-même la pièce de canon qu'il a servie; ce fut, avec Allard, le dernier Royaliste qui résista. Il ne reste plus dans la ville que des Républicains, des femmes, des blessés et des cadavres. Marceau, par un louable sentiment d'humanité, enjoint à Westermann de poursuivre les fuyards. En éloignant cet homme, qui se glorifie du surnom de *boucher des Vendéens,* dont il s'est lui-même flagellé, Marceau espérait maîtriser le carnage. Ses vœux furent trompés.

La ville du Mans, dont les rues étaient encombrées d'armes, de voitures brisées, de chevaux étouffés, de caissons et de débris de cadavres, n'a pas encore vu le dernier acte du drame qui se joue dans ses murs. Les femmes, les vieillards à la suite de l'armée, se sont cachés dans les maisons ou abrités derrière les murailles des jardins. On les arrache de ces lieux d'asile, on les pousse avec la baïonnette, on les torture avec la pointe des sabres. Leurs vêtements sont mis en lambeaux; puis, sous les yeux de Bourbotte et de Prieur, heureux spectateurs de cette scène de barbarie, on viole avant d'égorger, on viole même après la mort. De ces cadavres de jeunes femmes et de jeunes filles, déshonorées dans les angoisses de l'agonie, on forme des monceaux, et les soldats s'écrient en riant : « Voilà les batteries républicaines ! »

Pendant la bataille, vingt-sept Vendéennes avec leurs enfants essayèrent de mettre leurs jours en sûreté. Elles avaient fui; elles atteignaient déjà le bourg de Bonnétable. La municipalité les fait entasser sur une charrette, et elle signifie de les reconduire au Mans. Les tricoteuses du Comité révolutionnaire sont mises en mouvement. Elles accourent de Saint-Gilles, de Gourdaine et du Pré, sur la place des Jacobins, où ce triste convoi a été déposé au milieu des cadavres. Elles voient les hussards du 9e hésitant à exécuter l'ordre de fusiller qui leur est intimé. Ces femmes s'emparent des carabines, des sabres de l'escadron, et sans pitié elles tuent ces pauvres mères. Une ouvrière nommée Jeanne Pellier implore la grâce d'un enfant de quatre ans que sa mère, blessée, tenait entre ses bras ensanglantés. « Non, non, s'écrie l'enfant, moi mourir avec maman. » Son vœu fut exaucé.

Le maire la Morandière avait fui comme un lâche à l'approche des Vendéens. Lorsqu'il n'y eut de dangers à courir que pour l'humanité, il se hâta de protéger de son écharpe municipale les attentats auxquels il s'associait. Pendant ces horribles heures, d'autres révolutionnaires fusillaient en masse les prisonniers près des Cordeliers; mais cette multitude de cadavres fit bientôt peur aux assassins, qui redoutaient la contagion. Ils transférèrent plus loin le théâtre des massacres.

A cet inconcevable abus de la victoire, Marceau et Kléber sont indignés; ils ont vu massacrer les enfants, tuer les blessés, et de ce nombre Lemaignan, Herbault, Molinier, l'Infernat et Couty; ils entendent dans le lointain les fusillades incessantes de la division de Westermann, qui, fidèle à ses antécédents, ne doit épargner personne. Alors tous deux, généreux adversaires, prennent sous leur responsabilité d'arrêter ces boucheries. La générale bat, et, en frémissant de rage, les soldats, obligés de retourner au drapeau, sortent de ces rues qui ont vu l'un de ces sacs de ville dont, pour l'honneur de l'humanité, les guerres les plus acharnées sont toujours avares.

Dans cette orgie de sang, de lugubres plaisirs et d'inexplicables cruautés, il y eut pourtant des cœurs humains. Les grenadiers d'Armagnac et d'Aunis se montrent doux et bien-

veillants envers les vaincus. De leurs baïonnettes couvertes de sang royaliste, ils protégent les Royalistes. Ces deux régiments, dont le nom et la valeur étaient si célèbres, portaient encore l'uniforme de la monarchie, habits blancs à revers de couleur. Toutes les injonctions les plus civiques n'avaient pu réussir à le leur faire quitter. C'était une espèce de superstition militaire dont du reste on cite plus d'un exemple à différentes époques.

Au siége d'Angers ces deux corps avaient combattu les Vendéens à outrance. Au sac du Mans ils cherchaient à rendre la victoire plus miséricordieuse. On vit les soldats d'Armagnac et d'Aunis accompagner des paysans jusqu'aux murs de la ville. Ils sauvèrent ainsi beaucoup de femmes et de soldats et même plusieurs officiers : la Rochecourbon, Franchet, Carrière et la Bigotière furent de ce nombre. Vidal, lieutenant-colonel du 9e de hussards, trouve d'Autichamp et de Bernés; ils sont cachés dans la maison de madame de Bellemare, qui leur offre une hospitalité bien dangereuse pour elle. Vidal les reconnaît, leur fournit un équipement de hussard et les arrache ainsi à la mort.

L'adjudant général Savary rencontre dans les rues du Mans madame Gourreau, sa fille madame de Jonchère, et madame Boguais, que ses trois jeunes filles accompagnent. Ces six femmes ont été chassées de la maison où elles s'étaient réfugiées; elles marchent à l'aventure, espérant toujours découvrir une issue pour rejoindre leurs amis en fuite. Les soldats de Savary les entourent; ils vont se livrer à de déplorables excès. Soudain Savary, ému de compassion, se précipite entre ses soldats et les Vendéennes, dont la jeunesse et la beauté excitaient encore davantage les fureurs des Bleus. « Camarades, s'écrie-t-il, il serait indigne de massacrer ces pauvres Brigandes. Si elles sont coupables, laissez au bourreau à en faire justice : conduisez-les en prison; vous me répondez de leur vie sur vos têtes. » Les soldats obéissent à cet ordre généreux. Pendant le trajet, l'un d'eux saisit quelques pièces d'or sur madame Gourreau; les autres s'apprêtent à la dépouiller et à la tuer. Sa fille, madame de Jonchère, s'écrie : « O ma mère! je veux mourir avec vous. »

Elle fait un mouvement; le portrait de son jeune frère, qu'elle avait en médaillon, s'échappe de son sein. « C'est la femme du chef des Brigands! répètent les Républicains, mort à elle! » et ces deux femmes expirent sous les baïonnettes. Les soldats de Savary n'osent pas pousser plus loin la désobéissance. Madame Boguais et ses trois filles sont écrouées dans un couvent que l'on avait transformé en prison. Quinze jours après, un officier républicain, nommé de Fromental, exposait sa vie pour dérober au bourreau ces victimes, qu'il parvint à sauver.

A trois cents pas de la ville cependant, Westermann, qui a partout lancé ses grenadiers et sa cavalerie à la poursuite de l'armée, ne se laisse pas aller à de pareils sentiments. Le général a enjoint de ne faire aucun quartier; il est obéi au delà de toute mesure. Des pelotons de soldats, disséminés dans la campagne, recrutent des patriotes manceaux pour les aider dans leur projet d'extermination. Ils égorgent, ils assomment tout ce qui se présente; ils rabattent sur la route où le général tient ses impitoyables assises « ce gibier d'aristocrates, dont, comme il l'écrivait le lendemain, il a su se rassasier pour longtemps ». Le carnage dura tant qu'il y eut un Blanc à faire mourir sous le sabre des Bleus.

Ici, c'est madame de Lescure, triste veuve enceinte, jeune mère qui, dans les murs du Mans, a cherché à émouvoir les entrailles d'une autre mère en lui offrant sa fille unique comme otage, et que cette femme a refusée. Cette femme se nommait madame Thoré; elle était riche, elle était républicaine. Bontemps, le domestique de Lescure, arracha l'enfant de cet asile, où la peur, sans doute, étouffait l'humanité; et en l'élevant sur ses bras pour le montrer à madame de Lescure : « Je sauve, s'écriait-il, l'enfant de mon maître. » Là, c'est de Sanglier, veuf de la veille, blessé du jour, qui, sur un cheval sans bride, emporte ses deux petites filles, malades aussi, et qui, le lendemain, meurt au milieu d'elles. Forestier, blessé, traîne par la bride son cheval, blessé lui aussi, sur lequel cependant il a placé madame de l'Épinay et ses deux enfants. Près de lui, voici des paysans qui ploient sous le fardeau dont ils ont chargé leurs

épaules. Les uns sauvent une mère, les autres dérobent un père à la fureur des soldats. En voilà qui, accablés de lassitude, s'endorment dans la boue ou se cachent dans les fossés remplis d'eau. Partout le même spectacle s'offre aux regards; partout la même désolation se renouvelle. On fuyait dans toutes les directions, mais on ne se préservait nulle part du fer révolutionnaire et de la mort.

L'abbé Jagault, à la faveur des ténèbres, est parvenu à rallier plus de soixante femmes dont il espère calmer les frayeurs. Il s'aperçoit que ces malheureuses vont être cernées par les Bleus; il réunit à la hâte les hommes qui passent devant lui, il les encourage, les met en rang et les force à tenir tête à l'ennemi, afin d'offrir à ces femmes le temps de s'échapper. Obéissant au vœu du bénédictin, les Blancs se placent en ligne. Ils résistent avec succès; mais bientôt ils sont assaillis par une nouvelle troupe. Les femmes étaient en sûreté. L'abbé Jagault conseille la retraite; il était trop tard. Ces malheureux moururent les armes à la main. Protégé par le hasard, l'abbé Jagault se cache sous les morts; il passe ainsi plusieurs heures dans la boue et dans le sang. Au point du jour, seul et blessé, il fuit ce lieu fatal.

Jamais peut-être retraite ne fut rendue plus difficile. L'armée royale ne pouvait que se diriger sur Laval; mais, en sortant de la rue Montoise, l'auberge de la Croix-d'Or, placée en équerre sur les deux routes de Laval et d'Alençon, devenait pour les fugitifs un sujet d'hésitation et d'erreur. Dans l'obscurité de la nuit, la plupart prirent le chemin de Normandie. Ils marchèrent, et ce ne fut qu'après de longues heures de fatigue qu'ils se virent isolés de tout secours, sans connaissance des lieux et exposés à la merci publique. On en rabattit un certain nombre sur le Mans. Ils y périrent. Les autres continuèrent leur course à travers un pays coupé, au milieu de chemins sinueux que les pluies de novembre avaient rendus impraticables. Il y en eut qui s'égarèrent et qui expirèrent de faim ou de froid. Beaucoup furent poursuivis, traqués par les soldats ou par des patriotes. On les fusillait, on les massacrait sans pitié. On les pillait avant leur mort, on les dépouillait après.

L'espace entre les routes de Mayenne et de Laval est de trois fortes lieues dans sa moindre largeur. Les Bleus suivaient les Blancs à la piste; ils les attendaient à l'affût, aux carrefours des chemins, aux gués des rivières, et tout disparaissait. Pour se réunir à l'armée, il fallait que les Vendéens séparés de leur drapeau rejoignissent le point de Chassillé et de Lognes. Plusieurs tentèrent le trajet; mais alors on vit des traits inouïs de férocité, des actes de sang qui ne pourront jamais compenser les sentiments de sainte pitié qui éclatèrent dans cette même nuit.

Un révolutionnaire, dont le nom ne souillera pas cette histoire, s'était mis en mouvement pour tromper les Vendéens égarés. Il se tenait sur le chemin, s'approchait avec prévenance des femmes, des enfants, des vieillards et des hommes désarmés qui seuls composaient ces lugubres convois; il leur indiquait sa maison comme un lieu de repos, comme un asile sûr. Les Vendéens s'y rendaient. A peine étaient-ils sous ce toit inhospitalier que des soldats les égorgeaient. La fille de ce démagogue sentit son cœur se révolter à l'idée d'une semblable trahison. Elle prit les devants, vint à son tour se placer sur ce passage fatal à tous les fugitifs; et elle disait d'une voix désolée : « Vous allez tout à l'heure rencontrer un homme qui vous parlera d'un asile. Résistez à ses tentations. Cet homme vous tend un piége. Il veut votre mort. »

Maintenant, lorsque vous parcourez le triangle de terre renfermé entre les routes de Laval à Sillé et celle de Sillé à Sablé, où s'accomplirent les plus cruelles scènes de cette passion, vous ne voyez pas un vieillard qui n'ait une triste histoire à vous redire, pas un village qui n'ait à vous raconter l'humanité de la plupart de ses municipaux; car, disons-le à la gloire des partis, il y eut encore plus de pitié que de furie dans ces jours lamentables. Mais la pitié, avec toutes ses sortes de courage, est toujours limitée, tandis que le crime ne connaît pas de bornes. Un homme en sauve un autre, et il s'en tient là. Combien le sabre ou la baïonnette d'un terroriste peut-il en tuer dans une heure?

Cet immense désastre est gravé dans toutes les mémoires. Ceux qui ont offert des secours aux Vendéens, un verre d'eau

ou l'hospitalité, ne savent ni les noms des mourants ni ceux des familles entières qui expiraient sous leurs yeux ; mais les derniers regards, les paroles suprêmes des prêtres, des soldats et des femmes qu'ils ont assistés, tout cela revit et palpite dans les souvenirs des contemporains, et à ces morts ignorés ils attribuent tous quelque chose de surnaturel, d'illustre et de saint.

Westermann ne peut, malgré sa dévorante activité, tenir tête à tant de forces éparses, et les envelopper toutes dans son carnage. A trois lieues du Mans, madame de Lescure rencontre son père et la Rochejaquelein. « Henri vint à moi, raconte-t-elle. — Ah ! vous êtes sauvée ! me dit-il. — Je croyais que vous aviez péri, lui répondis-je, puisque nous sommes battus. Il me serra la main en disant : — Je voudrais être mort. »

Les débris de l'armée se sont enfin ralliés ; elle marche à un autre désastre, car pour elle il n'y a plus même une lueur d'espérance. Alors, en face de ces horreurs de la victoire et de ces misères de la défaite, les représentants Bourbotte et Prieur écrivent à la Convention l'effroyable bulletin dont nous n'osons extraire que le passage suivant :

« Des chefs, des marquises, des comtesses, des prêtres à foison, des canons, des caissons, des carrosses, des bagages de toute espèce, un nombre considérable de fusils, tout est tombé en notre pouvoir, et des monceaux de cadavres sont les seuls obstacles que l'ennemi oppose à la poursuite de nos troupes ; les rues, les maisons, les places publiques, les routes en sont jonchées, et depuis quinze heures ce massacre dure encore. Toute l'armée court après cette horde ; notre cavalerie est sur elle ; déjà presque tous les canons et les caissons sont pris depuis qu'elle est sortie du Mans. Le trésor, les bagages, les effets, les malles, tout est entre les mains de nos soldats, jusqu'aux croix d'argent, aux mitres, aux crosses, aux bannières, aux reliques de toute espèce, aux étendards, signes et instruments du fanatisme dont les prêtres enivraient cette tourbe insensée et féroce. Nous ramasserons tous ces signes de l'imposture pour vous les envoyer, parce que nous pensons qu'il serait utile de les faire connaître au peuple, afin qu'il voie clairement avec quelle astu-

cieuse perfidie les prêtres ont jusqu'à présent cherché à égarer la raison. »

Marceau fut mieux inspiré ; il avait soutenu tout le poids de la bataille, risqué peut-être son avenir ou sa tête sur l'enjeu que Westermann lui avait proposé au commencement du combat. Cependant le jeune général en chef des Républicains montre plus de modération dans le triomphe.

Parmi les innombrables familles qui, à la suite de ce massacre de deux jours, erraient sans asile sur les chemins, il se rencontrait madame des Melliers et ses deux filles. Les persécutions révolutionnaires les avaient forcées à se réfugier au delà de la Loire avec l'armée royale. Séparée, pendant la bataille, de sa mère et de sa sœur, mademoiselle Angélique des Melliers tombe entre les mains de quelques soldats qui poursuivaient les vaincus ; c'étaient des hommes braves et bons. L'air de douceur, la beauté, la jeunesse de mademoiselle des Melliers attendrissent ces grenadiers ; ils se déterminent à la sauver, et leur première pensée est de la confier à leur général. Ils retournent au Mans, traversent, avec Angélique, les rues encore inondées de sang, encore pleines de cadavres royalistes et républicains, puis ils présentent à Marceau la victime qu'ils ont arrachée au déshonneur et au trépas.

Le général se montre digne de la confiance de ses grenadiers ; il accueille mademoiselle des Melliers avec bonté : il la place à côté de lui dans son cabriolet, et la conduit ainsi à Laval, où, espérant retrouver des membres de sa famille, la jeune prisonnière témoignait le désir de se rendre. Pendant le trajet, il veille sur sa compagne avec la sollicitude d'un père : il lui prodigue les secours et les consolations dont elle a si grand besoin ; il l'entoure, avec une respectueuse affabilité, de toutes les espérances qui peuvent adoucir tant de chagrins. Arrivé à Laval, il la dépose dans une famille dont il garantit à mademoiselle des Melliers la probité et la délicatesse.

Angélique y séjourne pendant quelque temps. Marceau, à son passage dans cette ville, la visita et conduisit avec lui le général Kléber, qui dit dans ses Mémoires en parlant de

mademoiselle des Melliers : « On ne vit jamais de femme ni plus jolie, ni mieux faite, et, sous tous les rapports, plus intéressante : elle avait à peine dix-huit ans et se disait de Montfaucon. »

Un jour, la prisonnière de Marceau apprend qu'il y a peine de mort prononcée contre toute personne qui recélera un aristocrate ou un royaliste. Mademoiselle des Melliers était noble; elle était royaliste. A ces deux titres la maison qui lui accordait l'hospitalité pouvait être compromise. Angélique, ne consultant que son âme, va se dénoncer elle-même; elle est mise en prison, et malgré le nom protecteur de Marceau qu'elle invoque, elle y reste.

C'est de là qu'elle adresse à une de ses parentes, qui habitait la ville de Nantes, une lettre pleine de douceur et de résignation, dont nous ne tirons que le passage relatif au général Marceau. Cette lettre est datée du 9 nivôse an II de la République : « Vous savez, mande-t-elle à sa tante, qu'au Mans l'armée républicaine a obtenu une victoire complète. J'ai eu le malheur affreux d'être séparée de ma famille dans cette horrible déroute. Je désirais la mort, et je n'ai trouvé que de la pitié parmi les troupes républicaines. J'ai été sauvée par le général Marceau, qui m'a traitée non-seulement avec humanité, mais encore ai-je à me louer de son honnêteté et de sa générosité. »

Le général, alors, était loin de la Vendée, sur les frontières; mais, en se séparant d'Angélique, il lui a fait promettre de l'informer de son sort. Marceau reçoit une lettre de la jeune fille dont peut-être, dans ses rêves de gloire et d'amour, il a pensé à faire l'épouse de son choix. A l'instant même il part, arrive à Paris, et enlève au Comité de salut public l'ordre de surseoir à l'exécution de la ci-devant Angélique des Melliers. Cette grâce à peine obtenue, il se précipite à toute bride vers Laval; il arrive. La guillotine est dressée sur la place publique; Marceau pousse un cri d'effroi : la tête de mademoiselle des Melliers venait de tomber.

Le désespoir dans l'âme et les yeux pleins de larmes, l'infortuné va reprendre son commandement et sacrifier à la Révolution une vie dont cette même Révolution avait em-

poisonné le bonheur. La pitié de Marceau parut coupable à certains patriotes, sans doute plus purs que le général. On instruisit contre lui et contre Kléber une procédure qui pouvait leur devenir fatale. Elle fut communiquée à Bourbotte, resté malade à Laval; le représentant du peuple eut la pudeur de l'étouffer en germe.

Sous le coup de cette victoire révolutionnaire, le conventionnel Garnier (de Saintes) signe un arrêté par lequel il est enjoint à tous les Sans-Culottes de courir sus aux Brigands, de les dénoncer et de les exterminer. Un de ces journalistes comme on en voit tant dans les révolutions, un écrivain qui, avant de se gorger de sang, s'est enivré de son encre démocratique, se charge de mettre à exécution le plan de Garnier. Ce journaliste, le père et le modèle de la plupart de ceux que l'Ouest a fournis à la polémique des vengeances nationales, se nomme Bazin. Il se place à la tête d'une cinquantaine de jeunes gens que ses écrits ont pervertis. Pour les besoins de la guillotine, il s'improvise tour à tour espion, gendarme, juge et bourreau. Il n'avait d'abord fait arrêter et tuer que des Royalistes. La haine le poussa bientôt à étendre le cercle des attributions juridiques qu'il s'était octroyées. Il accusa les Patriotes modérés et tous ceux qui ne consentaient point à participer à ses crimes.

L'armée royale est enfin dans les murs de Laval; mais que ses pertes sont incalculables! que ses désastres sont immenses! Le 14 décembre au matin, la Rochejaquelein prépare un recensement. Presque toute l'artillerie et les dernières munitions ont disparu. Quinze mille hommes ont péri sur le champ de bataille ou dans les rues du Mans; trois mille au moins sont restés prisonniers avec des femmes et des enfants que la pitié de Vétillard, de Ruillé, de Bérard, négociants de la ville, que celle de la mère du général républicain Ledru, et d'Ysambart, président du tribunal révolutionnaire, parviendra à dérober en partie à la mort, aux fusillades ou aux maladies pestilentielles. Les prisonniers sont entassés pêle-mêle à la Mission. Le froid, la famine et la contagion rendent inabordable cette maison. La charité d'une jeune fille est plus forte que toutes les terreurs. Made-

moiselle de Bordigné, la première, pénètre dans la Mission. Elle va y prodiguer les soins qu'une chrétienne doit aux mourants, les douloureux honneurs qu'une Royaliste accorde aux martyrs. Son exemple fut suivi; mais mademoiselle de Bordigné précéda dans la tombe plus d'une victime que son humanité courait disputer au trépas. Atteinte de la maladie vendéenne, elle expira au bout de vingt jours.

Le chiffre des morts s'élève à dix-huit mille à peu près; mais, sur ces dix-huit mille, la moitié n'a jamais guerroyé. La Rochejaquelein peut encore compter sur quelques troupes, et il ne désespère pas de ramener ces infortunés dans leur patrie. Il les forme en bataille, place au centre les blessés et les femmes, peut-être moins épouvantées que les hommes; et, avec ce convoi de deuil, il se dirige sur Craon, toujours poursuivi, toujours tenu en échec par Westermann.

A Craon, l'hôpital, l'église et les habitations particulières sont encombrés de malades et de blessés. Ils voulaient bien mourir, mais la mort de la main des Bleus leur faisait horreur; ils demandaient à grands cris qu'on les arrachât à cette agonie. Il n'y avait aucun moyen de transport, et, l'âme déchirée, les Vendéens furent obligés d'abandonner à la fureur de l'ennemi ces malheureux qui éclataient en sanglots. « Au milieu de cette scène déchirante, dit la marquise de Donnissan dans ses Mémoires inédits, un tableau touchant s'offrit à mes regards. Un jeune homme blessé dans les reins et tout en sang conjurait un prêtre de le sauver et de l'emporter sur ses épaules. Ce bon ecclésiastique se rendit à cette prière : il se mit en route au milieu de la nuit. Sans doute il aura succombé au bout de cent pas sous son fardeau; mais l'embarras du monde et des voitures m'empêcha d'observer ce qu'ils devinrent. »

Pour assister par la pensée à une aussi lugubre retraite, il n'y a pas de document plus cruel et plus instructif que les rapports mêmes des Conventionnels, s'acharnant à la poursuite des Blancs. Prieur et Turreau sont sur leurs traces, et ils écrivent au Comité de salut public :

« Depuis notre dernière lettre, les troupes républicaines réunies n'ont cessé de poursuivre les Brigands : nous avons

rencontré sur les chemins qu'ils ont suivis les traces de la déroute la plus complète; des cadavres se présentaient à chaque pas. Des caissons, des femmes, des enfants arrêtés, saisis partout, prouvaient que le centre de l'armée avait été entamé.

» Nous avons aussi rencontré les habitants des campagnes armés de fusils, de fourches, de faux, donnant la chasse aux Brigands et les exterminant de tous côtés. Nos soldats espéraient les retrouver à Laval, et le désir qu'ils ont de les exterminer, les cris de *Vive la République! vive la Montagne! la mort aux Brigands!* sont des présages certains des nouvelles victoires qu'ils remporteront.

» Les Brigands ont quitté Laval dès hier au soir..Notre cavalerie est à leur poursuite; l'armée défile dans cet instant dans les rues de Laval; la plus grande joie et la plus grande énergie y règnent. Nous n'avons qu'un chagrin, c'est de ne pouvoir donner à nos braves frères les souliers qu'exigent des marches aussi rapides. Nous en rencontrons un nombre infini, marchant pieds nus dans la boue, dans le froid; et si vous ne nous secondez pas, nous aurons le chagrin de voir des maladies enchaîner leur courage. »

Le représentant Garnier, avocat de Saintes, qui s'est rendu à Alençon pour couper la retraite de ce côté, raconte, lui aussi, au Comité de salut public ce qu'il exécute pour venger la nation.

« Notre victoire, dit-il, leur coûte au moins dix-huit mille hommes; car dans quatorze lieues de chemin il ne se trouve pas une toise où il n'y ait un cadavre étendu.

» On nous amène ici les prisonniers par trentaines; dans trois heures, on les juge; la quatrième, on les fusille, dans la crainte que ces pestiférés, trop accumulés dans cette ville, n'y laissent le germe de leur maladie épidémique.

» J'ai pris un arrêté pour faire lever toutes les campagnes dans lesquelles ces coquins se disséminent et commettent toutes sortes de brigandages; je l'ai envoyé par des courriers extraordinaires; il produit un excellent effet; on les chasse comme des bêtes fauves, et le nombre de ceux qu'on tue équivaut à ceux qu'on fait prisonniers. »

Ainsi harcelés, les Vendéens ne prennent aucun repos. Ils marchent jour et nuit sous la pluie qui ne cesse de tomber, et ils espèrent parvenir à la Loire avant les Bleus. Le 14 décembre ils laissent Craon; le 15 ils sont à Pouancé, et le 16 à Ancenis.

A la vue de ce fleuve qu'il y a deux mois ils traversèrent pour échapper à l'incendie ou à la mort, et sur les rives duquel ils se revoient après une déroute, mais plus affaiblis, plus découragés, plus tristement glorieux que jamais, — n'ont-ils pas eu de grandes luttes à soutenir, d'invincibles armées à combattre, et n'ont-ils pas plus d'une fois vaincu? — un cri de joie sort de toutes les poitrines. C'est en Vendée maintenant qu'ils espèrent planter leur drapeau, en Vendée qu'ils veulent mourir. Mais, pour franchir le fleuve, il faut des pontons et des bateaux. La crue des eaux l'a rendu plus large et plus rapide, puis Westermann n'est pas loin. Comme naguère à Cholet et à Beaupreau, il ne laissera pas échapper sa proie. Un poste de Républicains garde les hauteurs de Saint-Florent; mais Talmont, de Scépeaux, d'Autichamp, Turpin, Piron et leurs soldats de l'Anjou et de la Bretagne ne sont plus sur l'autre rive pour protéger le retour de l'armée, ainsi qu'au 18 octobre ils protégèrent son départ.

Il est midi. Pour toute ressource, l'armée ne s'est encore procuré que deux toues. La Rochejaquelein ordonne de construire sept énormes radeaux; l'abbé Bernier excite les travailleurs; mais ces radeaux ne seront prêts que le lendemain. Le lendemain, c'est l'extermination organisée par Westermann.

Quatre grosses barques chargées de foin sont amarrées à l'autre extrémité du rivage, où campent les Bleus. Personne ne se décide à courir la périlleuse chance d'aller s'en emparer. Chefs et soldats se réunissent dans une commune prière pour engager la Rochejaquelein à tenter l'aventure. Escorté de Stofflet, de Baugé et de Langerie, il se jette dans un batelet. Deux chaloupes canonnières remontent de Nantes; elles s'embossent entre l'armée et son général, qui dans le même moment est attaqué par quarante hommes. Une vingtaine de Royalistes ont trouvé moyen de le suivre. Il

marche avec eux contre ces soldats. Une vive fusillade commence. Les Bleus se replient sur une colonne républicaine qui s'avance au pas redoublé. La Rochejaquelein, Stofflet et Langerie marchent à sa rencontre; mais à l'aspect de ces nouvelles forces les paysans s'égaillent sur cette terre de Vendée qu'ils désiraient tant revoir. M. Henri, Stofflet, Baugé et Langerie, abandonnés, se cachent pour éviter la poursuite des soldats et épier l'instant propice de rejoindre l'armée. Ils ne peuvent assister au dernier combat d'outre-Loire. La Rochejaquelein et Stofflet étaient appelés par la Providence à de nouvelles épreuves.

Les quatre barques chargées de foin ne doivent être d'aucun secours aux Royalistes. Marigny met à la rivière les radeaux à peine ébauchés. Allard et de Beauvais s'élancent dans une toue et vont guider les Blancs. Soudain une des chaloupes canonnières fait feu. Les uns se noient, les autres regagnent la terre à la nage; mais déjà l'heure de se réfugier sur le rivage vendéen est passée. Les éclaireurs de Westermann sont aux portes d'Ancenis. Dans le lointain, grondent les canons qu'il fait tirer de quart d'heure en quart d'heure, afin d'épouvanter les populations. Son artillerie approche. Elle porte le désordre au milieu des travailleurs. Talmont, Forestier, Marigny et Donnissan se jettent à la rencontre des Républicains, comme pour les empêcher, par un sublime dévouement, de venir encore une fois répandre la terreur dans leurs rangs. L'attaque de ces infatigables chefs est si désespérée que Westermann se replie sur Saint-Marc. Là, Soyer, qui, à Laval et à Dol, a montré un courage surnaturel et qui a été criblé de blessures, reçoit à bout portant une balle dans la poitrine. Renversé sur le chemin, il va être achevé par les Bleus. François Soyer, son frère, lui fait un rempart de son corps, et l'arrache ainsi au trépas. Pendant ce temps, les radeaux s'achèvent, mais ils ne peuvent entrer en rivière. Aucun essai ne réussit. Alors on voit des malheureux se placer sur des poutres, sur des barriques ou sur des pièces de bois, faisant eau de tous côtés, et, aussi faiblement défendus contre la rapidité du courant, ils se laissent aller au hasard. Très-peu débarquent à la rive op-

posée, le plus grand nombre est englouti; mais les deux chaloupes canonnières interviennent encore, et de Saint-Florent accourent au galop un gros de cavalerie et une masse de plus de quatre cents hommes, fusillant ou précipitant dans les flots tout ce qui touche au rivage.

A ces détonations répétées, les Vendéens campés à Ancenis comprennent que l'espérance même leur est ravie; la Rochejaquelein ne pouvait plus revenir. Toute issue lui était fermée. On le crut mort, prisonnier ou perdu dans la campagne. La nuit fut affreuse. Les espions de Westermann annonçaient l'amnistie et la clémence pour ceux qui déposeraient les armes. A ces promesses d'union et d'oubli, dont en guerre civile les partis se font souvent une arme à deux tranchants, ils ajoutent des nouvelles sinistres. Les Bleus, disent-ils, vont faire une attaque générale sur l'armée royaliste. Le général Vimeux, à Nantes, les troupes qui ont vaincu à la bataille du Mans et les postes échelonnés sur la rive gauche, tout cela va se réunir et exterminer les Vendéens. Le hasard lui-même entre dans cette machination. Les Républicains cantonnés à Oudon essayent un coup de main sur la garde avancée des insurgés. Ceux-ci, se croyant entre deux feux, abandonnent la Loire, les radeaux et leurs armes; ils prennent la fuite en désordre.

Les uns tentent de s'enfoncer dans les terres, les autres passent le fleuve à Varades. La plupart, confiants dans l'amnistie dont on a flatté leur épuisement, se livrent aux autorités locales. Tous sont massacrés. Cent cinquante cavaliers courent vers Nantes avec armes et bagages. Ils se constituent prisonniers sur la foi de cette trompeuse amnistie. Carrier les fait fusiller sur la place du Département; et ce jour-là même, 30 frimaire an II (20 décembre), il écrit à ses frères de la Convention :

« Vous avez décrété qu'il n'existerait plus de Vendée, vous décréterez bientôt qu'il ne reste plus un seul Brigand. L'affaire du Mans a été si sanglante! Une bande de ces scélérats s'est portée sur Châteaubriant, et une autre sur Ancenis. Ces deux postes ont cru voir arriver ces Brigands dans des desseins hostiles: l'un s'est replié sur Rennes,

l'autre sur Nantes ; à l'instant j'ai pris les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour empêcher le passage de la Loire et de la Vilaine.

» Le lendemain je fus instruit, par un capitaine de bateau armé que j'avais fait placer sur la rive gauche de la Loire, que les Brigands en grand nombre qui s'étaient portés à Ancenis tentaient le passage de cette rivière à l'aide de toues et de bateaux qu'ils portaient sur leurs chariots, et de barriques qu'ils prenaient à Ancenis et qu'ils clouaient de planches. Mais il m'annonçait en même temps que l'artillerie de nos bateaux armés, brisant les embarcations des Brigands, les tuait et noyait tous. Effectivement, tous ces équipages ont si bien fait leur devoir qu'il n'y a que très-peu de Brigands qui ont passé la Loire ; et, à mesure qu'ils arrivaient sur la rive gauche, ils étaient tués par nos postes de Champtoceaux et de Saint-Florent sans nulle résistance ; car ils venaient à la nage sans armes. Il n'en eût pas échappé un seul, sans les ordres du général Moulin, qui s'est avisé de donner à quelques-uns des passe-ports pour les autoriser à rentrer chez eux. Je viens de faire partir l'ordre d'arrêter ce général vraiment coupable : il est déjà remplacé. »

Sept mille hommes bien déterminés restaient encore sous le drapeau. Talmont, Fleuriot, Marigny, Donnissan, les frères Soyer, Lyrot, Desessarts, Forestier, Piron, Dupérat et Beaucorps les dirigeaient. Ces sept mille hommes, travaillés par toutes les maladies, étaient sans cesse aux prises avec tous les besoins. A Nort, le bruit se répand qu'un rassemblement royaliste s'est formé dans la forêt du Gâvre. Forestier, Sapinaud, Jarry, Brunet, Dupérat et plusieurs femmes échappées au massacre du Mans s'enfoncent dans cette forêt, après avoir partagé deux mille louis et les bons royaux qui remplissaient la caisse, dont, depuis la disparition de Beauvolliers, l'abbé Bernier avait été le dépositaire.

Ce partage et ce départ étaient à peine consommés, que le cri : « Aux armes ! voici les Bleus ! » retentit dans les rangs. Donnissan et Desessarts, que suit seul d'abord un cavalier nommé Moulins, et auxquels se joignent ensuite soixante

braves, se portent au-devant de l'ennemi avec une pièce de canon. Ils attendent de pied ferme la cavalerie républicaine, font à cinquante pas une décharge à mitraille, lui tuent une douzaine d'hommes et refoulent le reste.

Un peu moins troublés dans leur marche, ils se remettent en route. Mais, à Nort, ils avaient tous senti la nécessité de donner un général à cette troupe fugitive. Fleuriot de la Fleuriaye, frère de l'officier tué, le 29 juin 1793, à l'attaque de Nantes, et oncle de Charette, obtint la majorité des suffrages. Le commandement était le poste le plus périlleux. Talmont, qui n'a jamais brigué les honneurs, l'ambitionnait. Blessé de cette préférence, qui à ses yeux semblait mettre en suspicion son loyal dévouement, il quitta l'armée.

Marigny, Piron et Donnissan avaient sans doute autant de titres à ce grade, alors si misérable et si envié, que le prince de Talmont et Fleuriot. Pourtant ils restèrent dans les rangs, voulant conduire jusqu'au bout le deuil de la Vendée.

On arrive à Blain. Le nouveau général en chef prend ses précautions et fait élever de petits retranchements autour du château où Marigny braque les derniers canons. Il accorde quarante-huit heures de repos à ses soldats; mais ce repos est troublé. L'armée républicaine paraît en masse dans la plaine. La victoire du Mans a tellement exalté son enthousiasme, qu'à travers les pluies froides et les chemins boueux de la saison elle a fait plus de douze lieues par jour. Les représentants mêmes, pour en finir une bonne fois avec la Vendée, ont rendu Marceau responsable sur sa tête de tous les retards qui empêcheraient les Bleus d'atteindre les Blancs. Afin d'assurer leur plan de campagne, ils ont chargé Francastel, leur collègue à Angers, de faire incendier, sur les deux rives de la Loire, les moulins, les fours, les fermes et les habitations que l'on soupçonne devoir servir d'asile aux paysans. Francastel obéit, et le 20 décembre le général Delaage commence à assaillir les Royalistes à Blain.

La pluie tombait par torrents; Delaage est obligé de repasser la rivière de l'Izac, et pour entretenir le feu sacré dans l'âme des soldats, Prieur, qui a rassemblé sur une lande les musiciens de tous les régiments, fait, pendant la

journée, retentir le camp d'airs patriotiques et de chants de mort contre les Royalistes dont le *sang impur* a déjà tant de fois *abreuvé les sillons*.

A minuit, Fleuriot, redoutant d'être cerné le lendemain par des forces plus nombreuses, met à profit cet incompréhensible temps d'arrêt; il évacue la petite ville de Blain. La plupart des chefs proposent de cacher dans les forêts ces débris de la grande armée. C'était les soustraire presque tous à la rage révolutionnaire; mais l'abbé Bernier parlait avec tant de confiance de l'appui des Bretons et de la diversion qu'ils allaient opérer, qu'il fut convenu d'espérer encore. On arrive ainsi à Savenay, d'où le général Cambrai, avec six cents Républicains, se retire à leur approche.

Savenay, c'est le dernier refuge de la grande armée. Elle ne peut pas fuir plus loin. Tous les ponts entre la Loire et la Vilaine sont coupés; les bateaux ont été enlevés ou brûlés. Elle se voit donc placée d'un côté entre deux rivières grossies par les pluies de l'hiver; de l'autre, en face de l'Océan, où n'apparaissent que des voiles ennemies. Pour l'enfermer dans un cercle de feu ou d'eau, les Bleus se pressent, poussant des cris de victoire et se glorifiant du dernier massacre qu'ils apportent à la Vendée et à ses défenseurs.

Lyrot, qui conduit l'avant-garde royaliste, a fait élever des simulacres de retranchements, mais bientôt Marceau et Kléber accourent avec leurs colonnes. Lyrot, embusqué dans un bouquet de bois en avant de Savenay, résiste avec fermeté; il les empêche de s'emparer des hauteurs qui dominent la ville. Le chef de bataillon Verger, à la tête de trois cents grenadiers de Kléber, charge à la baïonnette pour forcer cet avant-poste. Verger est repoussé; mais Lyrot s'aperçoit qu'il va être enveloppé par l'armée entière. Il rentre dans la ville. En ce moment Turreau et Prieur, qui ont encore soif de sang, ordonnent de commencer sans délai une attaque à fond, et Prieur, qui pérore toujours, s'écrie de sa voix stridente : « En avant, camarades! »

A la parole du représentant, les Républicains s'ébranlent. Leur précipitation va peut-être offrir aux Vendéens une chance de succès, lorsque Kléber, avec plus de sang-froid,

dit à Marceau : « Si tu ne prends sur toi d'arrêter ces criailleries d'avocat, demain nous serons à Nantes, et l'ennemi nous y suivra. » Sous la Convention, les généraux n'étaient pas maîtres là où pérorait un représentant du peuple. Marceau d'un ton impératif fait retirer Prieur, toujours accompagné de sa cohorte de musiciens; puis avec Kléber il forme son armée en croissant et enveloppe ainsi la ville.

Les généraux républicains connaissaient l'avantage de leur position. Ils en profitaient. Ceux de la Vendée voyaient les dangers de la leur, et ils s'apprêtaient à mourir les armes à la main. Jamais peut-être les Bleus n'avaient été commandés par autant d'hommes de guerre illustres. On remarquait dans ces diverses colonnes, débris de toutes les armées envoyées par la Convention pour détruire l'insurrection de l'Ouest, la plupart des officiers dont le génie et l'audace firent la gloire de la Révolution. Ici est Marceau, simple capitaine dans la légion germanique au siége de Saumur, et six mois après général en chef; là est Kléber, l'homme que rien n'effraye, et qui, dans le conseil, est aussi prudent qu'intrépide dans la mêlée. Plus loin, voici Michel Beaupuy, le descendant de Michel Montaigne; Beaupuy que les Blancs ont si souvent vaincu, mais dont ils ont toujours honoré les talents et le courage; voilà Westermann, leur plus terrible exterminateur, Westermann qui n'a jamais su ce que c'était que la pitié. Canuel, Debilly, le vieux Dambarrère, Savary, Ménard et quelques autres moins célèbres, mais dont plus tard les noms resplendiront sur tous les champs de bataille, depuis Marengo jusqu'à la Moskowa, dirigent les diverses brigades de cette armée, au cœur de laquelle Prieur et Turreau soufflent leur enthousiasme révolutionnaire.

Les Royalistes n'ont à opposer à tant de noms, à tant de forces, à tant d'exaltations, que Marigny, plus grand dans l'adversité que dans la victoire; Piron, dont la gloire est devenue populaire à côté même de celle de Cathelineau, de la Rochejaquelein et de Bonchamps; Desessarts, aussi brave l'épée à la main qu'énergique dans ses écrits, et Donnissan, le chevalier d'honneur d'un Bourbon; Donnissan qui,

dans les conseils et sur les champs de bataille, a conquis son titre de Vendéen. Auprès de Fleuriot, le général en chef de cette troupe épuisée, il y a encore de nobles, de valeureux soldats : ce sont Lyrot, Beauvolliers jeune, Mondyon, Cadi, rustique Tyrtée de la grande guerre, Béjarry, Lusignan, Tinguy et le capitaine Legeay. Pour être assuré de mourir glorieusement, c'était trop de moitié. Dans l'état d'inanition de l'armée, ce n'était pas assez pour combattre avec une égalité, même apparente, de chances.

Les Royalistes n'avaient presque pas de munitions. On en rencontrait qui portaient des armes à moitié brisées. La plupart manquaient de vêtements pour se couvrir. Depuis le Mans, tous avaient perdu leurs bagages. Les uns cachaient leur tête sous des chapeaux de femme ou sous des turbans arrachés aux théâtres des petites villes qu'ils venaient de traverser; d'autres s'enveloppaient dans de vieilles robes noires de juges conquises dans un présidial. Un rideau de lit, une couverture de laine formaient l'équipement de plusieurs; on en voyait même qui marchaient au combat avec un jupon de femme pour habit militaire.

A huit heures du matin, le 23 décembre 1793, les Blancs pensent que les Bleus, forts de leur supériorité et de leur nombre, se sont endormis dans une imprévoyante sécurité. Ils se précipitent sur les avant-postes; mais Marceau, Kléber et Westermann ont déjà pris position. Donnissan et Fleuriot attaquent pourtant; ils ont les pieds dans la boue, et il tombe une pluie très-froide, qui, selon l'expression de Benaben, administrateur de Maine-et-Loire, « la faisait entrer dans les pores ». Leur première impétuosité a tant d'élan, que l'avant-garde républicaine, commandée par Verger, plie et se met en pleine retraite. A cette vue, Kléber accourt. Sa taille gigantesque, sa belle figure, son accent surtout, inspirent la confiance. Verger tremble sous les reproches dont Kléber l'accable. « Général, s'écrie-t-il pour toute excuse, nous n'avons plus de cartouches. — Eh bien! écrasez-les à coups de crosse, réplique Kléber. — Grenadiers, en avant! » reprend-il de sa voix la plus tonnante. Le combat recommence avec fureur.

Marigny a calculé que c'était là le dernier jour de la Vendée. Au moment de la bataille, apercevant madame de Lescure qui, fidèle à son nom, n'a cessé de suivre l'armée, il s'approche d'elle, saisit la bride de son cheval, et d'une voix émue : « C'en est fait, ma petite dame, lui dit-il, nous sommes perdus ; dans douze heures l'armée sera exterminée. J'espère mourir en défendant votre drapeau ; vous, tâchez de fuir. Adieu, adieu. » Et, comme si ce mot fuir, même adressé à une femme, eût déchiré son cœur, Marigny quitte brusquement la veuve de son ami ; mais lorsque, heurtés sur tous les points, pris de front par la colonne du centre que dirige Marceau, chargés à gauche par Canuel, accablés à droite par Debilly, et cernés sur les hauteurs par Kléber, par Westermann et Beaupuy, les Royalistes voient que c'en est fait d'eux, Marigny se souvient de la suprême parole qu'il a jurée à madame de Lescure.

Il saisit le drapeau blanc qu'elle broda dans des jours plus heureux ; il se précipite au milieu des Républicains, et, repoussé quatre fois, il revient quatre fois à la charge. La mort ne voulait pas de lui. Le jeune Lavoyrie ne le quitte pas. D'un autre côté, Donnissan, Fleuriot et Desessarts font des prodiges de bravoure. Tout à coup Kléber, Beaupuy et Westermann descendent des hauteurs où ils sont campés. A cette attaque, Fleuriot et d'autres chefs s'ouvrent à la baïonnette un chemin à travers les Bleus, et gagnent les forêts voisines. Marigny, Piron et Lyrot se frayent une autre route sur les cadavres dont ils ont jonché la terre, et ils rentrent dans Savenay au moment où Kléber y pénètre du côté opposé.

Là, un nouveau carnage a lieu. Afin d'assurer aux femmes un moyen de retraite, Marigny pointe deux canons sur la route de Guérande ; et à trois reprises il rentre dans Savenay, qu'il est contraint d'évacuer trois fois. Lyrot, accablé par le nombre, expire sous les baïonnettes républicaines. Piron, dont le cheval blanc est célèbre dans les deux armées, qui ont appris à le connaître, — chaque jour il défiait l'ennemi aux avant-postes, — Piron ne veut pas se séparer de son noble coursier. Les Révolutionnaires s'acharnent avec tant de furie sur le cheval et sur le cava-

lier, que tous deux, criblés de balles et mutilés par les sabres, roulent ensemble morts au même moment.

Des cris de femmes parviennent aux oreilles de ce Marigny que Kléber trouve si beau à l'heure du danger. « Femmes, s'écrie-t-il avec un accent terrible, tout est perdu! sauvez-vous! » De son épée brisée en morceaux, il protége cette retraite où combattent encore Donnissan, Mondyon et Desessarts. La route de Guérande avait été assurée par Marigny. Il se place entre les deux canons qu'il y pointa, il laisse passer les fuyards et les femmes; puis, avec vingt canonniers et un paysan nommé Cholet, il attend les colonnes ennemies, qui n'osent troubler cette lugubre retraite.

La bataille était finie. Il ne restait plus, comme au Mans, qu'à tout envelopper dans un réseau de sang. Les Conventionnels donnent ordre de poursuivre les Vendéens sur toutes les routes, de battre les bois, de fouiller les marais et de n'épargner personne.

La grande armée, dont le nom, les exploits et les désastres ne périront pas dans la mémoire des peuples, — car elle était peuple, et elle se sacrifia pour les principes populaires, c'est-à-dire pour son indépendance religieuse et pour sa liberté civile, — la grande armée a disparu, enveloppée dans ses triomphes et dans ses revers. Il ne reste d'elle, qui a vaincu à Fontenay, à Saumur, à Torfou et en soixante combats avec Cathelineau, Bonchamps, d'Elbée, Charette et Lescure; d'elle qui a vaincu à Laval et à Dol, sous les ordres de Henri de la Rochejaquelein; d'elle qui a si longtemps tenu tête à toutes les forces de la République française, à tous ses généraux les plus habiles, à tous ses représentants les plus cruels ou les plus énergiques; d'elle qui repoussait d'instinct l'appui de l'Angleterre, et que l'Angleterre a compromise à Granville, il ne reste que des malheureux isolés.

Héroïques débris des cent mille paysans que l'amour du sol, que la passion de la liberté, mais de la liberté sans tyrannie révolutionnaire, sans proscription, sans échafaud, ont forcés à courir aux armes, ont rendus grands au milieu de toutes les grandeurs de la République, forts au milieu de

toutes les forces dont à cette époque la France composait un vaste faisceau; sublimes d'intelligence et de dévouement dans cette immensité d'hommes intelligents et dévoués qui mettaient leur vie au service de leur ambition ou de leur enthousiasme, ces malheureux n'ont pas d'asile pour se cacher, pas de pain pour se nourrir, pas de vêtements pour se garantir du froid.

Ils ont vu incendier leurs chaumières, massacrer leurs enfants, égorger leurs pères. Ils ont entendu leurs frères et leurs amis pousser un long cri de guerre contre le despotisme qu'une fraction de peuple souverain allait faire peser sur eux, et, dans la simplicité de leur foi, ils ont dit :

« Nous sommes peuple aussi; si l'insurrection a été un droit contre le trône, elle est un devoir contre l'échafaud. »

Et ils se sont insurgés, et ils ont été braves parmi les plus braves, humains lorsque l'humanité en leur faveur était un arrêt de mort; et ils ont remporté des victoires, et ils ont essuyé des défaites!

C'était le sort de la guerre.

Mais tout ce qui dépendait de la puissance et de la volonté de l'homme, ils le firent. Et Michelet, l'historien révolutionnaire, a pu dire avec toute justice[1] : « Il est un point de la France où le royalisme fut héroïque, la Vendée. »

Ils ont été libres quand le pays était enchaîné par la Terreur au pied de ses arbres de la liberté.

Ils se sont donné pour chefs Cathelineau, Henri de la Rochejaquelein, Stofflet, Bonchamps, Forestier, d'Elbée, Lescure, Marigny et Talmont, quand la Révolution obéissait à un signe de Carrier, ou tremblait sous l'œil fauve de Robespierre.

Ils ont eu tout le courage de ces invincibles armées qui se ruaient sur l'Europe, tout le courage et l'indépendance en plus.

Ils ont été peuple, lorsque la Convention ne demandait que des esclaves.

C'est pour cela qu'ils sont morts.

Ils ont adoré leur Dieu, lorsque des misérables jetaient

[1] *Histoire de la Révolution française*, par Michelet, tom. V.

sur ses autels la lubricité, qu'ils appelaient le culte de la raison.

Ils ont gardé leur Roi, leurs principes monarchiques, et si français par conséquent, tandis que la Révolution nivelait tous les rangs, tuait la noblesse, insultait la royauté pour se donner plus tard un nouveau souverain, et pour cacher ses plus farouches amants d'égalité sous des titres de ducs et de comtes.

Ils ont légué aux nations le plus sublime modèle de probité et de foi.

Ils ont affronté toutes les tyrannies, tyrannie constitutionnellement religieuse, tyrannie politique. Ils sont morts avec les chefs qu'ils s'étaient spontanément choisis, morts en faisant voir ce que c'est qu'une province qui ne veut pas courber la tête sous le joug, morts, comme il est écrit au second livre des Machabées [1], morts en léguant un magnifique exemple de vertu et de courage, morts en répétant le vieux cri de leurs pères : « Dieu, le Roi et la Liberté ! »

Gloire à eux !

[1] II *Machab.*, VI, 31.

FIN DE LA GRANDE GUERRE ET DU PREMIER VOLUME.

TABLE DU PREMIER VOLUME.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

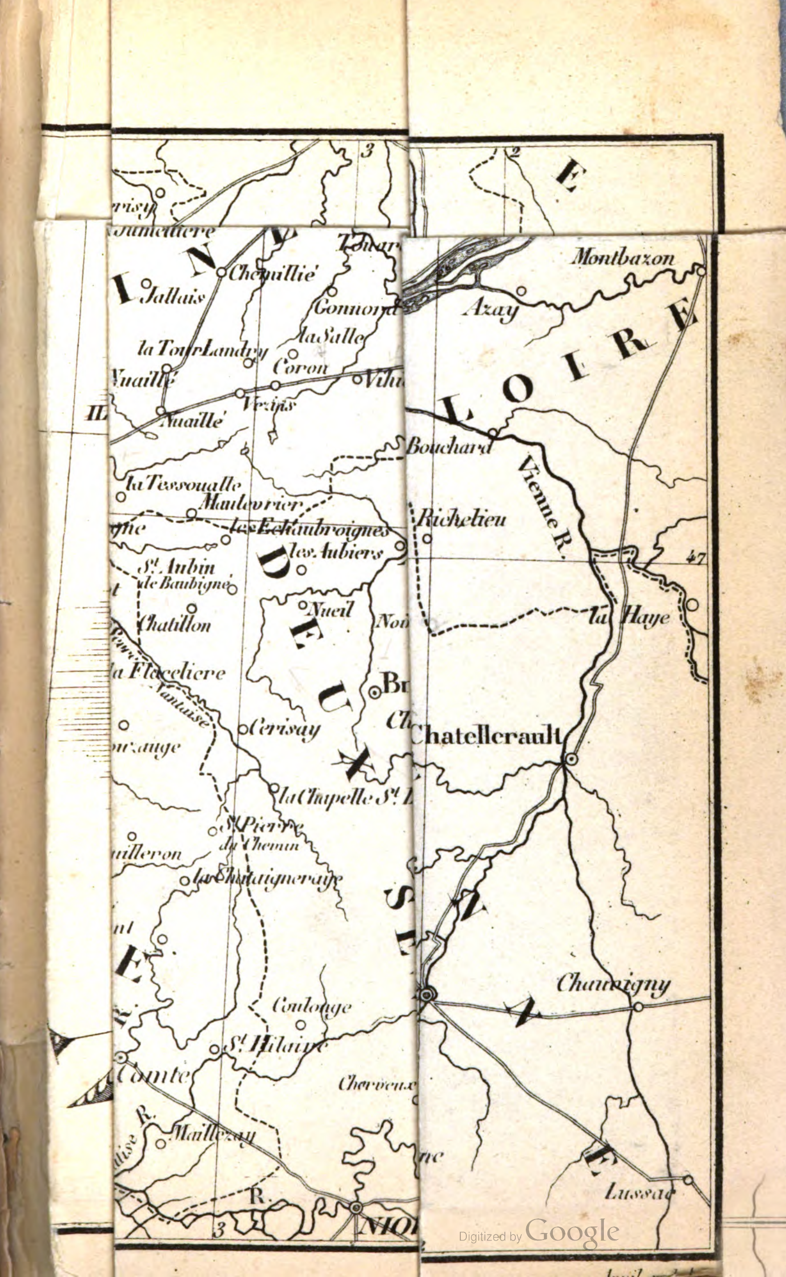
CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.



Montbazon
Azay
LOIRE
Bouchard
Vienne R.
Richelieu
47
la Haye
Chatellerault
Chauvigny
Lussac
Jallais
Gonnord
la Salle
la Tour Landry
Coron
Vezins
Nuaillé
la Tessoualle
Maulevrier
les Echaubroignes
les Aubiers
St. Aubin
le Baubigné
Chatillon
Nueil
Cerisay
St. Pierre
du Chemin
la Chataigneraye
Coulonge
St. Hilaire
Comte
Cherveux
Maillezay
R.
3
2

19

